



Document d'enregistrement universel

2019

REXEL

un monde d'énergie

DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL 2019



Le présent document d'enregistrement universel a été déposé le 9 mars 2020 auprès de l'AMF en sa qualité d'autorité compétente pour l'application des dispositions du règlement (UE) n° 2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le document d'enregistrement universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de valeurs mobilières ou de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note relative aux valeurs mobilières et, le cas échéant, un résumé et son (ses) supplément(s). L'ensemble est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) n° 2017/1129.

Des exemplaires du présent document d'enregistrement universel sont disponibles sans frais au siège social de Rexel, 13, boulevard du Fort de Vaux, 75017 Paris – France. Le document d'enregistrement universel peut également être consulté sur le site Internet de Rexel (www.rexel.com) et sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org).



TABLE DES MATIÈRES

1

PRÉSENTATION DU GROUPE REXEL

9

Message de Patrick Berard	12
Chiffres clés	14
Implantations	16
1.1 Chiffres clés consolidés	18
1.2 Histoire et évolution	21
1.2.1 Dénomination sociale	21
1.2.2 Lieu et numéro d'immatriculation	21
1.2.3 Date de constitution et durée	21
1.2.4 Siège social, forme juridique et législation applicable	21
1.2.5 Historique du groupe Rexel	21
1.3 Activités et stratégie	22
1.3.1 Les marchés du groupe Rexel	23
1.3.2 Les activités et les atouts concurrentiels du groupe Rexel	25
1.3.3 La stratégie du groupe Rexel	31
1.3.4 Recherche et développement, brevets et licences	33
1.4 Organisation	34
1.4.1 Organigramme	34
1.4.2 Principales filiales au 31 décembre 2019	34
1.5 Propriétés immobilières et équipements	37
1.6 Investissements	38
1.6.1 Investissements réalisés	38
1.6.2 Principaux investissements en cours de réalisation	38
1.6.3 Principaux investissements envisagés	38
1.7 Réglementation	39
1.7.1 Responsabilité du fait des produits	39
1.7.2 Réglementation environnementale	39

2

FACTEURS DE RISQUE ET CONTRÔLE INTERNE

43

2.1 Facteurs de risque	46
2.1.1 Risques commerciaux et stratégiques	48
2.1.2 Risques opérationnels	53
2.1.3 Risques financiers	57
2.1.4 Risques éthiques et environnementaux	60
2.2 Assurances	62
2.3 Dispositif de contrôle interne et de gestion des risques au sein de Rexel	63
2.3.1 L'environnement de contrôle au sein de Rexel	64
2.3.2 Les acteurs du dispositif de contrôle interne de Rexel, structurés autour du principe des trois lignes de maîtrise	64
2.3.3 Pilotage et surveillance du dispositif de contrôle interne	66



3

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

69

3.1	Organes d'administration et de direction	72
3.1.1	Conseil d'administration	72
3.1.2	Comités du Conseil d'administration	98
3.1.3	Direction Générale	102
3.1.4	Comité exécutif	103
3.1.5	Politique de non-discrimination et de diversité au sein des instances dirigeantes	103
3.1.6	Déclarations concernant le Conseil d'administration	104
3.1.7	Conflit d'intérêts	104
3.1.8	Contrats de service entre les administrateurs et Rexel ou l'une de ses filiales	104
3.2	Rémunération des mandataires sociaux	104
3.2.1	Politique de rémunération applicable aux mandataires sociaux pour l'exercice 2020 soumise à l'approbation des actionnaires (article L.225-37-2 du Code de commerce)	104
3.2.2	Rémunérations des mandataires sociaux pour l'exercice 2019 (articles L.225-37-3 I et L.225-100 II du Code de commerce)	125
3.2.3	Éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2019 ou attribués au titre de l'exercice 2019 et soumis à l'approbation des actionnaires (article L.225-100 III du Code de commerce)	138
3.3	Conventions ordinaires et Opérations avec les apparentés	141
3.3.1	Conventions ordinaires	141
3.3.2	Principales opérations avec les apparentés	141
3.3.3	Conventions entre les dirigeants ou les actionnaires de Rexel et les filiales de Rexel	142
3.3.4	Rapports spéciaux des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	143
3.4	Charte de déontologie boursière	145
3.5	Application du code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées Afep-Medef – paragraphe 27.1	145
3.6	Actes constitutifs et statuts	146
3.6.1	Objet social (article 3 des statuts)	146
3.6.2	Organes de direction et d'administration (articles 14 à 23 des statuts)	146



3.6.3	Droits et obligations attachés aux actions (articles 8, 9, 11, 12 et 13 des statuts)	151
3.6.4	Modification des droits des actionnaires	152
3.6.5	Assemblées générales (articles 25 à 33 des statuts)	152
3.6.6	Clauses susceptibles d'avoir une incidence sur la survenance d'un changement de contrôle	154
3.6.7	Identification des actionnaires et franchissements de seuils (articles 10 et 11 des statuts)	154
3.6.8	Stipulations particulières régissant les modifications du capital social (article 7 des statuts)	155
3.7	Actionnariat	156
3.7.1	Principaux actionnaires	156
3.7.2	Capital social et droits de vote	156
3.7.3	Droits de vote des actionnaires	167
3.7.4	Structure de contrôle	167
3.7.5	Accords susceptibles d'entraîner un changement de contrôle	168
3.8	Capital social	168
3.8.1	Capital social souscrit et capital social autorisé mais non émis	168
3.8.2	Titres non représentatifs de capital	174
3.8.3	Autocontrôle, autodétention et acquisition par Rexel de ses propres actions	174
3.8.4	Autres titres donnant accès au capital	176
3.8.5	Évolution du capital social	177
3.8.6	Nantissements, garanties et sûretés	178
3.9	Autres éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	178
3.9.1	Mécanismes de contrôle prévus dans un système d'actionnariat du personnel	178
3.9.2	Accords conclus par Rexel devant être modifiés ou prenant fin en cas de changement de contrôle	179

4

RESPONSABILITÉ D'ENTREPRISE

181

4.1	Maîtriser l'énergie pour un avenir durable	184
4.1.1	Modèle d'entreprise	184
4.1.2	Agir pour une chaîne de valeur responsable	184
4.1.3	Principaux risques extrafinanciers	191
4.2	Agir avec éthique et intégrité	195
4.2.1	Placer l'éthique des affaires au cœur de l'activité du Groupe	195
4.2.2	Déployer le programme de protection des données personnelles	198
4.3	Impliquer et accompagner les collaborateurs	199
4.3.1	Soutenir la politique des ressources humaines par une organisation décentralisée	199
4.3.2	Attirer et fidéliser les talents	200
4.3.3	Développer l'engagement et l'employabilité des collaborateurs	203
4.3.4	Soutenir la diversité, l'inclusion et l'égalité des chances	208
4.3.5	Note méthodologique	210
4.4	Améliorer la performance environnementale	211
4.4.1	Renforcer le pilotage environnemental	211
4.4.2	S'engager pour le climat	214
4.4.3	Être exemplaire dans les opérations	216
4.4.4	Favoriser une gestion durable des ressources	218
4.4.5	Informations complémentaires sur l'environnement	221
4.4.6	Note méthodologique	221
4.5	Promouvoir des pratiques responsables dans la chaîne de valeur	223
4.5.1	Développer des relations de confiance, des fournisseurs aux clients	224
4.5.2	Créer de la valeur pour les clients	225
4.5.3	Lutter pour le progrès énergétique	227
4.6	Synthèse des indicateurs	228
4.7	Plan de vigilance	232
4.7.1	Présentation du plan de vigilance	232
4.7.2	Mesures du plan de vigilance	233
4.8	Rapport de l'organisme tiers indépendant	238



5

INFORMATIONS FINANCIÈRES ET COMPTABLES

243

5.1	Rapport d'activité	248
5.1.1	Examen de la situation financière et du résultat du Groupe	248
5.1.2	Trésorerie et capitaux	257
5.1.3	Perspectives	261
5.1.4	Politique de distribution de dividendes	262
5.1.5	Changements significatifs de la situation financière ou commerciale	262
5.1.6	Informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs et clients de Rexel (clôture de l'exercice 2019)	263
5.2	États financiers consolidés	266
5.2.1	États financiers consolidés au 31 décembre 2019	266
5.2.2	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2019	332
5.3	Comptes annuels	340
5.3.1	Comptes annuels au 31 décembre 2019	340
5.3.2	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2019	356

6

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 23 AVRIL 2020 361

- 6.1 Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale mixte du 23 avril 2020 364
- 6.2 Texte des projets de résolutions proposés à l'Assemblée générale mixte du 23 avril 2020 391



7

RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL / CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES 409

- 7.1 Responsable du document d'enregistrement universel 412
 - 7.1.1 Responsable du document d'enregistrement universel 412
 - 7.1.2 Attestation du responsable du document d'enregistrement universel 412
 - 7.1.3 Responsable de l'information financière 412
 - 7.1.4 Calendrier indicatif de l'information financière 412
- 7.2 Contrôleurs légaux des comptes 413
 - 7.2.1 Commissaires aux comptes titulaires 413
 - 7.2.2 Commissaire aux comptes suppléant 413
- 7.3 Documents accessibles au public 413



8

TABLES DE CONCORDANCE 415

- 8.1 Table de concordance avec le règlement délégué (UE) 2019/980 du 14 mars 2019 418
- 8.2 Table de concordance avec le rapport financier annuel 422
- 8.3 Table de concordance avec le rapport de gestion (incluant le rapport sur le gouvernement d'entreprise) 423
- 8.4 Table de concordance avec les informations concernant la responsabilité sociale et environnementale 425
- 8.5 Table de concordance avec les 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies 427

REMARQUES GÉNÉRALES

Le présent document d'enregistrement universel a été préparé dans le cadre des obligations d'information de Rexel et en vue de l'Assemblée générale mixte des actionnaires de Rexel convoquée le 23 avril 2020 (l'« **Assemblée générale** »).

Dans le présent document d'enregistrement universel, le terme « **Rexel** » renvoie à la société Rexel. La référence à « **Rexel Développement** » renvoie à Rexel Développement S.A.S., filiale directe de Rexel. La référence à « **Rexel Distribution** » renvoie à la société Rexel Distribution, filiale indirecte de Rexel, absorbée par Rexel Développement au cours de l'exercice 2011. Les termes « **groupe Rexel** » et « **Groupe** » renvoient à Rexel et ses filiales et, pour la période antérieure à 2005, à Rexel Distribution et ses filiales.

Le présent document d'enregistrement universel contient des informations sur les marchés du groupe Rexel et sa position concurrentielle, y compris des informations relatives à la taille des marchés et aux parts de marché. Sauf indication contraire, ces informations sont des estimations du groupe Rexel et ne sont fournies qu'à titre indicatif.

À la connaissance du groupe Rexel, il n'existe aucun rapport externe faisant autorité, relatif au marché et couvrant ou traitant, de manière globale, de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles. En conséquence, le groupe Rexel a procédé à des estimations fondées sur un certain nombre de sources incluant des enquêtes internes, des études et statistiques de tiers indépendants ou de fédérations professionnelles de distributeurs de matériel électrique, la presse spécialisée (telle qu'*Electrical Business News*, *Electrical Wholesaling*), des chiffres publiés par les concurrents du groupe Rexel et des données obtenues auprès de ses filiales opérationnelles. Ces différentes études, que le groupe Rexel considère comme fiables, n'ont pas été vérifiées par des experts indépendants. Le groupe Rexel ne donne aucune garantie sur le fait qu'un tiers utilisant d'autres méthodes pour analyser ou compiler des données de marché aboutirait au même résultat. De plus, les concurrents du groupe Rexel pourraient définir ses marchés et calculer ses parts de marché d'une façon différente. Les données relatives aux parts

de marché et aux tailles de marché figurant dans le présent document d'enregistrement universel ne constituent donc pas des données officielles.

Le présent document d'enregistrement universel contient des indications sur les tendances, objectifs et perspectives de développement du groupe Rexel. Ces informations ne doivent pas être interprétées comme des garanties de performance futures. Ces informations sont fondées sur des données, des hypothèses et des estimations considérées comme raisonnables par le groupe Rexel. Elles sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel et réglementaire. En outre, ces tendances, objectifs et perspectives de développement pourraient être affectés par la réalisation de tout ou partie des facteurs de risque décrits au chapitre 2 « Facteurs de risque et contrôle interne » du présent document d'enregistrement universel.

Les informations prospectives mentionnées dans le présent document d'enregistrement universel ne peuvent s'apprécier qu'au jour de sa publication. À l'exception de toute obligation légale ou réglementaire qui lui serait applicable, le groupe Rexel ne prend aucun engagement de compléter, mettre à jour ou modifier ces informations prospectives afin de refléter tout changement dans ses objectifs ou dans les événements, conditions ou circonstances sur lesquels elles sont fondées. Le groupe Rexel opère dans un environnement concurrentiel en évolution permanente. Il peut donc ne pas être en mesure d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité, leur impact potentiel sur son activité ou encore dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des conséquences significativement différentes de celles mentionnées dans toute information prospective, étant rappelé qu'aucune de ces informations prospectives ne constitue une prévision ou garantie de résultats réels. En outre, ces informations prospectives pourraient être affectées par la réalisation de tout ou partie des facteurs de risque décrits au chapitre 2 « Facteurs de risque et contrôle interne » du présent document d'enregistrement universel.



PRÉSENTATION
DU GROUPE REXEL

1



FACTEURS DE RISQUE
ET CONTRÔLE INTERNE

2



GOUVERNEMENT
D'ENTREPRISE

3



RESPONSABILITÉ
D'ENTREPRISE

4



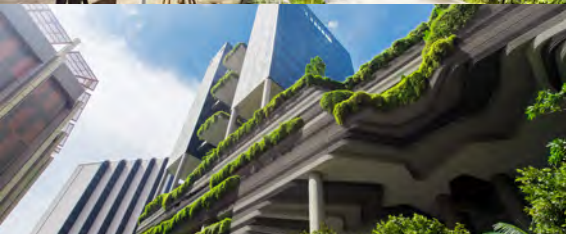
INFORMATIONS FINANCIÈRES
ET COMPTABLES

5



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
MIXTE DU 23 AVRIL 2020

6



RESPONSABLE DU DOCUMENT
D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL /
CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES

7



TABLES DE
CONCORDANCE

8





1

PRÉSENTATION DU GROUPE REXEL





1

PRÉSENTATION DU GROUPE REXEL

9

Message de Patrick Berard 12

Chiffres clés 14

Implantations 16

1.1 Chiffres clés consolidés 18

1.2 Histoire et évolution 21

1.2.1 Dénomination sociale 21

1.2.2 Lieu et numéro d'immatriculation 21

1.2.3 Date de constitution et durée 21

1.2.4 Siège social, forme juridique
et législation applicable 21

1.2.5 Historique du groupe Rexel 21

1.3 Activités et stratégie 22

1.3.1 Les marchés du groupe Rexel 23

1.3.2 Les activités et les atouts concurrentiels
du groupe Rexel 25

1.3.3 La stratégie du groupe Rexel 31

1.3.4 Recherche et développement, brevets
et licences 33

1.4 Organisation 34

1.4.1 Organigramme 34

1.4.2 Principales filiales au 31 décembre 2019 34

1.5 Propriétés immobilières et équipements 37

1.6 Investissements 38

1.6.1 Investissements réalisés 38

1.6.2 Principaux investissements en cours
de réalisation 38

1.6.3 Principaux investissements envisagés 38

1.7 Réglementation 39

1.7.1 Responsabilité du fait des produits 39

1.7.2 Réglementation environnementale 39



MESSAGE DE PATRICK BERARD

Directeur Général du groupe Rexel

L'année 2019 a vu Rexel franchir une nouvelle étape importante dans la mise en œuvre de sa stratégie et de l'évolution de son modèle économique, avec des réalisations notables sur les deux fronts complémentaires de sa feuille de route : Performer et Transformer.

Performer, Rexel le fait de manière incontestable, avec une nouvelle année de croissance rentable et de résultats solides dans un environnement pourtant difficile et plus volatil qu'anticipé. Nos ventes, de 13,74 milliards d'euros, progressent de 1,4 % en données comparables. Notre EBITA Ajusté est en hausse de 5,1 %, s'affichant à 685,1 millions d'euros, permettant d'atteindre une marge opérationnelle de 5 %. Notre résultat net est en croissance de 50,3 %, et le résultat net récurrent, quant à lui, progresse de 7,5 %, à 341,2 millions d'euros. Ces chiffres, parfaitement conformes à nos objectifs, nous permettent de proposer à nos actionnaires un dividende⁽¹⁾ de 48 centimes par action, en hausse de 9 % par rapport à l'exercice précédent.

Les résultats obtenus témoignent de la pertinence et de l'efficacité de la feuille de route stratégique déployée depuis le premier trimestre 2017. Celle-ci repose sur trois piliers qui, chacun, ont produit des résultats concrets et probants en 2019 :

- Le premier pilier était d'accélérer notre croissance organique, et les chiffres sont au rendez-vous : 2019 marque la troisième année consécutive de progression organique de notre chiffre d'affaires et, au cours de cette période, les ventes organiques du

Groupe ont augmenté de plus d'un milliard d'euros, soit l'équivalent de notre activité au Canada.

- Deuxième axe de travail, améliorer la performance opérationnelle et financière : aujourd'hui Rexel est indéniablement une entreprise plus agile et productive. Notre focalisation sur la satisfaction des clients, mesurée *via* le *Net Promoter Score*⁽²⁾ en cours de déploiement à travers le Groupe, permet d'éviter les coûts de la non-qualité, et nous avons également continué d'améliorer la performance de notre réseau logistique et de notre *back-office*. Dans le même temps, notre nouvelle organisation aux États-Unis, avec une approche régionale, se traduit par de meilleures ventes, notre activité en Allemagne a été recentrée sur le segment industriel et la réorganisation de nos activités au Royaume-Uni se poursuit.
- Le troisième pilier était d'être plus sélectif dans l'allocation des capitaux et renforcer notre structure financière et, là aussi, Rexel a continué à progresser. Poursuivant la gestion active de notre portefeuille pour nous concentrer sur notre cœur de métier de la distribution électrique, nous avons récemment annoncé la signature d'un accord se concrétisant par la cession de notre activité Gexpro Services aux États-Unis et en Hongrie. Enfin, forts d'un retour à nos niveaux historiques de conversion de notre EBITDAaL⁽³⁾ en flux de trésorerie libre, nous avons poursuivi l'amélioration de notre structure financière, réduisant notre dette de près de 69 millions d'euros et abaissant notre ratio d'endettement de 20 points de base.

(1) Intégralement prélevé sur le poste prime d'émission.

(2) Indice de satisfaction qui mesure l'intention de recommandation d'une entreprise par ses clients.

(3) EBITDA après déduction des loyers payés.

Mais cette performance, fruit d'un intense travail de la part de nos équipes que je tiens ici à remercier chaleureusement, n'aurait pas été possible sans le deuxième volet de notre stratégie : Transformer. Pour répondre aux profondes mutations de notre métier, Rexel a su rapidement évoluer d'un modèle traditionnel de distributeur, simple logisticien, vers celui d'un promoteur de services et de solutions personnalisées à forte valeur ajoutée, reposant chaque jour davantage sur l'usage du digital et l'analyse des données.

Pour preuve, Rexel reçoit une commande digitale chaque seconde en Europe. Les ventes en ligne (*webshops* et EDI) représentent désormais 2,4 milliards d'euros, soit près de 18 % de notre chiffre d'affaires global, en croissance de 12,9 % par rapport à l'année précédente. La transformation digitale se décline à tous les niveaux de l'entreprise et représente une opportunité majeure pour Rexel.

Quelques exemples :

- pour améliorer la rétention et la satisfaction client, Rexel met en place des modèles prédictifs s'appuyant sur le *Big Data* et l'intelligence artificielle, permettant de probabiliser certaines situations et de proposer des actions concrètes ;
- notre solution *e-mail to EDI* a été déployée dans six pays, et traite déjà 73 000 commandes numériques, permettant de réallouer nos équipes à des activités orientées vers la vente ;
- avec le *track-and-trace*, 70 % de nos commandes en Europe sont tracées et les livraisons sont suivies. Ce service a vocation à être rapidement déployé aux États-Unis ;
- grâce à Esabora, un logiciel développé par Rexel, les installateurs peuvent en même temps modéliser

les bâtiments et le positionnement des installations électriques, créer des devis et gérer les commandes pour se concentrer sur leur savoir-faire.

Ces évolutions entrent en résonance avec la volonté de Rexel de mettre à profit sa position unique au cœur de la chaîne de valeur de l'énergie, ainsi que son expertise et le savoir-faire de ses équipes, pour favoriser le recours à des énergies décarbonées, renouvelables et pilotables.

La responsabilité sociale et environnementale est en effet au cœur de notre stratégie. Nous avons récemment révisé à la hausse nos objectifs environnementaux, nous engageant à réduire de 35 % d'ici 2030 nos émissions de gaz à effet de serre liées à la consommation d'énergie de nos opérations et à diminuer de 45 % par euro de chiffre d'affaires celles liées à l'utilisation des produits vendus. Ces objectifs ont été validés par l'initiative *Science Based Target*. Par ailleurs, les efforts de Rexel en faveur de la lutte contre le changement climatique ont été récompensés par son inclusion pour la deuxième année consécutive dans la « *Climate Change A List* » du CDP, nous classant parmi les meilleures entreprises françaises. Dans un même temps, Rexel poursuit de nombreuses initiatives en matière d'égalité des chances, de diversité et d'inclusion.

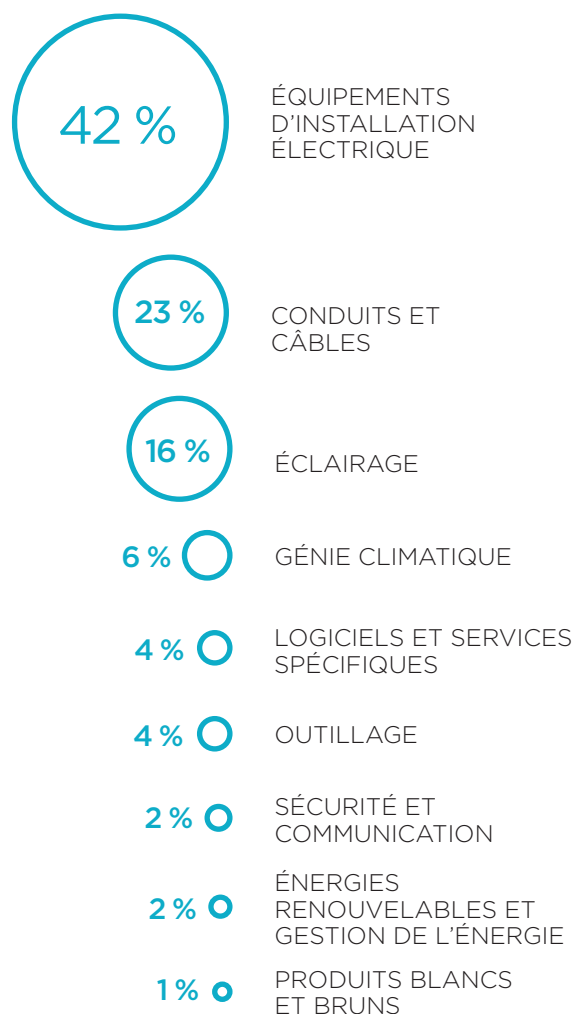
Rexel est maintenant idéalement placé pour bénéficier des forts investissements réalisés ces deux dernières années et des tendances structurelles positives dans notre industrie. Dans un environnement de faible croissance des ventes, nous avons pour ambition 2020 de continuer à faire progresser notre marge d'EBITA, tout en générant un cash-flow solide et en améliorant notre ratio d'endettement.

« Notre thème pour 2020 est « *make it happen* ». C'est une invitation à poursuivre l'exécution sans faille de notre stratégie pour continuer de transformer Rexel et créer de la valeur pour toutes nos parties prenantes. »

CHIFFRES CLÉS

au 31/12/2019

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR GAMME DE PRODUITS :



+ de 57%

DU CHIFFRE D'AFFAIRES RÉALISÉ DANS
DES PAYS DANS LESQUELS REXEL
ESTIME AVOIR UNE PART DE MARCHÉ
SUPÉRIEURE À 15 %

650 000

CLIENTS ACTIFS

50 %

des achats sont effectués auprès
de 26 fournisseurs stratégiques



-38,5 %

ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET
DE SERRE ENTRE 2010 ET 2019

1,6 Md€

DE VENTES DE PRODUITS ET DE SOLUTIONS
D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE ET D'ÉNERGIES
RENOUVELABLES DONT :



1,3 Md€ DE VENTES DE SOLUTIONS
D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE



240 M€ DE VENTES
DE SOLUTIONS
PHOTOVOLTAÏQUES



61 M€ DE VENTES DE SOLUTIONS
ÉOLIENNES

2 objectifs à l'horizon 2030 :

- Réduire de 35 % les émissions de gaz à effet de serre des opérations du Groupe d'ici 2030 par rapport à 2016.
- Réduire de 45 % l'intensité carbone des produits et services vendus par le Groupe d'ici 2030 par rapport à 2016.

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES
PAR MARCHÉ FINAL

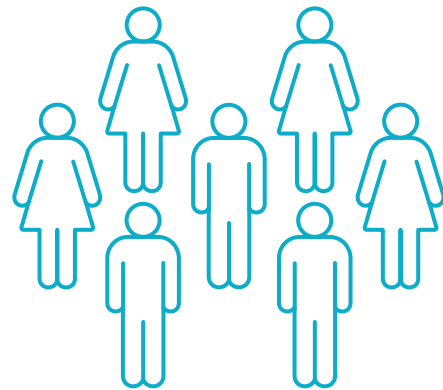
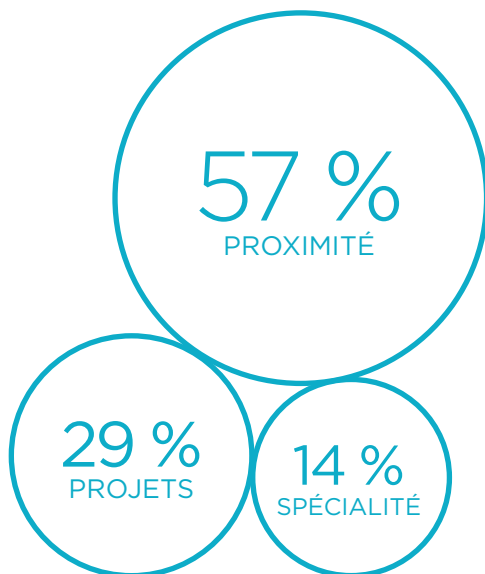
44 %
TERTIAIRE



30 %
INDUSTRIEL



26 %
RÉSIDENTIEL

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES
PAR PROPOSITION DE VALEUR

8 000

COLLABORATEURS SONT DEVENUS
ACTIONNAIRES DEPUIS 2007

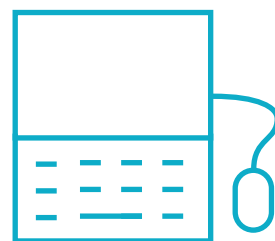
25 500

COLLABORATEURS ONT REÇU
UNE FORMATION EN 2019

PRÈS DE

4 600

RECRUTEMENTS EN 2019



2,4 Md€

DE VENTES EN LIGNE (WEBSHOPS + EDI),
SOIT 18 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES GLOBAL
EN AUGMENTATION DE PLUS DE 12,9 % PAR
RAPPORT À 2018

IMPLANTATIONS

au 31/12/2019

GROUPE

26 PAYS

13,74 Md€
DE CHIFFRE D'AFFAIRES

+ de 1 900
AGENCES**

+ de 26 000
COLLABORATEURS



* Pourcentage
du chiffre d'affaires 2019.

** Arrondis, chiffres
au 31/12/2019.



38 %*
AMÉRIQUE
DU NORD

Canada, États-Unis

550 agences**
8 500 collaborateurs
2 pays



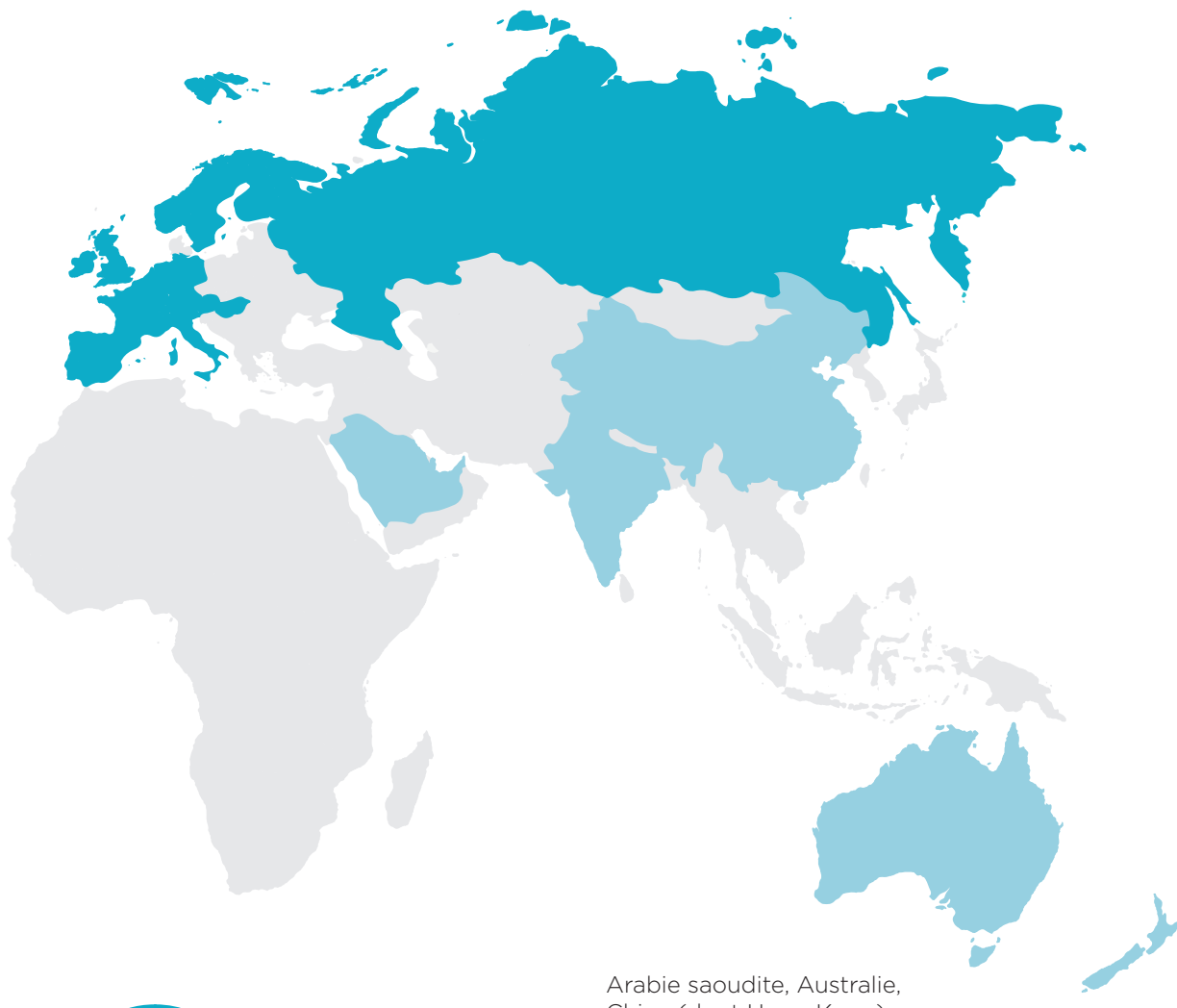
53 %*
EUROPE

Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Hongrie ⁽¹⁾, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Russie, Slovénie, Suède, Suisse

1 100 agences**

15 000 collaborateurs

18 pays



9 %*
ASIE-
PACIFIQUE

Arabie saoudite, Australie, Chine (dont Hong Kong), Émirats arabes unis, Inde, Nouvelle-Zélande

250 agences**

2 500 collaborateurs

6 pays

(1) Au cours de l'exercice 2019, la Hongrie faisait partie des pays d'implantation du Groupe. L'activité Gexpro Services en Hongrie a été cédée au 31 décembre 2019.

1.1 Chiffres clés consolidés

Les informations financières sélectionnées présentées ci-dessous ont été établies sur la base des états financiers consolidés de Rexel pour les exercices clos les 31 décembre 2019, 2018 et 2017.

■ Principaux chiffres clés du compte de résultat consolidé de Rexel

(en millions d'euros sauf précision contraire)

	2019	2018 Retraité ⁽⁵⁾	2018	2017 ⁽⁴⁾
Chiffre d'affaires	13 742,3	13 365,7	13 365,7	13 303,0
<i>Croissance en données comparables et à nombre de jours constant⁽¹⁾</i>	1,4 %	3,5 %	3,5 %	3,5 %
Marge brute	3 432,0	3 286,9	3 286,9	3 282,1
<i>En pourcentage du chiffre d'affaires</i>	25,0 %	24,6 %	24,6 %	24,7 %
EBITA ⁽²⁾	677,5	632,6	600,4	594,1
EBITA Ajusté ⁽¹⁾	685,1	640,5	608,3	579,9
<i>En pourcentage du chiffre d'affaires</i>	5,0 %	4,8 %	4,6 %	4,4 %
Résultat opérationnel	486,4	435,8	409,8	322,1
Résultat net	203,8	135,6	152,3	104,6
<i>En pourcentage du chiffre d'affaires</i>	1,5 %	1,0 %	1,1 %	0,7 %
Résultat net part du groupe Rexel	204,4	134,0	150,7	105,5
Résultat net par action (en euro par action)	0,68	0,44	0,50	0,35
Résultat net récurrent ⁽³⁾	341,2	317,5	328,1	290,9
Résultat net récurrent par action (en euro par action)	1,13	1,05	1,09	0,96

(1) Voir paragraphe 5.1.1.1.1 « Présentation générale du Groupe » du présent document d'enregistrement universel.

(2) L'EBITA (*earnings before interest, taxes and amortization*) est défini comme le résultat opérationnel avant amortissement des actifs incorporels reconnus dans le cadre de l'affectation du prix des acquisitions et avant autres produits et charges. L'EBITA ajusté (« EBITA Ajusté ») est défini comme l'EBITA retraits de l'estimation de l'effet non récurrent des variations du prix des câbles à base de cuivre (voir paragraphes « Dégradation de la marge du fait de la variation du prix des matières premières, dont le cuivre » de la Section 2.1.3 « Risques financiers » et 5.1.1.1.3 « Effets liés aux variations du prix du cuivre » du présent document d'enregistrement universel). L'EBITA et l'EBITA Ajusté ne sont pas des agrégats comptables normés, répondant à une définition unique et généralement acceptée. Ils ne doivent pas être considérés comme des substituts au résultat opérationnel, au résultat net, aux flux de trésorerie provenant de l'activité opérationnelle ou encore à une mesure de liquidité. L'EBITA et l'EBITA Ajusté peuvent être calculés de façon différente par des sociétés ayant une activité similaire ou différente.

(3) Le résultat net récurrent est défini comme le résultat net retraits de l'effet non récurrent des variations du prix des câbles à base de cuivre, des autres charges et produits et des charges financières liées aux opérations de refinancement, déduction faite de l'effet d'impôt associés aux éléments ci-avant et d'autres effets d'impôt non récurrents.

(4) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients ».

(5) Retraité à la suite de l'application rétrospective de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

Le tableau ci-dessous présente une réconciliation de l'EBITA et de l'EBITA Ajusté avec le résultat opérationnel :

	2019	2018 Retraité ⁽⁴⁾	2018	2017 ⁽³⁾
(en millions d'euros sauf précision contraire)				
Résultat opérationnel	486,4	435,8	409,8	322,1
(-) Autres produits ⁽¹⁾	(26,9)	(15,5)	(15,4)	(7,1)
(+) Autres charges ⁽¹⁾	203,7	196,7	190,3	260,1
(+) Amortissement des actifs incorporels résultant de l'allocation du prix des acquisitions	14,3	15,7	15,7	19,0
= EBITA	677,5	632,6	600,4	594,1
(+)/(-) Effet non récurrent résultant des variations du prix des câbles à base de cuivre ⁽²⁾	7,6	7,9	7,9	(14,2)
= EBITA Ajusté	685,1	640,5	608,3	579,9
<i>Marge d'EBITA Ajusté en pourcentage du chiffre d'affaires</i>	5,0 %	4,8 %	4,6 %	4,4 %

(1) Voir note 8 de l'annexe aux états financiers consolidés de Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 figurant à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document d'enregistrement universel.

(2) Voir paragraphes « Dégradation de la marge du fait de la variation du prix des matières premières, dont le cuivre » de la Section 2.1.3 « Risques financiers » et 5.1.1.1.3 « Effets liés aux variations du prix du cuivre » du présent document d'enregistrement universel.

(3) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients ».

(4) Retraité à la suite de l'application rétrospective de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

Le tableau ci-dessous présente la réconciliation du résultat net avec le résultat net récurrent :

	2019	2018 Retraité ⁽⁴⁾	2018	2017 ⁽³⁾
<i>(en millions d'euros)</i>				
Résultat net	203,8	135,6	152,3	104,6
(+)/(-) Effet non récurrent résultant des variations du prix des câbles à base de cuivre ⁽¹⁾	7,6	7,9	7,9	(14,2)
(-) Autres produits ⁽²⁾	(26,9)	(15,5)	(15,4)	(7,1)
(+) Autres charges ⁽²⁾	203,7	196,7	190,3	260,1
(+) Frais financiers liés aux opérations de refinancement	20,8	1,1	1,1	30,4
(-) Effet d'impôt des éléments ci-dessus et autres effets d'impôt non récurrents	(67,8)	(8,3)	(8,1)	(82,9)
= Résultat net récurrent	341,2	317,5	328,1	290,9

(1) Voir paragraphes « Dégradation de la marge du fait de la variation du prix des matières premières, dont le cuivre » de la Section 2.1.3 « Risques financiers » et 5.1.1.1.3 « Effets liés aux variations du prix du cuivre » du présent document d'enregistrement universel.

(2) Voir note 8 de l'annexe aux états financiers consolidés de Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 figurant à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document d'enregistrement universel.

(3) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients ».

(4) Retraité à la suite de l'application rétrospective de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

■ Principaux chiffres clés du tableau des flux de trésorerie consolidés de Rexel

	2019	2018 Retraité ⁽⁴⁾	2018	2017 ⁽³⁾
<i>(en millions d'euros)</i>				
Flux de trésorerie des activités opérationnelles	552,7	443,4	284,7	290,2
(-) Remboursement des obligations locatives	(175,2)	(166,5)	-	-
(+) Intérêts payés	82,3	84,3	85,3	101,6
(+) Impôt payé	118,2	80,7	80,7	102,5
= Trésorerie provenant des activités opérationnelles avant impôts et intérêts	578,0	441,9	450,7	494,5
(-) Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(124,3)	(114,5)	(117,8)	(113,8)
(+) Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	7,9	23,9	24,0	3,5
Flux net de trésorerie disponible avant intérêts et impôts⁽¹⁾	461,6	351,3	357,0	384,3
Taux de conversion du flux de trésorerie (en % d'EBITDAaL)⁽²⁾	62,5 %	51,2 %	51,0 %	55,4 %

(1) Le flux net de trésorerie disponible avant intérêts et impôts se définit comme la variation de trésorerie nette provenant des activités opérationnelles avant déduction des intérêts financiers nets versés et avant déduction de l'impôt sur les bénéfices versés, diminuée des investissements opérationnels nets.

(2) L'EBITDAaL (*earnings before interest, taxes, depreciation, amortization and after leases*) est défini comme l'EBITA avant amortissement des immobilisations après déduction des loyers payés au titre des contrats de location capitalisés conformément à l'IFRS 16. L'EBITDAaL n'est pas un agrégat comptable normé répondant à une définition unique et généralement acceptée. Il est utilisé pour apprécier le niveau de trésorerie disponible avant intérêts et impôts.

(3) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients ».

(4) Retraité à la suite de l'application rétrospective de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

Le tableau ci-dessous présente une réconciliation de l'EBITA avec l'EBITDAaL :

	2019	2018 Retraité ⁽²⁾	2018	2017 ⁽¹⁾
<i>(en millions d'euros)</i>				
EBITA	677,5	632,6	600,4	594,1
(+) Amortissement des immobilisations	281,6	264,7	100,1	99,8
= EBITDA	959,1	897,3	700,5	693,9
(+) Paiements au titre des contrats de location capitalisés	(220,7)	(211,8)	-	-
= EBITDAaL	738,4	685,5	700,5	693,9

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients ».

(2) Retraité à la suite de l'application rétrospective de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

■ Principaux chiffres clés du bilan consolidé de Rexel

	2019	2018 Retraité ⁽²⁾	2018	2017 ⁽¹⁾
<i>(en millions d'euros sauf précision contraire)</i>				
Total actif	11 074,8	11 013,3	10 205,3	10 114,9
Actifs non courants	6 074,4	6 126,3	5 306,1	5 362,5
Besoin en fonds de roulement	1 654,3	1 508,5	1 511,0	1 383,5
Capitaux propres	4 235,3	4 164,4	4 232,2	4 157,6
Dette financière nette	1 945,9	2 014,7	2 030,4	2 041,2
Autres passifs non courants	1 547,4	1 473,7	554,4	547,0

(1) Retraité à la suite de l'application des normes IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients ».

(2) Retraité à la suite de l'application rétrospective de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

La description de l'endettement et des notations du groupe Rexel figure au paragraphe 5.1.2.2 « Sources de financement » du présent document d'enregistrement universel.

1.2 Histoire et évolution

1.2.1 Dénomination sociale

La dénomination sociale de Rexel est « Rexel ».

1.2.2 Lieu et numéro d'immatriculation

Rexel est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro d'identification 479 973 513 RCS Paris.

Le numéro LEI (*Legal Entity Identifier*) de Rexel est 969500N6AVPA51648T62.

1.2.3 Date de constitution et durée

Rexel a été constituée le 16 décembre 2004 sous la forme d'une société par actions simplifiée, pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf années expirant, sauf renouvellement ou dissolution anticipée, le 16 décembre 2103.

Rexel a été transformée en société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance par une décision de l'Assemblée générale mixte de ses associés en date du 13 février 2007.

Rexel a été transformée en société anonyme à Conseil d'administration par une décision de l'Assemblée générale mixte de ses actionnaires en date du 22 mai 2014.

1.2.4 Siège social, forme juridique et législation applicable

Le siège social de Rexel est situé au :
13, boulevard du Fort de Vaux, 75017 Paris, France
(téléphone : +33 (0)1 42 85 85 00).

Rexel est une société anonyme de droit français à Conseil d'administration, régie notamment par les dispositions législatives et réglementaires du livre II du Code de commerce.

Le site Internet de Rexel est www.rexel.com.

Les informations figurant sur le site Internet de Rexel ne font pas partie du document d'enregistrement universel, sauf lorsque ces informations sont incorporées par référence dans le document d'enregistrement universel.

1.2.5 Historique du groupe Rexel

Rexel Distribution a été créée en 1967 sous le nom de Compagnie de Distribution de Matériel Électrique (CDME) et a adopté le nom de Rexel en 1993 puis de Rexel Distribution en 2007.

Les actions de Rexel Distribution ont été introduites au Second Marché de la bourse de Paris le 8 décembre 1983 et ont été admises aux

négociations sur le Premier Marché de la bourse de Paris en 1990. En 1990, Pinault-Printemps-Redoute (« PPR ») est devenu l'actionnaire de référence de Rexel Distribution à l'occasion de l'acquisition de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale (C.F.A.O.), dont CDME, renommée Rexel puis Rexel Distribution, était une filiale.

Aux termes d'un contrat d'acquisition conclu le 10 décembre 2004, PPR, par l'intermédiaire de sa filiale Saprodis S.A.S., a cédé à un consortium de fonds et de sociétés de capital investissement composé de Clayton Dubilier & Rice, Eurazeo S.A. et Merrill Lynch Global Private Equity (devenue BAML Capital Partners) un bloc de contrôle représentant 73,45 % du capital social de Rexel Distribution. Cette cession a été suivie d'une garantie de cours, d'une offre publique de retrait suivie d'un retrait obligatoire, à l'issue desquels les actions de Rexel Distribution ont été radiées du marché réglementé Euronext à Paris le 25 avril 2005. Les actions de Rexel ont été admises aux négociations sur le marché réglementé Euronext à Paris le 4 avril 2007. À l'issue des dernières cessions intervenues au cours de l'exercice 2014, le consortium ne détenait plus aucune action dans Rexel.

Le groupe Rexel a initialement développé son activité de distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles en France. Il a, par la suite, entrepris son développement international par le biais d'acquisitions.

Après la mise en œuvre de mesures de restructuration et de réorganisation entre 2002 et 2003, le groupe Rexel s'est concentré, en 2004, sur l'accélération de sa croissance organique, notamment avec l'objectif de développer son offre de services et de multiplier les initiatives commerciales locales. Le groupe Rexel a également continué d'optimiser sa structure opérationnelle, tant en matière de réseaux commerciaux que de fonctions de support, notamment logistiques et informatiques.

La croissance organique a été complétée par une stratégie de croissance externe sélective. Le groupe Rexel a ainsi réalisé des acquisitions de sociétés de tailles régionale, nationale ou internationale lui permettant de renforcer sa position dans des zones ciblées, ainsi que de sociétés établies dans des pays à fort potentiel de croissance. Depuis 2010, le groupe Rexel a réalisé 43 acquisitions consolidantes, dont 2 en 2019.

Dans le cadre d'un programme de revue de son portefeuille d'activité engagé début 2015, Rexel a cédé en septembre 2015 six de ses sociétés précédemment

acquises en Amérique latine, et a cédé en avril 2016 ses activités en Pologne, Slovaquie et dans les pays Baltes. Dans le cadre du programme de recentrage de son portefeuille d'activité annoncé début 2017, Rexel a cédé en décembre 2017 la totalité de ses opérations en Asie du Sud-Est, comprenant : la Thaïlande, l'Indonésie, Singapour, le Vietnam, les Philippines, Macao et la Malaisie. L'ensemble du plan de désinvestissement représente un montant de chiffre d'affaires mis à jour de 650 millions d'euros. L'ensemble du plan a

été finalisé au 31 décembre 2018 avec la conclusion d'accords de cession des activités industrielles en Chine et la restructuration du portefeuille en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni.

Le 31 décembre 2019, Rexel a annoncé le recentrage de ses activités de distribution électrique aux États-Unis, avec la signature de l'accord de cession de Gexpro Services à LKCM Headwater (400 salariés, environ 260 millions de dollars de chiffre d'affaires). La finalisation est prévue au premier trimestre 2020.

1.3 Activités et stratégie

Le groupe Rexel estime être l'un des premiers distributeurs mondiaux de matériel électrique basse tension et courants faibles en 2019, en chiffre d'affaires et en nombre d'agences. Au 31 décembre 2019, il est présent dans 26 pays répartis principalement en trois régions géographiques : l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie-Pacifique.

Le chiffre d'affaires consolidé 2019 du groupe Rexel s'élève à 13 742,3 millions d'euros, dont 53 % ont été réalisés en Europe, 38 % en Amérique du Nord et 9 % en Asie-Pacifique. Le groupe Rexel a réalisé un EBITA Ajusté 2019 de 685,1 millions d'euros représentant 5,0 % du chiffre d'affaires consolidé 2019.

Le groupe Rexel s'adresse à trois marchés finaux :

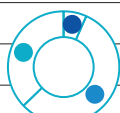
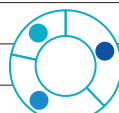


- le marché résidentiel, qui recouvre essentiellement l'utilisation de matériel électrique dans les habitations, les complexes immobiliers, les immeubles et les logements publics, dans le cadre

de leur construction, extension, rénovation ou mise aux normes ;

- le marché tertiaire, qui recouvre l'utilisation de matériel électrique dans les magasins, établissements de santé, écoles, bureaux, hôtels, équipements collectifs ainsi que dans les installations de production d'énergie, les réseaux publics et les infrastructures de transport, dans le cadre de leur construction, extension, maintenance, rénovation ou mise aux normes ; et
- le marché industriel, qui recouvre l'utilisation de matériel électrique dans les usines et autres sites industriels, soit dans le cadre de leur construction ou de leur extension, soit dans celui de leur maintenance, de leur rénovation ou de leur mise aux normes.

La répartition équilibrée de son activité entre ces trois marchés finaux (industriel, tertiaire et résidentiel) et entre les régions est un facteur de résilience globale.

■ La répartition du chiffre d'affaires du groupe Rexel en 2019 par marchés finaux est la suivante :

	AMÉRIQUE DU NORD	EUROPE	ASIE-PACIFIQUE	GROUPE REXEL
● Résidentiel	7 % 	40 % 	20 % 	26 % 
● Tertiaire	57 %	38 %	19 %	44 %
● Industriel	36 %	22 %	61 %	30 %

Sur ces trois marchés finaux, le groupe Rexel est un maillon clé de la chaîne de valeur entre les fournisseurs de matériel électrique et les clients et utilisateurs finaux. Le groupe Rexel propose ses solutions et services à une grande variété de clients, notamment des entreprises d'installation de matériel électrique, des utilisateurs finaux disposant de services internes d'installation, des équipementiers et tableautiers, des sociétés industrielles et des sociétés du secteur tertiaire. Cette diversité permet au groupe Rexel de ne pas être en situation de dépendance vis-à-vis de

l'un d'entre eux bien que le niveau de concentration de sa clientèle puisse être supérieur dans certains pays ou pour certaines gammes de produits.

L'offre produits du groupe Rexel se décompose en huit familles : les équipements d'installation électrique, les conduits et câbles, l'éclairage, la sécurité et la communication, le génie climatique, l'outillage, les énergies renouvelables et gestion de l'énergie, les produits blancs et bruns et des services et logiciels spécifiques. Cette offre est valorisée en associant aux produits des prestations de services,

notamment logistiques, d'assistance technique, de financement et de formation, visant à répondre à l'ensemble des besoins de ses clients.

Au 31 décembre 2019, le groupe Rexel dispose d'un réseau de 49 centres logistiques, de 1 922 agences regroupées autour de différentes enseignes commerciales et réalise environ 2,4 milliards d'euros de ventes en ligne, soit environ 18 % de son chiffre d'affaires global. Rexel emploie 26 333 salariés (équivalent plein temps).

Les secteurs opérationnels sur la base desquels sont établis les états financiers consolidés du groupe Rexel sont présentés à la note 5 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, qui figurent à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document d'enregistrement universel.

1.3.1 Les marchés du groupe Rexel

1.3.1.1 Le marché professionnel de la distribution de matériel électrique, basse tension et courants faibles

Un marché significatif

Sur la base de ses estimations, le groupe Rexel considère que le marché de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles sur lequel il est présent représentait en 2019 environ 177,8 milliards d'euros au niveau mondial. Pour les zones où Rexel est présent, ce marché représente environ 44,8 milliards d'euros en Europe, environ 100,6 milliards d'euros en Amérique du Nord et environ 29,3 milliards d'euros en Asie-Pacifique. Ce marché est en progression par rapport à 2018.

■ Répartition entre les principaux pays de la distribution professionnelle de matériel électrique dans lesquels Rexel est présent ⁽¹⁾ :

PAYS	ÉTATS-UNIS	CANADA	ALLEMAGNE	FRANCE	ROYAUME-UNI
Taille (milliards d'euros)	96,2	4,5	8,4	7,6	4,2
Taux de change utilisé (1 euro =)	USD 1,12	CAD 1,49	-	-	GBP 0,88

(1) Source : estimations Rexel (en fonction des données disponibles localement, ces estimations sont basées sur les chiffres des associations professionnelles locales, des analyses de marché externes telles que Euroconstruct, ainsi que des estimations internes). Rexel est présent en Chine mais les données récoltées ne permettent pas d'estimer le marché de manière fiable.

La valorisation de ce marché n'inclut pas un certain nombre de services qui vont au-delà de la simple distribution de matériel électrique, tels que la réalisation d'audits énergétiques ou les services complémentaires dans la logistique tels que la gestion de stocks.

Un marché porté par des facteurs de croissance à long terme

Le groupe Rexel estime que son marché, suivant la tendance de la consommation d'électricité, a vocation à croître en volume sur le long terme. Cette tendance haussière anticipée est notamment portée par une conjugaison de tendances macroéconomiques tels que :

- le développement de l'accès à l'électricité lié à la croissance et à la répartition démographique ainsi qu'à l'urbanisation croissante, créant de la demande pour la construction de nouvelles infrastructures ;
- la prise de conscience des enjeux énergétiques entraînant une volonté d'accroître l'efficacité énergétique des équipements. La volonté de promouvoir les énergies décarbonées favorise le développement futur de l'énergie électrique, tout comme la disposition des clients à payer

plus cher pour des produits ou des solutions favorables à la sauvegarde de l'environnement. Le développement de solutions visant à réduire la consommation d'énergie ou la mise en production de nouvelles solutions énergétiques résulte également de cette prise de conscience des enjeux énergétiques et ouvre de nouvelles opportunités ;

- le développement de l'internet des objets, offrant des fonctionnalités accrues en particulier en termes de sécurité, de confort d'utilisation et d'efficacité énergétique, ce qui conduit à la modernisation du matériel existant. L'offre évolue vers des ensembles complexes de produits connectables, pilotables *in situ* ou à distance et de produits multifonctions interconnectables. Cette émergence préfigure une évolution vers plus de valeur ajoutée et des besoins d'offres cohérentes, y compris des offres logicielles ; et
- le vieillissement de la population et l'avènement de nouvelles solutions médicales et de maintien des personnes âgées à domicile grâce aux objets connectés.

Outre les tendances macroéconomiques, le groupe Rexel estime que le marché de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension

et courants faibles est porté par la conjugaison de différents facteurs :

- un environnement réglementaire évolutif et différent selon les pays. La modification des normes de sécurité et de consommation d'énergie constitue notamment un facteur de renouvellement des équipements ;
- le développement de services d'assistance technique et de maintenance, en raison notamment de l'évolution technologique des installations et de la demande croissante de prestations à valeur ajoutée par les clients ;
- la consolidation de clients internationaux recherchant des modèles de proposition de valeur comparables dans l'ensemble des pays où ils opèrent ; et
- le développement et le renouvellement continus de l'offre de produits à plus forte valeur ajoutée favorisant une croissance régulière et un accroissement du prix du panier moyen. Cette tendance est particulièrement notable dans les familles de produits les plus techniques telles que les automatismes industriels, l'éclairage, la sécurité et la communication, mais s'exprime aussi dans des familles de produits plus simples telles que les prises. Elle est également soutenue par l'évolution des normes de sécurité et d'économie d'énergie qui favorisent le renouvellement et le passage à des produits plus évolués.

Un marché fragmenté

Au niveau mondial, le marché de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles se caractérise par un grand nombre d'acteurs.

Le groupe Rexel estime qu'en 2019, environ 25 % du chiffre d'affaires mondial sur le marché de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles a été réalisé par dix distributeurs majeurs : Rexel, Sonepar – intervenant sur les principaux marchés mondiaux – et dans une moindre mesure, WESCO International, Graybar Electric Company, Anixter International, Consolidated Electrical Distributors (CED) et Border States Electric, lesquels sont principalement implantés en Amérique du Nord, ainsi que Solar, Electrocomponents, et Würth, implantés essentiellement en Europe.

Le 13 janvier 2020, WESCO International et Anixter International ont annoncé un accord de fusion afin de créer une société de premier rang dans la distribution et l'approvisionnement de produits électriques et de communications de données.

Environ 75 % du chiffre d'affaires global sur le marché de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles serait ainsi réalisé par un grand nombre d'entreprises intervenant à un niveau national, régional ou local.

Les niveaux de consolidation du marché sont très hétérogènes selon les pays. Aux États-Unis, le marché peut être divisé en deux catégories d'acteurs : les distributeurs à vocation multirégionale (y compris le groupe Rexel) et des acteurs avec une présence plus régionale ou locale. Cette configuration s'explique en particulier par l'étendue géographique du marché et la présence historique de nombreux acteurs locaux. Dans cet environnement, la consolidation locale est déterminante. En revanche, dans certains pays tels que l'Australie, le Canada, la France, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Norvège, la Suède ou la Suisse, une large part du marché est occupée par un nombre limité de distributeurs. Une telle situation provient de la présence historique d'acteurs ayant consolidé et structuré ces marchés.

Cette fragmentation du marché dans certains pays, alliée à la recherche de gains de productivité et d'économies d'échelle, favorise la consolidation des distributeurs. Le groupe Rexel estime en effet que la taille (traduite par la part de marché) a une incidence directe sur la qualité et la rentabilité de ses opérations dans un pays.

En parallèle, dans certains pays, des distributeurs de matériel électrique de petite taille cherchent à accroître leur poids relatif en constituant des centrales d'achats. Il s'agit aussi bien de chaînes de distribution nationales que de distributeurs indépendants gérant une ou plusieurs agences. Une dynamique semblable existe chez certains clients indépendants qui choisissent de se regrouper en centrales d'achats afin d'accroître leur pouvoir de négociation face aux distributeurs professionnels.

1.3.1.2 La répartition géographique des marchés du groupe Rexel

Les activités du groupe Rexel sont réparties sur trois régions géographiques principales (l'Europe, l'Amérique du Nord, et l'Asie-Pacifique). Le chiffre d'affaires 2019 du groupe Rexel était de 13 742,3 millions d'euros. Sa répartition entre les différentes zones était la suivante :

	EN MILLIONS D'EUROS	EN POURCENTAGE
Europe	7 331,5	53 %
Amérique du Nord	5 233,0	38 %
Asie-Pacifique	1 177,9	9 %
Total	13 742,3	100 %

La présence du groupe Rexel dans un ensemble de pays sur plusieurs continents limite son exposition aux fluctuations des cycles économiques locaux.

Europe

Selon ses estimations, le groupe Rexel est le deuxième acteur du marché professionnel de la distribution de matériel électrique basse tension et courants faibles en Europe et détient une part de marché d'environ 15 % en 2019. Il estime que les marchés résidentiel, tertiaire et industriel ont représenté respectivement 40 %, 38 % et 22 % de son chiffre d'affaires 2019 en Europe.

Au 31 décembre 2019, le groupe Rexel est implanté dans 18 pays européens. Il estime occuper la première ou la deuxième place dans 11 de ces pays.

Amérique du Nord

La part de marché du groupe Rexel en 2019 s'est élevée, selon ses estimations et sur la base de son chiffre d'affaires 2019, à plus de 5 % du marché de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles en Amérique du Nord. Le groupe Rexel estime être l'un des quatre premiers acteurs sur cette zone avec des parts de marché d'environ 4 % aux États-Unis et 24 % au Canada.

En Amérique du Nord, le groupe Rexel intervient essentiellement sur les marchés industriel et tertiaire et dans une moindre mesure sur le marché résidentiel. Le groupe Rexel estime que les marchés résidentiel, tertiaire et industriel ont respectivement représenté 7 %, 57 % et 36 % de son chiffre d'affaires 2019 en Amérique du Nord.

Asie-Pacifique

Sur la base de ses estimations et de son chiffre d'affaires 2019, le groupe Rexel estime être le numéro deux en Asie-Pacifique, avec une part de marché d'environ 2 % en 2019.

Selon ses estimations, les marchés résidentiel, tertiaire et industriel ont représenté respectivement 20 %, 19 % et 61 % du chiffre d'affaires 2019 du groupe Rexel en Asie-Pacifique.

Au 31 décembre 2019, le groupe Rexel était implanté dans 6 pays d'Asie-Pacifique.

Les risques liés à l'environnement économique général sont décrits au paragraphe « Dégradation significative du contexte économique global ou dans les principaux pays dans lesquels le Groupe est présent » de la Section 2.1.1 « Risques commerciaux et stratégiques » du présent document d'enregistrement universel. Les risques concurrentiels sont décrits au

paragraphe « Renforcement de la concurrence de la part d'acteurs digitaux ou de fournisseurs » de la Section 2.1.1 « Risques commerciaux et stratégiques » du présent document d'enregistrement universel.

1.3.2 Les activités et les atouts concurrentiels du groupe Rexel

1.3.2.1 Un acteur mondial ancré localement

Un acteur majeur au niveau mondial

Le groupe Rexel est un expert mondial de la distribution professionnelle omnicanale de produits et services pour le monde de l'énergie et un des principaux acteurs du marché de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles en termes de chiffre d'affaires et de nombre d'agences.

Au 31 décembre 2019, le groupe Rexel estime qu'il détenait, au niveau mondial, une part de marché de l'ordre de 6 %.

Cette position permet au groupe Rexel de disposer d'avantages concurrentiels par rapport aux distributeurs dont la taille ou l'organisation ne présentent pas les mêmes caractéristiques :

- répondre à la demande de clients intervenant dans plusieurs zones géographiques et leur proposer un niveau de conseil et de service comparable dans le monde entier ;
- déterminer et appliquer au sein de son réseau les meilleures pratiques en matière de gestion des activités et de développement grâce à des opérations transverses dans les fonctions les plus importantes que sont les achats, la logistique, la vente et la formation ;
- bénéficier d'un modèle logistique commun et, au niveau régional, de systèmes d'information partagés entre plusieurs plateformes opérationnelles ;
- disposer de conditions d'achat équivalentes ou meilleures que celles de ses concurrents de moindre taille, par la mise en œuvre d'accords de partenariat avec ses fournisseurs stratégiques ;
- mutualiser les solutions IT et digitales et rationaliser les contrats avec les partenaires dans ces domaines ;
- assurer à ses clients, quelle que soit la zone géographique, d'appliquer les meilleurs standards environnementaux et sociaux du secteur ; et
- mieux identifier des opportunités de croissance externe dans les pays ciblés par le groupe Rexel et intégrer les activités acquises selon des processus définis sur la base de son expérience.

Une présence locale forte

Sur la base du chiffre d'affaires 2019, le groupe Rexel est un acteur majeur sur ses trois principales zones géographiques : l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie-Pacifique. En outre, les pays dans lesquels le groupe Rexel estime détenir une part de marché supérieure à 15 % représentent plus de 57 % de son chiffre d'affaires. Le groupe Rexel est convaincu de l'importance d'accéder à une taille critique sur chacun des marchés où il est présent afin d'assurer la qualité et la rentabilité de ses opérations dans ces pays. Le groupe Rexel privilégie les investissements dans les pays où cette taille critique est atteinte ou atteignable.

Le leadership local du groupe Rexel repose principalement sur les facteurs suivants :

- sa faculté à proposer aux clients une offre de produits et de services adaptée aux besoins locaux et qui est plus complète que celle des autres distributeurs indépendants ;
- un maillage étendu d'agences couplé à des *webshops*, proposant une offre en adéquation avec les besoins des clients en termes de proximité avec leurs opérations ;
- le développement de réseaux multi-enseignes commerciales favorisant l'augmentation de la part de marché du groupe Rexel dans les pays où celle-ci est déjà relativement importante ;
- une organisation logistique adaptée à la demande de ses clients et à la densité de ses marchés ;
- sa capacité à employer un personnel qualifié ayant une connaissance approfondie du marché local et de l'offre produits et son aptitude à continuer à le former ; et
- son attractivité auprès des fournisseurs en tant que distributeur de référence dans une zone géographique donnée pour promouvoir leurs produits.

Au 31 décembre 2019, le groupe Rexel dispose de 1 922 agences. Par zone géographique, le nombre d'agences a évolué comme suit entre le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2019 :

	AU 31 DÉCEMBRE		
	2019	2018 ⁽¹⁾	2017 ⁽¹⁾
(nombre d'agences)			
Europe	1 100	1 127	1 183
Amérique du Nord	584	574	574
Asie-Pacifique	238	249	255
Total	1 922	1 950	2 012

(1) Hors Asie du Sud-Est.

Le groupe Rexel contrôle régulièrement l'adéquation de son réseau d'agences aux besoins du marché, ce qui peut se traduire par des ouvertures, des transferts, des regroupements ou des fermetures d'agences. Avec l'évolution des technologies et des habitudes clients, le concept d'agence se trouve renforcé par la montée en puissance des informations digitales et par les moteurs de recherche d'offres produits disponibles qui permettent une mise à disposition au plus près du client dans les délais les plus courts.

Des relations stratégiques avec les fournisseurs, tirant parti de ces dualités globale / locale et physique / digitale

Afin d'adapter sa structure d'approvisionnement aux particularités de chaque pays ou d'une zone géographique donnée et d'optimiser ses conditions d'achat, le groupe Rexel a mis en place des partenariats avec ses fournisseurs à plusieurs niveaux :

- au niveau mondial, une quarantaine de fournisseurs internationaux sont considérés par le groupe Rexel comme ses « fournisseurs stratégiques ». Ces fournisseurs sont présents dans différents pays sur un ou plusieurs continents et sont engagés avec le groupe Rexel dans des programmes de développement international ;
- au niveau de chaque pays, les filiales du groupe Rexel négocient des conditions d'achat spécifiques avec des fournisseurs nationaux ; et
- au niveau local, les agences peuvent également négocier avec leurs fournisseurs des conditions commerciales particulières.

Le groupe Rexel a une politique de concentration de ses fournisseurs visant à rationaliser sa politique d'achats et à renforcer ses relations avec les plus importants d'entre eux.

Le groupe Rexel favorise ainsi le développement de relations durables avec des fournisseurs stratégiques qui ont la capacité de contribuer à la croissance de ses activités tant au plan global que local. Le développement de ces relations prend également en compte l'avance technologique des fournisseurs (en termes de produits et de services) et leur maturité digitale. Ces relations privilégiées permettent au groupe Rexel de négocier des conditions commerciales plus favorables, d'obtenir des gains de productivité, de réaliser des économies d'échelle en matière logistique, de bénéficier des ressources marketing du fournisseur ainsi que d'un accompagnement privilégié dans la mise sur le marché des innovations. La gestion active du portefeuille de fournisseurs du groupe Rexel s'est traduite par une concentration progressive des achats.

Les relations du groupe Rexel avec ses fournisseurs sont régies par des contrats à court ou moyen terme.

Le groupe Rexel estime avoir des relations généralement favorables d'interdépendance avec la plupart de ses fournisseurs importants, limitant ainsi les risques inhérents à une concentration des fournisseurs, comme le démontre le tableau ci-dessous :

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018
(nombre de fournisseurs représentant)		
50 % des achats	26	26
80 % des achats	378	363
100 % des achats	10 575	10 879

Rexel s'attache à créer et développer des relations pérennes avec ses fournisseurs, dans le respect de la démarche de développement durable du Groupe (voir chapitre 4 « Responsabilité d'entreprise » du présent document d'enregistrement universel). Ces relations avec les fournisseurs sont par ailleurs régulièrement revues dans le cadre du plan de vigilance mis en place par le Groupe (voir section 4.7 « Plan de vigilance » du présent document d'enregistrement universel).

1.3.2.2 Une gamme de produits et services étendue et innovante

Huit familles de produits

L'offre produits du groupe Rexel, qui se répartit en huit familles, est destinée à couvrir l'ensemble des besoins des installateurs de matériel électrique et des clients industriels et tertiaires :

- les **équipements d'installation électrique** (42 % du chiffre d'affaires 2019) qui regroupent les appareils de couplage et de protection des circuits (interrupteurs, disjoncteurs, compteurs, fusibles), les appareils de conversion et de stockage de l'énergie (transformateurs, accumulateurs et chargeurs, groupes électrogènes), les appareils de contrôle commande (automatismes industriels, réseaux de contrôle commande), les capteurs, les actionneurs et consommateurs (pompes, ventilateurs, souffleurs, compresseurs). L'ensemble de ces appareils a un rôle important dans le contrôle et l'optimisation de la consommation d'énergie électrique ;
- les **conduits et câbles** (23 % du chiffre d'affaires 2019) qui permettent la distribution du courant

électrique et regroupent également les goulottes, les moulures et les chemins de câbles ;

- l'**éclairage** (16 % du chiffre d'affaires 2019) qui comprend, d'une part, les sources telles que les ampoules ou tubes incandescents, halogènes ou fluorescents basse consommation d'énergie, les LED et, d'autre part, les appareils d'éclairage, tels que les systèmes d'éclairage intérieur et extérieur, les détecteurs ainsi que les accessoires décoratifs ;
- le **génie climatique** (6 % du chiffre d'affaires 2019) qui recouvre la ventilation, la climatisation, les systèmes de chauffage (HVAC) notamment ceux reposant sur des énergies renouvelables ;
- l'**outillage** (4 % du chiffre d'affaires 2019) qui inclut les outillages à main, les outillages électriques et les instruments de mesure ;
- la **sécurité** et la **communication** (2 % du chiffre d'affaires 2019) qui incluent principalement les appareils de transmission de voix, données et images (VDI) et les appareils de détection (intrusion et incendie), de surveillance et de contrôle des accès ;
- les **énergies renouvelables et gestion de l'énergie** (2 % du chiffre d'affaires 2019) qui incluent les équipements liés au contrôle des énergies renouvelables (solaire, panneaux photovoltaïques, éolien, batteries pour le stockage de l'énergie) et les systèmes de gestion de l'énergie ; et
- les **produits blancs et bruns** (1 % du chiffre d'affaires 2019) qui comprennent l'électroménager et les produits électroniques de grande consommation.

Les familles de produits et pourcentages présentés ci-dessus correspondent à la seule activité de distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles. Ces familles de produits n'incluent pas les services spécifiques de certaines entités spécialisées du groupe Rexel, telles que Gexpro Services aux États-Unis⁽¹⁾, ni la fourniture de services ou de logiciels. Le chiffre d'affaires réalisé par le groupe Rexel sur ces autres activités a été d'environ 4 % en 2019.

De manière générale, chacune de ces familles de produits a représenté une part relativement stable du chiffre d'affaires du groupe Rexel au cours des trois dernières années.

Une large gamme de produits et solutions, à la pointe de l'innovation

Sur ces huit familles de produits, le groupe Rexel propose une large gamme de solutions techniques

(1) Les activités de Gexpro Services aux États-Unis et en Hongrie ont été cédées fin 2019.

qui lui permet de répondre aux habitudes de consommation locales et aux normes applicables ainsi qu'aux innovations techniques. Le portefeuille de produits peut ainsi être élargi, notamment dans le cadre des contrats MRO (*Maintenance, Repair and Operation*). L'offre de produits est généralement commercialisée sous les marques des fournisseurs, dont la notoriété est un élément important dans la décision d'achat des installateurs. Ainsi, l'évolution de la gamme de produits est le résultat d'une démarche dynamique et continue qui prend en compte les exigences des clients.

Le groupe Rexel développe et adapte en permanence son offre produits afin de prendre en compte les innovations proposées par les fournisseurs, les évolutions technologiques et les nouvelles demandes de la clientèle liées notamment aux besoins accrus de confort, de sécurité, d'ergonomie, de domotique, d'automatisation et de performance énergétique. Les innovations développées par les fabricants dans chacune des catégories de produits pour répondre à l'évolution des besoins des utilisateurs ou des normes applicables (notamment dans le domaine de la maîtrise de la consommation d'énergie ou de la sécurité incendie) permettent au groupe Rexel d'améliorer la valeur de son offre.

Le groupe Rexel a acquis la maîtrise technique de l'ensemble des familles de produits correspondant aux besoins des installateurs électriciens. Ses relations privilégiées avec ses fournisseurs stratégiques clés lui permettent d'assurer le rôle d'interface privilégiée entre les installateurs et les fournisseurs.

Le groupe Rexel se positionne comme un acteur de confiance au sein de la chaîne de valeur. L'évaluation de la performance éthique, sociale et environnementale des fournisseurs clés dans chaque pays permet de renforcer la confiance des clients dans l'offre du Groupe.

Dans un nombre limité de segments adaptés à leur développement et correspondant à des produits non-cœur de métier, le groupe Rexel distribue également des produits de marque propre (par exemple, la marque BizLine).

Des prestations à valeur ajoutée répondant aux besoins des clients

Le groupe Rexel se positionne vis-à-vis des clients en tant que fournisseur de solutions techniques. Il valorise en effet son offre de produits en y associant des prestations variées à valeur ajoutée. Ces services sont assurés par un personnel qualifié bénéficiant de formations continues lui permettant de maîtriser les évolutions techniques.

Les prestations fournies par le groupe Rexel permettent à ses clients de maîtriser les évolutions techniques inhérentes aux familles de produits distribués et de les accompagner tout au long de leurs projets. Ces prestations comprennent notamment :

- des formations, l'aide à la programmation d'automates ou encore l'aide à la réalisation de schémas de câblage ;
- des services de conception d'installations électriques ;
- le support aux grands projets, notamment internationaux, en particulier sur des besoins logistiques ;
- des programmes d'externalisation de la chaîne logistique, notamment dans le domaine de la gestion des stocks et de l'assemblage, de la distribution de pièces de rechange et de l'externalisation des services logistiques ;
- la fourniture de solutions clés en main et le calcul des économies potentielles, en particulier dans les domaines de l'efficacité énergétique ; et
- des services de financement adaptés à leurs profils.

Ces prestations complémentaires contribuent ainsi à valoriser le rôle de distributeur du groupe Rexel et à fidéliser la clientèle. En outre, ces services s'inscrivent dans le cadre d'une politique de fidélisation et de développement des clients, notamment par un élargissement de leurs compétences aux produits incorporant les évolutions techniques les plus récentes.

1.3.2.3 Un modèle adapté aux attentes des clients

Un modèle omnicanal avec une proportion digitale croissante

Le groupe Rexel s'appuie sur huit canaux de distribution, physiques et à distance, afin de maximiser les contacts avec ses clients et de s'adapter à leurs préférences et à leurs besoins :

- réseau d'agences : canal de proximité offrant une disponibilité immédiate de plusieurs milliers de produits, le retrait des commandes passées jusqu'à la veille au soir sur des dizaines de milliers de références supplémentaires ainsi que l'accès à l'expertise de vendeurs-conseil ;
- centre d'appel téléphonique pour passer des commandes ou obtenir une réponse rapide aussi bien aux demandes de devis, qu'aux questions techniques ;

- force de vente : un point de contact unique et dédié à chaque client pour une réponse personnalisée à ses besoins ;
- centre d'expertise : un accès à des spécialistes dans tous les domaines ;
- EDI : un catalogue digital directement intégré dans les systèmes du client pour un processus de commande simple et efficace ;
- site d'achats en ligne : une offre étendue disponible en ligne, ainsi que de nombreux services tels que le *chat* avec des experts, le « *click & collect* » permettant de choisir un point de dépôt pour récupérer sa commande (dont des casiers de dépôt sécurisés) ;
- configurateurs web : outils en ligne de configuration des produits ; et
- applications : nombreuses applications visant à simplifier la vie de nos clients, telles que : un réseau de conseil entre professionnels (« *The Grid* »), des applications de vente permettant de constituer son panier hors-ligne, la géolocalisation de l'agence la plus proche, etc.

La complémentarité des compétences et expertises disponibles dans les différents canaux permet au groupe Rexel de construire pour ses clients des solutions complètes et individualisées, le positionnant comme un partenaire unique pour la fourniture de solutions et d'équipements électriques.

Cette offre omnicanale permet d'accroître la fidélité des clients et la part de leurs achats réalisée avec le groupe Rexel. Elle représente un avantage concurrentiel majeur, notamment face aux acteurs spécialisés dans le digital. Elle va de pair avec une volonté d'accroître la part des ventes digitales (outils en ligne et EDI), qui s'élève à environ 18 % du chiffre d'affaires du Groupe en 2019.

Un modèle logistique efficace

Les activités de distribution du groupe Rexel s'appuient sur un modèle logistique adaptable qui s'organise autour de trois variantes :

- des centres logistiques généralement utilisés dans des zones où la densité de clientèle est forte, qui assurent exclusivement des fonctions logistiques, stockent un nombre important de produits référencés et sont approvisionnés directement par les fournisseurs. La vente des produits est réalisée par les agences rattachées à ces centres de distribution ;
- des agences mères et leurs agences satellites dont la mise en place a permis au groupe

Rexel de se développer dans les zones où la densité de clientèle est moins forte. Chaque agence mère fournit un support logistique à ses agences satellites, en plus de sa propre activité commerciale ; et

- des agences autonomes, généralement situées dans des régions où la densité de la clientèle est moins importante et où les centres logistiques ou les agences mères ne seraient pas économiquement efficaces. Tous les produits sont stockés en agences qui sont directement approvisionnées par les fournisseurs.

Le choix de l'un de ces modes de distribution pour une région donnée dépend de nombreux paramètres, notamment la concentration des clients, la taille du marché, la densité du réseau d'agences, l'offre produits, la concurrence ainsi que la nature et la diversité des services à fournir. En outre, le groupe Rexel peut adapter chacune des variantes afin de tenir compte des caractéristiques de chaque région.

Dès que la densité commerciale le permet, le groupe Rexel cherche à centraliser les flux à travers des centres logistiques.

Des équipes qualifiées et expérimentées

En raison de la technicité de son métier, le groupe Rexel emploie un personnel expérimenté, disposant d'une bonne connaissance des spécificités des produits, des besoins locaux et des réglementations applicables. Ce savoir-faire et les formations proposées à ses clients permettent au groupe Rexel de les orienter vers des systèmes à plus forte valeur ajoutée pour le client final ce qui permet de fidéliser ses clients et de développer la part de marché auprès de ceux-ci. Le groupe Rexel est ainsi en mesure de jouer un rôle de prescripteur de solutions techniques.

Les salariés du groupe Rexel bénéficient d'une politique active de formation, dans les domaines techniques et commerciaux, orientée vers la performance. L'évolution des capacités des collaborateurs s'inscrit dans une volonté d'assurer à chacun l'actualisation de ses compétences, ce qui représente un engagement fort dans un contexte de digitalisation globale.

Le groupe Rexel cherche également à améliorer la productivité de ses fonctions support, notamment les services administratifs, afin d'optimiser ses coûts de fonctionnement.

Par ailleurs, le groupe Rexel a pour objectif de fidéliser ses clients et de développer sa part de marché auprès d'eux.

Enfin, le management du groupe Rexel bénéficie d'une grande expérience de la distribution professionnelle ainsi que d'une expertise en matière commerciale, opérationnelle, financière et de fusions et acquisitions.

1.3.2.4 Une consolidation des performances opérationnelles et financières

Amélioration de la performance opérationnelle

Rexel vise à augmenter de façon continue sa rentabilité grâce à l'amélioration de sa marge brute et à une stricte maîtrise de ses coûts.

L'amélioration de la marge brute est réalisée par la mise en œuvre systématique d'initiatives tarifaires et la gestion de la relation avec les fournisseurs. Rexel gère aussi de façon stricte sa base de coûts, en réduisant ses frais généraux et en améliorant sa productivité, tout en réallouant des ressources pour accélérer la croissance des ventes et la digitalisation.

En complément des initiatives à l'échelle du Groupe, Rexel a conduit des transformations profondes dans des pays clés, visant à améliorer la rentabilité, notamment aux États-Unis, en Allemagne, au Royaume-Uni et en Espagne.

Lors du plan stratégique de février 2017, priorité a été donnée au développement de la qualité de service, notamment en améliorant les niveaux de stock et la disponibilité des produits. Cela s'est traduit par 14 ouvertures d'agences en 2019, dont 3 en France, 9 aux États-Unis et 2 en Nouvelle-Zélande. Aux États-Unis, Rexel a fait évoluer son organisation, début 2018, d'une approche nationale par enseigne à une approche régionale multi-enseignes, centrée sur huit régions clés (*Northwest, Midwest, Northeast, Southeast, Florida, Gulf Central, Mountain Plains & California*). Par ces initiatives, Rexel vise notamment une meilleure efficacité opérationnelle conduisant à des gains de parts de marché et une amélioration de sa rentabilité. Cette expansion du réseau a contribué à hauteur de 1 % à la croissance du chiffre d'affaires aux États-Unis par rapport à 2018 (croissance neutre au niveau national dans les autres pays) et une amélioration significative à venir de la rentabilité. Ces initiatives ont permis d'accroître la qualité de service au cours des dernières années et ouvrent maintenant la voie à une amélioration de la rentabilité, grâce aux pleins bénéfices de ces investissements.

Un modèle économique générateur de flux de trésorerie

La rentabilité opérationnelle du groupe Rexel, associée à une gestion rigoureuse de son besoin en fonds de roulement et à une faible intensité capitalistique, lui permettent de générer des flux de trésorerie importants.

Le pilotage du besoin en fonds de roulement, visant à une réduction des stocks et des délais de paiement clients grâce à l'optimisation continue de la logistique et du *credit management*, est une composante de la rémunération variable du management. Le déploiement du modèle logistique vers une structure fondée sur des agences mères et des centres régionaux de distribution ainsi que la mise en place de logiciels de suivi du recouvrement des créances sont des exemples d'initiatives ayant conduit à une réduction du besoin en fonds de roulement du groupe Rexel en pourcentage des ventes.

Par ailleurs, le groupe Rexel a augmenté ses dépenses brutes d'investissements d'exploitation régulières au cours des trois dernières années, en augmentant la part allouée à l'IT et au digital à près de deux tiers des investissements. Cette politique d'investissements est représentative de la faible intensité capitalistique de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles.

1.3.2.5 Une capacité démontrée de croissance organique et externe

Une structure de coûts favorisant une croissance organique rentable

Le groupe Rexel estime que sa structure de coûts majoritairement fixe constitue un levier de rentabilité important favorisant l'amélioration de sa marge opérationnelle en période de croissance. En effet, la base de coûts étant majoritairement fixe, le groupe Rexel est en mesure d'accroître son volume d'activité sans accroître dans les mêmes proportions ses coûts, la croissance se fait donc avec une rentabilité marginale plus forte. Le groupe Rexel a engagé une démarche de développement de la digitalisation et d'une organisation commerciale s'appuyant sur des structures mutualisées permettant de flexibiliser les coûts.

Sur la base des informations financières 2019, le groupe Rexel estime que la structure de ses charges d'exploitation avant amortissement se compose :

- de coûts variables en fonction du niveau d'activité à hauteur de 28 % (transport, commissions, etc.) ; et
- de coûts fixes, flexibles à court ou moyen terme à hauteur de 72 % (salaires, loyers, coûts des systèmes d'information, etc.).

Le groupe Rexel poursuit également la variabilisation de ses charges à travers l'utilisation de solutions dans le *cloud*, qui tendent à remplacer des charges d'amortissement, fixes, par des charges d'exploitation variables.

Une capacité à intégrer les acquisitions

Dans un contexte de marché fragmenté qui comporte de nombreuses opportunités d'acquisitions, le groupe Rexel estime que sa taille et ses fortes parts de marché locales, ainsi que son expérience en matière d'acquisitions et d'intégration, lui permettent de mieux identifier les cibles et de réaliser ces acquisitions plus efficacement que ses concurrents de moindre taille ou ayant moins d'expérience en la matière et à mettre en œuvre les synergies identifiées au moment des acquisitions.

Depuis 2010, le groupe Rexel a réalisé 43 acquisitions consolidantes.

1.3.3 La stratégie du groupe Rexel

Le groupe Rexel a une stratégie basée sur une approche de croissance et de création de valeur à travers trois initiatives stratégiques :

- l'accélération de la croissance à travers « Plus de clients, Plus de références & Plus de digital » (« *More Customers, More SKUs, More Digital* ») ;
- la sélectivité croissante de l'allocation du capital ; et
- l'amélioration de la performance opérationnelle et financière.

Pour les années à venir, le Groupe réaffirme ces fondamentaux, tout en lançant une transformation de son modèle, dans le but de devenir une référence des services et de l'utilisation des données dans le monde de la distribution des secteurs de l'énergie.

Ainsi, la stratégie du groupe Rexel s'articule autour de deux piliers :

- « *Perform* » : poursuite de la croissance organique et amélioration continue de la marge brute et de la structure de coûts ; et
- « *Transform* » : migration vers une entreprise de services référente dans le domaine de l'utilisation des données. Cette transformation s'opérera à travers l'adoption d'une nouvelle approche client

centrée sur les services, le basculement vers une entreprise pilotée par la donnée et une sélectivité de l'allocation du capital.

1.3.3.1 « *Perform* » : renforcement constant du Groupe pour garantir une croissance organique rentable

Croissance en volume, dans la continuité d'une approche « Plus de clients & Plus de références »

Cette croissance organique est fondée sur l'approche « Plus de clients, Plus de références & Plus de Digital » (« *More Customers, More SKUs, More Digital* »).

En effet, Rexel vise à la fois des gains nets de clients et une augmentation de la part de portefeuille réalisée avec chaque client. Ceci en tirant parti du digital, en particulier puisque Rexel observe que les clients utilisant son éco-système digital lui sont plus fidèles.

Cette stratégie « Plus de clients, Plus de références & Plus de Digital » (« *More Customers, More SKUs, More Digital* ») est soutenue par la numérisation accélérée des ventes et des opérations, incluant le développement et la mise en œuvre de nouveaux outils et applications. La croissance de la demande sur les solutions d'efficacité énergétique et les énergies renouvelables est également un levier de performance de cette stratégie.

En ligne avec cette stratégie, Rexel a adapté ses indicateurs de performance clés (« *KPIs* ») et créé de nouveaux tableaux de bord transversaux au sein du Groupe, ainsi que révisé ses politiques de bonus tout en poursuivant l'adaptation de sa stratégie de ressources humaines afin de refléter le besoin de nouvelles compétences.

Rexel renouvelle son ambition de poursuivre une croissance des ventes organiques supérieure aux marchés sur lesquels le Groupe est présent, tout en privilégiant d'abord une amélioration de la rentabilité et une matérialisation des bénéfices issus des investissements passés.

Amélioration continue de la marge brute et de la structure de coûts

En 2020 et à moyen terme, Rexel prévoit d'accroître son EBITA Ajusté et d'améliorer sa marge d'EBITA Ajusté en tirant parti des investissements de ces trois dernières années : investissements en développement, en transformation d'équipes et en restructurations récemment effectuées.

Au-delà des investissements de ces deux dernières années, l'amélioration continue de la marge et des coûts est aussi fondée sur des meilleures pratiques partagées dans le Groupe et notamment :

- une gestion des conditions tarifaires et remises clients ;
- une diminution des fournisseurs afin de rationaliser les achats et d'approfondir les partenariats existants ;
- une optimisation de l'efficacité des forces de vente en intensifiant la planification de l'activité et les formations régulières ;
- une digitalisation des activités de *back office* et une revue régulière des processus. Ceci se traduit notamment par une digitalisation des processus de facturation, de crédit et de paiement, et de l'administration des ressources humaines ;
- une flexibilisation des coûts ; et
- une performance environnementale et sociale permettant d'améliorer la rentabilité des activités, tout en contribuant au développement du chiffre d'affaires.

Par ailleurs, le Groupe continuera à tirer parti des initiatives spécifiques de reprofilage, dont les bénéfices augmenteront en nature et en amplitude dans les années à venir.

1.3.3.2 « Transform » : migration vers une entreprise de services référente dans le domaine de l'utilisation des données

Adoption d'une logique de service, segmentée autour de trois typologies d'offres produits et services

Le groupe Rexel souhaite évoluer vers une proposition de produits et services plus segmentée et adaptée aux différents besoins des clients.

L'approche est différenciée, selon trois typologies d'offres produits et services :

- proposition de valeur de « Proximité » (représentant environ 57 % des ventes du Groupe), basée sur une présence renforcée grâce à une densité de couverture agences / comptoirs, à une approche omnicanale systématique et à une amélioration continue du niveau de service ;
- proposition de valeur de « Projets » (représentant environ 29 % des ventes du Groupe), basée sur un processus d'offre de produits et solutions spécifiques supportées par un catalogue de services à destination de projets industriels ou commerciaux ; et

- proposition de valeur de « Spécialité » (représentant environ 14 % des ventes du Groupe) au travers d'une capacité à conseiller et satisfaire des clientèles aux besoins très spécifiques sur des produits et solutions typés.

Dans les années futures, le Groupe entend multiplier les approches digitales allant de pair avec les réseaux physiques correspondant à ces trois propositions.

Migration vers une entreprise pilotée par les données

Le deuxième volet de la transformation du groupe Rexel est de devenir une entreprise pilotée par la donnée (*data-driven*). Il s'agit d'exploiter des données pertinentes disponibles afin de prendre des décisions basées sur des faits et des analyses et non simplement des convictions ou des expériences. Cette transformation comprend trois axes :

- un axe interne consistant en une amélioration de la performance à travers la mise en place de cas d'usages basés sur l'utilisation d'algorithmes et d'intelligence artificielle ;
- un axe client consistant en un enrichissement du parcours client. Le groupe Rexel va approfondir sa réflexion sur le parcours de ses clients et utiliser les données à sa disposition pour assurer une expérience toujours plus simple et fluide. Les initiatives qui ont l'impact client le plus important seront gérées en priorité. Dans ce cadre, le Groupe est particulièrement attentif à respecter les différents aspects de l'environnement législatif de protection des données individuelles ; et
- un axe fournisseur consistant en un développement et une généralisation d'une offre d'analyse de données dédiée par fournisseur. Cette offre permet à chaque fournisseur qui y souscrit de recevoir des informations factuelles sur son positionnement de marché, sur son offre omnicanale et sur son taux de conversion digitale par catégorie de produits.

Sélectivité dans l'allocation des capitaux et renforcement de la structure financière

Rexel est plus sélectif dans l'allocation de ses capitaux, tant en termes d'investissements opérationnels que financiers. Le Groupe a également renforcé sa structure financière et augmenté sa flexibilité en améliorant son ratio d'endettement.

En ligne avec sa stratégie de concentration accrue sur les géographies et segments de marché offrant les meilleures opportunités de croissance rentable et de création de valeur, Rexel a finalisé en 2018 son

programme de cession d'actifs avec les impacts financiers suivants :

- une réduction du chiffre d'affaires consolidé du Groupe d'environ 650 millions d'euros ; et
- une contribution positive d'environ 25 points de base sur la marge d'EBITA Ajusté consolidée du Groupe.

En 2019, Rexel a poursuivi sa stratégie d'optimisation de son portefeuille avec l'annonce fin 2019 de la signature d'un accord en vue de la cession de l'activité Gexpro Services aux États-Unis.

La stratégie d'allocation de capital de Rexel consiste à allouer ses capitaux aux géographies et segments qui présentent les plus forts taux de croissance et les plus fortes rentabilités et d'utiliser sa solide génération de cash-flow pour (par ordre de priorité) :

- le financement des investissements opérationnels. Ces investissements sont concentrés à la fois sur les investissements de nature à renforcer la croissance organique et sur ceux destinés à améliorer la productivité, à travers l'accroissement du numérique et l'optimisation du réseau d'agences, d'une part, et l'automatisation de la logistique et la numérisation du back office, d'autre part. Les deux tiers sont tournés vers le digital et les systèmes d'information ;
- la distribution d'un dividende d'au moins 40 % du résultat net récurrent ;
- la poursuite de la réduction du ratio d'endettement ;
- la réalisation d'opérations de croissance externe avec de stricts critères d'acquisition et une priorité donnée au domaine du digital. Le cas échéant, Rexel n'exclut pas d'avoir recours à une gestion active de son portefeuille pour financer des acquisitions de tailles moyennes.

1.3.4 Recherche et développement, brevets et licences

En raison de la nature de son métier, le groupe Rexel ne mène pas d'activité en matière de recherche et de développement. Son rôle est de diffuser auprès des clients l'innovation provenant des fournisseurs.

La politique du groupe Rexel en matière de propriété intellectuelle est centrée sur la protection de ses marques (principalement la marque Rexel et des marques propres telles que BizLine, Newlec et Gigamedia) et de ses noms de domaines (notamment **rexel.com**). Cette politique donne lieu à des dépôts ou réservations soit locales, soit sur l'ensemble des pays où le groupe Rexel est présent pour les marques ou noms de domaines ayant vocation à être utilisés plus largement, dans les différentes classes d'enregistrement des produits vendus.

Le groupe Rexel utilise par ailleurs des droits de propriété intellectuelle (en particulier des noms, marques, logos, dessins, modèles ou créations) qui ne sont pas nécessairement déposés, soit en raison de leur utilisation purement ponctuelle pour les besoins, par exemple, d'une opération promotionnelle, soit eu égard à leur caractère difficilement protégeable. Cette seconde catégorie demeure néanmoins marginale. L'utilisation de ces droits ne viole, à la connaissance du groupe Rexel, aucun droit de tiers.

En avril 1998, Rexel Distribution a conclu un accord relatif à la coexistence et à l'usage de la dénomination « Rexel », à travers le monde, avec une société, opérant dans un secteur autre que celui du groupe Rexel, qui avait déjà déposé cette même dénomination. Aux termes de cet accord, chacune des deux sociétés est autorisée à utiliser le nom « Rexel » pour des produits et services qui ne sont pas liés aux activités de l'autre société.

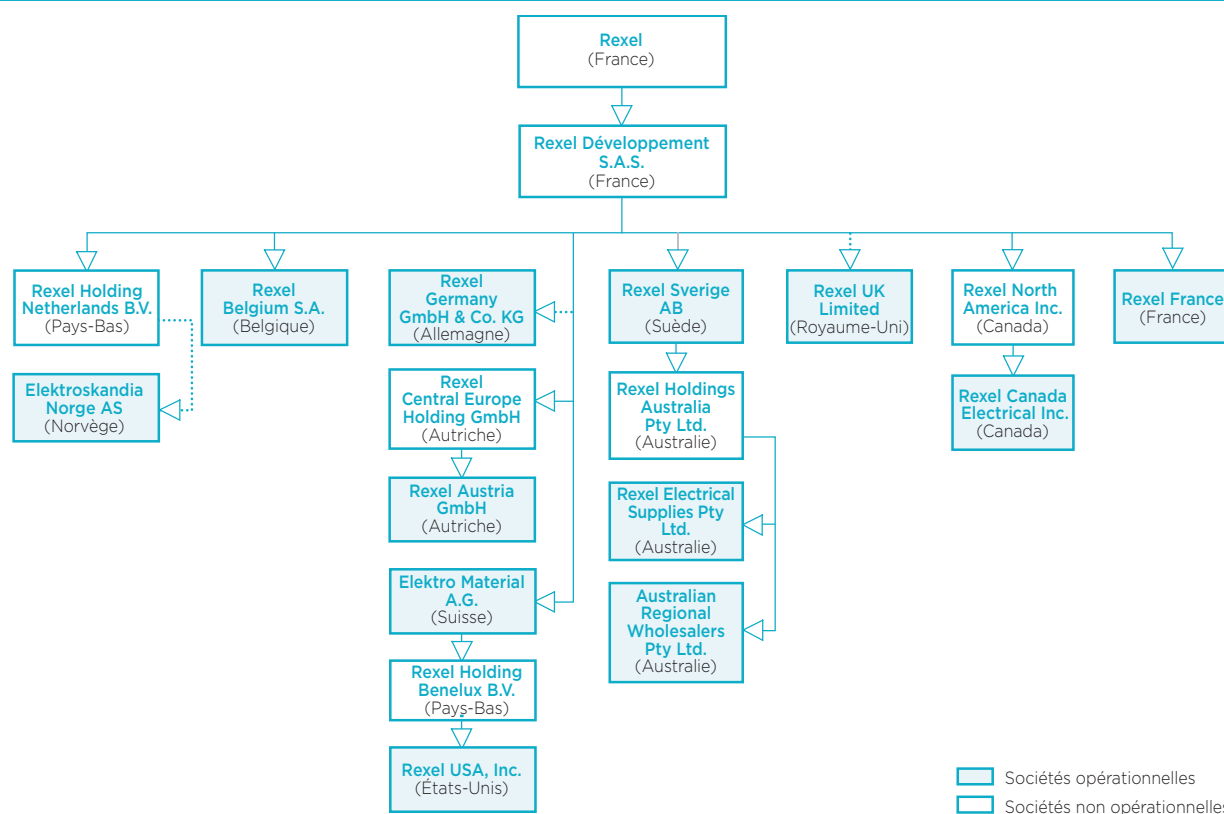
1.4 Organisation

1.4.1 Organigramme

L'organigramme ci-dessous est un organigramme simplifié du groupe Rexel au 31 décembre 2019.

Au 31 décembre 2019, le groupe Rexel comptait 96 sociétés. La liste des sociétés consolidées par

Rexel au 31 décembre 2019 et leur implantation géographique figurent en note 29 de l'annexe aux états financiers consolidés de Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 qui figurent à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document d'enregistrement universel.



* Les flèches en pointillés désignent les filiales détenues indirectement. Toutes les sociétés présentées dans l'organigramme simplifié ci-dessus sont détenues à 100 % par le groupe Rexel.

1.4.2 Principales filiales au 31 décembre 2019

Le groupe Rexel comprend Rexel et ses filiales.

Rexel est la société mère du groupe Rexel et la tête de l'intégration fiscale française mise en place à compter du 1^{er} janvier 2005. Rexel définit les orientations et la stratégie du groupe Rexel. Rexel a conclu des contrats de prêts avec Rexel Développement et certaines de ses filiales dans les conditions décrites au paragraphe 3.3.2 « Principales opérations avec les apparentés » du présent document d'enregistrement universel.

Rexel Développement est une société holding d'animation. Elle centralise les directions

fonctionnelles et opérationnelles du groupe Rexel. Elle rassemble les effectifs des fonctions dédiées à la gestion du groupe Rexel. Elle détient, directement ou indirectement, les sociétés opérationnelles du groupe Rexel.

Rexel Développement a conclu des contrats de prestations de services avec certaines de ses filiales dans les domaines financier, de la trésorerie, juridique, comptable, des ressources humaines, des métiers (achats, logistique) ou des systèmes d'information.

Rexel Développement a conclu des conventions de gestion de trésorerie et/ou des conventions de prêts avec certaines de ses filiales afin d'assurer leur financement.

Les principales filiales directes ou indirectes de Rexel sont décrites ci-dessous. À l'exception des titres de participation des sociétés du groupe Rexel et de certains droits de propriété intellectuelle, notamment détenus par Rexel Développement, ces filiales ne détiennent pas d'actifs économiques stratégiques.

Rexel Développement SAS est une société par actions simplifiée de droit français au capital de 2 098 654 090 euros, dont le siège social est situé 13, boulevard du Fort de Vaux, 75017 Paris, France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 480 172 840. Rexel détient 100 % du capital et assure la présidence de Rexel Développement SAS. Rexel Développement SAS réalise des prestations de services (direction et gestion, planification stratégique, financement, systèmes informatiques / télécommunications, ressources humaines, juridique) auprès des sociétés du groupe Rexel. Par ailleurs, Rexel Développement SAS détient directement ou indirectement les participations opérationnelles du groupe Rexel et assure notamment des services de gestion de trésorerie auprès de certaines filiales opérationnelles du groupe Rexel en France et à l'étranger.

Europe

Rexel Austria GmbH est une société de droit autrichien au capital de 10 000 000 d'euros, dont le siège est situé 1A, Object 6, Stg. Walcherstr. 1020, Vienne, Autriche. Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Vienne sous le numéro FN 155978f. Elle a pour principale activité la distribution de matériel électrique. Elle est directement détenue à 100 % par Rexel Central Europe Holding GmbH.

Rexel Germany GmbH & Co. KG (anciennement dénommée Hagemeyer Deutschland GmbH & Co. KG) est une société en commandite par actions de droit allemand (« *Kommanditeinlage* ») au capital de 13 001 000 d'euros, dont le siège social est situé 57 Riedlerstr., 80939, Munich, Allemagne. Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro HRA 48737. Elle a pour principale activité la fourniture et la distribution de matériel électrique ainsi que l'acquisition et la gestion de participations dans d'autres sociétés. Elle est indirectement détenue à 100 % par Rexel Développement.

Rexel Belgium SA est une société de droit belge au capital de 30 000 000 d'euros, dont le siège social est situé à Zuiderlaan 91, 1731 Zellik, Belgique. Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 0437.237.396. Elle a pour principale activité la fourniture et la distribution de

matériel électrique. Elle est détenue à 100 % par Rexel Développement.

Rexel Sverige AB est une société de droit suédois au capital de 80 000 000 de couronnes suédoises libéré à hauteur de 46 500 000 de couronnes suédoises, dont le siège social est situé Prästgårdsgränd 4, 125 44 Älvsjö, Stockholm, Suède. Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 556062-0220. Elle a pour principale activité la distribution de matériel électrique ainsi que la détention de participations dans des sociétés ayant pour activité la distribution de matériel électrique. Elle est détenue à 100 % par Rexel Développement.

Elektroskandia Norge AS est une société de droit norvégien au capital de 82 150 000 couronnes norvégiennes, dont le siège social est situé Fugleåsen 6, N-1405, Langhus, Norvège. Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 977 454 700. Elle a pour principale activité la fourniture et la distribution de matériel électrique. Elle est indirectement détenue à 100 % par Rexel Holding Netherlands B.V.

Elektro-Material A.G. est une société par actions (*Aktiengesellschaft*) de droit suisse au capital de 136 350 000 francs suisses, dont le siège social est situé Heinrichstrasse 200, 8005 Zurich, Suisse. Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro CH-626.3.005.380-6. Elle a pour principale activité la distribution de matériel électrique, la gestion de participations et la prestation de services. Elle est détenue à 100 % par Rexel Développement.

Rexel France est une société par actions simplifiée de droit français au capital de 41 940 672 euros, dont le siège social est situé 13, boulevard du Fort de Vaux, 75017 Paris, France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 309 304 616. Elle a pour objet la distribution de tous matériels électriques, électroniques et électroménagers, informatiques et dérivés, et plus généralement la fourniture de tous matériels et produits destinés au bâtiment, à l'industrie, aux collectivités et aux particuliers. Par ailleurs, elle a également pour objet la détention et la gestion de participations dans d'autres sociétés. Elle est détenue à 100 % par Rexel Développement.

Rexel UK Limited est une société de droit anglais (*limited company*) au capital de 30 000 000 de livres sterling, dont le siège social est situé Ground Floor, Eagle Court 2 – Hatchford Brook, Hatchford Way – B26 3RZ – Sheldon, Birmingham, Angleterre, Royaume-Uni. Elle est immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 434724.

Elle a pour activité principale la vente de matériel électrique et la détention et la gestion de participations dans d'autres sociétés. Elle est indirectement détenue à 100 % par Rexel Développement.

Amérique du Nord

Rexel USA, Inc. est une société de droit de l'État du Delaware (*corporation*) au capital de 1 001 dollars américains immatriculée sous le numéro 20-5021845, dont le siège social est situé 14951 Dallas Pkwy – Dallas, TX 75254, USA. Elle a pour principale activité la distribution de matériel électrique, l'acquisition et la détention de participations dans d'autres sociétés et la prestation de services. Elle est détenue à 100 % par Rexel Holding Benelux B.V.

Rexel North America Inc. est une société de droit canadien (*corporation*) au capital de 33 904 500 dollars canadiens immatriculée sous le numéro 381380-1, dont le siège social est situé 505 Locke, suite 200, Saint Laurent, Québec H4T, 1X7, Canada. Elle a pour principal objet l'acquisition et la gestion de participations dans d'autres sociétés et la prestation de services. Elle est détenue à 100 % par Rexel Développement.

Rexel Canada Electrical Inc. est une société de droit canadien (*corporation*) au capital de 1829 744 dollars canadiens immatriculée sous le numéro 428874 2, dont le siège social est situé 5600 Keaton Crescent, L5R 3G3 Mississauga, Canada. Elle a pour activité la

distribution de matériel électrique. Elle est détenue à 100 % par Rexel North America Inc.

Asie-Pacifique

Rexel Electrical Supplies Pty Ltd est une société de droit de l'État de la Nouvelle-Galles du Sud au capital de 39 000 000 dollars australiens, immatriculée sous le numéro ACN 000 437 475 NSW, dont le siège social est situé First Floor – Building B, 12 Julius Avenue – North Ryde, 2113 NSW, Australie. Elle a pour activité la distribution de matériel électrique. Elle est indirectement détenue à 100 % par Rexel Sverige AB.

Rexel Holdings Australia Pty Ltd est une société de droit de l'État de la Nouvelle-Galles du Sud au capital de 169 598 471 de dollars australiens, immatriculée sous le numéro ACN 081 022 068 NSW, dont le siège social est situé First Floor – Building B, 12 Julius Avenue – North Ryde, 2113 NSW, Australie. Elle a pour activité principale la détention et la gestion de participations dans d'autres sociétés. Elle est directement détenue à 100 % par Rexel Sverige AB.

Le groupe Rexel analyse son chiffre d'affaires sur la base de zones géographiques, auxquelles les entités juridiques mentionnées ci-dessus sont rattachées en fonction de leur localisation. Une analyse du chiffre d'affaires par entité juridique ne serait donc pas pertinente. Le détail du chiffre d'affaires par zone géographique est présenté à la section 5.1 « Rapport d'activité » du présent document d'enregistrement universel.

1.5 Propriétés immobilières et équipements

1

La stratégie immobilière du groupe Rexel consiste à privilégier la location simple comme mode d'occupation prédominant de ses sites commerciaux et logistiques afin de pouvoir bénéficier d'une plus grande flexibilité opérationnelle permettant de s'adapter en permanence aux évolutions du marché. Le groupe Rexel a ainsi procédé depuis une quinzaine d'années à la vente et à la cession-bail de la plupart de ses actifs immobiliers.

Au 31 décembre 2019, le parc immobilier du groupe Rexel comprenait essentiellement les sites suivants :

- le siège social de Rexel et Rexel France, situé à Paris (France), en location et d'une surface de 10 200 mètres carrés, ainsi que les sièges administratifs des entités opérationnelles du groupe Rexel, localisés en Europe, en Amérique du Nord et en Asie-Pacifique, essentiellement en location. Le siège social de Rexel et les sièges administratifs des entités opérationnelles regroupent les fonctions de direction et opérationnelles du groupe Rexel ;
- 49 centres logistiques situés en Europe (France, Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande,

Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Slovaquie et Suède), en Amérique du Nord (États-Unis) et en Asie-Pacifique (Australie, Chine et Nouvelle-Zélande). Les centres logistiques sont essentiellement loués et ont une surface moyenne qui varie entre 10 000 mètres carrés, pour ceux situés en Europe (hors France) et 17 000 mètres carrés pour ceux situés en France ; et

- 1 922 agences situées en Europe, en Amérique du Nord et en Asie-Pacifique. Les points de vente sont des immeubles mixtes à usage de vente et d'entreposage situés en zones d'activités artisanales ou industrielles, d'une superficie moyenne de 1 000 mètres carrés environ. Les agences sont essentiellement louées.

Les actifs immobiliers du groupe Rexel ne comprennent aucun élément de valeur significative au regard du groupe Rexel pris dans son ensemble et aucun investissement de la sorte n'est anticipé. Ces actifs ne sont pas grevés de sûretés qui pourraient affecter leur utilisation ou valeur actuelles.

1.6 Investissements

1.6.1 Investissements réalisés

Le tableau ci-dessous présente le détail des dépenses d'investissement ainsi que des opérations d'acquisitions et de cessions réalisées pour chacun des exercices clos les 31 décembre 2019, 2018 et 2017 :

	2019	2018	2017	Total 2017-2019
(en millions d'euros)				
Investissements d'exploitation				
Systèmes d'information / Digital	77,3	67,1	62,8	207,2
Rénovation et ouverture d'agences	28,3	33,7	26,3	88,3
Logistique	11,8	15,0	15,1	41,9
Autres	8,0	6,3	8,3	22,6
Total investissements bruts d'exploitation	125,5	122,1	112,5	360,1
Variation des dettes fournisseurs d'immobilisations	(1,2)	(4,3)	1,3	(4,2)
Cessions d'immobilisations	(7,9)	(24,0)	(3,5)	(35,4)
Total investissements nets d'exploitation	116,5	93,8	110,3	320,6
Acquisitions & cessions de sociétés				
Acquisitions	4,2	2,7	-	6,9
Cessions	(6,5)	-	(23,1)	(29,6)
Total acquisitions & cessions de sociétés	(2,3)	2,7	(23,1)	(22,7)

Les investissements bruts d'exploitation effectués au cours des exercices 2019, 2018 et 2017 ont représenté respectivement 0,9 %, 0,9 % et 0,8 % du chiffre d'affaires consolidé du groupe Rexel.

Les investissements réalisés au cours de l'exercice 2019 sont décrits au paragraphe 5.1.2.1 « Flux de trésorerie » du présent document d'enregistrement universel et ont été financés par la trésorerie.

1.6.2 Principaux investissements en cours de réalisation

Les investissements s'inscrivent dans le cadre du plan stratégique « *Perform & transform* ».

En lien avec la partie « *Perform* », de nouvelles solutions de commerce électronique et de développement de la relation avec les clients sont en cours de déploiement en Europe, en Amérique du Nord et dans le Pacifique. De plus, dans plusieurs pays, un plan d'évolution et d'harmonisation des outils informatiques est également en cours de

réalisation. Aux États-Unis, un plan d'extension et de rénovation du réseau d'agences est en cours sur l'ensemble du territoire.

Au regard de la partie « *Transform* » de nouvelles solutions de digitalisation et de robotisation sont progressivement mises en place en Europe, en Amérique du Nord ainsi qu'en Chine.

Les investissements en cours de réalisation sont financés par la trésorerie.

1.6.3 Principaux investissements envisagés

À la date du présent document d'enregistrement universel, aucun investissement financier significatif n'a fait l'objet d'engagement ferme vis-à-vis de tiers.

Les investissements opérationnels du groupe Rexel, ayant principalement trait à ses systèmes d'information, à l'accélération de la digitalisation, à ses moyens logistiques et à son réseau d'agences, représentent généralement entre 100 et 150 millions d'euros, sur une base annuelle.

1.7 Réglementation

La distribution professionnelle de matériel électrique est soumise à la réglementation de droit commun en matière de responsabilité du fait des produits et de responsabilité environnementale.

1.7.1 Responsabilité du fait des produits

En qualité de distributeur non-fabricant, le groupe Rexel pourrait voir sa responsabilité engagée du fait des produits qu'il distribue au titre, d'une part, de la réglementation du fait des produits défectueux et, d'autre part, de l'obligation légale de garantie contre les vices cachés. La Directive 85/374/CEE du Conseil du 25 juillet 1985 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en matière de responsabilité du fait des produits défectueux, transposée par la Loi n° 98-389 du 19 mai 1998 relative à la responsabilité du fait des produits défectueux, établit le principe de responsabilité sans faute du producteur d'un produit à l'origine d'un dommage corporel ou matériel. Sera notamment considérée comme producteur toute personne apposant sur le produit son nom, sa marque ou un autre signe distinctif. En outre, si le producteur ne peut être identifié par la personne ayant subi le dommage, le vendeur pourra voir sa responsabilité recherchée.

L'obligation légale de garantie contre les vices cachés est également un régime de responsabilité sans faute permettant à l'acquéreur d'un produit affecté d'un vice non apparent au moment de la livraison, existant antérieurement à la vente et rendant le produit impropre à l'usage auquel on le destine de rechercher la responsabilité du distributeur. L'acquéreur peut alors demander au distributeur de se faire restituer le prix et de rendre la chose ou de garder la chose et se faire rendre une partie du prix.

En tant que distributeur, la responsabilité du groupe Rexel est couverte par les obligations légales et contractuelles des fabricants ainsi que par les garanties et couvertures d'assurance obtenues des fabricants et transférées aux clients.

1.7.2 Réglementation environnementale

L'activité du Groupe est soumise à des réglementations environnementales telles qu'énumérées au paragraphe 4.2 « Agir avec éthique et intégrité » du présent document d'enregistrement universel. Le groupe Rexel est par ailleurs soumis

à des réglementations environnementales locales spécifiques dans les différents pays où il opère.

La Directive dite « RoHS » et la réglementation dite « REACH »

La Directive 2002/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 janvier 2003, complétée par la Directive 2011/65/EU du 1^{er} juillet 2011 et par la Directive 2017/2102/EU du 15 novembre 2017, dite Directive « RoHS » (*Restriction of Hazardous Substances*), interdit l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques et encourage l'écoconception, le tri sélectif et le recyclage de certains composants plutôt que leur mise au rebut.

Le Règlement 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 dit Règlement « REACH » (*Registration Evaluation and Authorization of Chemicals*), amendé en 2018 par le Règlement n° 2018/675/UE, est relatif à l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi qu'aux restrictions applicables à ces substances. La responsabilité pèse sur le fabricant des substances. Le groupe Rexel pourrait éventuellement ne plus recevoir certains produits si un fournisseur était contraint de cesser l'utilisation de certaines substances.

En tant que distributeur non-fabricant sur le marché européen d'articles pouvant contenir des substances concernées par ces réglementations, le groupe Rexel a pour obligation de transmettre à ses clients les informations reçues de ses fournisseurs quant aux effets produits par ces substances. Le groupe Rexel prend en considération les obligations de la Directive RoHS et du Règlement REACH et met en place les procédures adéquates afin de s'y conformer. Dans chaque filiale concernée par ces réglementations, une personne a été nommée pour la mise en place et le suivi de ces procédures.

La Directive dite « DEEE »

La Directive 2012/19/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012, dite Directive « DEEE » (*Waste Electrical & Electronic Equipment*), relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques, impose la collecte sélective des déchets d'équipements électriques et électroniques, le traitement sélectif de certains composants et la valorisation des déchets par recyclage (valorisation matière et valorisation énergétique). Par ailleurs, la

Directive DEEE prévoit l'obligation pour le fabricant d'apposer un étiquetage des appareils par référence à des normes européennes (en particulier, la norme NF EN 50149 répond à cette exigence) ainsi qu'un pictogramme sur chacun des équipements électriques et électroniques ménagers indiquant que ces produits font l'objet d'une collecte sélective.

Dans ce cadre, le groupe Rexel propose, pour chaque vente, la récupération d'un produit de même nature en vue de sa collecte par les éco-organismes gérant la filière de recyclage concernée. Le groupe Rexel estime que l'impact de ce dispositif est faible et qu'il respecte cette réglementation dans les pays où elle a été transposée.

[Cette page est intentionnellement laissée en blanc]



2

FACTEURS DE RISQUE ET CONTRÔLE INTERNE



2

FACTEURS DE RISQUE ET CONTRÔLE INTERNE 43

2.1	Facteurs de risque	46
2.1.1	Risques commerciaux et stratégiques	48
2.1.2	Risques opérationnels	53
2.1.3	Risques financiers	57
2.1.4	Risques éthiques et environnementaux	60
2.2	Assurances	62
2.3	Dispositif de contrôle interne et de gestion des risques au sein de Rexel	63
2.3.1	L'environnement de contrôle au sein de Rexel	64
2.3.2	Les acteurs du dispositif de contrôle interne de Rexel, structurés autour du principe des trois lignes de maîtrise	64
2.3.3	Pilotage et surveillance du dispositif de contrôle interne	66

Les investisseurs sont invités à lire attentivement les risques décrits dans le présent chapitre ainsi que l'ensemble des autres informations contenues dans le présent document d'enregistrement universel. Ces risques sont, à la date du présent document d'enregistrement universel, ceux dont Rexel estime que la réalisation pourrait avoir un effet défavorable significatif sur sa situation financière, ses résultats, ses activités ou ses perspectives. Rexel a procédé à une revue de ses risques et considère qu'il n'existe pas de risques significatifs autres que ceux présentés. L'attention des investisseurs est toutefois attirée sur le fait que d'autres risques peuvent exister, non identifiés à la date du présent document d'enregistrement universel ou dont la réalisation n'est pas considérée, à cette même date, comme susceptible d'avoir un effet défavorable significatif.

2.1 Facteurs de risque

Dans un environnement en constante évolution, Rexel est attaché à protéger les intérêts de ses actionnaires, salariés, clients, fournisseurs, et de toutes les parties prenantes à ses activités, tout en réalisant ses objectifs. Dans ce contexte, Rexel conduit une politique active d'identification et de gestion des risques afin d'être en mesure de répondre efficacement aux menaces internes et externes susceptibles d'avoir un effet défavorable sur sa situation financière, ses résultats, ses activités ou ses perspectives.

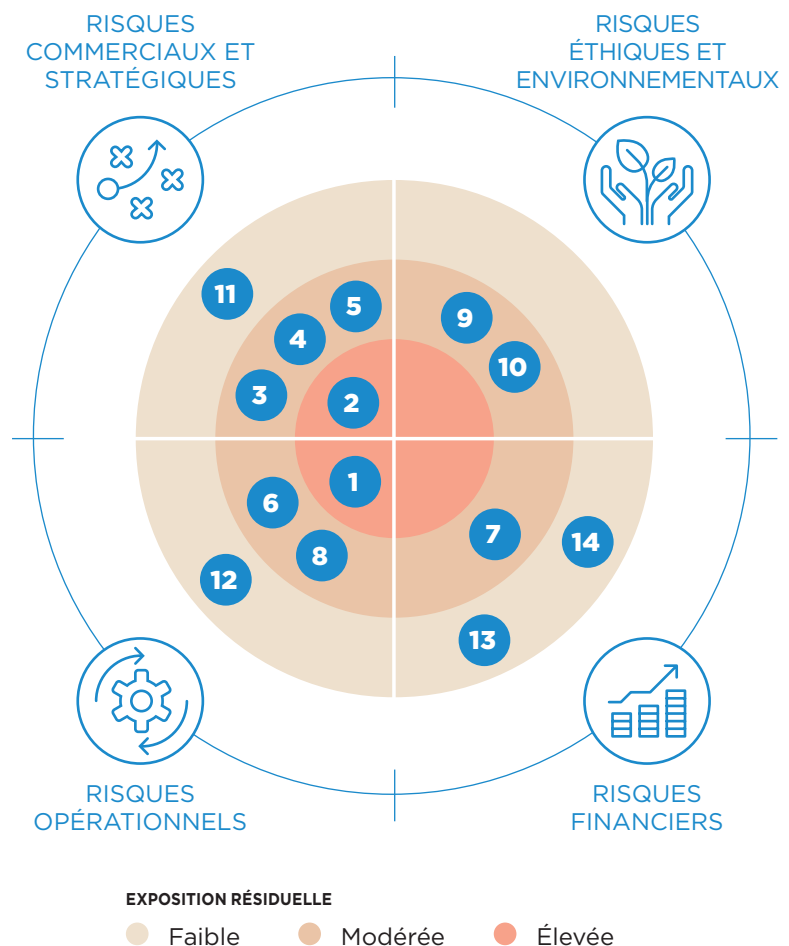
Les 14 risques présentés dans le présent chapitre sont les risques issus de la cartographie des risques mise à jour annuellement dans le cadre des procédures de contrôle interne et de gestion des risques déployées par le groupe Rexel (décrites dans le paragraphe 2.3 « Dispositif de contrôle interne et de gestion des risques au sein de Rexel » du présent document d'enregistrement universel). Il s'agit des risques susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur le groupe Rexel, ses activités, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives. Ces 14 risques sont regroupés en quatre catégories (risques commerciaux et stratégiques, risques opérationnels, risques éthiques et environnementaux et risques financiers) et classés selon l'importance de l'exposition résiduelle de Rexel à ces risques, exposition présentée selon une échelle Faible / Modérée / Élevée. Cette exposition a été appréciée en prenant en compte l'importance de l'impact potentiel de ces risques pour le Groupe, leur probabilité d'occurrence ainsi que le niveau de maîtrise du Groupe permettant de réduire leur impact ou leur occurrence. Le classement, la catégorie, l'exposition de Rexel (incluant une analyse chiffrée de l'impact potentiel lorsque cela est possible⁽¹⁾) ainsi que les dispositifs de maîtrise en place sont précisés pour chacun des risques présentés ci-après. Au sein de chaque catégorie, les risques sont classés par ordre d'importance, les risques pour lesquels l'exposition résiduelle étant la plus élevée étant présentés en premier.

En parallèle, et pour les besoins de la déclaration de performance extra-financière, Rexel a conduit une analyse plus détaillée que celle effectuée par le Comité des risques des principaux risques liés aux conséquences environnementales, sociales et sociétales de ses activités. Les procédures spécifiques conduites afin d'identifier et d'analyser ces risques sont décrites dans le paragraphe 4.1.3 « Principaux risques extra-financiers » du présent document d'enregistrement universel. Enfin, le plan de vigilance mis en place au sein du groupe Rexel est décrit à la section 4.7 « Plan de vigilance » du présent document d'enregistrement universel.

(1) Les données financières 2018 présentées dans cette section sont retraitées des impacts liés à la mise en place de la norme IFRS 16.

■ **Présentation des principaux risques pour le groupe Rexel, classés en fonction de l'exposition résiduelle du Groupe à ces risques et selon quatre catégories :**

- 1 Cyberattaque significative portant sur les systèmes d'information du Groupe
- 2 Dégradation significative du contexte économique global ou dans les principaux pays dans lesquels Rexel est présent ou événement exogène majeur impactant les activités du Groupe
- 3 Incapacité à développer et/ou maintenir la marge opérationnelle du Groupe
- 4 Incapacité du Groupe à déployer sa stratégie de transformation digitale
- 5 Renforcement de la concurrence de la part d'acteurs digitaux ou de fournisseurs
- 6 Incapacité à attirer et retenir les talents
- 7 Perte significative de valeur des actifs incorporels
- 8 Événements affectant la santé et la sécurité des employés du Groupe ou de tiers
- 9 Comportement non-éthique au sein du Groupe (corruption, entente, non-respect des embargos, non-protection des données personnelles)
- 10 Impact négatif des activités du Groupe sur l'environnement et le climat
- 11 Incapacité du Groupe à établir un plan d'offre adapté aux attentes des clients pour chacun des pays et marchés dans lesquels il intervient
- 12 Résilience insuffisante des systèmes d'information
- 13 Fraude significative par détournement d'actifs ou manipulation comptable
- 14 Dégradation de la marge du fait de la variation du prix des matières premières, dont le cuivre



2.1.1 Risques commerciaux et stratégiques



Dégradation significative du contexte économique global ou dans les principaux pays dans lesquels Rexel est présent ou événement exogène majeur impactant les activités du Groupe

EXPOSITION RÉSIDUELLE

● ● ● Élevée

IDENTIFICATION DU RISQUE ET EXPOSITION

Le groupe Rexel est présent en Europe, en Amérique du Nord, en Asie-Pacifique. Ces géographies ont respectivement représenté environ 53 %, 38 % et 9 % du chiffre d'affaires du groupe Rexel en 2019. En particulier, les trois principaux pays (États-Unis, France et Canada) dans lesquels le Groupe est présent génèrent plus de 58 % du chiffre d'affaires du Groupe. Enfin, l'Europe génère environ 64 % de l'EBITA Ajusté du Groupe, contre 33 % pour l'Amérique du Nord et 4 % pour l'Asie-Pacifique⁽¹⁾.

Par conséquent, une baisse de l'activité économique mondiale, notamment dans les principaux pays où le Groupe est présent, et ce quelle qu'en soit la raison (instabilité politique, crises sanitaire majeure, ralentissement de l'activité, tensions économiques, etc.), pourrait entraîner une baisse des ventes ainsi qu'une dégradation de l'EBITA du Groupe (685,1 millions d'euros d'EBITA Ajusté au 31 décembre 2019) et une augmentation des créances douteuses (89,1 millions d'euros de dépréciations de créances au 31 décembre 2019 sur un total de 2 157,3 millions d'euros d'encours). Toute instabilité politique ou économique dans un ou plusieurs pays où le groupe Rexel opère pourrait avoir des répercussions défavorables sur les résultats du pays et du groupe Rexel. Les incertitudes telles que les conséquences de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit ») ou les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis pourraient avoir un impact sur la performance de Rexel dans ces marchés. Concernant les risques liés au Brexit, il est difficile, à la date de la rédaction du présent document, d'en prévoir l'impact concret, mais une hausse des tarifs douaniers ou une baisse de l'activité économique britannique pourrait avoir un impact négatif sur les résultats du Groupe au Royaume-Uni (le groupe Rexel a généré 736,5 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2019 au Royaume-Uni contre 807,6 millions d'euros en 2018). Concernant le risque lié à l'épidémie Covid-19, il est également difficile d'encerner l'impact à la date de rédaction du présent document, mais le groupe Rexel pourrait être exposé de plusieurs manières. Au-delà de l'impact humain majeur qu'impliquerait la contamination potentielle d'un ou plusieurs de ses employés, le Groupe pourrait en premier lieu être amené à momentanément fermer un ou plusieurs de ses sites (agences, centres logistiques, sièges administratifs...) en raison des restrictions imposées dans certaines zones géographiques, notamment en Chine ou en Italie, où le Groupe est implanté et qui représentent à eux deux environ 4 % des ventes du Groupe en 2019. De plus, la chaîne d'approvisionnement en produits du Groupe pourrait être touchée dans l'éventualité où un ou plusieurs de ses fournisseurs seraient limités dans la fabrication ou la distribution de leurs produits, en particulier dans les domaines de l'éclairage, des panneaux photovoltaïques et du câble. Ces éléments pourraient entraîner une baisse de chiffre d'affaires dans une ou plusieurs géographies du Groupe.

Enfin, en tant que distributeur de matériel électrique à destination des professionnels, le groupe Rexel est particulièrement sensible aux secteurs de la construction et de la rénovation des bâtiments (les marchés résidentiel et tertiaire représentant respectivement 26 % et 44 % du chiffre d'affaires du Groupe en 2019), qui pourraient être des secteurs plus particulièrement impactés par une récession économique.

DISPOSITIFS DE MAÎTRISE

Le groupe Rexel est très attentif aux évolutions de l'environnement économique des différents marchés dans lesquels il intervient. Une veille active, permanente et suivie, visant à mesurer et analyser les données financières et extra-financières disponibles est menée par les directions des pays, des régions et par la direction des relations investisseurs du groupe Rexel. Les résultats de cette veille sont régulièrement communiqués aux dirigeants du Groupe et sont pris en compte dans le processus budgétaire et la stratégie du Groupe.

Concernant le risque lié à l'épidémie Covid-19, le groupe Rexel suit de très près l'évolution de cette épidémie afin de mettre en place toutes les actions appropriées pour, en priorité, protéger au mieux la santé de ses employés, ses clients et tous les tiers travaillant auprès du Groupe, mais aussi réduire autant que possible les impacts économiques de cette épidémie. Une cellule de gestion de crise dédiée a été mise en place au niveau du Groupe et reste en communication permanente avec les différentes entités de Rexel pour évaluer la situation et prendre les mesures appropriées.

Concernant la sensibilité de Rexel aux évolutions des secteurs de la construction et de la rénovation des bâtiments, le Groupe bénéficie des programmes de rénovation et d'optimisation énergétique qui pourraient continuer à être soutenus y compris dans un contexte économique dégradé et qui pourraient donc contrebalancer, au moins en partie, une baisse de la demande dans ces marchés.

Enfin, le groupe Rexel a la faculté d'adapter sa politique de coûts (notamment de coûts variables) ou encore de réallouer ses investissements vers d'autres postes afin de réduire l'impact qu'aurait une dégradation du contexte économique mondial. En 2019, les dépenses brutes d'investissement se sont élevées à 125,5 millions d'euros, soit 0,9 % du chiffre d'affaires, contre 118,8 millions d'euros en 2018 (soit 0,9 % du chiffre d'affaires), tandis que les frais administratifs et commerciaux représentaient 2 768,8 millions d'euros en 2019 (soit environ 20 % du chiffre d'affaires), contre 2 670,0 millions d'euros en 2018 (soit environ 20 % du chiffre d'affaires).

Du fait du caractère exogène du risque et d'une exposition relativement concentrée sur quelques pays dont les économies sont interdépendantes, le niveau d'exposition résiduelle du Groupe est estimé élevé.

(1) La répartition de l'EBITA par géographie exclue la contribution négative du poste « Autres », qui concerne principalement les coûts liés au siège du Groupe.



Incapacité à développer et/ou maintenir la marge opérationnelle du Groupe

EXPOSITION RÉSIDUELLE

● ● Modérée

IDENTIFICATION DU RISQUE ET EXPOSITION

Spécialiste de la distribution pour les professionnels, le groupe Rexel génère des marges par nature relativement modérées (3 432 millions d'euros de marge brute, soit 25 % du chiffre d'affaires, et 685,1 millions d'euros d'EBITA Ajusté en 2019). Dans le cadre d'un environnement concurrentiel fort et d'une stratégie d'investissements digitaux élevés (77,4 millions d'euros de dépenses brutes d'investissements liés aux systèmes d'informations et au digital en 2019), le maintien et le développement de la marge est donc un enjeu central pour le Groupe puisqu'une dégradation de celle-ci pourrait remettre en cause la capacité d'investissement du Groupe, son équilibre financier ou sa notation financière.

La protection de la marge passe en premier lieu par une gestion fine des prix de vente. De par la nature des activités de Rexel et la diversité de ses clients, l'élaboration du prix de vente est beaucoup plus complexe et beaucoup plus personnalisée à chaque catégorie de clients que d'autres distributeurs, notamment les distributeurs à destination des particuliers. Toute politique de prix de vente inadaptée aux attentes des clients et/ou au marché pourrait avoir un impact significatif sur la marge du Groupe, un prix trop élevé entraînant un départ des clients à la concurrence et un prix trop faible mettant en danger l'équilibre financier du Groupe. Avec l'arrivée de nouveaux acteurs digitaux accroissant la transparence et la pression sur les prix, le groupe Rexel doit constamment adapter sa politique de prix pour continuer à répondre aux besoins et attentes de ses clients tout en protégeant son niveau de marge.

De plus, dans un contexte concurrentiel complexe, les fournisseurs pourraient remettre en cause les prix d'achat du Groupe ou encore les remises et autres rabais consentis par les fournisseurs dont Rexel bénéficie, ce qui aurait un impact défavorable sur les résultats du Groupe. En effet, les achats du Groupe ont représenté 11 266,4 millions d'euros en 2019, et les rabais des fournisseurs relatifs aux marchandises et services ont représenté en 2019 un produit pour Rexel, dont le détail est mentionné en note 12.3 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 qui figurent à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document d'enregistrement universel. Une hausse des prix d'achats ou une baisse des rabais des fournisseurs aurait donc pour conséquence une baisse de la marge et de l'EBITA du Groupe.

DISPOSITIFS DE MAÎTRISE

Le Groupe construit une approche clients de plus en plus segmentée afin de prendre en compte les comportements omnicanaux, en ligne comme hors ligne, de ses clients. À ce titre, Rexel capitalise sur les initiatives locales les plus innovantes en matière de politique de prix de vente afin de les diffuser et de les promouvoir au sein de toutes les entités du Groupe. Le Groupe continue également de mener des actions d'harmonisation de ses pratiques tarifaires et de gestion des prix hors catalogue.

Afin de maintenir et développer sa marge opérationnelle, Rexel poursuit également sa politique d'optimisation et de rationalisation des coûts, en réduisant ses frais généraux et en améliorant sa productivité, tout en réallouant des ressources pour accélérer la croissance des ventes et la digitalisation.

Concernant les fournisseurs, le groupe Rexel bénéficie de relations de long terme avec ses principaux fournisseurs permettant de valoriser la qualité du réseau et des services de distribution du Groupe. Le groupe Rexel n'est pas dépendant d'un fournisseur en particulier (le principal fournisseur représentant 9,2 % des achats du Groupe à fin 2019), permettant ainsi d'arbitrer entre ses fournisseurs selon les objectifs de négociation tarifaire. Le Groupe a également développé des services complémentaires, notamment digitaux, auprès de ses fournisseurs afin de renforcer la valeur des prestations fournies par le Groupe.

En revanche, certaines initiatives de concentration des fournisseurs (par exemple des stratégies affichées de croissance externe) ont récemment été observées et pourraient venir renforcer le pouvoir de négociation de ces fournisseurs.

En conséquence, l'exposition résiduelle du Groupe est évaluée comme modérée.



Incapacité du Groupe à déployer sa stratégie de transformation digitale

EXPOSITION RÉSIDUELLE

● ● Modérée

IDENTIFICATION DU RISQUE ET EXPOSITION

Dans un environnement concurrentiel fort, la protection et le développement de la marge commerciale du Groupe reposent notamment sur la capacité du Groupe à offrir des services à plus forte valeur ajoutée, s'appuyant essentiellement sur l'apport du digital. Le comportement des clients évolue également, porté entre autres par l'expérience digitale des clients en B to C (*business to consumer*). L'attente d'une offre omnicanale, l'importance d'une expérience client simple et la sensibilité au prix, à la qualité et à l'expertise font partie intégrante de cette évolution. Par ailleurs, le Groupe assiste à une prise en compte de plus en plus prégnante de la valeur de la donnée (clients, produits, transactions) dans un contexte où la valorisation de celle-ci sera prépondérante dans la création de valeur. Ainsi, les données clients collectées par les systèmes d'information sont par exemple utilisées au sein de Rexel afin d'améliorer la gestion des portefeuilles de clients ou encore la gamme de produits proposée en agence.

Le déploiement de nouveaux outils et solutions digitales pour renforcer les services fournis aux clients et fournisseurs pourrait être temporairement confronté à des difficultés d'adoption par les employés du Groupe, et en premier lieu par les forces de vente dans les différents pays. Les outils nouvellement développés pourraient ne pas atteindre les objectifs escomptés, ne pas répondre aux attentes des clients ou dysfonctionner. Enfin, en cas de contexte économique défavorable et/ou de baisse sensible des ventes et de la marge opérationnelle du Groupe, cette stratégie de transformation digitale pourrait être revue, puisqu'elle repose sur un programme d'investissement significatif (77,4 millions d'euros de dépenses brutes d'investissements liés aux systèmes d'informations et au digital en 2019 soit 61,6 % des dépenses brutes d'investissements du Groupe).

Toute remise en cause du déploiement pourrait avoir un impact négatif sur les résultats du Groupe, en raison de la perte de certaines ventes, voire de certains clients, mais pourrait également affecter le retour sur investissement attendu concernant ces initiatives innovantes ce qui pourrait ternir l'image et la réputation du Groupe auprès de ses actionnaires et du marché en général ou la notation financière du Groupe.

Malgré tout, si la transformation digitale est un axe important de la stratégie du Groupe à court et moyen terme, son retard ne limiterait que faiblement la capacité immédiate du Groupe à poursuivre ses ventes *via* ses canaux classiques de distribution et son réseau d'agences.

DISPOSITIFS DE MAÎTRISE

Le groupe Rexel a lancé une transformation de son modèle pour devenir une entreprise de services de référence dans le domaine de l'utilisation des données. Cette transformation repose sur une coordination centralisée d'initiatives développées régionalement (Europe, Amérique du Nord, Asie-Pacifique). Une telle stratégie limite la dépendance du Groupe vis-à-vis d'une technologie ou d'une solution unique et mondiale tout en bénéficiant de diverses initiatives dont les meilleures seront ensuite déployées au niveau du Groupe. Enfin, le groupe Rexel déploie un important plan de formation et d'accompagnement de ses équipes afin de permettre une adoption rapide et forte des nouveaux outils digitaux au sein du Groupe.

En conséquence, l'exposition résiduelle du Groupe est évaluée comme modérée.



Renforcement de la concurrence de la part d'acteurs digitaux ou de fournisseurs

EXPOSITION RÉSIDUELLE

● ● Modérée

IDENTIFICATION DU RISQUE ET EXPOSITION

Le groupe Rexel, en raison de son activité, est exposé en tant que distributeur à un risque de concurrence de la part d'acteurs digitaux ou de ses fournisseurs, qui viendrait s'ajouter au risque préexistant de concurrence par les acteurs traditionnels de la distribution de matériel électrique (comme Sonepar ou Wesco).

Des acteurs spécialisés du digital et de la vente en ligne (ManoMano par exemple) se sont positionnés sur certains marchés du groupe Rexel, notamment sur le marché des ventes au secteur résidentiel, qui représente 26 % des ventes du Groupe. Ce risque serait renforcé si des acteurs majeurs de la vente en ligne venaient à se positionner également sur ce marché, en disposant de moyens technologiques et financiers significatifs. Une telle concurrence pourrait entraîner une pression sur les prix renforcée et une perte de parts de marché et de clientèle qui auraient un impact négatif sur les résultats et la marge du Groupe.

Le groupe Rexel pourrait également être plus fortement concurrencé par ses principaux fournisseurs qui opteraient pour une stratégie de vente directe de leurs produits aux clients finaux. Cette évolution pourrait en particulier concerner les ventes industrielles (30 % des ventes du Groupe) ou tertiaires (44 % des ventes du Groupe), essentiellement dans le cadre de grands projets. Les cinq principaux fournisseurs du Groupe regroupent 27,2 % des achats. Une baisse sensible des ventes de ces fournisseurs au travers du groupe Rexel pourrait avoir un impact négatif sur les ventes du Groupe et entraîner une perte de parts de marché mais pourrait aussi entraîner une dégradation des conditions tarifaires d'achat.

DISPOSITIFS DE MAÎTRISE

Le groupe Rexel bénéficie d'avantages compétitifs permettant de limiter les risques concurrentiels inhérents à son activité :

- En premier lieu, le Groupe a déployé une approche omnicanale afin de répondre aux attentes de ses clients. Il bénéficie en effet d'un réseau physique de près de 2 000 agences et d'une force commerciale regroupant plus de 60 % de ses salariés, afin de répondre aux attentes de proximité et d'expertise des clients. Ce réseau physique est renforcé par les différentes initiatives digitales déployées au sein du Groupe et basées sur des solutions d'intelligence artificielle afin d'apporter une valeur ajoutée supplémentaire aux clients. En complément de son réseau physique et dans une logique omnicanale permettant un passage du physique au digital « sans couture », Rexel développe dans la plupart des pays dans lequel le Groupe est implanté des fonctionnalités de vente en ligne afin de répondre aux attentes de simplification des tâches administratives, d'apport des données techniques précises et de praticité des clients. Ce dispositif est complété par un réseau de commerciaux sédentaires et itinérants qui répondent sur le terrain ou par téléphone aux différentes questions et attentes des clients.
- En second lieu, le Groupe a développé un modèle logistique efficace et performant, visant à livrer la quantité promise, dans les temps impartis et sans casse des produits, à effectuer une livraison unique dans un seul colis de plusieurs références de marques différentes simplifiant la gestion pour les clients, et à livrer à J+1 ou J+2 (selon les géographies) l'intégralité du catalogue, tout en recourant à des prestataires logistiques fiables et adaptés. Ce dispositif logistique est continuellement renforcé par le déploiement progressif de bonnes pratiques inspirées des acteurs majeurs du commerce en ligne (systèmes de consignes disponibles 24h/24, mise à disposition des colis dans les points de vente, possibilités de livraisons express, traçabilité des colis en cours de livraison, etc.) afin de répondre au mieux aux besoins des clients de Rexel.
- Enfin, la gestion d'un très grand nombre de clients requiert un dispositif sophistiqué de gestion des créances et du risque crédit qui est spécifique aux sociétés de distribution. Rexel a déployé depuis de nombreuses années un système de gestion du risque client dont les résultats font ressortir un niveau limité de pertes sur créances clients (25,6 millions d'euros de pertes sur créances clients en 2019 pour un encours clients de plus de 2 157,3 millions d'euros).

Tous ces éléments constituent des barrières à l'entrée pour les plateformes digitales comme pour les fabricants qui souhaiteraient vendre directement aux clients de Rexel. Toutefois, et malgré ces dispositifs de maîtrise, l'exposition résiduelle du Groupe est évaluée comme modérée du fait de la taille et de la croissance des acteurs majeurs du commerce en ligne ainsi que de la volonté de certains fournisseurs d'adresser directement certains marchés.



Incapacité du Groupe à établir un plan d'offre adapté aux attentes des clients pour chacun des pays et marchés dans lesquels il intervient

EXPOSITION RÉSIDUELLE

● Faible

IDENTIFICATION DU RISQUE ET EXPOSITION

En tant que distributeur de matériel électrique, une des activités centrales du groupe Rexel est d'établir, dans chacun des pays et pour chacun des marchés dans lesquels il est présent, un plan d'offre adapté pour proposer à la vente les produits et références répondant le mieux possible aux besoins et attentes de ses clients. Ce plan d'offre permet en effet de sélectionner les produits que Rexel souhaite proposer à la vente de manière courante pour chaque marché, et donc de choisir ceux pour lesquels Rexel est en capacité de fournir des prix compétitifs et un niveau de disponibilité élevé.

La construction de ce plan d'offre est un exercice complexe au sein du groupe Rexel en raison du nombre de pays dans lequel il intervient (les normes électriques et les besoins clients n'étant pas les mêmes entre ces pays) mais aussi du poids très variable de chaque marché au sein de ces pays. Par exemple, en 2019, le marché résidentiel représentait environ 44 % des ventes en France, contre 0 % en Chine et 7 % en Amérique du Nord, tandis que le marché industriel représentait environ 17 % des ventes en France, contre 97 % en Chine et 36 % en Amérique du Nord. Ainsi, chaque entité doit établir un plan d'offre adapté à ses propres spécificités.

Cette complexité est renforcée par les innovations technologiques et changements de normes électriques de plus en plus fréquents concernant les produits proposés à la vente par Rexel : diffusion rapide de la domotique, généralisation des objets connectés ou encore progrès de la robotisation entraînent la nécessité de recourir à des compétences techniques très poussées pour construire ce plan d'offre et de le mettre à jour plus fréquemment que dans le passé.

Par conséquent, le risque pour Rexel de proposer un plan d'offre inadapté aux besoins de ses clients dans un ou plusieurs pays du Groupe est accru. L'inadaptation du plan d'offre de Rexel dans un ou plusieurs pays dans lesquels le Groupe intervient pourrait entraîner une dégradation de la satisfaction de ses clients (Rexel se positionnant comme fournisseur d'expertise et de conseil) et, ainsi, une perte potentielle de parts de marché. En outre, un plan d'offre inadapté pourrait entraîner une augmentation du niveau des stocks de Rexel (liée à une demande de produits alternatifs de la part des clients du Groupe) et donc une potentielle diminution du taux de rotation des stocks pouvant entraîner leur obsolescence et, ainsi, une augmentation de la provision pour dépréciation des stocks (qui s'élevait à 75,8 millions d'euros en 2019 contre 79,0 millions d'euros en 2018) d'où un risque de dégradation des résultats financiers du Groupe.

DISPOSITIFS DE MAÎTRISE

La construction d'un plan d'offre adapté aux attentes des clients dans chacun des pays et marchés dans lesquels Rexel est présent est au cœur des préoccupations du Groupe. Pour ce faire, Rexel s'appuie sur des équipes expérimentées et bénéficiant de compétences techniques nécessaires à l'établissement d'un plan d'offre. De plus, les bonnes pratiques et initiatives innovantes déployées dans certains pays du Groupe sont identifiées par les équipes centrales et promues dans le reste du Groupe. En particulier, certaines entités du Groupe ont déployé des solutions digitales d'analyse des comportements clients afin de les aider à sélectionner les produits adéquats à inclure dans son plan d'offre, et le Groupe veille à promouvoir ces solutions. Enfin, les plans d'offre étant établis au niveau des pays dans lesquels Rexel intervient, l'impact qu'aurait un plan d'offre inadapté dans un pays serait circonscrit à ce pays. Toutefois, le déploiement de ces initiatives reste progressif au sein des pays du Groupe. Par conséquent, l'exposition résiduelle de Rexel est considérée comme faible.

2.1.2 Risques opérationnels



Cyberattaque significative portant sur les systèmes d'information du Groupe

EXPOSITION RÉSIDUELLE

● ● ● Élevée

IDENTIFICATION DU RISQUE ET EXPOSITION

La stratégie du groupe Rexel repose en partie sur la transformation digitale de ses activités, tant par l'amélioration des systèmes de gestion du Groupe qu'au travers de solutions digitales innovantes proposées aux clients ou fournisseurs du Groupe. En complément des systèmes d'information classiques, sur lesquels reposent une partie des opérations du Groupe, Rexel déploie plusieurs cas d'usage de données et d'algorithmes permettant l'amélioration de la gestion de son portefeuille client ou encore de la gamme de produits proposée en agence. Le Groupe a également développé significativement ses solutions de prise de commande digitalisées, au moyen de solutions EDI (échange de données informatisé). Sur l'année 2019, le groupe Rexel a ainsi généré 2 399,6 millions d'euros de ventes (soit environ 18 % de son chiffre d'affaires) au travers de ses services digitaux. Par conséquent, toute attaque informatique significative, quelle qu'en soit la nature (rançongiciel, hameçonnage, etc.), qui entraverait le bon fonctionnement des systèmes d'information et du site marchand du Groupe sur lesquels reposent toutes les solutions mentionnées précédemment, pourrait entraîner une perte significative de chiffre d'affaires, non seulement liée à l'inopérabilité des systèmes informatiques mais aussi à la potentielle perte de données commerciales stratégiques. Une telle attaque pourrait également affecter l'image et la réputation du groupe Rexel.

DISPOSITIFS DE MAÎTRISE

Le groupe Rexel a déployé un dispositif global et sophistiqué de sécurité informatique au sein de toutes les entités du Groupe, qui comprend une analyse des risques pouvant affecter les systèmes d'information du Groupe, une organisation et une gouvernance dédiées et des investissements technologiques et humains renforcés pour détecter les attaques, réduire les faiblesses de ses systèmes internes ou ouverts et accroître leur protection contre les tentatives d'intrusion. De plus, Rexel, dans l'exploitation de ses solutions digitales, ne collecte ni ne sauvegarde les coordonnées bancaires de ses clients, réduisant par conséquent le risque d'un vol de coordonnées bancaires dans le cadre d'une attaque informatique. Enfin, les systèmes d'information des principaux pays sont pour la plupart indépendants afin de limiter les éventuels risques de contagion entre les pays et systèmes.

Malgré tout, et du fait de la recrudescence des attaques informatiques, ciblées ou par contagion, tant en fréquence que par leur niveau de sophistication, l'exposition résiduelle du Groupe est évaluée comme élevée.



Incapacité à attirer et retenir les talents

EXPOSITION RÉSIDUELLE

● ● Modérée

IDENTIFICATION DU RISQUE ET EXPOSITION

La valeur ajoutée du groupe Rexel repose sur la qualité de ses équipes et leur capacité à piloter l'entreprise, développer ses relations commerciales auprès de près de 650 000 clients ou encore assurer la livraison de ses produits. La stratégie de ressources humaines de Rexel vise donc à attirer, recruter et fidéliser des collaborateurs de plus en plus qualifiés et en capacité d'apporter à ses clients une expertise et un conseil technique différenciant et adapté. En 2019, le Groupe a réalisé plus de 4 500 recrutements, pour un effectif total de près de 27 000 employés, soit plus de 16 % de rotation du personnel. L'effort constant pour recruter et maintenir les équipes du Groupe est toutefois confronté à des conditions de marché du travail parfois tendues (zones de plein emploi, concurrence salariale forte), notamment aux États-Unis ou en Chine.

L'incapacité du Groupe à attirer des ressources clés et à réaliser les recrutements nécessaires à la conduite de l'entreprise pourrait entraîner une baisse des ventes, la perte de certains clients, ou encore la détérioration des conditions de livraison et du respect des engagements du Groupe en termes de niveau de service. Par ailleurs, l'incapacité à retenir au sein de l'entreprise les personnes disposant des compétences clés pourrait avoir pour conséquences une perte de connaissances et de savoir-faire, un coût supplémentaire lié au recrutement, une dégradation du service apporté aux clients et, ainsi, une baisse des résultats financiers de Rexel.

DISPOSITIFS DE MAÎTRISE

Les embauches effectuées en 2019 démontrent que le groupe Rexel dispose d'une capacité de recrutement et d'attraction. La transformation digitale opérée par le Groupe permet également de réduire partiellement la pression sur les ressources par l'automatisation de certains processus tout en entraînant un gain de productivité, le redéploiement des ressources et l'accroissement de l'attractivité du Groupe.

Par ailleurs, et afin de retenir les talents au sein de l'entreprise, différents programmes ont été lancés visant à renforcer la culture d'entreprise au service de la performance (comme le programme de gestion continue du développement et de la performance, le programme de développement du top 100, l'identification et le développement des hauts potentiels sur des compétences clés – managériales et métiers). En particulier, le groupe Rexel s'attache à proposer à ses employés une offre de formation riche, que ce soit en présentiel ou à distance grâce à la plateforme de formation en ligne du Groupe (Rexel Academy), afin de développer leurs compétences et fidéliser les talents.

Malgré ces éléments, l'exposition résiduelle du Groupe est évaluée comme modérée.



Évènements affectant la santé et la sécurité des employés du Groupe ou de tiers

EXPOSITION RÉSIDUELLE

● ● Modérée

<p>IDENTIFICATION DU RISQUE ET EXPOSITION</p> <p>En matière de santé et de sécurité, les principaux risques auxquels sont exposés les employés du groupe Rexel et les tiers (clients, sous-traitants, etc.) sont liés à la circulation routière, aux chutes, à l'utilisation de machines, à la manutention de matériel et de câbles et au travail sédentaire et sur ordinateur. En effet, environ 15 % des salariés du Groupe Rexel travaillent en entrepôts et environ 60 % travaillent dans les fonctions commerciales et peuvent régulièrement effectuer des trajets en voiture dans le cadre de leur fonction, les exposant directement à un risque de santé et sécurité au travail. De la même sorte, Rexel opère en propre plus de 1 700 camions et camionnettes chaque jour pour effectuer ses livraisons qui pourraient engendrer des accidents impliquant des employés du Groupe et/ou des tiers.</p> <p>Le nombre de jours de travail perdus à la suite d'accidents du travail était de 6 690 en 2019, contre 6 499 en 2018 et 6 112 en 2017. En 2019, les accidents du travail ayant donné lieu à un arrêt de travail ont concerné en grande majorité la fonction logistique (144 accidents, soit 51 %) et la fonction commerciale/vente (106 accidents, soit 38 %). Le taux de fréquence des accidents du travail du groupe Rexel, calculé comme le nombre d'accidents du travail ayant entraîné un arrêt de travail par million d'heures travaillées, s'est établi à 6,1 en 2019. Ce taux est en hausse par rapport à 2018 (5,7). Le taux de gravité des accidents du travail du groupe Rexel, défini comme le nombre de jours de travail perdus par incapacité temporaire pour 1 000 heures travaillées s'est établi à 0,15 en 2019, contre 0,14 en 2018 et 0,13 en 2017.</p> <p>Les conséquences humaines pourraient être dramatiques en cas d'accident grave, pour un salarié comme pour un tiers. Au-delà de ces conséquences humaines majeures, tout accident ayant un impact négatif sur l'intégrité physique d'un employé de Rexel ou un tiers pourrait également avoir des impacts financiers, juridiques ou encore réputationnels négatifs sur le Groupe.</p>	<p>DISPOSITIFS DE MAÎTRISE</p> <p>Une politique de sécurité responsable, efficace et cohérente est déployée depuis 2015 dans les pays où le Groupe est implanté. Pour renforcer une culture et des pratiques responsables, le Groupe enrichit et complète les procédures et les règles mises en place pour promouvoir un cadre commun à toutes les entités. Afin de créer des pratiques communes au sein du Groupe en matière de sécurité, Rexel a mis en place 10 principes de sécurité. Ces 10 principes permettent d'établir une approche globale et valorisent les pratiques et comportements sûrs et responsables et adressent les risques clés auxquels Rexel est exposé du fait de son activité.</p> <p>De plus, certains pays ont choisi de s'engager dans la démarche de certification santé-sécurité au travail OHSAS 18001. Les filiales basées en Autriche, en Hongrie, en Finlande, en Espagne, en Chine, et au Royaume-Uni ont mis en place cette méthode de management des risques santé-sécurité.</p> <p>En conséquence, l'exposition résiduelle du Groupe est évaluée comme modérée.</p>
--	--



Résilience insuffisante des systèmes d'information

EXPOSITION RÉSIDUELLE

● Faible

IDENTIFICATION DU RISQUE ET EXPOSITION

Compte tenu de l'importance des systèmes d'information dans la réalisation des opérations quotidiennes du Groupe et dans un contexte de déploiement de la stratégie digitale de Rexel, ces systèmes sont sollicités de manière croissante. Un dysfonctionnement majeur ou un cas de force majeure affectant Rexel ou l'un de ses fournisseurs de services informatiques pourrait avoir un effet défavorable sur l'activité, la situation financière ou les résultats du groupe Rexel. Le groupe Rexel pourrait notamment devoir supporter des dépenses ou subir des perturbations temporaires ou prolongées en matière de personnel, de conduite des opérations et de flux d'information. Sur l'année 2019, le groupe Rexel a généré 2 399,6 millions d'euros (soit environ 18 % de son chiffre d'affaires) de ventes digitales qui pourraient être affectées directement par un dysfonctionnement des systèmes d'information. Ce risque de résilience insuffisante des systèmes d'informatique est accru par la complexité de l'environnement des systèmes d'information du Groupe, qui sont nombreux, hétérogènes et parfois interconnectés, ce qui rend leur maintien en condition opérationnelle plus difficile et coûteux à gérer.

DISPOSITIFS DE MAÎTRISE

Le groupe Rexel a déployé un dispositif de contrôle interne lié aux systèmes d'information afin de s'assurer de leur continuité et de leur résilience. Ce dispositif prévoit notamment l'établissement de plans de secours informatiques, des procédures de traitement des incidents, des règles liées à la gestion des changements effectués dans les environnements de production, un contrôle des droits d'accès et autorisations ou encore des règles de sauvegarde des données. Rexel réalise régulièrement des évaluations du niveau de protection de ses systèmes d'information critiques par des prestataires externes et a défini une organisation, des principes de gouvernance et s'équipe de technologies requises pour accroître sa protection contre les tentatives d'intrusion.

De plus, l'architecture informatique est gérée au niveau de chaque pays, limitant par conséquent l'exposition du Groupe à un arrêt majeur et mondial de ses activités. Enfin, en cas de coupure des systèmes d'information, le réseau physique d'agences du Groupe ainsi que des procédures dédiées permettent de continuer à servir les clients du Groupe et à les livrer.

En conséquence, l'exposition résiduelle du Groupe est évaluée comme faible.

2.1.3 Risques financiers



Perte significative de valeur des actifs incorporels

EXPOSITION RÉSIDUELLE

● ● Modérée

IDENTIFICATION DU RISQUE ET EXPOSITION

Au 31 décembre 2019, le groupe Rexel reconnaît 3 785,5 millions d'euros de *goodwill* net dans ses actifs incorporels au titre des acquisitions réalisées ces dernières années et représentatifs des avantages économiques futurs attendus des actifs acquis.

La valeur de *goodwill* est revue *a minima* annuellement et est conditionnée par les flux de trésorerie anticipés sur les cinq prochaines années incluant une valeur terminale normative, le taux d'actualisation des flux de trésorerie et les hypothèses de taux d'EBITA par pays. L'évolution de l'une ou plusieurs de ces hypothèses pourrait sensiblement réduire la valeur du *goodwill* et provoquer une dépréciation comptable significative. Le *goodwill* associé à certains pays est exposé au risque de non-atteinte des objectifs de croissance, notamment du fait de l'évolution du contexte politique ou économique de ces pays. Ainsi, le Groupe comptabilise à fin 2019 un *goodwill* de 181,3 millions d'euros au sein de ses activités au Royaume-Uni, qui sont vulnérables au risque d'instabilité liée au Brexit. De même, la France, les États-Unis et le Canada regroupent plus de 65 % de la valeur de *goodwill* du Groupe et pourraient être exposés à un contexte économique défavorable remettant en cause les hypothèses de croissance du Groupe sur ces zones.

La valeur du *goodwill* a été dépréciée de 98 millions d'euros en 2019, contre 56,3 millions d'euros en 2018, alors que le résultat net du Groupe était respectivement de 203,8 et 135,6 millions d'euros. Une dépréciation significative du *goodwill*, notamment du fait de conditions extérieures au Groupe (contexte économique, taux d'intérêt) pourrait enfin avoir un impact négatif sur la réputation financière et la valeur en bourse du Groupe. Toutefois, toute dépréciation du *goodwill* aurait uniquement un impact comptable et n'aurait pas de conséquence sur la trésorerie ni sur l'EBITA du Groupe.

Des éléments plus détaillés concernant le montant de *goodwill* reconnu dans les actifs du Groupe ainsi que les bases de calculs et les dépréciations réalisées en 2019 sont disponibles dans la note 11.1 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 qui figurent à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document d'enregistrement universel.

DISPOSITIFS DE MAÎTRISE

Le Groupe réalise des tests de dépréciation du *goodwill* au niveau du pays *a minima* annuellement, qui représente, pour une entité, le niveau le plus fin de suivi des opérations gérées par la direction, afin d'apprécier le retour sur investissement.

En conséquence, l'exposition résiduelle du Groupe est évaluée comme modérée.



Fraude significative par détournement d'actifs ou manipulation comptable

EXPOSITION RÉSIDUELLE

● Faible

IDENTIFICATION DU RISQUE ET EXPOSITION

Acteur mondial de la distribution, le groupe Rexel est exposé quotidiennement au risque de fraude par détournement d'actifs, interne ou externe. Les tentatives de fraude étant de plus en plus sophistiquées et diverses (piratage informatique, ingénierie sociale, hameçonnage, etc.), le groupe Rexel pourrait être victime de fraudes pouvant engendrer des conséquences financières importantes. En particulier, et notamment en raison de la part croissante du chiffre d'affaires réalisé dans le cadre de ventes digitales (près de 18 % du chiffre d'affaires en 2019, contre 16 % en 2018), le groupe Rexel est exposé à des risques d'utilisation de moyens de paiement frauduleux (comme des cartes bancaires volées) ou d'usurpation d'identité dont la détection n'est pas nécessairement instantanée, compte tenu des lignes de crédit ou des délais de paiement accordés aux clients du Groupe.

Bien que le détournement d'actifs dans les entrepôts et agences reste limité compte tenu de la faible valeur individuelle des articles stockés, Rexel est tout de même exposé à un risque de vol de marchandises, le Groupe opérant des centres logistiques et des agences disposant d'un stock de marchandises (valorisé au total à 1 696,9 millions d'euros au 31 décembre 2019).

Le Groupe pourrait également être victime de fraude comptable dans une ou plusieurs de ses filiales voire au siège, ce qui pourrait générer des pénalités financières, d'éventuelles peines d'emprisonnement pour les dirigeants du Groupe, et nuire à la réputation du Groupe.

DISPOSITIFS DE MAÎTRISE

Depuis de nombreuses années, le groupe Rexel a déployé un dispositif de contrôle dédié à la lutte contre la fraude. Le Groupe effectue ainsi régulièrement des actions de sensibilisation et de formation contre la fraude auprès de ses employés, dispose de contrôles comptables et financiers robustes visant à prévenir et détecter les tentatives de fraude et a mis en place des outils de plus en plus performants de sécurisation de ses systèmes d'information. Les contrôles comptables et de consolidation sont par ailleurs centralisés au niveau du Groupe, permettant de limiter d'éventuelles manipulations comptables au sein des filiales.

En conséquence, l'exposition résiduelle du Groupe est évaluée comme faible.



Dégradation de la marge du fait de la variation du prix des matières premières, dont le cuivre

EXPOSITION RÉSIDUELLE

● Faible

IDENTIFICATION DU RISQUE ET EXPOSITION

Dans le cadre de son activité de vente de câbles, qui représente en 2019 environ 16 % de son chiffre d'affaires, le groupe Rexel est exposé aux variations du prix des câbles. Dans la mesure où le cuivre représente environ 60 % de leur composition, les prix des câbles évoluent en fonction des variations du prix du cuivre. Le cours du cuivre est volatile et peut notamment être soumis aux évolutions politiques (grèves, fermeture de mines) ou environnementales (réduction des approvisionnements en eau nécessaire pour l'extraction minière). Sur l'année 2019, le cours du cuivre a fluctué entre environ 5 700 et 6 500 dollars la tonne.

Cette évolution n'est toutefois pas uniquement et directement corrélée aux variations du prix du cuivre dans la mesure où les prix des câbles dépendent également de la situation et de la politique commerciale des fournisseurs, de l'environnement concurrentiel du groupe Rexel et de l'évolution des taux de change. L'exposition du groupe Rexel aux variations du prix du cuivre est donc indirecte.

Le groupe Rexel estime qu'une baisse du prix des câbles à base de cuivre aurait les conséquences suivantes :

- un impact défavorable récurrent lié à la baisse du chiffre d'affaires dans la mesure où le groupe Rexel répercute sur les prix de vente la majeure partie de la baisse des prix d'achat de ces câbles. L'effet récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet prix lié au changement de valeur de la part de cuivre incluse dans le prix de vente des câbles d'une période à une autre. Cet effet concerne essentiellement le chiffre d'affaires et la marge ;
- un impact défavorable non récurrent sur la marge brute correspondant à l'effet de la baisse des prix de vente des câbles à base de cuivre entre le moment où ceux-ci ont été achetés et celui où ils ont été vendus, jusqu'à complète reconstitution des stocks. L'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet de la variation du coût du cuivre sur le prix de vente des câbles entre le moment où ceux-ci sont achetés et celui où ils sont vendus, jusqu'à complète reconstitution des stocks. Cet effet concerne essentiellement la marge brute du Groupe.

Une hausse du prix des câbles à base de cuivre aurait les effets inverses de ceux décrits ci-dessus.

En 2019, le groupe Rexel estime que les évolutions des prix des câbles ont contribué à diminuer, d'une manière récurrente, le chiffre d'affaires du groupe Rexel d'environ 0,3 % en données comparables et à nombre de jours constant.

Le groupe Rexel est également exposé aux variations des prix d'autres matières premières entrant dans la composition des produits distribués telles que les métaux (acier, aluminium ou nickel) ou le pétrole et ses dérivés (PVC, polyamide ou polycarbonate). Le pétrole a également un impact sur les coûts de transport des produits distribués par le groupe Rexel. En 2019, ces coûts de transport ont représenté 2,2 % du chiffre d'affaires du groupe Rexel. L'évolution du prix de certaines matières premières pourrait avoir un effet défavorable sur la situation financière ou les résultats du groupe Rexel.

DISPOSITIFS DE MAÎTRISE

Le Groupe ne dispose pas d'éléments de maîtrise directs sur l'évolution du prix du cuivre. Toutefois, Rexel a mis en place les outils nécessaires à la veille et à l'évaluation du niveau de risque et de ses impacts. Un *reporting* mensuel spécifique a été développé et fait l'objet d'analyses régulières. Sur les trois dernières années, l'impact de l'évolution du prix du cuivre a été limité, au maximum et en valeur absolue, à 1,4 % du chiffre d'affaires et à moins de 15 millions d'euros d'EBITA. Par ailleurs, le Groupe communique des résultats financiers ajustés des effets non récurrents de l'évolution du prix du cuivre afin de permettre au marché d'apprécier les résultats financiers du Groupe sans tenir compte des impacts de la volatilité du prix du cuivre sur ces résultats.

Concernant les autres matières premières, les impacts de la variation des prix du pétrole sur le Groupe sont indirects, notamment en raison de la signature de contrats d'externalisation du transport.

En conséquence, l'exposition résiduelle du Groupe est évaluée comme faible.

2.1.4 Risques éthiques et environnementaux



Comportement non-éthique au sein du Groupe (corruption, entente, non-respect des embargos, non-protection des données personnelles)

EXPOSITION RÉSIDUELLE

● ● Modérée

IDENTIFICATION DU RISQUE ET EXPOSITION

Spécialiste de la distribution de matériel électrique pour les professionnels, le groupe Rexel pourrait être exposé, comme tout distributeur pour les professionnels, à des risques de comportements non-éthiques, incluant des risques de corruption, d'entente, de non-respect des embargos ou de non-protection des données personnelles :

- Concernant les risques de corruption, le groupe Rexel répond de manière régulière à des appels d'offres publics ou privés concernant des projets de construction ou de rénovation. Rexel intervient également dans certains pays dont l'indice de perception de la corruption (établi par l'ONG *Transparency International*) est relativement élevé, comme l'Inde, la Russie ou la Chine. Ces éléments pourraient entraîner une exposition du groupe Rexel à un risque de corruption.
- Concernant le risque lié aux ententes, le 6 septembre 2018, des perquisitions ont été menées dans les locaux de Rexel dans le cadre d'une information judiciaire menée par un juge d'instruction au Tribunal de Grande Instance de Paris. Cette enquête, menée avec le concours de l'Autorité de la Concurrence, porte principalement sur les mécanismes de formation des prix sur le marché de la distribution de matériel électrique. À ce stade, Rexel n'est pas partie à la procédure et n'a donc pas connaissance de pratiques qui pourraient lui être reprochées. Si un certain nombre d'informations ont été diffusées dans la presse, elles ne permettent pas de déterminer les infractions qui pourraient viser Rexel. Il n'est donc pas possible à ce jour d'évaluer le degré de probabilité d'une éventuelle mise en cause de la responsabilité de Rexel, ni *a fortiori* d'une éventuelle condamnation et donc d'évaluer le risque financier auquel Rexel pourrait potentiellement être exposé.
- Concernant le risque lié au non-respect de sanctions et embargos, le groupe Rexel pourrait être exposé, notamment dans le cadre de certaines activités d'export, à un risque de non-respect des sanctions et embargos, en particulier concernant le respect des sanctions établies par l'OFAC (*Office of Foreign Assets Control*) aux États-Unis. Rexel réalise peu de transactions internationales, notamment avec des pays soumis à des embargos, limitant son exposition au risque de non-respect de sanctions et embargos.
- Enfin, concernant le risque lié à la protection des données personnelles, et dans le cadre d'une stratégie digitale reposant sur une collecte et une utilisation plus poussées de la donnée, certaines données personnelles liées par exemple aux clients ou aux employés du Groupe pourraient faire l'objet d'une protection inadéquate ou défaillante, dont les causes pourraient être externes ou internes.

Tout comportement non-éthique pourrait avoir des conséquences sur la réputation et l'image du Groupe, qui pourrait entraîner une perte de clientèle, une baisse de l'engagement des salariés, mais aussi pourrait entraîner une condamnation du Groupe, générant de potentielles pénalités financières et éventuellement des peines d'emprisonnement pour les dirigeants du Groupe. Certaines de ces pénalités et amendes pourraient représenter un pourcentage du chiffre d'affaires du Groupe (10 % pour les ententes, 2 à 4 % pour le non-respect du RGPD).

DISPOSITIFS DE MAÎTRISE

Le groupe Rexel et ses dirigeants se sont engagés dans une démarche éthique constante et répétée, reflétant les standards de loyauté, d'intégrité, de respect et de transparence du Groupe. Cet engagement se traduit depuis 2007 par un Guide d'éthique, successivement mis à jour en 2013 et en 2017 afin de refléter la stratégie du Groupe et les exigences législatives et réglementaires applicables. Ce guide, ainsi que le Code de conduite anticorruption et le Guide de prévention des pratiques anticoncurrentielles du Groupe qui l'ont complété, forment le corpus éthique de référence de Rexel. Ils ont été diffusés à tous les employés du Groupe et sont publiés dans toutes les langues locales des pays dans lesquels le Groupe est implanté sur une page internet publique dédiée (<http://ethique.rexel.com/>).

De nombreuses formations liées à l'éthique (respect du droit de la concurrence, prévention de la corruption, respect des données personnelles, etc.), en présentiel ou en ligne, ont également été déployées auprès de tous les employés du Groupe afin de les sensibiliser à cette démarche éthique. Par ailleurs, et en application de la loi dite « Sapin II », Rexel a déployé un programme complet de lutte contre la corruption, sur la base des recommandations émises par l'Agence Française Anticorruption. Concernant le risque lié aux embargos, si Rexel réalise peu de transactions internationales, le Groupe a tout de même mis en place des procédures dédiées, afin de s'assurer qu'aucune vente ne vient violer les sanctions et embargos en vigueur et a dispensé des formations dédiées au personnel le plus exposé. Concernant la protection des données personnelles et le respect du RGPD, le Groupe a déployé un dispositif complet de mise en conformité dans l'intégralité des pays concernés, incluant des dispositifs de formation, des procédures dédiées et un renforcement de la sécurisation des données personnelles. Enfin, et concernant le risque lié aux ententes, le Groupe a renforcé ses politiques et actions de formation auprès de ses employés afin de répondre aux éventuels risques d'entente.

En conséquence, l'exposition résiduelle du Groupe est évaluée comme modérée.



Impact négatif des activités du Groupe sur l'environnement et le climat

EXPOSITION RÉSIDUELLE

● ● Modérée

IDENTIFICATION DU RISQUE ET EXPOSITION

En tant que spécialiste de la distribution de matériel électrique pour les professionnels, le groupe Rexel n'opère pas de site de production ou d'usines. Présent en 2019 dans 26 pays et sur plus de 2 000 sites (agences, centres logistiques, sièges), le groupe Rexel fait tout de même face à un défi environnemental qui réside davantage dans la dispersion de ses impacts que dans leur ampleur.

D'abord, Rexel gère une importante flotte de véhicules pour assumer sa logistique. La flotte logistique interne du Groupe a consommé, en 2019, 4,9 millions de litres de gazole et 2,9 millions de litres d'essence, soit une consommation énergétique de 80 101 MWh (sachant que le transport de marchandises est externalisé dans certaines entités du Groupe). La flotte commerciale a par ailleurs consommé près de 7,2 millions de litres de gazole et 2,4 millions de litres d'essence. Cela représente une consommation énergétique de 99 277 MWh. Le Groupe consomme aussi de l'énergie pour alimenter en chaleur ou en électricité les sites qu'il opère. Au total, les émissions internes de CO₂ par le Groupe (émissions directes ou indirectes liées à la consommation d'énergie des bâtiments et de la flotte de véhicules de Rexel) ont représenté 104 ktCO₂ en 2019, contre 102 ktCO₂ en 2018.

De plus, le Groupe consomme l'équivalent d'environ 200 000 arbres par an sous diverses formes de packaging. La quantité totale d'emballages (carton, plastique, bois et autres emballages) consommés par le groupe Rexel en 2019 est estimée, sur la base d'un périmètre représentant 99,8 % du chiffre d'affaires du groupe Rexel, à 17 184 tonnes, contre 16 937 tonnes en 2018 (sur la base d'un périmètre représentant 99,6 % du chiffre d'affaires du Groupe).

Enfin, le Groupe distribue des produits ayant un impact fort sur l'environnement du fait des ressources et de l'énergie consommées pour leur fabrication et dont le recyclage n'est pas systématique. En effet, environ 50 millions de tonnes d'équipements électriques et électroniques sont jetées chaque année (selon l'estimation du Programme des Nations Unies pour l'Environnement) dans le monde, et 10 % seulement intégreront une filière de recyclage.

Cet impact négatif des activités du Groupe sur l'environnement pourrait affecter l'image et la réputation du Groupe ou encore ses ventes (dans un contexte de sensibilité accrue des clients concernant les problématiques environnementales).

DISPOSITIFS DE MAÎTRISE

Le Groupe s'est engagé dans une politique globale visant à réduire son impact environnemental :

- Il s'est engagé à doubler *a minima* les ventes de produits et services d'efficacité énergétique d'ici 2020, par rapport à 2011. À fin 2019, l'objectif est atteint avec des ventes multipliées par 2,11 par rapport à 2011.
- Le Groupe s'est également engagé à réduire d'au moins 30 % les émissions de gaz à effet de serre de ses opérations (scopes 1 et 2) par rapport à 2010. En 2019, Rexel a réduit ses émissions de 38,5 % par rapport à 2010, et de 2,6 % par rapport à 2018. En février 2020, le groupe Rexel s'est fixé de nouveaux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre liées à la consommation d'énergie de ses opérations (scopes 1 et 2), puisqu'il s'est engagé à les réduire de 35 % par rapport à 2016, et il s'est aussi engagé à réduire de 45 % par euro de chiffre d'affaires d'ici 2030 les émissions de gaz à effet de serre liées à l'utilisation des produits vendus (scope 3), par rapport à 2016 également.
- Le Groupe s'est enfin engagé dans une politique de réduction de ses emballages, grâce à l'optimisation des contenants, le recours aux emballages innovants et recyclables ou l'utilisation de matériaux réutilisables.

Par ailleurs, plusieurs filiales (24 % des sites) ont entrepris une démarche de certification ISO 14001, qui atteste de leur engagement pour l'amélioration continue de leur démarche environnementale. En complément, certaines filiales se sont également engagées dans la mise en œuvre de systèmes de management de l'énergie répondant à la norme ISO 50001. Ces filiales représentent environ 15 % des sites du Groupe et 8 % de la consommation d'énergie sur site du Groupe. Depuis 2018, l'Autriche et la Grande-Bretagne ont mis en place une démarche structurée à travers l'obtention de quatre certifications (ISO 14001, ISO 9001, ISO 50001 et OHSAS 18001).

Enfin, le Groupe a engagé des démarches d'évaluation de ses tiers, notamment de ses fournisseurs, afin d'identifier d'éventuels comportements inacceptables vis-à-vis de l'environnement.

En conséquence, l'exposition résiduelle du Groupe est évaluée comme modérée.

2.2 Assurances

La politique d'assurances du groupe Rexel est centrée sur la couverture des risques assurables dont la survenance est de nature à affecter de manière significative ou à mettre en péril ses opérations. Ainsi, le groupe Rexel a mis en place des programmes d'assurance couvrant son activité, les centres logistiques et les agences contre les conséquences (dommages matériels et pertes d'exploitation consécutives) d'événements imprévisibles et difficilement maîtrisables, ainsi que des assurances « responsabilité civile ». Ces programmes couvrent tous les risques propres aux activités ainsi qu'aux implantations du groupe Rexel.

Dans le cadre du processus de gestion des risques exposé ci-dessous, le groupe Rexel déploie une politique de prévention et de protection des sites afin de limiter la probabilité de survenance et l'importance des sinistres potentiels, notamment : procédures et actions de sensibilisation, audit des principaux sites, suivi des recommandations émanant de professionnels de la sécurité.

En outre, le groupe Rexel estime que l'impact des sinistres sur sa situation financière peut être réduit compte tenu de la densité de son réseau d'agences, qui lui permet d'atténuer les conséquences de sinistres subis par un ou plusieurs de ses sites.

Les programmes d'assurance du groupe Rexel, souscrits auprès de compagnies d'assurance de réputation internationale, couvrent notamment les risques suivants :

- dommages matériels touchant les biens du groupe Rexel du fait d'un événement extérieur

fortuit, notamment incendie, explosion, dégât des eaux, foudre, orage, inondation, tempête, risques naturels, ainsi que les pertes d'exploitation consécutives ; et

- responsabilité civile : dommages matériels, corporels et immatériels (financiers) causés à des tiers par le groupe Rexel dans le cadre de ses activités, pour les risques exploitation et après livraison.

Compte tenu de la présence internationale du groupe Rexel et des législations et obligations applicables, d'autres contrats sont souscrits localement pour tenir compte des spécificités ou contraintes du ou des pays considérés.

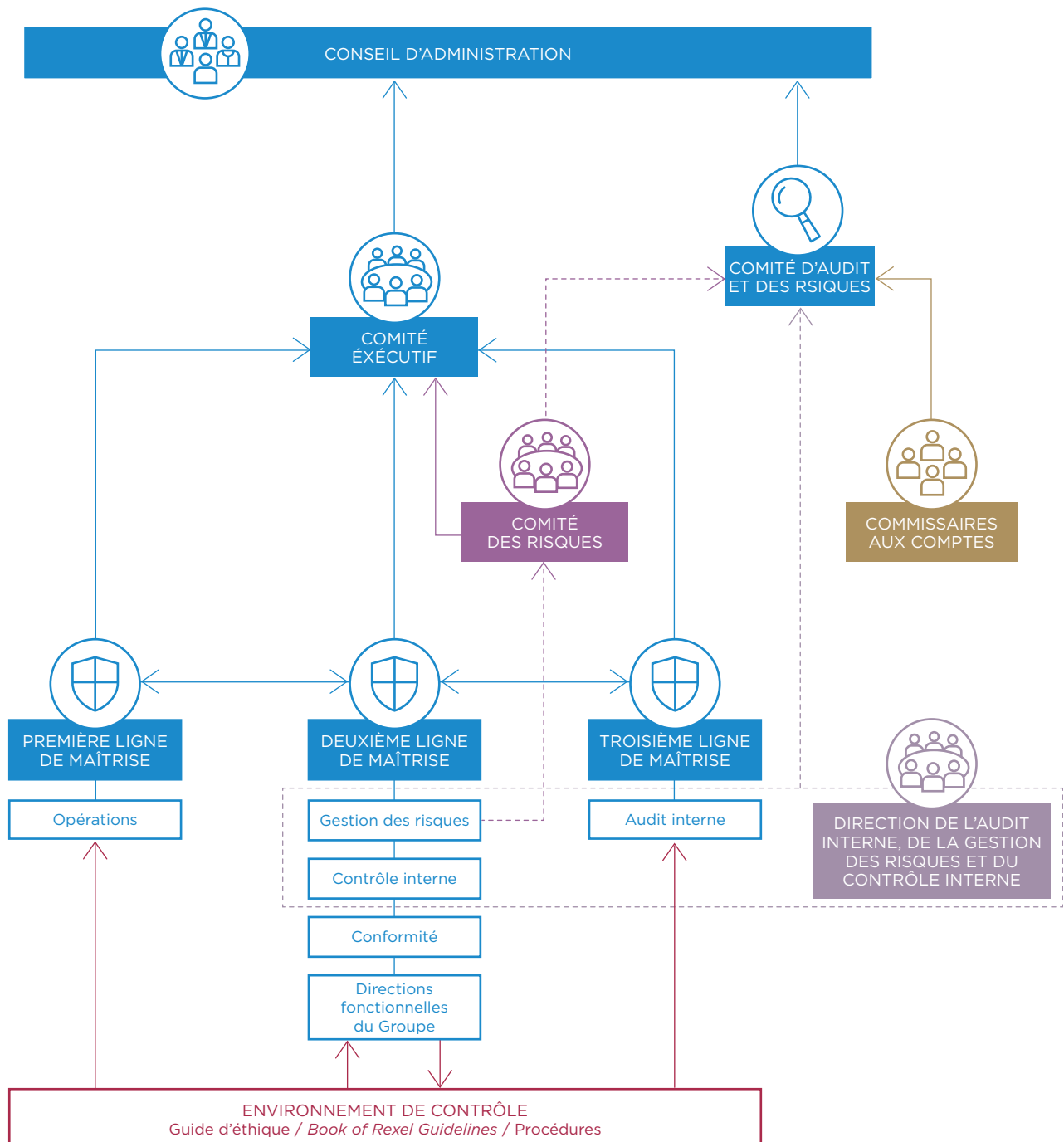
Ces polices font régulièrement l'objet d'analyses (expérience du groupe Rexel, échanges avec le marché, pratiques du secteur, conseil des courtiers) afin d'assurer l'adéquation des couvertures avec les risques potentiels. Leurs limites de garantie excèdent largement les montants des sinistres survenus dans le passé.

En outre, la couverture du risque de non-recouvrement des créances clients fait l'objet d'assurances-crédit mises en place localement dans les pays dans lesquels une pratique d'assurance existe et dans lesquels le groupe Rexel peut obtenir des conditions favorables. Les conditions contractuelles de ces assurances sont négociées au niveau du groupe Rexel auprès de compagnies d'assurance-crédit de réputation internationale. Les couvertures sont obtenues sous certaines conditions, client par client.

2.3 Dispositif de contrôle interne et de gestion des risques au sein de Rexel

Le groupe Rexel a établi depuis plus de 10 ans un dispositif de contrôle interne et de gestion des risques, inspiré du référentiel COSO (*Committee Of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission*) et du cadre de référence proposé par l'Autorité des marchés financiers (AMF), complété de son guide d'application. Ce dispositif de contrôle

interne et de gestion des risques est synthétisé dans le schéma récapitulatif suivant et décrit dans les trois sections ci-après, dédiées respectivement à l'environnement de contrôle, aux trois lignes de défense chez Rexel et enfin au pilotage et à la supervision du dispositif de contrôle interne chez Rexel.



2.3.1 L'environnement de contrôle au sein de Rexel

Le dispositif de contrôle interne du groupe Rexel se fonde sur un environnement de contrôle solide qui sert de référence pour la conduite des opérations au sein du Groupe.

2.3.1.1 Un environnement de contrôle fondé sur l'engagement éthique de Rexel

Le premier élément constitutif de l'environnement de contrôle de Rexel est l'engagement éthique du Groupe et de ses dirigeants, reflétant les standards de loyauté, d'intégrité, de respect et de transparence du Groupe. Cet engagement se traduit depuis 2007 par un Guide d'éthique, successivement mis à jour en 2013 et en 2017 afin de refléter la stratégie du Groupe et les exigences légales et réglementaires applicables. Le guide, ainsi que le Code de conduite anticorruption et le guide de prévention des pratiques anticoncurrentielles du Groupe qui l'ont complété, forment le corpus éthique de référence de Rexel. Ils ont été diffusés à tous les employés du Groupe et sont publiés dans toutes les langues locales des pays dans lesquels le Groupe est implanté sur une page internet publique dédiée (<http://ethique.rexel.com/>).

2.3.1.2 Le *Book of Rexel Guidelines*, pierre angulaire de l'environnement de contrôle de Rexel

La pierre angulaire de l'environnement de contrôle de Rexel est le *Book of Rexel Guidelines*, le manuel des directives du contrôle interne du groupe Rexel. Ce manuel regroupe et détaille, pour chacun des processus de l'entreprise, les risques, les objectifs de contrôle et les contrôles associés que toutes les entités du Groupe doivent appliquer. Sa version 2019 a été largement diffusée, y compris au management de chaque entité. Il comprend, pour une entité opérationnelle, environ 680 contrôles, dont environ 180 contrôles critiques, qui concernent l'intégralité des activités du Groupe : gouvernance, communication, stratégie, développement durable, ventes, achats, logistique, systèmes d'information, ressources humaines, information financière et comptable, trésorerie, fiscalité, affaires juridiques, conformité, immobilier, assurances, etc.

Alimenté par le dispositif de gestion des risques du Groupe mais aussi par les résultats des audits internes et externes réalisés, ce manuel est mis à jour chaque année pour garantir sa cohérence avec la cartographie des risques et du ciblage des risques significatifs.

2.3.1.3 Les procédures, manuels et instructions des directions fonctionnelles, compléments opérationnels de l'environnement de contrôle, en particulier pour le traitement de l'information comptable et financière

Le manuel des directives du contrôle interne de Rexel est complété par des procédures, instructions et manuels établis par les directions fonctionnelles du Groupe pour une mise en œuvre opérationnelle au sein des entités du groupe Rexel. Ces procédures touchent tous les processus du Groupe et sont largement diffusées à toutes les entités.

En particulier, le Groupe a élaboré des procédures concernant le *reporting* de gestion et de préparation des états financiers : la Direction financière du groupe Rexel a défini un ensemble de directives, outils et référentiels qui lui donnent les moyens de s'assurer de la qualité, de l'exhaustivité, de la véracité et de la cohérence des informations transmises au Groupe et publiées au marché. Les états financiers du groupe Rexel sont préparés en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et élaborés sur la base des informations communiquées par les Directions financières des entités. Celles-ci sont responsables de la conformité de ces informations avec le référentiel du groupe Rexel (principes comptables et plan de comptes, repris dans un Manuel de *reporting*) et du respect des instructions détaillées transmises par la Direction administrative et financière. Les données sont transmises par les Directions financières des entités selon un format imposé au moyen d'un outil de consolidation unique qui sert à l'élaboration du *reporting* mensuel et de l'information financière externe et ce pour l'ensemble des phases de consolidation : réalisé mensuel, budget, prévisions et plan stratégique. Cette unicité garantit la cohérence entre les différentes données utilisées pour le pilotage interne et la communication externe.

2.3.2 Les acteurs du dispositif de contrôle interne de Rexel, structurés autour du principe des trois lignes de maîtrise

Le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques du groupe Rexel est structuré autour du concept des trois lignes de maîtrise, permettant une répartition claire et efficace des rôles et responsabilités de chacun dans l'établissement, l'application et la vérification du système de contrôle interne.

2.3.2.1 Les opérations des entités du Groupe, première ligne de maîtrise

Le groupe Rexel et son réseau d'agences forment une structure décentralisée où les principes de

responsabilité et de responsabilisation de chacun sont au cœur de la définition des rôles. À ce titre, les différentes fonctions opérationnelles du Groupe sont sensibilisées au respect des règles, procédures et instructions du Groupe afin de former une première ligne de maîtrise efficace.

En effet, chaque entité du groupe Rexel a la responsabilité d'établir un dispositif de contrôle interne en s'appuyant sur l'environnement de contrôle présenté ci-dessus et en le complétant d'éventuelles procédures locales si nécessaire. Les managers opérationnels définissent les activités de contrôles adéquates au niveau opérationnel sur le processus dont ils ont la responsabilité, par application des règles et procédures élaborées au niveau du Groupe, en particulier du manuel des directives du contrôle interne du groupe Rexel.

2.3.2.2 Les directions fonctionnelles du Groupe, maillon essentiel de la deuxième ligne de maîtrise

En complément et en support aux opérations, les directions fonctionnelles du Groupe constituent un maillon essentiel et indispensable de la deuxième ligne de maîtrise au sein de Rexel. Ces directions s'appuient sur l'opinion proposée par le contrôle interne et l'audit interne Groupe afin d'identifier les besoins d'actions transverses au groupe Rexel. Chaque direction fonctionnelle apporte son concours aux entités du Groupe pour la mise en place des plans d'action visant à réduire les risques identifiés sur les sujets relevant de leurs compétences.

Parmi ces directions, le département éthique et conformité occupe une place centrale au sein de la deuxième ligne de maîtrise de Rexel, puisqu'il est chargé de rédiger et de maintenir le Guide d'éthique et les autres règles et procédures liées à la conformité. Ce corpus de textes éthiques se concrétise par la mise en place, sous la responsabilité de ce département, d'un certain nombre de mécanismes et d'actions concrètes pour partager et faire adhérer aux valeurs éthiques de Rexel : communications éthiques régulières, actions de formation et de sensibilisation des employés du Groupe, création d'une ligne d'alerte éthique Groupe, création d'un comité éthique Groupe, etc.

Enfin, la Direction financière du Groupe a également un rôle majeur au sein de la deuxième ligne de maîtrise de Rexel :

- Elle contribue, avec la Direction générale et en étroite collaboration avec les entités du Groupe, à la rédaction d'un plan stratégique à trois ans, dont la première année constitue le budget. Ces plans sont

consolidés au niveau du groupe Rexel et soumis pour approbation au Conseil d'administration de Rexel.

- Elle effectue des revues d'activité périodiques avec la Direction générale et les Directions des régions, qui permettent d'appréhender l'évolution économique et financière des activités, d'évaluer les décisions opérationnelles à mettre en œuvre, d'analyser les écarts sur résultat entre les objectifs et les réalisations, de piloter la structure financière et de suivre la mise en place des plans d'action.
- Elle s'assure de la cohérence des remontées d'information des entités avant agrégation des résultats et écritures de consolidation, et prépare des analyses détaillées et documentées de ces informations, expliquant notamment les modifications de périmètre, les effets de change et les opérations non récurrentes.
- Elle présente mensuellement au Conseil d'administration un document de synthèse de la performance financière et présente au Comité d'audit et des risques du Groupe les états financiers annuels, semestriels et trimestriels qui sont ensuite arrêtés par le Conseil d'administration.

2.3.2.3 La direction de l'audit interne, de la gestion des risques et du contrôle interne Groupe, clé de voûte du dispositif à la frontière des deuxième et troisième lignes de maîtrise

La clé de voûte du dispositif de contrôle interne et de gestion des risques au sein de Rexel est la direction de l'audit interne, de la gestion des risques et du contrôle interne, regroupant les fonctions clés de deuxième et troisième lignes de maîtrise. Ce regroupement, opéré en 2019, a généré de fortes synergies et a permis de renforcer le dispositif de contrôle interne du Groupe.

Afin de garantir l'indépendance de l'audit interne et du contrôle interne, la direction est structurée autour de deux pôles : un pôle contrôle interne et gestion des risques (comprenant fin 2019 un responsable) et un pôle audit interne (comprenant fin 2019 un responsable et trois auditeurs internes).

Le responsable du contrôle interne et de la gestion des risques, dans le cadre de sa fonction de gestion des risques, est chargé d'identifier les risques auxquels le Groupe est confronté, de mettre à jour annuellement la cartographie des risques et de suivre les plans d'action destinés à réduire l'impact ou la probabilité des principaux risques identifiés dans le Groupe. Ces plans d'action peuvent prévoir la mise en place de contrôles, un transfert des conséquences

financières (mécanisme d'assurance ou équivalent) ou une adaptation de l'organisation. Le responsable exerce cette fonction sous la supervision du Comité des risques, comité nommé par le Comité exécutif du Groupe afin de l'assister dans sa responsabilité de gestion des risques (voir paragraphe 2.3.3.1 « Pilotage par le Comité exécutif du Groupe » du présent document d'enregistrement universel). Il est à noter qu'en 2019, pour la première fois, l'exercice de cartographie des risques a également été déployé localement dans l'ensemble des entités du Groupe afin d'obtenir une vision détaillée et granulaire des risques au sein du Groupe et de compléter la cartographie des risques Groupe.

Dans le cadre de sa fonction de contrôle interne, ce même responsable est chargé de maintenir et faire évoluer le référentiel de contrôle interne du Groupe au regard des risques identifiés et de la situation et de la stratégie du Groupe, mais aussi de déployer et coordonner l'exercice annuel d'autoévaluation de la conformité des règles de fonctionnement au manuel des directives du contrôle interne (présenté au paragraphe 2.3.1.3 « Les procédures, manuels et instructions des directions fonctionnelles, compléments opérationnels de l'environnement de contrôle, en particulier pour le traitement de l'information comptable et financière » du présent document d'enregistrement universel), à travers un questionnaire adressé au management local des entités du Groupe. Les résultats sont partagés avec le Comité exécutif, les directions opérationnelles des entités et le Comité d'audit et des risques qui en fait part au Conseil d'administration. La dernière autoévaluation a été réalisée à l'été 2019 et a couvert l'ensemble des processus du référentiel du groupe Rexel. Ces autoévaluations permettent l'identification de plans d'action à mettre en place pour corriger les éventuels points de non-conformité mis en lumière, mais aussi d'identifier les bonnes pratiques et les besoins d'accompagnement au sein des différentes entités.

L'approche par autoévaluation n'étant pas, par nature, à même de garantir que le dispositif de contrôle interne soit appliqué de manière effective, le groupe Rexel complète celle-ci par la réalisation d'audits internes. L'audit interne Groupe est chargé de s'assurer du respect des règles du groupe Rexel dans les entités et plus généralement d'évaluer les risques, notamment opérationnels, financiers ou relatifs à la sûreté des personnes dans les domaines couverts par ses audits. Les audits internes du Groupe sont réalisés sous la supervision du responsable de l'audit interne qui s'appuie sur une équipe composée de trois auditeurs à fin 2019. La mission, le périmètre et

les responsabilités de l'audit interne ont été définis dans une Charte de l'audit interne, dont la mise à jour a été formellement approuvée par le Comité d'audit en février 2011. Sur la base d'un plan approuvé par le Comité d'audit et des risques en février 2019, les équipes d'audit interne Groupe ont réalisé 17 missions en 2019. À la suite de chaque mission et sur la base de recommandations proposées par les auditeurs, des plans d'action sont préparés par les entités concernées pour corriger les faiblesses mises en évidence dans le rapport d'audit. Ces missions permettent de vérifier les résultats des autoévaluations réalisées par les entités, puisque près de l'ensemble des contrôles sujets à autoévaluation sont revus dans le cadre d'une mission d'audit standard de l'ensemble des processus comptables, financiers et opérationnels. L'audit interne Groupe a mis en place un processus de suivi de la mise en œuvre des plans d'action afin de s'assurer que les faiblesses identifiées ont été corrigées.

Ce dispositif central est complété par 19 contrôleurs internes et auditeurs internes locaux (à fin 2019) au sein des principales filiales du Groupe (en Australie, en Autriche, en Allemagne, au Canada, en France, aux États-Unis et au Royaume-Uni), qui reportent fonctionnellement au Directeur de l'audit interne, de la gestion des risques et du contrôle interne et qui sont chargés de superviser localement le bon déploiement du dispositif de contrôle interne du Groupe et de procéder à des audits de processus, d'agences et de centres logistiques. Ces contrôleurs et auditeurs internes locaux ont réalisé en 2019 plus de 470 audits du réseau d'agences et de centres logistiques.

2.3.3 Pilotage et surveillance du dispositif de contrôle interne

2.3.3.1 Pilotage par le Comité exécutif du Groupe

Le Comité exécutif du Groupe est responsable du pilotage du dispositif de contrôle interne au sein de Rexel.

Concernant la gestion des risques, le Comité exécutif a mis en place depuis 2010 un Comité des risques dédié, qui lui est rattaché et qui est chargé de piloter le dispositif de cartographie et de gestion des risques mis en œuvre par le responsable de la gestion des risques. Ce comité a été renouvelé en 2019 afin d'améliorer sa représentativité, que ce soit en termes fonctionnels comme géographiques. Il s'est réuni une fois en 2019 dans le cadre de la mise à jour de la cartographie des risques du Groupe,

et a rendu compte de ses travaux et formulé ses recommandations au Comité exécutif.

En outre, la Direction de l'audit interne, de la gestion des risques et du contrôle interne, qui est rattachée au Directeur Financier du Groupe, membre du Comité exécutif du Groupe, a présenté à la Direction générale du Groupe au cours de réunions dédiées en décembre 2019, conjointement avec les directions générales des zones, une vision complète et par zone de l'environnement de contrôle au sein de Rexel, en détaillant les points saillants résultant de la cartographie des risques locale, de l'autoévaluation du contrôle interne, des travaux d'audit interne (le cas échéant) et des travaux d'audit externe. Cette communication permet à la direction du groupe Rexel de faire partager aux équipes de direction locales non seulement la démarche et les objectifs de maîtrise des risques, mais également les informations nécessaires pour leur permettre d'aligner leurs décisions et leurs processus sur les objectifs définis.

2.3.3.2 Surveillance du dispositif par le Comité d'audit et des risques du Conseil d'administration

Le Comité d'audit et des risques du groupe Rexel est chargé de la surveillance du dispositif de contrôle interne au sein du Groupe. Chaque trimestre, le Directeur de l'audit interne, de la gestion des risques et du contrôle interne présente au Comité d'audit et des risques de Rexel une synthèse de l'activité des équipes d'audit interne, de contrôle interne et de gestion des risques, comprenant les principales conclusions des missions d'audit interne réalisées et un suivi de l'avancement des plans d'action correspondants. Dans ce cadre, chaque réunion trimestrielle du Comité d'audit et des risques permet de faire la synthèse des activités de gestion des risques, de contrôle et d'audit internes menées au cours du trimestre précédent. Le Comité d'audit

et des risques est également chargé de valider annuellement la cartographie des risques du Groupe ainsi que le plan d'audit interne. Sur la base de ces présentations, le Comité d'audit et des risques formule ses recommandations ou propositions au Conseil d'administration.

Dans le cadre de son rôle de surveillance du dispositif de contrôle interne, le Comité d'audit et des risques du groupe Rexel a confirmé au troisième trimestre 2019 le rattachement hiérarchique de la Direction de l'audit interne, de la gestion des risques et du contrôle interne à la Direction Financière du Groupe et son rattachement fonctionnel au Comité d'audit et des risques. Le Comité a également recommandé des réunions de travail régulières et un accès direct au Directeur général et au Président du Comité d'audit et des risques du Groupe afin de garantir l'indépendance de l'audit interne, et une participation ponctuelle du Directeur de l'audit interne, de la gestion des risques et du contrôle interne à certaines réunions du Comité exécutif lorsque cela s'avèrerait pertinent.

2.3.3.3 Processus de surveillance effectué par l'audit externe

Enfin, les auditeurs externes participent au processus de surveillance du dispositif de contrôle interne. En plus des revues effectuées dans le cadre du processus de certification des comptes, ils vérifient chaque année la fiabilité des résultats de la campagne d'autoévaluation sur une partie du référentiel, différente d'année en année. Bien que le périmètre de cette revue soit limité, cette vérification qui concerne l'ensemble des entités du groupe Rexel, associée à celles plus complètes réalisées par les équipes d'audit interne sur un nombre d'entités plus restreint, permet au groupe Rexel de renforcer la fiabilité des autoévaluations.



3

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE



3

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

69

3.1	Organes d'administration et de direction	72	3.6	Actes constitutifs et statuts	146
3.1.1	Conseil d'administration	72	3.6.1	Objet social (article 3 des statuts)	146
3.1.2	Comités du Conseil d'administration	98	3.6.2	Organes de direction et d'administration (articles 14 à 23 des statuts)	146
3.1.3	Direction Générale	102	3.6.3	Droits et obligations attachés aux actions (articles 8, 9, 11, 12 et 13 des statuts)	151
3.1.4	Comité exécutif	103	3.6.4	Modification des droits des actionnaires	152
3.1.5	Politique de non-discrimination et de diversité au sein des instances dirigeantes	103	3.6.5	Assemblées générales (articles 25 à 33 des statuts)	152
3.1.6	Déclarations concernant le Conseil d'administration	104	3.6.6	Clauses susceptibles d'avoir une incidence sur la survenance d'un changement de contrôle	154
3.1.7	Conflit d'intérêts	104	3.6.7	Identification des actionnaires et franchissements de seuils (articles 10 et 11 des statuts)	154
3.1.8	Contrats de service entre les administrateurs et Rexel ou l'une de ses filiales	104	3.6.8	Stipulations particulières régissant les modifications du capital social (article 7 des statuts)	155
3.2	Rémunération des mandataires sociaux	104	3.7	Actionnariat	156
3.2.1	Politique de rémunération applicable aux mandataires sociaux pour l'exercice 2020 soumise à l'approbation des actionnaires (article L.225-37-2 du Code de commerce)	104	3.7.1	Principaux actionnaires	156
3.2.2	Rémunérations des mandataires sociaux pour l'exercice 2019 (articles L.225-37-3 I et L.225-100 II du Code de commerce)	125	3.7.2	Capital social et droits de vote	156
3.2.3	Éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2019 ou attribués au titre de l'exercice 2019 et soumis à l'approbation des actionnaires (article L.225-100 III du Code de commerce)	138	3.7.3	Droits de vote des actionnaires	167
3.3	Conventions ordinaires et Opérations avec les apparentés	141	3.7.4	Structure de contrôle	167
3.3.1	Conventions ordinaires	141	3.7.5	Accords susceptibles d'entraîner un changement de contrôle	168
3.3.2	Principales opérations avec les apparentés	141	3.8	Capital social	168
3.3.3	Conventions entre les dirigeants ou les actionnaires de Rexel et les filiales de Rexel	142	3.8.1	Capital social souscrit et capital social autorisé mais non émis	168
3.3.4	Rapports spéciaux des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	143	3.8.2	Titres non représentatifs de capital	174
3.4	Charte de déontologie boursière	145	3.8.3	Autocontrôle, autodétention et acquisition par Rexel de ses propres actions	174
3.5	Application du code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées Afep-Medef - paragraphe 27.1	145	3.8.4	Autres titres donnant accès au capital	176
			3.8.5	Évolution du capital social	177
			3.8.6	Nantissements, garanties et sûretés	178
			3.9	Autres éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	178
			3.9.1	Mécanismes de contrôle prévus dans un système d'actionnariat du personnel	178
			3.9.2	Accords conclus par Rexel devant être modifiés ou prenant fin en cas de changement de contrôle	179

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Le présent chapitre 3 constitue le rapport sur le gouvernement d'entreprise prévu par l'article L.225-37 du Code de commerce.

Ce rapport a été établi par le Conseil d'administration en collaboration avec la Direction Générale, le Secrétariat Général incluant la Direction Juridique et la Direction du Développement Durable, la Direction de la Communication Corporate ainsi que la Direction des Ressources Humaines du groupe Rexel.

Rexel se réfère aux principes de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées énoncés dans le code de gouvernement d'entreprise (le Code Afep-Medef) établi par l'Association française des entreprises privées (Afep) et le Mouvement des entreprises de France (Medef), dans sa dernière version révisée en janvier 2020. Les points sur lesquels elle s'écarte des recommandations sont exposés à la section 3.5 « Application du code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées Afep-Medef – paragraphe 27.1 du Code Afep-Medef » du présent chapitre.

Ce code est consultable sur le site internet du Medef (www.medef.fr) ou au siège de Rexel.

3.1 Organes d'administration et de direction

Rexel est une société anonyme à Conseil d'administration. Cette structure de gouvernance vise à :

- simplifier le processus décisionnel ;
- accélérer la mise en œuvre de la stratégie du groupe Rexel ;
- renforcer la responsabilité du Conseil d'administration ; et
- créer une plus grande proximité entre les administrateurs et les membres du Comité exécutif.

Dissociation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général

Le Conseil d'administration de Rexel est présidé par Ian Meakins, dirigeant mandataire social non-exécutif.

La Direction Générale est assurée par Patrick Berard.

Le Conseil d'administration a considéré, au regard notamment de l'environnement macroéconomique et concurrentiel difficile dans lequel évolue le groupe Rexel, que les intérêts du Groupe seraient mieux servis en dissociant les fonctions de Président et de Directeur Général, le Directeur Général pouvant ainsi concentrer tous ses efforts sur la mise en œuvre et l'exécution de la stratégie du groupe Rexel.

3.1.1 Conseil d'administration

Aux termes des statuts, le Conseil d'administration est composé d'un minimum de 5 membres et d'un maximum de 15 membres, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

La durée de leur fonction est de 4 ans au plus.

Le Conseil d'administration se renouvelle par quart ajusté à l'unité supérieure tous les ans afin qu'il soit intégralement renouvelé tous les 4 ans.

Au 31 décembre 2019, le Conseil d'administration était composé de 10 administrateurs, dont un administrateur représentant les salariés.

Hors l'administrateur représentant les salariés, le Conseil d'administration comptait 78 % de membres indépendants (soit 7 membres sur 9) et 44 % de femmes (soit 4 femmes sur 9).

À la suite de la cooptation de Brigitte Cantaloube par le Conseil d'administration du 12 février 2020, le Conseil d'administration compte 11 administrateurs, dont un administrateur représentant les salariés. Hors administrateur représentant les salariés, le Conseil d'administration compte désormais 80 % de membres indépendants (soit 8 membres sur 10) et 50 % de femmes (soit 5 femmes sur 10).

Le tableau ci-après donne une présentation synthétique de la composition du Conseil d'administration au 31 décembre 2019 :

NOM	FONCTION AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE REXEL	SEXE	NATIONALITÉ	ÂGE	INDÉPENDANCE	AUTRES MANDATS D'ADMINISTRATEURS DANS DES SOCIÉTÉS COTÉES	PARTICIPATION À UN COMITÉ			DATE DE PREMIÈRE NOMINATION	ÉCHÉANCE DU MANDAT
							COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES	COMITÉ DES NOMINATIONS	COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS		
ADMINISTRATEUR											
Ian Meakins	Président	Homme	Britannique	63	Oui	Non	●	●	●	1 ^{er} juillet 2016 ⁽¹⁾	Assemblée générale 2021
François Henrot	Vice-Président Administrateur réfèrent	Homme	Française	70	Oui	Oui		●	●	30 octobre 2013 ⁽²⁾	Assemblée générale 2021
Marcus Alexanderson	Administrateur	Homme	Suédoise	44	Non	Non		●	●	15 mai 2017	Assemblée générale 2022
François Auque	Administrateur Président du Comité d'audit et des risques	Homme	Française	63	Oui	Oui	■			23 mai 2019	Assemblée générale 2023
Patrick Berard	Administrateur	Homme	Française	66	Non	Oui				23 mai 2017	Assemblée générale 2021
Julien Bonnel ⁽³⁾	Administrateur représentant les salariés	Homme	Française	34	-	Non			●	17 novembre 2017	Assemblée générale 2021
Elen Phillips	Administrateur	Femme	Américaine et Britannique	60	Oui	Non	●	●		8 mars 2016	Assemblée générale 2023
Maria Richter	Administrateur	Femme	Américaine et Panaméenne	65	Oui	Oui	●		●	22 mai 2014	Assemblée générale 2022
Agnès Touraine	Administrateur Présidente du Comité des rémunérations	Femme	Française	65	Oui	Oui			■	10 février 2017	Assemblée générale 2023
Herna Verhagen	Administrateur Présidente du Comité des nominations	Femme	Néerlandaise	53	Oui	Oui		■		28 novembre 2013 ⁽²⁾	Assemblée générale 2022

● Membre d'un comité ■ Président d'un comité

(1) En qualité d'administrateur. Ian Meakins est Président du Conseil d'administration depuis le 1^{er} octobre 2016.

(2) En qualité de membre du Conseil de surveillance, puis d'administrateur à compter du 22 mai 2014.

(3) Désigné le 17 novembre 2017 par l'organisation syndicale la plus représentative en France, en application des dispositions de l'article 7.1 des statuts de Rexel tels que modifiés par l'Assemblée générale du 23 mai 2017. Conformément aux recommandations du Code Afep-Medef, l'administrateur représentant les salariés n'est pas pris en compte dans le calcul du taux d'indépendance du Conseil et des Comités.

À la suite de la cooptation de Brigitte Cantaloube, le Conseil d'administration compte à la date du présent document les 10 membres mentionnés ci-dessus ainsi que :

NOM	FONCTION AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE REXEL	SEXE	NATIONALITÉ	ÂGE	INDÉPENDANCE	AUTRES MANDATS D'ADMINISTRATEURS DANS DES SOCIÉTÉS COTÉES	PARTICIPATION À UN COMITÉ			DATE DE PREMIÈRE NOMINATION	ÉCHÉANCE DU MANDAT
							COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES	COMITÉ DES NOMINATIONS	COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS		
ADMINISTRATEUR											
Brigitte Cantaloube	Administrateur	Femme	Française	51	Oui	-	<div></div>	-	-	12 février 2020	Assemblée générale 2020

● Membre d'un comité ■ Président d'un comité

Le tableau ci-après présente les principales caractéristiques du Conseil d'administration de Rexel et des Comités du Conseil d'administration au 31 décembre 2019 :

■ Conseil d'administration

NOMBRE DE RÉUNIONS	TAUX DE PRÉSENCE MOYEN	NOMBRE D'ADMINISTRATEURS	TAUX D'INDÉPENDANCE ^{(1) (2)}	REPRÉSENTATION DES FEMMES ^{(1) (2)}	MOYENNE D'ÂGE
12	96 %	10	78 %	<ul style="list-style-type: none"> • 44 % • 2 Comités sur 3 présidés par des femmes 	58 ans

(1) Hors administrateur représentant les salariés.

(2) Le taux d'indépendance a été porté à 80% et la représentation des femmes à 50 % à la suite de la cooptation de Brigitte Cantaloube par le Conseil d'administration du 12 février 2020.

■ Comité d'audit et des risques

NOMBRE DE RÉUNIONS	TAUX DE PRÉSENCE MOYEN	NOMBRE DE MEMBRES ⁽¹⁾	TAUX D'INDÉPENDANCE	REPRÉSENTATION DES FEMMES ⁽¹⁾	MOYENNE D'ÂGE
6	100 %	4	100 %	2	63 ans

(1) Le nombre de membres a été porté à 5 et la représentation des femmes à 3 à la suite de la cooptation de Brigitte Cantaloube par le Conseil d'administration du 12 février 2020.

■ Comité des nominations

NOMBRE DE RÉUNIONS	TAUX DE PRÉSENCE MOYEN	NOMBRE DE MEMBRES	TAUX D'INDÉPENDANCE	REPRÉSENTATION DES FEMMES	MOYENNE D'ÂGE
6	97 %	5	80 %	2	58 ans

■ Comité des rémunérations

NOMBRE DE RÉUNIONS	TAUX DE PRÉSENCE MOYEN	NOMBRE DE MEMBRES	TAUX D'INDÉPENDANCE ⁽¹⁾	REPRÉSENTATION DES FEMMES ⁽¹⁾	MOYENNE D'ÂGE
7	98 %	6	80 %	2	57 ans

(1) Hors administrateur représentant les salariés.

3.1.1.1 Composition du Conseil d'administration

Au 31 décembre 2019, le Conseil d'administration est composé de 10 administrateurs dont les informations sont fournies ci-après.

IAN MEAKINS

(63 ans)

Adresse professionnelle :

Rexel
13, Boulevard du Fort de Vaux
75017 Paris – France

Nombre d'actions Rexel détenues :

115 250

Expérience et expertise

Président du Conseil d'administration, membre du Comité d'audit et des risques, du Comité des nominations et du Comité des rémunérations

Ian Meakins a été coopté en qualité d'administrateur par le Conseil d'administration le 1^{er} juillet 2016 en remplacement de Rudy Provoost. Il a également été nommé Président du Conseil d'administration le 1^{er} juillet 2016 avec effet au 1^{er} octobre 2016. La cooptation de Ian Meakins ainsi que le renouvellement de son mandat d'administrateur ont été approuvés par l'Assemblée générale du 23 mai 2017.

Ian Meakins est de nationalité britannique.

Ian Meakins était Directeur Général de Wolseley de juillet 2009 à août 2016, date à laquelle il a pris sa retraite de Wolseley. Il était auparavant Directeur Général de Travelex, une société internationale de change et de paiements.

Préalablement, il a été Directeur Général d'Alliance UniChem plc jusqu'à sa fusion avec Boots en juillet 2006. Entre 2000 et 2004, il a été Président en charge des principaux marchés européens et de l'approvisionnement mondial (*European Major Markets and Global Supply*) de Diageo plc, société au sein de laquelle il a occupé différents postes de direction internationale pendant plus de 12 ans. Il était administrateur non-exécutif et administrateur référent de Centrica plc.

Ian Meakins a étudié à l'Université de Cambridge.

Durée du mandat

Première nomination :

1^{er} juillet 2016

Mandat en cours :

Du 23 mai 2017 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux

Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :

En cours :

En France

- Président du Conseil d'administration de Rexel
- Membre du Comité d'audit et des risques de Rexel
- Membre du Comité des nominations de Rexel
- Membre du Comité des rémunérations de Rexel

À l'étranger

-

Au cours des cinq derniers exercices :

En France

- Membre du Comité d'investissement stratégique de Rexel
- Membre du Comité des nominations et des rémunérations de Rexel

À l'étranger

-

Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :

En cours :

En France

-

À l'étranger

- Président non-exécutif de The Learning Network (Pays-Bas – société non cotée)

Au cours des cinq derniers exercices :

En France

-

À l'étranger

- Directeur Général de Wolseley plc (Royaume-Uni – société cotée)
- Président du Comité exécutif de Wolseley plc (Royaume-Uni – société cotée)
- Administrateur non-exécutif et administrateur indépendant de Centrica plc (Royaume-Uni – société cotée)
- Membre du Comité des rémunérations, Comité des nominations et Comité d'audit de Centrica plc (Royaume-Uni – société cotée)

FRANÇOIS HENROT

(70 ans)

Adresse professionnelle :
 Rothschild & Cie
 23 bis avenue de Messine
 75008 Paris – France

Nombre d'actions Rexel détenues :
 7 133

Expérience et expertise

Administrateur référent, Vice-Président du Conseil d'administration, membre du Comité des nominations et du Comité des rémunérations

François Henrot est administrateur référent et Vice-Président du Conseil d'administration de Rexel depuis le 22 mai 2014. Il a occupé les fonctions de Président du Conseil d'administration à titre intérimaire entre le 1^{er} juillet 2016 et le 1^{er} octobre 2016. Auparavant, il était membre du Conseil de surveillance de Rexel depuis sa cooptation par le Conseil de surveillance du 30 octobre 2013 en remplacement de Manfred Kindle. La ratification de la cooptation de François Henrot en qualité de membre du Conseil de surveillance a été approuvée par l'Assemblée générale du 22 mai 2014. Le renouvellement de son mandat d'administrateur a été approuvé par l'Assemblée générale du 23 mai 2017.

François Henrot est de nationalité française.

François Henrot est Associé-Gérant de Rothschild & Cie depuis 1998 et Président de la banque d'affaires du groupe Rothschild. Il débute sa carrière en 1974 au Conseil d'État, puis il devient Directeur à la Direction Générale des Télécommunications en 1979. En 1985, il rejoint la Compagnie Bancaire où il occupe la fonction de Directeur Général puis de Président du Directoire. Il a été membre du Directoire de la Compagnie Financière de Paribas de 1995 à 1998 avant de rejoindre Rothschild. François Henrot est membre du Conseil de surveillance de Rothschild & Co – holding du groupe Rothschild –, et de Yam Invest NV, et administrateur de Cobepa dont il est Président.

François Henrot est diplômé de l'École Nationale d'Administration (ENA) et de l'Université de Stanford.

Durée du mandat

Première nomination :

30 octobre 2013 (en qualité de membre du Conseil de surveillance)

22 mai 2014 (en qualité d'administrateur)

Mandat en cours :

Du 23 mai 2017 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux

Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :

En cours :

En France

- Administrateur référent de Rexel
- Vice-Président du Conseil d'administration de Rexel
- Membre du Comité des nominations de Rexel
- Membre du Comité des rémunérations de Rexel

À l'étranger

-

Au cours des cinq derniers exercices :

En France

- Membre du Comité d'investissement stratégique de Rexel
- Président du Conseil d'administration de Rexel du 1^{er} juillet 2016 au 30 septembre 2016
- Membre du Conseil de surveillance de Rexel
- Président du Comité des nominations de Rexel
- Membre du Comité des rémunérations de Rexel
- Membre du Comité stratégique de Rexel
- Président du Comité des nominations et des rémunérations de Rexel
- Membre du Comité d'audit et des risques de Rexel

À l'étranger

-

Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :

En cours :

En France

- Président de la Banque d'Affaires du Groupe Rothschild (France – société non cotée)
- Associé-Gérant de Rothschild & Cie (France – société non cotée)
- Membre du Conseil de surveillance de Rothschild & Co (holding du groupe Rothschild) (France – société cotée)

À l'étranger

- Membre du Conseil de surveillance de Yam Invest NV (Pays-Bas – société non cotée)
- Président du Conseil d'administration de Cobepa (Belgique – société non cotée)

Au cours des cinq derniers exercices :

En France

- Associé Gérant de Rothschild & Cie Banque (France – société non cotée)

À l'étranger

-

MARCUS ALEXANDERSON

(44 ans)

Adresse professionnelle :
Cevian Capital
Engelbrektsgatan, 5
11432 Stockholm – Suède

Nombre d'actions Rexel détenues :
5 000

Expérience et expertise

Administrateur, membre du Comité des nominations et du Comité des rémunérations

Marcus Alexanderson a été coopté en qualité d'administrateur par le Conseil d'administration du 15 mai 2017 en remplacement de Pier-Luigi Sigismondi. La cooptation ainsi que le renouvellement de son mandat d'administrateur ont été approuvés par l'Assemblée générale du 24 mai 2018.

Marcus Alexanderson est de nationalité suédoise.

Marcus Alexanderson est *Partner* de Cevian Capital AB, conseil en investissement du fonds d'investissement Cevian Capital gérant 13 milliards d'euros d'actifs et investissant dans des sociétés cotées européennes. Il a rejoint Cevian Capital lors de sa fondation en 2002 et est co-responsable des activités investissement et actionnariat actif de Cevian. Précédemment, Marcus Alexanderson était analyste en investissement au sein d'AB Custos (Suède).

Marcus Alexanderson est titulaire d'un *Master of Science in Economics and Business Administration* de la *Stockholm School of Economics*.

Durée du mandat

Première nomination :

15 mai 2017 (cooptation)

Mandat en cours :

Du 24 mai 2018 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux

Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :

En cours :

En France

- Administrateur de Rexel
- Membre du Comité des nominations de Rexel
- Membre du Comité des rémunérations de Rexel

À l'étranger

–

Au cours des cinq derniers exercices :

En France

–

À l'étranger

–

Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :

En cours :

En France

–

À l'étranger

- *Partner* de Cevian Capital AB (Suède – société non cotée)

Au cours des cinq derniers exercices :

En France

–

À l'étranger

–

FRANÇOIS AUQUE

(63 ans)

Adresse professionnelle :
77, rue Madame
75006 Paris – France

Nombre d'actions Rexel détenues :
1 000

Expérience et expertise

Administrateur, président du Comité d'audit et des risques

François Auque est administrateur et président du Comité d'audit et des risques de Rexel depuis le 23 mai 2019. Auparavant, il avait été nommé censeur de Rexel le 24 octobre 2018 dans la perspective de proposer sa candidature en tant qu'administrateur, en remplacement de Fritz Froehlich.

François Auque est de nationalité française.

François Auque est associé d'InfraVia Capital Partners.

François Auque a été Président du Comité d'investissement d'Airbus Ventures de juillet 2016 à septembre 2018. Précédemment, il a pendant 16 ans dirigé la division Espace du groupe Airbus en tant que membre du Comité Exécutif.

Auparavant, il a été Directeur Financier d'Aérospatiale Matra après avoir été Directeur financier d'Aérospatiale, de 1991 à 2000. Il a débuté sa carrière au sein de la Cour des Comptes, puis a rejoint le Groupe Suez, et Credisuez.

Il a été membre de divers Conseils d'administration : Dassault Aviation, Arianespace, GIFAS, Starsem (Russie), MBDA, OneWeb (Royaume-Uni/ États-Unis), Seraphim Space Fund (Royaume-Uni) et Président du Conseil d'administration de Bordeaux École de Management.

François Auque est diplômé d'HEC (École des hautes études commerciales), de l'IEP (l'Institut d'études politiques) et ancien élève de l'ENA (École nationale d'administration).

Durée du mandat

Première nomination :
23 mai 2019

Mandat en cours :

Du 23 mai 2019 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022

Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux**Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :****En cours :***En France*

- Administrateur de Rexel
- Président du Comité d'audit et des risques de Rexel

À l'étranger

-

Au cours des cinq derniers exercices :*En France*

- Censeur auprès du Conseil d'administration et du Comité d'audit et des risques de Rexel

À l'étranger

-

Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :**En cours :***En France*

- Associé d'InfraVia Capital Partners
- Président de François Auque Consulting (France – société non cotée)
- Administrateur de Airbus Defence and Space Holding SAS (France – société non cotée)

À l'étranger

- Membre du Conseil d'administration de CyberArk (États-Unis – société cotée)

Au cours des cinq derniers exercices :*En France*

- Membre du Conseil d'administration de Arianespace (France – société non cotée)
- Membre du Conseil d'administration de Starsem (France – société non cotée)
- Membre du Conseil d'administration de MBDA (France – société non cotée)

À l'étranger

- Membre suppléant du Conseil d'administration de OneWeb (Royaume-Uni/États-Unis – société non cotée)
- Membre du Conseil d'administration de Seraphim Space Fund (Royaume-Uni – société non cotée)
- Membre du Conseil d'administration de Airbus España (Espagne – société non cotée)
- Membre du Conseil d'administration de Airbus America (États-Unis – société non cotée)

PATRICK BERARD

(66 ans)

Adresse professionnelle :

Rexel
13, Boulevard du Fort de Vaux
75017 Paris – France

Nombre d'actions Rexel détenues :

412 551

Expérience et expertise

Administrateur, Directeur Général

Patrick Berard est administrateur de Rexel depuis le 23 mai 2017.

Patrick Berard est de nationalité française.

Patrick Berard est Directeur Général du Groupe depuis le 1^{er} juillet 2016. Il a rejoint Rexel en 2003 en tant que Directeur Général de Rexel France. En 2007, il prend également la Direction de la zone Europe du Sud (France, Italie, Espagne, Portugal), puis, en 2013, de la Belgique et du Luxembourg, avant d'être nommé Directeur Général Europe en 2015.

Sa carrière a débuté en 1978 au *Pulp and Paper Research Institute of Canada*. De 1980 à 1987, Patrick Berard était consultant chez McKinsey, puis Directeur du Plan & de la Stratégie de la Division Industrie & Ingénierie de Thomson. De 1988 à 1999, il a occupé différentes fonctions chez Polychrome, dont celles de Directeur Général Europe et Vice-Président du Groupe, avant de devenir membre du Comité exécutif de Kodak Polychrome Graphics. Il a occupé le poste de Directeur des opérations d'Antalis (Groupe Arjo Wiggins) de 1999 à 2002, avant d'être nommé, en 2002, Président-Directeur Général de Pinault Bois & Matériaux, une société du groupe Kering (ex. groupe PPR).

Depuis octobre 2019, Patrick Berard est également membre du Conseil d'administration de LKQ Corporation (États-Unis).

Patrick Berard est titulaire d'un Doctorat de Sciences Économiques de l'Université de Grenoble.

Durée du mandat

Première nomination :

23 mai 2017

Mandat en cours :

Du 23 mai 2017 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux

Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :

En cours :

En France

- Administrateur de Rexel
- Directeur Général de Rexel
- Administrateur de Rexel France (France – société non cotée)

À l'étranger

- Administrateur de Rexel Sverige AB (Suède – société non cotée)
- Administrateur de Rexel North America Inc. (Canada – société non cotée)
- Président du Conseil d'administration de Rexel USA Inc. (États-Unis – société non cotée)

Au cours des cinq derniers exercices :

En France

- Président de Rexel France (France – société non cotée)
- Président de Dismo France (France – société non cotée)
- Président de Sofinther (France – société non cotée)

À l'étranger

- Administrateur de Rexel Belgium SA (Belgique – société non cotée)
- Administrateur de Electro-Industrie en Acoustiek NV (Belgique – société non cotée)
- Administrateur de Rexel Luxembourg SA (Luxembourg – société non cotée)
- Administrateur de Elektroskandia Norway Holdings AS (Norvège – société non cotée)
- Administrateur de Elektroskandia Norge AS (Norvège – société non cotée)
- Administrateur de Rexel Finland Oy (Finlande – société non cotée)
- Administrateur de Rexel UK Limited (Royaume-Uni – société non cotée)
- Administrateur de Rexel Holding Benelux B.V. (Pays-Bas – société non cotée)
- Administrateur de Moel AB (Suède – société non cotée)
- Président du Conseil d'administration de ABM Rexel (Espagne – société non cotée)

Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :

En cours :

En France

–

À l'étranger

- Membre du Conseil d'administration de LKQ Corporation (États-Unis – société cotée)

Au cours des cinq derniers exercices :

En France

–

À l'étranger

–

JULIEN BONNEL

(34 ans)

Adresse professionnelle :

Rexel Spain
Avenida de la Recomba, 7
28914 Leganès – Madrid
Espagne

Nombre d'actions Rexel détenues :

1 515

(Conformément à l'article 14 des statuts, l'administrateur représentant les salariés n'est pas tenu de détenir un nombre minimum d'actions de la Société)

Expérience et expertise

Administrateur représentant les salariés, membre du Comité des rémunérations

Julien Bonnel a été désigné le 17 novembre 2017 comme administrateur représentant les salariés par l'organisation syndicale la plus représentative dans les filiales françaises du groupe Rexel.

Julien Bonnel est de nationalité française.

Julien Bonnel est Directeur de la transformation au sein de Rexel Spain (Espagne) depuis 2018. Il a rejoint le groupe Rexel en 2012, où il a exercé des fonctions au sein de la Direction Stratégie du Groupe, puis comme Directeur d'agence à Nîmes et enfin comme Directeur du pôle Hérault au sein de Rexel France. Il a débuté sa carrière en tant que consultant en stratégie au sein de Estin & Co (2009-2012).

Julien Bonnel est diplômé de l'École Centrale de Paris.

Durée du mandat

Première nomination :

17 novembre 2017

Mandat en cours :

Du 17 novembre 2017 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux**Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :****En cours :***En France*

- Administrateur de Rexel
- Membre du Comité des rémunérations de Rexel

À l'étranger

-

Au cours des cinq derniers exercices :*En France*

-

À l'étranger

-

Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :**En cours :***En France*

-

À l'étranger

-

Au cours des cinq derniers exercices :*En France*

-

À l'étranger

-

ELEN PHILLIPS

(60 ans)

Adresse professionnelle :

Rexel
13, Boulevard du Fort de Vaux
75017 Paris – France

Nombre d'actions Rexel détenues :

5 000

Expérience et expertise

Administrateur, membre du Comité d'audit et des risques et du Comité des nominations

Elen Phillips a été cooptée en qualité d'administrateur par le Conseil d'administration le 8 mars 2016 en remplacement d'Isabel Marey-Semper. La cooptation d'Elen Phillips en qualité d'administrateur ainsi que le renouvellement de son mandat d'administrateur ont été approuvés par l'Assemblée générale du 25 mai 2016.

Le renouvellement de son mandat d'administrateur a été approuvé par anticipation par l'Assemblée générale du 23 mai 2019.

Elen Phillips a la double nationalité britannique et américaine.

Elen Phillips a été Vice-Présidente en charge des ventes de fuel et du marketing de Shell Oil pour le continent américain à partir de 2010 et jusqu'à sa retraite du groupe Shell fin mars 2016.

Elen Phillips avait auparavant occupé diverses fonctions exécutives au sein du Groupe Shell et notamment Vice-Présidente en charge du réseau mondial de distribution de Shell International de 2004 à 2010, Responsable du réseau de distribution de Shell Retail International de 2002 à 2004 et Directeur Général en charge du développement réseau de Shell Oil de 2000 à 2002. Elen Phillips a été Directeur Général Retail Sales de la région de la Côte du Golfe des États-Unis de la société Motiva Enterprises LLC de 1998 à 2000. Elle a auparavant exercé les fonctions de Directeur commercial Retail de la région Est de Shell Oil de 1997 à 1998. Elle a été consultante au sein de l'équipe transformation de l'entreprise Shell Oil de 1995 à 1997. Elen Phillips a été Directeur commercial en charge des carburants d'aviation de Shell Oil Product de 1993 à 1995. Elle a également été en charge du développement produits de Shell Chemical de 1991 à 1993 et du développement stratégique de Shell International Chemical de 1988 à 1990. Elen Phillips avait commencé sa carrière au sein du groupe Shell en 1983, où elle a été en charge du business development et du product management jusqu'en 1988.

Elen Phillips est titulaire d'une licence (B Sc) en *Chemistry & Business* (université de Salford) et d'un master en *Business Science* (Manchester Business School).

Durée du mandat

Première nomination :

8 mars 2016 (cooptation)

Mandat en cours :

Du 23 mai 2019 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022

Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux**Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :****En cours :***En France*

- Administrateur de Rexel
- Membre du Comité d'audit et des risques de Rexel
- Membre du Comité des nominations de Rexel

À l'étranger

-

Au cours des cinq derniers exercices :*En France*

- Membre du Comité d'investissement stratégique de Rexel

À l'étranger

-

Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :**En cours :***En France*

-

À l'étranger

-

Au cours des cinq derniers exercices :*En France*

-

À l'étranger

- Vice-Présidente, en charge des ventes de fuel et du marketing de Shell Oil pour le continent américain (États-Unis – société cotée)

MARIA RICHTER

(65 ans)

Adresse professionnelle :

Rexel
13, Boulevard du Fort de Vaux
75017 Paris – France

Nombre d'actions Rexel détenues :

4 500

Expérience et expertise

Administrateur, membre du Comité d'audit et des risques et du Comité des rémunérations

Maria Richter a été cooptée en qualité d'administrateur par le Conseil d'administration le 22 mai 2014 en remplacement de Roberto Quarta. La cooptation de Maria Richter en qualité d'administrateur ainsi que le renouvellement de son mandat d'administrateur ont été approuvés par l'Assemblée générale du 27 mai 2015. Le renouvellement de son mandat d'administrateur a été approuvé par anticipation par l'Assemblée générale du 24 mai 2018.

Maria Richter a la double nationalité américaine et panaméenne.

Maria Richter est une ancienne banquière d'investissement. Elle siège en qualité de membre non-exécutif au sein du conseil de sociétés cotées ou non cotées. De 2003 à juillet 2014, elle était administrateur non-exécutif, Présidente du Comité des finances et membre du Comité d'audit et du Comité des nominations de National Grid plc. Depuis 2008, elle est administrateur et membre du Comité des rémunérations de Bessemer Trust, une société de gestion de patrimoine aux États-Unis. Depuis le 1^{er} janvier 2015, Maria Richter est aussi administrateur non-exécutif, membre du Comité d'audit et des risques et membre du Comité des ressources humaines et des rémunérations de Anglo Gold Ashanti, une société basée à Johannesburg. Depuis mai 2019, elle est également Président du Comité des ressources humaines et des rémunérations ainsi que membre du Comité des nominations de cette société. De septembre 2017 à septembre 2019, Maria Richter a également été administrateur non-exécutif de Barclays Bank plc. Maria Richter a débuté sa carrière comme avocate pour le cabinet Dewey Ballantine (1980-1985) avant de rejoindre The Prudential (1985-1992) où elle a occupé diverses fonctions exécutives et notamment celles de Vice-Président de la division financement pour les fournisseurs d'énergie ainsi que pour les producteurs d'énergie indépendants. Elle a rejoint Salomon Brothers (1992-1993) en tant que Vice-Président, puis Morgan Stanley (1993-2002) au poste de Directeur exécutif en charge de la division financement structuré et producteurs d'énergie indépendants pour ensuite devenir Directeur Général en charge des activités de banque d'investissement en Amérique du Sud puis Directeur Général de l'activité banque de réseau.

Maria Richter est titulaire d'une licence en études comparées de l'Université de Cornell et d'un doctorat en droit de l'Université de Georgetown.

Durée du mandat

Première nomination :

22 mai 2014

Mandat en cours :

Du 24 mai 2018 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux**Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :****En cours :***En France*

- Administrateur de Rexel
- Membre du Comité d'audit et des risques de Rexel
- Membre du Comité des rémunérations de Rexel

À l'étranger

-

Au cours des cinq derniers exercices :*En France*

- Membre du Comité des rémunérations de Rexel
- Membre du Comité des nominations et des rémunérations de Rexel

À l'étranger

-

Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :**En cours :***En France*

-

À l'étranger

- Administrateur et membre du Comité des rémunérations de Bessemer Trust (États-Unis – société non cotée)
- Administrateur non-exécutif, Présidente du Comité des ressources humaines et des rémunérations, membre du Comité d'audit et des risques et membre du Comité des nominations de Anglo Gold Ashanti (Afrique du Sud – société cotée)

Au cours des cinq derniers exercices :*En France*

-

À l'étranger

- Administrateur non-exécutif, Présidente du Comité des finances, membre du Comité d'audit et membre du Comité des nominations de National Grid, plc (Royaume-Uni – société cotée)
- Administrateur, membre du Comité de gouvernance et membre du Comité des finances de The Pantry, Inc. (États-Unis – société cotée)
- Administrateur non-exécutif, membre du Comité d'audit, membre du Comité des nominations et membre du Comité des rémunérations de Vitec Group plc (Royaume-Uni – société cotée)
- Administrateur de Pro Mujer International (États-Unis – organisation non cotée) et Présidente du conseil de la fondation de Pro Mujer UK (Royaume-Uni – organisation non cotée)
- Administrateur non-exécutif de Barclays Bank plc, membre du Comité des risques et du Comité des rémunérations (Royaume-Uni – société cotée)

AGNÈS TOURAINE

(65 ans)

Adresse professionnelle :
Act II Consultants
5, rue Bude
75004 Paris – France

Nombre d'actions Rexel détenues :
1 112

Expérience et expertise

Administrateur, Présidente du Comité des rémunérations

Agnès Touraine a été cooptée en qualité d'administrateur par le Conseil d'administration du 10 février 2017 en remplacement de Marianne Culver.

La cooptation d'Agnès Touraine a été approuvée par l'Assemblée générale du 23 mai 2017.

Le renouvellement de son mandat d'administrateur a été approuvé par anticipation par l'Assemblée générale du 23 mai 2019.

Agnès Touraine est de nationalité française.

Agnès Touraine est Directrice Générale et fondatrice de Act III Consultants, un cabinet de conseil dédié aux transformations numériques. Auparavant, elle a été Présidente et Directrice Générale de Vivendi Universal Publishing après avoir passé 10 ans au sein du Groupe Lagardère et 4 ans chez McKinsey. Elle siège au conseil de GBL, de Keesing, de Proximus et au Conseil de surveillance de Tarkett. Elle a été précédemment administrateur non-exécutif de Cable&Wireless Plc (UK), Neopost et Darty Plc. Elle siège également aux conseils de différentes organisations à but non lucratif telles que l'IDATE et la *French American Foundation*.

Agnès Touraine a également été Présidente de l'Institut Français des Administrateurs (IFA) jusqu'en mai 2019.

Agnès Touraine est diplômée en droit de Sciences-Po Paris et de la *Columbia University Business School* (MBA).

Durée du mandat

Première nomination :

10 février 2017 (cooptation)

Mandat en cours :

Du 23 mai 2019 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022

Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux

Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :

En cours :

En France

- Administrateur de Rexel
- Présidente du Comité des rémunérations de Rexel

À l'étranger

-

Au cours des cinq derniers exercices :

En France

- Membre du Comité des nominations et des rémunérations de Rexel

À l'étranger

-

Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :

En cours :

En France

- Membre du Conseil de surveillance de Tarkett (France – société cotée)
- Membre du Conseil de surveillance de 21Partners (France – association, non cotée)
- Membre du Conseil de surveillance de la *French American Foundation* (France – association, non cotée)

À l'étranger

- Administrateur de Proximus (Belgique – société cotée)
- Administrateur de Keesing (Pays-Bas – société non cotée)
- Administrateur de GBL (Belgique – société cotée)

Au cours des cinq derniers exercices :

En France

- Présidente de l'IFA, Institut Français des Administrateurs (France – association, non cotée)

À l'étranger

- Administrateur de Darty Plc (Royaume-Uni – société cotée)

3

HERNA VERHAGEN

(53 ans)

Adresse professionnelle :

Post NL
Prinses Beatrixlaan 23
2595 AK – La Haye
Pays-Bas

Nombre d'actions Rexel détenues :

1 000

Expérience et expertise

Administrateur, Présidente du Comité des nominations

Herna Verhagen est administrateur de Rexel depuis le 22 mai 2014.

Auparavant, Herna Verhagen était membre du Conseil de surveillance de Rexel à la suite de sa cooptation par le Conseil de surveillance du 28 novembre 2013 en remplacement d'Akshay Singh. La cooptation de Herna Verhagen en qualité de membre du Conseil de surveillance ainsi que le renouvellement de son mandat de membre du Conseil de surveillance ont été approuvés par l'Assemblée générale du 22 mai 2014. Le renouvellement du mandat d'administrateur de Herna Verhagen a été approuvé par l'Assemblée générale du 24 mai 2018.

Herna Verhagen est de nationalité néerlandaise.

Herna Verhagen est Présidente-Directrice Générale de PostNL depuis avril 2012. Précédemment, elle a été, à partir de 2011, membre du Directoire de PostNL NV et Directrice Générale, en charge de la branche Colis et International de PostNL. Herna Verhagen a rejoint TNT Post en 1993 en tant que responsable commerciale et a ensuite occupé de nombreuses fonctions au sein de l'entreprise telles que Directrice commerciale, en charge de la coordination du courrier aux Pays-Bas, puis Directrice Générale Ressources Humaines Groupe de TNT N.V. Elle est membre du Comité exécutif et du conseil général de la Confédération Néerlandaise de l'Industrie et des Employeurs VNO-NCW. Elle est également membre du Conseil de surveillance de Concertgebouw.

Herna Verhagen a obtenu un master en Droit de l'Université de Nimègue et un master en Ressources Humaines de l'Université de Tilburg. Elle est aussi diplômée en Management International de l'INSEAD, en Économie de la London School of Economics et elle est titulaire d'un MBA de l'Université de Stanford.

Durée du mandat

Première nomination :

28 novembre 2013 (en qualité de membre du Conseil de surveillance) et 22 mai 2014 (en qualité d'administrateur)

Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux**Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :****En cours :***En France*

- Administrateur de Rexel
- Présidente du Comité des nominations de Rexel

À l'étranger

-

Au cours des cinq derniers exercices :*En France*

- Membre du Comité d'investissement stratégique de Rexel
- Membre du Conseil de surveillance de Rexel
- Membre du Comité des nominations de Rexel
- Membre du Comité stratégique de Rexel
- Membre du Comité d'audit et des risques de Rexel

À l'étranger

-

Mandat en cours :

Du 24 mai 2018 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021

Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :**En cours :***En France*

-

À l'étranger

- Présidente-Directrice Générale et membre du Directoire de PostNL NV (Pays-Bas – société cotée)
- Membre du Conseil de surveillance de Concertgebouw (Pays-Bas – société non cotée)
- Membre du Comité exécutif et du Conseil Général de la Confédération Néerlandaise de l'Industrie et des Employeurs VNO-NCW
- Membre du Conseil de surveillance, Présidente du Comité des rémunérations et membre du Comité des nominations et de gouvernance d'entreprise de ING Group (Pays-Bas – société cotée)

Au cours des cinq derniers exercices :*En France*

-

À l'étranger

- Membre du Conseil de surveillance de Nutreco NV (Pays-Bas – société cotée)
- Administrateur non-exécutif d'Idorsia SA (Suisse – société cotée)

En outre, le Conseil d'administration du 12 février 2020 a coopté Brigitte Cantaloube en qualité d'administrateur, en remplacement de Thomas

Farrell, démissionnaire. Le détail de ses informations est exposé ci-après.

BRIGITTE CANTALOUBE

(51 ans)

Adresse professionnelle :

Rexel
13, Boulevard du Fort de Vaux
75017 Paris – France

Nombre d'actions Rexel détenues :

–

Expérience et expertise

Administrateur, membre du Comité d'audit et des risques

Brigitte Cantaloube a été cooptée en qualité d'administrateur par le Conseil d'administration le 12 février 2020 en remplacement de Thomas Farrell. La cooptation de Brigitte Cantaloube ainsi que le renouvellement de son mandat d'administrateur sont soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 23 avril 2020.

Brigitte Cantaloube est de nationalité française.

Brigitte Cantaloube était Chef du service numérique du groupe PSA de février 2016 à novembre 2017, en charge de diriger la transformation digitale du groupe ainsi que de la gestion de partenariats avec des acteurs mondiaux du numérique. Brigitte Cantaloube avait auparavant occupé diverses fonctions exécutives au sein du groupe Yahoo! et notamment Vice-Présidente et Directrice Commerciale en charge de la région EMEA, basée à Londres, de 2014 à 2016, Directrice Commerciale de Yahoo! France de 2009 à 2014, Directrice Commerciale de Yahoo! France de 2008 à 2009 et Directrice Commerciale en charge du secteur Display de 2006 à 2007. Préalablement, elle a été Directrice de la publicité du magazine l'Express en charge du marché de la publicité et de la gestion des revenus publicitaires de 2002 à 2006.

Brigitte Cantaloube a débuté sa carrière comme responsable des ventes au sein du groupe L'Expansion (1992-2002) où elle a occupé diverses fonctions exécutives et notamment celles de Directeur des ventes en charge du magazine La Vie Financière (1996-1999) et de Directeur du marketing et des partenariats en charge du département internet du groupe Expansion (2000-2002).

Brigitte Cantaloube est titulaire d'un master en management de l'EDHEC Lille.

Durée du mandat

Première nomination :

12 février 2020 (cooptation)

Mandat en cours :

Du 12 février 2020 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019

Le renouvellement de son mandat jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 est soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 23 avril 2020

Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux

Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :

En cours :

En France

- Membre du Conseil d'administration de Rexel
- Membre du Comité d'audit et des risques de Rexel

À l'étranger

–

Au cours des cinq derniers exercices :

En France

–

À l'étranger

–

Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :

En cours :

En France

–

À l'étranger

–

Au cours des cinq derniers exercices :

En France

–

À l'étranger

–

Départ, nomination et renouvellement des membres du Conseil d'administration

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, les changements suivants sont intervenus dans la composition du Conseil d'administration :

ADMINISTRATEUR	NOMINATION/ COOPTATION	RENOUVELLEMENT	DÉPART	COMMENTAIRE
François Auque	X			Nomination en qualité d'administrateur pour une durée de 4 ans par l'Assemblée générale du 23 mai 2019.
Elen Phillips		X		Renouvellement de son mandat d'administrateur pour une durée de 4 ans par l'Assemblée générale du 23 mai 2019.
Agnès Touraine		X		Renouvellement de son mandat d'administrateur pour une durée de 4 ans par l'Assemblée générale du 23 mai 2019.
Fritz Froehlich			X	Arrivée du terme de son mandat d'administrateur à l'issue de l'Assemblée générale du 23 mai 2019.
Thomas Farrell			X	Démission de ses fonctions d'administrateur avec effet le 19 juillet 2019.
CENSEUR	NOMINATION/ COOPTATION	RENOUVELLEMENT	DÉPART	COMMENTAIRE
François Auque			X	Cessation de ses fonctions de censeur à compter de sa nomination en qualité d'administrateur pour une durée de 4 ans par l'Assemblée générale du 23 mai 2019.

Il sera proposé à l'Assemblée générale du 23 avril 2020 :

- de ratifier la cooptation en qualité d'administrateur de Brigitte Cantaloube décidée par le Conseil d'administration du 12 février 2020 et, son mandat prenant fin à l'issue de l'Assemblée générale du 23 avril 2020, de renouveler son mandat pour une durée de 4 ans ;
- de renouveler par anticipation le mandat d'administrateur de Ian Meakins et de Patrick Berard pour une durée de 4 ans en application de l'article 14.2 des statuts, lequel prévoit un renouvellement par quart ajusté à l'unité supérieure tous les ans.

Plan de succession

Le Comité des nominations a établi un plan de succession du Directeur Général. À cet effet, le Comité a conçu plusieurs hypothèses :

- un plan à court terme afin de couvrir les successions imprévues, notamment en cas d'empêchement ou de décès ;
- un plan à moyen terme afin de couvrir les successions prévues, notamment en cas d'atteinte de l'âge de la retraite ou d'arrivée à échéance du mandat ; et
- un plan à long terme reposant sur une identification des candidats potentiels à l'interne assortie d'un plan de formation sur la durée afin de leur permettre d'acquérir l'expérience et l'expertise

requis, notamment en matières fonctionnelle et opérationnelle.

Pour l'ensemble de ces trois plans, le Comité des nominations a défini le profil adéquat du dirigeant en termes de leadership et de personnalité sur la base de plusieurs critères de sélection. Le Comité a sollicité la contribution du Secrétaire Général, du Directeur des Ressources Humaines Groupe et du Directeur Général dans la préparation de la succession de ce dernier, notamment afin de définir les critères, identifier les candidats à l'interne, conduire des entretiens. Le Comité des nominations veille au respect des politiques mises en place par Rexel en matière de non-discrimination et de diversité, notamment la recherche d'une représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein de l'encadrement supérieur.

Le Comité des nominations se fait assister d'un cabinet de conseil en recrutement dès la définition du profil recherché jusqu'à la présentation de candidats potentiels pour les fonctions de Directeur Général ou de membres du Conseil d'administration.

Les trois plans de succession sont revus deux à trois fois par an.

Le Conseil d'administration a été informé de l'avancée des travaux relatifs à l'élaboration de ces trois plans en 2019 et sera tenu informé au fur et à mesure de leur mise en œuvre, le cas échéant, après chaque réunion du Comité des nominations. En cas de

mise en œuvre de l'un de ces trois plans, le Conseil d'administration devra approuver la mise en œuvre du plan et du candidat, afin de soumettre le projet à l'Assemblée générale le cas échéant.

Trois plans de succession ont également été établis pour le Président et le Vice-Président du Conseil d'administration.

3.1.1.2 Une composition du Conseil d'administration axée sur les compétences et la diversité

Politique de diversité au sein du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est soucieux d'assurer une réelle diversité en son sein. Une équipe composée de membres aux profils diversifiés et complémentaires, bénéficiant par ailleurs de l'expérience et de l'expertise nécessaires, constitue en effet un élément clé pour assurer une administration efficace de Rexel.

La politique menée par le Conseil d'administration a ainsi pour objectifs de recruter des profils variés, dotés d'une expérience et d'une expertise suffisantes afin d'assurer une cohésion entre les administrateurs et de permettre au Conseil d'administration de mener ses travaux de manière approfondie et efficace en adéquation avec les activités du groupe Rexel.

La politique de diversité du Conseil d'administration s'articule autour des principes suivants :

- présence de membres aux compétences complémentaires et reconnues ;

- présence de membres indépendants ;
- diversité des nationalités et dimension multiculturelle ;
- présence de membres de sexe féminin.

Les nominations de nouveaux profils sont soumises par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale, après recommandations du Comité des nominations. Le Comité des nominations examine les compétences et expériences de chacun des administrateurs et vérifie que celles-ci sont en adéquation avec la politique fixée par le Conseil d'administration.

Des administrateurs aux compétences complémentaires et reconnues

Le Conseil d'administration estime que, dans sa composition actuelle, il bénéficie des compétences complémentaires et reconnues de ses membres. Les administrateurs disposent en effet de compétences pratiques et sectorielles permettant au Conseil de mener ses travaux de manière approfondie et efficace.

De même, dans ses travaux relatifs à l'évolution de sa composition, le Conseil d'administration prend en compte les compétences actuelles de ses membres et identifie les compétences à rechercher chez les candidats.

Les compétences représentées au sein du Conseil d'administration, au 31 décembre 2019, figurent ci-dessous.

■ Matrice des compétences des administrateurs

	EXPÉRIENCE INTERNATIONALE	EXPÉRIENCE MANAGÉRIALE	FINANCE	STRATÉGIE	SECTEUR DE LA DISTRIBUTION	RÉGLEMENTATION	DIGITAL	RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE
ADMINISTRATEURS								
Ian Meakins	✓	✓	✓	✓	✓			
François Henrot	✓	✓	✓	✓	✓			
Marcus Alexanderson	✓		✓	✓				
François Auque	✓	✓	✓	✓			✓	✓
Patrick Berard	✓	✓		✓	✓		✓	
Julien Bonnel		✓		✓	✓			
Elen Phillips	✓		✓		✓			✓
Maria Richter	✓	✓	✓			✓		✓
Agnès Touraine	✓			✓		✓	✓	
Herna Verhagen	✓	✓	✓	✓				✓

À la suite de la cooptation de Brigitte Cantaloube, le Conseil d'administration compte à la date du présent document les 10 membres présentés ci-dessus ainsi que :

	EXPÉRIENCE INTERNATIONALE	EXPÉRIENCE MANAGÉRIALE	FINANCE	STRATÉGIE	SECTEUR DE LA DISTRIBUTION	RÉGLEMENTATION	DIGITAL	RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE
ADMINISTRATEUR								
Brigitte Cantaloube	✓	✓		✓			✓	

Des administrateurs aux nationalités diverses donnant au Conseil une dimension multiculturelle

Au 31 décembre 2019, 5 administrateurs étaient de nationalité étrangère (États-Unis, Panama, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède).

Cette diversité culturelle dans la composition du Conseil d'administration permet à celui-ci de bénéficier de visions diverses et de mieux appréhender les enjeux internationaux qui sont ceux du groupe Rexel.

Des administrateurs indépendants

Conformément aux principes et bonnes pratiques de gouvernement d'entreprise exposés dans son règlement intérieur, le Conseil d'administration et chacun des Comités comprennent des membres indépendants élus ou cooptés en tant que tels.

Définition et critères de l'indépendance

La définition et les critères de l'indépendance sont fixés par référence aux principes de gouvernement d'entreprise édictés par l'Afep et le Medef.

Ainsi, dans l'analyse de la situation de chaque administrateur, le Conseil d'administration examine les critères suivants :

- ne pas être salarié ou dirigeant mandataire social exécutif de la société ou d'une société qu'elle consolide, ni salarié, dirigeant mandataire social exécutif ou administrateur de sa société mère ou d'une société que celle-ci consolide et ne pas l'avoir été au cours des cinq années précédentes ;
- ne pas être dirigeant mandataire social exécutif d'une société dans laquelle la société détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un dirigeant mandataire social exécutif de la société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'administrateur ;
- ne pas être client, fournisseur, banquier d'affaires, banquier de financement, conseil (ou être lié directement à ces personnes) :
 - significatif de la société ou de son groupe,

– ou pour lequel la société ou son groupe représente une part significative de l'activité.

Dans le cadre de l'analyse de ce critère, le Conseil d'administration examine :

- le poids du fournisseur dans les dépenses totales du groupe / poids du client dans le chiffre d'affaires total du groupe, ou pour lequel la société ou son groupe représente une part significative de l'activité, et
- l'appréciation de relations exclusives ;
- ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ;
- ne pas avoir été commissaire aux comptes de l'entreprise au cours des cinq années précédentes ; et
- ne pas être administrateur de l'entreprise depuis plus de douze ans. La perte de la qualité d'administrateur indépendant intervient à la date des douze ans.

Par ailleurs, un dirigeant mandataire social non-exécutif ne peut être considéré comme indépendant s'il perçoit une rémunération variable en numéraire ou des titres ou toute rémunération liée à la performance de la société ou du groupe.

Des administrateurs représentant des actionnaires importants de la société ou de sa société mère peuvent être considérés comme indépendants dès lors que ces actionnaires ne participent pas au contrôle de la société. Toutefois, au-delà d'un seuil de 10 % en capital ou en droits de vote, le Conseil, sur rapport du Comité des nominations, s'interroge systématiquement sur la qualification d'indépendant en tenant compte de la composition du capital de la société et de l'existence d'un conflit d'intérêts potentiel.

Le Conseil d'administration peut estimer qu'un administrateur, bien que remplissant les critères d'indépendance définis par les recommandations de l'Afep et du Medef, ne doit pas être qualifié d'indépendant compte tenu d'une situation particulière ou de celle de Rexel, eu égard à son actionnariat ou pour tout autre motif. Inversement, le Conseil d'administration peut estimer qu'un administrateur

ne remplissant pas les critères détaillés ci-dessus est cependant indépendant.

Procédure de qualification des membres indépendants

La qualification de membre indépendant est débattue chaque année par le Comité des nominations qui établit à ce sujet un rapport au Conseil d'administration. Chaque année, le Conseil d'administration examine, au vu de ce rapport, la situation de chaque administrateur au regard des critères d'indépendance.

Le Conseil d'administration doit porter les conclusions de son examen à la connaissance des actionnaires dans le rapport annuel.

Les conclusions du rapport du Conseil d'administration sont mentionnées ci-dessous.

Au 31 décembre 2019, conformément aux recommandations du Code Afep-Medef relatives à la part des membres indépendants au sein des conseils et des comités, et notamment la recommandation 8.3 prévoyant que les administrateurs représentant les salariés ne sont pas comptabilisés pour établir les pourcentages d'administrateurs indépendants au sein du Conseil d'administration :

- 7 membres sur 9 (hors administrateur représentant les salariés) du Conseil d'administration étaient considérés comme indépendants : François Auque, François Henrot, Ian Meakins, Elen Phillips, Maria Richter, Agnès Touraine et Herna Verhagen, soit un taux d'indépendance de 78 % ;
- 4 membres sur 4 du Comité d'audit et des risques étaient considérés comme indépendants : François Auque, Ian Meakins, Elen Phillips et Maria Richter, soit un taux d'indépendance de 100 % ;
- 4 membres sur 5 du Comité des nominations étaient considérés comme indépendants : François Henrot, Ian Meakins, Elen Phillips et Herna Verhagen, soit un taux d'indépendance de 80 % ; et
- 4 membres sur 5 (hors administrateur représentant les salariés) du Comité des rémunérations étaient considérés comme indépendants : François Henrot, Ian Meakins, Maria Richter et Agnès Touraine, soit un taux d'indépendance de 80 %.

Le Conseil d'administration du 12 février 2020 a examiné, au vu du rapport établi par le Comité des nominations, la situation de chaque administrateur

(hormis celle de l'administrateur représentant les salariés) au regard des critères d'indépendance énoncés par le Code Afep-Medef.

La situation de François Henrot, et notamment le caractère significatif ou non des relations d'affaires existant entre Rexel et le groupe Rothschild, a notamment été analysée. À la suite de cette analyse, il a été conclu par le Conseil d'administration, au vu du rapport établi par le Comité des nominations, à l'absence de lien d'affaires significatif existant entre Rexel et le groupe Rothschild compte tenu :

- du faible pourcentage que représentent les honoraires du groupe Rothschild par rapport au chiffre d'affaires consolidé de Rexel (0,002 % en 2019) ;
- de la nature des missions fournies par le groupe Rothschild à Rexel. Ces missions de conseil financier ne relèvent pas du domaine d'intervention de François Henrot au sein du groupe Rothschild. Elles ne sont pas fournies par les départements ou services qui relèvent de sa responsabilité et François Henrot n'est pas informé au sein du groupe auquel il appartient des travaux menés au bénéfice de Rexel compte tenu des « murailles de Chine » nécessairement mises en place ; et
- enfin, Rexel ne travaille pas à la date du présent document d'enregistrement universel sur des opérations de croissance externe avec le groupe Rothschild.

Le Conseil d'administration, au vu du rapport établi par le Comité des nominations, a conclu que les administrateurs, à l'exception de Marcus Alexanderson et de Patrick Berard remplissaient les critères d'indépendance au sens du Code Afep-Medef.

Cette analyse ne couvre pas Julien Bonnel en qualité d'administrateur représentant les salariés.

Dans le cadre de la cooptation de Brigitte Cantaloube, en remplacement de Thomas Farrell démissionnaire, le Conseil d'administration du 12 février 2020 a examiné la situation de Brigitte Cantaloube et a conclu qu'elle remplissait les critères d'indépendance au sens du code Afep-Medef. En conséquence, le taux d'indépendance a été porté à 80 %.

Le résultat de cet examen est récapitulé dans le tableau ci-dessous.

■ **Tableau récapitulatif des critères d'indépendance des administrateurs et du censeur au regard des critères du Code Afep-Medef**

	NE PAS ÊTRE, OU AVOIR ÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES SALARIÉ, DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL EXÉCUTIF OU ADMINISTRATEUR AU SEIN DU GROUPE	ABSENCE DE MANDATS CROISÉS	ABSENCE DE RELATIONS D'AFFAIRES	ABSENCE DE LIEN FAMILIAL	NE PAS ÊTRE AUDITEUR OU ANCIEN AUDITEUR	NE PAS ÊTRE ADMINISTRATEUR DEPUIS PLUS DE 12 ANS	NE PAS REPRÉSENTER UN ACTIONNAIRE DÉTENANT PLUS DE 10 %, SEUL OU DE CONCERT	QUALIFICATION RETENUE
ADMINISTRATEURS								
Ian Meakins	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Indépendant
François Henrot	✓	✓	✓ ⁽¹⁾	✓	✓	✓	✓	Indépendant
François Auke	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Indépendant
Marcus Alexanderson	✓	✓	✓	✓	✓	✓	⁽²⁾	Non indépendant
Patrick Berard	⁽³⁾	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Non indépendant
Julien Bonnel								Administrateur représentant les salariés ⁽⁴⁾
Elen Phillips	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Indépendant
Maria Richter	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Indépendant
Agnès Touraine	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Indépendant
Herna Verhagen	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Indépendant
Brigitte Cantaloube	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Indépendant

(1) Voir ci-dessus pour une analyse de la situation de François Henrot.

(2) Marcus Alexanderson représente Cevian, actionnaire représentant plus de 10 % du capital social.

(3) Patrick Berard est Directeur Général de Rexel depuis le 1^{er} juillet 2016. Son contrat de travail est suspendu pendant l'exercice de ses fonctions.

(4) Conformément aux recommandations du Code Afep-Medef, l'administrateur représentant les salariés n'est pas pris en compte dans le calcul du taux d'indépendance du Conseil et des Comités.

Représentation équilibrée des femmes et des hommes

Au 31 décembre 2019, le Conseil d'administration comptait 4 membres de sexe féminin sur un total de 9 membres (hors administrateur représentant les salariés), soit 44 %, et était ainsi en conformité avec les dispositions de l'article L.225-18-1 du Code de commerce. De plus, deux des trois Comités du Conseil d'administration sont présidés par une femme : le Comité des nominations est présidé par Herna Verhagen et le Comité des rémunérations est présidé par Agnès Touraine.

Par ailleurs, dans ce souci de représentation équilibrée des femmes et des hommes et conformément à l'article L.225-53 du Code de commerce, le Conseil d'administration a déterminé un processus de sélection garantissant jusqu'à son terme la présence d'au moins une personne de chaque sexe parmi les candidats en cas de nomination d'un Directeur Général délégué. Ce processus est organisé en premier lieu autour des directions internes et des

prestataires externes qui sont en charge de conduire le processus de recrutement. Ces intervenants doivent ainsi, dans toute la mesure du possible, identifier, contacter et sélectionner des candidats de chaque sexe. Le processus de recrutement est ensuite conduit de façon à assurer la présence d'au moins une personne de chaque sexe parmi les candidats. Une fois les profils sélectionnés, le Comité des nominations fait part de ses recommandations au Conseil d'administration en incluant au moins un candidat de chaque sexe. Le Conseil d'administration prend enfin sa décision en tenant compte des recommandations du Comité des nominations.

Dans le cadre du renouvellement du mandat de deux administrateurs (Ian Meakins et Patrick Berard) et de la ratification de la cooptation de Brigitte Cantaloube, puis du renouvellement de ce même mandat proposé à l'Assemblée générale du 23 avril 2020, et si l'Assemblée générale approuve cette ratification et ces renouvellements, le pourcentage de femmes demeurera de 50%.

Cumul des mandats

En matière de cumul des mandats, Rexel entend se conformer aux recommandations formulées par le Code Afep-Medef.

Le Conseil d'administration examine, lors de la nomination d'un administrateur ou du Directeur Général ainsi que lors de chaque proposition de nomination d'un administrateur ou du Directeur Général au sein du Conseil d'administration d'une autre société cotée, les conséquences que cette nomination pourrait avoir sur le cumul des mandats conformément aux recommandations du Code Afep-Medef.

Résultats de la politique de diversité

Conformément à la politique de diversité définie par le Conseil d'administration, le Conseil a soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 23 mai 2019, le renouvellement du mandat d'administrateur d'Elen Phillips et d'Agnès Touraine ainsi que la nomination en qualité d'administrateur de François Auque.

3.1.1.3 Règles relatives à la composition et au fonctionnement du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est composé, organisé et accomplit les missions qui lui sont confiées conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables, aux statuts de Rexel et à son règlement intérieur.

Le règlement intérieur du Conseil d'administration a été adopté le 22 mai 2014. Sa dernière mise à jour date du 12 février 2020. Cette mise à jour a consisté à clarifier le processus d'évaluation du Conseil d'administration. Le règlement intérieur a été adopté en application des statuts de Rexel et a pour objectif de préciser les dispositions régissant l'organisation et le fonctionnement du Conseil d'administration ainsi que les droits et devoirs de ses membres. Il est inopposable aux tiers et ne peut être invoqué par eux à l'encontre des administrateurs.

Le règlement intérieur du Conseil d'administration est disponible sur le site Internet de Rexel (www.rexel.com) et ses principales stipulations sont reproduites ou résumées ci-après.

Composition du Conseil d'administration

Sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion, le Conseil d'administration est composé d'un minimum de 5 membres et d'un maximum de 15 membres, nommés ou renouvelés dans leurs

fonctions par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires pour une durée de 4 ans au plus dans les conditions prévues par les statuts.

Présidence, Vice-Présidence et administrateur référent indépendant, Direction Générale

Le Conseil d'administration élit, parmi ses membres, personnes physiques, un Président et, le cas échéant, un Vice-Président dans les conditions prévues par les statuts.

Présidence

Le Président du Conseil d'administration est chargé de convoquer le Conseil d'administration et il organise et dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'Assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de Rexel et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le Président est également chargé de :

- veiller à ce que les principes de gouvernement d'entreprise soient définis et mis en œuvre ;
- avec l'aide du Comité des nominations, veiller à un fonctionnement efficace du Conseil d'administration et de ses Comités et organiser les remplacements et successions qui concernent le Conseil d'administration et les nominations sur lesquelles il est amené à se prononcer ;
- s'assurer que les administrateurs ont accès à toute la documentation et aux informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission dans les délais requis et sous une forme claire et appropriée ;
- selon le cas, assister et conseiller le Directeur Général tout en respectant les fonctions exécutives de celui-ci ;
- contribuer à la promotion des valeurs et de l'image de Rexel tant au sein du Groupe qu'à l'extérieur de celui-ci ; et
- veiller au maintien de la qualité de la relation avec les actionnaires en étroite coordination avec les actions menées dans ce domaine par le Directeur Général.

À cet effet, le Président :

- est tenu informé des événements significatifs relatifs à la vie de Rexel et du Groupe ;
- a accès aux documents et informations qu'il juge nécessaires ou utiles à l'accomplissement de ses missions ;
- peut assister, sans voix délibérative, à toute réunion des Comités dont il n'est pas membre ; et

- peut rencontrer les actionnaires actuels ou potentiels et faire part au Conseil de leurs préoccupations en matière de gouvernance.

Le Président rend compte de ses travaux au Conseil d'administration.

Travaux du Président

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, le Président du Conseil d'administration :

- est intervenu lors de l'Assemblée générale des actionnaires de Rexel qui s'est tenue le 23 mai 2019 ;
- s'est tenu informé des attentes des actionnaires notamment en matière de gouvernance, d'activité et de perspectives et a veillé à ce que leurs éventuelles préoccupations soient discutées en Conseil ;
- s'est entretenu à de multiples reprises avec le Directeur Général sur les opérations significatives et stratégiques pour Rexel. À l'issue de ces échanges, il a veillé à ce que les points importants (tels que la transformation digitale, les plans de succession et les performances par pays) soient présentés et débattus en Conseil ;
- a rencontré à plusieurs reprises les membres du Comité exécutif et divers collaborateurs du Groupe afin de discuter avec eux des enjeux notamment organisationnels, stratégiques et commerciaux avant présentation au Conseil d'administration ;
- a participé activement à la recherche d'un nouvel administrateur et à son recrutement en échangeant avec les autres membres du Comité des nominations et en rencontrant les candidats ;
- a échangé régulièrement, et au moins une fois par mois, avec chacun des présidents des Comités de façon à s'assurer que tous les points devant être débattus au sein du Conseil d'administration soient bien examinés par les membres des Comités et présentés aux administrateurs pour discussion. Le Président s'est également assuré de la qualité de l'organisation des réunions du Conseil et des Comités et de l'efficacité du calendrier des séances ainsi que des réunions de travail des membres du Conseil et des Comités. Il a en outre veillé à une revue régulière du plan de succession du Directeur Général ; et
- a visité certaines implantations en Europe et aux États-Unis. Ces visites lui ont permis de se tenir informé de manière approfondie de l'actualité du Groupe et de son secteur et d'en tenir informés les autres membres du Conseil.

Vice-Présidence

En cas d'empêchement du Président, le Vice-Président remplit les mêmes fonctions et jouit des mêmes prérogatives que celles du Président.

En outre, le Vice-Président peut également exercer les fonctions d'administrateur référent. Le Vice-Président administrateur référent doit être un membre indépendant au regard des critères définis par le Code Afep-Medef.

La nomination d'un Vice-Président est obligatoire si les fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général sont exercées par la même personne. Dans ce cas, le Vice-Président occupe également les fonctions d'administrateur référent.

En qualité d'administrateur référent indépendant, le Vice-Président est responsable de :

- gérer les éventuelles situations de conflit d'intérêts ;
- selon le cas, assister et conseiller le Président du Conseil d'administration sur les principes de gouvernement d'entreprise ou sur l'organisation du Conseil d'administration et de ses Comités, tout en respectant les fonctions de ce dernier ; et
- conduire les évaluations annuelles de l'organisation et du fonctionnement du Conseil d'administration et de ses Comités.

À cet effet, le Vice-Président administrateur référent indépendant :

- présente les éventuels conflits d'intérêts identifiés au Président du Conseil d'administration et au Conseil d'administration, ainsi que ses recommandations sur les moyens pour y faire face ;
- a accès aux documents et informations qu'il juge nécessaires ou utiles à l'accomplissement de ses missions ;
- peut assister, sans voix délibérative, à toute réunion des Comités dont il n'est pas membre ;
- peut réunir, au moins une fois par an, les administrateurs en dehors de la présence des mandataires sociaux exécutifs ; et
- peut rencontrer les actionnaires actuels ou potentiels et faire remonter au Conseil d'administration leurs préoccupations en matière de gouvernance.

Le Vice-Président rend compte de ses travaux au Conseil d'administration.

Travaux du Vice-Président administrateur référent indépendant

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, le Vice-Président administrateur référent, François Henrot :

- est intervenu lors de l'Assemblée générale des actionnaires de Rexel le 23 mai 2019 et a présenté aux actionnaires le « Gouvernement d'entreprise » de Rexel ainsi que la « Rémunération

des dirigeants », comprenant une présentation du Conseil d'administration, les propositions de nomination ou de renouvellement d'administrateurs et le détail de la politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux ;

- s'est entretenu plusieurs fois avec le Président du Conseil d'administration, Ian Meakins, sur les caractéristiques et les spécificités de la gouvernance des sociétés cotées sur le marché français, et les bonnes pratiques observées en France, notamment en termes de rémunération des dirigeants mandataires sociaux ; ces échanges ont porté en particulier sur l'opportunité d'un renouvellement par anticipation du mandat de Directeur Général de Patrick Berard et ses modalités de rémunération ;
- a participé activement à la recherche d'un nouvel administrateur et à son recrutement en échangeant avec les autres membres du Comité des nominations et en rencontrant les candidats ; et
- a présenté la gouvernance de Rexel et le fonctionnement du Conseil d'administration et de ses Comités lors de *roadshows* gouvernance organisés en début d'année 2019 avec plusieurs investisseurs. La politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux a été abordée à cette occasion et un compte rendu de ces échanges a été présenté au Conseil afin qu'il soit parfaitement informé des attentes des principaux investisseurs.

Direction Générale

La Direction Générale de Rexel est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, soit par une autre personne physique, administrateur ou non, nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de Directeur Général.

La Direction Générale est assumée par Patrick Berard.

Les informations concernant la Direction Générale de Rexel sont développées de manière détaillée au paragraphe 3.1.3 « Direction Générale » du présent document d'enregistrement universel.

Censeur du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration peut nommer, pour une durée de 4 ans au plus, jusqu'à 3 censeurs choisis ou non parmi les actionnaires. Les censeurs peuvent participer aux réunions du Conseil d'administration et des Comités avec une voix consultative.

Fonctionnement du Conseil d'administration

Compétence

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de Rexel et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de Rexel et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans ses rapports avec les tiers, Rexel est engagée même par les actes du Conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer par le Président tous les documents qu'il estime utiles.

Chaque administrateur dispose de la possibilité de bénéficier, s'il le juge nécessaire, d'une formation sur les spécificités de Rexel, de ses métiers et de son secteur d'activité. François Auque, à l'occasion de sa nomination en qualité de censeur puis d'administrateur, a reçu une formation sur l'activité, les métiers, la stratégie de Rexel et ses spécificités comptables et financières. Plus généralement, les administrateurs ont notamment été sensibilisés aux différents aspects qu'implique la transformation digitale lors du *Digital Day* organisé par Rexel Expo Paris 2019. Enfin, les modules de formation sur la prévention des risques de corruption disponibles au sein du Groupe ont été mis à disposition des administrateurs.

Compte tenu de son statut propre, l'administrateur représentant les salariés bénéficie d'un temps de préparation de 15 heures avant chaque séance, et d'un temps de formation de 40 heures par an. Ces formations peuvent porter, notamment, sur le fonctionnement du Conseil d'administration, les droits et devoirs d'un administrateur et sur l'activité de Rexel.

Le Conseil d'administration est notamment doté des pouvoirs suivants :

- (i) Pouvoirs en matière de contrôle :
 - contrôle de la gestion ;
 - examen de la situation financière, de la situation de trésorerie et des engagements de Rexel et de ses filiales ;

- examen de la situation de liquidité de Rexel et de ses filiales ;
 - examen du processus de vérification des comptes et des informations données aux actionnaires et au marché ; et
 - autorisation des conventions réglementées.
- (ii) Pouvoirs en matière de nominations :
- nomination et révocation du Président du Conseil d'administration et du Vice-Président du Conseil d'administration ;
 - nomination et révocation du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués, fixation de leur nombre dans la limite prévue par les statuts ;
 - choix du mode d'organisation de la Direction Générale (dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général ou unicité de ces fonctions) ;
 - cooptation des administrateurs ; et
 - information sur la nomination, licenciement/ révocation des membres du Comité exécutif.
- (iii) Pouvoirs en matière de rémunérations :
- fixation de la rémunération du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués ;
 - répartition de la rémunération des administrateurs ; et
 - avis sur la politique de rémunération des membres du Comité exécutif.
- (iv) Établissement de rapports à l'attention de l'Assemblée générale :
- Chaque année, le Conseil d'administration doit présenter à l'Assemblée générale ordinaire un rapport sur la situation de Rexel et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé ainsi que sur les comptes de l'exercice. Il présente également un rapport sur le gouvernement d'entreprise.
- Le Conseil d'administration émet des propositions quant au renouvellement des postes d'administrateurs.
- (v) Pouvoirs en matière d'autorisation préalable de certaines décisions du Directeur Général :
- Le Conseil d'administration confère au Directeur Général les autorisations requises par une disposition légale ou une stipulation des statuts.
- En vertu des statuts de Rexel et du règlement intérieur du Conseil d'administration, les décisions suivantes sont soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'administration :
- adoption du budget annuel ;
 - adoption du plan stratégique ;
 - proposition de résolutions à l'Assemblée générale relatives à toute distribution (notamment de dividendes ou réserves) aux actionnaires ;
 - proposition de résolutions à l'Assemblée générale relatives au remplacement des Commissaires aux comptes ;
 - adoption de changements significatifs des méthodes comptables ;
 - acceptation et démission par Rexel de tout mandat de membre de conseils d'administration ou d'organes équivalents, ainsi que la nomination et la révocation des représentants permanents de Rexel dans ces conseils d'administration ou organes équivalents ;
 - proposition de résolutions à l'Assemblée générale et exercice de délégations de compétence ou de pouvoirs de l'Assemblée générale, relatives à l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, au capital de Rexel, d'une société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié de son capital ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance ;
 - proposition de résolutions à l'Assemblée générale relatives à tout programme de rachat d'actions ;
 - acquisitions et cessions de toutes branches d'activité, de participation dans toute société, de tout actif et réalisation de toute dépense d'investissement, dans chaque cas pour une valeur d'entreprise supérieure à un seuil fixé par le Conseil d'administration ;
 - création de toute branche d'activité ou de toute filiale, réalisation de tout investissement dans toute branche d'activité ou acquisition de toute participation dans une entreprise dans un pays dans lequel Rexel n'a pas d'activité ;
 - endettement (y compris par voie d'emprunts obligataires) ou reprise de passifs, dans chaque cas pour un montant supérieur à un seuil fixé par le Conseil d'administration ;
 - attribution d'options de souscription ou d'acquisition d'actions, attribution d'actions gratuites ou autres plans en faveur des employés de Rexel ou de ses filiales relatifs à des titres de capital de Rexel ;
 - signature de conventions de fusion, de scission ou d'apport d'actifs ;
 - admission aux négociations de valeurs mobilières de Rexel ou d'une de ses filiales sur un marché réglementé ;

- toute opération entraînant un changement significatif du champ d'activité de Rexel et de ses filiales ; et
- toute transaction ou compromis, pour un montant supérieur à un seuil fixé par le Conseil d'administration, relatif à tout litige.

Consultation préalable des Comités

Dans la mesure du possible et en fonction des circonstances applicables, toute délibération du Conseil d'administration relevant du domaine de compétence d'un Comité devra être précédée de la saisine dudit Comité et ne pourra être prise qu'après la remise par le Comité compétent de ses recommandations ou propositions.

Réunions

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de Rexel l'exige, et au moins une fois par trimestre, sur la convocation de son Président ou de son Vice-Président dans les conditions prévues par les statuts.

La convocation ainsi que les documents nécessaires à la mission des administrateurs sont adressés trois jours ouvrés avant chaque réunion du Conseil d'administration.

Réunions par visioconférence ou autres moyens de télécommunications

Les administrateurs peuvent participer aux réunions du Conseil d'administration par des moyens de visioconférence ou par tout autre moyen de télécommunications, dans les conditions légales et prévues dans les statuts.

Règles de majorité

Conformément aux statuts de Rexel, les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix et ne pouvant représenter plus d'un de ses collègues.

En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante si et seulement si le Conseil d'administration est composé d'un nombre pair d'administrateurs en fonction et uniquement lors des réunions présidées par le Président du Conseil d'administration.

Déontologie du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration, instance collégiale, a l'obligation d'agir en toutes circonstances dans l'intérêt social de l'entreprise.

Les administrateurs exercent leurs fonctions avec loyauté et professionnalisme.

Les administrateurs veillent à éviter tout conflit d'intérêts pouvant exister entre leurs intérêts personnels et ceux de Rexel. Ainsi :

- les administrateurs veillent à préserver en toutes circonstances leur indépendance de jugement, de décision et d'action. Ils s'interdisent d'être influencés par tout élément étranger à l'intérêt social qu'ils ont pour mission de défendre ; et
- les administrateurs s'engagent à éviter tout conflit pouvant exister entre leurs intérêts moraux et matériels et ceux de Rexel. Ils informent l'administrateur indépendant référent de tout conflit d'intérêts, actuel ou potentiel, dans lequel ils pourraient être impliqués. Dans ce cas, ils s'abstiennent de participer aux débats ainsi qu'à toute décision sur les matières concernées et ne reçoivent aucun document relatif à la situation qui génère, même potentiellement, un conflit d'intérêts.

L'administrateur indépendant référent, ou le Président si l'administrateur indépendant référent est concerné par le conflit, peut se saisir de tout conflit d'intérêts actuel ou potentiel qui pourrait être porté à sa connaissance et mener toute enquête afin d'identifier ou de prévenir tout conflit.

Rémunérations

L'Assemblée générale ordinaire peut allouer aux administrateurs une rémunération, dont le montant est porté aux charges d'exploitation de Rexel et reste maintenu jusqu'à décision contraire de l'Assemblée générale. Le Conseil d'administration répartit cette rémunération entre les administrateurs comme il l'entend.

En outre, les administrateurs dont le pays de résidence est situé sur un autre continent que le lieu de la réunion du Conseil peuvent se voir attribuer une prime spécifique par déplacement appelée « *time and travel allowance* » d'un montant décidé par le Conseil d'administration.

Le Président du Conseil d'administration, le Directeur Général, les Directeurs Généraux Délégués et les administrateurs peuvent percevoir une rémunération dans les conditions fixées par la loi et les statuts.

Détention d'actions par les administrateurs

Pendant toute la durée de leurs fonctions, les administrateurs sont tenus de détenir au moins mille actions de Rexel. Si, au jour de sa nomination, un administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office s'il n'a pas régularisé sa situation dans les délais prévus par les lois et règlements applicables.

En sus de l'obligation de détenir au moins mille actions de Rexel, chaque administrateur, membre personne physique ou représentant permanent d'une personne morale, doit détenir, sous la forme nominative, pendant la durée de son mandat, un nombre d'actions de Rexel correspondant à un montant au moins égal à l'intégralité du montant brut de la part fixe théorique annuelle des jetons de présence perçus par ledit administrateur. Dans l'hypothèse où un administrateur ne détiendrait pas un nombre suffisant d'actions, ledit administrateur devrait acquérir progressivement lesdites actions sur une durée de quatre années en utilisant les jetons de présence perçus.

Ces obligations de détention d'actions ne s'appliquent pas à l'administrateur représentant les salariés ni au censeur.

Comités du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration peut créer des Comités afin de l'assister dans l'exercice de ses missions (voir paragraphe 3.1.2 « Comités du Conseil d'administration » du présent document d'enregistrement universel).

Le règlement intérieur du Conseil d'administration fixe les règles communes à ces Comités, notamment celles relatives à leur composition et à leurs modalités de fonctionnement, ainsi que certaines règles propres à chacun des Comités.

Évaluation de l'organisation et du fonctionnement du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de Rexel procède périodiquement, et au moins une fois par an, à une auto-évaluation de sa performance. L'évaluation de la performance du Conseil d'administration est conduite par l'administrateur référent ou en l'absence d'administrateur référent, par un administrateur indépendant désigné par le Conseil d'administration. Elle peut prendre la forme de questionnaires anonymes adressés à chaque administrateur. Une fois par an, les résultats de cette évaluation sont présentés et débattus lors

d'une séance du Conseil d'administration, et sous la direction de l'administrateur référent ou en l'absence d'administrateur référent de l'administrateur indépendant désigné par le Conseil d'administration. À cette occasion, les différents points de la mission et de l'engagement du Conseil et des administrateurs sont revus et évalués, et, le cas échéant, des préconisations pour un meilleur fonctionnement sont formulées.

En outre, au moins une fois tous les trois ans, une évaluation de la performance du Conseil d'administration est réalisée avec l'aide d'un consultant extérieur, éventuellement sous la direction de l'administrateur référent ou en l'absence d'administrateur référent de l'administrateur indépendant désigné par le Conseil d'administration.

Pour l'année 2019, l'évaluation de la composition, du fonctionnement et de l'organisation du Conseil d'administration et des Comités a été réalisée sur la base de questionnaires envoyés aux administrateurs.

L'évaluation fait apparaître que la composition, le fonctionnement et les missions du Conseil et des Comités sont adéquats et que les membres du Conseil et l'équipe de direction communiquent de manière adéquate. L'évaluation fait également ressortir que des améliorations pourraient être apportées, notamment en ce qui concerne certaines missions et certains fonctionnements du Conseil, les interactions entre le Président, l'administrateur référent indépendant et les administrateurs. En particulier, des suggestions ont été faites afin d'améliorer le fonctionnement du Conseil par des réunions organisées de telles sortes que l'essentiel du temps soit consacré au débat, aux discussions entre les administrateurs sur les sujets clés notamment grâce à une hiérarchisation des sujets, par l'augmentation du nombre de réunions des administrateurs non-exécutifs organisées par l'administrateur référent, l'exercice des missions du Conseil notamment par des formations complémentaires et/ou la participation à certains événements permettent aux administrateurs de mieux appréhender l'évolution de l'activité de la Société dans le domaine du digital notamment.

3.1.1.4 Les travaux du Conseil d'administration au cours de l'exercice 2019

PRÉSIDENT	NOMBRE DE MEMBRES	TAUX D'INDÉPENDANCE ⁽¹⁾⁽²⁾	MEMBRES DE SEXE FÉMININ ^{(1) (2)}	NOMBRE TOTAL DE RÉUNIONS TENUES EN 2019	TAUX DE PRÉSENCE MOYEN
Ian Meakins	10	78 %	44 %	12	96 %

(1) Hors administrateur représentant les salariés.

(2) Le taux d'indépendance a été porté à 80% et la représentation des femmes à 50% à la suite de la cooptation de Brigitte Cantaloube par le Conseil d'administration du 12 février 2020.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, le Conseil d'administration s'est réuni 12 fois.

Le Conseil d'administration s'est notamment prononcé sur :

- l'examen des états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 ainsi que la communication financière y afférente ;
- l'examen du document de référence 2018 et les informations y afférentes ;
- la rémunération des dirigeants mandataires sociaux ;
- l'approbation et l'examen annuel des conventions réglementées ; l'approbation d'une convention réglementée ;
- la préparation de l'Assemblée générale mixte des actionnaires de Rexel du 23 mai 2019 ; la proposition de distribution ;
- l'examen de la communication trimestrielle sur le chiffre d'affaires ;
- l'examen des travaux des Comités du Conseil ;
- le budget du groupe Rexel pour l'exercice 2020 ainsi que le plan stratégique pluriannuel ;
- les projets de cession et d'acquisition du groupe Rexel ; la revue des sujets stratégiques ;
- l'examen de la cartographie des risques ;

- l'évolution de la composition du Conseil d'administration ;
- la mise en œuvre d'un plan d'actions gratuites ;
- le plan de succession du Directeur Général et des membres du Comité exécutif et des Directeurs Généraux pays ;
- la présentation de l'évaluation du Conseil d'administration ;
- le résultat des premiers travaux sur la « raison d'être » de la Société ;
- la responsabilité sociale et environnementale du Groupe ; et
- la mise en place du programme de rachat d'actions.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, les administrateurs non-exécutifs se sont réunis à une reprise en dehors de la présence du Directeur Général. Au cours de cette réunion, les administrateurs non-exécutifs ont abordé notamment les sujets suivants : l'évaluation de la performance du Directeur Général, le report de la limite d'âge statutaire pour exercer les fonctions de Directeur Général, l'opportunité d'un renouvellement par anticipation du mandat de Directeur Général de Patrick Berard et ses modalités de rémunération.

Le Conseil d'administration a par ailleurs été informé de l'évolution des principaux projets structurants menés par les filiales du groupe Rexel.

Le taux de présence aux réunions du Conseil d'administration et des Comités était le suivant :

	CONSEIL D'ADMINISTRATION		COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES		COMITÉ DES NOMINATIONS		COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS	
	NOMBRE DE RÉUNIONS	TAUX DE PRÉSENCE	NOMBRE DE RÉUNIONS	TAUX DE PRÉSENCE	NOMBRE DE RÉUNIONS	TAUX DE PRÉSENCE	NOMBRE DE RÉUNIONS	TAUX DE PRÉSENCE
ADMINISTRATEURS								
Ian Meakins	12	100 %	6	100 %	6	100 %	7	100 %
François Henrot	12	100 %	-	-	5	86 %	6	86 %
Marcus Alexanderson	12	100 %	-	-	6	100 %	7	100 %
François Auque	11	92 %	6	100 %	-	-	-	-
Patrick Berard	12	100 %	-	-	-	-	-	-
Julien Bonnel	12	100 %	-	-	-	-	7	100 %
Thomas Farrell ⁽¹⁾	2	40 %	3	100 %	3	100 %	-	-
Fritz Froehlich ⁽²⁾	4	100 %	3	100 %	-	-	-	-
Elen Phillips	11	92 %	6	100 %	6	100 %	-	-
Maria Richter	12	100 %	6	100 %	-	-	7	100 %
Agnès Touraine	12	100 %	-	-	-	-	7	100 %
Herna Verhagen	11	92 %	-	-	6	100 %	-	-
Taux moyen		96 %		100 %		97 %		98 %

(1) Thomas Farrell a démissionné de ses fonctions d'administrateur avec effet à compter du 19 juillet 2019.

(2) Le mandat d'administrateur de Fritz Froehlich est arrivé à son terme à l'issue de l'Assemblée générale du 23 mai 2019.

3.1.2 Comités du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration peut créer des Comités afin de l'assister dans l'exercice de ses missions.

Au 31 décembre 2019, les trois Comités du Conseil d'administration étaient : le Comité d'audit et des risques, le Comité des nominations et le Comité des rémunérations.

Les Comités sont chargés de faire part au Conseil d'administration de leurs avis, propositions ou recommandations. Ils ont uniquement un pouvoir consultatif et exercent leurs attributions sous la responsabilité du Conseil d'administration.

Pour délibérer valablement, la moitié au moins des membres doit être présente. Un membre ne peut pas se faire représenter par un autre membre.

Les recommandations ou propositions d'un Comité sont émises à la majorité simple des membres et la voix du président n'est pas prépondérante en cas de partage des voix.

Après en avoir informé le Président du Conseil d'administration (et le Directeur Général dans les cas (i) et (ii) ci-dessous) et à charge d'en rendre compte au Conseil d'administration, chacun des Comités peut, dans l'exercice de ses attributions :

- (i) se faire communiquer par Rexel tout document qui lui paraît utile à l'exercice de sa mission ;
- (ii) auditionner le Directeur Général ou toute autre personne que le Comité juge utile d'auditionner ; et
- (iii) se faire assister en réunion de tout tiers de son choix (expert, conseil, avocat ou commissaire aux comptes).

Les Comités peuvent également inviter le Directeur Général à assister à leurs réunions.

Chacun des Comités du Conseil d'administration peut établir un règlement intérieur qui doit être approuvé par le Conseil d'administration et qui complète les stipulations du règlement intérieur de celui-ci.

3.1.2.1 Comité d'audit et des risques

PRÉSIDENCE	NOMBRE DE MEMBRES ⁽¹⁾	TAUX D'INDÉPENDANCE	NOMBRE TOTAL DE RÉUNIONS TENUES EN 2019	TAUX DE PRÉSENCE MOYEN
François Auque	4	100 %	6	100 %

(1) Le nombre de membres a été porté à 5 à la suite de la cooptation de Brigitte Cantaloube par le Conseil d'administration du 12 février 2020.

Composition du Comité d'audit et des risques

Au 31 décembre 2019, le Comité d'audit et des risques était composé des membres suivants :

- François Auque (Président et administrateur indépendant) ;
- Ian Meakins (administrateur indépendant) ;
- Elen Phillips (administrateur indépendant) ; et
- Maria Richter (administrateur indépendant).

Les membres du Comité d'audit et des risques sont désignés en fonction de leurs compétences particulières en matière financière ou comptable, eu égard à leur formation académique et à leur expérience professionnelle, notamment en matière de préparation, d'audit et d'analyse des états financiers, de problématiques comptables ainsi que de suivi et gestion des risques.

Chacun des membres du Comité d'audit et des risques présente des compétences en matières financière et/ou comptable. Les membres du Comité d'audit et des risques sont en outre informés des spécificités comptables, financières ou opérationnelles du groupe Rexel.

Les critères d'indépendance des administrateurs sont précisés au paragraphe 3.1.1.3 « Règles relatives à la composition et au fonctionnement du

Conseil d'administration » du présent document d'enregistrement universel. Au 31 décembre 2019, l'ensemble des membres du Comité d'audit et des risques étaient considérés comme indépendants, soit un taux d'indépendance de 100 %.

Fonctionnement du Comité d'audit et des risques

Les principales dispositions du règlement intérieur du Comité d'audit et des risques sont reproduites ci-après. Elles prennent en compte les conclusions du groupe de travail formé par l'AMF sur le Comité d'audit.

Composition

Le Comité d'audit et des risques est composé d'un nombre maximum de 7 membres et inclut des administrateurs indépendants. Un des administrateurs indépendants au moins doit présenter des compétences en matières financière et comptable.

Les dirigeants mandataires sociaux exécutifs ne peuvent être membres du Comité.

Les membres du Comité d'audit et des risques sont choisis pour leurs compétences dans les domaines comptable et financier.

Compétence

Le Comité d'audit et des risques assure le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières. Il aide le Conseil d'administration à veiller à l'exactitude et à la sincérité des comptes sociaux et consolidés de Rexel et à la qualité de l'information délivrée. Il reçoit notamment pour mission du Conseil d'administration à l'occasion de l'établissement des comptes sociaux et consolidés, établis sur une base tant annuelle que semestrielle et trimestrielle selon la réglementation applicable, ainsi que lors de la préparation de toute délibération concernant les comptes de Rexel, de formuler toute recommandation ou proposition au Conseil d'administration dans tous les domaines décrits ci-dessous :

- revue et contrôle des informations comptables et financières :
 - connaissance du périmètre de consolidation, des méthodes comptables et des procédures de contrôle ;
 - revue du processus d'élaboration de l'information financière, et le cas échéant, formulation de recommandations pour en garantir l'intégrité ;
 - examen des comptes trimestriels, semestriels et annuels, notamment analyse des provisions, et des risques et engagements hors bilan significatifs ;
 - connaissance des positions prises en matière comptable pour l'enregistrement des opérations importantes ;
 - avis au Conseil d'administration sur tout projet d'adoption de changements significatifs des méthodes comptables ;
 - examen de la structure financière du Groupe, examen et émission d'un avis au Conseil d'administration sur tout projet d'emprunt de Rexel ou de reprise de passifs, pour un montant dépassant le seuil au-delà duquel ces opérations sont soumises à autorisation préalable du Conseil d'administration ; et
 - examen des modalités d'établissement de l'information apportée aux actionnaires et au marché, et examen des communiqués de presse du Groupe en matières comptable et financière.
- suivi de la réalisation de leur mission par les Commissaires aux comptes :
 - suivi des travaux des Commissaires aux comptes sur les états financiers trimestriels, semestriels et annuels, sociaux et consolidés ;
 - rendre compte au Conseil d'administration des résultats de la mission de certification des comptes, de la manière dont cette mission a contribué à l'intégrité de l'information financière et

du rôle qu'il a joué dans ce processus et l'informe sans délai de toute difficulté rencontrée ; et

- suivi des contrôles effectués par le Haut Conseil du commissariat aux comptes.
- contrôle de l'indépendance des Commissaires aux comptes :
 - pilotage de la procédure de sélection des Commissaires aux comptes ;
 - recommandation au Conseil d'administration sur les projets de propositions à l'Assemblée générale quant à la nomination, au remplacement et au renouvellement des Commissaires aux comptes ;
 - connaissance du montant des honoraires des Commissaires aux comptes pour avis au Conseil d'administration ;
 - contrôle du respect par les Commissaires aux comptes des conditions d'indépendance ; et
 - approbation de la fourniture de services autres que la certification des comptes par les Commissaires aux comptes.
- suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne, de gestion des risques et d'audit interne :
 - avis sur la mission et l'organisation de l'audit interne du Groupe, et sur son plan d'intervention ;
 - revue des principaux constats effectués par l'audit interne dans le cadre de ses travaux, suivie d'un rapport au Conseil d'administration ;
 - revue de la contribution de l'audit interne à l'évaluation du processus de gestion des risques et du contrôle interne ; et
 - revue de l'organisation et de l'application du référentiel de contrôle interne dans le Groupe et revue du processus d'identification et de gestion des risques.

Modalités de fonctionnement

Le Comité d'audit et des risques se réunit au moins 4 fois par an et chaque fois qu'il l'estime nécessaire, et préalablement aux réunions du Conseil d'administration dont l'ordre du jour comporte l'examen d'un sujet se rapportant à sa mission. La périodicité et la durée des séances du Comité d'audit et des risques doivent être telles qu'elles permettent un examen et une discussion approfondis des matières relevant de la compétence du Comité d'audit et des risques.

Les travaux du Comité d'audit et des risques au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019

Le Comité d'audit et des risques s'est réuni 6 fois au cours de l'exercice 2019, notamment préalablement aux réunions du Conseil d'administration appelé à statuer sur les comptes et le chiffre d'affaires, et a rendu compte de ses travaux au Conseil d'administration.

Le taux de présence aux réunions du Comité d'audit et des risques était de 100 % pour l'exercice 2019.

Le Directeur financier Groupe, le Directeur du financement, de la trésorerie et de la fiscalité, le Directeur du contrôle financier Groupe, le Responsable comptable du Groupe, le Directeur de l'audit interne Groupe et les Commissaires aux comptes ont assisté à chacune de ces réunions. D'autres membres de la direction du groupe Rexel ont assisté à certaines de ces réunions lorsque des sujets requérant leur expertise figuraient à l'ordre du jour.

En outre, le Comité d'audit et des risques peut, s'il l'estime nécessaire en fonction des sujets inscrits à l'ordre du jour de ses réunions, demander à entendre le Directeur Général.

En 2019, ses travaux ont notamment porté sur l'examen :

- des états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, des états financiers semestriels

résumés au 30 juin 2019 et du chiffre d'affaires trimestriel (1^{er} et 3^e trimestres) ;

- de la bonne application des principes comptables ;
- du bon fonctionnement des organes de contrôle interne de Rexel (voir notamment le chapitre 2 « Facteurs de risque et contrôle interne » du présent document d'enregistrement universel) ;
- de la situation fiscale du groupe Rexel ;
- des modalités de financement de Rexel ; et
- de la distribution de résultat.

Les Commissaires aux comptes ont présenté leurs conclusions dans le cadre de l'audit des états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, de la revue limitée des états financiers semestriels résumés au 30 juin 2019 et des procédures conduites sur l'information financière trimestrielle résumée au 31 mars 2019 et au 30 septembre 2019. Ils ont également été entendus par les membres du Comité à chaque réunion hors la présence de la direction du groupe Rexel.

3.1.2.2 Comité des nominations

PRÉSIDENCE	NOMBRE DE MEMBRES	TAUX D'INDÉPENDANCE	NOMBRE TOTAL DE RÉUNIONS TENUES EN 2019	TAUX DE PRÉSENCE MOYEN
Herna Verhagen	5	80 %	6	97 %

Composition du Comité des nominations

Au 31 décembre 2019, le Comité des nominations était composé des membres suivants :

- Herna Verhagen (Président et administrateur indépendant) ;
- Marcus Alexanderson (administrateur non indépendant) ;
- François Henrot (administrateur référent indépendant) ;
- Ian Meakins (administrateur indépendant) ; et
- Elen Phillips (administrateur indépendant).

Les critères d'indépendance des administrateurs sont précisés au paragraphe 3.1.1.3 « Règles relatives à la composition et au fonctionnement du Conseil d'administration » du présent document d'enregistrement universel. Au 31 décembre 2019, 4 membres du Comité des nominations sur 5 étaient considérés comme indépendants, soit un taux d'indépendance de 80 %.

Fonctionnement du Comité des nominations

Les principales stipulations du règlement intérieur du Comité des nominations sont reproduites ci-après.

Composition

Le Comité des nominations est composé d'un nombre maximum de 7 membres et inclut des administrateurs

indépendants. Il est présidé par un administrateur indépendant. Les dirigeants mandataires sociaux exécutifs ne peuvent pas être membres du Comité des nominations.

Attributions

Le Comité des nominations est compétent afin de :

- effectuer toute proposition concernant les nominations, révocations, licenciements et renouvellements des administrateurs et du Président du Conseil d'administration, des membres et du Président de Comités, du Directeur Général ainsi que des Directeurs Généraux Délégués, et donner un avis sur les candidatures envisagées, en termes de compétence, de disponibilité, d'adéquation et de complémentarité avec les autres administrateurs ou de la Direction Générale ;
- être informé de toute nomination, licenciement ou révocation d'un membre du Comité exécutif ;
- proposer la qualification d'administrateur indépendant pour les administrateurs concernés ;
- contrôler la conformité avec les critères d'indépendance, donner un avis à cet égard le cas échéant, et conseiller le Président du Conseil d'administration sur le nombre d'administrateurs indépendants ;

- être en mesure à tout moment de formuler une proposition sur une éventuelle succession du Président du Conseil d'administration ou du Directeur Général ; et
- donner un avis, sur propositions du Directeur Général, sur l'acceptation et la démission par Rexel de tout mandat en qualité d'administrateurs ou d'organes équivalents, ainsi que sur la nomination et la révocation des représentants permanents de Rexel auxdits Conseils d'administration ou organes équivalents.

Dans le cadre des attributions énoncées ci-dessus, les membres du Comité peuvent inviter les dirigeants mandataires sociaux exécutifs à participer aux travaux afin qu'ils donnent leur appréciation sur les nominations envisagées, excepté lorsqu'il est fait état de leur situation personnelle.

Modalités de fonctionnement

Le Comité des nominations se réunit au moins une fois par an, chaque fois qu'il l'estime nécessaire, et préalablement aux réunions du Conseil d'administration dont l'ordre du jour comporte l'examen d'un sujet se rapportant à sa mission. La périodicité et la durée des séances du Comité des nominations doivent être telles qu'elles permettent

un examen et une discussion approfondis des matières relevant de sa compétence.

Les travaux du Comité des nominations au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019

Le Comité des nominations s'est réuni 6 fois au cours de l'exercice 2019.

Le taux de présence aux réunions du Comité des nominations était de 97 % pour l'exercice 2019.

Il a rendu compte de ses travaux au Conseil d'administration.

En 2019, ses travaux ont notamment porté sur :

- le rapport du Comité des nominations sur l'indépendance des administrateurs ;
- la politique de diversité des membres du Conseil d'administration ;
- le renouvellement annuel des administrateurs et l'évolution de la composition du Conseil d'administration et des Comités, la nomination d'un nouvel administrateur ;
- le plan de succession du Directeur Général, des Directeurs Généraux Pays et des membres du Comité exécutif ; et
- le suivi de l'actualité réglementaire et notamment l'adoption de la loi PACTE.

3.1.2.3 Comité des rémunérations

PRÉSIDENCE	NOMBRE DE MEMBRES	TAUX D'INDÉPENDANCE	NOMBRE TOTAL DE RÉUNIONS TENUES EN 2019	TAUX DE PRÉSENCE MOYEN
Agnès Touraine	6	80 % ⁽¹⁾	7	98 %

(1) Hors administrateur représentant les salariés.

Composition du Comité des rémunérations

Au 31 décembre 2019, le Comité des rémunérations était composé des membres suivants :

- Agnès Touraine (Président et administrateur indépendant) ;
- Marcus Alexanderson (administrateur non indépendant) ;
- Julien Bonnel (administrateur représentant les salariés) ;
- François Henrot (administrateur référent indépendant) ;
- Ian Meakins (administrateur indépendant) ; et
- Maria Richter (administrateur indépendant).

Les critères d'indépendance des administrateurs sont précisés au paragraphe 3.1.1.3 « Règles relatives à la composition et au fonctionnement du Conseil d'administration » du présent document

d'enregistrement universel. Au 31 décembre 2019, 4 membres du Comité des rémunérations sur 5 étaient considérés comme indépendants, soit un taux d'indépendance de 80 % (hors l'administrateur représentant les salariés).

Fonctionnement du Comité des rémunérations

Les principales stipulations du règlement intérieur du Comité des rémunérations, en vigueur au 31 décembre 2019, sont reproduites ci-après.

Composition

Le Comité des rémunérations est composé d'un nombre maximum de 7 membres et inclut des administrateurs indépendants. Il est présidé par un administrateur indépendant. Les dirigeants mandataires sociaux exécutifs ne peuvent pas être membres du Comité des rémunérations.

Attributions

Le Comité des rémunérations est compétent afin de :

- effectuer toute recommandation au Conseil d'administration sur la rémunération du Président du Conseil d'administration, du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués, la règle de détermination de leurs éléments variables, et les éléments complémentaires tels que le régime de retraite et les avantages en nature ;
- effectuer toute recommandation au Conseil d'administration sur la répartition de la rémunération allouée aux administrateurs ;
- être informé des indemnités envisagées dans le cadre de la rupture du contrat de travail du Directeur Général ou des Directeurs Généraux Délégués, et donner un avis à cet égard au Président du Conseil d'administration ;
- donner un avis sur la politique d'attribution de stock-options et d'attribution gratuite d'actions, concernant toutes les catégories de bénéficiaires, et plus particulièrement concernant le Directeur Général, les Directeurs Généraux Délégués et les membres du Comité exécutif de Rexel ; faire une recommandation sur la périodicité des attributions et les modalités d'attribution ; et
- effectuer toute recommandation concernant la politique de rémunération des membres du Comité exécutif. À cette occasion, les dirigeants mandataires sociaux exécutifs pourront être invités par le Comité et participer à la réunion relative à la rémunération des membres du Comité exécutif.

Modalités de fonctionnement

Le Comité des rémunérations se réunit au moins une fois par an, chaque fois qu'il l'estime nécessaire, et préalablement aux réunions du Conseil d'administration dont l'ordre du jour comporte l'examen d'un sujet se rapportant à sa mission. La périodicité et la durée des séances du Comité des rémunérations doivent être telles qu'elles permettent un examen et une discussion approfondis des matières relevant de sa compétence.

Les travaux du Comité des rémunérations au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019

Le Comité des rémunérations s'est réuni 7 fois au cours de l'exercice 2019.

Le taux de présence aux réunions était de 98 % pour le Comité des rémunérations.

Il a rendu compte de ses travaux au Conseil d'administration.

En 2019, ses travaux ont notamment porté sur :

- la rémunération variable au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 du Directeur Général ;
- la rémunération au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 des dirigeants mandataires sociaux ;
- l'attribution d'actions de performance ;
- la rémunération des administrateurs ;
- la mise en œuvre de l'actualité réglementaire notamment le gel des droits concernant le régime professionnel de retraite supplémentaire dont bénéficiait le Directeur Général ;
- le suivi de l'actualité réglementaire et notamment l'adoption de la loi PACTE ; et
- l'analyse des rapports d'agences en conseil de vote.

Les développements relatifs aux modalités de rémunération des dirigeants mandataires sociaux figurent à la section 3.2 « Rémunérations des mandataires sociaux » du présent document d'enregistrement universel.

Les dirigeants mandataires sociaux exécutifs peuvent être invités aux séances par les membres du Comité, afin de donner un avis sur la rémunération des membres du Comité exécutif.

3.1.3 Direction Générale

À la date du présent document d'enregistrement universel, la Direction Générale de Rexel est exercée par un Directeur Général. Ce mode de direction résulte de la décision du Conseil d'administration de dissocier les fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général (voir le paragraphe « Dissociation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général » dans l'introduction de la section 3.1 « Organes d'administration et de direction » du présent document d'enregistrement universel).

Le Conseil d'administration a confié à Patrick Berard les fonctions de Directeur Général à compter du 1^{er} juillet 2016. Le mandat de Directeur Général de Patrick Berard a été renouvelé le 24 mai 2018 à effet du 1^{er} juillet 2018 pour une durée courant jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale appelée à se prononcer en 2021 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Dans le cadre du plan de succession arrêté par le Conseil d'administration, il est envisagé de renouveler par anticipation le mandat de Directeur Général de Patrick Berard à l'issue de l'Assemblée générale du 23 avril 2020 sous réserve de l'approbation par ladite Assemblée générale de la modification des statuts de

la Société afin de porter la limite d'âge pour exercer les fonctions de Directeur Général de 68 à 70 ans.

Les décisions requérant l'autorisation préalable du Conseil d'administration sont décrites au paragraphe 3.1.1.3 « Règles relatives à la composition et au fonctionnement du Conseil d'administration » du présent document d'enregistrement universel.

Patrick Berard	Directeur Général
Fonctions Groupe	
Laurent Delabarre	Directeur Financier Groupe
Sébastien Thierry	Secrétaire Général et Secrétaire du Conseil d'administration
Frank Waldmann	Directeur des Ressources Humaines Groupe
Nathalie Wright	Directrice Digital et IT Transformation Groupe & Directrice Générale Pays Nordiques
Fonctions opérationnelles	
Jeff Baker	Directeur Général et Vice-Président (SVP) de Rexel USA
Pierre Benoît	Directeur Général Royaume-Uni / Irlande - Benelux
Roger Little	Directeur Général Canada

Le Comité exécutif se réunit régulièrement afin de définir la stratégie du groupe Rexel, de coordonner les initiatives, notamment en matière opérationnelle, de suivre les performances du groupe Rexel et d'assurer la mise en œuvre de projets transversaux.

3.1.5 Politique de non-discrimination et de diversité au sein des instances dirigeantes

Rexel est attentif à la non-discrimination et à la diversité au sein du Conseil d'administration, du Comité exécutif, des postes à plus forte responsabilité au sein de son organisation et plus généralement au sein du groupe.

Son ambition est basée sur la recherche, la gestion et la fidélisation des talents garantissant une évolution dynamique des carrières et l'épanouissement personnel.

Sa conviction est que la mixité des équipes participe à l'atteinte d'une performance durable.

Sa culture de transformation s'axe notamment sur un management inclusif, accompagnant l'engagement des équipes, dans le respect des différences de chacun.

Ainsi, avec la volonté de se conformer aux recommandations du Code Afep-Medef et de l'AMF en termes de diversité de ses membres, et notamment de la représentation de femmes et des hommes, la Direction générale et les Ressources humaines ont mis en place des plans d'actions, avec des indicateurs de suivi.

Les résultats principaux sont les suivants :

- **Embaucher et promouvoir des femmes talentueuses aux postes à plus forte responsabilité :**

Le nombre de femmes au sein de la population *Group Senior Executives* (Top 150) a graduellement

3.1.4 Comité exécutif

L'organisation opérationnelle de Rexel s'articule autour d'un Comité exécutif.

Le Comité exécutif, à la date du présent document d'enregistrement universel, est composé de 8 membres, dont 3 sont en charge d'activités opérationnelles clés :

et significativement augmenté à 17 % en 2020 contre 15 % en 2019 et 12 % en 2018.

En 2019, 82 femmes non-managers ont été promues managers, soit 1,7 % des femmes non-managers, s'agissant des hommes, 320 hommes, soit 2 % des hommes non-managers.

Par ailleurs, la composition du Conseil d'administration a évolué pour atteindre l'égalité de représentation des hommes et des femmes, en décidant, sur avis du Comité des nominations, de coopter une femme, Brigitte Cantaloube en remplacement de Thomas Farrell, démissionnaire depuis le 19 juillet 2019.

- **Garantir / assurer l'accès aux formations pour les femmes :**

Le programme *Group Advanced Leadership*, conçu pour apporter aux collaborateurs des outils et des clefs de réussite pour accroître leur visibilité et leur leadership, a accueilli depuis son lancement en 2018, 27 % de femmes.

Plus généralement, en 2019, 22,5 % de salariés ayant reçu une formation étaient des femmes alors qu'elles représentaient 22,9 % de l'effectif total.

- **Atteindre l'égalité de rémunération homme-femme :**

Rexel se donne 5 ans pour atteindre l'égalité salariale au sein de l'organisation.

En 2019, 79,8 % des femmes en CDI et ayant au moins un an d'ancienneté ont bénéficié d'une augmentation en 2019 contre 75 % des hommes en CDI et ayant au moins un an d'ancienneté.

Pour plus d'information, la performance de Rexel sur l'égalité hommes-femmes est décrite au sein de la Déclaration de performance extra-financière (chapitre 4, section 4.3.4.1 Egalité hommes-femmes).

3.1.6 Déclarations concernant le Conseil d'administration

À la connaissance de Rexel :

- il n'existe aucun lien familial entre les administrateurs et la Direction Générale de Rexel ;
- aucun des administrateurs ou membre de la Direction Générale de Rexel n'a fait l'objet d'une condamnation pour fraude prononcée au cours des cinq dernières années ;
- aucun des administrateurs ou membre de la Direction Générale de Rexel n'a été associé à une « faillite », mise sous séquestre ou liquidation au cours des cinq dernières années ;
- aucun des administrateurs ou membre de la Direction Générale de Rexel n'a fait l'objet d'une incrimination ou sanction publique officielle prononcée par des autorités statutaires ou réglementaires au cours des cinq dernières années ; et
- aucun des administrateurs ou membre de la Direction Générale de Rexel n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années.

3.1.7 Conflit d'intérêts

Les administrateurs en situation de conflit d'intérêts doivent informer l'administrateur

référént. François Henrot a été nommé en qualité de Vice-Président du Conseil d'administration et d'administrateur référént indépendant par le Conseil d'administration, et est ainsi en charge notamment de la gestion des éventuelles situations de conflit d'intérêts.

Tout conflit d'intérêts potentiel fait l'objet d'un débat au sein du Conseil d'administration.

Les administrateurs en situation de conflit d'intérêts s'abstiennent de prendre part aux délibérations et au vote des décisions concernées.

À la date du présent document d'enregistrement universel et à la connaissance de Rexel, il n'existe pas de situation pouvant donner lieu à un conflit entre les intérêts privés des administrateurs ou de la Direction Générale et l'intérêt social de Rexel.

3.1.8 Contrats de service entre les administrateurs et Rexel ou l'une de ses filiales

Il n'existe pas de convention de service conclue entre les administrateurs ou la Direction Générale de Rexel et Rexel ou l'une de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages.

3.2 Rémunération des mandataires sociaux

Le Conseil d'administration de Rexel se réfère aux recommandations du Code Afep-Medef pour la détermination des rémunérations et avantages consentis aux mandataires sociaux. Le Conseil d'administration se prononce sur la base des recommandations du Comité des rémunérations.

3.2.1 Politique de rémunération applicable aux mandataires sociaux pour l'exercice 2020 soumise à l'approbation des actionnaires (article L.225-37-2 du Code de commerce)

En application de l'article L.225-37-2 du Code de commerce, la présente section décrit la politique de rémunération applicable aux mandataires sociaux pour l'exercice 2020.

3.2.1.1 Principes généraux de la politique de rémunération 2020

La politique de rémunération est fixée par le Conseil d'administration, après avis du Comité des rémunérations. Lorsque le Conseil d'administration se prononce sur un élément ou un engagement au bénéfice de son Président ou de son Directeur Général, les personnes intéressées ne peuvent prendre part ni aux délibérations ni au vote sur l'élément ou l'engagement concerné.

La politique de rémunération couvre les mandataires sociaux non dirigeants qui sont les administrateurs.

Elle couvre également les mandataires sociaux dirigeants, qui sont, conformément à la structure de gouvernance en place :

- le Président du Conseil d'Administration (dirigeant mandataire social, non exécutif) ; et

- le Directeur Général (dirigeant mandataire social, exécutif).

La politique soumise à l'assemblée des actionnaires décrit toutes les composantes de la rémunération. Elle est établie en conformité avec l'ensemble des recommandations de l'Afep-Medef.

Par ailleurs, elle intègre les changements législatifs et réglementaires qui ont marqué l'année 2019 et s'appliquent aux sociétés cotées sur le marché français. La politique de rémunération des mandataires sociaux vise ainsi à prendre en compte l'intérêt social de l'entreprise, les pratiques du marché, les performances des dirigeants et permettre de promouvoir la performance du Groupe et sa compétitivité.

Ainsi, l'ensemble des éléments de rémunération et avantages de toute nature des mandataires sociaux est analysé de manière exhaustive, en cohérence avec la stratégie du Groupe. La politique de rémunération prend en compte la nécessité pour le Groupe d'attirer, motiver et retenir des dirigeants performants et expérimentés dans un environnement marqué par des défis, économiques et financiers, mais également sociétaux et environnementaux importants et par une forte compétitivité. Elle prend également en compte la spécificité des activités du Groupe. Elle est définie en cohérence avec les conditions de rémunération et d'emploi des salariés du Groupe (notamment, la structure de rémunération, les critères d'appréciation ou l'évolution des rémunérations en fonction des métiers, des géographies ou des catégories de salariés) ainsi que les pratiques de marché observées dans les entreprises du même secteur. Elle prend également en considération les attentes des actionnaires et des autres parties prenantes, notamment en matière de responsabilité

sociale et environnementale, de transparence et de performance.

Les éléments de rémunération attribués aux mandataires sociaux sont ainsi constitués d'une composante fixe, permettant de retenir et motiver les dirigeants, et d'une composante variable fondée sur des critères financiers, établis sur la base du budget et des indicateurs de performance analysés par Rexel et des critères non-financiers notamment en matière sociale, sociétale et environnementale. Le Conseil d'administration veille ainsi à ce que la part de la rémunération variable soit suffisamment significative par rapport à la rémunération fixe. Ainsi, la politique de rémunération mise en place s'attache à maintenir une cohérence entre la rémunération globale des mandataires sociaux et l'évolution du Groupe tant d'un point de vue financier que non-financier.

La politique de rémunération 2020 est identique à la politique de rémunération 2019 pour les administrateurs et le Président du Conseil d'administration. Elle serait revue pour le Directeur Général, sous condition du renouvellement par anticipation de son mandat de Directeur Général, tel que précisément décrit dans le paragraphe 3.2.1.4. Les politiques de rémunération du Président du Conseil d'administration et du Directeur Général sont définies pour l'intégralité de leurs mandats et ne peuvent pas être revues en cours de mandat.

Par ailleurs, le Conseil d'administration analyse et prend en compte les votes de la dernière Assemblée générale.

Sont présentés ci-dessous les votes relatifs à la politique de rémunération 2019 ainsi que les votes relatifs aux éléments de rémunérations versés en 2018 lors de l'Assemblée générale du 23 mai 2019 :

RÉSOLUTION	% VOTE	AVIS FAVORABLE / AVIS DÉFAVORABLE
#6	98,90 %	Avis favorable
<i>Approbation des critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président du Conseil d'administration.</i>		
#7	97,44 %	Avis favorable
<i>Approbation des critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Directeur Général.</i>		
#8	99,02 %	Avis favorable
<i>Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 aux dirigeants mandataires sociaux (Président du Conseil d'administration).</i>		
#9	97,89 %	Avis favorable
<i>Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 aux dirigeants mandataires sociaux (Directeur Général).</i>		

La politique de rémunération applicable aux administrateurs, au Président du Conseil d'administration et au Directeur Général est déterminée par le Conseil d'administration de la manière suivante, afin de préserver l'intérêt social de la société et de contribuer à sa stratégie commerciale et à sa pérennité.

Les mandataires sociaux non dirigeants (les administrateurs)

La politique de rémunération définie par le Conseil d'administration pour les administrateurs vise à attirer des administrateurs présentant des profils et compétences variés, participant aux travaux des Comités, soucieux de leur indépendance et au service d'un bon fonctionnement du Conseil.

C'est ainsi que les niveaux de rémunération, définis dans la politique de rémunération, doivent permettre d'attirer et de retenir des administrateurs, capables, par leur contribution aux travaux du Conseil et par leur implication, de contribuer à l'élaboration de la stratégie commerciale de la Société, d'en surveiller la mise en œuvre et d'assurer sa pérennité à long terme. Ces niveaux de rémunération restent mesurés, en cohérence avec les pratiques de marché de Rexel. La part variable dépend exclusivement du niveau de participation des administrateurs aux réunions des Comités spécialisés.

Les mandataires sociaux dirigeants (le Président du Conseil d'Administration et le Directeur Général)

La politique de rémunération définie par le Conseil d'administration pour les dirigeants non-exécutifs (le Président du Conseil d'administration) vise à attirer et retenir des dirigeants en charge de développer une relation de travail avec les administrateurs et d'accroître les scénarios stratégiques apportant un soutien des actionnaires à l'entreprise et vice versa.

La politique de rémunération définie par le Conseil d'administration pour les dirigeants exécutifs (le Directeur Général) vise à attirer, retenir et motiver des dirigeants performants, qui développeront la performance et la compétitivité du Groupe sur le moyen et le long terme, en alignant leur intérêt avec celui des actionnaires, et de manière à préserver l'intérêt social de la société et à contribuer à sa pérennité et à sa stratégie commerciale. Cette politique de rémunération est déterminée en prenant en compte les pratiques de marché, les performances des dirigeants et les autres parties prenantes de l'entreprise. Cette politique est en ligne avec la politique applicable aux autres dirigeants du Groupe.

Afin de servir efficacement ces objectifs, le Conseil d'administration détermine avec exhaustivité

et mesure les différentes composantes de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux. Des études réalisées annuellement par un cabinet de conseil indépendant (cabinet Willis Towers Watson), portant sur un panel de sociétés françaises et européennes de secteurs voisins et de taille comparable en termes de chiffre d'affaires, d'effectifs et de capitalisation boursière, permettent au Conseil d'administration d'apprécier la compétitivité de la rémunération des dirigeants.

Le Conseil d'administration vise à positionner la rémunération fixe annuelle des mandataires sociaux dirigeants à la médiane du marché de référence et à proposer pour le Directeur Général une rémunération variable court terme et une rémunération variable long terme cibles plus dynamiques, mais intégralement assujetties à des conditions de performance exigeantes. Le Conseil d'administration examine l'équilibre des différentes composantes de la rémunération. Il est attentif à une évolution cohérente de la comparaison entre la rémunération du Président du Conseil d'administration et du Directeur Général d'une part, et les rémunérations moyenne et médiane de la société, d'autre part.

La politique de rémunération s'appliquerait aux mandataires sociaux nouvellement nommés ou dont le mandat est renouvelé.

Conformément au deuxième alinéa du III l'article L.225-37-2 du Code de commerce, le Conseil d'administration peut déroger, en cas de circonstances exceptionnelles, à l'application de la politique de rémunération, ici décrite, sous réserve que cette dérogation soit temporaire, conforme à l'intérêt social et nécessaire pour garantir la pérennité ou la viabilité du Groupe. Dans de telles circonstances, la politique de rémunération dérogatoire sera définie par le Conseil d'administration, sur proposition du Comité des rémunérations, en prenant en compte les intérêts du Groupe et la situation particulière qu'il traverse. Afin de répondre au mieux à ces circonstances, le Conseil d'administration pourra déroger à l'ensemble des éléments de rémunération et/ou avantages de toute nature composant la politique de rémunération des mandataires sociaux.

3.2.1.2 Politique de rémunération applicable aux administrateurs pour l'exercice 2020

L'Assemblée générale des actionnaires de Rexel peut allouer aux administrateurs des jetons de présence, nouvellement dénommés « rémunération » à compter du présent rapport en application des dispositions nouvelles de l'article L.225-45 et suivants du Code de commerce. Les dispositions de cette politique

de rémunération s'appliqueraient, dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités, aux administrateurs nouvellement nommés ou dont le mandat serait renouvelé au cours de l'exercice 2020.

Les administrateurs sont nommés pour une durée de 4 ans au plus. La durée du mandat de chacun des administrateurs en fonction au 31 décembre 2019 est précisée au paragraphe au 3.1.1.1 « Composition du Conseil d'administration » du présent document d'enregistrement universel. Chaque administrateur peut être révoqué à tout moment par l'assemblée générale ordinaire de la Société, dans les conditions prévues à l'article L.225-18 du Code de commerce et à l'article 14.2 des statuts de la Société.

Enveloppe globale

L'Assemblée générale des actionnaires de Rexel a, le 22 mai 2014, alloué au titre des rémunérations des administrateurs, une enveloppe globale d'un montant de 1 315 000 euros, qui n'a pas été modifiée depuis cette date.

Règles de répartition des rémunérations à verser au titre de l'année 2020

Dans le cadre de l'enveloppe globale au titre des rémunérations d'activités, le Conseil d'administration a décidé de reconduire pour 2020 les règles de répartition des rémunérations définies pour 2019,

dans le cadre de l'enveloppe de 1 315 000 euros inchangée, à savoir :

- part fixe : 40 000 euros⁽¹⁾ ;
- part variable : 8 000 euros par réunion de Comité avec une limite supérieure de 40 000 euros par membre⁽²⁾ ;
- pour les membres Présidents de Comité : un montant additionnel de 15 000 euros pour la présidence du Comité des nominations, un montant additionnel de 15 000 euros pour la présidence du Comité des rémunérations et un montant de 25 000 euros pour la présidence du Comité d'audit et des risques ;
- pour le Vice-Président et administrateur référent du Conseil d'administration : une part fixe de 100 000 euros, la part variable restant identique à ce qui est indiqué plus haut. Le Vice-Président et administrateur référent du Conseil d'administration n'a pas droit à des jetons liés à la présidence d'un Comité ; et
- pour les membres venant d'un autre continent pour participer aux réunions du Conseil d'administration : une allocation voyage d'un montant forfaitaire de 2 500 euros par séjour.

Par ailleurs, il est rappelé que les administrateurs sont soumis à une obligation de détention de titres sur la durée de leur mandat, soit une durée de 4 années (d'une valeur équivalente au montant de la part fixe théorique annuelle des jetons de présence). Cette obligation ne s'applique pas à l'administrateur représentant les salariés.

Tableau récapitulatif de la politique de rémunération des administrateurs pour 2020 :

STATUTS	PART FIXE	PRÉSIDENTCE DE COMITÉ	VICE-PRÉSIDENT ET ADMINISTRATEUR RÉFÉRENT	PART VARIABLE	TOTAL	PART DE LA PART VARIABLE PAR RAPPORT À L'ENSEMBLE DE LA RÉMUNÉRATION
Administrateur	40 000	-	-	40 000	80 000	50 %
Administrateur & Président du Comité d'audit et des risques	40 000	25 000	-	40 000	105 000	38 %
Administrateur & Président des rémunérations / nominations	40 000	15 000	-	40 000	95 000	42 %
Vice-président et Administrateur référent	-	-	100 000	40 000	140 000	29 %

Ce tableau permet d'apprécier l'importance de la part variable par rapport à la rémunération totale, ainsi que l'importance respective des éléments fixes et variables composant la rémunération totale et les

avantages de toute nature qui peuvent être accordés aux administrateurs.

Les administrateurs ne sont pas éligibles au dispositif d'actions gratuites.

(1) Le Président et le Vice-Président du Conseil d'administration ne sont pas éligibles à cette part fixe.

(2) Le Président du Conseil d'administration n'est pas éligible à cette part variable.

3.2.1.3 Politique de rémunération applicable au Président du Conseil d'administration pour l'exercice 2020

La durée du mandat du Président du Conseil d'administration est précisée au paragraphe 3.1.1.1 « Composition du Conseil d'administration » du présent document d'enregistrement universel. Le Président du Conseil d'administration peut être révoqué à tout moment par le Conseil d'administration, dans les conditions prévues à l'article L.225-47 du Code de commerce.

Rémunération fixe

Le Président du Conseil d'administration bénéficie d'une rémunération fixe annuelle, à l'exclusion de tout autre élément de rémunération. La rémunération fixe représente donc 100 % de la rémunération totale du Président du Conseil d'administration.

Cette rémunération fixe annuelle est déterminée par le Conseil d'administration au début et pour toute la durée du mandat du Président du Conseil d'administration. Le montant de la rémunération fixe annuelle est déterminé en fonction de critères propres à la personne concernée (expérience, ancienneté, responsabilités notamment) et de critères liés au secteur d'activité et à l'environnement économique général (en complément des études de marché susmentionnées).

Le Conseil d'administration vise à positionner la rémunération fixe annuelle du Président du Conseil d'administration à la médiane du marché de référence.

Le montant de la rémunération fixe attribuée au Président du Conseil d'administration s'élève à 500 000 euros. Ce montant n'a pas été modifié depuis la nomination de Ian Meakins en qualité de Président du Conseil d'administration.

La politique de rémunération s'appliquerait dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités au Président du Conseil d'administration nouvellement nommé ou dont le mandat est renouvelé.

Autre rémunération

Le Président du Conseil d'administration ne bénéficie d'aucun autre élément de rémunération.

3.2.1.4 Politique de rémunération applicable au Directeur Général pour l'exercice 2020

Dans le cadre du plan de succession arrêté par le Conseil d'administration, il est envisagé de renouveler par anticipation le mandat de Directeur Général de Patrick Berard à l'issue de l'Assemblée générale sous réserve de l'approbation par ladite Assemblée générale de la modification des statuts de la Société

afin de porter la limite d'âge pour exercer les fonctions de Directeur Général de 68 à 70 ans.

En conséquence, sont décrites ci-après (i) la politique de rémunération qui s'appliquera du 1^{er} janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2020 ou, en cas de renouvellement par anticipation du mandat de Directeur Général de Patrick Berard, jusqu'à la date dudit renouvellement et (ii) la politique de rémunération qui s'appliquera, le cas échéant, à compter de la date de renouvellement par anticipation du mandat de Directeur Général de Patrick Berard jusqu'au 31 décembre 2020.

La politique de rémunération est applicable pendant toute la durée du mandat social. En conséquence, en cas de renouvellement par anticipation du mandat de Directeur Général de Patrick Berard, la nouvelle politique de rémunération s'appliquera jusqu'au 31 décembre 2020.

La durée du mandat du Directeur Général est précisée au paragraphe au 3.1.3 « Direction Générale » du présent document d'enregistrement universel. Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment par le Conseil d'administration, dans les conditions prévues à l'article L.225-55 du Code de commerce et à l'article 19.2 des statuts de la Société.

Outre son mandat de Directeur Général de la Société, Patrick Berard est également titulaire d'un contrat de travail à durée indéterminée avec la société Rexel Développement SAS, suspendu depuis le 1^{er} juillet 2016 et pendant toute la durée de son mandat social. Le contrat de travail dont Patrick Berard est titulaire peut être rompu par le salarié en cas de démission ou de départ à la retraite, ou à l'initiative de Rexel Développement SAS (notamment par voie de licenciement), ou en cas de rupture conventionnelle, dans les conditions prévues par la loi et la convention collective applicable, sous réserve de respecter un préavis d'une durée de 6 mois. Les indemnités dues à ce titre, sont décrites dans la section « Situation particulière » du paragraphe 3.2.1.4.

Pour apprécier l'importance respective des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature pouvant être accordés au Directeur Général à raison de son mandat, il convient de se reporter à la section 3.2.1.6 « Tableaux récapitulatifs de la politique de rémunération pour l'exercice 2020 – (*Say on Pay Ex-ante*) » du présent document d'enregistrement universel.

Rémunération fixe

La politique de rémunération prévoit l'attribution d'une rémunération fixe annuelle au Directeur Général.

Cette rémunération fixe annuelle est déterminée par le Conseil d'administration au début et pour toute la durée du mandat du Directeur Général. La politique de rémunération s'appliquerait dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités à un Directeur Général nouvellement nommé ou dont le mandat est renouvelé.

Le montant de la rémunération fixe annuelle est déterminé en fonction de critères propres à la personne concernée (expérience, ancienneté, responsabilités notamment) et de critères liés au secteur d'activité et à l'environnement économique général (en complément des études de marché susmentionnées).

Le Conseil d'administration vise à positionner la rémunération fixe annuelle des mandataires sociaux à la médiane du marché de référence et à proposer pour le Directeur Général une rémunération variable court terme et une rémunération variable long terme cibles plus dynamiques, mais intégralement assujetties à des conditions de performance exigeantes. Le Conseil examine l'équilibre de ces composantes.

Conformément à la politique de rémunération mise en place lors de la prise de fonction du Directeur Général le 1^{er} juillet 2016, la rémunération fixe du 1^{er} janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2020 ou, en cas de renouvellement par anticipation du mandat du Directeur Général de Patrick Berard, jusqu'à la date dudit renouvellement, soit jusqu'au 23 avril 2020, s'élève à 650 000 euros, étant précisé qu'en cas de renouvellement du mandat de Directeur Général de Patrick Berard par anticipation, ce montant sera ajusté *pro rata temporis* pour la période du 1^{er} janvier 2020 au 23 avril 2020.

La rémunération fixe représenterait 45 % de la rémunération totale (*rémunération fixe + rémunération variable cible*) annuelle.

Dans le cadre de la politique de rémunération qui s'appliquera, le cas échéant, à compter de la date de renouvellement par anticipation du mandat de Directeur Général de Patrick Berard jusqu'au 31 décembre 2020, le Conseil d'administration a fixé la rémunération à 700 000 euros, ce montant sera ajusté *pro rata temporis* pour la période du 24 avril 2020 au 31 décembre 2020.

La rémunération fixe représenterait 43 % de la rémunération totale (*rémunération fixe + rémunération variable cible*) annuelle.

L'augmentation de la rémunération fixe en cas de renouvellement par anticipation du mandat de Directeur Général s'inscrit dans un contexte de performance financière constante depuis quatorze

trimestres, dès la nomination au poste de Directeur Général de Patrick Berard. De plus, cette performance financière s'est accompagnée d'une transformation du Groupe favorisant l'alignement des intérêts à long terme.

Enfin, la rémunération fixe du Directeur Général n'a pas été revue depuis sa nomination le 1^{er} juillet 2016. L'augmentation proposée par le Conseil d'administration de 650 000 euros à 700 000 euros, représenterait une hausse de 7,7 % de la rémunération fixe. Cela équivaut à une augmentation annuelle de 1,9 % depuis la prise de fonction de Patrick Berard au poste de Directeur Général le 1^{er} juillet 2016 jusqu'au 23 avril 2020. Cette augmentation est cohérente, voire inférieure, aux augmentations dont ont bénéficié les salariés des entités françaises du Groupe pendant la même période.

Par ailleurs, cette rémunération fixe reste en dessous des pratiques des autres sociétés comparables au groupe Rexel, se situant au premier quartile des rémunérations observées par le cabinet de conseil indépendant (Willis Towers Watson) sur un panel de sociétés françaises et européennes de secteurs voisins et de tailles comparables.

La rémunération fixe ainsi augmentée est fixée pour toute la durée du mandat de Directeur Général de Patrick Berard.

Rémunération variable court terme

Le Directeur Général est éligible à une rémunération variable annuelle.

La rémunération variable annuelle cible, définie en pourcentage de la rémunération fixe, est également déterminée pour la durée du mandat social. Cette rémunération variable a pour objectif de mettre en corrélation la rémunération du Directeur Général avec les résultats de l'activité du groupe Rexel. La rémunération variable est ainsi calculée en fonction de la réalisation ou non de critères liés à la performance du groupe Rexel et de critères liés à la performance individuelle. Par ailleurs, la rémunération variable est limitée à un plafond exprimé en pourcentage de la rémunération variable cible.

Le Conseil d'administration vise à positionner la rémunération variable court terme cible au-delà de la médiane de marché et à l'assujettir intégralement à des conditions de performance exigeantes.

La politique de rémunération ne prévoit pas de mécanisme permettant de demander la restitution de tout ou partie de la rémunération variable, étant toutefois précisé que la rémunération variable due au titre d'un exercice ne peut être versée qu'après

l'approbation de l'assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de cet exercice.

Dans le cadre de la politique de rémunération mise en place lors de la prise de fonction du Directeur Général le 1^{er} juillet 2016, la rémunération variable cible du 1^{er} janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2020 ou, en cas de renouvellement par anticipation du mandat du Directeur Général de Patrick Berard, jusqu'à la date dudit renouvellement, soit jusqu'au 23 avril 2020, est fixée à 120 % de la rémunération fixe annuelle.

La rémunération variable représenterait 55 % de la rémunération totale (*rémunération fixe + rémunération variable cible*) annuelle.

En cas de surperformance, la rémunération variable est plafonnée à 165 % de la rémunération fixe. Les objectifs quantitatifs peuvent atteindre un résultat maximum de 150 % et les objectifs qualitatifs peuvent atteindre un résultat maximum de 100 %.

Dans le cadre de la politique de rémunération qui s'appliquera, le cas échéant, à compter de la date de renouvellement par anticipation du mandat de Directeur Général de Patrick Berard jusqu'au 31 décembre 2020, le Conseil d'administration a fixé la rémunération variable à 130 % de la rémunération fixe annuelle. L'augmentation de 120 % à 130 % de la rémunération variable cible est cohérente avec la politique de rémunération qui privilégie la rémunération variable. La rémunération variable ferait l'objet d'un versement effectif uniquement en cas de réalisation des objectifs exigeants définis par le Conseil d'administration.

La rémunération variable représenterait 57 % de la rémunération totale (*rémunération fixe + rémunération variable cible*) annuelle.

Cette rémunération variable cible est versée en cas d'atteinte de critères exigeants fixés par le Conseil d'administration.

En cas de surperformance, la rémunération variable est plafonnée à 179 % de la rémunération fixe. Les objectifs quantitatifs peuvent atteindre un résultat maximum de 150 % et les objectifs qualitatifs peuvent atteindre un résultat maximum de 100 %.

Les critères retenus par le Conseil d'administration pour apprécier la performance de la rémunération variable sont, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020 :

- d'une part, des critères financiers en fonction et sur la base des résultats de Rexel et des agrégats que le Groupe utilise dans le cadre de l'analyse de sa situation financière (la part financière représente

75 % de la rémunération variable annuelle cible). Ces critères sont la croissance de la marge brute ajustée en volume (40 %), la croissance de l'EBITA Ajusté en volume (40 %) et le BFR opérationnel moyen (20 %). Le critère de marge brute en volume a été retenu pour 2020, en remplacement du critère lié à la croissance des ventes en volume. Ce choix est cohérent avec le plan stratégique du Groupe visant à accroître la profitabilité du Groupe ; et

- d'autre part, des critères non-financiers qui représentent 25 % de la rémunération variable annuelle cible. Ces critères sont en lien avec la poursuite de transformation du Groupe, transformation digitale en particulier. Ces critères sont également relatifs au respect d'une politique RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises).

Ces critères sont précisés au 3.2.1.6 « Tableaux récapitulatifs de la politique de rémunération pour l'exercice 2020 - (*Say on Pay Ex-ante*) ».

La combinaison de critères financiers exigeants et de critères non-financiers favorisant le développement et la compétitivité du Groupe dans un environnement responsable et durable, s'inscrit dans la politique de rémunération en alignant les intérêts des dirigeants avec celui des actionnaires, dans le respect de l'intérêt social de la Société et de ses engagements en matière de Responsabilité Sociétale des Entreprises. La combinaison de ces critères contribue ainsi à la stratégie commerciale et à la pérennité de la Société.

Les critères et le niveau de réalisation attendu sont clairement définis de manière annuelle par le Conseil d'administration. Les critères financiers sont communiqués en début d'exercice. Le niveau de réalisation attendu et la performance atteinte sont communiqués de manière très précise *ex-post* dans le document d'enregistrement universel. Cette communication *ex-post* se justifie par la volonté de préserver les intérêts de l'entreprise en ne communiquant pas *ex-ante* des indications sur sa stratégie qui pourraient être exploitées par ses concurrents. En ce qui concerne les critères non-financiers, ils sont également décrits de manière à préserver l'intérêt du groupe Rexel dans un environnement fortement concurrentiel. Leur taux de réalisation est précisé *ex-post*.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du Code de commerce, le versement d'éléments de rémunération variables ne pourrait intervenir qu'après approbation des éléments de rémunération de la personne concernée par une assemblée générale des actionnaires.

Rémunération variable long terme

Afin d'associer les dirigeants au développement et à la performance du Groupe et d'aligner leurs intérêts sur ceux des actionnaires, le Conseil d'administration peut attribuer des actions de performance.

Le Directeur Général est éligible aux plans annuels d'attribution d'actions de performance, dispositif historique de motivation et de fidélisation des salariés et dirigeants du Groupe.

Les actions attribuées au Directeur Général sont intégralement assujetties à des conditions de performance appréciables sur des périodes ne pouvant être inférieures à 3 ans.

Les critères de performance sont, en cohérence avec le « Plan Moyen Terme », en conformité avec l'intérêt des actionnaires : la moyenne des taux de croissance de l'EBITA (30 %), la moyenne annuelle des taux de croissance des ventes (30 %), la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts/EBITDA (20 %) et la performance relative du titre Rexel par rapport à l'indice SBF 120 GR (20 %).

Comme indiqué précédemment concernant la rémunération variable annuelle, la nature des critères financiers, leur poids et leur niveau de réalisation attendu sont clairement définis par le Conseil d'administration au moment de l'attribution sur la base du « Plan Moyen Terme » de Rexel. Le niveau de réalisation attendu et la performance atteinte sont communiqués de manière très précise *ex-post* dans le document d'enregistrement universel. La communication *ex-post* du niveau de réalisation attendu se justifie par la volonté de préserver les intérêts de l'entreprise en ne communiquant pas *ex-ante* des indications sur sa stratégie dans un environnement très concurrentiel. La mise en place de critères financiers exigeants permet d'assurer une rémunération aux dirigeants, de les fidéliser sur une période à long terme en conformité avec la performance réalisée du Groupe, dans le respect de l'intérêt social, et en contribuant à la stratégie commerciale et à la pérennité de la Société.

Ces actions sont également attribuées sous condition de présence d'une durée de 3 ans.

En conséquence, la période d'acquisition des titres est de 3 ans, sans période de conservation des titres.

Le Directeur Général est soumis à une obligation de conservation minimale de 20 % des titres acquis dans le cadre de ces dispositifs jusqu'à la cessation de ses fonctions.

Par ailleurs, une limite a été instaurée au cours de l'année 2015 concernant les mandataires sociaux, visant à assurer l'équilibre des composantes de leur rémunération. Ainsi, la valeur annuelle des actions de performance attribuées au titre d'un exercice au Directeur Général ne pourra excéder 100 % de sa rémunération annuelle fixe et variable cible au titre dudit exercice.

Conformément à la politique de rémunération, le plafond de 100 %, au regard de l'attribution annuelle des actions de performance de la rémunération annuelle fixe et variable du 1^{er} janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2020 ou, en cas de renouvellement par anticipation du mandat du Directeur Général de Patrick Berard, jusqu'à la date dudit renouvellement, soit jusqu'au 23 avril 2020, serait égal à 1 430 000 euros. En cas de renouvellement du mandat de Directeur Général de Patrick Berard par anticipation, ce montant sera ajusté au *pro rata temporis* pour la période du 1^{er} janvier 2020 au 23 avril 2020.

Conformément à la politique de rémunération qui s'appliquera, le cas échéant, à compter de la date de renouvellement par anticipation du mandat de Directeur Général de Patrick Berard jusqu'au 31 décembre 2020, le plafond de 100 %, au regard de l'attribution annuelle des actions de performance de la rémunération annuelle fixe et variable serait égal à 1 555 000 euros.

Une limite complémentaire prévoit également que le nombre de titres attribués aux mandataires sociaux ne pourra excéder 10 % de l'enveloppe globale d'actions gratuites attribuées à l'ensemble des bénéficiaires⁽¹⁾.

Les règlements des plans d'attributions d'actions de performance prévoient la perte des titres non acquis en cas de départ du Groupe (hors cas de départ à la retraite ou de décès ou d'invalidité).

Conformément à la Charte de déontologie arrêtée par le Conseil d'administration et au Code Afep-Medef, les bénéficiaires doivent formellement s'engager à ne pas recourir à des mécanismes de couverture des stock-options et des actions de performance reçus de la Société.

Les critères, dont le choix doit contribuer à la réalisation des objectifs de la politique de rémunération, sont détaillés dans le paragraphe 3.2.1.6 « Tableaux récapitulatifs de la politique de rémunération pour l'exercice 2020 – (*Say on Pay Ex-ante*) » du présent document d'enregistrement universel.

(1) Soit au maximum 0,14 % du capital social sur une période de 26 mois, sur la base de la dix-huitième résolution de l'Assemblée générale du 23 avril 2020 qui prévoit un plafond maximal de 1,4 %.

Le Conseil d'administration s'est attaché à ce que les critères de performance retenus contribuent à la stabilité du Directeur Général et traduisent les objectifs de performance ainsi que la stratégie du Groupe à court, moyen et long terme. Le Conseil a ainsi veillé à ce que ces critères de performance soient exigeants et correspondent aux facteurs clés de croissance et de rentabilité du Groupe afin d'entretenir un équilibre entre la performance à court et long terme et la promotion du développement du Groupe pour toutes les parties prenantes.

Dans ce contexte, le Conseil d'administration étudiera au cours de l'année 2020 l'opportunité d'inclure dans les critères de performance un ou plusieurs critères RSE/ESG ⁽¹⁾.

Régime de retraite

Ancien régime de retraite supplémentaire

Le Conseil d'administration du 10 février 2016 a décidé de fermer, à compter de 2016, le dispositif de retraite supplémentaire à prestations définies (article 39 du Code général des impôts), au sens de l'article L.137-11 du Code de la Sécurité sociale. Ce régime avait été mis en place le 30 mars 2009 à effet du 1^{er} juillet 2009.

Le Conseil d'administration du 10 février 2016 a notamment considéré que ce régime n'était plus adapté aux nouveaux profils des dirigeants du Groupe (profils plus internationaux, intégrant le Groupe en milieu de carrière), à l'exception de certaines situations particulières. Par ailleurs, la législation afférente à ces dispositifs n'a cessé d'évoluer au cours de ces dernières années, rendant le système instable et limitant significativement l'attractivité de ces dispositifs pour les entreprises, notamment en raison de l'accroissement des contributions et charges sociales.

Les principales caractéristiques de ce régime sont les suivantes :

OBJECTIF ET LIEN AVEC LA STRATÉGIE	APPLICATION	VALEUR POTENTIELLE MAXIMALE	INDICATEURS DE PERFORMANCE
Nouveau dispositif collectif d'épargne à moyen terme Permettre la constitution d'une épargne à moyen terme pour les dirigeants. Pas d'engagements à long terme pour Rexel	Proposer un dispositif approprié pour les dirigeants en situation de mobilité/internationaux.	La contribution annuelle équivaut à : • 20 % de la part de la rémunération versée comprise entre 4 et 20 PASS (1 PASS = 41 136 € en 2020), • et 10 % de la part de la rémunération versée comprise entre 20 et 40 PASS. La rémunération variable prise en compte est limitée à 80 % de la rémunération fixe annuelle de référence.	La contribution est basée sur la rémunération fixe et variable réelle (plafonnée).

Situation particulière

Compte tenu de leur carrière et de leur ancienneté, quelques dirigeants ont été maintenus dans le dispositif

Seuls quelques dirigeants ont été maintenus dans ce dispositif de retraite (voir ci-après).

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables (loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, dite « loi PACTE », ordonnance n° 2019-697 du 3 juillet 2019 relative aux régimes professionnels de retraite supplémentaire), et à la suite de la décision du Conseil d'administration, lors de sa séance du 17 décembre 2019, il a été procédé au gel des droits, consistant à interrompre au 31 décembre 2019 l'acquisition de nouveaux droits conditionnels au titre du régime.

Dispositif collectif d'épargne moyen terme

Le Conseil d'administration a souhaité mettre en place, à compter de 2016, un dispositif permettant aux dirigeants de constituer une épargne moyen terme progressive (article 82 du Code général des impôts). Ce dispositif prévoit le versement d'une contribution annuelle au bénéfice du dirigeant, proportionnelle à la rémunération effectivement perçue et plafonnée. Cette contribution définie est assujettie, s'agissant du bénéficiaire, à charges sociales et impôt sur le revenu. Elle est versée par Rexel pour partie sur un support d'investissement moyen terme (type assurance-vie), pour partie sous forme monétaire afin de permettre au bénéficiaire d'acquitter les charges fiscales et sociales dues sur l'intégralité de la contribution. Ce dispositif annuel peut-être résilié à chaque nouvel exercice calendaire.

Le Conseil d'administration a considéré que ce type de régime était plus adapté et attractif pour les dirigeants du Groupe que d'autres dispositifs tels que des régimes de retraite supplémentaire, et plus favorable aux intérêts des actionnaires et à l'intérêt social de la Société, compte tenu notamment des versements effectués par le bénéficiaire.

de retraite à prestations définies ci-dessus visé. Ainsi, le Directeur Général, Patrick Berard, a été maintenu dans le dispositif de retraite à prestations définies

(1) ESG : Environnementaux, sociaux et de gouvernance.

compte tenu de son ancienneté au sein du Groupe et de sa carrière (Patrick Berard a rejoint Rexel en 2003). Le bénéfice du dispositif de retraite à prestations définies au titre du mandat social de Patrick Berard est assujéti à conditions de performance (il s'agit des mêmes conditions de performance que celles retenues pour l'exercice 2019 et décrites au paragraphe 3.2.2.3 « Rémunération et autres avantages versés ou attribués au Directeur Général, Patrick Berard » du présent document d'enregistrement universel). Ce dispositif est conforme aux recommandations du Code Afep-Medef.

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables (loi n° 2019-486 du 22 mai 2019, dite « loi PACTE »), il a été procédé au gel, à partir du 31 décembre 2019, de nouveaux droits conditionnels au titre du régime dont bénéficiait Patrick Berard. Les périodes de travail postérieures au 31 décembre 2019 ne seront donc pas prises en compte pour l'appréciation de l'ancienneté retenue pour le calcul du montant de la retraite supplémentaire. En revanche, la rémunération de fin de carrière sera prise en compte, conformément aux termes du règlement du régime et de l'ordonnance n° 2019-697 du 3 juillet 2019 relative aux régimes professionnels de retraite supplémentaire.

Il est rappelé que Patrick Berard ne bénéficie pas du dispositif collectif d'épargne moyen terme (article 82 du Code général des impôts).

Rémunérations exceptionnelles

Le Conseil d'administration considère que dans l'intérêt du Groupe et des parties prenantes, il convient de ne pas exclure par principe la possibilité d'attribuer des rémunérations exceptionnelles aux dirigeants mandataires sociaux exécutifs dans des circonstances très particulières, telles que prévues par le Code Afep-Medef (article 25.3.4), notamment en cas d'opérations importantes pour le groupe Rexel en raison de leur taille ou de leur nature, ou des changements qu'elles impliquent dans l'organisation ou les activités du groupe Rexel, de l'implication qu'elles requièrent ou des difficultés qu'elles présentent ou d'opérations qui n'entrent pas dans le champ des missions habituelles des dirigeants mandataires sociaux exécutifs. L'attribution de telles rémunérations devrait être motivée et les raisons ayant conduit à leur mise en œuvre explicitées. En tout état de cause, cette rémunération exceptionnelle serait plafonnée à 100 % de la rémunération fixe annuelle du dirigeant concerné et ne serait envisagée que si elle contribuait directement ou indirectement aux objectifs de la politique de rémunération.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du Code de commerce, le versement d'éléments de rémunération exceptionnels ne pourrait intervenir

qu'après approbation des éléments de rémunération de la personne concernée par une assemblée générale. Il est rappelé que Patrick Berard n'a reçu aucune rémunération exceptionnelle depuis le début de son mandat en qualité de Directeur Général.

Indemnités de prise de fonction

De la même manière, si le Conseil d'administration entend privilégier le développement interne des talents dans les plans de succession, il considère également que le versement d'une indemnité de prise de fonction pour un dirigeant mandataire social exécutif doit pouvoir être envisagée, si l'intérêt du Groupe le justifiait, pour attirer un nouveau dirigeant de talent (article 25.4 du Code Afep-Medef). Cette indemnité serait proportionnelle à la perte effectivement subie par le dirigeant lors de son changement de fonctions et notamment sur la part variable annuelle et la rémunération long terme. En toutes hypothèses, cette indemnité serait plafonnée à deux tiers de deux années de rémunération globale du poste précédent. En application des exigences du Code Afep-Medef, la rémunération globale comprend la part fixe et la part variable.

En tout état de cause, ces rémunérations répondraient aux exigences du Code Afep-Medef et respecteraient notamment les principes de mesure et de juste équilibre entre les différents intérêts en présence. Ces rémunérations devront faire l'objet d'une communication appropriée et être précisément justifiées.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du Code de commerce, le versement d'une indemnité de prise de fonction ne pourrait intervenir qu'après approbation des éléments de rémunération de la personne concernée par une assemblée générale.

Il est rappelé que Patrick Berard n'a reçu aucune indemnité de prise de fonction lors de sa nomination en qualité de Directeur Général.

Rémunération d'activité

Depuis la décision du Conseil d'administration du 10 février 2016, aucune rémunération d'activité intragroupe n'est versée. Par ailleurs, aucune rémunération d'activité n'est versée au dirigeant mandataire social exécutif exerçant des fonctions d'administrateur de Rexel.

Il est rappelé que Patrick Berard n'a reçu aucune rémunération d'activité au sens de l'article L.225-45 du Code de commerce depuis sa nomination en qualité de Directeur Général.

Avantages en nature

Les dirigeants mandataires sociaux exécutifs peuvent bénéficier également d'avantages en

nature, résultant des fonctions exercées au sein du groupe Rexel tels qu'une couverture collective santé/prévoyance, un régime de retraite de base et

complémentaire, un bilan de santé, une assistance fiscale et une assistance en matière de retraite et la mise à disposition d'un véhicule de fonction.

Le Directeur Général peut aussi bénéficier d'avantages en nature dans les conditions précisées ci-dessous :

OBJECTIF ET LIEN AVEC LA STRATÉGIE	APPLICATION	VALEUR POTENTIELLE MAXIMALE
Voiture de fonction Appliquer la politique applicable aux dirigeants de Rexel.	Éligibilité des cadres dirigeants à la politique générale de Rexel relative aux véhicules.	Valeur de la politique applicable aux dirigeants de Rexel.
Assurance médicale / décès et invalidité Protéger les dirigeants mandataires sociaux en appliquant les mêmes couvertures que celles appliquées aux autres salariés.	Éligibilité des cadres dirigeants à la couverture offerte aux salariés.	Contribution au sein d'un contrat d'assurance collectif (les règles sont identiques pour tous les salariés).
Couverture perte d'emploi GSC Protéger les dirigeants mandataires sociaux contre la perte d'emploi.	Souscription d'une couverture perte d'emploi pour les cadres dirigeants.	Contributions applicables sur la base de la grille de la GSC.

Il est rappelé que Patrick Berard n'est pas éligible à la couverture perte d'emploi GSC.

Rémunération pluriannuelle

Le Conseil d'administration ne prévoit pas l'attribution de rémunération pluriannuelle au bénéfice des dirigeants mandataires sociaux.

En conséquence, Patrick Berard n'a reçu aucune rémunération pluriannuelle depuis sa nomination en qualité de Directeur Général.

Indemnités de départ et/ou indemnité compensatrice de non-concurrence

La politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux exécutifs définie par le Conseil d'administration prévoit sous certaines conditions le versement d'indemnités de départ et/ou d'une indemnité compensatrice de non-concurrence.

Afin de préserver les intérêts des actionnaires et la compétitivité du Groupe, le Conseil d'administration, après avis favorable du Comité des rémunérations peut, en effet, prévoir le versement d'une indemnité de départ et/ou d'une indemnité compensatrice de non-concurrence, dans les limites prévues aux dispositions de l'article R.225-29-1 III du Code de commerce et les recommandations prévues à l'article 24 du Code Afep-Medef en vigueur.

En application des recommandations visées à l'article 25.5 du Code Afep-Medef, les indemnités (de départ et/ou compensatrice de non-concurrence) seraient plafonnées à une somme ne pouvant excéder 24 mois de la rémunération mensuelle de référence du dirigeant concerné (rémunération définie comme

la dernière rémunération fixe et variable annuelle perçue, à l'exception de tout bonus exceptionnel, divisée par 12).

L'indemnité de départ n'est pas due en cas de démission, de révocation pour faute grave ou lourde, en cas de départ à la retraite ou de mise à la retraite. La position retenue par le Conseil d'administration est plus restrictive que les recommandations visées à l'article 24.5.1 du Code Afep-Medef, qui prévoient le versement de l'indemnité en cas de départ contraint, « *quelle que soit la forme que revêt ce départ* ».

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article R.225-29-1, III, du Code de commerce, le versement d'une indemnité compensatrice de non-concurrence est exclu si le Directeur Général fait valoir ses droits à la retraite après la cessation de ses fonctions dans la Société.

Les indemnités de départ sont soumises aux conditions cumulatives suivantes : (i) cas de départ contraint (il est précisé que le non-renouvellement de mandat du mandataire social n'est pas qualifié de départ contraint et n'entraîne pas le versement des indemnités visées) et (ii) changement de contrôle ou de stratégie.

Le versement de ces indemnités est par ailleurs soumis à des conditions de performance évaluées sur 2 ans, exposées ci-après :

- Le versement de 60 % de l'indemnité dépendrait du niveau d'EBITA du groupe Rexel. Ce versement serait dû à hauteur de 100 % si le niveau d'EBITA, calculé sur la base des états financiers audités consolidés de Rexel au titre des deux derniers exercices clos précédant la date de cessation du mandat social

atteignait au minimum en moyenne 60 % des valeurs budgétées pour ces deux exercices.

- Le versement de 40 % de l'indemnité dépendrait du niveau du BFR opérationnel moyen (besoin en fonds de roulement d'exploitation moyen) du groupe Rexel. Ce versement serait dû à hauteur de 100 % si le niveau du BFR opérationnel moyen, calculé sur la base des états financiers audités consolidés de Rexel au titre des deux derniers exercices clos précédant la date de cessation du mandat social atteignait au maximum en moyenne 125 % des performances budgétées pour ces deux exercices.

Au titre de l'indemnité compensatrice de non-concurrence⁽¹⁾, le Conseil d'administration se réserve la possibilité de renoncer à appliquer cette clause au départ du dirigeant⁽²⁾.

Le Conseil d'administration peut décider qu'un dirigeant ne sera pas éligible à des indemnités de départ et/ou à une indemnité compensatrice de non-concurrence au titre de son mandat social compte tenu de situations particulières (profil, carrière, etc.).

Ainsi, le Conseil d'administration a considéré que le Directeur Général, Patrick Berard, n'était pas éligible à cette indemnité de départ et/ou compensatrice de non-concurrence au titre de son mandat social compte tenu de sa carrière et de son profil.

Situation particulière

Avant sa nomination au poste de Directeur Général, Patrick Berard, entré dans le groupe Rexel en 2003, a exercé une longue carrière en tant que salarié justifiant que l'entreprise respecte les règles applicables en matière de rupture du contrat de travail. Au regard de la séniorité et de l'âge de Patrick Berard au moment de sa nomination au poste de Directeur Général, il a donc été décidé de maintenir et de suspendre son contrat de travail conclu avec Rexel Développement SAS. Dans ce contexte, le Conseil d'administration a décidé que Patrick Berard ne percevra aucune indemnité de départ, ou compensatrice de non-concurrence au titre de son mandat social.

Les modes de ruptures du contrat de travail (à l'exception des cas de démission et de licenciement pour faute grave ou lourde) impliquent le versement d'une indemnité légale ou conventionnelle au bénéfice du salarié, en application du Code du travail.

En cas de licenciement de Patrick Berard, quel qu'en soit le motif (à l'exception d'un licenciement pour faute grave ou lourde), Patrick Berard percevra une indemnité de départ d'un montant brut équivalant à 18 mois de sa rémunération mensuelle de référence.

La rémunération mensuelle de référence correspond à la rémunération annuelle brute fixe en vigueur avant la date effective du licenciement, augmentée du montant brut moyen des deux derniers bonus perçus (à l'exception de tout bonus exceptionnel), le tout divisé par douze mois. Cette indemnité de rupture inclut l'indemnité de licenciement légale ou conventionnelle éventuellement due, ainsi que toute autre indemnité contractuelle éventuellement due au titre de l'application d'une clause de non-concurrence.

En cas de cessation de son contrat de travail pour quelque cause que ce soit, Patrick Berard pourra également percevoir une indemnité compensatrice de non-concurrence égale à six mois de rémunération brute correspondant au dernier salaire mensuel avant rupture, augmenté de la moyenne du bonus sur la base des deux dernières années. L'obligation de non-concurrence incombant à Patrick Berard ainsi que l'indemnité compensatrice de non-concurrence à laquelle il pourrait prétendre pourront cependant être écartées par Rexel Développement SAS, sous réserve d'en informer Patrick Berard dans un délai de quatre semaines suivant la date de la rupture de son contrat de travail.

Il est rappelé que toute indemnité de départ et/ou compensatrice de non-concurrence serait calculée dans le cadre de son contrat de travail, sans prise en considération de l'ancienneté, ni de la rémunération fixe ou variable perçue au titre de ses fonctions de mandataire social.

Par ailleurs, le versement d'une indemnité de départ et/ou le versement d'une indemnité compensatrice de non-concurrence serait égale au maximum à 18 mois de rémunération de référence, inférieur au plafond de 24 mois prévu par la politique de rémunération et conformément aux recommandations stipulées aux articles 24.6 et 25.5 du Code Afep-Medef. Il est enfin précisé, que Patrick Berard ne bénéficierait pas de l'indemnité de non-concurrence s'il faisait valoir ses droits à la retraite, en conformité avec les dispositions légales.

3.2.1.5 Gouvernance des rémunérations

Le Comité des rémunérations veille à la bonne application de l'ensemble des principes décrits ci-dessus dans le cadre de ses travaux et de ses recommandations au Conseil d'administration, tant pour l'élaboration des politiques que dans leur mise en œuvre pour la détermination des montants ou valorisations des rémunérations ou avantages.

(1) Pour une période limitée à 12 mois.

(2) Le Conseil d'administration a la possibilité d'apprécier l'intérêt pour le Groupe d'activer la clause de non-concurrence ou d'y renoncer en fonction du risque effectif de concurrence au départ du dirigeant (notamment dans l'hypothèse où celui-ci pourrait continuer à exercer des missions ou des fonctions auprès de concurrents).

Il est rappelé que lorsque le Conseil d'administration se prononce sur un élément ou un engagement au bénéfice de son Président ou de son Directeur Général, les personnes intéressées ne peuvent prendre part ni aux délibérations ni au vote sur l'élément ou l'engagement concerné.

■ Administrateurs

Conformément à la politique de rémunération qui est fixée pour la durée du mandat, la rémunération des administrateurs est inchangée pour l'exercice 2020 et est composée des éléments suivants :

DESCRIPTION	MONTANT
Rémunération fixe annuelle	La rémunération fixe annuelle brute des administrateurs est maintenue à 40 000 euros. Cette rémunération est fixée pour la durée du mandat social. Pour le Vice-Président et administrateur référent du Conseil d'administration : une part fixe de 100 000 euros.
Rémunération variable annuelle	La rémunération variable annuelle est maintenue à 8 000 euros par réunion de Comité avec une limite supérieure de 40 000 euros par membre. Pour le Vice-Président et administrateur référent du Conseil d'administration, la part variable restant identique, soit 40 000 euros.
Rémunération variable différée	Les administrateurs ne bénéficient d'aucune rémunération variable différée.
Rémunération variable pluriannuelle	Les administrateurs ne bénéficient d'aucune rémunération variable pluriannuelle.
Rémunération exceptionnelle	Les administrateurs ne bénéficient d'aucune rémunération exceptionnelle.
Avantages de toute nature	Les administrateurs ne bénéficient d'aucun avantage en nature.
Rémunération long terme : attribution d'actions de performance	Les administrateurs ne bénéficient d'aucune rémunération long terme.
Indemnité de départ	Les administrateurs ne bénéficient d'aucune indemnité de départ.
Indemnité de non-concurrence	Les administrateurs ne bénéficient d'aucune indemnité de non-concurrence.
Régime de retraite supplémentaire	Les administrateurs ne bénéficient d'aucun régime de retraite supplémentaire.
Rémunération en qualité de Présidence de Comité	Les administrateurs qui président le Comité d'audit et des risques, des nominations et des rémunérations perçoivent respectivement une rémunération complémentaire annuelle d'un montant de 25 000 €, 15 000 € et 15 000 €. Le Vice-Président et administrateur référent du Conseil d'administration n'a pas droit à des rémunérations liées à la présidence d'un Comité.
Allocation de voyage	Les administrateurs venant d'un autre continent pour participer aux réunions du Conseil d'administration perçoivent une allocation voyage d'un montant forfaitaire de 2 500 euros par séjour.

3.2.1.6 Tableaux récapitulatifs de la politique de rémunération pour l'exercice 2020 - (Say on Pay Ex-ante)

Le Conseil d'administration a arrêté lors de sa réunion du 12 février 2020, les éléments suivants concernant la rémunération des mandataires sociaux pour 2020.

■ Ian Meakins, Président du Conseil d'administration

DESCRIPTION	MONTANT
Rémunération fixe annuelle	La rémunération fixe annuelle brute de Ian Meakins est maintenue à 500 000 euros, inchangée depuis la prise de fonction le 1 ^{er} octobre 2016. Cette rémunération est fixée pour la durée du mandat social.
Rémunération variable annuelle	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération variable annuelle.
Rémunération variable différée	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération variable différée.
Rémunération variable pluriannuelle	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération variable pluriannuelle.
Rémunération exceptionnelle	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération exceptionnelle.
Avantages de toute nature	Ian Meakins ne bénéficie d'aucun avantage en nature.
Rémunération long terme : attribution d'actions de performance	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération long terme.
Indemnité de départ	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune indemnité de départ.
Indemnité de non-concurrence	Ian Meakins ne bénéficie d'aucune indemnité de non-concurrence.
Régime de retraite supplémentaire	Ian Meakins ne bénéficie d'aucun régime de retraite supplémentaire.

■ Patrick Berard, Directeur Général

i) Politique de rémunération applicable du 1^{er} janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2020 ou, en cas de renouvellement par anticipation du mandat du Directeur Général de Patrick Berard, jusqu'à la date dudit renouvellement :

RÉMUNÉRATION FIXE ANNUELLE	
DESCRIPTION	MONTANT
Rémunération fixe annuelle	650 000 € inchangée depuis la prise de fonction le 1 ^{er} juillet 2016, fixée pour la durée du mandat social. La rémunération fixe ajustée au <i>prorata temporis</i> pour la période du 1 ^{er} janvier 2020 au 23 avril 2020, en cas de renouvellement par anticipation à l'issue de l'Assemblée Générale, serait de 201 000 €.

RÉMUNÉRATION VARIABLE ANNUELLE	
La rémunération variable annuelle cible de Patrick Berard est maintenue à 120 % de sa rémunération annuelle fixe brute.	
La rémunération variable 2020 se décompose en 75 % d'objectifs quantitatifs et en 25 % d'objectifs qualitatifs. Les objectifs quantitatifs peuvent atteindre un résultat maximum de 150 %, si les résultats financiers dépassent 100 % des objectifs quantitatifs fixés. La partie individuelle de la rémunération variable est plafonnée à 100 % de réalisation. La rémunération variable maximale ne peut ainsi excéder 165 % de la rémunération fixe.	
Les objectifs quantitatifs sont : la croissance de la marge brute ajustée en volume (40 %), croissance de l'EBITA Ajusté en volume (40 %) et le BFR opérationnel moyen (20 %).	

DESCRIPTION	MONTANT
La rémunération variable annuelle est constituée de deux parties :	La rémunération variable cible est inchangée depuis le 1 ^{er} juillet 2016, fixée à 120 % de la rémunération annuelle fixe brute pour la durée du mandat.
• Objectifs quantifiables :	Valeur cible : 120 % de la rémunération fixe $120 \% \times 650\,000 = 780\,000\,€$
– Part cible : 75 % de la rémunération variable annuelle cible $75 \% \times 780\,000 = 585\,000\,€$	Valeur maximum : 165 % de la rémunération fixe $(877\,500 + 195\,000) / 650\,000 = 165\, \%$
– Part maximum 75 % x 150 % = 112,5 % de la rémunération variable annuelle cible $150 \% \times 585\,000 = 877\,500\,€$	
• Objectifs qualitatifs :	
– Part cible : 25 % de la rémunération variable annuelle cible $25 \% \times 780\,000 = 195\,000\,€$	
– Part maximum 25 % x 100 % = 25 % de la rémunération variable annuelle cible $100 \% \times 195\,000 = 195\,000\,€$	

Critères de performance

Objectifs quantitatifs⁽¹⁾

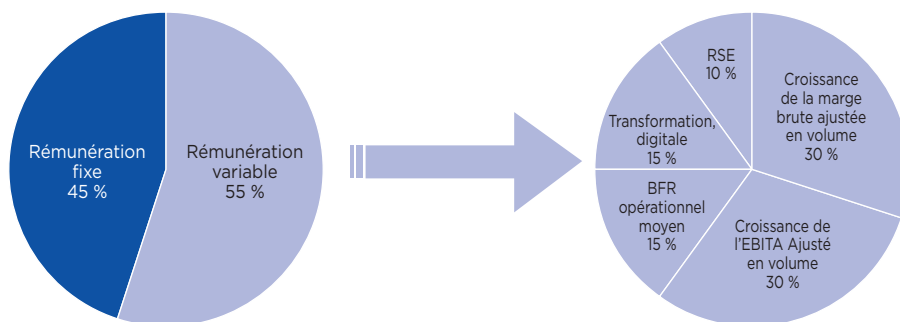
CRITÈRES FINANCIERS	POIDS	MINIMUM	CIBLE	MAXIMUM
Croissance de la marge brute ajustée en volume	40 %	Paie ment du 1 ^{er} euro à l'atteinte de l'objectif croissance de la marge brute en volume réalisée au cours de l'exercice précédent	Paie ment à 100 % si le résultat atteint 100 % de l'objectif	Paie ment plafonné à 150 % si le résultat atteint 150 % de l'objectif
Croissance de l'EBITA Ajusté en volume	40 %	Paie ment à 50 % à l'atteinte de l'EBITA Ajusté réalisé au cours de l'exercice précédent	Paie ment à 100 % si le résultat atteint 100 % de l'objectif	Paie ment plafonné à 150 % si le résultat atteint 150 % de l'objectif
BFR opérationnel moyen	20 %	Paie ment à 50 % si le résultat atteint 95 % de l'objectif	Paie ment à 100 % si le résultat atteint 100 % de l'objectif	Paie ment plafonné à 150 % si le résultat atteint 105 % de l'objectif
Total	100 %	Calcul linéaire entre les points.		

Objectifs qualitatifs

CRITÈRES NON FINANCIERS	POIDS	DESCRIPTION
Transformation, digitale en particulier	60 %	Permettre l'accélération des accès aux applications digitales. Stimuler l'adoption des modes de travail digitalisés et accélérer la transformation. Identifier les talents et développer les compétences requises.
Responsabilité Sociétale de l'Entreprise	40 %	Participer à l'accompagnement des salariés du Groupe. Construire une politique de ressources humaines tournée vers l'employabilité, l'intégration et la diversité. Participer au développement durable et réduire l'impact carbone sur l'environnement.
Total	100 %	

(1) Les critères et le niveau de réalisation attendu sont définis annuellement par le Conseil d'administration. Les critères financiers sont communiqués en début d'exercice. Le niveau de réalisation attendu et la performance atteinte sont communiqués *ex-post* dans le document d'enregistrement universel. Cette communication *ex-post* se justifie par la volonté de préserver les intérêts du Groupe en ne communiquant pas *ex-ante* des indications sur sa stratégie qui pourraient être exploitées par ses concurrents.

En prenant pour hypothèse la réalisation de l'ensemble des objectifs détaillés ci-dessus, la rémunération fixe et variable annuelle maximale pour la période du 1^{er} janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2020 ou, en application de la politique de rémunération applicable se décomposerait ainsi :



RÉMUNÉRATION FIXE 2020 EN €	RÉMUNÉRATION VARIABLE 2020 CIBLE EN POURCENTAGE DE LA RÉMUNÉRATION FIXE	RÉMUNÉRATION VARIABLE 2020 CIBLE EN €	RÉMUNÉRATION FIXE ET VARIABLE 2020 CIBLE EN €	PARTIE FINANCIÈRE DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE CIBLE EN % ET EN €	PARTIE INDIVIDUELLE DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE CIBLE EN % ET EN €	ATTEINTE MAXIMALE DE LA PARTIE FINANCIÈRE	ATTEINTE MAXIMALE DE LA PARTIE INDIVIDUELLE	ATTEINTE MAXIMALE DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE 2020 EN % DE LA CIBLE ET EN €	ATTEINTE MAXIMALE DE LA RÉMUNÉRATION FIXE ET EN €
				75 %	25 %	(75 % x 150 %) = 112,5 %	(25 % x 100 %) = 25 %	137,5 %	165 %
650 000 ⁽¹⁾	120 %	780 000	1 430 000	585 000	195 000	877 500	195 000	1 072 500	1 072 500
201 233 ⁽²⁾	120 %	241 479	442 712	181 110	60 370	271 664	60 370	332 034	332 034

(1) Pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre.

(2) Pour la période du 1^{er} janvier au 23 avril 2020.

RÉMUNÉRATION EXCEPTIONNELLE

La politique de rémunération prévoit la possibilité de verser une rémunération exceptionnelle dans des conditions limitatives visées au paragraphe 3.2.1.4 « Rémunérations exceptionnelles » du présent document d'enregistrement universel.

AVANTAGES DE TOUTE NATURE

Patrick Berard bénéficie d'avantages en nature comprenant notamment la mise à disposition d'une voiture de fonction (conformément à la politique applicable aux dirigeants de Rexel).

RÉMUNÉRATION VARIABLE LONG TERME

Le Conseil d'administration considère que les mécanismes en actions, qui bénéficient également à d'autres fonctions clés de l'entreprise, sont particulièrement adaptés à la fonction de dirigeant mandataire social exécutif étant donné le niveau de responsabilité de cette fonction ainsi que sa capacité à contribuer directement à la performance long terme de l'entreprise de manière alignée avec les intérêts des actionnaires.

Les actions attribuées au Directeur Général sont intégralement assujetties à des conditions de performance appréciées sur des périodes ne pouvant être inférieures à 3 ans.

Ces actions sont également attribuées sous condition de présence d'une durée de 3 ans. En conséquence, la période d'acquisition est de 3 ans, sans durée de conservation supplémentaire.

Par ailleurs, l'attribution est encadrée par deux limites spécifiques en valeur et en nombre de titres :

- la valeur annuelle des actions de performance attribuées au titre d'un exercice au Directeur Général ne pourra excéder 100 % de sa rémunération annuelle fixe et variable cible au titre dudit exercice (telle que définie dans la section « Rémunération variable long terme » au paragraphe 3.2.1.6 « Tableaux récapitulatifs de la politique de rémunération pour l'exercice 2020 – (Say on Pay Ex-ante) » du présent document d'enregistrement universel) ; et
- le nombre de titres attribués aux mandataires sociaux ne pourra excéder 10 % de l'enveloppe globale d'actions de performance attribuées à l'ensemble des bénéficiaires.

Le Directeur Général est soumis à une obligation de conservation minimale de 20 % des titres acquis dans le cadre de ces dispositifs jusqu'à la cessation de ses fonctions.

DESCRIPTION	MONTANT
Attribution d'actions intégralement assujetties à des conditions de performance exigeantes appréciées sur une période de 3 ans (correspondant à la période d'acquisition) et condition de présence, sans durée de conservation supplémentaire.	<p>Nombre maximal d'actions pouvant être attribuées : 10 % de l'enveloppe globale attribuée à l'ensemble des bénéficiaires (dans la limite globale du pourcentage de capital social autorisée par l'Assemblée générale du 23 avril 2020) ⁽¹⁾.</p> <p>Valeur maximale des actions à l'attribution : 100 % de la rémunération fixe et variable cible annuelle de Patrick Berard, soit 1 430 000 € conformément à la politique de rémunération qui s'appliquera du 1^{er} janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2020 ou, en cas de renouvellement par anticipation du mandat du Directeur Général de Patrick Berard, jusqu'à la date dudit renouvellement.</p>

Critères de performance

CRITÈRES	POIDS	SEUIL DE DÉCLENCHEMENT	CIBLE	MAXIMUM	COMMENTAIRES
Moyenne annuelle des taux de croissance de l'EBITA 2019-2022 (Plan Moyen Terme)	30 %	Acquisition égale à 50 % si la moyenne atteint 75 % de l'objectif	Acquisition égale à 100 % si l'objectif est atteint	Acquisition égale à 150 % si la moyenne est supérieure ou égale à 125 % de l'objectif	Calcul linéaire entre les points
Moyenne annuelle des taux de croissance des ventes organiques 2019-2022 (Plan Moyen Terme)	30 %	Acquisition égale à 50 % si la moyenne atteint 75 % de l'objectif	Acquisition égale à 100 % si l'objectif est atteint	Acquisition égale à 150 % si la moyenne est supérieure ou égale à 125 % de l'objectif	Calcul linéaire entre les points
Moyenne entre les années 2020, 2021 et 2022 du ratio de trésorerie libre avant intérêts et impôts/EBITDA (Plan Moyen Terme)	20 %	Acquisition égale à 50 % si la moyenne atteint 90 % de l'objectif	Acquisition égale à 100 % si l'objectif est atteint	Acquisition égale à 150 % si la moyenne est supérieure ou égale à 120 % de l'objectif	Calcul linéaire entre les points
Performance relative du titre Rexel par rapport à l'indice SBF 120 GR ⁽²⁾	20 %	Acquisition égale à 50 % si la performance du titre Rexel est égale à la performance de l'indice SBF 120 GR	Acquisition égale à 100 % si la performance du titre Rexel surpasse la performance de l'indice SBF 120 GR de 5 %	Acquisition égale à 150 % si la performance du titre Rexel surpasse la performance de l'indice SBF 120 GR de 10 %	
100 %		Le pourcentage réalisé est pondéré par le poids de chaque condition de performance pour obtenir un pourcentage total pondéré. Le nombre total après pondération ne pouvant excéder 100 % de l'attribution initiale			

(1) Soit au maximum 0,14 % du capital social sur une période de 26 mois, pour un plafond maximal de 1,4 % sur la même période en cas d'approbation par l'Assemblée Générale du 23 avril 2020.

(2) Le critère de performance relative du titre Rexel par rapport à l'indice SBF 120 GR a remplacé celui du TSR antérieurement retenu sur la base d'un panel de sociétés sélectionnées. Ce changement s'explique par la difficulté à établir et faire évoluer un panel représentatif de sociétés comparables à Rexel (notamment en termes de géographies, d'enjeux stratégiques, de transformation digitale dans la vente de produits et services). L'indice SBF 120 GR dont Rexel fait partie intègre mieux certains de ces paramètres. Le poids de ce critère, le seuil de déclenchement, la cible et l'acquisition maximale ont été définis selon une structure comparable à celle du critère du TSR précédemment appliqué, en ligne avec les pratiques de marché.

INDEMNITÉ DE DÉPART / INDEMNITÉ COMPENSATRICE DE NON-CONCURRENCE

Le Conseil d'administration n'a pas accordé à Patrick Berard d'indemnité de départ au titre de la cessation de ses fonctions de Directeur Général, ni d'indemnité compensatrice de non-concurrence en lien avec la cessation de ces mêmes fonctions compte tenu de sa carrière et de son profil.

Le contrat de travail de Patrick Berard, suspendu pendant l'exercice de son mandat de Directeur Général, prévoit sous certaines conditions en cas de rupture à l'initiative de l'employeur⁽¹⁾, le versement d'indemnité de départ et/ou de non-concurrence, dans la limite d'un montant global correspondant à 18 mois de la rémunération mensuelle de référence (soit la dernière rémunération annuelle fixe augmentée du montant moyen des deux derniers bonus perçus, le tout divisé par 12)⁽²⁾. Il est précisé par le Conseil d'administration qu'en cas de réactivation du contrat de travail de Patrick Berard, ces éventuelles indemnités de départ seraient calculées sans tenir compte de la période d'exercice du mandat social (sans prise en considération de l'ancienneté, ni de la rémunération fixe ou variable perçue en tant que mandataire social).

Il est précisé que le versement d'une indemnité de départ et/ou le versement d'une indemnité compensatrice de non-concurrence serait inférieur au plafond de 24 mois prévu par la politique de rémunération et les recommandations visées à l'article 25.5 du Code Afep-Medef.

Le versement d'une indemnité de non-concurrence serait exclu si Patrick Berard faisait valoir ses droits à la retraite.

RÉGIME DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE

Patrick Berard, a été maintenu dans le dispositif de retraite à prestations définies compte tenu de son ancienneté au sein du Groupe et de sa carrière (Patrick Berard a rejoint Rexel en 2003). Le bénéfice du dispositif de retraite à prestations définies au titre du mandat social de Patrick Berard est assujéti à des conditions de performance. Ce dispositif est conforme aux recommandations du Code Afep-Medef.

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables (loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, dite « loi PACTE » et ordonnance n° 2019-697 du 3 juillet 2019 relative aux régimes professionnels de retraite supplémentaire), et à la suite de la décision du Conseil d'administration, lors de sa séance du 17 décembre 2019, il a été procédé au gel des droits, consistant à interrompre au 31 décembre 2019 l'acquisition de nouveaux droits conditionnels au titre du régime. Les périodes de travail postérieures au 31 décembre 2019 ne seront donc pas prises en compte pour l'appréciation de l'ancienneté retenue pour le calcul du montant de la retraite supplémentaire. En revanche, la rémunération de fin de carrière sera prise en compte, conformément aux termes du règlement du régime et de l'ordonnance n° 2019-697 du 3 juillet 2019.

Il est rappelé que Patrick Berard n'est pas éligible au dispositif d'épargne moyen terme (article 82 du Code général des impôts), par exception à la politique de rémunération applicable au Directeur Général.

(1) Hors cas de faute lourde ou grave ou de mise à la retraite.

(2) Ce montant inclut également toute indemnité légale ou conventionnelle.

Toute attribution d'actions à Patrick Berard, Directeur Général, sera soumise à l'atteinte d'objectifs de performance exigeants et adaptés à l'environnement actuel de Rexel. Ces objectifs seront définis conformément au Plan Moyen Terme (PMT⁽¹⁾) de Rexel, tel qu'approuvé par le Conseil d'administration, le PMT précisant les objectifs du Groupe pour les trois prochaines années.

Les niveaux de performance relatifs aux critères de performance internes seront appréciés à l'issue de la période de trois ans, et correspondront à la moyenne des performances annuelles (annualisation des objectifs du PMT). Le niveau de performance relatif au titre Rexel sera également apprécié à l'issue de la période de trois ans.

Ces objectifs exigeants se sont traduits pour les derniers plans livrés par des niveaux d'acquisition très modérés : respectivement de 35,2 % pour le plan d'avril 2013, de 36 % pour le plan Transition 2+2 de mai 2014, de 31,0 % pour le plan *Key Managers* de mai 2014, de 18,0 % pour le plan *Key Managers* 3+2 de juillet 2015 et de 45 % pour les plans du 23 juin 2016 (3+2).

(1) PMT 2019 pour l'attribution 2020.

Le niveau de réalisation attendu et la performance atteinte seront communiqués de manière très précise *ex-post* dans le document d'enregistrement universel. Une communication *ex-ante* des objectifs ne permettrait pas de préserver les intérêts de l'entreprise en communiquant des indications sur sa stratégie long terme dans un environnement fortement concurrentiel. Les critères financiers principaux (croissance des ventes et de l'EBITA) sur trois ans sont voulus plus contraignants que les guidances annuelles.

Les critères de performance retenus pour la rémunération variable court terme et la rémunération variable long terme peuvent être en partie de même nature (il s'agit en effet, pour certains, d'indicateurs clés pour apprécier la performance financière de Rexel). Cependant, la performance rémunérée peut varier dans la mesure où la rémunération variable court terme cible comprend 25 % de critères non financiers et la rémunération long terme comprend 20 % de performance relative du titre Rexel par rapport à l'indice SBF 120 GR. Par ailleurs, les critères financiers de la rémunération variable court terme retiennent des objectifs annuels alors que les objectifs

retenus pour la rémunération long terme sont ceux du Plan Moyen Terme à trois ans (reconnaissant une croissance durable).

De manière plus globale, les actions de performance sont attribuées à un nombre significatif de

collaborateurs (entre 800 et 1 000 en moyenne par an) et il est important que ces critères financiers clés mesurant la performance du Groupe puissent être également retenus pour ces plans.

ii) Politique de rémunération applicable, le cas échéant, à compter de la date de renouvellement par anticipation du mandat de Directeur Général de Patrick Berard jusqu'au 31 décembre 2020 :

La nouvelle politique de rémunération soumise au vote des actionnaires, est identique à l'ancienne politique de rémunération applicable, à l'exception des modifications sur les éléments fixes et variables.

RÉMUNÉRATION FIXE ANNUELLE	
DESCRIPTION	MONTANT
Rémunération fixe annuelle	La rémunération fixe annuelle est fixée à 700 000 €. Le montant de la rémunération fixe ajustée au <i>prorata temporis</i> pour la période du 24 avril 2020 au 31 décembre 2020, serait de 483 000 €, en cas de renouvellement par anticipation.

RÉMUNÉRATION VARIABLE ANNUELLE	
La rémunération variable annuelle cible de Patrick Berard est fixée à 130 % de sa rémunération annuelle fixe brute.	
La rémunération variable 2020 se décompose en 75 % d'objectifs quantitatifs et en 25 % d'objectifs qualitatifs. Les objectifs quantitatifs peuvent atteindre un résultat maximum de 150 %, si les résultats financiers dépassent 100 % des objectifs quantitatifs fixés. La partie individuelle de la rémunération variable est plafonnée à 100 % de réalisation. La rémunération variable maximale ne peut ainsi excéder 165 % de la rémunération fixe.	
Les objectifs quantitatifs sont : la croissance de la marge brute ajustée en volume (40 %), croissance de l'EBITA Ajusté en volume (40 %) et le BFR opérationnel moyen (20 %).	

DESCRIPTION	MONTANT
La rémunération variable annuelle est constituée de deux parties :	La rémunération variable cible est fixée à 130 % de la rémunération fixe pour la durée du mandat.
• Objectifs quantifiables :	Valeur cible : 130 % de la rémunération fixe $130 \% \times 700\,000 = 910\,000 \text{ €}$
- Part cible : 75 % de la rémunération variable annuelle cible $75 \% \times 910\,000 = 682\,500 \text{ €}$	Valeur maximum : 179 % de la rémunération fixe $(1\,023\,750 + 227\,500) / 700\,000 = 179 \%$
- Part maximum 75 % x 150 % = 112,5 % de la rémunération variable annuelle cible $150 \% \times 682\,500 = 1\,023\,750 \text{ €}$	
• Objectifs qualitatifs :	
- Part cible : 25 % de la rémunération variable annuelle cible $25 \% \times 910\,000 = 227\,500 \text{ €}$	
- Part maximum 25 % x 100 % = 25 % de la rémunération variable annuelle cible $100 \% \times 227\,500 = 227\,500 \text{ €}$	

Critères de performance

Objectifs quantitatifs

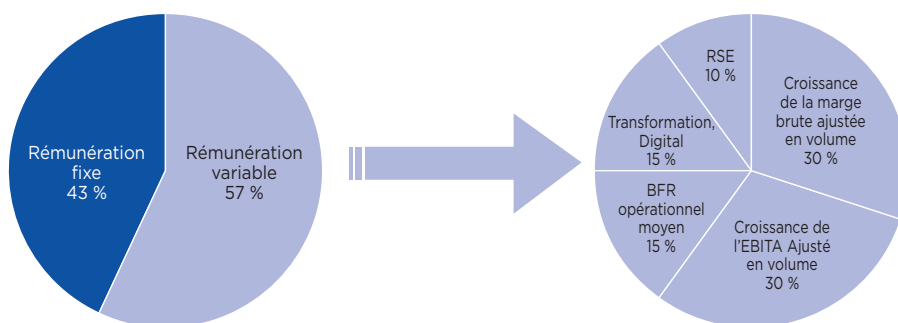
CRITÈRES FINANCIERS ⁽¹⁾	POIDS	MINIMUM	CIBLE	MAXIMUM
Croissance de la marge brute ajustée en volume	40 %	Paiement du 1 ^{er} euro à l'atteinte de l'objectif croissance de la marge brute en volume réalisée au cours de l'exercice précédent	Paiement à 100 % si le résultat atteint 100 % de l'objectif	Paiement plafonné à 150 % si le résultat atteint 150 % de l'objectif
Croissance de l'EBITA Ajusté en volume	40 %	Paiement à 50 % à l'atteinte de l'EBITA Ajusté réalisé au cours de l'exercice précédent	Paiement à 100 % si le résultat atteint 100 % de l'objectif	Paiement plafonné à 150 %
BFR opérationnel moyen	20 %	Paiement à 50 % si le résultat atteint 95 % de l'objectif	Paiement à 100 % si le résultat atteint 100 % de l'objectif	Paiement plafonné à 150 % si le résultat atteint 105 % de l'objectif
Total	100 %	Calcul linéaire entre les points.		

(1) Les critères et le niveau de réalisation attendu sont définis annuellement par le Conseil d'administration. Les critères financiers sont communiqués en début d'exercice. Le niveau de réalisation attendu et la performance atteinte sont communiqués *ex-post* dans le document d'enregistrement universel. Cette communication *ex-post* se justifie par la volonté de préserver les intérêts du Groupe en ne communiquant pas *ex-ante* des indications sur sa stratégie qui pourraient être exploitées par ses concurrents.

Objectifs qualitatifs

CRITÈRES NON FINANCIERS	POIDS	DESCRIPTION
Transformation, digitale en particulier	60 %	Permettre l'accélération des accès aux applications digitales. Stimuler l'adoption des modes de travail digitalisés et accélérer la transformation. Identifier les talents et développer les compétences requises.
Responsabilité Sociétale de l'Entreprise	40 %	Participer à l'accompagnement des salariés du Groupe. Construire une politique de ressources humaines tournée vers l'employabilité, l'intégration et la diversité. Participer au développement durable et réduire l'impact carbone sur l'environnement.
Total	100 %	

En prenant pour hypothèse la réalisation de l'ensemble des objectifs détaillés ci-dessus, la rémunération fixe et variable annuelle maximale pour la période du 1^{er} janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2020 ou, en application de la nouvelle politique de rémunération soumise au vote des actionnaires lors de l'Assemblée Générale du 23 avril 2020, se décomposerait ainsi :



RÉMUNÉRATION FIXE 2020 EN €	RÉMUNÉRATION VARIABLE 2020 CIBLE EN POURCENTAGE DE LA RÉMUNÉRATION FIXE	RÉMUNÉRATION VARIABLE 2020 CIBLE EN €	RÉMUNÉRATION FIXE ET VARIABLE 2020 CIBLE EN €	PARTIE FINANCIÈRE DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE CIBLE EN % ET EN €	PARTIE INDIVIDUELLE DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE CIBLE EN % ET EN €	ATTEINTE MAXIMALE DE LA PARTIE FINANCIÈRE	ATTEINTE MAXIMALE DE LA PARTIE INDIVIDUELLE	ATTEINTE MAXIMALE DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE 2020 EN % DE LA CIBLE ET EN €	ATTEINTE MAXIMALE DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE 2020 EN % DE LA RÉMUNÉRATION FIXE ET EN €
				75 %	25 %	(75 % x 150 %) = 112,5 %	(25 % x 100 %) = 25 %	137,50 %	179 %
700 000 ⁽¹⁾	130 %	910 000	1 610 000	682 500	227 500	1 023 750	227 500	1 251 250	1 251 250
483 288 ⁽²⁾	130 %	628 274	1 111 562	471 205	157 068	706 808	157 068	863 877	863 877

(1) Sur une base théorique annuelle.

(2) Pour la période du 24 avril au 31 décembre 2020.

RÉMUNÉRATION EXCEPTIONNELLE

La politique de rémunération prévoit la possibilité de verser une rémunération exceptionnelle dans des conditions limitatives visées dans la section « Rémunérations exceptionnelles » au paragraphe 3.2.1.4 « Politique de rémunération applicable au Directeur Général pour l'exercice 2020 » du présent document d'enregistrement universel.

VALORISATION DES AVANTAGES DE TOUTE NATURE

Patrick Berard bénéficie d'avantages en nature comprenant notamment la mise à disposition d'une voiture de fonction (conformément à la politique applicable aux dirigeants de Rexel).

RÉMUNÉRATION VARIABLE LONG TERME

Le Conseil d'administration considère que les mécanismes en actions, qui bénéficient également à d'autres fonctions clés de l'entreprise, sont particulièrement adaptés à la fonction de dirigeant mandataire social exécutif étant donné le niveau de responsabilité de cette fonction ainsi que sa capacité à contribuer directement à la performance long terme de l'entreprise de manière alignée avec les intérêts des actionnaires.

Les actions attribuées au Directeur Général sont intégralement assujetties à des conditions de performance appréciées sur des périodes ne pouvant être inférieures à 3 ans.

Ces actions sont également attribuées sous condition de présence d'une durée de 3 ans. En conséquence, la période d'acquisition est de 3 ans, sans durée de conservation supplémentaire.

Par ailleurs, l'attribution est encadrée par deux limites spécifiques en valeur et en nombre de titres :

- la valeur annuelle des actions de performance attribuées au titre d'un exercice au Directeur Général ne pourra excéder 100 % de sa rémunération annuelle fixe et variable cible au titre dudit exercice (telle que définie dans la section « Rémunération variable long terme » au paragraphe 3.2.1.6 « Tableaux récapitulatifs de la politique de rémunération pour l'exercice 2020 - (*Say on Pay Ex-ante*) » du présent document d'enregistrement universel) ; et
- le nombre de titres attribués aux mandataires sociaux ne pourra excéder 10 % de l'enveloppe globale d'actions de performance attribuées à l'ensemble des bénéficiaires.

Le Directeur Général est soumis à une obligation de conservation minimale de 20 % des titres acquis dans le cadre de ces dispositifs jusqu'à la cessation de ses fonctions.

DESCRIPTION	MONTANT
Attribution d'actions intégralement assujetties à des conditions de performance exigeantes appréciées sur une période de 3 ans (correspondant à la période d'acquisition) et condition de présence, sans durée de conservation supplémentaire.	<p>Nombre maximal d'actions pouvant être attribuées : 10 % de l'enveloppe globale attribuée à l'ensemble des bénéficiaires (dans la limite globale du pourcentage de capital social autorisée par l'Assemblée générale du 23 avril 2020) ⁽¹⁾.</p> <p>Valeur maximale des actions à l'attribution : 100 % de la rémunération fixe et variable cible annuelle de Patrick Berard, soit 1 555 000 € conformément à la politique de rémunération qui s'appliquera, le cas échéant, à compter de la date de renouvellement par anticipation du mandat de Directeur Général de Patrick Berard jusqu'au 31 décembre 2020.</p>

Critères de performance

CRITÈRES	POIDS	SEUIL DE DÉCLENCHEMENT	CIBLE	MAXIMUM	COMMENTAIRES
Moyenne annuelle des taux de croissance de l'EBITA 2019-2022 (Plan Moyen Terme)	30 %	Acquisition égale à 50 % si la moyenne atteint 75 % de l'objectif	Acquisition égale à 100 % si l'objectif est atteint	Acquisition égale à 150 % si la moyenne est supérieure ou égale à 125 % de l'objectif	Calcul linéaire entre les points
Moyenne annuelle des taux de croissance des ventes organiques 2019-2022 (Plan Moyen Terme)	30 %	Acquisition égale à 50 % si la moyenne atteint 75 % de l'objectif	Acquisition égale à 100 % si l'objectif est atteint	Acquisition égale à 150 % si la moyenne est supérieure ou égale à 125 % de l'objectif	Calcul linéaire entre les points
Moyenne entre les années 2020, 2021 et 2022 du ratio de trésorerie libre avant intérêts et impôts/EBITDA (Plan Moyen Terme)	20 %	Acquisition égale à 50 % si la moyenne atteint 90 % de l'objectif	Acquisition égale à 100 % si l'objectif est atteint	Acquisition égale à 150 % si la moyenne est supérieure ou égale à 120 % de l'objectif	Calcul linéaire entre les points
Performance relative du titre Rexel par rapport à l'indice SBF 120 GR ⁽²⁾	20 %	Acquisition égale à 50 % si la performance du titre Rexel est égale à la performance de l'indice SBF 120 GR	Acquisition égale à 100 % si la performance du titre Rexel surpasse la performance de l'indice SBF 120 GR de 5 %	Acquisition égale à 150 % si la performance du titre Rexel surpasse la performance de l'indice SBF 120 GR de 10 %	
100 %		Le pourcentage réalisé est pondéré par le poids de chaque condition de performance pour obtenir un pourcentage total pondéré. Le nombre total après pondération ne pouvant excéder 100 % de l'attribution initiale			

(1) Soit au maximum 0,14 % du capital social sur une période de 26 mois, pour un plafond maximal de 1,4 % sur la même période.

(2) Le critère de performance relative du titre Rexel par rapport à l'indice SBF 120 GR a remplacé celui du TSR antérieurement retenu sur la base d'un panel de sociétés sélectionnées. Ce changement s'explique par la difficulté à établir et faire évoluer un panel représentatif de sociétés comparables à Rexel (notamment en termes de géographies, d'enjeux stratégiques, de transformation digitale dans la vente de produits et services). L'indice SBF 120 GR dont Rexel fait partie intègre mieux certains de ces paramètres. Le poids de ce critère, le seuil de déclenchement, la cible et l'acquisition maximale ont été définis selon une structure comparable à celle du critère du TSR précédemment appliqué, en ligne avec les pratiques de marché.

INDEMNITÉ DE DÉPART / INDEMNITÉ COMPENSATRICE DE NON-CONCURRENCE

Le Conseil d'administration n'a pas accordé à Patrick Berard d'indemnité de départ au titre de la cessation de ses fonctions de Directeur Général, ni d'indemnité compensatrice de non-concurrence en lien avec la cessation de ces mêmes fonctions compte tenu de sa carrière et de son profil.

Le contrat de travail de Patrick Berard, suspendu pendant l'exercice de son mandat de Directeur Général, prévoit sous certaines conditions en cas de rupture à l'initiative de l'employeur⁽¹⁾, le versement d'indemnité de départ et/ou de non-concurrence, dans la limite d'un montant global correspondant à 18 mois de la rémunération mensuelle de référence (soit la dernière rémunération annuelle fixe augmentée du montant moyen des deux derniers bonus perçus, le tout divisé par 12)⁽²⁾. Il est précisé par le Conseil d'administration qu'en cas de réactivation du contrat de travail de Patrick Berard, ces éventuelles indemnités de départ seraient calculées sans tenir compte de la période d'exercice du mandat social (sans prise en considération de l'ancienneté, ni de la rémunération fixe ou variable perçue en tant que mandataire social).

Il est précisé que le versement d'une indemnité de départ et/ou le versement d'une indemnité compensatrice de non-concurrence serait inférieur au plafond de 24 mois prévu par la politique de rémunération et les recommandations du Code Afep-Medef aux dispositions de l'article 25.5.

Le versement d'une indemnité de non-concurrence serait exclu si Patrick Berard fait valoir ses droits à la retraite.

RÉGIME DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE

Patrick Berard, a été maintenu dans le dispositif de retraite à prestations définies compte tenu de son ancienneté au sein du Groupe et de sa carrière (Patrick Berard a rejoint Rexel en 2003). Le bénéfice du dispositif de retraite à prestations définies au titre du mandat social de Patrick Berard est assujéti à des conditions de performance. Ce dispositif est conforme aux recommandations du Code Afep-Medef.

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables (loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, dite « loi PACTE » et ordonnance n° 2019-697 du 3 juillet 2019 relative aux régimes professionnels de retraite supplémentaire), et à la suite de la décision du Conseil d'administration, lors de sa séance du 17 décembre 2019, il a été procédé au gel des droits, consistant à interrompre au 31 décembre 2019 l'acquisition de nouveaux droits conditionnels au titre du régime. Les périodes de travail postérieures au 31 décembre 2019 ne seront donc pas prises en compte pour l'appréciation de l'ancienneté retenue pour le calcul du montant de la retraite supplémentaire. En revanche la rémunération de fin de carrière sera prise en compte, conformément aux termes du règlement du régime et de l'ordonnance n° 2019-697 du 3 juillet 2019.

Il est rappelé que Patrick Berard n'est pas éligible au dispositif d'épargne moyen terme (article 82 du Code général des impôts), par exception à la politique de rémunération applicable au Directeur Général.

(1) Hors cas de faute lourde ou grave ou de mise à la retraite.

(2) Ce montant inclut également toute indemnité légale ou conventionnelle.

Toute attribution d'actions à Patrick Berard, Directeur Général, sera soumise à l'atteinte d'objectifs de performance exigeants et adaptés à l'environnement actuel de Rexel. Ces objectifs seront définis conformément au Plan Moyen Terme (PMT⁽¹⁾) de Rexel, tel qu'approuvé par le Conseil d'administration, le PMT précisant les objectifs du Groupe pour les trois prochaines années.

Les niveaux de performance relatifs aux critères de performance internes seront appréciés à l'issue de la période de trois ans, et correspondront à la moyenne des performances annuelles (annualisation des objectifs du PMT). Le niveau de performance relatif au titre Rexel sera également apprécié à l'issue de la période de trois ans.

Ces objectifs exigeants se sont traduits pour les derniers plans livrés par des niveaux d'acquisition très modérés : respectivement de 35,2 % pour le plan d'avril 2013, de 36 % pour le plan Transition 2+2 de mai 2014, de 31,0 % pour le plan *Key Managers* de mai 2014, de 18,0 % pour le plan *Key Managers* 3+2 de

juillet 2015 et de 45 % pour les plans du 23 juin 2016 (3+2) et (4+0).

Le niveau de réalisation attendu et la performance atteinte seront communiqués de manière très précise *ex-post* dans le document d'enregistrement universel. Une communication *ex-ante* des objectifs ne permettrait pas de préserver les intérêts de l'entreprise en communiquant des indications sur sa stratégie long terme dans un environnement fortement concurrentiel. Les critères financiers principaux (croissance des ventes et de l'EBITA) sur trois ans sont voulus plus contraignants que les guidances annuelles.

Les critères de performance retenus pour la rémunération variable court terme et la rémunération variable long terme peuvent être en partie de même nature (il s'agit en effet, pour certains, d'indicateurs clés pour apprécier la performance financière de Rexel). Cependant, la performance rémunérée peut varier dans la mesure où la rémunération variable court terme cible comprend 25 % de critères non

(1) PMT 2019 pour l'attribution 2020.

financiers et la rémunération long terme comprend 20 % de performance relative du titre Rexel par rapport à l'indice SBF 120 GR. Par ailleurs, les critères financiers de la rémunération variable court terme retiennent des objectifs annuels alors que les objectifs retenus pour la rémunération long terme sont ceux du Plan Moyen Terme à trois ans (reconnaissant une croissance durable). Enfin, les mécanismes tels que celui mis en place pour la rémunération variable 2020 conditionnant le versement d'une surperformance de la croissance des ventes à l'atteinte minimale du critère d'EBITA (80 % de l'augmentation de l'EBITA Ajusté cible) permettent également de différencier la manière dont la performance est atteinte.

De manière plus globale, les actions de performance sont attribuées à un nombre significatif de collaborateurs (entre 800 et 1 000 en moyenne par an) et il est important que ces critères financiers clés mesurant la performance du Groupe puissent être également retenus pour ces plans.

3.2.2 Rémunérations des mandataires sociaux pour l'exercice 2019 (articles L.225-37-3 I et L.225-100 II du Code de commerce)

Les informations relatives aux rémunérations versées ou attribuées aux mandataires sociaux pour l'exercice 2019 présentées dans la présente section sont les informations requises par l'article L.225-37-3 I du Code de commerce et soumises au vote des actionnaires conformément à l'article L.225-100 II du Code de commerce.

Les rémunérations et autres avantages versés au cours de l'année 2019 ou attribués au titre de l'année 2019 sont conformes à la politique de rémunération approuvée par l'Assemblée générale des actionnaires de la Société en 2019.

Par ailleurs, la mesure de la performance des critères financiers se fait sur la base des résultats du Groupe tels qu'ils sont communiqués publiquement et audités. La mesure de la performance des critères non financiers est le résultat d'une évaluation rigoureuse du Conseil d'administration, dont les détails sont décrits dans certaines limites, imposées par la protection d'informations jugées confidentielles dans

un environnement compétitif. Dans tous les cas les niveaux de performance sont arrêtés, sur la base de critères factuels et objectifs, en conformité avec les performances du Groupe et en cohérence avec son intérêt social.

3.2.2.1 Rémunération et autres avantages versés ou attribués aux administrateurs

Règles de répartition et montant des rémunérations versées au cours de l'année 2019 ou attribuées au titre de l'exercice 2019

Dans le cadre de l'enveloppe autorisée par l'Assemblée générale et sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, le Conseil d'administration a décidé de répartir les rémunérations au titre de l'exercice 2019 comme suit :

- part fixe : 40 000 euros ⁽¹⁾ ;
- part variable : 8 000 euros par réunion de Comité avec une limite supérieure de 40 000 euros par membre ⁽²⁾ ;
- pour les membres Présidents de Comités : un montant additionnel de 15 000 euros pour la présidence du Comité des nominations, un montant additionnel de 15 000 euros pour la présidence du Comité des rémunérations et un montant de 25 000 euros pour la présidence du Comité d'audit et des risques ;
- pour le Vice-Président et administrateur référent du Conseil d'administration : une part fixe de 100 000 euros, la part variable restant identique à ce qui est indiqué plus haut. Le Vice-Président et administrateur référent du Conseil d'administration n'a pas droit à des jetons liés à la présidence d'un Comité ; et
- pour les membres venant d'un autre continent pour participer aux réunions du Conseil d'administration : une allocation voyage d'un montant forfaitaire de 2 500 euros par séjour.

Par ailleurs, le Conseil d'administration a souhaité, au regard de la situation particulière en 2019 de François Auque, plus précisément en vue de son éligibilité au poste d'administrateur, soumettre sa rémunération de censeur à la même politique de rémunération que celle applicable aux administrateurs.

(1) Le Président et le Vice-Président du Conseil d'administration ne sont pas éligibles à cette part fixe.

(2) Le Président du Conseil d'administration n'est pas éligible à cette part variable.

Sur recommandation du Comité des rémunérations, le Conseil d'administration du 12 février 2020 a fixé la rémunération des administrateurs et de l'ancien censeur comme suit :

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE										
2019						2018				
	PARTIE FIXE	PARTIE VARIABLE	PROPORTION RELATIVE VARIABLE/ FIXE	ALLOCATION VOYAGE	TOTAL	PARTIE FIXE	PARTIE VARIABLE	PROPORTION RELATIVE VARIABLE/ FIXE	ALLOCATION VOYAGE	TOTAL
ADMINISTRATEURS										
Ian Meakins	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
François Henrot ⁽¹⁾	100 000	40 000	40 %	0	140 000	100 000	40 000	40 %	-	140 000
François Auque ⁽²⁾	39 500	24 000	61 %	-	66 000	-	-	-	-	-
Marcus Alexanderson	40 000	40 000	100 %	2 500	82 500	40 000	40 000	100 %	-	80 000
Patrick Berard	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Julien Bonnel ⁽³⁾	40 000	40 000	100 %	2 500	82 500	40 000	30 000	75 %	-	70 000
Elen Phillips	40 000	40 000	100 %	15 000	95 000	40 000	40 000	100 %	15 000	95 000
Maria Richter	40 000	40 000	100 %	15 000	95 000	40 000	40 000	100 %	17 500	97 500
Agnès Touraine	55 000	40 000	73 %	2 500	97 500	55 000	35 000	64 %	-	90 000
Herna Verhagen	55 000	40 000	73 %	-	95 000	55 000	40 000	73 %	-	95 000
ANCIEN CENSEUR										
François Auque ⁽²⁾	15 700	24 000	153 %	-	39 700	7 600	5 000	66 %	-	12 600
ANCIENS ADMINISTRATEURS										
Fritz Froehlich ⁽⁴⁾	25 850	39 000	151 %	-	64 850	80 000	25 000	31 %	-	105 000
Thomas Farrell ⁽⁵⁾	22 100	40 000	181 %	5 000	67 100	40 000	40 000	100 %	15 000	95 000
Total					925 150					880 100

(1) Y compris la rémunération en qualité de Vice-Président du Conseil d'administration.

(2) François Auque a été nommé administrateur et Président du Comité d'audit et des risques par l'Assemblée générale du 23 mai 2019, et était membre du Conseil d'administration en qualité de Censeur du 1^{er} janvier au 23 mai 2019.

(3) L'intégralité de la rémunération attribuée à Julien Bonnel en qualité d'administrateur représentant les salariés est reversée à l'organisation syndicale désignée. Julien Bonnel perçoit par ailleurs une rémunération en qualité de salarié de l'entité Rexel France SAS.

(4) Le mandat d'administrateur de Fritz Froehlich a pris fin à l'issue de l'Assemblée générale mixte du 23 mai 2019. Un complément de 15 000 euros a été versé à Fritz Froehlich compte tenu des travaux additionnels qu'il a effectués au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 (réglementation comptable IFRS 16, intégration de François Auque en prévision de sa nomination en tant qu'administrateur et Président du Comité d'audit et des risques, restructuration de certaines entités du Groupe).

(5) Thomas Farrell a démissionné le 19 juillet 2019 de son mandat d'administrateur.

■ **Tableau récapitulatif de la rémunération versée aux administrateurs et au censeur au titre des 3 derniers exercices (en euros)**

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE		
	2019	2018	2017
ADMINISTRATEURS			
Ian Meakins	-	-	-
François Henrot ⁽¹⁾	140 000	140 000	140 000
François Auque ⁽²⁾	66 000	-	-
Marcus Alexanderson	82 500	80 000	50 200
Patrick Berard	-	-	-
Julien Bonnel ⁽³⁾	82 500	70 000	14 900
Elen Phillips	95 000	95 000	87 500
Maria Richter	95 000	97 500	97 500
Agnès Touraine	97 500	90 000	72 100
Herna Verhagen	95 000	95 000	71 500
ANCIEN CENSEUR			
François Auque	39 700	12 600	-
ANCIENS ADMINISTRATEURS			
Fritz Froehlich ⁽⁴⁾	64 850	105 000	105 000
Thomas Farrell ⁽⁵⁾	67 100	95 000	95 000
Total	925 150	880 100	733 700

(1) Y compris la rémunération en qualité de Vice-Président du Conseil d'administration.

(2) François Auque a été nommé administrateur et président du Comité d'audit et des risques par l'Assemblée générale du 23 mai 2019, et était membre du Conseil d'administration en qualité de Censeur du 1^{er} janvier au 23 mai 2019.

(3) L'intégralité de la rémunération attribuée à Julien Bonnel en qualité d'administrateur représentant les salariés est reversée à l'organisation syndicale désignée. Julien Bonnel perçoit par ailleurs une rémunération en qualité de salarié de l'entité Rexel France SAS.

(4) Le mandat d'administrateur de Fritz Froehlich a pris fin à l'issue de l'Assemblée générale mixte du 23 mai 2019. Un complément de 15 000 euros a été versé à Fritz Froehlich compte tenu des travaux additionnels qu'il a effectués au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 (réglementation comptable IFRS 16, intégration de François Auque en prévision de sa nomination en tant qu'administrateur et Président du Comité d'audit et des risques, restructuration de certaines entités du Groupe).

(5) Thomas Farrell a démissionné le 19 juillet 2019 de son mandat d'administrateur.

Le paiement de la rémunération des administrateurs serait suspendu en cas de non-respect des règles sur la parité.

La politique de rémunération ne prévoit pas de mécanisme permettant de demander la restitution de tout ou partie de la rémunération variable des administrateurs.

3.2.2.2 Rémunération et autres avantages versés ou attribués au Président du Conseil d'administration, Ian Meakins

Rémunérations et options/actions attribuées au cours des deux derniers exercices

(en €)	2019	2018
IAN MEAKINS		
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice	500 000	500 000
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	N/A	N/A
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	N/A	N/A
Total	500 000	500 000

Tableau récapitulatif des rémunérations brutes sur les deux derniers exercices

	2019		2018	
	RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE	RÉMUNÉRATION VERSÉE AU COURS DE L'EXERCICE	RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE	RÉMUNÉRATION VERSÉE AU COURS DE L'EXERCICE
(en €)				
IAN MEAKINS				
Rémunération fixe	500 000	500 000	500 000	500 000
Rémunération variable	N/A	N/A	N/A	N/A
Jetons de présence	N/A	N/A	N/A	N/A
Avantages en nature	N/A	N/A	N/A	N/A
Total	500 000	500 000	500 000	500 000

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, conformément à la politique en matière de rémunération monétaire qui est fixée pour la durée du mandat, la rémunération de Ian Meakins est restée inchangée.

Rémunération fixe

La rémunération fixe annuelle brute de Ian Meakins a été maintenue à 500 000 euros.

Rémunération variable annuelle

Ian Meakins ne dispose pas de rémunération variable annuelle.

Autres éléments de rémunération

Ian Meakins ne dispose pas d'autres éléments de rémunération.

■ **Contrat de travail / régime de retraite supplémentaire / indemnités liées à la cessation de fonction / clause de non-concurrence**

	CONTRAT DE TRAVAIL	RÉGIME DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE	INDEMNITÉS LIÉES À LA CESSATION DE FONCTION	CLAUDE DE NON-CONCURRENCE
Ian Meakins	Non	Non	Non	Non

3.2.2.3 Rémunération et autres avantages versés ou attribués au Directeur Général, Patrick Berard

Rémunérations et options/actions attribuées au cours des deux derniers exercices

	2019	2018
(en €)		
PATRICK BERARD		
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice	1 312 927	1 434 022
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	N/A	N/A
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice ⁽¹⁾	859 000	1 052 000
Total	2 171 927	2 486 022

(1) Valorisation sur la base de la juste valeur IFRS2 retenue pour les comptes consolidés (8,59 euros pour 2019 et 10,52 euros pour 2018).

Tableau récapitulatif des rémunérations brutes sur les deux derniers exercices

	2019		2018	
	RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE	RÉMUNÉRATION VERSÉE AU COURS DE L'EXERCICE	RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE	RÉMUNÉRATION VERSÉE AU COURS DE L'EXERCICE
PATRICK BERARD				
Rémunération fixe	650 000	650 000	650 000	650 000
Rémunération variable	656 565 ⁽¹⁾	777 660 ⁽²⁾	777 660	973 440
Jetons de présence	N/A	N/A	N/A	N/A
Avantages en nature	6 362	6 362	6 362	6 362
Total	1 312 927	1 434 022	1 434 022	1 629 802

(1) Versement soumis à l'approbation préalable de l'Assemblée générale du 23 avril 2020.

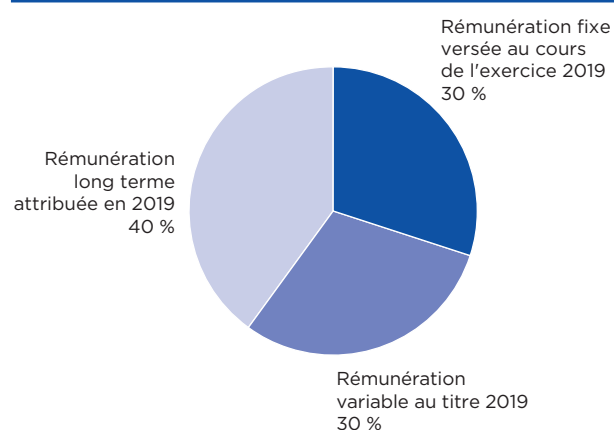
(2) Versement approuvé par l'Assemblée générale du 23 mai 2019.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, conformément à la politique en matière de rémunération monétaire qui est fixée pour la durée du mandat, la rémunération cible de Patrick Berard est restée inchangée.

Structure de rémunération

La rémunération principale du Directeur Général est constituée d'une rémunération fixe, d'une rémunération variable annuelle et d'une rémunération long terme.

La répartition du poids de ces composantes fixe, variable annuelle cible et actions de performance est reportée ci-dessous. Il ressort de ce schéma que 70 % de la rémunération du Directeur Général est assujettie à des conditions de performance (principalement financières).



Il est précisé que pour la visibilité du graphique ci-dessus, le montant de l'avantage en nature (voiture) inclus dans la rémunération fixe est égal à 6 362 euros par an.

Rémunération fixe

La rémunération fixe annuelle brute de Patrick Berard a été fixée à 650 000 euros.

Rémunération variable annuelle

La rémunération variable annuelle cible de Patrick Berard a été fixée à 120 % de sa rémunération fixe annuelle brute.

La rémunération variable 2019 se décomposait en 75 % d'objectifs quantitatifs et en 25 % d'objectifs qualitatifs. Les objectifs quantitatifs arrêtés au titre de 2019 étaient la croissance des ventes en volume (40 %), la croissance de l'EBITA Ajusté en volume (40 %) et le BFR opérationnel moyen (20 %). Les cibles à atteindre étaient celles du budget 2018.

Les objectifs quantitatifs sont plafonnés à un maximum de 150 % si ceux-ci dépassent 100 % des objectifs fixés. Les objectifs qualitatifs sont plafonnés à 100 % de réalisation.

En conséquence, la rémunération variable maximale pouvait représenter 165 % de la rémunération fixe.

Le Conseil d'administration du 12 février 2020 a procédé à l'évaluation de la performance du Directeur Général et a arrêté une performance globale de 84,18 % de la rémunération variable cible, soit un montant de 656 565 euros bruts à verser au titre de l'exercice 2019. Ainsi, la rémunération variable arrêtée par le Conseil d'administration pour le Directeur Général représente 101,01 % de sa rémunération fixe.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du Code de commerce, le versement de la rémunération variable 2019 est conditionné à l'approbation de l'Assemblée générale mixte du 23 avril 2020.

Les niveaux de réalisation des critères 2019 mentionnés ci-dessus sont les suivants :

RÉMUNÉRATION FIXE 2019 EN €	RÉMUNÉRATION VARIABLE 2019 CIBLE EN POURCENTAGE DE LA RÉMUNÉRATION FIXE	RÉMUNÉRATION VARIABLE 2019 CIBLE EN €	PARTIE QUANTITATIVE DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE CIBLE	PARTIE QUALITATIVE DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE CIBLE	RÉSULTAT 2019 PARTIE QUANTITATIVE	RÉSULTAT 2019 PARTIE QUALITATIVE	RÉALISATION DE LA PARTIE QUANTITATIVE 2019	RÉALISATION DE LA PARTIE QUALITATIVE 2019	RÉALISATION GLOBALE EN POURCENTAGE DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE CIBLE	MONTANT EN € À VERSER AU TITRE DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE 2019
A	B	(A x B) = C	D	E	F	G	(D x F) = H	(E x G) = I	(H + I) = J	(C x J)
650 000	120 %	780 000	75 %	25 %	80,9 %	94 %	60,68 %	23,50 %	84,18 %	656 565

Détails concernant la réalisation des objectifs quantitatifs 2019 :

CRITÈRES 2019	POIDS	OBJECTIF ⁽¹⁾ 2019	MINIMUM	CIBLE	MAXIMUM	RÉALISÉ 2019		
						NIVEAU DE PERFORMANCE EN % DES OBJECTIFS ⁽²⁾	NIVEAU DE PAIEMENT AVANT PONDÉRATION	NIVEAU DE PAIEMENT APRÈS PONDÉRATION
Croissance des ventes en volume	40 %	367,4 M€	Paiement du 1 ^{er} euro à l'atteinte des ventes réalisées au cours de l'exercice précédent	Paiement à 100 % si le résultat atteint 100 % de l'objectif	Paiement à 150 % si le résultat atteint 150 % de l'objectif	48,8 %	48,8 %	19,5 %
Croissance de l'EBITA Ajusté en volume	40 %	+38,7 M€	Paiement à 50 % à l'atteinte de l'EBITA Ajusté réalisé au cours de l'exercice précédent	Paiement à 100 % si le résultat atteint 100 % de l'objectif	Paiement plafonné à 150 %	84,2 %	92,1 %	36,8 %
BFR opérationnel moyen	20 %	15 %	Paiement à 50 % si le résultat atteint 95 % de l'objectif	Paiement à 100 % si le résultat atteint 100 % de l'objectif	Paiement à 150 % si le résultat atteint 105 % de l'objectif	102,3 %	122,5 %	24,5 %
100 %			Calcul linéaire entre les points					80,90 %

(1) Objectifs 2019 ajustés (à périmètre constant).

(2) La performance s'apprécie en comparaison des objectifs sur la base des taux de change standards.

Détails concernant les objectifs qualitatifs 2019 :

	POIDS	ATTEINTE	PERFORMANCE PONDÉRÉE
Transformation, digitale en particulier	60 %	90 %	54 %
Responsabilité Sociétale de l'Entreprise	40 %	100 %	40 %
Total			94 %

Le Conseil d'administration a évalué la performance, pour l'exercice 2019, du Directeur Général, Patrick Berard, au titre de ses objectifs qualitatifs à 94 %. Tels que communiqués *ex-ante*, ces objectifs qualitatifs se déclinaient selon deux axes principaux : la transformation, digitale en particulier, et la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise.

Au cours de l'exercice 2019, les capacités d'analyse prédictive des forces de vente ont été renforcées, les pays ont été outillés pour réussir leur transformation digitale et les compétences des salariés ont été renforcées en cohérence avec les besoins liés à cette transformation. Après avoir constaté ces réalisations

et comparé leur niveau d'avancement au plan stratégique du Groupe, le Conseil d'administration a jugé que les objectifs fixés au Directeur Général, au titre de la transformation, digitale en particulier, avaient été atteints à hauteur de 90 %. Cette évaluation se justifie notamment par la progression des ventes Web et EDI : elles représentaient 16 % des ventes du Groupe en 2018 ; elles ont représenté en 2019 18 % des ventes du Groupe, en conformité avec le plan stratégique. Dans un environnement fortement concurrentiel, où le plan de transformation, digitale en particulier, conduit à son terme, serait un avantage compétitif majeur, le choix a été fait de ne

pas communiquer les autres réalisations factuelles et chiffrées qui justifient l'évaluation à 90 %.

Le Conseil d'administration a évalué, en comparant les réalisations 2019 aux objectifs fixés *ex-ante* en 2018, que les objectifs au titre de la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise, avaient été atteints à hauteur de 100 %.

Cette évaluation se justifie par les actions menées au cours de l'exercice 2019 en matière de mobilité et de formation. Au cours de l'exercice 2019, des campagnes de formations obligatoires dispensées à tous les salariés du Groupe ainsi que des communications du Directeur Général ont mis en avant l'importance de l'éthique des affaires au sein du groupe Rexel en accord avec les objectifs déterminés en début d'exercice.

Les objectifs chiffrés en matière d'inclusion, relatifs au nombre de parcours en alternance partageant leur temps entre l'entreprise et l'université, ont été atteints ; c'est ainsi qu'en France, le nombre de parcours en alternance a été doublé de 150 à plus de 300 en 2019, au-delà des objectifs fixés. Il est rappelé ici que la part individuelle est plafonnée à 100 % et que la constatation d'une surperformance n'autorise pas une évaluation supérieure à 100 %.

La politique de rémunération ne prévoit pas de mécanisme permettant de demander la restitution de tout ou partie de la rémunération variable du Directeur Général.

Attribution d'actions de performance

Le nombre d'actions de performance attribuées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 à Patrick Berard par Rexel et par toute société du groupe Rexel est détaillé ci-après :

ATTRIBUTAIRE	DATE D'ATTRIBUTION	NOM DU PLAN	NOMBRE D' ACTIONS	ÉVALUATION DES ACTIONS ATTRIBUÉES ⁽¹⁾	DATE D'ACQUISITION	DATE DE CESSIBILITÉ
Patrick Berard	23 mai 2019	3+0	100 000	859 000 €	23 mai 2022	24 mai 2022

(1) Évaluation effectuée sur la base de la juste valeur IFRS2 utilisée pour les comptes consolidés (8,59 € en 2019).

Le nombre d'actions attribuées et leur valeur à l'attribution sont inférieurs aux limites instaurées par le Conseil d'administration.

Les critères de performance retenus et la méthode appliquée pour déterminer leur impact sur l'acquisition

Autres éléments de rémunération sur la période considérée

Les différents avantages en nature étaient les suivants :

- couverture santé/prévoyance ; bilan de santé ;
- régime de retraite de base et complémentaire ;
- assistance fiscale et en matière de retraite ; et
- mise à disposition d'un véhicule de fonction (6 362 euros pour 2019).

Rémunération long terme : options de souscription ou d'achat d'actions et attributions d'actions de performance

Options de souscription ou d'achat d'actions

Aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été attribuée à Patrick Berard par Rexel ou par toute société du groupe Rexel, pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Aucune option de souscriptions ou d'achat d'actions n'a été levée pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

La charte de déontologie boursière de Rexel inclut l'engagement pour les mandataires sociaux de ne pas recourir à des options de couverture de leur risque sur les options, les actions issues des levées d'options ou sur les actions de performance.

future des actions de performance attribuées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 sont détaillés au paragraphe 3.7.2.6 « Attribution gratuite d'actions » du présent document d'enregistrement universel.

Historique des dernières actions de performance attribuées, acquises ou cessibles au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 pour Patrick Berard

DATE D'ATTRIBUTION DU PLAN	23 MAI 2019	24 MAI 2018	23 MAI 2017	23 JUIN 2016
Nombre d'actions attribuées⁽¹⁾	100 000	100 000	100 000	85 000
<i>Ajustement des actions effectué en 2016⁽²⁾</i>	<i>N/A</i>	<i>N/A</i>	<i>N/A</i>	<i>87 876</i>
<i>Ajustement des actions effectué 2019⁽³⁾</i>	<i>103 442</i>	<i>103 442</i>	<i>103 442</i>	<i>87 876</i>
Date d'acquisition	23 mai 2022	24 mai 2021	23 mai 2020	23 juin 2019
Taux de performance	N/A	N/A	N/A	45 %
Nombre d'actions acquises définitivement	0	0	0	39 545 ⁽⁴⁾
Date de cessibilité	24 mai 2022	25 mai 2021	24 mai 2022	24 juin 2021
Nombre d'actions perdues au 31 décembre 2019	0	0	0	48 331

(1) Nombre d'actions attribuées depuis le début du mandat de Patrick Berard.

(2) Le nombre d'actions de performance encore en période d'acquisition a été ajusté pour l'ensemble des bénéficiaires de ces plans, par décision du Directeur Général en date du 5 juillet 2016 sur délégation du Conseil d'administration du 23 juin 2016. Cette décision vise à protéger les droits de tous les bénéficiaires et fait suite à la distribution aux actionnaires d'une somme de 0,40 € par action, intégralement prélevée sur la prime d'émission.

(3) Le nombre d'actions de performance encore en période d'acquisition a été ajusté pour l'ensemble des bénéficiaires de ces plans, par décision du Directeur Général en date du 5 juillet 2019 sur délégation du Conseil d'administration du 23 mai 2019. Cette décision vise à protéger les droits de tous les bénéficiaires et fait suite à la distribution aux actionnaires d'une somme de 0,347 € par action, intégralement prélevée sur la prime d'émission.

(4) La performance à 45 % s'explique par une croissance des ventes organiques, supérieure aux objectifs fixés par le plan moyen terme – PMT (taux de réalisation à 150 % pour un objectif dont le poids est de 30 %. Cependant les autres objectifs (croissance de l'EBITA en volume, taux de conversion en cash, et performance du cours boursier) n'ont pas atteint les objectifs fixés par le PMT. Ils sont en deçà des seuils de déclenchement d'où un taux de réalisation de 0 % pour ces 3 objectifs.

Régimes supplémentaires de retraite à prestations définies au sens de l'article L.137-11 du Code de la Sécurité sociale (article 39 du Code général des impôts)

Compte tenu de la carrière de Patrick Berard (né en 1953) et de son ancienneté (Patrick Berard a rejoint le groupe Rexel en 2003), le Conseil d'administration du 1^{er} juillet 2016 a décidé de ne pas interrompre le bénéfice du dispositif de retraite supplémentaire à prestations définies dans lequel Patrick Berard avait été maintenu en qualité de salarié avant sa prise de fonction de mandataire social (décision du Conseil d'administration du 10 février 2016 mettant en place le dispositif collectif d'épargne moyen terme). Cette décision a été maintenue par le Conseil d'administration du 24 mai 2018 lors du renouvellement du mandat de Directeur Général de Patrick Berard à compter du 1^{er} juillet 2018.

Afin de se conformer à l'article L.225-42-1 du Code de commerce, le Conseil d'administration a décidé que les droits conditionnels que Patrick Berard pourrait acquérir au titre de son activité de Directeur Général dans le cadre de ce dispositif seraient soumis à des conditions de performance annuelles.

Les critères de performance retenus par le Conseil d'administration du 1^{er} juillet 2016 puis par une décision du Conseil d'administration du 24 mai 2018 ont été alignés sur ceux de la rémunération variable

annuelle du Directeur Général (part financière et part individuelle). Les conditions de performance seront considérées satisfaites si le niveau de paiement de la rémunération variable annuelle atteint au minimum 60 % de la rémunération variable cible pour l'année considérée (telle que décrite au paragraphe 3.2.2.3 « Rémunération et autres avantages versés ou attribués au Directeur Général, Patrick Berard » du présent document d'enregistrement universel).

Ainsi, ce n'est qu'en cas d'atteinte de ces conditions annuelles de performance que :

- les périodes d'activité exercées en qualité de Directeur Général par Patrick Berard seront prises en compte pour le calcul de l'ancienneté ; et
- la rémunération perçue au titre des fonctions de Directeur Général sera prise en considération pour l'appréciation de la moyenne des trois meilleures années de rémunération.

Le Conseil d'administration du 12 février 2020 a constaté la réalisation de la condition de performance pour l'exercice 2019 (le niveau de la rémunération variable 2019 ayant atteint une performance de 84,18 %). La période d'activité et la rémunération perçue au titre des fonctions de mandataire social sur la période considérée seront donc prises en considération pour le calcul des droits conditionnels (dans les limites prévues par le dispositif de retraite décrit ci-après).

Caractéristiques du dispositif de retraite à prestations définies dont bénéficie le Directeur Général

Le Directeur Général bénéficie d'un dispositif de retraite à prestations définies au sens de l'article L.137-11 du Code de la Sécurité sociale, composé de deux régimes successifs :

- un premier régime mis en place unilatéralement à effet du 31 mai 2005 et modifié en dernier lieu à effet du 1^{er} septembre 2016 (régime 1). Ce régime a été gelé au 30 juin 2009 ; et
- un second régime mis en place unilatéralement le 30 mars 2009, à effet du 1^{er} juillet 2009 et modifié en dernier lieu à effet du 1^{er} septembre 2016 (régime 2). Ce régime a été gelé au 31 décembre 2019.

Les droits conditionnels que le Directeur Général pourrait acquérir au titre de son activité de mandataire social, dans le cadre de ces dispositifs (ancienneté -

régime 2 et prise en compte de la rémunération - pour les régimes 1 et 2), ne seront octroyés que si des conditions de performance telles que décrites ci-dessus sont atteintes.

De plus, il est rappelé que conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables (loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, dite « loi PACTE » et ordonnance n° 2019-697 du 3 juillet 2019 relative aux régimes professionnels de retraite supplémentaire), et à la suite de la décision du Conseil d'administration, lors de sa séance du 17 décembre 2019, il a été procédé au gel des droits, consistant à interrompre au 31 décembre 2019 l'acquisition de nouveaux droits conditionnels au titre du régime. En revanche la rémunération de fin de carrière sera prise en compte, conformément aux termes du règlement du régime et de l'ordonnance.

3

Les caractéristiques des régimes sont les suivantes :

	RÉGIME 1	RÉGIME 2
Date d'effet	<ul style="list-style-type: none"> • 31 mai 2005 • Gel des droits au 30 juin 2009 	<ul style="list-style-type: none"> • 1^{er} juillet 2009 • Gel des droits au 31 décembre 2019
Rémunération de référence	<ul style="list-style-type: none"> • Moyenne des trois meilleures années calendaires pleines de rémunération brute perçue • La rémunération brute inclut la rémunération fixe, les bonus annuels exclusivement contractuels et les avantages en nature (hors primes exceptionnelles, de sujétion et de nature équivalente) 	<ul style="list-style-type: none"> • Moyenne des trois meilleures années calendaires pleines de rémunération brute perçue • La rémunération brute inclut la rémunération fixe et les bonus annuels exclusivement contractuels limités à 80 % de la part fixe (hors primes exceptionnelles, de sujétion et de nature équivalente et hors avantages en nature) • Plafond global égal à 40 PASS
Ancienneté	<ul style="list-style-type: none"> • Ancienneté minimale de 4 ans 	<ul style="list-style-type: none"> • Entrée dans le groupe Rexel avant le 1^{er} janvier 2010 (respect de la condition minimale d'ancienneté de 2 ans prévue par la Code Afep-Medef)
Formule d'acquisition de droits	<ul style="list-style-type: none"> • 2,5 % par année de service • Pour Patrick Berard, les droits potentiels accumulés gelés s'élèvent à 10,0 % 	<ul style="list-style-type: none"> • 1,00 % par année de service pour la fraction entre 4 et 20 PASS • 0,50 % par année de service pour la fraction entre 20 et 40 PASS
Plafonds applicables	<ul style="list-style-type: none"> • Pension de retraite au titre de ce plan et des autres régimes de retraite supplémentaires de Rexel plafonnée à 12,5 % de la rémunération de référence • Pour Patrick Berard, les droits potentiels accumulés sont inférieurs au plafond 	<ul style="list-style-type: none"> • Pension de retraite au titre de ce régime 2 plafonnée à 20 % de la rémunération de référence • Pension de retraite au titre de ce plan et des autres régimes de retraite supplémentaires de Rexel (dont le régime 1) plafonnée à 25 % de la rémunération de référence • Pension de retraite au titre de ce plan et de tous les autres régimes de retraite supplémentaires de Rexel (dont le régime 1), et des régimes obligatoires, plafonnée à 50 % de la rémunération de référence
Rente de réversion	<ul style="list-style-type: none"> • 60 % de la retraite supplémentaire calculée sur la base de l'ancienneté et de la rémunération de référence à la date du décès 	<ul style="list-style-type: none"> • 50 % de la retraite supplémentaire calculée sur la base de l'ancienneté et de la rémunération de référence à la date du décès

	RÉGIME 1	RÉGIME 2
Conditions d'entrée dans le régime	L'entrée dans le régime était soumise aux conditions cumulatives suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • avoir le statut de salarié et/ou de mandataire social • et avoir un statut et une activité répondant à la définition de l'article L.3111-2 du Code du travail et un certain niveau de responsabilité 	<ul style="list-style-type: none"> • avoir le statut de salarié et/ou de mandataire social • être entré dans le groupe Rexel avant le 1^{er} janvier 2010 • et avoir un statut et une activité répondant à la définition de l'article L.3111-2 du Code du travail et un certain niveau de responsabilité
Conditions communes du bénéfice des prestations – règle générale	Le bénéfice des prestations est soumis aux conditions cumulatives suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • être affilié au régime de l'assurance vieillesse de la Sécurité sociale française • faire partie de la société Rexel Développement (ou Rexel pour le régime 2) à la date du départ à la retraite ou de mise à la retraite • achever définitivement sa carrière professionnelle au sein de la société Rexel Développement (ou Rexel pour le régime 2), conformément à la condition posée à l'article L.137-11 du Code de la Sécurité sociale • avoir liquidé sa pension de vieillesse du régime de base de la Sécurité sociale française 	
Conditions communes du bénéfice des prestations – situations particulières	<p>Possibilité de maintien du régime dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • licenciement après l'âge de 55 ans (sauf faute lourde), sous réserve que l'assuré n'exerce ensuite aucune autre activité professionnelle • classement en invalidité de 2^e ou 3^e catégorie au sens de la Sécurité sociale • départ anticipé dans le cadre d'un dispositif de préretraite d'entreprise ; et • décès avant le départ de l'entreprise (maintien des droits dérivés tels que la pension de réversion) <p>Le bénéfice effectif des prestations intervient à compter de la liquidation effective de la pension de vieillesse du régime de base de la Sécurité sociale</p>	

Il est rappelé que ce dispositif de retraite supplémentaire à prestations définies au sens de l'article L.137-11 du Code de la Sécurité sociale est en conformité avec l'ensemble des recommandations du Code Afep-Medef.

RECOMMANDATIONS AFEF-MEDEF

Critères d'éligibilité	Conforme
Proportion des mandataires sociaux par rapport au nombre total de bénéficiaires	Conforme
Critères d'ancienneté	Conforme
Conditions de performance exigeantes	Conforme
Pourcentage annuel d'acquisition des droits	Conforme
Période d'acquisition maximale des droits	Conforme
Rémunération de référence	Conforme
Niveau maximal de prestation	Conforme
Information sur les droits potentiels	Conforme

Ce dispositif, répondant aux caractéristiques des régimes mentionnés à l'article L.137-11 du Code de la Sécurité sociale a été soumis à la procédure des conventions réglementées régie par l'ancien article L.225-42-1 du Code de commerce et a été approuvé par l'Assemblée générale du 23 mai 2019 à raison du renouvellement du mandat de Directeur Général de Patrick Berard.

La provision totale enregistrée par Rexel pour l'ensemble des salariés bénéficiant de ce régime supplémentaire de retraite à prestations définies correspondait à un engagement de 7,1 millions d'euros au 31 décembre 2019 diminué de la valeur

d'un actif de couverture placé auprès d'un organisme assureur.

Au 31 décembre 2019, cet actif est estimé à environ 2,6 millions d'euros. Cet actif de couverture fait l'objet de versements de primes par Rexel en fonction des besoins de financement apparaissant au fur et à mesure des départs en retraite des bénéficiaires.

Depuis septembre 2018, le Directeur Général est le dernier bénéficiaire éligible à ce dispositif de retraite à prestations définies. Ce dispositif à l'origine destiné aux cadres dirigeants dont le statut et l'activité répondaient aux dispositions de l'article L.311-2 du Code du travail et fermé en 2016, disparaîtra au départ du Directeur Général, Patrick Berard.

Il est également indiqué qu'à la clôture de l'exercice 2019, le montant annuel de la rente du Directeur Général, au titre de ce dispositif, était évalué à 220 571 euros. Cette évaluation a été réalisée sur la base de l'ancienneté acquise à la date de clôture de l'exercice et des rémunérations constatées au cours des derniers exercices, comme si le Directeur Général pouvait en bénéficier à compter du lendemain de la clôture de l'exercice.

Cette rente aurait été soumise à :

- la CSG et la CRDS (8,8 %), à la cotisation spéciale d'assurance maladie (1 %), à la CASA (contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie au taux de 0,3 %), ainsi qu'à une contribution spécifique pouvant aller jusqu'à 14 % (dans les conditions prévues à l'article L.137-11-1 du Code de la Sécurité sociale) ; et
- l'impôt sur le revenu, après abattement de 10 %.

Les primes versées sont soumises à une contribution de 24 % à la charge de Rexel.

Indemnités de départ

Compte tenu de la carrière de Patrick Berard et de son ancienneté au sein du groupe Rexel, le Conseil d'administration a décidé de maintenir et de

suspendre le contrat de travail dont Patrick Berard disposait avant sa nouvelle prise de fonction.

Le contrat de travail de Patrick Berard, suspendu pendant l'exercice de son mandat de Directeur Général de la Société, prévoit sous certaines conditions en cas de rupture à l'initiative de l'employeur (hors cas de faute lourde ou grave ou de mise à la retraite), le versement d'indemnité de départ et/ou de non-concurrence dans la limite d'un montant global correspondant à 18 mois de la rémunération mensuelle de référence (soit la dernière rémunération annuelle fixe augmentée du montant moyen des deux derniers bonus perçus, le tout divisé par 12).

Il est précisé par le Conseil d'administration qu'en cas de réactivation du contrat de travail de Patrick Berard, ces éventuelles indemnités de départ seraient calculées sans tenir compte de la période d'exercice du mandat social (sans prise en considération de l'ancienneté, ni de la rémunération fixe ou variable perçue en tant que mandataire social).

Le Conseil d'administration n'a pas accordé à Patrick Berard d'indemnité de départ au titre de la cessation de ses fonctions de Directeur Général, ni d'indemnité compensatrice de non-concurrence en lien avec la cessation de ces mêmes fonctions compte tenu de sa carrière et de son profil.

■ Contrat de travail / régime de retraite supplémentaire / indemnités liées à la cessation de fonction / clause de non-concurrence

	CONTRAT DE TRAVAIL	RÉGIME DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE	INDEMNITÉS LIÉES À LA CESSATION DE FONCTION	INDEMNITÉS RELATIVES À UNE CLAUSE DE NON-CONCURRENCE
Patrick Berard	Oui - Contrat suspendu pendant la durée du mandat social	Oui - Régime de retraite à prestations définies (au sens de l'article 137-11 du Code de la Sécurité sociale) Gel des droits à compter du 31 décembre 2019	Non - Pas d'indemnités prévues au titre du mandat social	Non - Pas d'indemnités prévues au titre du mandat social

3.2.2.4 Tableaux de synthèse relatifs aux rémunérations versées ou attribuées aux mandataires sociaux

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque mandataire social

Une synthèse de l'ensemble des éléments de rémunération dus aux dirigeants mandataires sociaux par les sociétés du groupe Rexel au titre des exercices clos les 31 décembre 2019 et 31 décembre 2018 est présentée dans le tableau ci-après :

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018
IAN MEAKINS		
Rémunération attribuée au titre de l'exercice ⁽¹⁾	500 000 €	500 000 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	N/A	N/A
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice ⁽²⁾	N/A	N/A
Total	500 000 €	500 000 €
PATRICK BERARD		
Rémunération versée au titre de l'exercice ⁽¹⁾	1 312 927 €	1 434 022 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	N/A	N/A
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice ⁽²⁾	859 000 €	1 052 000 €
Total	2 171 927 €	2 486 022 €

(1) Voir paragraphe 3.2.2 « Rémunérations des mandataires sociaux pour l'exercice 2019 (articles L.225-37-3 I et L.225-100 II du Code de commerce) » du présent document d'enregistrement universel.

(2) Valorisation sur la base de la juste valeur IFRS2 retenue pour les comptes consolidés (8,59 euros pour 2019 et 10,52 euros pour 2018).

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE			
	2019		2018	
	ATTRIBUÉS AU TITRE DE L'EXERCICE	VERSÉS AU COURS DE L'EXERCICE	ATTRIBUÉS AU TITRE DE L'EXERCICE	VERSÉS AU COURS DE L'EXERCICE
IAN MEAKINS				
Rémunération fixe	500 000 €	500 000 €	500 000 €	500 000 €
Rémunération variable annuelle	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature	-	-	-	-
Total	500 000 €	500 000 €	500 000 €	500 000 €
PATRICK BERARD				
Rémunération fixe	650 000 €	650 000 €	650 000 €	650 000 €
Rémunération variable annuelle	656 565 € ⁽¹⁾	777 660 € ⁽²⁾	777 660 € ⁽²⁾	973 440 € ⁽³⁾
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantages en nature	6 362 €	6 362 €	6 362 €	6 362 €
Total	1 312 927 €	1 434 022 €	1 434 022 €	1 629 802 €

(1) Rémunération variable due au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et qui sera versée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 après approbation préalable de l'Assemblée générale du 23 avril 2020.

(2) Rémunération variable due au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et versée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, après approbation de l'Assemblée générale du 23 mai 2019.

(3) Rémunération variable due au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et versée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

3.2.2.5 Ratio d'équité (article L.225-37-3 du Code de commerce)

En application des dispositions de l'article L.225-37-3 du Code de commerce, le présent rapport présente les informations relatives aux ratios entre le niveau de la rémunération du Président du Conseil d'administration, du Directeur Général et de chaque Directeur Général Délégué et, d'une part, la rémunération moyenne sur une base équivalent temps plein des salariés, d'autre part, la rémunération médiane sur une base équivalent temps plein des salariés.

La société Rexel SA n'employant pas de salarié, il n'a pas été possible de la retenir pour la détermination des ratios d'équités. En conséquence, le périmètre retenu se compose des deux entités Rexel France SAS et Rexel Développement SAS représentant environ 5 000 salariés, soit plus de 80 % des effectifs présents sur le territoire français en ligne avec les dispositions de l'article 26.2 du code Afep-Medef. Cet échantillon est jugé représentatif de l'ensemble de la population du Groupe. En effet, sur la base des informations disponibles *via* l'outil de « reporting » social du Groupe (« Enablon ») les salaires médians et moyens du Groupe seraient proches des

salaires médians et moyens de l'échantillon retenu. Ce constat est cohérent avec le positionnement géographique du Groupe, plus de 80 % des effectifs étant concentrés dans les pays suivants : États-Unis, France, Royaume-Uni, Canada, Allemagne, Australie, Suède, Suisse et Autriche, où les salaires observés sont cohérents, voire supérieurs à ceux observés en France.

Le périmètre retenu comprend uniquement les collaborateurs bénéficiant d'un contrat de travail français à durée indéterminée, présents sur deux exercices complets, pour l'ensemble des années fiscales considérées.

De plus, les différents ratios ont été calculés sur la base de la rémunération versée au titre de l'exercice fiscal considéré. Cette rémunération prend en compte les bonus versés ainsi que les actions de performances livrées au cours de l'exercice fiscal considéré. Il est précisé que les éléments de retraite n'ont pas été retenus.

Le calcul du ratio d'équité fera l'objet des ajustements préconisés par les éventuelles recommandations du Code Afep-Medef et tiendra compte, le cas échéant, des éventuelles évolutions législatives ou réglementaires applicables.

	EXERCICE FISCAL				
	2019	2018	2017	2016	2015
IAN MEAKINS ⁽¹⁾					
<i>Rémunération versée au cours des exercices</i>					
Ratio rémunération moyenne	12	11	11	12	12
Ratio rémunération médiane	15	14	14	14	15
PATRICK BERARD ⁽²⁾					
<i>Rémunération versée au cours des exercices</i>					
Ratio rémunération moyenne	44	39	24	18	53 ⁽³⁾
Ratio rémunération médiane	54	49	29	22	64 ⁽³⁾

(1) Ian Meakins a été nommé au poste de Président du Conseil d'administration le 1^{er} juillet 2016.

(2) Patrick Berard a été nommé au poste de Directeur Général le 1^{er} juillet 2016.

(3) Le mandat de Rudy Provoost en qualité de Président-Directeur Général a pris fin le 30 juin 2016.

Il en résulte une relative stabilité du ratio au cours des 5 derniers exercices. La volatilité constatée s'explique par les niveaux de performance réalisée pour la rémunération variable versée, au titre de la rémunération variable court terme et de la rémunération variable long terme. Les ratios en 2015

étaient sensiblement plus élevés. Les niveaux de ratio en 2017 s'expliquent par des niveaux de performance du plan long terme attribué en 2014 et livré en 2017 bas, ainsi qu'une rémunération variable 2017 qui est relative à un exercice 2016 proratisé, Patrick Berard ayant été nommé en juillet 2016.

3.2.3 Éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2019 ou attribués au titre de l'exercice 2019 et soumis à l'approbation des actionnaires (article L.225-100 III du Code de commerce)

Les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2019 ou attribués au titre de l'exercice 2019 au Président du Conseil d'administration et au Directeur Général, soumis à l'approbation des actionnaires conformément à l'article L.225-100 III du Code de commerce sont présentés ci-après.

Éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2019 ou attribués au titre de l'exercice 2019 à Ian Meakins, Président du Conseil d'administration, soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée générale (10^e résolution) :

Ian Meakins (Président non-exécutif du Conseil d'administration) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019

ÉLÉMENTS DE LA RÉMUNÉRATION VERSEE OU ATTRIBUÉE SOUMIS AU VOTE	MONTANT OU VALORISATION COMPTABLE		PRÉSENTATION
	MONTANT ATTRIBUÉ AU TITRE DE L'EXERCICE 2019	MONTANT VERSÉ AU COURS DE L'EXERCICE 2019	
Rémunération fixe annuelle	500 000 euros	500 000 euros	<p>Les principes de rémunération de Ian Meakins ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 23 mai 2017, ayant également eu à se prononcer sur le renouvellement de son mandat de Président du Conseil d'administration. Sur la base de ces principes, le Conseil d'administration du 12 février 2019 a fixé la rémunération fixe annuelle brute de Ian Meakins au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 à 500 000 euros.</p> <p>Cette rémunération fixée pour la durée du mandat social, est inchangée depuis la nomination de Ian Meakins en qualité de Président du Conseil d'administration, le 1^{er} octobre 2016.</p> <p>Cette rémunération avait été définie par le Conseil d'administration en tenant compte des pratiques de marchés français et européens, de la forte expertise de Ian Meakins en matière de distribution professionnelle notamment, de ses capacités reconnues de management et de son expérience internationale.</p> <p>Voir paragraphe 3.2.2.4 « Tableaux de synthèse relatifs aux rémunérations versées ou attribuées aux mandataires sociaux » du présent document d'enregistrement universel.</p>
Rémunération variable annuelle	Non applicable		Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération variable annuelle.
Rémunération variable différée	Non applicable		Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération variable différée.
Rémunération variable pluriannuelle	Non applicable		Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération variable pluriannuelle.
Rémunération exceptionnelle	Non applicable		Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération exceptionnelle.
Avantages de toute nature	Non applicable		Ian Meakins ne bénéficie d'aucun avantage en nature.
Valorisation de la rémunération long terme : attribution d'actions de performance	Non applicable		Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération long terme.
Indemnité de départ	Non applicable		Ian Meakins ne bénéficie d'aucune indemnité de départ.
Indemnité de non-concurrence	Non applicable		Ian Meakins ne bénéficie d'aucune indemnité de non-concurrence.
Régime de retraite supplémentaire	Non applicable		Ian Meakins ne bénéficie d'aucun régime de retraite supplémentaire.

Éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2019 ou attribués au titre de l'exercice 2019 à Patrick Berard, Directeur Général soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée générale (11^e résolution) :

Patrick Berard (Directeur Général) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019

ÉLÉMENTS DE LA RÉMUNÉRATION VERSEE OU ATTRIBUÉE SOUMIS AU VOTE	MONTANT OU VALORISATION COMPTABLE		PRÉSENTATION
	MONTANT ATTRIBUÉ AU TITRE DE L'EXERCICE 2019	MONTANT VERSÉ AU COURS DE L'EXERCICE 2019	
Rémunération fixe annuelle	650 000 euros	650 000 euros	<p>La rémunération fixe annuelle brute au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 arrêtée par le Conseil d'administration est de 650 000 euros. Cette rémunération fixée pour la durée du mandat social, est inchangée depuis la nomination de Patrick Berard en qualité de Directeur Général à effet au 1^{er} juillet 2016.</p> <p>Cette rémunération avait été définie par le Conseil d'administration en fonction de la carrière, de l'expérience sectorielle et de la responsabilité de Patrick Berard dans cette nouvelle structure de gouvernance, ainsi qu'en tenant compte des différentes composantes de sa rémunération et des pratiques de marché.</p> <p>Voir paragraphe 3.2.2.4 « Tableaux de synthèse relatifs aux rémunérations versées ou attribuées aux mandataires sociaux » du présent document d'enregistrement universel.</p>
Rémunération variable annuelle attribuée au titre de l'exercice 2019	656 565 euros	777 660 euros	<p>La rémunération variable annuelle brute au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019, arrêtée par le Conseil d'administration du 12 février 2020, est de 656 565 euros.</p> <p>La rémunération variable se composait pour 75 % d'objectifs quantitatifs (croissance des ventes en volume, la croissance de l'EBITA Ajusté en volume et BFR opérationnel moyen) et pour 25 % d'objectifs qualitatifs. La performance quantitative en pourcentage s'est élevée à 80,90 % et la performance qualitative à 94 %.</p> <p>Ce montant correspond ainsi à 84,2 % de la rémunération variable cible (la rémunération variable cible était fixée à 120 % de la rémunération fixe annuelle), soit 101,01 % de la rémunération fixe pour la période considérée.</p> <p>Pour le détail du calcul de la rémunération variable 2019, voir paragraphe 3.2.2.3 « Rémunération et autres avantages versés ou attribués au Directeur Général, Patrick Berard » du présent document d'enregistrement universel.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du Code de commerce, le versement de la rémunération variable 2019 est conditionné à l'approbation de l'Assemblée générale du 23 avril 2020.</p> <p>La rémunération variable annuelle brute versée au cours de l'exercice 2019, attribuée au titre de l'exercice 2018 (777 660 euros) a fait l'objet d'un vote favorable lors de l'Assemblée Générale du 23 mai 2019.</p>
Rémunération variable pluriannuelle	Non applicable		Patrick Berard ne bénéficie d'aucune rémunération variable pluriannuelle au titre de son mandat.
Rémunération exceptionnelle	Non applicable		Patrick Berard ne bénéficie d'aucune rémunération exceptionnelle au titre de son mandat.
Valorisation des avantages de toute nature	6 362 euros		<p>Patrick Berard bénéficie d'avantages en nature comprenant la mise à disposition d'une voiture de fonction à hauteur de 6 362 euros.</p> <p>Voir paragraphe 3.2.2.3 « Rémunération et autres avantages versés ou attribués au Directeur Général, Patrick Berard » du présent document d'enregistrement universel.</p>

Patrick Berard (Directeur Général) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019

ÉLÉMENTS DE LA RÉMUNÉRATION VERSEE OU ATTRIBUÉE SOUMIS AU VOTE	MONTANT OU VALORISATION COMPTABLE		PRÉSENTATION
	MONTANT ATTRIBUÉ AU TITRE DE L'EXERCICE 2019	MONTANT VERSÉ AU COURS DE L'EXERCICE 2019	
Valorisation de la rémunération long terme : attribution d'actions de performance	859 000 euros <i>(valorisation sur la base de la juste valeur IFRS2 retenue pour les comptes consolidés, soit 8,59 euros pour 2019)</i>		<p>Conformément à l'autorisation accordée par l'Assemblée générale des actionnaires de Rexel du 24 mai 2018, le Conseil d'administration a décidé le 23 mai 2019 de procéder à l'attribution d'actions de performance Rexel. Dans ce cadre, 100 000 actions, intégralement assujetties à conditions de performance, ont été attribuées à Patrick Berard en 2019.</p> <p>Ce nombre d'actions est le nombre maximal pouvant être acquis en cas de surperformance des critères de performance et correspond à un pourcentage maximal d'acquisition de 100 %.</p> <p>Les limites spécifiques d'attribution pour les mandataires sociaux ont été respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> la valeur annuelle des actions de performance attribuées est inférieure à 100 % de la rémunération annuelle fixe et variable cible au titre dudit exercice ; et le nombre de titres attribués à Patrick Berard est inférieur à 10 % de l'enveloppe globale d'actions de performance attribuées à l'ensemble des bénéficiaires. <p>L'acquisition définitive des actions attribuées à Patrick Berard est intégralement soumise à des conditions de présence et de performance appréciées sur une durée de trois ans telles que décrites aux paragraphes 3.2.1.4 « Politique de rémunération applicable au Directeur Général pour l'exercice 2020 » du présent document d'enregistrement universel.</p>
Indemnité de départ	Non applicable		Patrick Berard ne bénéficie d'aucune indemnité de départ au titre de son mandat.
Indemnité de non-concurrence	Non applicable		Patrick Berard ne bénéficie d'aucune indemnité de non-concurrence au titre de son mandat.
Régime de retraite supplémentaire	Aucun versement		<p>Compte tenu de la carrière de Patrick Berard (né en 1953) et de son ancienneté (Patrick Berard a rejoint le groupe Rexel en 2003), le Conseil d'administration du 1^{er} juillet 2016 a décidé de ne pas interrompre le bénéfice du dispositif de retraite supplémentaire à prestations définies dans lequel Patrick Berard avait été maintenu en qualité de salarié avant sa prise de fonction de mandataire social.</p> <p>Le maintien de ce bénéfice a été confirmé par le Conseil d'administration du 24 mai 2018 qui s'est prononcé sur le renouvellement du mandat de Directeur Général de Patrick Berard.</p> <p>Afin de se conformer à l'article L.225-42-1 du Code de commerce, le Conseil d'administration a décidé que les droits conditionnels que Patrick Berard pourrait acquérir au titre de son activité de Directeur Général dans le cadre de ce dispositif seraient soumis à des conditions de performance annuelles.</p> <p>Les critères de performance retenus par le Conseil d'administration du 1^{er} juillet 2016 ont été alignés sur ceux de la rémunération variable annuelle du Directeur Général (part financière et part individuelle). Les conditions de performance seront considérées satisfaites si le niveau de paiement de la rémunération variable annuelle atteint au minimum 60 % de la rémunération variable cible pour l'année considérée.</p> <p>Le Conseil d'administration du 12 février 2020 a constaté la réalisation de la condition de performance pour l'exercice 2019 (le niveau de paiement de la rémunération variable 2019 ayant atteint 84,2 %). La période d'activité et la rémunération perçue au titre des fonctions de mandataire social sur la période considérée seront donc prises en considération pour le calcul des droits conditionnels (dans les limites prévues par le dispositif de retraite tel que décrit au paragraphe 3.2.2.3 « Rémunération et autres avantages versés ou attribués au Directeur Général, Patrick Berard » du présent document d'enregistrement universel).</p>

3.3 Conventions ordinaires et Opérations avec les apparentés

3.3.1 Conventions ordinaires

Rexel a mis en place une procédure de contrôle interne des conventions courantes et des conventions réglementées.

Cette procédure a été établie conformément à la réglementation en vigueur telle qu'elle résulte de la loi n° 2019-486 pour la croissance et la transformation des entreprises du 22 mai 2019 (dite loi PACTE) ainsi que les recommandations de place, notamment la recommandation de l'Autorité des marchés financiers n° 2012-05 du 2 juillet 2012, telle que modifiée le 5 octobre 2018.

Dans une société anonyme à Conseil d'administration, les conventions visées par l'article L.225-38 du Code de commerce, dites « conventions réglementées », sont soumises à une procédure spécifique et doivent faire l'objet d'une autorisation préalable par Conseil d'administration ainsi que d'un rapport spécial des commissaires aux comptes en vue de leur soumission à l'approbation de l'Assemblée Générale.

Sont exclues de cette procédure de contrôle les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ainsi que les conventions intra-groupe entre deux sociétés dont l'une détient directement ou indirectement 100 % du capital de l'autre.

La procédure interne décrit ainsi :

- 1) les parties concernées ainsi que les critères devant être considérés afin de qualifier une opération courante et une opération conclue à des conditions normales ;
- 2) la procédure d'identification des conventions, qui repose sur une évaluation conduite par le Secrétariat Général et la Direction Juridique de Rexel avec le soutien des équipes concernées et une revue au moins annuelle des conventions courantes conclues à des conditions normales ; et
- 3) les procédures spécifiques à appliquer selon que la convention est une convention courante conclue à des conditions normales, faisant l'objet d'une revue annuelle du Conseil d'administration, ou une convention réglementée, devant faire l'objet d'une autorisation préalable du Conseil d'administration et d'une approbation par l'Assemblée Générale ainsi que d'une revue annuelle.

3.3.2 Principales opérations avec les apparentés

Les conventions importantes entre Rexel et des personnes apparentées, soit les membres de la Direction Générale de Rexel, les administrateurs de Rexel, les actionnaires de Rexel, les filiales de Rexel, dans les conditions des articles L.225-38 et suivants du Code de commerce, en vigueur au 31 décembre 2019, concernent la rémunération des dirigeants mandataires sociaux de Rexel ainsi que les relations au sein du groupe Rexel. Ces conventions sont décrites ci-après.

Les principales opérations avec des apparentés sont par ailleurs décrites en détail à la note 25 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 qui figurent à la section 5.2 « États financiers consolidés » du présent document d'enregistrement universel.

3.3.2.1 Rémunération des dirigeants mandataires sociaux

Le renouvellement du régime de retraite ci-dessous a été autorisé par le Conseil d'administration du 24 mai 2018 à l'occasion du renouvellement du mandat de Directeur Général de Monsieur Patrick Berard. Ce renouvellement a été approuvé par l'Assemblée générale du 23 mai 2019.

Régime de retraite supplémentaire à prestations définies

Lors de sa réunion du 1^{er} juillet 2016, le Conseil d'administration a décidé de maintenir au bénéfice de Patrick Berard, Directeur Général de Rexel, lors du renouvellement de son mandat, le dispositif de retraite supplémentaire à prestations définies dont il bénéficiait en sa qualité de salarié, préalablement à sa nomination en qualité de Directeur Général de Rexel. Afin de se conformer à l'article L.225-42-1 du Code de commerce, le Conseil d'administration a décidé que les droits conditionnels que Patrick Berard pourrait acquérir au titre de son activité de Directeur Général dans le cadre de ce dispositif seront soumis à des conditions de performance annuelles. Cette décision a été maintenue par le Conseil d'administration du 24 mai 2018 qui s'est prononcé sur le renouvellement du mandat de Directeur Général de Patrick Berard à effet du 1^{er} juillet 2018.

Le bénéfice de ce régime de retraite a été approuvé par l'Assemblée générale du 23 mai 2019.

À la clôture de l'exercice 2019, le montant annuel de la rente du Directeur Général au titre de ce dispositif était évalué à 220 571 euros. Cette évaluation a été réalisée sur la base de l'ancienneté acquise à la date de clôture de l'exercice et des rémunérations constatées au cours des derniers exercices, comme si le Directeur Général pouvait en bénéficier à compter du lendemain de la clôture de l'exercice. Aucune somme n'a été versée à ce titre au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Aucun autre membre de la Direction Générale ou du Conseil d'administration de Rexel ne bénéficie de ce régime.

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables (loi n° 2019-486 du 22 mai 2019, dite « loi PACTE »), il a été procédé au gel, à partir du 31 décembre 2019, de nouveaux droits conditionnels au titre du régime dont bénéficiait Patrick Berard. Les périodes de travail postérieures au 31 décembre 2019 ne seront donc pas prises en compte pour l'appréciation de l'ancienneté retenue pour le calcul du montant de la retraite supplémentaire. En revanche la rémunération de fin de carrière sera prise en compte, conformément aux termes du règlement du régime et de l'ordonnance n° 2019-697 du 3 juillet 2019 relative aux régimes professionnels de retraite supplémentaire.

Éléments de rémunération dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation des fonctions des dirigeants mandataires sociaux

Patrick Berard

Le Conseil d'administration n'a pas accordé à Patrick Berard d'indemnité de départ au titre de la cessation, le cas échéant, de ses fonctions de Directeur Général de Rexel, ni d'indemnité compensatrice de non-concurrence en lien avec la cessation de ces mêmes fonctions compte tenu de sa carrière et de son profil.

Le contrat de travail de Patrick Berard, suspendu pendant l'exercice de son mandat de Directeur Général de Rexel, prévoit sous certaines conditions, le versement de telles indemnités, dans la limite d'un montant global correspondant à 18 mois de la rémunération mensuelle de référence (soit la dernière

rémunération annuelle fixe augmentée du montant moyen des deux derniers bonus perçus, le tout divisé par 12). Le contrat de travail suspendu de Patrick Berard prévoit également une possible indemnité de non-concurrence sous certaines conditions, dont l'indemnisation serait comprise dans la limite globale de 18 mois de rémunération mensuelle de référence telle que décrite ci-dessus.

En cas de réactivation du contrat de travail de Patrick Berard, ces éventuelles indemnités de départ seront calculées sans tenir compte de la période d'exercice du mandat social (sans prise en considération de l'ancienneté, ni de la rémunération fixe ou variable perçue en tant que mandataire social).

3.3.2.2 Relations au sein du groupe Rexel

Les principales conventions conclues au sein du groupe Rexel comprennent la convention suivante :

- une convention d'intégration fiscale conclue les 9 et 24 mai 2012, 28 avril 2014, 20 avril 2015, 8 février et 14 février 2017 entre Rexel et chacune des sociétés incluses dans le périmètre d'intégration fiscale, constitué le 1^{er} janvier 2005 dans les conditions et formes requises par les articles 223 A et suivants du Code général des impôts.

Ces conventions constituent des conventions courantes et conclues à des conditions normales par Rexel et ne sont pas soumises à la procédure visée aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce.

3.3.3 Conventions entre les dirigeants ou les actionnaires de Rexel et les filiales de Rexel

Les conventions conclues entre, d'une part, le Directeur Général ou l'un des administrateurs de Rexel ou l'un des actionnaires détenant plus de 10 % du capital de Rexel et, d'autre part, les sociétés contrôlées par Rexel au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, comprennent la convention suivante :

- le contrat de travail entre Patrick Berard et Rexel Développement, suspendu depuis le 1^{er} juillet 2016 (voir paragraphe 3.2 « Rémunérations des mandataires sociaux » du présent document d'enregistrement universel).

3.3.4 Rapports spéciaux des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

3.3.4.1 Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées pour l'exercice 2019

Rexel S.A.

Siège social : 13, boulevard du Fort de Vaux - CS 60002 - 75838 Paris Cedex 17

Capital social : €1 520 510 065

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019

À l'Assemblée générale de la société Rexel S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants conclus au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'administration.

Modification des engagements de retraite à prestations définies pris au profit de Monsieur Patrick Berard, en sa qualité de Directeur Général de Rexel S.A.

Personne concernée

Monsieur Patrick Berard, en sa qualité de Directeur Général de Rexel S.A. (depuis le 1^{er} juillet 2016, renouvelé en cette qualité à effet du 1^{er} juillet 2018 par le Conseil d'administration du 24 mai 2018) et Administrateur de Rexel S.A. (depuis le 23 mai 2017).

Nature et objet

Le Conseil d'administration du 24 mai 2018 avait autorisé à effet du 1^{er} juillet 2018 le maintien du dispositif de retraite supplémentaire à prestations définies au bénéfice de Patrick Berard, Directeur Général de Rexel S.A.

Le Conseil d'administration du 17 décembre 2019 a décidé le gel des engagements de retraite à

prestations définies pris au bénéfice de Patrick Berard, en sa qualité de Directeur Général de Rexel S.A., conformément à l'ordonnance n° 2019-697 du 3 juillet 2019 relative aux régimes professionnels de retraite supplémentaire. En effet, cette ordonnance prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2020, aucun nouveau droit supplémentaire ne peut être acquis au sein d'un régime de retraite à prestations définies conditionnant la constitution de droits à prestations à l'achèvement de la carrière du bénéficiaire dans la société.

Modalités

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, lesdits engagements de retraite sont maintenus au bénéfice de Patrick Berard mais sont « gelés » au 31 décembre 2019, de sorte qu'aucun droit supplémentaire ne pourra être acquis au titre de ce régime à compter du 1^{er} janvier 2020. Les périodes de travail postérieures au 31 décembre 2019 ne seront donc pas prises en compte pour l'appréciation de l'ancienneté. En revanche, les rémunérations versées à compter de cette date pourront être prises en compte pour le calcul de la rémunération de référence servant de base au

calcul des prestations, conformément à l'article 2 de l'ordonnance du 3 juillet 2019 précitée.

À la clôture de l'exercice 2019, le montant annuel de la rente du Directeur Général au titre de ce dispositif est évalué à 220 571 euros. Cette évaluation est réalisée sur la base de l'ancienneté acquise à la date de clôture de l'exercice et des rémunérations constatées au cours des derniers exercices, comme si le Directeur Général pouvait en bénéficier à compter du lendemain de la clôture de l'exercice.

Cet engagement ne s'est pas exécuté au cours de l'exercice 2019.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DÉJÀ APPROUVÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement déjà approuvé par l'Assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris La Défense, le 13 février 2020

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

Valérie Besson

Jean-Marc Discours

Neuilly-sur-Seine, le 13 février 2020

PricewaterhouseCoopers Audit

Pierre Clavié

Amélie Wattel

3.3.4.2 Rapports spéciaux des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées pour les exercices 2018 et 2017

Les rapports spéciaux des Commissaires aux comptes de Rexel sur les conventions réglementées pour les exercices clos le 31 décembre 2018 et le

31 décembre 2017 figurent respectivement dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 avril 2019 sous le numéro D.19-0264 et dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 avril 2018 sous le numéro D.18-0263.

3.4 Charte de déontologie boursière

À la suite de la transformation de la société Rexel en société anonyme à Conseil d'administration, Rexel a adopté le 22 mai 2014, puis mis à jour le 10 février 2017 et le 12 février 2020, sa Charte de déontologie boursière (la « Charte »), initialement adoptée en 2007, afin de se conformer au règlement général de l'Autorité des marchés financiers (« AMF »). Cette Charte a pour objet de préciser la réglementation applicable en matière de transactions sur titres et au respect des règles concernant les abus de marché et notamment le délit d'initié.

Cette Charte est disponible sur le site internet de Rexel (www.rexel.com).

En application des recommandations de l'AMF relatives à la réglementation « Abus de Marché » (règlement européen n°2014/596 du 16 avril 2014), la Charte a été complétée par une procédure interne relative à la qualification et à la gestion de l'information privilégiée (la « Procédure »). La Procédure instaure un Comité interne *ad hoc*, chargé de déterminer si l'information qui lui est soumise doit être qualifiée de privilégiée, et met en place un processus interne de traitement de l'information privilégiée.

3

3.5 Application du code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées Afep-Medef – paragraphe 27.1

Rexel se réfère aux principes de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées énoncés dans le code de gouvernement d'entreprise (le Code Afep-Medef) établi par l'Association française des entreprises privées (Afep) et le Mouvement des entreprises de France (Medef).

Rexel estime se conformer aux principes de gouvernement d'entreprise tels que définis par le Code Afep-Medef, dans la mesure où les principes édictés sont compatibles avec l'organisation, la taille et les moyens du groupe Rexel, à l'exception des éléments suivants :

Ce code est consultable sur le site internet du Medef (www.medef.fr) ou au siège de Rexel.

RECOMMANDATIONS AFEP-MEDEF	PRATIQUE DU GROUPE REXEL ET EXPLICATIONS
L'attribution de jetons de présence aux dirigeants mandataires sociaux (recommandation 21.1) Le mode de répartition de cette rémunération doit tenir compte de la participation effective des administrateurs au Conseil et dans les Comités, et donc comporter une part variable prépondérante.	Le Conseil d'administration considère qu'indépendamment de sa qualité d'administrateur, chaque administrateur est également membre d'un ou de deux Comités à l'exception de Patrick Berard, en raison de sa qualité de Directeur Général. En outre, les administrateurs, dont beaucoup résident à l'étranger, font preuve d'une grande disponibilité pour assister aux différentes réunions du Conseil d'administration et des Comités. Ainsi, en 2019, le Conseil d'administration s'est réuni 12 fois, le Comité d'audit et des risques 6 fois, le Comité des nominations s'est réuni 6 fois, et le Comité des rémunérations 7 fois. Le Conseil d'administration a en conséquence estimé qu'il n'était pas nécessaire de revoir la part variable des jetons de présence qui tient déjà compte de la participation effective des administrateurs aux séances des Comités.
La cessation du contrat de travail en cas de mandat social (recommandation 22) Il est recommandé, lorsqu'un salarié devient dirigeant mandataire social de l'entreprise, de mettre fin au contrat de travail qui le lie à Rexel ou à une société du Groupe, soit par rupture conventionnelle, soit par démission.	Le Comité des nominations et des rémunérations a recommandé que le contrat de travail conclu entre Rexel Développement SAS et Patrick Berard, dans sa version amendée au 4 novembre 2015, soit maintenu en faisant l'objet d'une suspension (conformément à la jurisprudence en la matière) à compter du 1 ^{er} juillet 2016. Patrick Berard, qui a rejoint le Groupe en 2003, outre le fait de justifier au 1 ^{er} juillet 2016, d'une ancienneté de treize ans au sein du groupe Rexel, était âgé de 63 ans et approchait par conséquent de la fin de sa carrière professionnelle. Patrick Berard, alors salarié du groupe Rexel, avait accepté de prendre les fonctions de Directeur Général dans le cadre du changement de gouvernance de Rexel et d'assumer la responsabilité de la direction du groupe Rexel, Patrick Berard était donc susceptible de subir un très important préjudice du fait de la perte de sa qualité de salarié dans le cadre de sa nomination en qualité de Directeur Général à compter du 1 ^{er} juillet 2016.

3.6 Actes constitutifs et statuts

Les principales stipulations décrites ci-dessous sont issues des statuts de Rexel mis à jour le 2 juillet 2018.

3.6.1 Objet social (article 3 des statuts)

Rexel a pour objet, à titre principal, d'exercer les activités suivantes, directement ou indirectement, en France et à l'étranger :

- l'acquisition, la détention, la gestion et, le cas échéant, la cession ou tout autre transfert d'actions, de toutes autres valeurs mobilières et autres parts d'intérêt dans toutes sociétés ou groupements français ou étrangers, cotés ou non ;
- la fourniture de services à ces sociétés ou groupements, par la mise à disposition de personnel ou autrement, notamment pour leur apporter tous conseils et toute assistance quant à leur organisation, leurs investissements et leurs financements respectifs, et la coordination de leurs politiques en matière de développement, de gamme de produits, d'approvisionnement, et de distribution ;
- l'acquisition, la détention, l'administration et, le cas échéant, la cession ou tout autre transfert, de tout droit de propriété industrielle ou intellectuelle, de tout procédé ainsi que la prise ou l'octroi de licences sur de tels droits, se rattachant directement ou indirectement aux objets décrits ci-dessus ; et
- généralement, toutes opérations, notamment industrielles, commerciales, financières ou boursières, civiles, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement aux objets de Rexel décrits ci-dessus ou à des objets similaires ou connexes ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, notamment par voie de prêt ou d'emprunt ou d'octroi de garanties et de sûretés couvrant ses obligations ou celles de sociétés apparentées.

3.6.2 Organes de direction et d'administration (articles 14 à 23 des statuts)

3.6.2.1 Conseil d'administration (articles 14 à 18 des statuts)

Composition (article 14 des statuts)

1. Le Conseil d'administration est composé d'un minimum de 5 membres et d'un maximum de 15 membres, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires.

2. La durée de leurs fonctions est de 4 ans au plus.

Toutefois, les premiers administrateurs qui ont été nommés par l'Assemblée générale du 22 mai 2014 et qui étaient membres du Conseil de surveillance de Rexel à la date de l'Assemblée générale du 22 mai 2014, ont été nommés pour une durée égale à la durée restant à courir au titre de leur mandat de membre du Conseil de surveillance de Rexel.

Les fonctions d'un administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé, tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

Le Conseil d'administration se renouvelle par quart ajusté à l'unité supérieure tous les ans de façon à ce qu'il soit intégralement renouvelé tous les quatre ans. L'ordre des sorties par anticipation est déterminé par décision unanime des administrateurs présents ou représentés ou, en cas d'impossibilité de parvenir à l'unanimité, par tirage au sort. Le mandat des personnes ainsi désignées prend fin par caducité à la date fixée par la décision unanime du Conseil d'administration ou par le Président du Conseil d'administration préalablement au tirage au sort. Le renouvellement du Conseil d'administration s'effectue ensuite par ordre d'ancienneté des mandats.

Les administrateurs sont toujours rééligibles.

Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'Assemblée générale ordinaire.

Aucune personne physique ayant dépassé l'âge de 70 ans ne peut être nommée administrateur si la nomination a pour effet de porter à plus du tiers le nombre des administrateurs ayant dépassé cet âge.

3. Lorsqu'à la clôture d'un exercice, la part du capital détenue – dans le cadre prévu par les dispositions de l'article L.225-102 du Code de commerce – par le personnel de Rexel et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 dudit Code, représente plus de 3 %, un administrateur représentant les salariés actionnaires est nommé par l'Assemblée générale ordinaire selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur ainsi que par les statuts, pour autant que le Conseil d'administration ne compte pas parmi ses membres un administrateur salarié actionnaire ou salarié élu.

Les candidats à la nomination au poste d'administrateur salarié actionnaire sont désignés dans les conditions suivantes :

- a) lorsque le droit de vote attaché aux actions détenues par les salariés ou par les fonds communs de placement dont ils sont membres est exercé par les membres du Conseil de surveillance de ces fonds commun de placement, les candidats sont désignés en son sein par ce conseil ; et
- b) lorsque le droit de vote attaché aux actions détenues par les salariés (ou par les fonds communs de placement dont ils sont membres) est directement exercé par ces salariés, les candidats sont désignés à l'occasion de la consultation prévue à l'article L.225-106 du Code de commerce, soit par les salariés actionnaires spécialement réunis à cet effet, soit dans le cadre d'une consultation écrite. Seules les candidatures présentées par un groupe d'actionnaires représentant au moins 5 % des actions détenues par les salariés qui exercent leur droit de vote à titre individuel sont recevables.

4. Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Celles-ci doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente. Il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à Rexel, sans délai, par lettre recommandée ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès ou de démission, ou d'empêchement prolongé du représentant permanent.

5. Si un ou plusieurs sièges d'administrateurs deviennent vacants entre deux assemblées générales, par suite de décès ou de démission, le Conseil d'administration peut procéder à une ou plusieurs cooptations à titre provisoire.

Les cooptations d'administrateurs faites par le Conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

À défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement n'en demeurent pas moins valables.

Si le nombre d'administrateurs devient inférieur à trois, les administrateurs restants doivent convoquer immédiatement l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter l'effectif du Conseil d'administration.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

6. Aucune personne ne peut être nommée administrateur si elle ne respecte pas les règles de cumul, d'incompatibilités, de déchéances ou d'interdictions prévues par la loi.

Le nombre des administrateurs liés à Rexel par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

7.1. Conformément à l'article L.225-27-1 du Code de commerce, le Conseil d'administration comprend un ou deux administrateurs représentant les salariés du Groupe, désigné comme suit.

Lorsque le nombre d'administrateurs, calculé conformément à la loi, est inférieur ou égal à douze, le Conseil d'administration comprend un administrateur représentant les salariés désignés par l'organisation syndicale ayant obtenu le plus de suffrages au premier tour des élections mentionnées aux articles L.2122-1 et L.2122-4 du Code du travail dans Rexel et ses filiales, directes ou indirectes, dont le siège social est fixé sur le territoire français.

Lorsque le nombre d'administrateurs est supérieur à douze, et sous réserve que ce critère soit toujours rempli au jour de sa désignation, un second administrateur représentant les salariés est désigné par le Comité d'entreprise européen. Cette désignation intervient dans un délai de six mois à compter du dépassement du seuil de douze administrateurs.

En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, d'un siège d'administrateur représentant les salariés, le siège vacant est pourvu conformément aux dispositions de l'article L.225-34 du Code de commerce.

7.2. La durée du mandat des administrateurs salariés est de quatre ans.

Les fonctions de l'administrateur désigné en application de l'article L.225-27-1 du Code de commerce prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

En outre, leur mandat prend fin de plein droit lorsque ces représentants des salariés ne remplissent plus les conditions d'éligibilité prévues à l'article L.225-28 du Code de commerce ou encore en cas de rupture de leur contrat de travail conformément à l'article L.225-32 dudit Code.

La réduction à douze ou moins de douze du nombre des administrateurs nommés par l'Assemblée générale annuelle est sans effet sur la durée du mandat de l'ensemble des représentants des salariés au Conseil d'administration, qui prend fin à l'arrivée de son terme normal.

Afin de se conformer aux nouvelles exigences législatives et réglementaires relatives à la composition du Conseil d'administration issues de la loi n°2019-486 du 22 mai 2019, il sera proposé à l'Assemblée générale de modifier les articles 14.7.1 et 14.7.2 des statuts.

7.3. Les dispositions de l'article 15 des présents statuts ne s'appliquent pas aux administrateurs représentant les salariés qui ne sont pas tenus de détenir un nombre minimum d'actions de Rexel.

7.4. Dans le cas où l'obligation de désignation d'un ou plusieurs administrateurs représentant les salariés en application de l'article L.225-27-1 du Code de commerce deviendrait caduque, le mandat du ou des administrateurs représentant les salariés au Conseil d'administration prendrait fin à son terme.

Actions des administrateurs (article 15 des statuts)

Pendant toute la durée de leurs fonctions, les administrateurs sont tenus de détenir au moins mille (1 000) actions de Rexel. Si, au jour de sa nomination, un administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office s'il n'a pas régularisé sa situation dans les délais prévus par les lois et règlements applicables.

Président du Conseil d'administration - Vice-Président du Conseil d'administration - Bureau du Conseil d'administration (article 16 des statuts)

1. Le Conseil d'administration élit, parmi ses membres, personne physique, un Président et, le cas échéant, un Vice-Président dont les fonctions durent aussi longtemps que leurs fonctions d'administrateurs, sauf si le Conseil d'administration décide de nommer un nouveau Président et, le cas échéant, un nouveau Vice-Président.

2. Le Président du Conseil d'administration ne peut être âgé de plus de 68 ans ; ses fonctions cessent

de plein droit au 31 décembre de l'année au cours de laquelle survient son 68^e anniversaire.

Le Président du Conseil d'administration représente le Conseil d'administration. Il est chargé de convoquer le Conseil d'administration et il organise et dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'Assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de Rexel et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Sous réserve du respect des dispositions légales et statutaires, le Président peut toujours être réélu.

3. En cas d'empêchement du Président, le Vice-Président remplit les mêmes fonctions et jouit des mêmes prérogatives que celles du Président.

Le Vice-Président pourra également occuper les fonctions d'administrateur référent. Les missions de l'administrateur référent seront fixées dans le règlement intérieur du Conseil d'administration.

Par exception à ce qui précède, la nomination d'un Vice-Président est obligatoire si les fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général sont exercées par la même personne ; dans ce cas, le Vice-Président occupera également les fonctions d'administrateur référent.

Sous réserve du respect des dispositions légales et statutaires, le Vice-Président peut toujours être réélu.

4. Le Conseil d'administration nomme également un secrétaire même en dehors de ses membres qui, avec le Président et le Vice-Président, forme le bureau. En cas d'absence du secrétaire, le Conseil d'administration désigne un de ses membres ou un tiers pour le suppléer.

5. Le Conseil d'administration est présidé par le Président ou, en cas d'absence de ce dernier, par le Vice-Président ou, à défaut, par un administrateur choisi par le Conseil au début de la séance.

Délibérations du Conseil d'administration (article 17 des statuts)

1. Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de Rexel l'exige, et au moins une fois par trimestre, sur la convocation de son Président ou de son Vice-Président.

Sauf accord écrit de tous les administrateurs, les convocations doivent être faites par tous moyens écrits, y compris par fax ou par mail, au moins trois (3) jours avant la date de la réunion et être accompagnées de l'ordre du jour de la réunion et de tous documents préparés en vue d'être soumis

au Conseil d'administration. Toutefois, lorsque tous les administrateurs sont présents ou représentés (y compris par voie de participation ou représentation lors des conférences téléphoniques ou audiovisuelles) lors d'une réunion, celle-ci peut intervenir sans convocation préalable et sans l'obligation de respecter le délai de trois (3) jours.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Toutefois, si le Conseil d'administration ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, un groupe d'administrateurs peut, à la condition de représenter au moins le tiers des membres en fonction, demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé. Hors ce cas, l'ordre du jour est arrêté par le Président et doit en tout état de cause être mentionné dans l'avis de convocation.

2. Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix et ne pouvant représenter plus d'un administrateur.

Conformément à la réglementation applicable, un règlement intérieur du Conseil d'administration sera établi pour déterminer les participations et le vote aux séances du Conseil d'administration réuni par visioconférence ou par tous autres moyens de télécommunications.

À la condition que le règlement intérieur du Conseil d'administration le prévoit, seront réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participeront à des réunions du Conseil d'administration par des moyens de visioconférence ou par tous autres moyens de télécommunications conformément au règlement intérieur.

En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante, si et seulement si le Conseil d'administration est composé d'un nombre pair d'administrateurs en fonction et uniquement lors des réunions présidées par le Président du Conseil d'administration.

3. Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil d'administration, et qui mentionne le nom des administrateurs ayant participé aux délibérations par visioconférence ou par tous autres moyens de télécommunications.

4. Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés par le président de séance et au moins par un administrateur ou, en cas d'empêchement du président, par deux administrateurs au moins.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du Conseil d'administration, le Directeur Général, les Directeurs Généraux Délégués, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions du Président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

Afin de permettre au Conseil d'administration de prendre certaines décisions par voie de consultation écrite, telle que le permet la loi n° 2019-744 du 19 juillet 2019, il sera proposé à l'Assemblée générale de modifier l'article 17 des statuts.

Pouvoirs du Conseil d'administration (article 18 des statuts)

1. Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de Rexel et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de Rexel et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, Rexel est engagée même par les actes du Conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer par le Président tous les documents qu'il estime utiles.

2. Le Conseil d'administration accorde au Directeur Général les autorisations préalables à l'octroi de cautions, avals et garanties, aux cessions d'immeubles par nature, aux cessions totales ou partielles de participations et aux constitutions de sûretés.

3. Le règlement intérieur du Conseil d'administration fixe les décisions soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'administration.

4. Le Conseil d'administration peut conférer à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers, actionnaires

ou non, tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

5. Le Conseil d'administration peut nommer, en son sein, un ou plusieurs comités spécialisés dont il fixe la composition et les attributions et qui exercent leur activité sous sa responsabilité.

Les règles de fonctionnement desdits Comités sont déterminées dans le règlement intérieur du Conseil d'administration et, le cas échéant, précisées dans les règlements intérieurs établis par chacun des Comités et approuvés par le Conseil d'administration.

Censeurs (article 21 des statuts)

Le Conseil d'administration peut désigner jusqu'à trois censeurs. Les censeurs sont convoqués et participent avec voix consultative aux réunions du Conseil d'administration. Ils peuvent faire partie des Comités créés par le Conseil d'administration.

Ils peuvent être choisis parmi les actionnaires ou en dehors d'eux et recevoir une rémunération déterminée par le Conseil d'administration.

Les censeurs sont nommés pour quatre ans au plus. Les censeurs peuvent toujours être renouvelés dans leurs fonctions. Il peut à tout moment être mis fin aux fonctions des censeurs.

3.6.2.2 Direction Générale (article 19 des statuts)

1. La Direction Générale de Rexel est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, soit par une autre personne physique, administrateur ou non, nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de Directeur Général.

Le Conseil d'administration choisit entre les deux modalités d'exercice de la Direction Générale précitées à la majorité visée au §2 de l'article 17 des statuts. Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions définies par la loi.

Ce mode d'exercice demeure en application jusqu'à décision contraire prise aux mêmes conditions.

Le changement des modalités d'exercice de la Direction Générale de Rexel n'entraîne pas de modification des statuts.

2. Lorsque la Direction Générale de Rexel est assumée par le Président, les dispositions législatives, réglementaires ou statutaires relatives au Directeur Général lui sont applicables et il prend le titre de Président-Directeur Général.

Lorsque le Conseil d'administration choisit la dissociation de la Présidence du Conseil d'administration et de la Direction Générale de Rexel, le Conseil procède à la nomination du Directeur Général, fixe la durée de son mandat et l'étendue de ses pouvoirs dans le respect de la loi et des statuts. Les décisions du Conseil d'administration limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers.

Pour l'exercice de ses fonctions, le Directeur Général doit être âgé de moins de 68 ans. Dans le cadre du plan de succession revu et arrêté par le Conseil d'administration, il sera proposé à l'Assemblée générale de modifier l'article 19 des statuts, pour étendre la limite d'âge du Directeur Général à 70 ans. Lorsqu'il atteint cette limite d'âge en cours de fonctions, lesdites fonctions cessent de plein droit et le Conseil d'administration procède à la nomination d'un nouveau Directeur Général. Ses fonctions de Directeur Général se prolongent cependant jusqu'à la date de réunion du Conseil d'administration qui doit procéder à la nomination de son successeur. Sous réserve de la limite d'âge telle qu'indiquée ci-avant, le Directeur Général est toujours rééligible.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration.

En cas d'empêchement temporaire du Directeur Général, le Conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de Directeur Général.

3. Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de Rexel. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration. Il représente Rexel dans ses rapports avec les tiers.

Le Directeur Général peut demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

Si le Directeur Général n'est pas également administrateur, il peut assister aux réunions du Conseil d'administration avec voix consultative.

4. Sur la proposition du Directeur Général, le Conseil d'administration peut nommer une à cinq personnes physiques au maximum chargées d'assister le Directeur Général avec le titre de Directeur Général Délégué dont il détermine l'étendue et la durée des pouvoirs, étant entendu qu'à l'égard des tiers les Directeurs Généraux Délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

Le ou les Directeurs Généraux Délégués sont révocables à tout moment par le Conseil d'administration, sur proposition du Directeur Général.

En cas de cessation des fonctions ou d'empêchement du Directeur Général, le ou les Directeurs Généraux Délégués conservent leurs fonctions et leurs pouvoirs jusqu'à la nomination d'un nouveau Directeur Général, sauf décision contraire du Conseil d'administration.

5. Le Directeur Général et, le cas échéant, le ou les Directeurs Généraux Délégués peuvent être autorisés à consentir des délégations de pouvoirs dans la limite des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

3.6.2.3 Rémunération des administrateurs, du Président, du Directeur Général, du Directeur Général Délégué et des mandataires du Conseil d'administration (article 20 des statuts)

1. L'Assemblée générale ordinaire peut allouer aux administrateurs en rémunération de leur activité, à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, dont le montant est porté aux charges d'exploitation de Rexel et reste maintenu jusqu'à décision contraire de l'Assemblée générale.

Le Conseil d'administration répartit cette rémunération entre les administrateurs comme il l'entend.

2. La rémunération du Président du Conseil d'administration, celle du Directeur Général et celle des Directeurs Généraux Délégués, est fixée par le Conseil d'administration. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

3. Il peut être alloué par le Conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs ; dans ce cas, ces rémunérations sont portées aux charges d'exploitation et soumises à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire selon la procédure des articles L.225-38 à L.225-42 du Code de commerce.

4. Le Conseil d'administration peut autoriser le remboursement des frais de voyage et de déplacement et des dépenses engagées par ses membres dans l'intérêt de Rexel.

Aucune autre rémunération, permanente ou non, que celles ici prévues, ne peut être allouée aux administrateurs, sauf s'ils sont liés à Rexel par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

3.6.2.4 Conventions conclues par Rexel avec ses actionnaires ou ses dirigeants (article 22 des statuts)

Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre Rexel et ses actionnaires ou l'un d'entre eux ou entre Rexel et ses dirigeants ou l'un d'entre eux sera soumise à la procédure applicable telle que définie par la loi.

3.6.2.5 Responsabilité (article 23 des statuts)

Les administrateurs et le Directeur Général sont responsables, individuellement ou solidairement selon le cas, envers Rexel ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés anonymes, soit des violations aux statuts, soit des fautes commises dans leur gestion, le tout dans les conditions prévues par la loi.

3.6.3 Droits et obligations attachés aux actions (articles 8, 9, 11, 12 et 13 des statuts)

Libération des actions (article 8 des statuts)

Les actions souscrites en numéraire sont émises et libérées dans les conditions prévues par la loi.

Forme des actions (article 9 des statuts)

Les actions de Rexel sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sauf dispositions législatives ou réglementaires pouvant imposer, dans certains cas, la forme nominative.

Les actions de Rexel donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

Cession et transmission des actions (article 11.1 des statuts)

Les actions sont librement négociables sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires. Elles se transmettent par virement de compte à compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

Droits et obligations attachés aux actions (article 12 des statuts)

1. Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

En outre, elle donne droit au vote et à la représentation dans les Assemblées générales dans les conditions légales et statutaires.

2. Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des Assemblées générales.

3. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Indivisibilité des actions - Nue-propriété - Usufruit (article 13 des statuts)

Les actions sont indivisibles à l'égard de Rexel.

Les copropriétaires d'actions indivises sont tenus de se faire représenter auprès de Rexel par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique. À défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les Assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les Assemblées générales extraordinaires.

3.6.4 Modification des droits des actionnaires

Dans la mesure où les statuts ne prévoient pas de dispositions spécifiques, la modification des droits attachés aux actions est soumise aux dispositions légales.

3.6.5 Assemblées générales (articles 25 à 33 des statuts)

3.6.5.1 Assemblées générales (article 25 des statuts)

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en Assemblées générales, lesquelles sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires ou de spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Toute Assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Les délibérations des Assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

3.6.5.2 Convocations aux Assemblées (article 26 des statuts)

Les assemblées générales sont convoquées, dans les conditions et délais fixés par la loi, par le Conseil d'administration ou par toute personne habilitée par la loi.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation.

3.6.5.3 Ordre du jour (article 27 des statuts)

1. L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

2. L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

3.6.5.4 Accès aux Assemblées (article 28 des statuts)

1. Le droit de participer aux Assemblées générales est subordonné à un enregistrement ou à une inscription des actions dans les conditions et délais prévus par la réglementation en vigueur.

2. Tout actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité.

Il peut en outre se faire représenter par toute autre personne morale ou physique de son choix :

- (i) lorsque les actions de Rexel sont admises aux négociations sur un marché réglementé ;
- (ii) lorsque les actions de Rexel sont admises aux négociations sur un système multilatéral de négociation qui se soumet aux dispositions législatives ou réglementaires visant à protéger les investisseurs contre les opérations d'initiés, les manipulations de cours et la diffusion de fausses informations dans les conditions prévues par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, figurant sur une liste arrêtée par l'autorité dans des conditions fixées par son règlement général.

Le mandat ainsi que, le cas échéant, sa révocation sont écrits et communiqués à Rexel, dans les conditions prévues par la loi.

3. Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à Rexel dans les conditions fixées par la loi.

Ce formulaire peut, le cas échéant, figurer sur le même document que la procuration ; dans ce cas, le document unique doit comporter les mentions et indications prévues par les dispositions réglementaires. Le formulaire doit parvenir à Rexel trois jours avant la date de la réunion de l'Assemblée, faute de quoi il n'en sera pas tenu compte. La signature électronique peut prendre la forme d'un procédé répondant aux conditions définies à la première phrase du second alinéa de l'article 1316-4 du Code civil.

Tout actionnaire pourra également, si le Conseil d'administration le décide au moment de la convocation de l'Assemblée, participer et voter à l'Assemblée générale par des moyens électroniques de télécommunication ou de télétransmission permettant son identification dans les conditions fixées par la loi.

4. Seront réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participeront à l'Assemblée par visioconférence ou par des moyens électroniques de télécommunication ou de télétransmission permettant leur identification dans les conditions fixées par la loi.

3.6.5.5 Feuille de présence - bureau - procès-verbaux (article 29 des statuts)

1. À chaque Assemblée est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par la loi.

Cette feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

2. Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, en son absence, par le Vice-Président du Conseil d'administration ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet.

Si l'Assemblée est convoquée par le ou les Commissaires aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'Assemblée est présidée par l'un d'eux.

Dans tous les cas, à défaut de la personne habilitée ou désignée pour présider l'assemblée, celle-ci élit son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptant, représentant soit par eux-mêmes, soit comme mandataires, le plus grand nombre d'actions.

Le bureau ainsi composé désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les membres du bureau ont pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de contrôler les votes émis et d'en assurer la régularité, et de veiller à l'établissement du procès-verbal et le signer.

3. Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

3.6.5.6 Quorum - vote - nombre de voix (article 30 des statuts)

1. Dans les Assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur la base de l'ensemble des actions composant le capital social, déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi.

En cas de vote par correspondance, il n'est tenu compte pour le calcul du quorum que des formulaires reçus par Rexel avant la réunion de l'Assemblée, dans les conditions et délais fixés par la loi.

2. Dans les Assemblées générales ordinaires et extraordinaires, l'actionnaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions, sans limitation. En application de la faculté prévue à l'article L.225-123 du Code de commerce, les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au nom du même actionnaire ne bénéficient pas d'un droit de vote double.

3. Le vote a lieu et les suffrages sont exprimés, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée, à main levée, par voie électronique ou par tout moyen de télécommunications permettant l'identification des actionnaires dans les conditions réglementaires en vigueur.

3.6.5.7 Assemblée générale ordinaire (article 31 des statuts)

1. L'Assemblée générale ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois l'an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes et le cas échéant sur les comptes consolidés de l'exercice social précédent.

2. L'Assemblée générale ordinaire, statuant dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par les dispositions qui la régissent, exerce les pouvoirs qui lui sont attribués par la loi.

3.6.5.8 Assemblée générale extraordinaire (article 32 des statuts)

1. L'Assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un échange ou d'un regroupement d'actions régulièrement décidé et effectué.

2. L'Assemblée générale extraordinaire, statuant dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par les dispositions qui la régissent, exerce les pouvoirs qui lui sont attribués par la loi.

3.6.5.9 Droit de communication des actionnaires (article 33 des statuts)

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et la marche de Rexel.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

3.6.6 Clauses susceptibles d'avoir une incidence sur la survenance d'un changement de contrôle

Aucune stipulation des statuts ne pourrait, à la connaissance de Rexel, avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle de Rexel.

Comme indiqué au paragraphe 3.7.5 « Accords susceptibles d'entraîner un changement de contrôle » du présent document d'enregistrement universel, il n'existe pas à la meilleure connaissance de Rexel, d'accords conclus entre les actionnaires. Par ailleurs, les dispositions du Contrat de Crédit Senior et des obligations susceptibles d'avoir une incidence en cas de changement de contrôle sont décrites dans la note 22.1 de l'annexe aux états financiers consolidés de Rexel pour l'exercice clos

le 31 décembre 2019 figurant au paragraphe 5.2.1 « États financiers consolidés au 31 décembre 2019 » du présent document d'enregistrement universel.

3.6.7 Identification des actionnaires et franchissements de seuils (articles 10 et 11 des statuts)

3.6.7.1 Identification des actionnaires (article 10 des statuts)

Rexel se tient informée de la composition de son actionnariat dans les conditions prévues par la loi.

À ce titre, Rexel peut faire usage de toutes les dispositions légales prévues en matière d'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées d'actionnaires.

3.6.7.2 Franchissements de seuils (article 11.2 des statuts)

Outre l'obligation légale d'informer Rexel des franchissements de seuils prévus par la loi, toute personne physique ou morale qui, agissant seule ou de concert, vient à posséder, directement ou indirectement au sens de la loi (et notamment de l'article L.233-9 du Code de commerce), un nombre d'actions représentant une fraction du capital ou des droits de vote supérieure ou égale à 2,5 %, doit informer Rexel du nombre total d'actions et de droits de vote qu'elle possède, dans un délai de 5 jours de négociation à compter du franchissement de ce seuil et ce quelle que soit la date d'inscription en compte, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à son siège social, ou par tout autre moyen équivalent pour les actionnaires ou porteurs de titres résidant hors de France, en précisant le nombre total de titres qu'elle possède donnant accès à terme au capital social et de droits de vote qui y sont attachés. Cette déclaration de franchissement de seuil indique également si les actions ou les droits de vote y afférents sont ou non détenus pour le compte ou de concert avec d'autres personnes physiques ou morales et précise, en outre, la date du franchissement de seuil. Elle est renouvelée pour la détention de chaque fraction additionnelle de 2,5 % du capital ou des droits de vote sans limitation, y compris au-delà de 5 %.

À défaut d'avoir été régulièrement déclarées dans les conditions prévues ci-dessus, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées de droit de vote dans les conditions prévues par la loi, dès lors qu'un ou plusieurs actionnaires détenant une fraction du capital ou des droits de vote de Rexel au

moins égale à 2,5 % du capital ou des droits de vote en font la demande consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée générale.

Tout actionnaire dont la participation en capital et/ou en droits de vote dans Rexel devient inférieure à l'un des seuils susvisés est également tenu d'en informer Rexel dans le même délai et selon les mêmes formes, quelle qu'en soit la raison.

Pour le calcul des seuils susvisés, il doit être tenu compte au dénominateur du nombre total d'actions composant le capital et auxquelles sont attachés des droits de vote, y compris celles privées de droit de vote, tel que publié par Rexel conformément à la loi (Rexel devant préciser dans ses publications le

nombre total desdites actions avec droits de vote et le nombre d'actions parmi celles-ci ayant été privées de droit de vote).

3.6.8 Stipulations particulières régissant les modifications du capital social (article 7 des statuts)

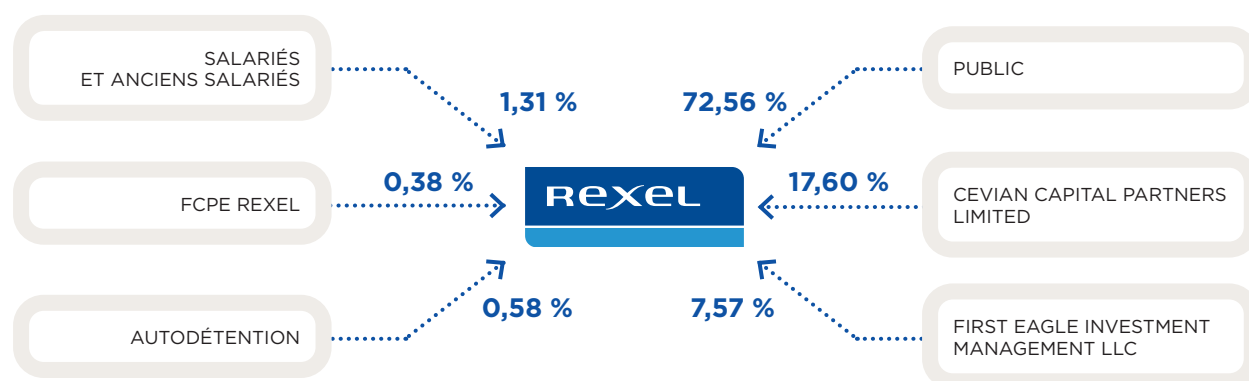
Le capital social de Rexel peut être augmenté ou réduit par tous modes et de toutes manières autorisées par la loi.

L'Assemblée générale extraordinaire pourra également décider de procéder à la division des actions ou à leur regroupement.

3.7 Actionnariat

3.7.1 Principaux actionnaires

L'organigramme ci-dessous présente la structure simplifiée de détention du capital de Rexel au 31 décembre 2019 :



3.7.2 Capital social et droits de vote

3.7.2.1 Répartition du capital social et des droits de vote

Le tableau ci-dessous présente la répartition du capital social et des droits de vote de Rexel aux 31 décembre 2019, 2018 et 2017. Chaque action de Rexel donne droit à une voix.

ACTIONNAIRES	31 DÉCEMBRE											
	2019				2018				2017			
	NOMBRE D' ACTIONS	NOMBRE DE DROITS DE VOTE	% DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE THÉORIQUES ⁽¹⁾	% DES DROITS DE VOTE EXERCÉES ⁽²⁾	NOMBRE D' ACTIONS	NOMBRE DE DROITS DE VOTE	% DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE THÉORIQUES ⁽¹⁾	% DES DROITS DE VOTE EXERCÉES ⁽²⁾	NOMBRE D' ACTIONS	NOMBRE DE DROITS DE VOTE	% DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE THÉORIQUES ⁽¹⁾	% DES DROITS DE VOTE EXERCÉES ⁽²⁾
Cevian Capital Partners Limited ⁽³⁾	53 521 593	53 521 593	17,60 %	17,70 %	53 521 593	53 521 593	17,61 %	17,73 %	47 400 225	47 400 225	15,63 %	15,69 %
First Eagle Investment Management LLC ⁽⁴⁾	23 023 337	23 023 337	7,57 %	7,61 %	23 023 337	23 023 337	7,57 %	7,63 %	23 023 337	23 023 337	7,59 %	7,62 %
Salariés et anciens salariés	3 991 610	3 991 610	1,31 %	1,32 %	3 978 149	3 978 149	1,31 %	1,32 %	3 865 410	3 865 410	1,27 %	1,28 %
FCPE Rexel	1154 749	1154 749	0,38 %	0,38 %	1185 495	1185 495	0,39 %	0,39 %	1227 986	1227 986	0,40 %	0,41 %
Public	220 661 812	220 661 812	72,56 %	72,98 %	220 171 605	220 171 605	72,43 %	72,93 %	226 536 850	226 536 850	74,68 %	75,00 %
Autodétention	1 748 912	1 748 912	0,58 %	0,00 %	2 108 720	2 108 720	0,69 %	0,00 %	1 289 369	1 289 369	0,43 %	0 %
TOTAL	304 102 013	304 102 013	100 %	100 %	303 988 899	303 988 899	100 %	100 %	303 343 177	303 343 177	100 %	100 %

(1) Pourcentages de droits de vote calculés sur la base de l'ensemble des actions auxquelles sont attachés des droits de vote, y compris les actions privées de droit de vote.

(2) Pourcentages calculés en excluant les actions propres détenues par Rexel qui sont privées de droit de vote.

(3) Sur la base des déclarations de franchissement de seuil en date des 1^{er} juillet 2016, 14 septembre 2017 et 21 novembre 2018.

(4) Sur la base des déclarations de franchissement de seuil en date des 11 septembre 2015 et 11 février 2016.

En outre, Rexel a reçu les déclarations de franchissements de seuils mentionnées au

paragraphe 3.7.2.2 « Franchissements de seuils » du présent document d'enregistrement universel.

3.7.2.2 Franchissements de seuils

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et à la date du présent document d'enregistrement universel, Rexel a reçu les déclarations de franchissements de seuils suivantes :

SOCIÉTÉ	DATE DE LA DÉCLARATION	SEUILS LÉGAUX ET STATUTAIRES	SENS DU FRANCHISSEMENT	% DU CAPITAL ET DE DROIT DE VOTE APRÈS FRANCHISSEMENT	NOMBRE D'ACTIONS DÉTENUES APRÈS FRANCHISSEMENT
BlackRock Inc.	26 février 2020	5 %	Baisse	4,96 %	15 079 940
BlackRock Inc.	3 février 2020	5 %	Hausse	5,03 %	15 288 274
BlackRock Inc.	24 janvier 2020	5 %	Baisse	4,91 %	14 927 341
BlackRock Inc.	21 janvier 2020	5 %	Hausse	5,22 %	15 875 831
BlackRock Inc.	20 janvier 2020	5 %	Baisse	4,89 %	14 858 290
BlackRock Inc.	17 janvier 2020	5 %	Hausse	5,05 %	15 354 879
Millennium Partners, L.P.	9 janvier 2020	2,5 %	Baisse	2,47 %	7 498 242
Millennium Partners, L.P.	9 janvier 2020	2,5 %	Hausse	2,50 %	7 611 666
Parvus Asset Management Europe Limited	25 novembre 2019	2,5 %	Baisse	2,22 %	6 761 043
Millennium Partners, L.P.	20 novembre 2019	2,5 %	Baisse	2,49 %	7 571 778
Millennium Partners, L.P.	13 novembre 2019	2,5 %	Hausse	2,52 %	7 671 517
BlackRock Inc.	30 mai 2019	5 %	Baisse	2,71 %	8 243 209
BlackRock Inc.	27 mai 2019	5 %	Hausse	5,04 %	15 329 266
BlackRock Inc.	24 mai 2019	5 %	Baisse	4,95 %	15 054 233
BlackRock Inc.	14 mai 2019	5 %	Hausse	5,08 %	15 445 772
BlackRock Inc.	13 mai 2019	5 %	Baisse	4,97 %	15 118 153
BlackRock Inc.	10 mai 2019	5 %	Hausse	5,10 %	15 498 479
BlackRock Inc.	9 mai 2019	5 %	Baisse	4,98 %	15 141 904
BlackRock Inc.	7 mai 2019	5 %	Hausse	5,11 %	15 549 015
BlackRock Inc.	3 mai 2019	5 %	Baisse	4,99 %	15 167 369
BlackRock Inc.	14 janvier 2019	5 %	Hausse	5,06 %	15 377 024
BlackRock Inc.	11 janvier 2019	5 %	Baisse	4,99 %	15 194 947
BlackRock Inc.	10 janvier 2019	5 %	Hausse	5,14 %	15 614 024

À la connaissance de Rexel et sur la base des déclarations de franchissements de seuils qu'elle a reçues, aucun actionnaire, autre que ceux mentionnés

ci-dessus, ne détient, au 31 décembre 2019, plus de 5 % du capital et/ou des droits de vote de Rexel.

3.7.2.3 Participation des dirigeants dans le capital de Rexel

Intérêts des administrateurs, du censeur et du Directeur Général

Au 31 décembre 2019, les intérêts directs et indirects des administrateurs et des dirigeants dans le capital de Rexel se présentent comme suit :

	NOMBRE D'ACTIONS	POURCENTAGE DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE
ADMINISTRATEURS		
Ian Meakins (Président)	115 250	0,04 %
François Henrot	7 133	NS
Marcus Alexanderson	5 000	NS
François Auque	1 000	NS
Patrick Berard (Directeur Général)	412 551	0,14 %
Julien Bonnel (Administrateur représentant les salariés) ⁽¹⁾	1 515	NS
Elen Phillips	5 000	NS
Maria Richter	4 500	NS
Agnès Touraine	1 112	NS
Herna Verhagen	1 000	NS

(1) Conformément à l'article 14 des statuts, l'administrateur représentant les salariés n'est pas tenu de détenir un nombre minimum d'actions de la Société.

Opérations réalisées par les administrateurs, le Président du Conseil d'administration et le Directeur Général

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 les déclarations suivantes ont été effectuées :

	DATE DE L'OPÉRATION	NATURE DE L'OPÉRATION	NOMBRE D'ACTIONS	PRIX UNITAIRE	MONTANT GLOBAL
ADMINISTRATEURS					
Patrick Berard	24 juin 2019	Livraison d'actions de performance	39 545	-	-
Serrie Meakins, personne liée à Ian Meakins (conjoint)	4 mars 2019	Acquisition	51 910	11,19 €	581 056,68 €

3.7.2.4 Actionnariat salarié

Conformément aux autorisations consenties par l'Assemblée générale des actionnaires, Rexel a mis en place en 2012, 2013 et 2016 des plans d'actionnariat salarié par l'intermédiaire d'augmentations de capital réservées aux adhérents au PEG ou au PEGI ou dans le cadre du « *Share Incentive Plan* » au Royaume-Uni ainsi que d'attributions gratuites d'actions soumises à une condition de présence (sous réserve de certaines exceptions).

Au 31 décembre 2019, le nombre d'actions détenues par les salariés dans le cadre des plans d'actionnariat salarié, directement ou *via* les FCPE, était de 1 607 419 actions, soit 0,53 % du capital social et des droits de vote de Rexel.

3.7.2.5 Options de souscription ou d'achat d'actions

Le dernier plan d'options de souscription ou d'achat d'actions a pris fin le 30 novembre 2016.

3.7.2.6 Attribution gratuite d'actions

Attributions gratuites d'actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Plans d'attribution gratuite d'actions mis en place le 28 juillet 2015

L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Rexel du 27 juillet 2015 a autorisé le Conseil d'administration à procéder à l'attribution gratuite d'actions. Le Conseil d'administration du 28 juillet 2015 a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 1 798 393 actions Rexel dans le cadre de deux plans.

Le 28 juillet 2015, à l'occasion de l'autorisation conférée au Conseil d'administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions, il a été décidé que le Président-Directeur Général et le Directeur Général délégué, qui seront bénéficiaires d'une attribution gratuite d'actions, devront conserver au nominatif, jusqu'à la cessation de leurs fonctions, 20 % du nombre d'actions acquises.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des actions attribuées gratuitement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 :

PLAN	KEY MANAGERS 3+2	KEY MANAGERS 4+0
Assemblée générale	27 juillet 2015	
Conseil d'administration	28 juillet 2015	
Nombre de bénéficiaires	172	419
Nombre d'actions attribuées gratuitement initialement	795 775	1 002 618
Mandataires sociaux		
• Rudy Provoost ⁽¹⁾	120 000 ⁽²⁾	-
• Catherine Guillouard ⁽³⁾	58 200 ⁽⁴⁾	-
Dix premiers salariés ⁽⁵⁾	305 125	
Date d'acquisition définitive	28 juillet 2018	28 juillet 2019
Date de cessibilité des actions	29 juillet 2020	29 juillet 2019
Nombre d'actions en vigueur au 31 décembre 2018	-	116 188
Nombre d'actions ajusté ⁽⁶⁾	-	120 341
Nombre d'actions annulées ou caduques ⁽⁷⁾	-	7 227
Nombre d'actions définitivement acquises au 31 décembre 2019	-	113 114
Nombre d'actions en vigueur au 31 décembre 2019	-	-

(1) Cessation des fonctions de Président-Directeur Général le 30 juin 2016.

(2) Ces actions non acquises ont été annulées au départ du Président-Directeur Général le 30 juin 2016.

(3) Fin du mandat social de Directeur Général Délégué le 20 février 2017.

(4) Ces actions non acquises ont été annulées au départ du Groupe de Catherine Guillouard suite à la fin de son mandat social le 20 février 2017.

(5) Compte tenu du nombre d'actions attribuées aux salariés, ont été retenues les dix premières attributions.

(6) Le nombre d'actions de performance encore en période d'acquisition au 5 juillet 2019 a été ajusté par décision du Directeur Général en date du 5 juillet 2019 (sur délégation de pouvoirs octroyée par le Conseil d'administration du 23 mai 2019). Cette décision vise à protéger les droits des bénéficiaires et fait suite à la distribution aux actionnaires d'une somme de 0,347 € par action, intégralement prélevée sur la prime d'émission.

(7) Condition de présence non remplie ou condition de performance non atteinte.

Au 31 décembre 2019, il ne restait aucune action attribuée et non livrée.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, le Conseil d'administration du 29 juillet 2019 a constaté

la livraison de 113 114 actions ordinaires de la Société, acquises à la date du 28 juillet 2019 au titre du plan « Plan Rexel 4+0 » du 28 juillet 2015.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, les bénéficiaires ont acquis définitivement des actions au titre du plan « Plan Rexel 4+0 » du 28 juillet 2015 prévoyant une condition de présence de quatre ans ainsi que les conditions de performances suivantes :

RÉALISATION DE LA PERFORMANCE SUR LES PLANS D'ACTIONS TRANSITION OCTROYÉES EN 2016	POIDS	OBJECTIF	SEUIL DE DÉCLENCHEMENT	CIBLE	MAXIMUM	POURCENTAGE D'ATTEINTE DE PERFORMANCE AVANT PONDÉRATION	POURCENTAGE D'ACTIONS DE PERFORMANCE ACQUISES APRÈS PONDÉRATION
Moyenne de la variation de la Marge d'EBITA Ajusté entre 2014 et 2017	40 %	5,1 % à 5,2 %	Attribution égale à 25 % si la réalisation atteint l'objectif moins 10 points de base	Attribution égale à 100 % si l'objectif est atteint	Attribution égale à 150 % si la réalisation atteint au moins l'objectif plus 30 points de base	0,0 %	0,0 %
Moyenne entre les années 2015, 2016 et 2017 du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts/ EBITDA	30 %	76,7 %	Attribution égale à 50 % si au moins 90 % de l'objectif est atteint	Attribution égale à 100 % si l'objectif est atteint	Attribution égale à 150 % si au moins 120 % de l'objectif est atteint	61 %	18 %
TSR (Entreprises du Stoxx Europe TMI « <i>Electronic & Electrical Equipment</i> », ainsi que les sociétés suivantes : Electrocomposants ; Wolseley ; Farnell ; Grainger ; Anixter et Wesco International)	30 %	70 ^e percentile	Attribution égale à 50 % si le TSR de Rexel est classé au moins au 50 ^e percentile des TSR des entreprises du panel	Attribution égale à 100 % si la performance de Rexel atteint au moins le 70 ^e percentile des TSR des entreprises du panel	Attribution égale à 150 % si le TSR de Rexel est classé au moins au 90 ^e percentile des TSR des entreprises du panel	0,0 %	0,0 %
							18 %

Attributions gratuites d'actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016

Plans d'attribution gratuite d'actions mis en place le 23 juin 2016

L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Rexel du 25 mai 2016 a autorisé le Conseil d'administration à procéder à l'attribution gratuite d'actions. Le Conseil d'administration du 23 juin 2016 a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 1 820 625 actions Rexel dans le cadre de 2 plans.

Le 23 juin 2016, à l'occasion de l'autorisation conférée au Conseil d'administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions, il a été décidé que le Directeur Général et le Directeur Général Délégué, qui seront bénéficiaires d'une attribution gratuite d'actions, devront conserver au nominatif, jusqu'à la cessation de leurs fonctions, 20 % du nombre d'actions acquises.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des actions attribuées gratuitement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 :

PLAN	REXEL 2016 3+2	REXEL 2016 4+0
Assemblée générale	25 mai 2016	
Conseil d'administration	23 juin 2016	
Nombre de bénéficiaires	222	524
Nombre d'actions attribuées gratuitement initialement	741 500	1 079 125
Mandataires sociaux		
• Patrick Berard	85 000 ⁽¹⁾	-
• Catherine Guillouard ⁽²⁾	58 200 ⁽³⁾	-
Dix premiers salariés ⁽⁴⁾	258 900	
Date d'acquisition définitive	23 juin 2019	23 juin 2020
Date de cessibilité des actions	24 juin 2021	24 juin 2020
Nombre d'actions en vigueur au 31 décembre 2018	443 016	804 726
Nombre d'actions ajusté ⁽⁵⁾	-	816 101
Nombre d'actions annulées ou caduques ⁽⁶⁾	255 838	480 794
Nombre d'actions définitivement acquises au 31 décembre 2019	187 178	-
Nombre d'actions en vigueur au 31 décembre 2019	-	335 307

(1) Montant ajusté : 87 876. Le nombre d'actions de performance encore en période d'acquisition au 1^{er} juillet 2016 avait été ajusté, par décision du Directeur Général en date du 5 juillet 2016 (sur délégation de pouvoirs octroyée par le Conseil d'administration du 23 juin 2016). Cette décision visait à protéger les droits des bénéficiaires et faisait suite à la distribution aux actionnaires d'une somme de 0,40 € par action, intégralement prélevée sur la prime d'émission.

(2) Fin du mandat social le 20 février 2017.

(3) Ces actions non acquises ont été annulées au départ du Groupe de Catherine Guillouard suite à la fin de son mandat social le 20 février 2017.

(4) Compte tenu du nombre d'actions attribuées aux salariés, ont été retenues les dix premières attributions.

(5) Le nombre d'actions de performance encore en période d'acquisition a été ajusté pour l'ensemble des bénéficiaires de ces plans, par décision du Directeur Général en date du 5 juillet 2019 (sur délégation de pouvoir octroyée par le Conseil d'administration du 23 mai 2019). Cette décision vise à protéger les droits de tous les bénéficiaires et fait suite à la distribution aux actionnaires d'une somme de 0,347 € par action, intégralement prélevée sur la prime d'émission.

(6) Condition de présence non remplie ou condition de performance non atteinte.

Les actions attribuées et non encore livrées au 31 décembre 2019 pourraient donner lieu à la création de 335 307 actions nouvelles et ainsi entraîner une dilution de 0,11 %.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, le Conseil d'administration du 24 juin 2019 a constaté la livraison de 187 178 actions ordinaires de la Société, acquises à la date du 23 juin 2019 au titre du plan « Actions Gratuites 2016 » du 23 juin 2016.

L'évaluation des actions correspond à la valeur retenue dans le cadre de l'application d'IFRS 2, avant effet de l'étalement de la charge sur la période d'acquisition (voir note 19 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 figurant au paragraphe 5.2.1 « États financiers consolidés au 31 décembre 2019 » du présent document d'enregistrement universel).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, les bénéficiaires ont acquis définitivement des actions au titre du plan 3+2 prévoyant une condition de présence et les conditions de performance ci-dessus :

RÉALISATION DE LA PERFORMANCE SUR LES PLANS D'ACTIONS TRANSITION OCTROYÉES EN 2016	POIDS	OBJECTIF	SEUIL DE DÉCLENCHEMENT	CIBLE	MAXIMUM	POURCENTAGE D'ATTEINTE DE PERFORMANCE AVANT PONDÉRATION	POURCENTAGE D'ACTIONS DE PERFORMANCE ACQUISES APRÈS PONDÉRATION
Moyenne de la croissance d'EBITA en valeur entre 2015-2018	30 %	+3,9 %	Acquisition égale à 75 % si la réalisation de l'objectif atteint 75 %	Acquisition égale à 100 % si l'objectif est atteint	Acquisition égale à 150 % si la réalisation de l'objectif atteint 125 %	11,40 %	0,00 %
Moyenne de la croissance des ventes organiques 2015-2018	30 %	+1,13 %	Acquisition égale à 75 % si la réalisation de l'objectif atteint 75 %	Acquisition égale à 100 % si l'objectif est atteint	Acquisition égale à 150 % si la réalisation de l'objectif atteint 125 %	129,20 %	45,00 %
Moyenne entre les années 2016, 2017 et 2018 du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts/EBIDTA	20 %	73,8 %	Acquisition égale à 50 % si la réalisation de l'objectif atteint 90 %	Acquisition égale à 100 % si l'objectif est atteint	Acquisition égale à 150 % si la réalisation est supérieure ou égale à 120 %	84,30 %	0,00 %
Classement TSR de Rexel par rapport à un panel d'entreprises (Entreprise du Stoxx Europe TMI « <i>Electronic & Electrical Equipment</i> ».) au terme d'une période de référence de 3 ans	20 %	70 ^e percentile	Acquisition égale à 50 % si le TSR de Rexel est classé à la médiane des TSR des entreprises du panel	Acquisition égale à 100 % si la performance de Rexel atteint le 70 ^e percentile des TSR des entreprises du panel	Acquisition égale à 150 % si la performance de Rexel atteint le 90 ^e percentile des TSR des entreprises du panel	0,00 %	0,00 %
							45 %

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, les actions définitivement par les mandataires sociaux sont les suivantes :

ATTRIBUTAIRES	NOMBRE D'ACTIONS DEFINITIVEMENT ACQUISES
Patrick Berard	39 545 ⁽¹⁾

(1) Montant des actions livrées après constatation d'une performance de 45 % du plan.

- Nombre d'actions en vigueur au 31 décembre 2018 : 87 876
- Nombre d'actions caduques ou annulées : (48 331)
- Nombre d'actions livrées : 39 545

Attributions gratuites d'actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017

Plans d'attribution gratuite d'actions mis en place le 23 mai 2017

L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Rexel du 25 mai 2016 a autorisé le Conseil d'administration à procéder à l'attribution gratuite d'actions. Le Conseil d'administration du 23 mai 2017 a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 1 873 975 actions Rexel dans le cadre de 2 plans.

Le 23 mai 2017, à l'occasion de l'autorisation conférée au Conseil d'administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions, il a été décidé que le Directeur Général, qui sera bénéficiaire d'une attribution gratuite d'actions, devra conserver au nominatif, jusqu'à la cessation de ses fonctions, 20 % du nombre d'actions acquises.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des actions attribuées gratuitement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 :

PLAN	REXEL 2017 3+2	REXEL 2017 4+0
Assemblée générale	25 mai 2016	
Conseil d'administration	23 mai 2017	
Nombre de bénéficiaires	187	476
Nombre d'actions attribuées gratuitement initialement	643 200	1 230 775
Mandataires sociaux		
• Patrick Berard	100 000 ⁽¹⁾	-
Dix premiers salariés ⁽²⁾	259 000	
Date d'acquisition définitive	23 mai 2020	23 mai 2021
Date de cessibilité des actions	24 mai 2022	24 mai 2021
Nombre d'actions en vigueur au 31 décembre 2018	567 725	1 014 100
Nombre d'actions ajusté ⁽³⁾	585 970	1 044 798
Nombre d'actions annulées ou caduques ⁽⁴⁾	39 425	126 025
Nombre d'actions définitivement acquises au 31 décembre 2019	-	-
Nombre d'actions en vigueur au 31 décembre 2019	546 545	918 773

(1) Montant ajusté : 103 442. Le nombre d'actions de performance encore en période d'acquisition au 5 juillet 2019 a été ajusté, par décision du Directeur Général en date du 5 juillet 2019 (sur délégation de pouvoirs octroyée par le Conseil d'administration du 23 mai 2019). Cette décision visait à protéger les droits des bénéficiaires et faisait suite à la distribution aux actionnaires d'une somme de 0,347 € par action, intégralement prélevée sur la prime d'émission.

(2) Compte tenu du nombre d'actions attribuées aux salariés, ont été retenues les dix premières attributions.

(3) Le nombre d'actions de performance encore en période d'acquisition a été ajusté pour l'ensemble des bénéficiaires de ces plans, par décision du Directeur Général en date du 5 juillet 2019 (sur délégation de pouvoir octroyée par le Conseil d'administration du 23 mai 2019). Cette décision vise à protéger les droits de tous les bénéficiaires et fait suite à la distribution aux actionnaires d'une somme de 0,347 € par action, intégralement prélevée sur la prime d'émission.

(4) Condition de présence non remplie ou condition de performance non atteinte.

Les actions attribuées et non encore livrées au 31 décembre 2019 pourraient donner lieu à la création de 1 465 318 actions nouvelles et ainsi entraîner une dilution de 0,48 %.

L'évaluation des actions correspond à la valeur retenue dans le cadre de l'application d'IFRS 2, avant effet de l'étalement de la charge sur la période d'acquisition (voir note 19 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 figurant au paragraphe 5.2.1 « États financiers consolidés au 31 décembre 2019 » du présent document d'enregistrement universel).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, aucune action n'a été acquise définitivement.

Pour information, la performance des plans du 23 mai 2017 sera connue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 (postérieurement à la publication du présent document d'enregistrement universel) compte tenu de la période d'appréciation du critère TSR.

Attributions gratuites d'actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018

Plans d'attribution gratuite d'actions mis en place le 24 mai 2018

L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Rexel du 24 mai 2018 a autorisé le Conseil d'administration à procéder à l'attribution gratuite

d'actions. Le Conseil d'administration du 24 mai 2018 a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 1 900 032 actions Rexel dans le cadre de 3 plans.

Le 24 mai 2018, à l'occasion de l'autorisation conférée au Conseil d'administration de procéder à l'attribution

gratuite d'actions, il a été décidé que le Directeur Général, qui sera bénéficiaire d'une attribution gratuite d'actions, devra conserver au nominatif, jusqu'à la cessation de ses fonctions, 20 % du nombre d'actions acquises.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des actions attribuées gratuitement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 :

PLAN	REXEL 2018 ACTIONS DE PERFORMANCE 3+0	REXEL 2018 ACTIONS DE PERFORMANCE ET PRÉSENCE 3+0	REXEL 2018 ACTIONS DE PRÉSENCE 3+0
Assemblée générale		24 mai 2018	
Conseil d'administration		24 mai 2018	
Nombre de bénéficiaires	87	601	139
Nombre d'actions de performance attribuées gratuitement initialement ⁽¹⁾	1 007 625	522 407	-
Nombre d'actions de présence attribuées gratuitement initialement ⁽¹⁾	-	300 500	69 500
Mandataires sociaux • Patrick Berard ⁽²⁾	100 000 ⁽²⁾	-	-
Dix premiers salariés ⁽³⁾	321 300		
Date d'acquisition définitive		24 mai 2021	
Date de cessibilité des actions		25 mai 2021	
Nombre d'actions de performance en vigueur au 31 décembre 2018 ⁽¹⁾	948 325	507 819	-
Nombre d'actions de présence en vigueur au 31 décembre 2018 ⁽¹⁾	-	285 500	68 500
Nombre d'actions de performance ajusté ⁽⁴⁾	978 449	523 665	-
Nombre d'actions de présence ajusté ⁽⁴⁾	-	294 770	70 876
Nombre d'actions annulées ou caduques ⁽⁵⁾	74 175	82 202	2 500
Nombre d'actions définitivement acquises au 31 décembre 2019	-	-	-
Nombre d'actions de performance en vigueur au 31 décembre 2019	904 274	469 463	-
Nombre d'actions de présence en vigueur au 31 décembre 2019	-	266 770	68 376

(1) Les conditions appliquées aux actions de présence étant différentes de celles des actions de performance, la répartition de l'attribution s'effectue par typologie d'actions.

(2) Montant ajusté : 103 442. Le nombre d'actions de performance encore en période d'acquisition au 5 juillet 2019 a été ajusté, par décision du Directeur Général en date du 5 juillet 2019 (sur délégation de pouvoirs octroyée par le Conseil d'administration du 23 mai 2019). Cette décision visait à protéger les droits des bénéficiaires et faisait suite à la distribution aux actionnaires d'une somme de 0,347 € par action, intégralement prélevée sur la prime d'émission.

(3) Compte tenu du nombre d'actions attribuées aux salariés, ont été retenues les dix premières attributions.

(4) Le nombre d'actions de performance et de présence encore en période d'acquisition a été ajusté pour l'ensemble des bénéficiaires de ces plans, par décision du Directeur Général en date du 5 juillet 2019 sur délégation du Conseil d'administration du 23 mai 2019. Cette décision vise à protéger les droits de tous les bénéficiaires et fait suite à la distribution aux actionnaires d'une somme de 0,347 € par action, intégralement prélevée sur la prime d'émission.

(5) Condition de présence non remplie ou condition de performance non atteinte.

Les actions attribuées et non encore livrées au 31 décembre 2019 pourraient donner lieu à la création de 1 708 883 actions nouvelles et ainsi entraîner une dilution de 0,56 %.

L'évaluation des actions correspond à la valeur retenue dans le cadre de l'application d'IFRS 2, avant effet de l'étalement de la charge sur la période

d'acquisition (voir note 19 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 figurant au paragraphe 5.2.1 « États financiers consolidés au 31 décembre 2019 » du présent document d'enregistrement universel).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, aucune action n'a été acquise définitivement.

Pour information, la performance des plans du 24 mai 2018 sera connue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 (postérieurement à la publication du présent document d'enregistrement universel) compte tenu de la période d'appréciation du critère de performance relative du titre Rexel par rapport à l'indice SBF 120 GR.

Pour rappel, dans le cadre du plan Rexel 3+0 Actions de Présence, les actions attribuées ne sont pas soumises aux conditions de performance ci-dessus mais uniquement à une condition de présence de trois ans.

Attributions gratuites d'actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019

Plans d'attribution gratuite d'actions mis en place le 23 mai 2019

L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Rexel du 24 mai 2018 a autorisé le Conseil d'administration à procéder à l'attribution gratuite d'actions. Le Conseil d'administration du 23 mai 2019 a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 2 082 522 actions Rexel dans le cadre de 3 plans.

Le 23 mai 2019, à l'occasion de l'autorisation conférée au Conseil d'administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions, il a été décidé que le Directeur Général, qui sera bénéficiaire d'une attribution gratuite d'actions, devra conserver au nominatif, jusqu'à la cessation de ses fonctions, 20 % du nombre d'actions acquises.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des actions attribuées gratuitement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 :

PLAN	REXEL 2019 ACTIONS DE PERFORMANCE 3+0	REXEL 2019 ACTIONS DE PERFORMANCE ET PRÉSENCE 3+0	REXEL 2019 ACTIONS DE PRÉSENCE 3+0
Assemblée générale		24 mai 2018	
Conseil d'administration		23 mai 2019	
Nombre de bénéficiaires	79	693	267
Nombre d'actions de performance attribuées gratuitement initialement	1 016 875	585 647	-
Nombre d'actions de présence attribuées gratuitement initialement ⁽¹⁾	-	346 500	133 500
Mandataires sociaux • Patrick Berard	100 000 ⁽²⁾	-	-
Dix premiers salariés ⁽³⁾	330 100		
Date d'acquisition définitive		23 mai 2022	
Date de cessibilité des actions		23 mai 2022	
Nombre d'actions de performance ajusté ⁽⁴⁾	1 050 915	605 578	-
Nombre d'actions de présence ajusté ⁽⁴⁾	-	358 650	138 198
Nombre d'actions annulées ou caduques ⁽⁵⁾	29 000	24 250	3 000
Nombre d'actions définitivement acquises au 31 décembre 2018	-	-	-
Nombre d'actions de performance en vigueur au 31 décembre 2019	1 021 915	590 328	-
Nombre d'actions de présence en vigueur au 31 décembre 2019	-	349 650	135 198

(1) Les conditions appliquées aux actions de présence étant différentes de celles des actions de performance, la répartition de l'attribution s'effectue par typologie d'actions.

(2) Montant ajusté : 103 442. Le nombre d'actions de performance encore en période d'acquisition au 5 juillet 2019 a été ajusté, par décision du Directeur Général en date du 5 juillet 2019 (sur délégation de pouvoirs octroyée par le Conseil d'administration du 23 mai 2019). Cette décision visait à protéger les droits des bénéficiaires et faisait suite à la distribution aux actionnaires d'une somme de 0,347 € par action, intégralement prélevée sur la prime d'émission.

(3) Compte tenu du nombre d'actions attribuées aux salariés, ont été retenues les dix premières attributions.

(4) Le nombre d'actions de performance et de présence encore en période d'acquisition a été ajusté pour l'ensemble des bénéficiaires de ces plans, par décision du Directeur Général en date du 5 juillet 2019 sur délégation du Conseil d'administration du 23 mai 2019). Cette décision vise à protéger les droits de tous les bénéficiaires et fait suite à la distribution aux actionnaires d'une somme de 0,347 € par action, intégralement prélevée sur la prime d'émission.

(5) Condition de présence non remplie ou condition de performance non atteinte.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, le Conseil d'administration a attribué aux mandataires sociaux et aux dix premiers salariés du groupe Rexel les actions suivantes :

ATTRIBUTAIRES	NOM DU PLAN	NOMBRE D'ACTIONS	ÉVALUATION DES ACTIONS ATTRIBUÉES ⁽¹⁾	DATE D'ACQUISITION	DATE DE CESSIBILITÉ	CONDITIONS ⁽²⁾
MANDATAIRES SOCIAUX						
Patrick Berard	REXEL 3+0 Actions de Performance	100 000	859 000 euros	23 mai 2022	24 mai 2022	-2
DIX PREMIERS SALARIÉS						
Salarié #1	REXEL 3+0 Actions de Performance	50 000	429 500 euros	23 mai 2022	24 mai 2022	-2
Salarié #2	REXEL 3+0 Actions de Performance	50 000	429 500 euros	23 mai 2022	24 mai 2022	-2
Salarié #3	REXEL 3+0 Actions de Performance	45 000	386 550 euros	23 mai 2022	24 mai 2022	-2
Salarié #4	REXEL 3+0 Actions de Performance	40 000	343 600 euros	23 mai 2022	24 mai 2022	-2
Salarié #5	REXEL 3+0 Actions de Performance	35 000	300 650 euros	23 mai 2022	24 mai 2022	-2
Salarié #6	REXEL 3+0 Actions de Performance	35 000	300 650 euros	23 mai 2022	24 mai 2022	-2
Salarié #7	REXEL 3+0 Actions de Performance	19 800	170 082 euros	23 mai 2022	24 mai 2022	-2
Salarié #8	REXEL 3+0 Actions de Performance	19 800	170 082 euros	23 mai 2022	24 mai 2022	-2
Salarié #9	REXEL 3+0 Actions de Performance	18 000	154 620 euros	23 mai 2022	24 mai 2022	-2
Salarié #10	REXEL 3+0 Actions de Performance	17 500	150 325 euros	23 mai 2022	24 mai 2022	-2

(1) L'évaluation des actions attribuées repose sur la juste valeur des instruments à la date d'attribution, soit 8,59 € pour le plan Rexel Actions de Performance 3+0.

(2) Voir tableau présentant les critères de performance retenus pour les plans 2019 ci-dessous.

Les actions attribuées et non encore livrées au 31 décembre 2019 pourraient donner lieu à la création de 2 097 091 actions nouvelles et ainsi entraîner une dilution de 0,69 %.

L'évaluation des actions correspond à la valeur retenue dans le cadre de l'application d'IFRS 2,

avant effet de l'étalement de la charge sur la période d'acquisition (voir note 19 de l'annexe aux états financiers consolidés du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 figurant au paragraphe 5.2.1 « États financiers consolidés au 31 décembre 2019 » du présent document d'enregistrement universel).

Le tableau ci-dessous présente les critères de performance retenus et la méthode appliquée pour déterminer leur impact sur l'acquisition future des actions de performance des plans Rexel 3+0 Actions de Performance et Rexel 3+0 Actions de Performance et Présence :

CRITÈRES	POIDS	SEUIL DE DÉCLENCHEMENT	CIBLE	MAXIMUM	COMMENTAIRES
Moyenne annuelle des taux de croissance d'EBITA 2018-2021	30 %	Acquisition égale à 50 % si la moyenne atteint 75 % de l'objectif	Acquisition égale à 100 % si l'objectif est atteint	Attribution égale à 150 % si la moyenne est supérieure ou égale à 125 % de l'objectif	Calcul linéaire entre les points
Moyenne annuelle des ventes 2018-2021	30 %	Acquisition égale à 50 % si la moyenne atteint 75 % de l'objectif	Acquisition égale à 100 % si l'objectif est atteint	Acquisition égale à 150 % si la moyenne est supérieure ou égale à 125 % de l'objectif	Calcul linéaire entre les points
Moyenne entre les années 2019, 2020, et 2021 du ratio de trésorerie libre avant intérêts et impôts/EBITDA	20 %	Acquisition égale à 50 % si la moyenne atteint 90 % de l'objectif	Acquisition égale à 100 % si l'objectif est atteint	Acquisition égale à 150 % si la moyenne est supérieure ou égale à 120 % de l'objectif	Calcul linéaire entre les points
Performance relative du titre Rexel par rapport à l'indice SBF 120 GR ⁽¹⁾	20 %	Acquisition égale à 50 % si la performance du titre Rexel est égale à la performance de l'indice SBF 120 GR	Acquisition égale à 100 % si la performance du titre Rexel surpasse la performance de l'indice SBF 120 GR de 5 %	Acquisition égale à 150 % si la performance du titre Rexel surpasse la performance de l'indice SBF 120 GR de 10 %	-
	100 %	Le pourcentage réalisé est pondéré par le poids de chaque condition de performance pour obtenir un pourcentage total pondéré. Le nombre total après pondération ne pouvant excéder 100 % de l'attribution initiale			

(1) La performance de ce critère s'apprécie à l'issue d'une période de 3 ans (2019-2022).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, aucune action n'a été acquise définitivement.

Pour information, la performance des plans du 23 mai 2019 sera connue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022 (postérieurement à la publication du présent document d'enregistrement universel) compte tenu de la période d'appréciation du critère de performance relative du titre Rexel par rapport à l'indice SBF 120 GR.

Pour rappel, dans le cadre du plan Rexel 3+0 Actions de Présence, les actions attribuées ne sont pas soumises aux conditions de performance ci-dessus mais uniquement à une condition de présence de trois ans.

3.7.2.7 Dilution totale

Les actions attribuées gratuitement et non encore livrées pourraient donner lieu à la création de 5 606 599 actions nouvelles, représentant 1,84 % du capital et des droits de vote de Rexel au 31 décembre 2019.

3.7.3 Droits de vote des actionnaires

À chaque action de Rexel est attaché un droit de vote. En conséquence, les actionnaires de Rexel disposent, à la date du présent document d'enregistrement universel, d'un nombre de droits de vote égal au nombre d'actions qu'ils détiennent. En application de la faculté prévue à l'article L.225-123 du Code de commerce, les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au nom du même actionnaire ne bénéficient pas d'un droit de vote double.

3.7.4 Structure de contrôle

La création de Comités du Conseil d'administration, la nomination de membres indépendants au Conseil d'administration et aux Comités du Conseil d'administration, la réalisation d'évaluations du fonctionnement et des travaux du Conseil d'administration et des Comités du Conseil d'administration, dans les conditions décrites ci-

dessus au paragraphe 3.1 « Organes d'administration et de direction » du présent document d'enregistrement universel, permettent notamment d'éviter qu'un contrôle sur Rexel ne soit exercé de « manière abusive » conformément au Règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004.

3.7.5 Accords susceptibles d'entraîner un changement de contrôle

Rexel n'a pas connaissance d'accords entre ses actionnaires.

3.8 Capital social

3.8.1 Capital social souscrit et capital social autorisé mais non émis

Au 31 décembre 2019, le capital de Rexel s'élevait à 1 520 510 065 euros divisé en 304 102 013 actions de 5 euros de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées et de même catégorie, contre un capital de 1 519 944 495 euros divisé en 303 988 899 actions de 5 euros de valeur nominale chacune au 31 décembre 2018.

Les Assemblées générales ordinaires et extraordinaires du 24 mai 2018 et du 23 mai 2019 ont consenti au Conseil d'administration diverses délégations de compétence et autorisations qui ont été utilisées dans les conditions décrites ci-dessous. Par ailleurs, lors de sa réunion du 12 février 2020, le Conseil d'administration a décidé de soumettre à l'Assemblée générale du 23 avril 2020 certains projets de délégations de compétence et autorisations dans les conditions décrites ci-dessous.

AUTORISATIONS EN COURS					AUTORISATIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 AVRIL 2020		
NATURE DE LA DÉLÉGATION	DATE DE L'AG (N° DE LA RÉSOLUTION)	DURÉE (DATE D'EXPIRATION)	MONTANT MAXIMUM AUTORISÉ	UTILISATION	N° RÉSOLUTION	DURÉE	PLAFOND
Augmentation du capital social							
Émission avec maintien du droit préférentiel de souscription	23 mai 2019 (résolution 15)	26 mois (22 juillet 2021)	Titres de capital : 720 000 000 € (soit 144 000 000 d'actions) Ce plafond est commun aux 16 ^e à 20 ^e résolutions Titres de créance : 1 000 000 000 € Ce plafond est commun aux 16 ^e à 20 ^e résolutions	N/A	N/A	N/A	N/A

AUTORISATIONS EN COURS					AUTORISATIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 AVRIL 2020		
NATURE DE LA DÉLÉGATION	DATE DE L'AG (N° DE LA RÉSOLUTION)	DURÉE (DATE D'EXPIRATION)	MONTANT MAXIMUM AUTORISÉ	UTILISATION	N° RÉSOLUTION	DURÉE	PLAFOND
Émission par voie d'offre au public, avec suppression du droit préférentiel de souscription	23 mai 2019 (résolution 16)	26 mois (22 juillet 2021)	Titres de capital : 140 000 000 € (soit 28 000 000 d'actions) Ce plafond est commun aux 17 ^e et 20 ^e résolutions Ce plafond s'impute sur le plafond prévu à la 15 ^e résolution Titres de créance : 1 000 000 000 € Ce plafond s'impute sur le plafond prévu à la 15 ^e résolution Le prix d'émission est fixé conformément aux dispositions légales applicables au jour de l'émission (à ce jour, la moyenne pondérée des cours cotés de l'action de la Société lors des trois dernières séances de bourse précédant l'ouverture de l'offre au public, éventuellement diminuée d'une décote de 10 %)	N/A	N/A	N/A	N/A

AUTORISATIONS EN COURS					AUTORISATIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 AVRIL 2020		
NATURE DE LA DÉLÉGATION	DATE DE L'AG (N° DE LA RÉSOLUTION)	DURÉE (DATE D'EXPIRATION)	MONTANT MAXIMUM AUTORISÉ	UTILISATION	N° RÉSOLUTION	DURÉE	PLAFOND
Émission par voie d'offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, avec suppression du droit préférentiel de souscription	23 mai 2019 (résolution 17)	26 mois (22 juillet 2021)	Titres de capital : 140 000 000 € (soit 28 000 000 d'actions) Ce plafond s'impute sur les plafonds prévus aux 15 ^e et 16 ^e résolutions Titres de créance : 1 000 000 000 € Ce plafond s'impute sur le plafond prévu à la 15 ^e résolution Le prix d'émission est fixé conformément aux dispositions légales applicables au jour de l'émission (à ce jour, la moyenne pondérée des cours cotés de l'action de la Société lors des trois dernières séances de bourse précédant l'ouverture de l'offre au public, éventuellement diminuée d'une décote de 10 %)	N/A	N/A	N/A	N/A
Autorisation consentie à l'effet d'augmenter le montant de l'émission initiale avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription	23 mai 2019 (résolution 18)	26 mois (22 juillet 2021)	15 % de l'émission initiale Ce plafond s'impute sur le plafond applicable à l'émission initiale et sur le plafond prévu à la 15 ^e résolution	N/A	N/A	N/A	N/A

AUTORISATIONS EN COURS					AUTORISATIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 AVRIL 2020		
NATURE DE LA DÉLÉGATION	DATE DE L'AG (N° DE LA RÉSOLUTION)	DURÉE (DATE D'EXPIRATION)	MONTANT MAXIMUM AUTORISÉ	UTILISATION	N° RÉSOLUTION	DURÉE	PLAFOND
Fixation du prix des émissions réalisées par voie d'offre au public ou d'offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans la limite de 10 % du capital par an	23 mai 2019 (résolution 19)	26 mois (22 juillet 2021)	10 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration fixant le prix d'émission par an Ce plafond s'impute sur le plafond applicable à l'émission initiale et sur le plafond prévu à la 15 ^e résolution Le prix d'émission sera au moins égal au cours moyen pondéré de l'action de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris lors de la dernière séance de bourse précédant l'émission, diminué éventuellement d'une décote maximale de 5 %	N/A	N/A	N/A	N/A
Émission dans la limite de 10 % du capital, en rémunération d'apports en nature	23 mai 2019 (résolution 20)	26 mois (22 juillet 2021)	10 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration décidant l'émission Ce plafond s'impute sur les plafonds prévus aux 15 ^e et 16 ^e résolutions	N/A	N/A	N/A	N/A
Augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres dont la capitalisation serait admise	23 mai 2019 (résolution 21)	26 mois (22 juillet 2021)	200 000 000 € (soit 40 000 000 d'actions) Ce plafond ne s'impute sur aucun plafond	N/A	N/A	N/A	N/A
Actionnariat salarié, attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions, attributions gratuites d'actions							
Attribution d'actions de performance	24 mai 2018 (résolution 17)	26 mois (23 juillet 2020)	1,4 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration	Attribution le 24 mai 2018 de 1 900 032 actions soit 9 500 160 euros Attribution le 23 mai 2019 de 2 082 522 actions soit 10 412 610 euros	18	26 mois	1,4 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration

AUTORISATIONS EN COURS					AUTORISATIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 AVRIL 2020		
NATURE DE LA DÉLÉGATION	DATE DE L'AG (N° DE LA RÉSOLUTION)	DURÉE (DATE D'EXPIRATION)	MONTANT MAXIMUM AUTORISÉ	UTILISATION	N° RÉSOLUTION	DURÉE	PLAFOND
Attribution d'actions gratuites aux membres du personnel salarié et aux mandataires sociaux souscrivant à un plan d'actionnariat	24 mai 2018 (résolution 18)	26 mois (23 juillet 2020)	0,3 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration	N/A	19	26 mois	0,3 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration
Émission avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des adhérents à un plan d'épargne	24 mai 2018 (résolution 19)	26 mois (23 juillet 2020)	<p>2 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration</p> <p>Ce plafond s'impute sur le plafond de 720 M€, prévu à la 22^e résolution de l'Assemblée générale du 23 mai 2017</p> <p>Ce plafond s'impute sur le plafond de 2 % commun aux 19^e et 20^e résolutions</p> <p>Le prix d'émission sera déterminé dans les conditions prévues aux articles L.3332-19 et suivants du Code du travail. La décote maximale est fixée à 20 % de la moyenne des premiers cours cotés lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration fixant la date d'ouverture des souscriptions.</p>	N/A	20	26 mois	<p>2 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration</p> <p>Ce plafond s'impute sur le plafond de 2 % commun à la 19^e résolution et à la 20^e résolution de l'Assemblée générale extraordinaire du 24 mai 2018</p> <p>Ce plafond s'impute sur le plafond global de 720 M€, prévu à la 15^e résolution de l'Assemblée générale du 23 mai 2019</p> <p>Le prix d'émission sera déterminé dans les conditions prévues aux articles L.3332-19 et suivants du Code du travail. La décote maximale est fixée à 20 % de la moyenne des premiers cours cotés lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration fixant la date d'ouverture des souscriptions.</p>

AUTORISATIONS EN COURS					AUTORISATIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 AVRIL 2020		
NATURE DE LA DÉLÉGATION	DATE DE L'AG (N° DE LA RÉSOLUTION)	DURÉE (DATE D'EXPIRATION)	MONTANT MAXIMUM AUTORISÉ	UTILISATION	N° RÉSOLUTION	DURÉE	PLAFOND
Émission avec suppression du droit préférentiel de souscription réservée à certaines catégories de bénéficiaires pour permettre la réalisation d'opérations d'actionnariat des salariés Les catégories de bénéficiaires sont (a) les salariés et mandataires sociaux de sociétés non-françaises liées à la Société, (b) les OPCVM ou autres entités d'actionnariat salarié investis en titres de la Société, (c) les établissements bancaires ou leurs filiales qui interviennent pour les besoins de la mise en place d'un plan d'actionnariat salarié et/ou (d) les établissements financiers mandatés dans le cadre d'un « <i>Share Incentive Plan</i> ».	24 mai 2018 (résolution 20)	18 mois (23 novembre 2019)	1 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration Ce plafond s'impute sur le plafond de 720 M€, prévu à la 22 ^e résolution de l'Assemblée générale du 23 mai 2017 Ce plafond s'impute sur le plafond de 2 % commun aux 19 ^e et 20 ^e résolutions	N/A	21	18 mois	1 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration Ce plafond s'impute sur le plafond de 2 % commun à la 19 ^e résolution et à la 20 ^e résolution de l'Assemblée générale extraordinaire du 24 mai 2018 Ce plafond s'impute sur le plafond de 720 M€ prévu à la 15 ^e résolution de l'Assemblée générale du 23 mai 2019.
Réduction du capital par annulation d'actions							
Réduction de capital par annulation d'actions	24 mai 2018 (résolution 14)	18 mois (23 novembre 2019)	10 % du capital à la date d'annulation par période de 24 mois	N/A	17	18 mois	10 % du capital à la date d'annulation par période de 24 mois
Rachat par Rexel de ses propres actions							
Rachat d'actions	23 mai 2019 (résolution 13)	18 mois (22 novembre 2020)	10 % du capital à la date de réalisation Montant maximum total : 250 000 000 € Prix maximum de rachat : 30 €	Utilisation dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec Natixis et Oddo à des fins d'animation du marché : • Acquisition de 5 634 613 actions à un prix moyen de 10,47 € ; et • Cession de 5 807 243 actions à un prix moyen de 10,55 €	16	18 mois	10 % du capital à la date de réalisation Montant maximum total : 250 000 000 € Prix maximum de rachat : 30 €

3.8.2 Titres non représentatifs de capital

À la date du présent document d'enregistrement universel, Rexel n'a émis aucun titre non représentatif de capital.

3.8.3 Autocontrôle, autodétention et acquisition par Rexel de ses propres actions

Informations sur le programme de rachat d'actions approuvé par l'Assemblée générale du 23 mai 2019

Caractéristiques du programme de rachat d'actions

L'Assemblée générale mixte des actionnaires de Rexel du 23 mai 2019 a autorisé le Conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, des articles 241-1 à 241-7 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers et de la réglementation européenne applicable aux abus de marché, à acheter ou faire acheter un nombre maximal d'actions de Rexel, représentant jusqu'à 10 % du capital social de Rexel.

Ce programme de rachat a les caractéristiques suivantes :

TITRES CONCERNÉS	ACTIONS
Pourcentage maximum de capital pouvant être racheté	10 % (étant précisé que le nombre d'actions acquises par Rexel en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, scission ou d'apport ne pourra excéder 5 % du capital de Rexel)
Nombre maximal de titres pouvant être acquis	Un nombre d'actions correspondant à 10 % du capital à la date de réalisation des achats
Montant global maximum du programme	250 millions d'euros
Prix d'achat unitaire maximum	30 euros
Durée du programme	18 mois, soit jusqu'au 22 novembre 2020

Les objectifs du programme, par ordre de priorité décroissant sont les suivants :

- assurer la liquidité et animer le marché des actions de Rexel par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant en toute indépendance, dans le cadre d'un contrat de liquidité et conformément à une charte de déontologie reconnue par l'AMF ;

- honorer les obligations liées à des attributions d'options sur actions, des attributions gratuites d'actions ou à d'autres attributions, allocations ou cessions d'actions aux salariés ou aux mandataires sociaux de Rexel ou d'une entreprise associée et réaliser toute opération de couverture afférente à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques où le Conseil d'administration ou la personne agissant sur délégation du Conseil d'administration agira ;
- assurer la couverture des engagements de Rexel au titre de droits avec règlement en espèces portant sur l'évolution positive du cours de bourse de l'action de Rexel consentis aux salariés et mandataires sociaux de Rexel ou d'une entreprise associée ;
- la conservation et la remise ultérieure d'actions de Rexel à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe, conformément à la réglementation applicable ;
- la remise d'actions de Rexel à l'occasion d'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès par tout moyen, immédiatement ou à terme, à des actions de Rexel ;
- l'annulation de tout ou partie des actions ainsi rachetées, dans les conditions prévues par la loi, sous réserve d'une autorisation par l'Assemblée générale extraordinaire ; et
- toute autre pratique qui viendrait à être admise ou reconnue par la loi ou par l'AMF ou tout autre objectif qui serait conforme à la réglementation en vigueur.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions peuvent être réalisés par tous moyens, sur le marché ou de gré à gré, y compris par voie d'opérations sur blocs de titres ou d'offre publique, de mécanismes optionnels, d'instruments dérivés, d'achat d'options ou de valeurs mobilières dans le respect des conditions réglementaires applicables.

En cas d'offre publique sur les titres Rexel réglée intégralement en numéraire, Rexel ne peut poursuivre l'exécution de son programme de rachat d'actions.

Bilan du programme de rachat d'actions

Au 31 décembre 2019, Rexel détenait 1 748 912 actions d'une valeur nominale unitaire de 5 euros, dont 628 909 actions dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec Oddo et Natixis et 1 120 003 actions acquises antérieurement et détenues aux fins d'attributions aux salariés.

Dans le cadre de ce contrat de liquidité, Rexel a acheté au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, 5 634 613 actions (représentant 1,85 % du

capital de Rexel) au prix moyen de 10,47 euros et pour un coût total de 58 991 187,5 euros. Ces actions ont été acquises en vue de l'animation du marché dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec

Oddo et Natixis. Par ailleurs, dans le cadre de ce contrat de liquidité, Rexel a cédé 5 807 243 actions pour un prix moyen de 10,55 euros.

Au total, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, les opérations réalisées par Rexel sur ses propres titres dans le cadre du programme de rachat autorisé se présentent de la manière suivante :

Nombre d'actions annulées au cours des 24 derniers mois	0
Nombre d'actions autodétenues en portefeuille au 31 décembre 2018	2 108 720
• Achat d'actions	5 634 613
• Vente d'actions	(5 807 243)
• Transfert d'actions	(187 178)
• Annulation d'actions	0
• Nombre d'actions détenues en portefeuille au 31 décembre 2019	1 748 912
Pourcentage de capital autodétenu de manière directe ou indirecte au 31 décembre 2019	0,58 %
Valeur comptable du portefeuille	21 602 905 euros
Valeur de marché du portefeuille au 31 décembre 2019	20 715 863 euros
Détails des opérations réalisées par Rexel en 2019, par objectif :	
• Contrat de liquidité :	
<i>Achat d'actions</i>	5 634 613
<i>Vente d'actions</i>	5 807 243
<i>Nombre d'actions détenues en portefeuille au 31 décembre 2019</i>	628 909
• Annulation d'actions	
<i>Nombre d'actions annulées</i>	0
<i>Nombre d'actions détenues en portefeuille au 31 décembre 2019</i>	0
• Attribution aux salariés	
<i>Achat d'actions</i>	0
<i>Transfert d'actions</i>	(187 178)
<i>Nombre d'actions détenues en portefeuille au 31 décembre 2019</i>	1 120 003

Rexel ne détenait aucune position ouverte sur instrument dérivé à l'achat ou à la vente au 31 décembre 2019.

Les frais encourus par Rexel, au titre du contrat de liquidité, dans le cadre de la mise en œuvre du programme de rachat d'actions, s'élèvent à 32 244,01 euros (Oddo et Natixis) pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Descriptif du programme de rachat d'actions qui sera soumis à l'Assemblée générale

Informations sur le programme de rachat d'actions soumis à l'approbation de l'Assemblée générale

Le Conseil d'administration du 12 février 2020 a décidé de soumettre à l'Assemblée générale du 23 avril 2020 une résolution afin d'être autorisé, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, des articles 241-1 à 241-7 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers et de la réglementation européenne

applicable aux abus de marché, à acheter ou faire acheter un nombre maximal d'actions de Rexel, représentant jusqu'à 10 % du capital social de Rexel.

Objectifs du programme de rachat d'actions pour 2020

Les objectifs du programme, par ordre de priorité décroissant, seraient les suivants :

- assurer la liquidité et animer le marché des actions de Rexel par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant en toute indépendance, dans le cadre d'un contrat de liquidité, dans le respect de la pratique de marché admise par l'AMF ;
- honorer les obligations liées à des attributions d'options sur actions, des attributions gratuites d'actions ou à d'autres attributions, allocations ou cessions d'actions aux salariés ou aux mandataires sociaux de Rexel ou d'une entreprise associée et réaliser toute opération de couverture afférente à ces opérations, dans les conditions prévues

par les autorités de marché et aux époques où le Conseil d'administration ou la personne agissant sur délégation du Conseil d'administration agira ;

- assurer la couverture des engagements de Rexel au titre de droits avec règlement en espèces portant sur l'évolution positive du cours de bourse de l'action de Rexel consentis aux salariés et mandataires sociaux de Rexel ou d'une entreprise associée ;
- la conservation et la remise ultérieure d'actions de Rexel à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe, conformément à la réglementation applicable ;
- la remise d'actions de Rexel à l'occasion d'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès par tout moyen, immédiatement ou à terme, à des actions de Rexel ;
- l'annulation de tout ou partie des actions ainsi rachetées, dans les conditions prévues par la loi, sous réserve d'une autorisation par l'Assemblée générale extraordinaire ; et
- toute autre pratique qui viendrait à être admise ou reconnue par la loi ou par l'AMF ou tout autre objectif qui serait conforme à la réglementation en vigueur.

Part maximale du capital, nombre maximal et caractéristiques des titres susceptibles d'être acquis dans le cadre du programme de rachat 2020

La part maximale du capital dont le rachat serait autorisé serait de 10 % du nombre total des actions composant le capital social, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à l'Assemblée générale. Le nombre d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, scission ou d'apport ne pourra pas excéder 5 % du capital social de Rexel à cette même date.

À titre indicatif, sur la base du capital existant au 31 décembre 2019 et déduction faite des 1 748 912 actions détenues à cette même date, le nombre maximal d'actions susceptibles d'être acquises s'élève à 28 661 289.

Les titres que Rexel envisage d'acquérir sont des actions ordinaires.

Prix maximum d'achat

Le prix maximum d'achat par action serait fixé à 30 euros, étant précisé qu'en cas d'opérations sur le capital, notamment par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, division ou

regroupement d'actions, ce prix serait ajusté pour tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le montant maximal des fonds destinés à financer le programme de rachat est estimé à 250 millions d'euros.

Modalités des achats et des cessions

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourrait être effectué ou payé par tous moyens, sur le marché ou de gré à gré, y compris par voie d'opérations sur blocs de titres ou d'offre publique, de mécanismes optionnels, d'instruments dérivés, d'achat d'options ou de valeurs mobilières dans le respect des conditions réglementaires applicables.

En cas d'offre publique sur les titres Rexel réglée intégralement en numéraire, Rexel ne pourrait pas poursuivre l'exécution de son programme de rachat d'actions.

Durée du programme de rachat d'actions

Le programme de rachat d'actions aurait une durée de 18 mois à compter de l'Assemblée générale, soit jusqu'au 22 octobre 2021.

Répartition par objectifs des actions détenues par Rexel

Au 31 décembre 2019 :

- 1 120 003 actions d'une valeur nominale unitaire de 5 euros sont affectées à la mise en œuvre de tous plans d'options de souscription d'actions de Rexel et d'attribution gratuite d'actions ; et
- 628 909 actions d'une valeur nominale unitaire de 5 euros sont affectées à l'achat, la vente, la conversion, le transfert, le prêt ou la mise à disposition des actions dans le cadre du contrat de liquidité, conforme à la Charte de déontologie AMAFI, conclu avec Oddo et Natixis et entré en vigueur le 1^{er} juillet 2018, dans le respect de la pratique de marché admise par l'Autorité des marchés financiers ou de la réalisation d'opérations à contre-tendance du marché.

3.8.4 Autres titres donnant accès au capital

3.8.4.1 Options d'achat ou de souscription d'actions

Rexel n'a pas émis d'option d'achat ou de souscription au cours de l'exercice 2019.

En outre, les options d'achat ou de souscription exerçables au titre des plans antérieurs sont échues depuis le 30 novembre 2016.

3.8.4.2 Attributions gratuites d'actions

Rexel a attribué gratuitement des actions à certains salariés et mandataires sociaux du groupe Rexel dans les conditions décrites au paragraphe 3.7.2.6 « Attribution gratuite d'actions » du présent document d'enregistrement universel.

3.8.5 Évolution du capital social

Le tableau ci-dessous indique l'évolution du capital social de Rexel sur les trois derniers exercices, à la date du présent document d'enregistrement universel.

DATE DE RÉALISATION DÉFINITIVE DE L'OPÉRATION	OPÉRATION	NOMBRE D'ACTIONS ÉMISES / ANNULÉES	MONTANT NOMINAL DE L'AUGMENTATION / LA RÉDUCTION DE CAPITAL (EN EUROS)	PRIME D'ÉMISSION / DE FUSION (EN EUROS)	MONTANT NOMINAL CUMULÉ DU CAPITAL SOCIAL (EN EUROS)	NOMBRE CUMULÉ D'ACTIONS	VALEUR NOMINALE PAR ACTION (EN EUROS)
10 février 2017	Augmentation de capital à la suite de l'exercice d'options de souscription d'actions	92 442	462 210	796,16	1 514 490 115	302 898 023	5
10 février 2017	Augmentation de capital à la suite de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement	73	365	N/A	1 514 490 480	302 898 096	5
13 mars 2017	Augmentation de capital réservée aux salariés	39 114	195 570	328 753,17	1 514 686 050	302 937 210	5
2 mai 2017	Augmentation de capital à la suite de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement	276 373	1 381 865	N/A	1 516 067 915	303 213 583	5
23 mai 2017	Augmentation de capital à la suite de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement	3 037	15 185	N/A	1 516 083 100	303 216 620	5
3 juillet 2017	Augmentation de capital à la suite de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement	120 712	603 560	N/A	1 516 686 660	303 337 332	5
26 juillet 2017	Augmentation de capital à la suite de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement	5 845	29 225	N/A	1 516 715 885	303 343 177	5
2 mai 2018	Augmentation de capital à la suite de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement	331 145	1 655 725	N/A	1 518 371 610	303 674 322	5
23 mai 2018	Augmentation de capital à la suite de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement	132 508	662 540	N/A	1 519 034 150	303 806 830	5

DATE DE RÉALISATION DÉFINITIVE DE L'OPÉRATION	OPÉRATION	NOMBRE D'ACTIONS ÉMISES / ANNULÉES	MONTANT NOMINAL DE L'AUGMENTATION / LA RÉDUCTION DE CAPITAL (EN EUROS)	PRIME D'ÉMISSION / DE FUSION (EN EUROS)	MONTANT NOMINAL CUMULÉ DU CAPITAL SOCIAL (EN EUROS)	NOMBRE CUMULÉ D'ACTIONS	VALEUR NOMINALE PAR ACTION (EN EUROS)
23 mai 2018	Augmentation de capital à la suite de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement	95 768	478 840	N/A	1 519 512 990	303 902 598	5
2 juillet 2018	Augmentation de capital à la suite de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement	86 301	431 505	N/A	1 519 944 495	303 988 899	5
29 juillet 2019	Augmentation de capital à la suite de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement	113 114	565 570	N/A	1 520 510 065	304 102 013	5

3.8.6 Nantissements, garanties et sûretés

À la date du présent document d'enregistrement universel et à la connaissance de Rexel, aucune action de Rexel ne fait l'objet d'un nantissement, d'une garantie ou d'une sûreté.

3.9 Autres éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

3.9.1 Mécanismes de contrôle prévus dans un système d'actionnariat du personnel

Dans le cadre des augmentations de capital réservées aux salariés, l'investissement des collaborateurs s'effectue dans certains pays par le biais de Fonds communs de placement « FCPE ». Les FCPE « Rexel Actionnariat Classique France » et « Rexel Actionnariat Classique International » ont été créés dans ce contexte.

Chacun de ces FCPE dispose d'un Conseil de surveillance dont les principales prérogatives sont les suivantes :

- il examine le rapport de gestion et les comptes annuels du fonds, la gestion financière, administrative et comptable et adopte son rapport annuel ;
- il exerce les droits de vote attachés aux titres de capital émis par Rexel et décide de l'apport des titres et, à cet effet, désigne un ou plusieurs

mandataires représentant le fonds aux assemblées générales de Rexel ;

- il peut présenter des résolutions aux Assemblées générales de Rexel ;
- il donne son accord préalable à certaines modifications du règlement du FCPE : changement de la société de gestion, liquidation, fusion/scission, changement de l'orientation de gestion et de la classification ; et
- il peut agir en justice pour défendre ou faire valoir les droits ou intérêts des porteurs de parts.

Le Conseil de surveillance du FCPE est indépendant du Conseil d'administration de Rexel et ses décisions sont prises de manière autonome.

Les décisions du Conseil de surveillance du FCPE sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

Les moyens mis à la disposition du Conseil de surveillance pour étayer ses décisions et pour effectuer ses missions sont les suivants : organisation de conférences téléphoniques, le cas échéant, au-delà du cadre formel des réunions ; données diverses fournies par Rexel, pour apprécier la situation économique et financière du groupe Rexel, et ses perspectives ; données fournies par la société de gestion.

3.9.2 Accords conclus par Rexel devant être modifiés ou prenant fin en cas de changement de contrôle

Les accords conclus par Rexel qui pourraient nécessiter une modification ou qui pourraient prendre fin en cas de changement de contrôle sont notamment les suivants :

- le Contrat de Crédit Senior (voir note 22.1.1 de l'annexe aux états financiers consolidés de Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 figurant au paragraphe 5.2.1 « États financiers consolidés au 31 décembre 2019 » du présent document d'enregistrement universel) ;
- les Obligations Senior 2018 et 2019 (voir note 22.1.2 de l'annexe aux états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 figurant au paragraphe 5.2.1 « États financiers consolidés au 31 décembre 2019 » du présent document d'enregistrement universel) ;
- le contrat de crédit bilatéral de 40 millions de dollars US conclu avec Wells Fargo Bank International le 27 juin 2014, tel que modifié par voie d'avenants en date du 26 juin 2015 puis en date du 26 juin 2017 (voir note 22.1.1 de l'annexe aux états financiers consolidés de Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 figurant au paragraphe 5.2.1 « États financiers consolidés au 31 décembre 2019 » du présent document d'enregistrement universel) ; et
- les programmes de cession de créance (voir note 22.1.3 de l'annexe aux états financiers consolidés de Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 figurant au paragraphe 5.2.1 « États financiers consolidés au 31 décembre 2019 » du présent document d'enregistrement universel).



4

RESPONSABILITÉ D'ENTREPRISE





4

RESPONSABILITÉ D'ENTREPRISE

181

4.1	Maîtriser l'énergie pour un avenir durable	184
4.1.1	Modèle d'entreprise	184
4.1.2	Agir pour une chaîne de valeur responsable	184
4.1.3	Principaux risques extrafinanciers	191
4.2	Agir avec éthique et intégrité	195
4.2.1	Placer l'éthique des affaires au cœur de l'activité du Groupe	195
4.2.2	Déployer le programme de protection des données personnelles	198
4.3	Impliquer et accompagner les collaborateurs	199
4.3.1	Soutenir la politique des ressources humaines par une organisation décentralisée	199
4.3.2	Attirer et fidéliser les talents	200
4.3.3	Développer l'engagement et l'employabilité des collaborateurs	203
4.3.4	Soutenir la diversité, l'inclusion et l'égalité des chances	208
4.3.5	Note méthodologique	210
4.4	Améliorer la performance environnementale	211
4.4.1	Renforcer le pilotage environnemental	211
4.4.2	S'engager pour le climat	214
4.4.3	Être exemplaire dans les opérations	216
4.4.4	Favoriser une gestion durable des ressources	218
4.4.5	Informations complémentaires sur l'environnement	221
4.4.6	Note méthodologique	221

4.5	Promouvoir des pratiques responsables dans la chaîne de valeur	223
4.5.1	Développer des relations de confiance, des fournisseurs aux clients	224
4.5.2	Créer de la valeur pour les clients	225
4.5.3	Lutter pour le progrès énergétique	227
4.6	Synthèse des indicateurs	228
4.7	Plan de vigilance	232
4.7.1	Présentation du plan de vigilance	232
4.7.2	Mesures du plan de vigilance	233
4.8	Rapport de l'organisme tiers indépendant	238

Le chapitre « Responsabilité d'entreprise », à l'exception de la Section 4.7 « Plan de vigilance », constitue la déclaration de performance extrafinancière, telle que requise par l'Article L.225-

102-1 du Code de commerce. Le présent chapitre a été rédigé par la Direction du Développement Durable, en collaboration avec le Secrétariat Général et la Direction des Ressources Humaines.

4.1 Maîtriser l'énergie pour un avenir durable

La filière électrique connaît une mutation profonde. La maîtrise de l'énergie constitue un enjeu majeur et une opportunité de développement pour Rexel, expert de la distribution omnicanale professionnelle. Favoriser l'innovation et le progrès énergétiques, dans les communautés au sein desquelles le Groupe opère, est à la fois une ambition et une responsabilité dans la construction d'un avenir durable.

Énergie propre et sûre dans son utilisation, l'électricité constitue un levier essentiel pour transformer durablement les territoires. Au cœur de la filière électrique, Rexel est engagée dans la limitation de la hausse des températures globales à +2°C d'ici la fin du siècle. La maîtrise de l'énergie peut à elle seule absorber 40 %⁽¹⁾ de la baisse d'émissions nécessaire au respect de l'Accord de Paris sur le climat. Rexel distribue et développe les produits et solutions permettant d'accélérer la transition énergétique, tout en réduisant sa propre empreinte environnementale.

Acteur clé de la chaîne de valeur, le groupe Rexel incite l'ensemble de ses parties prenantes à mettre en œuvre les pratiques responsables et éthiques qu'il applique à ses opérations et auprès de ses collaborateurs.

Ces convictions fondent les quatre piliers de la démarche de développement durable du Groupe :

- agir avec éthique et intégrité ;
- impliquer et accompagner les collaborateurs ;
- améliorer la performance environnementale ; et
- promouvoir des pratiques responsables dans la chaîne de valeur.

La stratégie de développement durable de Rexel est un des leviers privilégiés pour que le Groupe atteigne ses objectifs de croissance rentable et de création de valeur.

4.1.1 Modèle d'entreprise

Le groupe Rexel s'appuie sur des fondamentaux solides et des capitaux diversifiés qui lui permettent

de créer de la valeur et de la partager avec ses actionnaires, ses parties prenantes et l'ensemble de la société en général.

Le modèle d'entreprise du groupe Rexel est détaillé à la Section 1.3 « Activités et stratégie » et synthétisé en pages 186 et 187 du présent document d'enregistrement universel.

4.1.2 Agir pour une chaîne de valeur responsable

4.1.2.1 Démarche de développement durable

S'appuyant sur son leadership et sa proximité avec toutes les parties prenantes, le groupe Rexel privilégie une approche durable et responsable de ses activités.

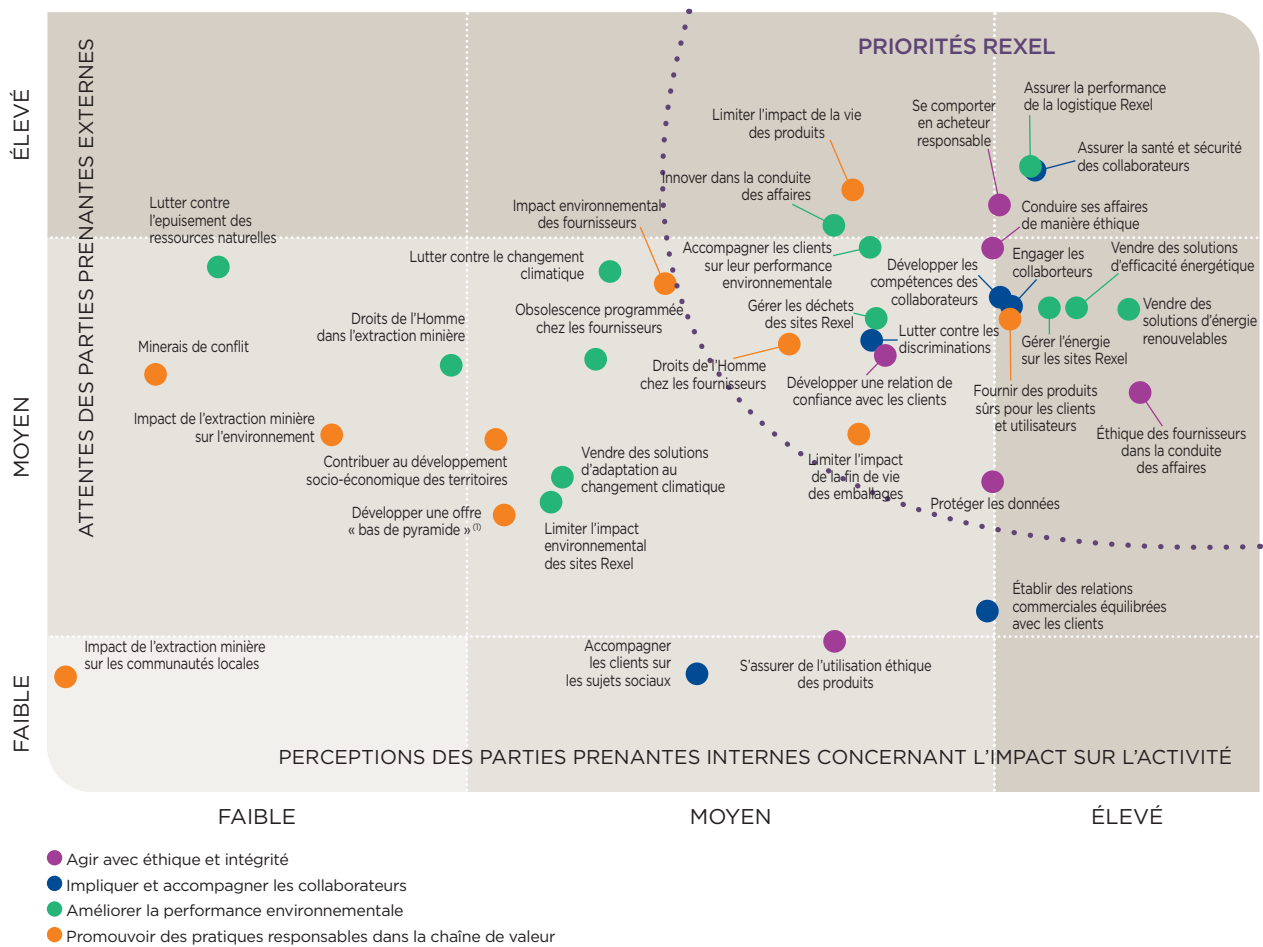
Depuis 2011, le groupe Rexel est membre du Pacte Mondial des Nations Unies et s'engage à faire progresser les dix principes universellement acceptés relatifs aux Droits de l'Homme, aux normes du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption.

Comme précisé dans son Guide d'éthique, le groupe Rexel respecte et promeut les recommandations des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail relatives au respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective, à l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession, à l'élimination du travail forcé ou obligatoire et à l'abolition effective du travail des enfants.

Le groupe Rexel a renouvelé en 2019 l'étude permettant d'identifier les impacts environnementaux et sociaux de ses activités tout au long de sa chaîne de valeur. Cette étude a conduit le Groupe à interroger ses parties prenantes clés (clients, fournisseurs, experts, ONG, représentants des salariés, experts, directeurs d'entités du Groupe) sur les enjeux prioritaires et à mener une revue interne de l'impact de ces enjeux sur ses activités.

(1) Rapport IEA 2018, *Energy Efficiency 2018*.

■ Matrice de matérialité



(1) Offre adaptée aux populations ayant de bas revenus.

L'analyse de matérialité a permis de redéfinir la stratégie de développement durable du Groupe, à la fois alignée avec ses priorités stratégiques et ancrée dans le quotidien de ses activités. Cette feuille de route s'articule autour de quatre piliers :

- Agir avec éthique et intégrité
 - placer l'éthique au cœur de l'activité du Groupe ; et
 - déployer le programme de protection des données personnelles.
- Impliquer et accompagner les collaborateurs
 - attirer et fidéliser les talents ;
 - développer l'engagement et l'employabilité des collaborateurs ; et
- Améliorer la performance environnementale
 - s'engager pour le climat ;
 - être exemplaire dans les opérations ; et
 - favoriser une gestion durable des ressources.
- Promouvoir des pratiques responsables dans la chaîne de valeur
 - développer des relations de confiance depuis les fournisseurs jusqu'aux clients ;
 - créer de la valeur pour les clients ; et
 - lutter contre la précarité énergétique.
- soutenir la diversité, l'inclusion et l'égalité des chances.

MODÈLE D'AFFAIRES DE REXEL

CRÉER UNE VALEUR DURABLE POUR LE MONDE DE L'ÉNERGIE

Rexel a fait des enjeux de développement durable le moteur de sa croissance et entend jouer un rôle de catalyseur grâce à sa position unique dans la chaîne de valeur de l'énergie.

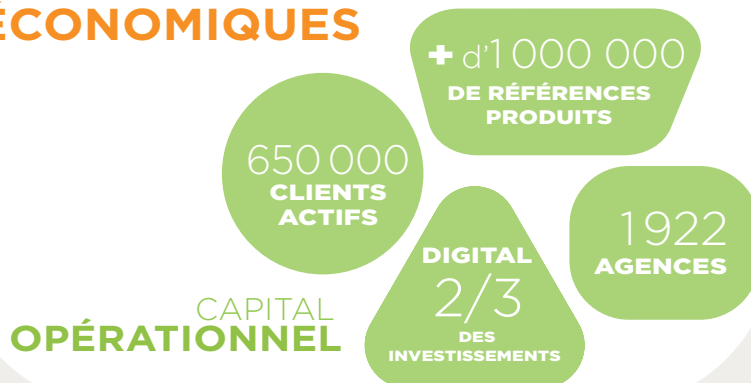
Agir avec éthique en toute situation, valoriser et développer les compétences de ses 26 537 collaborateurs, dialoguer en confiance avec l'ensemble des parties prenantes, réduire son empreinte environnementale, promouvoir la maîtrise de l'énergie, lutter contre la précarité énergétique grâce à sa Fondation sont les actions prioritaires de l'engagement responsable du groupe Rexel.

LES RESSOURCES DU GROUPE

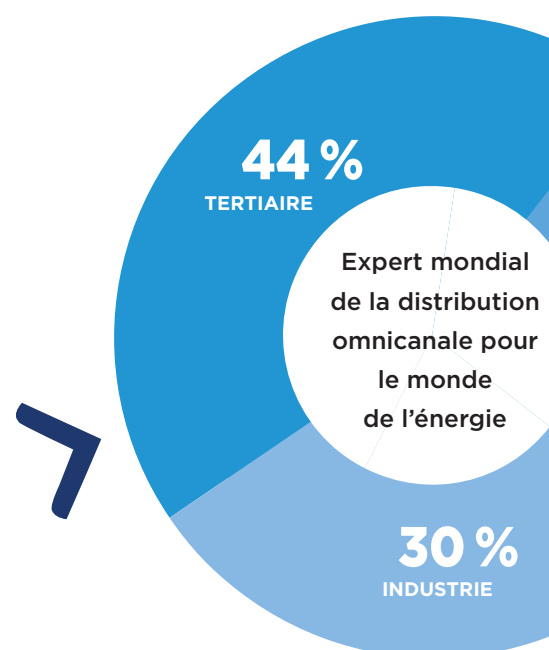
RESSOURCES HUMAINES



RESSOURCES ENVIRONNEMENTALES



LES MARCHÉS DE



Rexel est un des premiers distributeurs mondiaux de matériel électrique basse tension et courants faibles. Le Groupe est présent dans 26 pays, principalement en Europe, en Amérique du Nord et en Asie-Pacifique.

L'offre de produits est valorisée par le savoir-faire de Rexel en matière de logistique, d'assistance technique, de financement et de formation.

La stratégie de développement durable est un des leviers privilégiés pour que le Groupe atteigne ses objectifs de croissance rentable et de création de valeur.

LA CRÉATION DE VALEUR DU GROUPE

VALEUR SOCIALE

4 588
collaborateurs
embauchés,
dont **85 %** en CDI



85 % des
collaborateurs*
sont fiers de travailler
pour Rexel

6,1

Taux de fréquence
d'accident avec arrêt

37 602 h
de formation
à la sécurité



80 %

des collaborateurs
formés (316 506 h
de formations)

VALEUR ENVIRONNEMENTALE

1 611 millions
d'euros
de ventes
de produits
d'efficacité
énergétique
et énergies
renouvelables



66,7 %
de déchets
valorisés

➔ **38,5 %** des émissions
de GES (scopes 1&2
par rapport à 2010)

VALEUR ÉCONOMIQUE

2,4 Md€
de ventes digitales

Chiffre
d'affaires de
13 742,3
millions d'euros

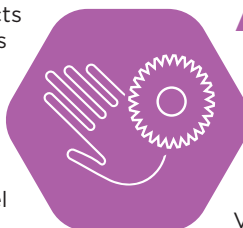


43 %
du résultat net
récurrent versé
en dividendes

VALEUR SOCIÉTALE

52 %
des achats directs
évalués sur des
critères RSE

165 000 personnes
impactées
positivement par la
Fondation Rexel

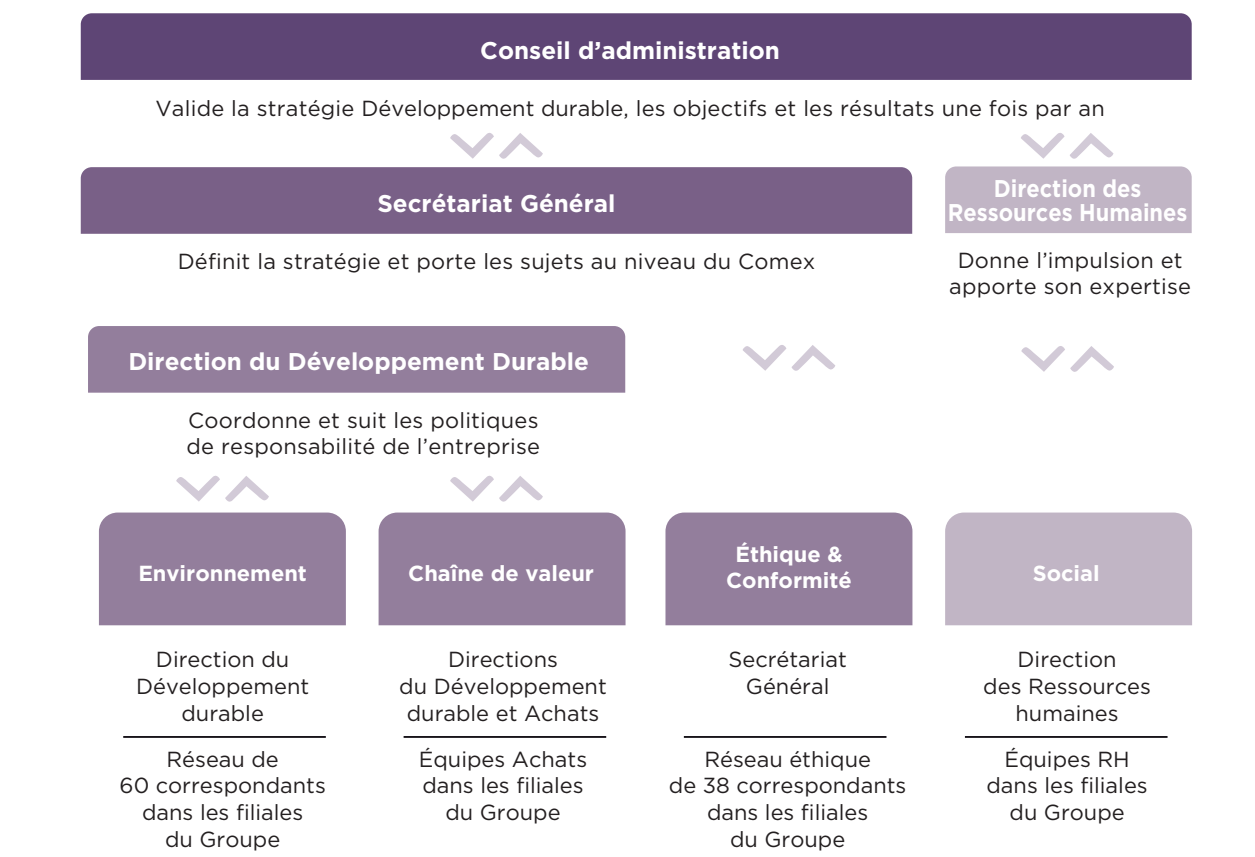


Score
A obtenu
au CDP climat

Performance
RSE reconnue
par le DJSI,
FTSE4Good,
EcoVadis,
VigeoEiris

* Collaborateurs ayant participé à l'enquête d'engagement Satisfaxion 2018.

■ Organisation de la responsabilité d'entreprise



L'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie, ainsi que le suivi des performances en matière de développement durable requièrent l'implication de tous les niveaux hiérarchiques de l'organisation. Les objectifs, résultats et axes de progrès sont présentés une fois par an au Conseil d'administration de Rexel.

Les sujets liés au développement durable sont portés par le Secrétaire Général au sein du Comité exécutif, instance privilégiée du déploiement opérationnel de la stratégie du Groupe.

4.1.2.2 Parties prenantes

Pour Rexel, la responsabilité sociétale passe par la prise en compte des attentes de ses parties prenantes. L'organisation du Groupe, sa dimension internationale, son maillage local et la spécificité de ses métiers impliquent une gestion décentralisée du dialogue avec ses partenaires laissant aux entités opérationnelles une grande autonomie dans la conduite des affaires. Le dialogue doit être constructif, transparent et fondé sur la confiance réciproque.

Ces échanges réguliers avec les parties prenantes permettent une meilleure identification des enjeux et

risques sociaux, environnementaux ou économiques et conditionnent l'adaptation du Groupe aux évolutions sociologiques, technologiques et sociétales.

Les salariés et leurs instances représentatives

Pour favoriser des relations sociales de qualité, le Groupe promeut le dialogue social et garantit les principes de libre expression et de représentation syndicale. Le Guide d'éthique, diffusé auprès de l'ensemble des collaborateurs, rappelle l'attachement de Rexel à ces principes. Ainsi, au 31 décembre 2019, près de 14 801 collaborateurs sont représentés par le Comité d'entreprise européen.

La satisfaction et le bien-être des salariés sont également une préoccupation majeure pour le groupe Rexel. En 2018, le groupe Rexel a réalisé la sixième édition de son enquête d'engagement interne : Satisfaxion. Ce baromètre accessible en 14 langues a été déployé dans 23 pays du Groupe.

Des plans d'actions ont été mis en place sur la base de ces résultats. Certaines filiales ont lancé de nouvelles enquêtes locales pour en suivre l'évolution.

Les clients

La mission de Rexel est d'accompagner ses clients partout dans le monde, pour créer de la valeur et leur permettre de gérer au mieux leurs activités. Le Groupe a mis en place de nombreux systèmes d'information, de dialogue et d'écoute à destination de ses clients : animations commerciales, salons professionnels, sites web, enquêtes de satisfaction ou encore formations. Son modèle omnicanal et la multiplicité des points de contact lui permettent d'entretenir une relation de proximité avec ses clients professionnels.

Les filiales de Rexel sont constamment à l'écoute des clients. Elles sollicitent leurs retours et évaluent leur satisfaction *via* des questionnaires et enquêtes. En 2019, 18 pays ont régulièrement enregistré le taux de satisfaction de leurs clients, *via* un indicateur commun, le *Net Promoter Score*. Des enquêtes sont également organisées ponctuellement dans les autres pays du Groupe.

Les fournisseurs et sous-traitants

Le groupe Rexel s'emploie à instaurer avec ses fournisseurs un dialogue continu et constructif et à développer une relation pérenne et équilibrée, dans le respect des enjeux sociaux et environnementaux.

Le Groupe demande à ses fournisseurs et sous-traitants de se conformer aux principes présentés dans son Guide d'éthique et, sur un plan contractuel, de se conformer aux conditions générales d'achat dans lesquelles figurent en particulier des clauses sur l'obligation de respecter les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Les associations et organisations professionnelles

Rexel participe aux débats publics sur les enjeux stratégiques pour son activité et son environnement. Ainsi, le Groupe et la plupart de ses filiales adhèrent à des associations professionnelles au niveau national ou supranational. Le Groupe est notamment membre de l'Afep (Association Française des Entreprises Privées) et participe aux associations professionnelles comme Perifem, la FDME (Fédération des Distributeurs de Matériel Électrique) et la EUEW (*European Union of Electrical Wholesalers*) afin d'échanger, partager et faire évoluer les pratiques de la profession.

Dans un objectif de transparence et de progrès, le groupe Rexel s'investit aussi dans différentes études et publications afin d'interagir avec ses parties prenantes mais également de faciliter les échanges

d'expériences comme, par exemple, au sein de l'EpE (association Entreprises pour l'Environnement).

Le groupe Rexel a participé activement à l'initiative ZEN 2050, qui propose une trajectoire pour une France neutre en carbone à 2050. Cette initiative, portée par l'EpE et réunissant vingt-cinq grandes entreprises, a donné lieu à la publication « Zéro Emission Nette 2050, imaginer et construire une France neutre en carbone » en mai 2019 et a été largement relayée aussi bien auprès des citoyens que des pouvoirs publics.

La Fondation Rexel pour le progrès énergétique contribue à favoriser l'accès à l'énergie pour toutes les populations et à lutter contre la précarité énergétique. Dans ce cadre elle a mis en place des partenariats avec le Centre Français des Fonds et des Fondations, les Entreprises pour la cité ainsi que le Cercle Grand Paris de l'Investissement Durable.

Les conditions d'intervention de tout collaborateur auprès d'associations et d'autorités sont définies dans le Code de conduite anticorruption du Groupe.

Le montant total des donations du groupe Rexel, incluant les fonds versés par la Fondation Rexel s'est élevé en 2019 à 945 828 euros et en 2018 à 1 155 593 euros..

Les écoles et le monde académique

Dans de nombreux pays, Rexel entretient des relations avec les écoles et acteurs académiques, en particulier dans les domaines du commerce et de l'énergie. Le Groupe favorise l'inclusion des jeunes, notamment au travers d'une politique volontariste de recrutement d'alternants. En lien avec l'engagement pris en 2018, 269 alternants ont été recrutés en 2019 contre 211 en 2018, essentiellement en France, en Suisse et en Allemagne. En 2019, ce sont près de 480 stagiaires (élèves de troisième) issus de quartiers prioritaires qui ont été accueillis dans les locaux de Rexel, qu'il s'agisse d'agences ou des sièges.

Au-delà, la Fondation Rexel consacre une partie de ses ressources au soutien de programmes de recherche académique en attribuant des bourses à des étudiants en début de parcours professionnel ou à des chercheurs. Ces travaux sont l'occasion de mieux comprendre les modes de consommation d'énergie et de proposer des solutions pour faire évoluer les comportements. Le Groupe met aussi à la disposition de son écosystème le fruit de ses travaux, réflexions et études menés autour de l'efficacité énergétique.

Engagée pour la formation et l'insertion professionnelle des jeunes, la Fondation Rexel s'est associée à la Fondation Teknik (FACE) pour mieux faire connaître aux collégiens et lycéens des réseaux d'éducation prioritaires les métiers de la filière électrique. Après cinq années d'expérimentation, plus de 100 000 jeunes ont bénéficié de l'initiative dans les 24 territoires engagés dans le projet. Sur l'année scolaire 2018-2019, le programme a touché 44 600 personnes, dont 38 600 élèves (et environ 3 000 collaborateurs et 3 000 enseignants).

Les actionnaires et investisseurs

Le groupe Rexel communique, en toute transparence, aux différents acteurs (actionnaires et investisseurs) ses résultats, initiatives et priorités en matière de développement durable. Ces échanges peuvent être ponctuels ou récurrents selon les acteurs et les événements de la vie du Groupe.

Partenaires associatifs, ONG, société civile et communautés

La société civile et les communautés locales attendent de Rexel un impact positif sur l'économie locale et le soutien au progrès social. C'est l'une des missions de la Fondation Rexel qui entretient un

dialogue permanent avec le réseau associatif par le biais de financements de projets solidaires dans ses pays d'implantation. La Fondation participe également à la promotion de modèles innovants via une plateforme de soutien à l'entrepreneuriat social.

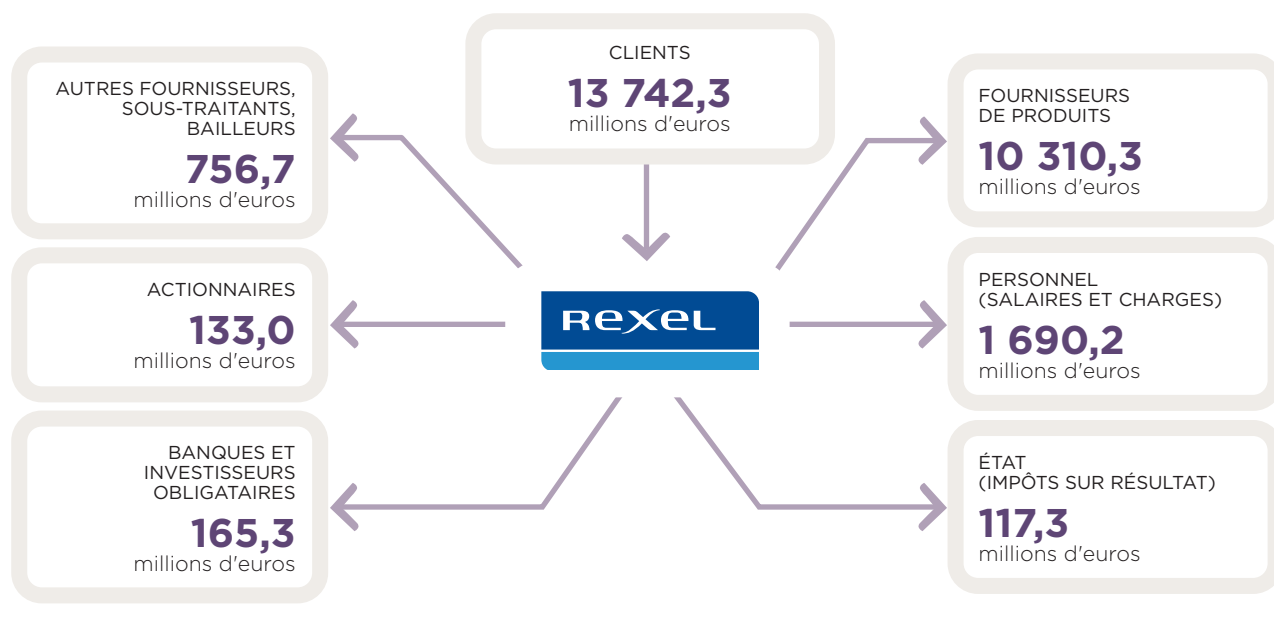
État et collectivités locales

Grâce à sa présence mondiale et son ancrage local (1 922 agences implantées dans 26 pays), le Groupe contribue largement au développement et à l'activité économique des régions et des pays en soutenant l'emploi local et le développement des territoires.

Comme tout groupe international opérant dans de multiples juridictions, le groupe Rexel a structuré ses activités commerciales et financières au regard d'obligations juridiques et fiscales diverses, découlant de la réglementation en vigueur dans les différents pays d'implantation du Groupe et des traités internationaux entre ces pays.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019, le groupe Rexel a payé un montant de 117,3 millions d'euros d'impôts sur les sociétés dans les pays dans lesquels il exerce ses activités (contre 157,0 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018).

■ Les relations économiques du groupe Rexel avec ses principales parties prenantes



4.1.2.3 Notations extrafinancières

Une performance reconnue

Fruit de l'amélioration continue de sa démarche en matière environnementale, sociale, sociétale et de gouvernance, le groupe Rexel voit sa performance extrafinancière reconnue. Rexel fait ainsi partie des indices d'investissement socialement responsables (ISR) suivants :

- Dow Jones Sustainability Index Europe (DJSI Europe) ;
- FTSE4Good ;
- STOXX® Global Climate Change Leaders ;
- Ethibel Sustainability Index Excellence Europe ; et
- Euronext, Vigeo Eiris Europe 120 Index et Eurozone 120 Index.

2019, une année de confirmation

Le groupe Rexel continue de progresser sur les principales évaluations de performance extrafinancière. Ainsi, il se hisse en première position du classement Vigeo Eiris, sur 268 entreprises du secteur « *Specialized Retail* ». Le Groupe a également gagné une place à l'indice Dow Jones Sustainability Index (DJSI) Europe : il se classe en tête des entreprises européennes et parmi les quatre meilleures entreprises mondiales du secteur.

En 2019, Rexel a reçu pour la seconde année consécutive la note A de la part du CDP. Cela vient saluer les efforts de l'ensemble du Groupe pour contribuer de manière proactive à la lutte contre le changement climatique.

Enfin, Rexel répond à toutes les demandes de notation extrafinancière adressées par ses clients. Dans le cadre de l'évaluation effectuée par EcoVadis, le Groupe est classé au niveau Gold, avec une note de 71/100. Rexel se classe dans le top 5 % des entreprises évaluées par EcoVadis dans le monde, tous secteurs d'activités confondus, et dans le top 1 % de son secteur d'activité.

4.1.3 Principaux risques extrafinanciers

Cartographie des risques extrafinanciers

Dans un environnement international en évolution permanente, une gestion proactive des risques est un élément essentiel du développement durable de l'activité de l'entreprise, et un objectif commun à l'ensemble des collaborateurs. Cette démarche permet d'identifier des axes de progrès et d'opportunités.

Rxel est exposé aux risques décrits au Chapitre 2 « Facteurs de risque et contrôle interne » du présent document d'enregistrement universel qui sont les risques susceptibles d'avoir un effet défavorable

significatif sur le groupe Rexel, ses activités, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives. Les procédures d'identification et de gestion de ces risques sont décrites au Chapitre 2 « Facteurs de risque et contrôle interne » du présent document d'enregistrement universel.

En complément, dans le cadre de la déclaration de performance extrafinancière, Rexel a conduit une analyse des principaux risques liés aux conséquences environnementales, sociales et sociétales de ses activités. Les procédures d'identification, d'analyse et d'évaluation de ces risques sont spécifiques à la déclaration de performance extrafinancière et différent de celles mises en œuvre dans le cadre des procédures de contrôle interne.

L'identification des risques extrafinanciers demande de recenser l'ensemble des événements, potentiels ou survenus dans le passé, en lien avec les conséquences environnementales et sociales de l'activité de l'entreprise, avec les Droits de l'Homme ou avec la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale, et susceptibles :

- d'une part, d'avoir des conséquences significatives pour ses collaborateurs, ses actionnaires, ses partenaires commerciaux, ses autres parties prenantes externes ou l'environnement, dans l'ensemble de la chaîne de valeur de l'entreprise ; et
- d'autre part, d'affecter les résultats souhaités et/ou attendus du groupe Rexel.

La cartographie des risques extrafinanciers présente les principaux risques, considérés comme matériels et nécessitant par conséquent l'attention de la Direction.

Élaboration de la cartographie

Le processus de cartographie des risques extrafinanciers est coordonné par la Direction du Développement Durable et implique la Direction des Ressources Humaines, la Direction Financière, la Direction *Digital and IT Transformation*, la Direction Audit interne, risques et contrôle interne et le Secrétariat Général.

La cartographie des risques extrafinanciers est réalisée en trois étapes :

• Identification des risques extrafinanciers par un comité d'experts internes

Cette étape permet d'établir une liste relativement exhaustive des risques que Rexel pourrait faire peser sur ses parties prenantes et sur l'environnement. Les risques sont identifiés à partir d'entretiens avec des parties prenantes de Rexel et des cartographies de risques existantes dans

le Groupe, complétés des résultats de différentes procédures internes, notamment :

- cartographie des risques du Groupe ;
- analyse de matérialité des enjeux de développement durable ;
- cartographie des risques liée au Devoir de Vigilance ;
- *reporting* des impacts environnementaux, sociaux et sociétaux ;
- dispositif d'alertes éthiques ; et
- toute disposition réglementaire demandant d'identifier, d'évaluer ou de cartographier des risques pouvant être considérés comme extrafinanciers (dont la Loi Sapin 2, la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte, le Règlement Général sur la Protection des Données européen, etc.).

• Sélection des principaux risques lors de groupes de travail internes

Cette étape permet de restreindre la liste précédente à une quinzaine de risques extrafinanciers pertinents par rapport à l'activité du groupe Rexel. Les principaux risques sont sélectionnés par des experts internes lors de groupes de travail organisés par la Direction du Développement Durable.

Une attention particulière est portée aux risques identifiés dans le cadre de l'élaboration du plan de vigilance. Ceux-ci étant considérés comme

majeurs, les experts des groupes de travail veillent à ce qu'ils soient bien présents dans la liste des risques extrafinanciers pertinents.

• Évaluation et hiérarchisation des risques extrafinanciers

Un comité dédié, composé du Directeur des Ressources Humaines Groupe, du Directeur Financier Groupe, de la Directrice Digital and IT Transformation Groupe, de la Directrice Audit interne, risques et contrôle interne Groupe et du Secrétaire Général, évalue et hiérarchise les risques extrafinanciers au regard de la probabilité d'occurrence et de la gravité des impacts potentiels.

Les 15 risques sont classés selon l'importance de l'exposition résiduelle de Rexel à ces risques, exposition présentée selon une échelle Faible / Modérée / Elevée. Cette exposition a été calculée en prenant en compte :

- l'impact potentiel de ces risques sur les parties prenantes du Groupe, sur l'environnement et sur les activités du Groupe ;
- leur probabilité d'occurrence ; ainsi que
- le niveau de maîtrise du Groupe permettant de réduire leur impact ou leur occurrence.

Les politiques et mesures de gestion, les indicateurs clés de performance et l'exposition de Rexel sont précisés pour chacun des risques extrafinanciers présentés ci-après.

■ Principaux facteurs de risques extrafinanciers

THÈMES	POLITIQUES ET MESURES DE GESTION	INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE	PLAN DE VIGILANCE	ÉVALUATION	RÉFÉRENCES
AGIR AVEC ÉTHIQUE ET INTÉGRITÉ					
Pratiques de gouvernance non conformes aux attentes des parties prenantes Les parties prenantes attendent du Groupe qu'il mette en œuvre des pratiques de gouvernance responsables (dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général, parité et diversité dans les organes décisionnels, etc.) et à ce qu'il maintienne un dialogue transparent avec ses diverses parties prenantes.	<ul style="list-style-type: none"> • Décision du Conseil d'administration d'appliquer le code Afep-Medef • Politique de diversité du Conseil d'administration 	<ul style="list-style-type: none"> • Seuil de 40 % au moins de femmes ou d'hommes au Conseil d'administration • Part d'administrateurs indépendants au Conseil d'administration et dans les comités conforme au code Afep-Medef 	Oui	Faible	Sections 3.1.1 « Conseil d'administration », 3.1.1.2 « Une composition du Conseil d'administration axée sur les compétences et la diversité », 3.5 « Application du Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées Afep-Medef - paragraphe 27.1 » et 4.2.1 « Placer l'éthique des affaires au cœur de l'activité du Groupe »

THÈMES	POLITIQUES ET MESURES DE GESTION	INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE	PLAN DE VIGILANCE	ÉVALUATION	RÉFÉRENCES
Pratiques et comportements non conformes dans la conduite des affaires Non-conformité des pratiques du Groupe avec les réglementations anticorruption, le droit de la concurrence ou les réglementations contre la fraude, pouvant conduire à des poursuites judiciaires.	<ul style="list-style-type: none"> Guide d'éthique Code de conduite anticorruption Mécanisme d'alerte (<i>whistleblowing</i>) et de saisine éthique Formation des collaborateurs à l'éthique des affaires <i>Due diligence</i> par tierces parties Politique relative aux cadeaux et invitations Autoévaluation et suivi des politiques liées à l'éthique et à la <i>compliance</i> 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre annuel de saisines éthiques 	Oui	Modérée	Section 4.2.1 « Placer l'éthique des affaires au cœur de l'activité du Groupe »
Manque d'éthique dans la conduite des affaires Comportements et pratiques du Groupe non éthiques (y compris la fraude fiscale), pouvant conduire à des scandales publics.	<ul style="list-style-type: none"> Guide d'éthique Code de conduite anticorruption Mécanisme d'alerte (<i>whistleblowing</i>) et de saisine éthique Formation des collaborateurs à l'éthique des affaires <i>Due diligence</i> par tierces parties Politique relative aux cadeaux et invitations Autoévaluation et suivi des politiques liées à l'éthique et à la conformité, y compris en matière fiscale 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre annuel de saisines éthiques 	Oui	Faible	Sections 4.1.2.2 « Parties prenantes », 4.2.1 « Placer l'éthique des affaires au cœur de l'activité du Groupe »
IMPLIQUER ET ACCOMPAGNER LES COLLABORATEURS					
Conditions de travail inappropriées ou non conformes Le Groupe peut rencontrer des difficultés s'il ne fournit pas à ses salariés des conditions de travail permettant d'éviter les risques, qu'ils soient physiques ou psychologiques (relatifs à la santé et la sécurité au travail, REACH, ROHS, au stress, au harcèlement, aux discriminations, etc.).	<ul style="list-style-type: none"> Politique Santé-Sécurité déployée au niveau local Actions locales 	<ul style="list-style-type: none"> Taux de fréquence des accidents Taux de gravité Part des salariés formés à la sécurité 	Oui	Faible	Section 4.3.3 « Développer l'engagement et l'employabilité des collaborateurs »
Difficultés à attirer et fidéliser des talents Le Groupe peut rencontrer des difficultés à attirer et fidéliser les meilleurs profils (par manque de visibilité et/ou réputation sur le marché de l'emploi, non-attractivité des rémunérations globales, etc.). Cela a un impact sur la capacité d'anticipation du Groupe de son <i>turnover</i> (transfert des savoir-faire et de l'expérience, renouvellement des salariés, en particulier, gestion des seniors, etc.). Dans le même temps, le Groupe assure l'employabilité de ses collaborateurs.	<ul style="list-style-type: none"> Marque employeur Stratégie d'intégration des nouveaux collaborateurs Politique de mobilité (<i>job board</i>) et processus dédiés Système d'évaluation de la performance & culture du <i>feedback</i> 	<ul style="list-style-type: none"> Taux d'intégration des nouveaux collaborateurs Taux de mobilité Part des collaborateurs évalués Taux de rotation des effectifs 	Non	Modérée	Section 4.3.2 « Attirer et fidéliser les talents »
Risque d'obsolescence des compétences dans un environnement en constante évolution Le modèle omnicanal, la numérisation, le progrès technique et l'évolution de l'offre produit, demandent de former continuellement les collaborateurs pour éviter le risque d'obsolescence des compétences.	<ul style="list-style-type: none"> Rexel Academy 	<ul style="list-style-type: none"> Part des salariés formés au cours de l'année (hors sécurité) Nombre d'heures moyennes de formation par salarié formé 	Non	Modérée	Section 4.3.3 « Développer l'engagement et l'employabilité des collaborateurs »
Manque d'engagement des collaborateurs (y compris pour des raisons de diversité et d'inclusion) Motivation insuffisante des collaborateurs dans un contexte de forte concurrence et de mutation rapide et profonde des métiers de la distribution professionnelle. En particulier, démotivation liée au sentiment d'injustice ou de discrimination professionnelle.	<ul style="list-style-type: none"> Enquête d'engagement interne (Satisfaction) Plans d'action locaux 	<ul style="list-style-type: none"> Taux d'engagement des collaborateurs Part de femmes recrutées Part de jeunes diplômés recrutés Part de personnes en situation de handicap recrutées 	Non	Modérée	Section 4.3.4 « Soutenir la diversité, l'inclusion et l'égalité des chances »
AMÉLIORER LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE					
Opérations non conformes aux réglementations environnementales Non conformité avec les réglementations environnementales en vigueur dans les pays dans lequel le Groupe est présent, par exemple REACH, RoHS, DEEE, ICPE, etc.	<ul style="list-style-type: none"> Pacte mondial des Nations Unies Système de management environnemental 	<ul style="list-style-type: none"> Part de sites couverts par des systèmes de management environnemental ou de l'énergie 	Oui	Faible	Section 4.4.1 « Renforcer le pilotage environnemental »

THÈMES	POLITIQUES ET MESURES DE GESTION	INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE	PLAN DE VIGILANCE	ÉVALUATION	RÉFÉRENCES
Réponse inadéquate aux défis posés par le changement climatique Absence de stratégie pour la gestion des émissions de gaz à effet de serre dans la chaîne de valeur (fournisseurs / interne / clients) ou non-atteinte des objectifs dans ce domaine, pouvant créer un risque pour un groupe du secteur de l'efficacité énergétique. Les émissions de gaz à effet de serre considérées incluent les scopes 1, 2 et 3.	<ul style="list-style-type: none"> Engagement auprès de l'initiative <i>Science Based Targets</i> Charte pour l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> Émissions de gaz à effet de serre (scopes 1, 2 et 3) Consommation d'énergie Ventes de solution d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables 	Oui	Faible	Section 4.4.2 « S'engager pour le climat »
Gestion inadéquate des ressources et déchets Les parties prenantes attendent du Groupe qu'il réduise ses déchets et qu'il promeuve une gestion durable des ressources, notamment en accompagnant ses clients dans la gestion de leurs déchets (DEEE) ou en agissant à la source (produits, emballages) pour anticiper la production de déchets.	<ul style="list-style-type: none"> Charte pour l'environnement Système de management environnemental 	<ul style="list-style-type: none"> Tonnage de déchets produits Tonnage d'emballages achetés 	Oui	Faible	Section 4.4.4 « Favoriser une gestion durable des ressources »
PROMOUVOIR DES PRATIQUES RESPONSABLES DANS LA CHAÎNE DE VALEUR					
Pratiques inappropriées et/ou non conformes des fournisseurs ou sous-traitants Pratiques inappropriées et/ou non conformes aux législations locales et normes internationales de la part des fournisseurs (quel que soit leur rang) et des sous-traitants, notamment en matière : <ul style="list-style-type: none"> • sociale (esclavagisme moderne, travail des enfants, conditions de travail dangereuses ou inhumaines, harcèlement ou maltraitances, bénéfices sociaux et sécurité sociale inadéquats, non-respect des standards internationaux en matière de travail, discrimination, etc.) ; et • environnementale (rejet de déchets dans des zones inappropriées, destruction des écosystèmes, pollution de l'air et de l'eau, érosion des sols, épuisement des ressources, etc.). 	<ul style="list-style-type: none"> Clauses développement durable dans les contrats fournisseurs Alertes éthiques Contrôle interne Processus d'évaluation de la performance RSE des fournisseurs 	<ul style="list-style-type: none"> Part des achats directs évalués sur des critères de développement durable Nombre annuel d'alertes éthiques concernant des fournisseurs et sous traitants 	Oui	Modérée	Section 4.5.1 « Développer des relations de confiance, des fournisseurs aux clients »
Protection des données personnelles inadéquate Protection insuffisante des données des clients (dans les systèmes gérés par le Groupe) et des utilisateurs finaux (produits vendus) contre les intrusions par des tierces parties externes ou internes.	<ul style="list-style-type: none"> Politique et charte interne relative à la protection des données personnelles 	<ul style="list-style-type: none"> Part de salariés formés à la protection des données 	Oui	Modérée	Section 4.2.2 « Déployer le programme de protection des données personnelles »
Produits non conformes avec la réglementation en matière de dangers pour les hommes et/ou l'environnement Contrôle inadéquat des produits (y compris les produits importés, produits modifiés et ceux vendus sous marques propres) pouvant conduire à des non-conformités réglementaires (REACH, RoHS, DEEE, minéraux de conflit, etc.) et à des litiges.	<ul style="list-style-type: none"> Processus REACH et RoHS dédiés Clauses développement durable dans les contrats fournisseurs Alertes éthiques Processus d'évaluation de la performance RSE des fournisseurs 	<ul style="list-style-type: none"> Part des filiales concernées par les processus REACH/RoHS Nombre annuel d'alertes éthiques concernant la conformité des produits 	Oui	Faible	Sections 2.1.2.7 « Risques environnementaux », 4.4.1 « Renforcer le pilotage environnemental » et 4.5.2 « Créer de la valeur pour les clients »
Atteintes à la sécurité et santé des personnes, à l'environnement liées aux produits vendus Substances ou produits qui pourraient conduire à des maladies ou des accidents pour les personnes les manipulant (fournisseurs, clients, utilisateurs finaux, etc.) et/ou dégrader l'environnement tout au long de la chaîne de valeur.	<ul style="list-style-type: none"> Processus REACH et RoHS dédiés Clauses développement durable dans les contrats fournisseurs Alertes éthiques Processus d'évaluation de la performance RSE des fournisseurs 	<ul style="list-style-type: none"> Part des filiales concernées par les processus REACH/RoHS Nombre annuel d'alertes éthiques concernant la conformité des produits 	Oui	Faible	Sections 2.1.3.4 « Risques liés à la conformité des produits », 4.4.1 « Renforcer le pilotage environnemental » et 4.5.2 « Créer de la valeur pour les clients »
Produits susceptibles d'induire en erreur le client ou l'utilisateur final Produits qui ne correspondent pas aux promesses faites aux clients et/ou utilisateurs finaux en matière de durabilité (notamment obsolescence programmée), de consommation énergétique, de recyclabilité, etc.	<ul style="list-style-type: none"> Processus de contrôle qualité Clauses développement durable dans les contrats fournisseurs Alertes éthiques Processus d'évaluation de la performance RSE des fournisseurs 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre annuel d'alertes éthiques concernant les produits 	Oui	Faible	Sections 2.1.3.4 « Risques liés à la conformité des produits », 4.5.1 « Développer des relations de confiance, des fournisseurs aux clients » et 4.5.2 « Créer de la valeur pour les clients »

Les politiques et mesures mises en place par le groupe Rexel pour gérer ses principaux risques extrafinanciers sont suivies chaque année au travers

des indicateurs clés présentés dans le tableau ci-dessus. Les résultats et évolutions sont présentés à la Section 4.6 « Synthèse des indicateurs ».

4.2 Agir avec éthique et intégrité

Enjeux

Image et réputation

L'éthique et la responsabilité sont au cœur des activités et des processus du groupe Rexel tout au long de la chaîne de valeur. Le Groupe est convaincu qu'une gestion responsable des affaires contribue à préserver sa réputation et participe à la compétitivité et à l'attractivité de l'organisation. Cette responsabilité s'exprime au travers de la sensibilisation des collaborateurs et se matérialise par la diffusion d'outils, de guides et chartes compilant les comportements à adopter dans les pays d'implantation du Groupe.

Confiance pour les parties prenantes

Rexel s'assure que ses activités sont toujours conformes aux principes éthiques les plus élevés. En plaçant la confiance et l'intégrité au cœur de son organisation, Rexel s'attache à créer des relations pérennes avec ses partenaires, clients et fournisseurs, améliore la qualité du climat social en interne et sa réputation, conditions indispensables pour attirer et fidéliser les talents.

Conformité réglementaire

Dans un environnement réglementaire évolutif et différent selon les pays, la mise en œuvre de procédures internes visant à assurer la conformité des opérations avec les normes et réglementations locales et internationales en vigueur est indispensable. Le Groupe met régulièrement à jour ses politiques et mobilise les ressources nécessaires pour s'assurer de l'efficacité de son programme de *compliance*.

Engagement

Former 90 % des collaborateurs les plus exposés à l'éthique des affaires avant fin 2020.

4.2.1 Placer l'éthique des affaires au cœur de l'activité du Groupe

Dans un monde de l'énergie en pleine transformation, le renouvellement de l'offre produits, la digitalisation des activités, l'accompagnement des clients vers des services à plus forte valeur ajoutée ou la mise en place de partenariats avec des fournisseurs stratégiques sur de nouveaux segments de marché sont générateurs de nouveaux risques. Le Groupe veille à ce que l'ensemble de ses collaborateurs et partenaires adoptent un comportement responsable dans la conduite et la pratique de leurs activités au quotidien.

Démarche

Programme de compliance

Rexel continue de déployer et de mettre à jour un programme de *compliance* commun à l'ensemble de ses filiales. Le contrôle interne permet de s'assurer de l'effective diffusion au sein du Groupe des règles d'éthique à respecter, notamment par l'intégration de contrôles liés à l'éthique des affaires dans le manuel des directives du contrôle interne. Il est mis à jour et enrichi chaque année pour s'adapter aux nouvelles normes et réglementations en vigueur. Régulièrement, de nouveaux contrôles liés à l'éthique des affaires sont ajoutés.

Pour s'assurer que l'ensemble des entités et filiales suivent et respectent les procédures et le programme de *compliance*, une campagne d'autoévaluation est menée chaque année. Elle permet de disposer d'un état des lieux annuel de l'application des règles. Les résultats de la campagne permettent d'identifier les points de non-conformité au sein du Groupe. Le cas échéant, des plans d'actions correctifs sont mis en œuvre par les filiales. L'audit interne peut effectuer des audits sur le déploiement du programme de *compliance* dans les filiales.

Un cadre de référence commun : le Guide d'éthique

Rexel s'est engagée depuis plus de 10 ans dans une démarche de progrès continu. Cet engagement s'est traduit par l'élaboration d'un Guide d'éthique destiné à l'ensemble des collaborateurs, partenaires et fournisseurs du groupe Rexel. Ce guide aborde, d'une part, l'éthique des affaires (corruption, conflits d'intérêt, règles relatives à la concurrence, relations clients et fournisseurs, protection des données personnelles et utilisation des médias sociaux) et, d'autre part, des sujets relatifs aux collaborateurs (santé et sécurité au travail, discrimination et harcèlement, dialogue social). Il présente les grands principes adoptés par le Groupe que chaque filiale et chaque collaborateur doit mettre en œuvre et fournit des éléments d'appréciation et des références à suivre dans la conduite des activités professionnelles. Pour faciliter sa diffusion en interne ainsi qu'auprès des clients, des fournisseurs et de l'ensemble des partenaires du Groupe, le Guide d'éthique est disponible dans toutes les langues du Groupe et en version numérique.

Réalisations

Pour répondre aux attentes des parties prenantes et de la société civile en matière de respect des droits

humains et à un contexte réglementaire de plus en plus exigeant, la poursuite d'objectifs clairs, partagés et ambitieux en matière d'éthique des affaires et de *compliance* est indispensable.

Actualisation du Guide d'éthique

Le Guide d'éthique est régulièrement mis à jour. Ainsi, les engagements de lutte contre la corruption ont été revus notamment dans le contexte français de la loi du 9 décembre 2016 relative à la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique. Ce support clé est enrichi de documents spécifiques tels que le Code de conduite anticorruption, le Guide droit de la concurrence et la Charte pour l'environnement, qui viennent détailler les engagements plus spécifiques du Groupe.

Alerte éthique

Il existe un dispositif d'alerte ouvert aux salariés, collaborateurs extérieurs et occasionnels, fournisseurs, clients et parties prenantes dans tous les pays. Le nouveau dispositif permet le recueil d'alertes dans toutes les langues du Groupe. Le système d'alerte est disponible sur le site internet dédié (<http://ethique.rexel.com>). Il est centralisé et confidentiel. Chaque alerte est traitée par le Comité d'éthique - comité *ad hoc* composé du Secrétaire Général, du Directeur des Ressources Humaines Groupe et du

Compliance Officer. Cette nouvelle ligne d'alerte tient compte des exigences des lois françaises relatives à la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique, d'une part, et au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre, d'autre part. Le dispositif répond aux exigences légales notamment quant aux garanties des droits des lanceurs d'alerte.

Adresser un message au Correspondant éthique d'une entité du groupe Rexel

Les Correspondants éthique, qui sont des relais locaux, répondent également aux questions concernant les pratiques éthiques du groupe Rexel qui peuvent leur être adressées. Toute personne, collaborateur ou non, peut les solliciter en toute confidentialité.

Le tableau ci-après récapitule les demandes reçues en 2019 par l'ensemble des Correspondants éthique selon leur type, leur auteur, le sujet et la zone géographique.

43 cas d'éthique ont ainsi été portés à la connaissance d'un des Correspondants éthique du groupe Rexel au cours de l'année.

Toutes les demandes ont été traitées, vérifiées (par des audits ou enquêtes menés par la Direction du pays concerné) et suivies d'actions préventives et/ou correctives selon les cas. Le reste des cas est encore en cours d'investigation ou de résolution.

		NOMBRE DE SAISINES DES CORRESPONDANTS ÉTHIQUES 2019 ⁽¹⁾	NOMBRE DE SAISINES DES CORRESPONDANTS ÉTHIQUES 2018
Type de demandes	Information	7	27
	Plainte	35	36
	Litiges	1	0
	Autres	0	0
Auteur des demandes	Clients	4	5
	Collaborateurs Rexel	28	49
	Fournisseurs	1	4
	Autorités locales	0	0
	Représentants du personnel, syndicats	0	0
	Anonymes	5	4
	Autres	5	1
Sujet de la demande	Relations avec les clients	2	6
	Relations avec les fournisseurs	0	0
	Relations entre collaborateurs	10	12
	Discrimination	5	7
	Conditions de travail	17	12
	Lutte contre la corruption	1	1
	Évasion fiscale	0	0
	Lutte contre la fraude et le vol	4	25
	Protection de l'environnement	4	0
Type d'actions mises en place	Préventive	17	16
	Corrective	22	18
Zone géographique	Europe	3	1
	Amérique du Nord	35	31
	Asie-Pacifique	5	31

(1) Il reste des cas en cours d'investigation ou de résolution.

Programme anticorruption

Dans le cadre de son programme de détection et de prévention de la corruption le Code de conduite anticorruption de Rexel est applicable à l'ensemble du Groupe. Ce code répond aux exigences de la législation française. Il définit et illustre les différents types de comportements à proscrire. Ce Code de conduite mentionne les paiements et pratiques nécessitant une attention particulière. Il définit notamment les conditions d'intervention de tout collaborateur auprès d'associations et d'autorités. Annexé au règlement intérieur, il invite les collaborateurs à communiquer sur l'engagement et les règles de prévention de la corruption auprès de l'ensemble des parties prenantes : clients, fournisseurs et partenaires. Ce document est disponible sur le site internet dédié à l'éthique et à la *compliance* : <http://ethique.rexel.com>.

Lutte contre l'évasion fiscale⁽¹⁾

Chaque année, à travers la campagne d'autoévaluation du contrôle interne, la Direction Financière du Groupe s'assure que l'organisation et les contrôles, définis dans son manuel des directives du contrôle interne, sont en place et fonctionnent correctement, notamment en matière de respect de la législation fiscale et de la lutte contre la fraude. Le département d'audit interne conduit également des missions de contrôle des processus financiers clés, y compris fiscaux et émet un rapport sur leur efficacité à destination du Comité d'audit.

En conformité avec la législation applicable, chaque entité juridique répond aux obligations de déclaration et de liquidation des taxes qui lui incombent. Les transactions intra-groupes sont régies par une politique de prix de transfert qui s'appuie sur les principes et recommandations de l'OCDE.

Afin d'assurer la conformité fiscale, la Direction Fiscale dispense régulièrement des conseils et accompagne les équipes opérationnelles en matière de fiscalité. Elle assure également un rôle de veille et d'évaluation des effets liés aux évolutions de la réglementation fiscale sur les activités du Groupe. Le Groupe s'appuie régulièrement sur l'avis de ses conseils fiscaux externes afin d'identifier et d'analyser les lois et règlements qui lui sont applicables au regard de sa situation, de ses activités et de ses pays d'implantation et de s'assurer du respect de ces lois et règlements, en particulier en cas d'opération stratégique majeure.

(1) Article L.225-102-1-III du Code de commerce.

Des lignes directrices relatives aux cadeaux et voyages d'affaires

Le Groupe est un maillon clé de la chaîne de valeur entre les fournisseurs de matériel électrique, les clients et les utilisateurs finaux. La proximité des commerciaux avec les fournisseurs et les clients est un avantage. Cette proximité commerciale doit aussi rester exemplaire pour maintenir des relations d'affaires durables dans un climat de confiance et de respect mutuel. Afin d'offrir un cadre de conduite clair et structuré à l'ensemble de ses collaborateurs, le Groupe a mis en place des règles spécifiques relatives aux voyages d'affaires et aux cadeaux et invitations offerts et reçus.

Formation des collaborateurs à l'éthique des affaires

Le respect des règles d'éthique implique une mobilisation continue des collaborateurs. La formation et la sensibilisation des équipes sont, à ce titre, incontournables. Ces sessions spécifiques portent sur les obligations en matière de concurrence, de lutte contre la corruption, de protection des données et de restrictions commerciales. Elles sont disponibles dans les langues parlées par les collaborateurs du Groupe. Des programmes spécifiques en présentiel sont également proposés aux collaborateurs les plus exposés à certains risques. En 2019, Rexel a également enrichi le programme des formations de vidéos sur le thème de la *compliance*, diffusées à l'ensemble des collaborateurs.

Diffusion d'une culture d'éthique des affaires

L'intégration des valeurs et principes éthiques du Groupe dans les comportements est un facteur clé pour le succès de la démarche. Cette exigence est portée notamment par un réseau de Correspondants *compliance* et un réseau de Correspondants éthique qui travaillent en collaboration étroite avec le management local. La mise en place d'une organisation collaborative et décentralisée permet de s'assurer de la compréhension des principes éthiques et du déploiement des plans d'actions dans les différents pays d'implantation du Groupe.

L'efficacité de cette organisation se traduit dans les résultats de la dernière enquête d'engagement interne Satisfaxion menée par le Groupe en 2018 : « 86 % des répondants sont parfaitement informés des engagements éthiques de Rexel à travers le Guide d'éthique », soit une hausse de 5 points au regard de la campagne précédente (2015).

Performance

■ Taux de pénétration des formations liées à l'éthique des affaires chez Rexel

	FORMATION « DROIT DE LA CONCURRENCE » 2019	FORMATION « ANTI CORRUPTION » 2019
Pourcentage de collaborateurs considérés comme sensibles ayant réalisé les formations ⁽¹⁾	72 %	81 %

(1) Ensemble des collaborateurs à l'exclusion de ceux des centres logistiques.

4.2.2 Déployer le programme de protection des données personnelles

S'agissant des filiales du Groupe opérant dans l'espace économique européen (EEE), l'entrée en vigueur en 2018 du Règlement Général relatif à la Protection des Données (RGPD) est venue uniformiser les règles applicables à la protection des données personnelles au sein de l'Union Européenne. Le RGPD a défini les principes et obligations que les entreprises doivent respecter en matière de droits des personnes concernées et de sécurisation du traitement des informations qui les concernent.

La mise en œuvre de cette réglementation s'est inscrite dans un contexte de digitalisation des activités et des procédures internes du groupe Rexel. Au-delà de la conformité, la protection des données personnelles est un enjeu opérationnel fort pour le groupe Rexel.

Démarche initiale

Dès 2018, Rexel a engagé une démarche de mise en conformité au RGPD pour ses filiales opérant dans l'EEE et en Suisse, s'agissant principalement des données :

- des clients et prospects, en particulier dans le cadre des activités e-commerce et des services d'optimisation énergétique ou de solutions domotiques ;
- des collaborateurs exerçant dans l'ensemble des filiales opérant dans l'EEE ; et
- des fournisseurs et prestataires du groupe Rexel.

Une feuille de route globale et récemment étendue aux États-Unis

Le plan d'action de Rexel résulte des travaux d'un groupe de travail transverse.

Ce groupe de travail a conduit une analyse en approche pilote qui a permis de dresser une cartographie du traitement des données personnelles, au sein de plusieurs filiales de Rexel en France et en Europe. Les retours d'expérience et de pratiques obtenus et l'analyse des résultats de ce pilote ont mené à l'élaboration d'un programme de protection des données, assorti d'une feuille de route, déployée à l'échelle de l'EEE.

Une analyse de l'application du RGPD pour les filiales de Rexel opérant hors de l'EEE a été menée dans un deuxième temps. En 2019, un groupe de travail transverse a effectué l'analyse et déterminé la feuille de route à déployer dans les filiales de Rexel aux États-Unis au vu des réglementations locales relatives à la protection des données notamment du *California Consumer Privacy Act*.

Des initiatives transverses

La feuille de route s'articule autour de plusieurs grandes initiatives comprenant notamment l'établissement du registre des activités de traitement, la formation des collaborateurs, la gestion de l'exercice des droits, la gouvernance des procédures et des données, les engagements contractuels ou encore la protection des systèmes d'information.

Performance

Au 31 décembre 2019, 94 % des collaborateurs des filiales européennes ont été formés à la protection des données personnelles et à la mise en œuvre opérationnelle du Règlement Général relatif à la Protection des Données européen (contre 80 % au 31 décembre 2018).

Réalisations

Politiques et procédures

Le Groupe a une charte interne relative à la protection des données personnelles, qui définit un corpus de règles à respecter dans le cadre des activités de Rexel. Cette charte reprend les grands principes de protection des données personnelles et se décline en plusieurs politiques et procédures afin d'accompagner les collaborateurs et les partenaires de Rexel dans le cadre de leurs activités.

À titre d'exemple, l'une des procédures se concentre sur l'application pratique des droits des personnes concernées, une autre sur le principe de protection des données dès la conception (*privacy by design*). Un dispositif spécifique de signalement (une ligne d'alerte par e-mail au Délégué Groupe à la protection des données personnelles) a été mis en place en matière de violation de données. Des lignes directrices ont été établies afin de déterminer et encadrer les engagements exigés des prestataires pour la protection des données personnelles confiées.

Formations des collaborateurs

Différentes sessions de formation et de sensibilisation sont proposées sous plusieurs formats : modules de formation en ligne portant sur les grands principes de protection des données, sur la protection des données dès la conception et sur le RGPD de manière générale.

Des campagnes d'affichage spécifiques sont également réalisées. Enfin, des présentations plus ciblées sont prévues auprès des équipes traitant plus spécialement des données personnelles, comme les

départements ressources humaines, e-commerce, systèmes d'information et services généraux.

Engagements contractuels

Les fournisseurs et prestataires partenaires de Rexel peuvent eux-mêmes traiter des données personnelles pour le compte du Groupe. Rexel doit veiller à ce que ses partenaires et fournisseurs appliquent des niveaux de protection adéquats des données. Cela passe par la revue et la mise à jour des engagements contractuels et des politiques de sécurité mises en place par ces prestataires.

4.3 Impliquer et accompagner les collaborateurs

Enjeux**Recrutement et fidélisation des talents**

Le recrutement des talents est un enjeu clé pour Rexel qui évolue dans un environnement très concurrentiel. Pour accompagner la transformation et la digitalisation de son activité, le Groupe s'appuie notamment sur sa marque employeur et plus spécifiquement a mis en place une stratégie de recrutement et de communication ambitieuse, visant à renforcer l'attractivité du Groupe.

Développement des compétences

Les femmes et les hommes de Rexel ont développé des savoir-faire très spécifiques pour offrir une expérience client différenciante. Cette expertise repose sur des compétences régulièrement mises à jour. Développer une culture du partage des connaissances et des expériences, proposer une offre de formation sur-mesure aux collaborateurs, font partie des priorités stratégiques du Groupe.

Engagement des collaborateurs

Pour se positionner sur les marchés de demain : efficacité énergétique, industrie 4.0, bâtiments connectés, l'engagement des collaborateurs est indispensable. Cet engagement repose sur la compréhension de la stratégie, le management, le développement de carrière, l'image de l'entreprise et le travail d'équipe.

Engagements

Fort des politiques mises en place pour répondre à ces différents enjeux, le groupe Rexel a pris un certain nombre d'engagements :

- améliorer le taux d'intégration avec pour objectif d'atteindre un taux d'intégration (12 mois) de 80 % en 2020 ;

- augmenter le nombre d'heures de formation par salarié formé (excluant la formation à la sécurité) avec pour objectif d'atteindre 17 heures par salarié formé en 2021 ; et
- améliorer le niveau d'engagement avec pour objectif d'atteindre un niveau d'engagement des collaborateurs d'au moins 80 % lors de la prochaine enquête.

4.3.1 Soutenir la politique des ressources humaines par une organisation décentralisée

Politiques ressources humaines

Les politiques ressources humaines de Rexel s'appuient sur un management décentralisé, dans lequel les fonctions centrales apportent leur expertise aux filiales. Cette organisation proche du terrain et des spécificités locales renforce la flexibilité, l'agilité du Groupe et l'autonomie des équipes. Elle nécessite de trouver le juste équilibre entre l'impulsion de la Direction des Ressources Humaines Groupe qui établit la feuille de route et son déploiement à l'échelle locale.

Ces politiques ressources humaines sont soutenues par des outils qui visent à renforcer leur efficacité, parmi lesquels une académie en ligne (Rexel Academy), un système d'information des ressources humaines (*SuccessFactors*), un *job board* digital, des outils de gestion et de reconnaissance de la performance, une enquête régulière qui vise notamment à mesurer l'engagement des collaborateurs.

Répartition des effectifs

Au 31 décembre 2019, le Groupe comptait 26 537 collaborateurs, contre 26 807 collaborateurs au 31 décembre 2018. Parmi ces collaborateurs, 25 785 étaient en CDI (contre 26 132 en 2018).

■ Ventilation des effectifs par zone géographique

NOMBRE DE SALARIÉS	EFFECTIFS INSCRITS (NOMBRE DE PERSONNES) AU 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018
Effectif total	26 537	26 807
PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE		
Europe	15 613	15 686
Amérique du Nord	8 397	8 451
Asie-Pacifique	2 527	2 670

■ Répartition des collaborateurs par sexe et statut au 31 décembre 2019

	MANAGERS		NON-MANAGERS	
	FEMMES	HOMMES	FEMMES	HOMMES
Groupe Rexel	1 131 (21 %)*	4 265 (79 %)*	4 942 (23,4%)**	16 199 (76,6 %)**
Europe	522 (17,9 %)*	2 402 (82,1 %)*	2 960 (23,3 %)**	9 729 (76,7 %)**
Amérique du nord	514 (26,6 %)*	1 417 (73,4 %)*	1 379 (21,3 %)**	5 087 (78,7 %)**
Asie-Pacifique	95 (17,6 %)*	446 (82,4 %)*	603 (30,4 %)**	1 383 (69,6 %)**
Total par statut	5 396		21 141	

* Pourcentage des managers.

** Pourcentage des non-managers.

4.3.2 Attirer et fidéliser les talents

4.3.2.1 Attirer les talents

La capacité de Rexel à repérer et identifier les profils en phase avec ses priorités stratégiques est essentielle et passe par une gestion active des talents. Le Groupe revoit et améliore sans cesse son organisation et ses processus pour anticiper les besoins de demain.

Au cours de l'année 2019, le groupe Rexel a embauché 4 588 collaborateurs toutes natures de contrats et tous statuts confondus contre 4 852 recrutements en 2018. L'ensemble de ces recrutements représentait 17,3 % de l'effectif total du groupe Rexel (contre 18,1 % en 2018).

Performance

■ Nombre et caractéristiques des recrutements

	2019	2018
Nombre d'embauches	4 588	4 852
Dont :		
• Embauches en CDI	3 887	4 232
• Embauches en CDD	701	620
• Embauches de managers en CDI	498	654
• Embauches de non-managers en CDI	3 389	3 578
• Embauches de femmes en CDI	889	955
• Embauches d'hommes en CDI	2 998	3 277

Démarche et réalisations

Intégration des collaborateurs

De nombreuses mesures sont prises à l'échelle des pays pour favoriser l'intégration des nouveaux collaborateurs et réduire le *turnover* : présentation de l'entreprise, remise d'un livret d'accueil, mise en place de tutorats, entretiens de suivi réguliers, formations techniques, produits ou organisationnelles, rotation inter-départements, séminaire d'intégration, font partie des outils proposés.

Au niveau du Groupe, un site spécifique *onboarding* est mis à disposition des filiales depuis 2016. Il présente les activités et métiers aux nouveaux collaborateurs, en amont de leur arrivée.

Par ailleurs, en 2019, Rexel a entrepris de compléter ce dispositif par un processus en ligne (*onboarding*) qui vise à préparer l'arrivée du collaborateur *via* l'outil *SuccessFactors*.

Le taux d'intégration des nouveaux collaborateurs (défini comme le taux de nouveaux embauchés en CDI présents dans le Groupe trois mois après leur recrutement) s'établissait en 2019 à 90,1 % contre 92,3 % en 2018. Le taux d'intégration à moyen terme (défini comme le taux de nouveaux embauchés en CDI encore présents au sein du groupe Rexel un an après leur recrutement) était de 71,6 % contre 74,1 % en 2018. Ce taux a baissé à la suite, notamment de réorganisations ayant entraîné le départ de collaborateurs.

L'objectif de Rexel est d'atteindre un taux d'intégration à moyen terme supérieur à 80 % d'ici à 2020.

Marque employeur

La marque employeur (*employee value proposition*) de Rexel se décline en cinq promesses : « voir plus loin », « travailler avec une super équipe », « créer la différence », « apprendre des meilleurs », « construire sa carrière ». Ces promesses incarnent l'énergie collective et irriguent l'ensemble de la politique et des engagements ressources humaines du Groupe. Chaque filiale décline ces promesses à l'échelle locale.

Une marque employeur forte a un impact positif sur la capacité à attirer les talents. Elle est un instrument au service de la fidélisation et de la motivation des collaborateurs. Ainsi, 85 % des répondants à l'enquête interne Satisfaxion 2018 ont déclaré être « fiers de travailler pour leur société ».

4.3.2.2 Fidéliser les talents

89 % des répondants à l'enquête d'engagement interne Satisfaxion 2018 pensent que leurs « *qualités et compétences sont pleinement mises à contribution dans le travail* ». 81 % estiment « *que le travail leur procure un sentiment d'accomplissement personnel* ». Ces résultats matérialisent la capacité du Groupe à proposer un environnement de travail stimulant et enrichissant, propice à la fidélisation des talents.

Démarche et réalisations

Évaluation de la performance

Le groupe Rexel mène une politique volontariste afin de généraliser la pratique d'un entretien annuel de performance pour l'ensemble de ses collaborateurs.

Performance

En 2019, la plupart des entités ont organisé une session annuelle d'entretiens individuels de performance ayant bénéficié à un total de 82,8 % de collaborateurs (82,3 % en 2018).

■ Évaluation de la performance

	2019	2018
Nombre de collaborateurs ayant reçu une évaluation de la performance	21 978	22 070
% de collaborateurs évalués par rapport à l'effectif total	82,8 %	82,3 %

Culture du feedback

En 2019, Rexel a mis en place un processus de performance continue qui vise à simplifier les échanges réguliers entre les managers et leurs

collaborateurs grâce à la culture du *feedback*. L'objectif est de renforcer les moments d'échanges réguliers entre les managers et leurs collaborateurs.

Politique de mobilité

La mobilité fonctionnelle et géographique est un axe important de la stratégie ressources humaines et un levier au service de la fidélisation des talents. La promotion de la mobilité au sein de Rexel, couplée à la gestion des compétences, offre aux collaborateurs des opportunités d'évolution. Ces opportunités sont disponibles sur un *job board* Groupe. Durant l'année 2019, près de 1 200 offres ont été publiées sur ce portail.

Performance

Au total, 3 049 collaborateurs en contrat à durée indéterminée ont bénéficié d'une mobilité en 2019 (2 416 en 2018), soit 11,8 % de l'effectif en CDI (9,2 % en 2018).

Parmi les 3 049 collaborateurs ayant bénéficié d'une mobilité en 2019, 1 761 collaborateurs ont été concernés par une promotion (mobilité verticale), soit 6,8 % des salariés en contrat à durée indéterminée du groupe Rexel (1 199 en 2018, soit 4,6 % de l'effectif). 22,8 % de ces collaborateurs ayant reçu une promotion sont des non-managers devenus managers (38,2 % en 2018).

Parmi les 3 049 collaborateurs ayant bénéficié d'une mobilité en 2019, 1 288 collaborateurs ont été concernés par une mobilité horizontale, soit 5 % des salariés en contrat à durée indéterminée du groupe Rexel (1 217 en 2018, soit 4,7 %).

Programmes de développement managérial

Pour fidéliser ses talents clés, le Groupe a renforcé ses formations autour du *leadership*. Le *Group Advanced Leadership* est un programme qui se déroule sur un cycle de 9 mois avec un système d'apprentissage mixte qui conjugue les formations en présentiel et en *e-learning*. Le dispositif est complété par des sessions de coaching externes et de développement personnel ainsi que l'élaboration d'un *business case* autour de la transformation. Le programme lancé en 2019 portait sur la transformation, les collaborateurs et le numérique.

De nombreux programmes de ce type sont également déployés au sein des filiales. Par exemple, aux États-Unis, le programme *Gain (Grow Achieve Inquire Network)* s'attache à développer le *leadership* et le développement personnel des collaborateurs autour de trois domaines de compétences : communication, gestion des opérations et approche commerciale.

Ce programme est déployé en partie sur la Rexel Academy. En Australie, le programme *Branch Manager Boot Camp* présente aux responsables d'agences tous les outils dont ils disposent afin d'exercer au mieux leurs responsabilités.

Performance

4 300 managers du Groupe (définis comme les personnes ayant au moins un collaborateur sous leur responsabilité, ou selon l'application de définitions locales comme l'inclusion de tout collaborateur de statut « cadre » pour certains pays), ont bénéficié d'une formation en 2019 (6 058 en 2018), soit 20,3 % des personnes formées (contre 24,7 % en 2018).

Plans d'actions pour réduire l'absentéisme

Rexel met en œuvre des mesures spécifiques afin de réduire le taux d'absentéisme. Ces actions comprennent notamment un suivi spécifique par des responsables des ressources humaines, la mise en place d'un *reporting* régulier, la concertation et la formation, des visites médicales régulières et l'indexation des bonus sur la présence au travail, des aménagements de postes ou d'horaires et des bilans de retour au travail. En Suisse par exemple, tous les managers sont formés à la conduite d'entretiens de retour au travail afin de limiter l'absentéisme.

Performance

Le taux d'absentéisme du groupe Rexel s'établissait à 4,7 % en 2019, contre 5,2 % en 2018.

4.3.2.3 Dynamique de l'emploi

Rotation des effectifs

Conscient de l'enjeu que représente la rotation de ses effectifs, le groupe Rexel analyse les motifs de départs des salariés ainsi que l'évolution du taux d'intégration des nouveaux embauchés (voir Section 4.3.2.1 « Attirer les talents » du présent document d'enregistrement universel). Par ailleurs, la plupart des filiales du Groupe organise des entretiens de sortie avec les salariés démissionnaires pour comprendre les raisons de leur démission.

Le taux de rotation est défini comme la moyenne des taux d'entrée et de départ :

- le taux d'entrée est défini comme le nombre total d'embauches en CDI divisé par l'effectif CDI total ; et
- le taux de départ est défini comme le nombre total de départs de collaborateurs en CDI divisé par l'effectif CDI total.

En 2019, le taux d'entrée au sein du groupe Rexel s'élevait à 15,1 % (16,2 % en 2018).

En 2019, le taux de départ des salariés du groupe Rexel s'établissait à 17,7 % (identique en 2018).

Ainsi, pour l'année 2019, le taux de rotation du groupe Rexel était de 16,4 % (16,9 % en 2018).

■ Taux de rotation du groupe Rexel au 31 décembre

	2019	2018
Taux de rotation	16,4 %	16,9 %

Recrutements

Au cours de l'année 2019, l'ensemble des 4 588 recrutements réalisés en CDI et CDD (4 852 en 2018) représentait 17,3 % (18,1 % en 2018) de l'effectif total du Groupe (voir Section 4.3.2.1 « Attirer les talents » du présent document d'enregistrement universel).

Départs

Au cours de l'exercice 2019, 4 566 salariés en contrat à durée indéterminée ont quitté le groupe Rexel (contre 4 621 pour 2018).

Les motifs de départs sont précisés ci-dessous.

■ Motifs des départs des salariés en CDI en 2019

	NOMBRE	EN POURCENTAGE DES DÉPARTS
Nombre de départs	4 566	17,7 % de l'effectif CDI total
Dont :		
• Démissions	2 457	53,8 %
• Licenciements économiques	663	14,5 %
• Licenciements pour autre raison	709	15,5 %
• Départs en retraite ou pré-retraite	253	5,5 %
• Cessation et/ou cession d'activité	164	3,6 %
• Autres départs	320	7 %

Procédures collectives

En 2019, les licenciements économiques au sein du groupe Rexel ont concerné 663 salariés contre 619 en 2018.

Parmi ces départs, certains sont liés aux réorganisations menées en Allemagne et en Espagne en 2018. En 2019, les plus importantes réorganisations ont eu lieu aux Etats Unis et au Royaume-Uni.

Des alternatives aux licenciements ont été mises en place, telles des solutions de reclassement interne et/ou externe, notamment au Royaume-Uni.

De plus, et dans la mesure du possible, les réorganisations ont été discutées avec les représentants du personnel permettant aux salariés concernés de disposer de mesures d'accompagnement, notamment *outplacement*, pré-retraites et compensation financière.

4.3.2.4 Rémunération

Démarche et réalisations

La politique des rémunérations est fondée sur la performance individuelle et les résultats de l'entreprise. Les niveaux de rémunération sont définis pour chaque pays afin de satisfaire à deux exigences : la compétitivité des rémunérations proposées et l'équité interne.

58,2 % des collaborateurs du groupe Rexel inscrits en contrat à durée indéterminée sont éligibles à une rémunération variable individuelle (58,3 % en 2018). Sont principalement concernés les fonctions commerciales et les collaborateurs exerçant des responsabilités d'encadrement.

Enfin, 68,7 % des salariés du groupe Rexel bénéficient d'un plan d'intéressement ou de participation calculé sur la base de résultats collectifs (63,2 % en 2018).

Performance

Au total, les salaires et charges ont représenté 1 690,2 millions d'euros en 2019, contre 1 631,4 millions d'euros en 2018.

Actionnariat salarié

Depuis l'introduction en Bourse du Groupe en 2007, cinq plans d'actionnariat ont été proposés aux collaborateurs. Réservés aux salariés, ils permettent d'acquérir des actions Rexel à des conditions préférentielles (décote sur le prix de référence de l'action et abondement de l'employeur). L'enjeu consiste à associer les collaborateurs aux performances du Groupe et accroître leur participation à son capital, afin de consolider leur engagement.

Le dernier d'entre eux, Opportunity16, a été proposé à près de 90 % de l'effectif du Groupe dans 14 pays et a enregistré un taux de participation global de 17,6 % avec des taux supérieurs à 20 % en Belgique, au Canada, en Chine, aux Pays-Bas et en France.

Performance

Au 31 décembre 2019, le nombre d'actions détenues par les salariés et ex-salariés dans le cadre de plans d'actionnariat salarié représentait 0,53 % du capital social et des droits de vote de Rexel (0,56 % au 31 décembre 2018).

Avantages sociaux

Dans la majorité des pays dans lesquels est implanté le groupe Rexel, des contrats d'assurance santé et prévoyance complémentaires sont proposés aux collaborateurs en plus des couvertures obligatoires prévues légalement. L'adhésion à ces régimes complémentaires est soit volontaire soit obligatoire, selon les pays, et concerne le plus fréquemment la totalité des salariés. Par ailleurs, en fonction des réglementations locales, certaines entités du Groupe ont mis en place des programmes de retraite complémentaire au profit de leurs collaborateurs.

Enfin, le groupe Rexel a instauré un minimum standard de couverture des accidents liés à l'activité professionnelle au travers du plan « Rexel + ». Celui-ci prévoit la mise en place d'une indemnisation correspondant à une ou deux années de salaire de base en cas de décès ou d'invalidité permanente grave. Lancé le 1^{er} juillet 2010, ce plan, géré au niveau local, illustre l'engagement continu de Rexel en matière de responsabilité sociale. Le programme « Rexel + » se compose de quatre polices locales couvrant l'Autriche, la Hongrie, le Luxembourg, le Royaume-Uni et d'une police émise par la France couvrant la Slovénie en libre prestation de service.

Performance

Au 31 décembre 2018, cinq pays étaient donc concernés par le programme « Rexel + » permettant ainsi à près de 3 000 collaborateurs de bénéficier de cette couverture.

Autres avantages

Par ailleurs, un certain nombre d'avantages ou services sont souvent accordés aux collaborateurs en plus des obligations légales. Ils sont soit négociés dans le cadre d'accords collectifs, soit octroyés de façon unilatérale et concernent notamment des allocations logement, des indemnités repas et/ou transports, des services de conciergerie, une participation à la garde d'enfants, des congés familiaux, de l'assistance médicale, des services d'assistance juridique ou l'accompagnement des salariés aidants.

4.3.3 Développer l'engagement et l'employabilité des collaborateurs

4.3.3.1 L'engagement interne

Enquêtes d'engagement

Réalisation

En 2019, Rexel a mis à disposition de ses filiales l'outil Satisfaxion Pulse, qui permet de lancer des enquêtes

à destination des salariés. Cet outil a notamment permis aux filiales présentes au Canada et en Suède de mesurer la satisfaction des collaborateurs après la mise en place de plans d'actions identifiés grâce à la dernière enquête globale Satisfaxion 2018.

En 2018, Rexel avait réalisé sa sixième enquête globale d'engagement interne « Satisfaxion ». Ce baromètre avait enregistré un taux de participation de 71 % (contre 69 % en 2015).

24 635 collaborateurs ont été invités à répondre à ce questionnaire en ligne réalisé dans 14 langues et administré dans 23 pays du Groupe. Les deux questions ouvertes de cette enquête ont recueilli 23 648 commentaires.

Par rapport à la dernière enquête de 2015 : parmi les dix catégories, huit ont reçu des résultats plus favorables, une est stable et une n'est pas comparable car nouvelle. Les cinq catégories qui constituent les leviers de l'engagement des collaborateurs de Rexel ont connu les évolutions suivantes par rapport à la dernière enquête de 2015 :

- stratégie et leadership : 80 % d'opinions favorables (+ 4 points) ;
- développement de carrière : 64 % d'opinions favorables (+ 4 points) ;
- management : 77 % (+ 2 points) ;
- image de l'entreprise : 73 % (+ 2 points) ; et
- travail d'équipe & coopération : 81 % d'opinions favorables (+ 2 points).

Les résultats de l'enquête ont confirmé l'importance accordée à l'esprit d'équipe ancré dans la culture et l'identité du Groupe. 90 % des répondants ont estimé par ailleurs que le travail accompli « contribue à la réalisation des objectifs de l'entreprise ».

S'agissant du niveau d'engagement (catégorie qui recouvre les questions relatives à l'engagement), il a atteint 79 % (+ 1 point par rapport à 2015) et le Groupe entend atteindre un niveau d'au moins 80 % lors de la prochaine enquête.

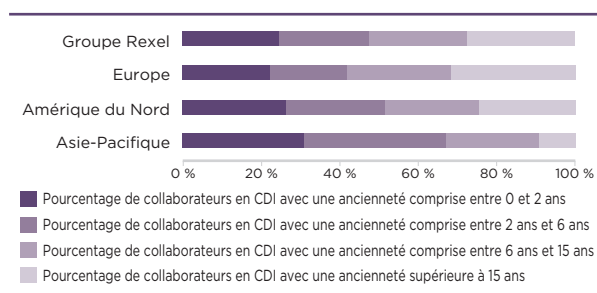
Des restitutions ont été faites aux équipes dans l'ensemble des filiales. Afin d'améliorer la compréhension de certains sujets, des ateliers de travail impliquant des collaborateurs ont été organisés dans certaines d'entre elles. En 2019, les différentes filiales ont conduit des plans d'action à la suite des résultats de cette enquête.

Ancienneté

L'engagement des collaborateurs de Rexel se traduit également au travers de leur ancienneté moyenne (11 ans) et la variété des profils.

Performance

Répartition des effectifs en CDI par ancienneté



De fortes variations de l'ancienneté en fonction des zones géographiques peuvent être relevées : le renouvellement des salariés est beaucoup plus rapide en Asie-Pacifique (67,2 % des salariés en CDI y ont moins de 6 ans d'ancienneté) alors qu'en Europe, les collaborateurs ayant plus de 15 ans d'ancienneté représentent 31,7 % de l'effectif en CDI dans cette zone.

4.3.3.2 Développement et formation

La formation est indispensable pour acquérir de nouvelles expertises et maîtriser les technologies, notamment digitales. Pour préparer les équipes au monde de l'énergie de demain, le Groupe s'appuie notamment sur son académie en ligne : Rexel Academy. Cette plateforme accessible dans 24 pays propose différents types de programmes pour développer les compétences professionnelles et produits, favoriser le développement personnel, et *in fine* l'employabilité des collaborateurs.

Démarche et réalisations

Les programmes sont alignés sur les priorités stratégiques du Groupe. En 2019, 1 054 nouveaux modules ont été déployés.

En 2019, plusieurs orientations et formations ont été identifiées pour répondre à cet objectif : maîtrise des nouvelles technologies numériques et impact de la donnée dans l'organisation (CRM, *pricing*, *webshop*), outils collaboratifs, nouvelles techniques de vente, conseil et service client.

Les solutions d'apprentissage proposées aux collaborateurs sont flexibles : *e-learning* et formations présentielles. Les sessions sont adaptées en fonction du poste occupé, des compétences, des perspectives d'évolution, des exigences locales et des objectifs personnels et collectifs. Certains modules sont conçus par des spécialistes – *category managers* ou experts du *pricing* – afin de mieux répondre aux besoins des apprenants. En 2019, Rexel Academy est accessible à 25 682 personnes, soit un taux de pénétration de 87 %.

Performance

Le nombre total de personnes ayant reçu une formation (excluant les formations à la sécurité) s'élevait à 21 232 en 2019, soit 80 % de l'effectif total, contre 24 518 en 2018 (91,5 %).

Le nombre d'heures de formation dispensées (excluant les formations à la sécurité) était de 316 506 heures au 31 décembre 2019 (399 514 heures au 31 décembre 2018). Le nombre moyen d'heures de formation (excluant les formations à la sécurité) suivies par les

salariés ayant reçu une formation en 2019 s'est élevé à 15 (16 en 2018). Le Groupe s'est fixé comme ambition d'augmenter ce nombre d'heures à plus de 17 heures par collaborateur formé en 2021.

133 869 heures de formation se sont tenues en ligne en 2019 contre 189 930 heures en 2018.

En 2019, 20,3 % des 21 232 personnes ayant reçu une formation sont des managers (24,7 % en 2018) et 79,7 % occupent des fonctions non managériales (75,3 % en 2018).

■ Nombre total d'heures de formations (excluant les formations à la sécurité)

	2019		2018	
	NOMBRE TOTAL DE PERSONNES FORMÉES (EXCLUANT LES FORMATIONS À LA SÉCURITÉ)	NOMBRE TOTAL D'HEURES DE FORMATION (EXCLUANT LES FORMATIONS À LA SÉCURITÉ)	NOMBRE TOTAL DE PERSONNES FORMÉES (EXCLUANT LES FORMATIONS À LA SÉCURITÉ)	NOMBRE TOTAL D'HEURES DE FORMATION (EXCLUANT LES FORMATIONS À LA SÉCURITÉ)
Groupe Rexel	21 232	316 506	24 518	399 514
Europe	12 823	158 879	13 675	132 014
Amérique du Nord	5 961	127 938	8 607	214 436
Asie-Pacifique	2 448	29 689	2 236	53 065

4.3.3.3 Dialogue social

Rexel accorde une grande importance à la liberté d'expression et de représentation de ses salariés. Le Groupe reconnaît ainsi l'importance des partenaires sociaux. Ce principe est repris dans le Guide d'éthique applicable dans l'ensemble des pays d'implantation du groupe Rexel (voir Section 4.2 « Agir avec éthique et intégrité » du présent document d'enregistrement universel).

Démarche

Représentation des salariés

La représentation des salariés du groupe Rexel est telle que :

- 423 collaborateurs sont impliqués au niveau des instances représentatives (429 en 2018), soit 1,6 % de l'effectif total inscrit en CDI au sein du groupe Rexel (identique en 2018) ; et
- 115 collaborateurs sont désignés par une organisation syndicale en qualité de représentants (104 en 2018), soit environ 0,4 % de l'effectif total inscrit en CDI au sein du groupe Rexel (identique en 2018).

Comité d'entreprise européen

Instauré en décembre 2005, le Comité d'entreprise européen est une plateforme d'échange et d'information qui assure la représentation des 14 801 salariés européens du groupe Rexel. Le Comité est un lieu de dialogue entre la Direction

et les 22 représentants du personnel des 16 pays européens représentés. Il se réunit une fois par an. Le Bureau est composé de cinq membres permanents et se réunit quatre fois par an. En 2019, le Comité d'entreprise européen a notamment traité de la sécurité informatique au sein du Groupe et plus particulièrement de la prévention contre la perte de données et de la politique anti-hameçonnage. Le Comité a également été consulté sur le projet de cession de la Hongrie dans le cadre de la vente par le Groupe de son activité Gexpro Services.

Accords collectifs

En 2019, 41 accords ont été négociés et signés entre les représentants des salariés et les entités du groupe Rexel. Au total, 43,2 % de l'effectif du groupe Rexel est couvert par un accord collectif. Ces accords ont été majoritairement signés en Espagne, France, Belgique et Allemagne et portaient notamment sur la qualité de vie au travail, les salaires, l'intéressement, la participation, le dialogue social et l'égalité professionnelle femmes-hommes.

Parmi l'ensemble des accords, huit accords étaient relatifs à la santé et/ou à la sécurité.

Accords d'intéressement et de participation en France

Au 31 décembre 2019, les collaborateurs de Rexel France, Rexel Développement, Conectis, Dismo et

Esabora sont couverts par un accord d'intéressement avec des critères de calcul spécifiques à chacune de ces filiales.

Les accords de participation présents au sein des filiales françaises concernées respectent les dispositions prévues par le Code du travail.

Mouvements sociaux

En 2019, le nombre total d'heures de grève était de 496 heures, en totalité en Belgique à la suite d'un mouvement national non lié à l'activité de Rexel dans ce pays.

4.3.3.4 Bien-être et santé-sécurité au travail

La responsabilité du Groupe se manifeste, au-delà de ses obligations légales, dans l'attention constante portée à la santé et à la sécurité de ses collaborateurs. La sécurité des collaborateurs, des parties prenantes et des biens a toujours été une priorité pour Rexel. Les principaux risques pour les collaborateurs sont liés à la circulation routière, aux chutes, à la conduite d'engins, à la manutention, au maniement des câbles et au travail sur ordinateur.

Démarche et réalisations

Une politique en matière de sécurité responsable, efficace et cohérente est déployée depuis 2015 dans les pays où le Groupe opère. Afin de renforcer la culture et les pratiques responsables, le Groupe enrichit et complète les procédures et règles en vigueur pour favoriser un cadre commun pour toutes ses entités.

L'initiative Groupe a pour objectifs de :

- garantir un environnement de travail sûr partout où Rexel opère ;
- construire une culture de responsabilité partagée ; et
- assurer l'engagement des collaborateurs au travers de l'échange de bonnes pratiques.

Afin de créer un langage commun autour de la sécurité, Rexel a mis en place 10 principes de sécurité. Ces 10 principes permettent d'établir une approche globale et valorisent les pratiques et comportements sûrs et responsables. Ils ciblent les risques clés auxquels Rexel est exposé du fait de son activité.

En 2019, des initiatives en matière de santé et sécurité au travail ont été mises en place localement. En Autriche, des vidéos relatives aux bonnes pratiques en matière de sécurité ont été partagées avec les collaborateurs. En Belgique, une communication spécifique aux gestes destinés à la prévention des accidents a été déployée.

Certains pays ont choisi de s'engager dans la démarche de certification santé-sécurité au travail OHSAS 18001. Les filiales basées en Hongrie, en Finlande, en Espagne, au Portugal et au Royaume-Uni ont mis en place cette méthode de management des risques santé-sécurité. La filiale basée en Autriche est également certifiée ISO 45001 en la matière.

Ces initiatives offrent aux collaborateurs un environnement de travail sécurisé. 92 % des répondants de l'enquête d'engagement Satisfaxion 2018 affirment que leur « espace de travail est un endroit où l'on peut travailler en toute sécurité ».

Bien-être au travail

La qualité de vie au travail est une composante essentielle pour fidéliser les équipes. Chaque filiale est invitée à mettre en place des plans d'action pour susciter l'engagement des salariés. De nombreuses initiatives illustrent cette préoccupation : droit à la déconnexion, promotion de l'activité sportive et gestion du stress par exemple.

Ainsi, au sein de la principale filiale française Rexel France, un programme de lutte contre la dépendance (tabac, alcool, etc.) est mis à la disposition des collaborateurs qui le souhaitent et une aide financière est proposée. Les collaborateurs peuvent se faire accompagner par un médecin spécialisé. Un dispositif en faveur des salariés aidants familiaux y est aussi disponible.

La filiale française met à la disposition des collaborateurs confrontés à la maladie ou à la perte d'autonomie d'un proche, une plateforme téléphonique qui les accompagne dans la constitution d'un dossier, le choix d'une maison médicalisée, ou un service à domicile. Cette solution clé en main vise à prévenir l'absentéisme. Le dispositif comprend également un volet sur l'accompagnement social destiné aux salariés en difficulté (logement, surendettement, divorce ou santé au travail). Des forums santé et bien-être avec des ateliers sur la nutrition, le sommeil, le sport, l'échauffement ont également été mis en place afin de favoriser le bien-être des collaborateurs de Rexel France.

En Australie, un portail dédié à la santé fait la promotion d'un mode de vie plus sain à travers des conseils et des articles dédiés.

Au Royaume-Uni, un programme dédié à la santé mentale des salariés a été instauré en 2019. Il se compose principalement de séances de formation à destination des managers, ayant pour but de

déceler les signes avant-coureurs liés au stress et à la dégradation de la santé mentale.

Enfin, un dispositif télétravail a été mis en place au siège de Rexel en 2019.

Performance

Au niveau du groupe Rexel, de nombreux indicateurs sont suivis et analysés afin de permettre la définition de plans d'actions adaptés.

■ Nombre d'accidents

	2019	2018
Nombre d'accidents ayant entraîné la mort	0	0
Nombre d'accidents ayant donné lieu à un arrêt de travail	282	267
Nombre d'accidents n'ayant pas donné lieu à un arrêt de travail	830	861

En 2019, 1 112 accidents du travail ont été recensés au sein du groupe Rexel (1 128 en 2018) : aucun n'ayant entraîné de décès, 282 ayant donné lieu à un arrêt de travail (267 en 2018) et 830 n'ayant pas donné lieu à un arrêt de travail (861 en 2018).

Le nombre de jours de travail perdus à la suite d'accidents du travail était de 6 690 en 2019 contre 6 499 en 2018.

Les accidents du travail ayant donné lieu à un arrêt de travail ont concerné en grande majorité la fonction logistique (144 accidents, soit 51 %) et la fonction commerciale/vente (106 accidents, soit 37,6 %).

■ Taux de fréquence

	2019	2018
Taux de fréquence	6,1	5,72

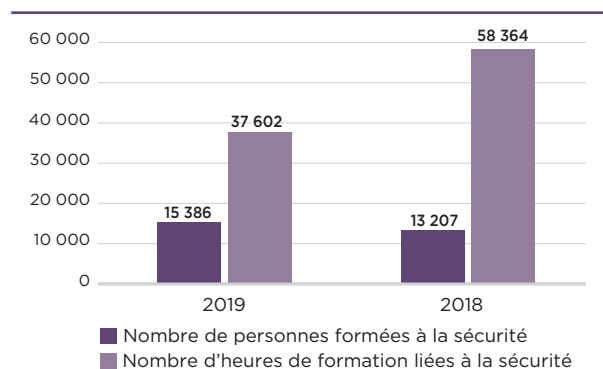
Le taux de fréquence des accidents du travail du groupe Rexel, calculé comme le nombre d'accidents du travail ayant entraîné un arrêt de travail par million d'heures travaillées, s'est établi à 6,1 en 2019.

■ Taux de gravité

	2019	2018
Taux de gravité	0,15	0,14

Le taux de gravité des accidents du travail du groupe Rexel, défini comme le nombre de jours de travail perdus par incapacité temporaire pour 1 000 heures travaillées s'est établi à 0,15 en 2019.

■ Formation à la sécurité



La proportion de personnes formées à la sécurité était de 58 % de l'effectif total en 2019 (soit 15 386 collaborateurs).

Maladies professionnelles

En 2019, 7 maladies professionnelles ont été reconnues.

4.3.3.5 Organisation du temps de travail

La durée du temps de travail varie en fonction des réglementations des pays dans lesquels le Groupe opère.

En moyenne dans le groupe Rexel, les collaborateurs travaillent 39 heures par semaine.

Répartition des effectifs par type de contrat et par fonction

Le groupe Rexel emploie peu de salariés en contrat à durée déterminée ou de salariés intérimaires. Le recours à ces types de contrats se fait essentiellement pour faire face à des besoins ponctuels.

En 2019, le nombre mensuel moyen de travailleurs intérimaires en équivalent temps plein était de 855, soit 3,3 % de l'effectif total mensuel moyen (4 % en 2018).

■ Organisation du temps de travail

	2019	2018
RECOURS AU TEMPS PARTIEL ET HEURES SUPPLÉMENTAIRES		
Pourcentage de collaborateurs à temps partiel	3,5 %	3,5 %
Pourcentage d'heures supplémentaires/ nombre total d'heures travaillées	1,3 %	1,4 %
Nombre d'heures supplémentaires	602 674	644 016

Le nombre de personnes employées à temps partiel au sein du groupe Rexel était de 929 au 31 décembre 2019 (935 en 2018), soit 3,5 % de l'effectif total (identique en 2018).

Heures supplémentaires

Dans la gestion du temps de travail de ses collaborateurs, le groupe Rexel a peu recours

aux heures supplémentaires : 602 674 heures supplémentaires ont été effectuées en 2019 par l'ensemble des collaborateurs du groupe Rexel, soit 1,3 % du nombre annuel d'heures travaillées (contre 644 016 heures supplémentaires, soit 1,4 % du nombre annuel total d'heures travaillées en 2018).

4.3.4 Soutenir la diversité, l'inclusion et l'égalité des chances

Parce que la diversité représente un enjeu sociétal mais aussi un levier d'amélioration de la performance, Rexel s'engage, notamment par l'intermédiaire de son Guide d'éthique, à assurer un traitement égal entre femmes et hommes, à situation comparable et dans tous les domaines : recrutement, rémunération, carrière, formation, etc.

Le Guide d'éthique présente les principes que le groupe Rexel défend et respecte en matière économique, environnementale et sociale. Sont ainsi explicitement visés la dignité, la diversité et le respect des personnes. Le Guide d'éthique prohibe par ailleurs toute forme de discrimination envers les salariés.

Une section dédiée à la diversité et à l'inclusion a été lancée dans la Rexel Academy en 2019. Cette section contient des modules valorisant la diversité et met en avant des témoignages de collaborateurs.

4.3.4.1 Égalité femmes-hommes

Démarche et réalisations

Rexel s'attache à respecter, à situations comparables, l'égalité entre les hommes et les femmes en matière d'évolution de carrière, de formation et de rémunération.

En 2019 à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars, Rexel a lancé une nouvelle initiative demandant aux salariés du Groupe de répondre à la question « Que souhaitez-vous aux femmes de Rexel ? ». Cette question a suscité des discussions et la réflexion des collaborateurs sur les questions de l'égalité femmes-hommes sur le lieu de travail et au-delà sur l'importance de l'inclusion au sein de Rexel. Quatre thèmes principaux sont ressortis et ont été transformés en quatre engagements autour de la promotion d'une culture inclusive : créer un environnement de travail responsabilisant qui repose sur l'esprit d'équipe, favoriser le bien-être des collaborateurs pour renforcer leur engagement et leur épanouissement, promouvoir de plus en plus de femmes à des postes à responsabilité et offrir des opportunités de carrière égales fondées sur les compétences et la valorisation du potentiel.

Ces engagements ont été partagés sous forme d'une vidéo diffusée lors de l'Assemblée générale des actionnaires de 2019 et sur les intranets des filiales du Groupe. Des initiatives spécifiques ont été adoptées

sur cette base s'agissant des instances dirigeantes (voir Chapitre 3 section 3.1.5 « Politique de non-discrimination et de diversité au sein des instances dirigeantes » du présent document d'enregistrement universel).

L'égalité femmes-hommes se reflète également par le biais d'actions menées localement afin de diminuer les disparités et promouvoir cette égalité.

En 2019, Rexel France et le siège de Rexel ont pris des engagements *via* des accords sur l'égalité professionnelle femmes-hommes. Ces accords prévoient notamment des mesures concrètes visant à augmenter la part des femmes au sein du Groupe, à leur permettre de construire une carrière professionnelle, d'accéder à des fonctions d'encadrement, à renforcer la sensibilisation sur les thèmes de la diversité, de l'inclusion et de la parentalité, à prendre en compte cette dernière pour corriger d'éventuels déséquilibres dans la rémunération et à prévoir les conditions d'adaptation en cas de situations de grossesse. La mixité professionnelle est encouragée au cours du processus de recrutement et, en amont, lors de l'orientation professionnelle des plus jeunes.

Par ailleurs, plus de 50 collaboratrices de Rexel France sont impliquées dans l'association Capital Filles visant à renforcer l'autonomie et la confiance de jeunes filles issues de quartiers prioritaires et de zones rurales, ainsi qu'à les accompagner dans leurs choix d'orientation et leur découverte de l'entreprise.

D'autres initiatives ont été adoptées par les filiales du groupe Rexel : promotion d'un équilibre entre les temps de travail et la vie familiale, adoption d'une charte sur l'égalité, promotion de l'égalité salariale. À ce titre, la filiale suisse a obtenu un certificat qui assure qu'elle respecte le principe d'un salaire égal pour un travail de valeur égale.

Performance

Au 31 décembre 2019, les femmes représentaient 22,9 % de l'effectif total (22,8 % en 2018). Ce pourcentage est en ligne avec la réalité du marché et la faible féminisation des collaborateurs du secteur de la distribution spécialisée.

Les indicateurs 2019 montrent des écarts peu significatifs sur les données suivantes :

- Mobilité et promotion

Au cours de l'année 2019, 10,8 % des femmes ont bénéficié d'une mobilité contre 12,1 % des hommes (respectivement 9,3 % et 9,2 % en 2018).

82 femmes non-managers ont été promues managers, soit 1,7 % des femmes non-managers (110 soit 2,2 % en 2018). S'agissant des hommes, le taux était proche : 320 hommes, soit 2 % des hommes non-managers (348, soit 2,1 % en 2018).

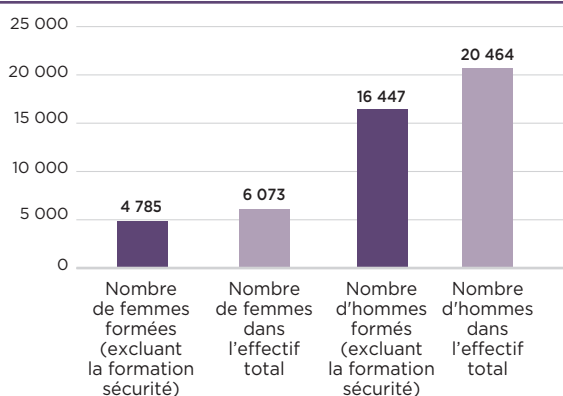
- Augmentation de salaire

79,8 % des femmes en CDI et ayant au moins un an d'ancienneté ont bénéficié d'une augmentation en 2019 contre 75 % des hommes en CDI et ayant au moins un an d'ancienneté.

- Formation

En 2019, 22,5 % des salariés ayant reçu une formation sont des femmes, alors qu'elles représentaient 22,9 % de l'effectif total, et 77,5 % des salariés ayant reçu une formation sont des hommes, alors qu'ils représentaient 77,1 % de l'effectif total du groupe Rexel. Par ailleurs, 27 % des participants à l'ensemble des sessions du *Group Advanced Leadership Program* étaient des femmes (voir Section 4.3.2.2 « Fidéliser les talents » du présent document d'enregistrement universel).

■ Répartition des effectifs et de la formation par sexe (excluant la formation sécurité)



- Recrutement

Parmi les recrutements de salariés en contrat à durée indéterminée réalisés en 2019, 22,9 % ont concerné des femmes et 77,1 % ont concerné des hommes (respectivement, 22,6 % et 77,4 % en 2018).

4.3.4.2 Collaborateurs en situation de handicap

Favoriser l'emploi des personnes en situation de handicap est une conviction qui s'inscrit dans une démarche d'égalité d'accès à l'emploi pour tous.

Démarche et réalisations

En France, l'accord en faveur de l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap pour la période 2017-2020 de Rexel France prévoit les mesures suivantes :

- un plan de communication et de sensibilisation des collaborateurs et des managers. Les équipes

RH ont suivi des formations spécifiques en 2019. Une campagne de sensibilisation au handicap a été lancée avec la création d'affiches et d'une *newsletter* diffusée en interne. Une vidéo des salariés met également en avant le vivre ensemble au quotidien ;

- un plan de recrutement a été lancé avec la publication d'offres sur des sites spécialisés dans l'insertion professionnelle et sociale (Association AGEFIPH). Rexel se mobilise également en faveur de l'accès aux études supérieures des jeunes en situation de handicap. La filiale française a participé à l'édition du concours vidéo handicap étudiant aux côtés de l'association TousHanScène. Une centaine de vidéos ont été réalisées par des étudiants issus de 58 établissements supérieurs. Les collaborateurs ont eu l'opportunité de voter pour la vidéo de leur choix ; et
- un dispositif de maintien dans l'emploi est également déployé avec des études acoustiques et ergonomiques, des aménagements de poste pour améliorer les conditions de travail des personnes en situation de handicap.

Ainsi, la proportion de personnes déclarant un handicap parmi l'effectif total de Rexel France est passée de 1,1 % en 2008 à 3,4 % en 2019.

Ces mesures de sensibilisation, d'éducation des salariés et de recrutement visent à promouvoir l'égalité des chances et à atteindre un taux d'emploi de personnes en situation de handicap de 3,8 % à échéance 2020.

Performance

En 2019, le groupe Rexel employait 409 collaborateurs déclarant un handicap (441 en 2018), soit environ 1,5 % de son effectif total (1,6 % en 2018).

Les salariés se déclarant en situation de handicap recrutés en 2019 représentaient 1,6 % de la totalité des recrutements en contrat à durée indéterminée au 31 décembre 2019 (1,1 % en 2018).

4.3.4.3 Diversité générationnelle

La mixité intergénérationnelle est un enjeu pour Rexel. 31,3 % des effectifs du Groupe sont seniors (salariés ayant plus de 50 ans). Cet enjeu est traité à travers la mise en place de politiques proactives de gestion de carrière et des compétences (voir Section 4.3.3 « Développer l'engagement et l'employabilité des collaborateurs » du présent document d'enregistrement universel). Les seniors ont représenté 13,6 % des recrutements en CDI en 2019 (9,3 % en 2018) et les jeunes diplômés ont représenté 5,8 % (4,7 % en 2018).

Rexel développe l'inclusion des jeunes notamment au travers d'une politique volontariste de recrutement d'alternants (269 alternants recrutés en 2019 contre 211 en 2018, essentiellement en France, en Suisse et en Allemagne). 94 % des alternants recommandent Rexel à leur entourage selon une enquête externe « *Happy Trainees* » réalisée en France en 2019.

En 2019, c'est en tout près de 480 stagiaires (élèves de troisième) issus de quartiers prioritaires qui ont été accueillis dans les locaux de Rexel, qu'il s'agisse d'agences ou des sièges.

Cette diversité générationnelle est appréciée des collaborateurs comme le montrent les résultats de la dernière enquête Satisfaxion : 90 % des répondants sont satisfaits des relations entre personnes de générations différentes.

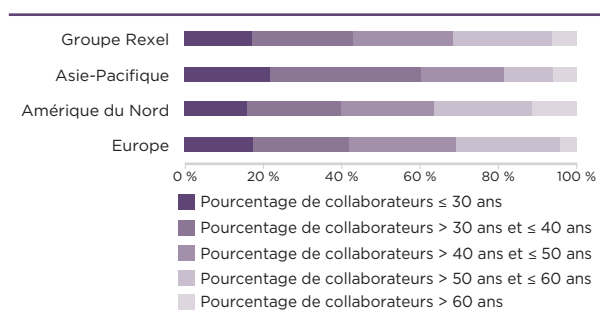
Performance

Au 31 décembre 2019, la moyenne d'âge de l'ensemble des collaborateurs du groupe Rexel était de 43 ans (identique à celle au 31 décembre 2018).

La tranche d'âge la plus représentée est celle des 40-50 ans (6 826 personnes), suivie de celle des 50-60 ans (6 594 personnes).

Les seniors (définis comme les collaborateurs de plus de 50 ans) représentaient 31,3 % de l'effectif total (31,3 % en 2018) et les moins de 30 ans 17,4 % (16,8 % en 2018).

■ Répartition des effectifs en CDI par âge



4.3.5 Note méthodologique

Le périmètre de *reporting* social inclut l'ensemble des entités juridiques consolidées dans le périmètre financier en intégration globale et disposant d'une masse salariale non nulle. En cas d'acquisition ou de création de nouvelles entités, l'intégration dans le périmètre de *reporting* est effective :

- dès l'année d'acquisition si elle a eu lieu avant le 1^{er} novembre (inclus) ; ou

- à partir du 1^{er} janvier de l'année N+1, si elle a eu lieu après le 1^{er} novembre.

L'analyse des données sociales est réalisée à périmètre courant pour les années 2018 et 2019.

L'analyse des données sociales selon les zones géographiques se fait selon la répartition suivante :

- Amérique du Nord : Canada et États-Unis ;
- Asie-Pacifique : Arabie saoudite, Australie, Chine, Emirats arabes unis, Inde et Nouvelle-Zélande ; et
- Europe : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Russie, Slovaquie, Suède et Suisse.

La collecte et la consolidation des indicateurs sociaux sont réalisées *via* le logiciel « Enablon » auquel l'ensemble des entités de *reporting* ont accès.

Il est à noter que :

- l'effectif inscrit est défini par le nombre de salariés ayant un contrat de travail avec l'entreprise (CDI ou CDD), inscrits dans le système de paie au 31 décembre et quel que soit le taux d'activité (temps plein, temps partiel). Les salariés dont le contrat est suspendu en attente de la reprise de leur activité professionnelle (congé parental, congé sabbatique, congé création d'entreprise, etc.) sont inclus dans l'effectif reporté. Sont exclus :
 - les stagiaires rémunérés ou non ;
 - les intérimaires ;
 - les sous-traitants ;
 - les effectifs fin de carrière (personnes pré-retraitées, pré-pensionnées, en cessation anticipée d'activité ayant un contrat de travail en cours jusqu'à son départ effectif en retraite) ; et
 - les VIE (Volontariat International à l'Étranger) ;
- les entrées du personnel sont reportées selon les catégories de motif :

- recrutements externes en CDD ou CDI, quel que soit le taux d'activité (temps plein ou temps partiel) ;
- entrées à la suite des acquisitions de nouvelles entités ; et
- autres entrées : par exemple, mobilité Groupe (mutations internes du personnel sous contrat CDI, d'une entité/société à une autre au sein du groupe Rexel).

Sont exclus :

- les promotions ;
- le changement de poste ou de statut (cadre/non-cadre) au sein d'une même entité ;
- les recrutements de stagiaires et d'intérimaires ; et
- les recrutements VIE ;
- dans les pays où le recours au CDI n'est pas une pratique courante (par exemple, les États-Unis)

et la Chine), la notion de CDI s'applique à tout collaborateur qui n'est pas embauché pour un projet précis ayant une date de fin prédéterminée ;

- le nombre d'heures de formation repose en partie sur un suivi extrait de Rexel Academy. Cet outil ne permet pas un recensement exhaustif. C'est pourquoi une autre partie repose, pour certaines entités, sur des estimations (par exemple, sur la base d'un nombre d'heures moyen de formation par collaborateur) ;
- l'amélioration du processus de *reporting* a conduit à modifier le taux d'absentéisme en 2018 ;
- le calcul du taux d'absentéisme est réalisé par référence au nombre de jours calendaires conformément au protocole à partir du nombre total de jours d'absence (tous types d'absences confondus) et du nombre de jours dans l'année ;

- le taux de fréquence calculé prend en compte uniquement les accidents du travail donnant au moins un jour d'arrêt (le jour de l'accident exclu) ;
- le taux de gravité est calculé à partir des jours perdus pour accident du travail avec arrêt et du nombre d'heures travaillées. Le nombre d'heures travaillées correspond à la durée réelle du temps de travail pendant laquelle les salariés s'exposent à un risque d'accident ; et
- les règles de calcul du nombre de journées d'arrêt liées aux accidents du travail sont, compte tenu des législations locales, hétérogènes et peuvent être différentes de celles qui sont définies dans le référentiel de *reporting* social. Sont exclus les accidents de trajet.

4.4 Améliorer la performance environnementale

Enjeux

Changement climatique

La lutte contre le changement climatique est l'un des défis majeurs du XXI^e siècle. Pour limiter la hausse des températures globales en-deçà de 2°C d'ici 2100, objectif de l'Accord de Paris, l'économie mondiale doit se transformer profondément. Acteur de cette transformation, Rexel engage des programmes innovants pour la maîtrise de l'énergie et la réduction des émissions de gaz à effet de serre tout au long de sa chaîne de valeur. 93 % des émissions de gaz à effet de serre ayant lieu lors de la phase d'utilisation des produits, Rexel participe à la lutte contre le changement climatique par son expertise dans la sélection des solutions les plus efficaces.

Exemplarité opérationnelle

La performance environnementale du Groupe est au cœur de sa démarche de développement durable. Acteur de la transition énergétique, Rexel se donne des objectifs ambitieux qui confortent sa position de premier plan auprès de ses parties prenantes.

Gestion des ressources

Environ 50 millions de tonnes d'équipements électriques et électroniques sont jetées chaque année⁽¹⁾ dans le monde, dont 10 % seulement intégreront une filière de recyclage. Réduire au minimum les déchets générés en agence ou dans les centres logistiques et proposer à ses clients des

solutions pour la collecte et le recyclage des produits, sont les deux priorités de Rexel en matière de gestion durable des ressources.

Engagements

Réduire de 35 % les émissions de gaz à effet de serre de ses opérations d'ici 2030, par rapport à 2016.

Réduire de 45 % l'intensité carbone⁽²⁾ des produits et services vendus par le Groupe d'ici 2030, par rapport à 2016.

4.4.1 Renforcer le pilotage environnemental

4.4.1.1 Politique environnementale

Présent dans 26 pays et sur plus de 2 000 sites (agences, centres logistiques, sièges), le groupe Rexel fait face à un défi environnemental qui réside davantage dans la dispersion de ses impacts que dans leur ampleur. Le pilotage de la démarche environnementale est donc un élément clé pour gérer de manière cohérente et durable la réduction de l'empreinte des sites, des transports et des solutions commercialisées par le groupe Rexel.

Démarche et réalisations

La stratégie de développement durable du Groupe, sa politique environnementale et sa mise en œuvre opérationnelle sont pilotées par la Direction du Développement Durable, rattachée au Secrétariat

(1) Estimation du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (<https://www.unenvironment.org/es/node/6295>).

(2) Émissions de gaz à effet de serre liées à l'utilisation des produits et services vendus par le Groupe, par euro de chiffre d'affaires.

Général du Groupe, en coordination avec les directions fonctionnelles du siège et les équipes opérationnelles locales. Les objectifs, résultats et projets sont présentés une fois par an au Conseil d'administration de Rexel.

Le Groupe met en place des procédures, des outils et des ressources dédiés afin de gérer et piloter ses impacts environnementaux. La sensibilisation des collaborateurs à la prise en compte de ces enjeux est un levier essentiel à la réussite de cette politique.

La démarche environnementale du Groupe est structurée sur trois niveaux :

1. des procédures et règles communes à l'ensemble des filiales ;
2. un contrôle de la mise en œuvre de ces règles dans les opérations ; et
3. des indicateurs de performance validant les progrès.

4.4.1.1.1 Procédures et règles communes

Charte pour l'environnement

Pour soutenir la mise en place opérationnelle de sa politique, le groupe Rexel s'appuie depuis plusieurs années sur sa Charte pour l'environnement. Régulièrement mise à jour pour tenir compte des évolutions de la Société, elle est aujourd'hui publiée en 23 langues et déployée dans l'ensemble des filiales du groupe Rexel.

La Charte pour l'environnement présente les trois engagements du groupe Rexel en faveur de l'environnement :

1. améliorer la performance environnementale des bâtiments
 - par la modernisation des locaux avec des équipements économes en énergie pour l'éclairage, le chauffage, la climatisation, etc. ; et
 - par la gestion et le tri sélectif des déchets en vue du recyclage ou d'un autre traitement approprié ;
2. réduire l'empreinte environnementale des opérations
 - par la diminution des consommations de papier et d'emballage ; et
 - par l'optimisation des flux de transports, limitant ainsi les consommations de carburants et les émissions de gaz à effet de serre ;
3. développer et promouvoir les solutions d'efficacité énergétique
 - par la commercialisation d'une large gamme de produits et de services innovants pour la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables ; et
 - par la formation des équipes commerciales du groupe Rexel aux nouvelles technologies et la

mise à disposition de supports d'information et outils marketing spécifiques.

Performance

À fin 2019, la Charte pour l'environnement est affichée dans 96 % des sites du groupe Rexel (94 % en 2018).

Le reporting environnemental

Afin de mesurer la performance des filiales, Rexel a mis en place un *reporting* centralisé. Cet outil de pilotage permet de suivre les impacts environnementaux de l'ensemble des activités et de disposer d'une vision globale de l'empreinte environnementale du Groupe, *via* le suivi d'indicateurs clés. L'outil favorise l'amélioration continue de la performance et les échanges entre les filiales du Groupe.

Les informations environnementales et les procédures de *reporting* sont auditées chaque année par un Organisme Tiers Indépendant. Au-delà de la réponse à la réglementation, cet audit permet d'assurer la fiabilité des informations publiées et de suivre la mise en œuvre des plans d'actions.

Le référentiel de *reporting* s'appuie sur des standards internationaux reconnus :

- les lignes directrices pour le *reporting* développement durable de la GRI (*Global Reporting Initiative*) version 4, cadre reconnu sur le plan international, pour définir les indicateurs de performance et les procédures de *reporting* ; et
- le GHG Protocol (pour *Greenhouse Gas Protocol*, ou Protocole des gaz à effet de serre) pour quantifier et rendre compte de ses émissions de gaz à effet de serre de façon transparente.

Chaque année, une synthèse du *reporting* environnemental est envoyée à chaque pays. Ce document permet à chaque filiale de se comparer aux autres entités du Groupe sur l'ensemble des indicateurs en restituant les informations physiques et financières.

4.4.1.1.2 Contrôle de la mise en œuvre

Le système de management environnemental

Le groupe Rexel poursuit la mise en place de systèmes de management environnemental (SME) qui visent à définir et documenter des procédures pour maîtriser les aspects environnementaux de ses activités et permettre le pilotage de plans d'amélioration. Depuis 2013, le groupe Rexel a édité son propre standard de management environnemental visant à harmoniser, soutenir et accélérer le déploiement du SME dans les filiales.

Plusieurs filiales ont entrepris une démarche de certification ISO 14001, qui atteste de leur engagement pour l'amélioration continue de leur démarche environnementale.

Performance

À la date du présent document d'enregistrement universel, le nombre de sites du groupe Rexel appliquant un SME est stable par rapport à 2018, atteignant 45 % des sites du Groupe.

À fin 2019, 24 % des sites ont obtenu une certification ISO 14001, comme en 2018.

En complément, certaines filiales se sont également engagées dans la mise en œuvre de systèmes de management de l'énergie répondant à la norme ISO 50001. Ces filiales représentent environ 15 % des sites du Groupe et 8 % de la consommation d'énergie sur site du Groupe.

Depuis 2018, l'Autriche et la Grande-Bretagne ont mis en place une démarche très structurée à travers l'obtention de quatre certifications (ISO 14001, ISO 9001, ISO 50001 et OHSAS 18001).

Le réseau d'experts environnement

Rexel s'appuie sur un réseau d'environ 60 Correspondants environnement répartis dans les filiales. Ces experts sont chargés de mettre en œuvre les politiques du Groupe, d'animer la démarche et de piloter le *reporting* environnemental en complément de leurs responsabilités opérationnelles.

En avril 2019, ils ont été invités à participer, comme chaque année, au séminaire international sur le développement durable afin d'échanger sur les enjeux et priorités du Groupe et partager les bonnes pratiques des filiales. Ateliers, interventions d'experts externes, présentation des évolutions de la stratégie du Groupe et des outils mis à disposition, partage de bonnes pratiques entre filiales, restitution des travaux de la Fondation Rexel, étaient au programme de ce séminaire de deux jours aux Pays-Bas.

Afin de nourrir le dialogue et de faire remonter l'information locale, ce rendez-vous annuel est complété par des points trimestriels et des échanges informels réguliers, pilotés par la Direction du Développement Durable. Une plateforme d'échanges met aussi à la disposition de cette communauté les documents clés pour les aider à diffuser les meilleures pratiques. Un réseau social interne permet en complément aux Correspondants environnement de partager de l'information sur le développement durable et d'échanger autour de l'avancement de leurs réalisations.

Formation des collaborateurs

La Direction du Développement Durable sensibilise l'ensemble des collaborateurs aux enjeux environnementaux et sociétaux. Une formation sur le développement durable est disponible *via* la Rexel Academy. Elle présente les principaux enjeux et principes du développement durable avec des vidéos, des cas pratiques et des quiz. L'objectif est de sensibiliser au développement durable 100 % des collaborateurs du Groupe.

Un module d'e-learning complet sur l'efficacité énergétique est par ailleurs disponible pour tous selon trois niveaux d'expertise. L'objectif de ce programme est d'aider les collaborateurs à améliorer leur niveau de connaissances, à renforcer leur expertise et à gagner en assurance lorsqu'ils échangent au sujet de l'efficacité énergétique.

4.4.1.2 Incidents environnementaux

Démarche

La conformité aux exigences réglementaires environnementales est un élément primordial dans la définition de la politique environnementale, au niveau du Groupe, comme au niveau local. Les principales réglementations susceptibles d'avoir un impact sur les activités du groupe Rexel sont décrites dans la Section 1.8.2 « Réglementation environnementale » du présent document d'enregistrement universel.

Prévention et gestion des incidents environnementaux

L'analyse des risques extrafinanciers fait apparaître que les activités du groupe Rexel présentent un risque limité sur l'environnement. Les incidents environnementaux font tout de même l'objet d'une attention particulière et d'un suivi quotidien au travers des SME et annuel *via* le *reporting* environnemental. En 2019, aucune entité du groupe Rexel n'a communiqué d'incident environnemental significatif.

Certaines installations sont soumises à une déclaration ou un enregistrement auprès des autorités administratives, à l'obtention de permis environnementaux et permis d'exploiter et à des contrôles réglementaires. En France par exemple, le groupe Rexel est concerné par la législation concernant les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). À ce titre, quelques installations, des centres logistiques notamment, sont soumises à déclaration ou enregistrement en fonction du niveau des dangers ou inconvénients qu'elles représentent : entrepôt couvert avec stockage de matières combustibles, stockage de matières plastiques, dépôt de papier carton bois, atelier de charge d'accumulateurs. Le cas échéant, l'obtention et

le renouvellement de ces déclarations et autorisations administratives font l'objet d'un suivi local.

Moyens consacrés à la réduction des risques pour l'environnement

Compte tenu du profil du groupe Rexel, le risque environnemental lié à ses opérations est faible. Les coûts liés à l'évaluation, à la prévention et au traitement des risques environnementaux représentent donc des sommes peu élevées qui sont intégrées dans les processus d'investissement du groupe Rexel et n'ont pas donné lieu à une identification séparée. Par ailleurs, le risque environnemental est pris en compte dans les processus d'acquisition de nouvelles entités : une procédure d'audit environnemental (diligence raisonnable) est mise en place systématiquement.

Dépenses engagées pour prévenir les conséquences de l'activité sur l'environnement

Les sites pour lesquels certains risques environnementaux ont été identifiés, notamment ceux disposant d'un point de stockage de carburant, appliquent les réglementations qui les concernent et mettent en œuvre des procédures opérationnelles, des systèmes de qualité et un ensemble de mesures de sécurité. Les dépenses engagées par le groupe Rexel pour prévenir les conséquences de l'activité sur l'environnement sont intégrées dans le processus classique d'investissement du Groupe et n'ont pas donné lieu à une identification séparée.

4.4.2 S'engager pour le climat

Le changement climatique est l'un des défis majeurs de ce siècle. La maîtrise de l'énergie peut, à elle seule, absorber 40 % de la baisse d'émissions de gaz à effet de serre nécessaire au respect de l'Accord de Paris sur le climat.

Le groupe Rexel s'engage à limiter la hausse des températures globales bien en-deçà de +2°C d'ici la fin du siècle et contribue à la lutte contre le changement climatique :

- en proposant à ses clients les produits et solutions permettant d'accélérer la transition énergétique ;
- en réduisant sa propre empreinte environnementale ; et
- en encourageant l'ensemble de ses parties prenantes à s'engager pour être acteur de la transition bas-carbone.

4.4.2.1 Objectif 2 degrés

En 2019, le groupe Rexel s'est fixé deux nouveaux objectifs ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre, les objectifs 2020 ayant été atteints dès 2017. En ligne avec l'Accord de Paris sur le

climat et validés par l'initiative *Science Based Targets* (SBTi), ces nouveaux objectifs visent à participer à la limitation du réchauffement climatique en-deçà de +2°C d'ici 2100.

Rexel s'engage d'abord à réduire de 35 % ses émissions de gaz à effet de serre liées à la consommation d'énergie dans ses opérations (scopes 1 et 2) d'ici 2030, par rapport à 2016. Si l'ambition est élevée, Rexel peut s'appuyer sur l'amélioration continue de sa performance opérationnelle : entre 2010 et 2019, Rexel a réduit ses émissions de 38,5 %, validant ainsi son précédent objectif 2020 pour le climat.

Par ailleurs, Rexel s'engage à diminuer de 45 % les émissions de gaz à effet de serre liées à la consommation des produits vendus, par euro de chiffre d'affaires (scope 3) d'ici 2030, par rapport à 2016. Ce poste d'émission est, de loin, le plus important de la chaîne de valeur électrique avec 93 % des émissions. La position unique de Rexel doit lui permettre d'orienter la croissance du secteur vers une transition énergétique bas carbone ambitieuse. Entre 2010 et 2019, Rexel a plus que doublé ses ventes de solutions d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables, dépassant ainsi son objectif 2020.

Démarche et réalisations

Ces objectifs ont été reconnus par l'initiative *Science Based Targets* (SBTi) comme participant à limiter le réchauffement climatique bien en-deçà de +2°C. Cette initiative internationale est issue d'une collaboration entre le Pacte Mondial des Nations Unies, le Fonds Mondial pour la Nature (WWF), le CDP et le *World Resources Institute* (WRI). La SBTi définit et encourage les meilleures pratiques pour la définition d'objectifs selon une approche scientifique et évalue de façon indépendante les objectifs des entreprises.

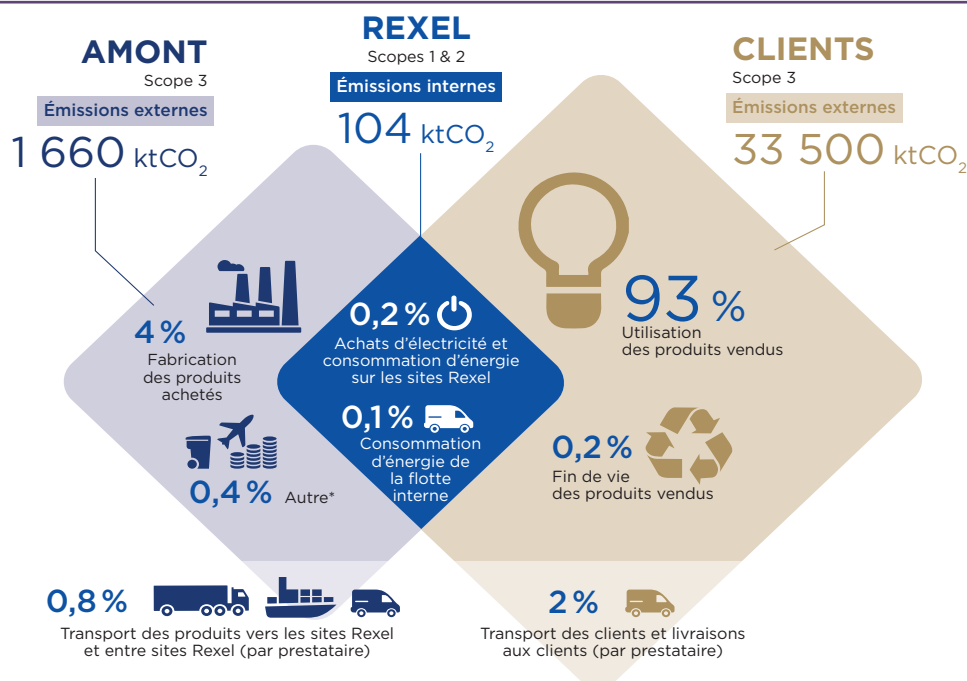
L'élaboration des objectifs climat à 2030, en ligne avec les recommandations de l'initiative *Science Based Targets*, a demandé un travail impliquant de nombreuses parties prenantes internes et externes. Des ateliers de travail réunissant fournisseurs, clients, experts et collaborateurs ont été organisés en 2018 pour construire un premier plan d'actions. Une étude a ensuite été menée en 2019 pour en évaluer l'efficacité, les freins et opportunités liées aux solutions proposées et, enfin, définir les deux objectifs à l'horizon 2030.

4.4.2.2 Réduire les émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble de la chaîne de valeur

Rexel évalue chaque année ses émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble de sa chaîne de valeur. L'analyse du bilan d'émissions de gaz à effet de serre

fait apparaître que les émissions internes (scopes 1 et 2 tels que définis ci-après) sont relativement faibles.

Le poste le plus significatif est celui lié à l'usage des produits (scope 3 tel que défini ci-après).



* Déplacements domicile-travail, voyages d'affaires, déchets sur les sites Rexel, biens d'équipement, etc.

Scope 1

Les émissions directes de gaz à effet de serre (scope 1) du Groupe restent mesurées, comparativement à l'ensemble de la chaîne de valeur. Elles comprennent les émissions liées à la consommation d'énergie primaire (gaz naturel et fioul domestique principalement) sur site ainsi que les émissions liées aux consommations de carburants des véhicules opérés par le groupe Rexel.

Performance

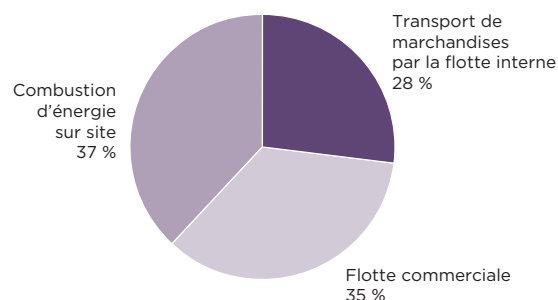
En 2019, les émissions directes de gaz à effet de serre représentent ainsi 71 429 tonnes équivalent CO₂, valeur obtenue sur un périmètre représentant 100 % du chiffre d'affaires du Groupe. Ces émissions sont en baisse de 0,5 % par rapport à l'exercice précédent, à périmètre constant.

Les émissions directes de gaz à effet de serre liées à la combustion d'énergies primaires sur site sont estimées à 26 742 tonnes équivalent CO₂ en 2019. Ces émissions ont diminué de 2,6 % par rapport à 2018, à périmètre constant.

Les émissions de gaz à effet de serre liées au transport de marchandises se sont élevées à 19 870 tonnes équivalent CO₂. Ces émissions ont augmenté de 3,5 % par rapport à 2018, à périmètre constant.

Les émissions concernant les déplacements professionnels réalisés par la flotte de voitures détenue en propre ou en location longue durée par les filiales du groupe Rexel ont représenté 24 818 tonnes équivalent CO₂. Ces émissions ont diminué de 1,1 % par rapport à 2018, à périmètre constant.

Répartition des émissions scope 1 par source (2019)



Scope 2

Les émissions indirectes dites « scope 2 » sont liées à la production de l'électricité, de la vapeur et de la chaleur consommées par les sites du Groupe. Plus de 97 % de ces émissions sont liées à la consommation d'électricité dans les bâtiments. Le

solde des émissions indirectes de *scope 2* est associé à la consommation de chaleur.

Performance

Les émissions indirectes dites *scope 2* s'élèvent en 2019 à 32 815 tonnes équivalent CO₂, valeur obtenue sur un périmètre représentant 100 % du chiffre d'affaires du groupe Rexel.

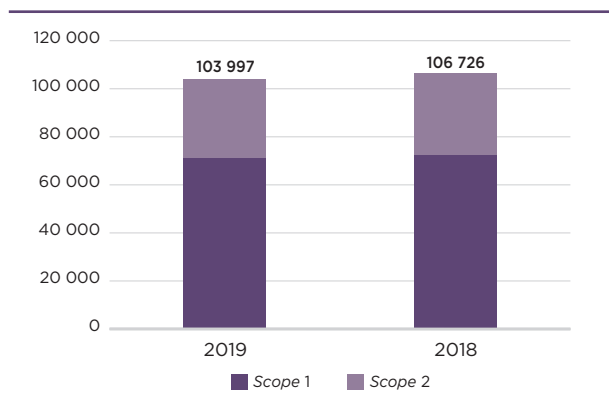
Les émissions liées à la consommation d'électricité s'élèvent à 31 897 tonnes équivalent CO₂ et ont diminué de 7,1 % entre 2018 et 2019, à périmètre constant. La consommation d'électricité a diminué dans le même temps de près de 3 %.

Les émissions de gaz à effet de serre liées à la production de chaleur s'élèvent à 925 tonnes équivalent CO₂ et ont augmenté de 4,9 % entre 2018 et 2019, à périmètre constant, tandis que la consommation de chaleur a augmenté de 7,5 %. Cette augmentation n'est pas significative en comparaison du poids des autres énergies dans la consommation globale du Groupe.

Émissions internes (scopes 1 et 2)

Le total des émissions de *scopes 1 et 2* a diminué de 2,6 % à périmètre constant entre 2018 et 2019. Ces résultats s'expliquent notamment par l'amélioration continue de la performance énergétique des sites et de la flotte de voitures du Groupe.

■ Évolution des émissions de *scope 1 et scope 2* (en t éq. CO₂), à périmètre constant



Scope 3

Rexel a mis à jour en 2019 son évaluation des émissions de gaz à effet de serre indirectes (*scope 3*). Basé sur une méthodologie robuste et audité, ce travail conséquent reste la meilleure estimation disponible. Il ne peut pas néanmoins refléter avec exactitude les émissions réelles du *scope 3*.

Ces émissions sont estimées à 35,2 millions de tonnes équivalent CO₂ (Mt éq.CO₂) et représentent plus de 99,7 % de l'impact du Groupe sur le climat :

- le premier poste estimé à 32,9 Mt éq.CO₂ concerne l'utilisation des produits vendus par Rexel ;
- le deuxième poste le plus important correspond aux achats de biens et services représentant un peu plus de 1,3 million de tonnes équivalent CO₂ ; et
- viennent ensuite les transports de marchandises et produits amont et aval qui représentent un peu moins d'un million de tonnes équivalent CO₂.

4.4.2.3 Aider les professionnels à promouvoir et à installer des solutions d'efficacité énergétique

Pour contribuer à la lutte contre le changement climatique, Rexel doit accélérer la diffusion de solutions éco-performantes et des énergies renouvelables auprès de ses 650 000 clients actifs dans le monde. Sa responsabilité en tant que distributeur est de rechercher et encourager les solutions plus économes en énergie et moins impactantes pour la planète.

Le renouvellement et la diversification du portefeuille de produits et services en faveur de solutions moins consommatrices d'énergie participent également à la performance économique du Groupe. Ces solutions permettent aussi aux utilisateurs finaux de réduire leur facture énergétique et de rationaliser leurs coûts. Ces solutions sont présentées dans la Section 4.5.2 « Créer de la valeur pour les clients » du présent document d'enregistrement universel.

Au-delà de la satisfaction des besoins des clients et des utilisateurs finaux, la promotion de solutions d'efficacité énergétique contribue à l'atteinte des objectifs climat de Rexel, dans le cadre notamment de l'initiative *Science Based Targets*.

4.4.3 Être exemplaire dans les opérations

Pour réduire son empreinte environnementale et rester exemplaire, le Groupe poursuit une démarche de performance opérationnelle structurée avec la mise en place de solutions d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable sur ses sites.

4.4.3.1 Renforcer l'efficacité énergétique des sites

Démarche et réalisations

L'amélioration de la performance énergétique des bâtiments passe par la mesure et le pilotage des consommations. Rexel a entrepris depuis plusieurs

années une démarche d'amélioration continue, intégrée au cœur de son système de management environnemental.

Pour aller plus loin, un nombre croissant de filiales du Groupe mettent en œuvre des plans d'actions d'efficacité énergétique, à la suite d'audits énergétiques ou à la suite d'une certification ISO 50001.

Cette démarche d'amélioration continue, ainsi que la généralisation des éclairages LED et des systèmes de pilotage de l'énergie dans les agences et les centres logistiques, expliquent la baisse continue de consommation énergétique du groupe Rexel.

Rexel poursuit ses efforts à travers la mise en place des mesures suivantes :

- l'amélioration des équipements d'éclairage, par l'emploi de technologies basse consommation (notamment LED) et de systèmes de contrôle et d'automatisation (domotique, détecteurs de présence et de luminosité, etc.) ;
- la modernisation des systèmes de chauffage, climatisation et ventilation et un meilleur pilotage (abaissement de la consigne de température ambiante, etc.) ; et
- le pilotage des consommations énergétiques *via* le *reporting* environnemental annuel ou des mesures et outils de pilotage spécifiques dans certaines filiales (pilotage site par site à fréquence mensuelle, voire en temps réel).

Performance

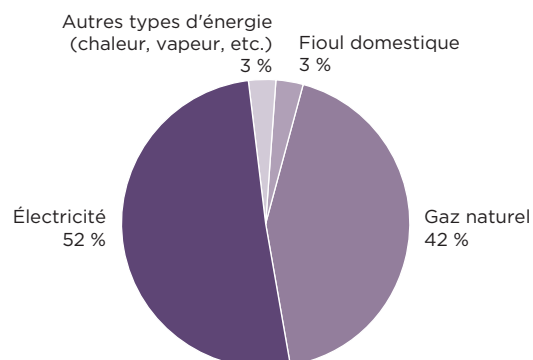
En 2019, la consommation totale d'énergie sur site s'élevait à 291 922 MWh, valeur obtenue sur un périmètre représentant 100 % du chiffre d'affaires du groupe Rexel. Cette consommation a diminué de 2,2 % par rapport à l'exercice précédent, à périmètre constant, grâce notamment aux mesures prises pour maîtriser la consommation énergétique et réduire les coûts opérationnels.

Le Groupe s'emploie à recourir, dans la mesure du possible, aux énergies renouvelables, en développant ses propres capacités de production photovoltaïque, en souscrivant à des contrats d'électricité avec certificat d'origine renouvelable (photovoltaïque, hydraulique, biomasse, etc.) ou encore en se raccordant directement à des réseaux de chaleur fonctionnant grâce à la biomasse.

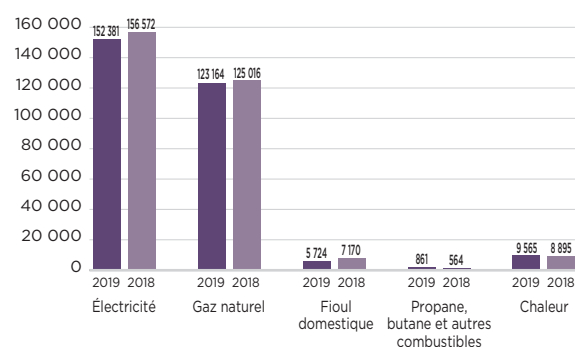
Ainsi, l'agence de Laval, en France, s'est équipée en 2019 d'une toiture photovoltaïque de 800 m², lui permettant de disposer d'une capacité de 17 kW en autoconsommation et de 100 kW en revente sur le réseau électrique.

En 2019, 14,2 % de la consommation d'électricité étaient issus de contrats garantissant une origine renouvelable ou de la production d'énergie renouvelable sur site.

■ Consommation d'énergie sur site par type (2019)



■ Évolution de la consommation d'énergie sur site (MWh), à périmètre constant



4.4.3.2 Réduire l'empreinte carbone des transports

Démarche

Le transport est un axe important de la politique de développement durable de Rexel. Les activités du Groupe impliquent d'optimiser de manière continue la logistique, depuis les fournisseurs jusqu'aux clients. Le Groupe possède des centres logistiques dans chaque pays et une organisation flexible qui lui permet d'optimiser ses approvisionnements au plus près des besoins de ses clients. Par ailleurs, l'activité commerciale de Rexel requiert une présence quotidienne des forces de vente auprès des clients, au cœur des territoires. Rexel veille donc à réduire l'impact de ses transports sur le climat.

Flux logistiques

Le maillage étendu d'agences sur l'ensemble du territoire en France et à l'international associé à une

logistique de pointe pour livrer en « flux tendu » environ 500 000 commandes par jour font partie des défis qui conduisent Rexel à optimiser sans cesse son organisation et ses processus.

Optimiser les coûts, accroître la flexibilité et le service aux clients tout en réduisant les kilométrages parcourus et la consommation de carburant de sa flotte directe et indirecte, sont les objectifs que Rexel s'est fixés pour réduire son empreinte carbone :

- mutualiser le transport : en sous-traitant le transport à des prestataires qui optimisent le remplissage des camions avec d'autres entreprises locales, Rexel rationalise ses opérations logistiques et réduit son impact environnemental ;
- rationaliser les tournées de livraisons : des outils de planification performants permettent de réduire les kilomètres parcourus. L'optimisation du chargement des véhicules, l'utilisation de systèmes GPS pour la mesure des divers indicateurs de performance (consommation de carburants, émissions de CO₂, distances parcourues, taux de chargement, etc.) ou encore le recours à des véhicules électriques et hybrides contribuent également à limiter ces impacts ; et
- privilégier les transporteurs « propres » : la prise en compte de critères environnementaux dans le choix des transporteurs fait aussi partie des mesures prises par le Groupe. La performance environnementale des véhicules et leur entretien, la formation des conducteurs et le suivi des consommations de carburant et des émissions de gaz à effet de serre font partie des critères de sélection de ses partenaires logistiques.

Par ailleurs, le Groupe propose à certains de ses clients, en milieu urbain, de les livrer afin d'optimiser la logistique globale. Ce service permet d'optimiser la logistique et apporte des bénéfices à l'échelle du territoire : réduction des kilomètres parcourus et des émissions de gaz à effet de serre, baisse de la congestion routière ou encore amélioration de la qualité de l'air.

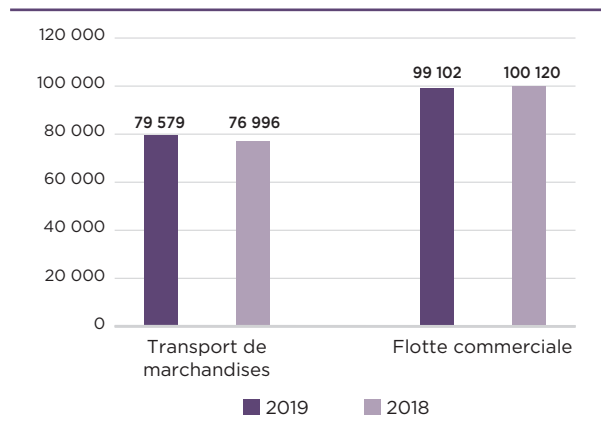
Performance

La flotte interne du groupe Rexel pour le transport des marchandises se composait en 2019 de 982 camions et 778 camionnettes au total, soit une augmentation de 2 % du nombre de véhicules par rapport à 2018 à périmètre constant (906 camions et 819 camionnettes).

Cette flotte a consommé, en 2019, 4,93 millions de litres de gazole et 2,90 millions de litres d'essence, soit une consommation énergétique de

80 101 MWh. À périmètre constant entre 2018 et 2019, la consommation énergétique a augmenté de 3,4 %.

■ Évolution de la consommation d'énergie pour les flottes internes (MWh), à périmètre constant



Flotte commerciale

Les activités de Rexel impliquent de nombreux déplacements commerciaux. La plupart des filiales ont une flotte de véhicules en propre ou en location longue durée. Une gestion durable de la flotte permet de limiter la consommation de carburant et les émissions associées.

Le département des achats indirects de Rexel déploie depuis plusieurs années des accords-cadres pour rationaliser la flotte de véhicules de société (voitures et utilitaires) et améliorer sa performance environnementale. Grâce aux partenariats signés avec des loueurs de longue durée et certains constructeurs automobiles, le groupe Rexel accompagne ses filiales dans la mise en place de cette politique de rationalisation et encourage le suivi d'indicateurs de performance (consommation de carburant, taux d'émission de CO₂ par kilomètre).

Performance

En 2019, le parc du groupe Rexel était composé de 5 328 voitures (hors véhicules utilitaires) et a consommé près de 7,22 millions de litres de gazole et 2,40 millions de litres d'essence. Cela représente une consommation énergétique de 99 277 MWh. À périmètre constant entre 2018 et 2019, la consommation énergétique a diminué de 1,0 %.

4.4.4 Favoriser une gestion durable des ressources

La gestion durable des ressources permet d'assurer la compétitivité et la continuité de l'activité du

Groupe dans un contexte d'évolution rapide des législations et d'épuisement des ressources naturelles. La réduction et la valorisation des déchets dans la chaîne de valeur sont un enjeu majeur pour Rexel.

Démarche et réalisations

Dans le cadre de son engagement en faveur de l'économie circulaire, Rexel cherche à réduire la quantité de déchets générés par ses activités et favorise leur valorisation. Le Groupe encourage l'ensemble de ses agences, centres logistiques et sièges de filiales, notamment au travers de sa Charte pour l'environnement, à :

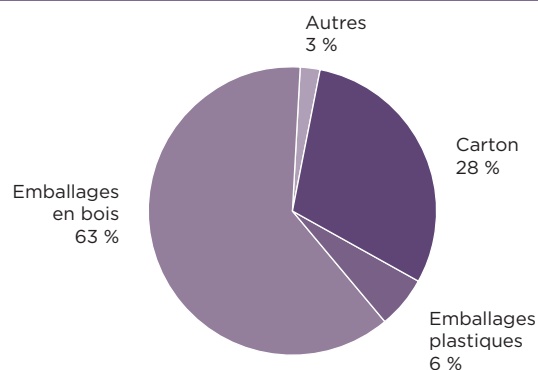
- mettre en place un système de tri sélectif des déchets de type papiers, cartons, plastiques et bois, en vue de leur recyclage ou de leur valorisation ;
- s'assurer que les déchets spécifiques (comme les piles et batteries, les équipements informatiques et électriques) soient acheminés pour être traités et recyclés dans le respect de l'environnement ; et
- contribuer, dans le cadre des réglementations locales, à la collecte et la valorisation de certains déchets spécifiques des clients, comme ceux provenant des équipements électriques et électroniques dits « DEEE ».

Emballages

Le Groupe s'est engagé dans une politique de réduction de ses emballages. La réduction des volumes, le recours aux emballages innovants et recyclables, l'utilisation de matériaux réutilisables, font partie des initiatives déployées de longue date. De nombreux pays ont mis en place un système de réutilisation des palettes, tourets en bois et cartons des fournisseurs pour la livraison des clients. Les emballages réutilisables sont aussi de plus en plus répandus. L'utilisation de bacs plastiques et de casiers métalliques réutilisables entre les centres logistiques et les agences permet de rationaliser les emballages et de limiter l'usage de films plastiques.

Pour déployer plus rapidement et efficacement ces actions, un groupe de travail dédié a été lancé en 2019. Réunissant des responsables opérationnels en logistique et des experts des sujets environnementaux, issus de plusieurs filiales du Groupe, son objectif est de définir une méthode de caractérisation financière et environnementale des flux d'emballages, permettant de lancer des actions ciblées de réduction. Les travaux du groupe de travail se poursuivront en 2020.

■ Consommation par type d'emballage (2019)

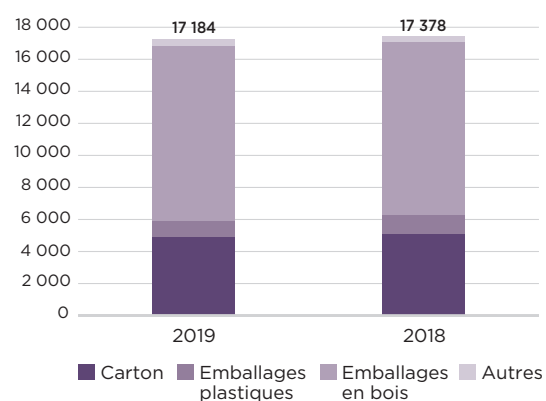


Performance

La quantité totale d'emballages (carton, plastique, bois et autres emballages) consommés par le groupe Rexel en 2019 est estimée à 17 184 tonnes, sur la base d'un périmètre représentant 99,8 % du chiffre d'affaires du groupe Rexel. Ce volume a diminué de 1,1 % par rapport à 2018, à périmètre constant.

L'évolution des modèles de distribution et logistiques tend à entraîner une augmentation de la consommation de matériaux d'emballages. Le groupe Rexel cherche à mieux connaître ces flux pour les maîtriser. Le groupe de travail en cours permettra de trouver des solutions innovantes pour une réduction durable de la consommation des matériaux d'emballage.

■ Évolution de la consommation de matériaux d'emballage (tonnes), à périmètre constant



Consommation de papier

Depuis plusieurs années, le Groupe a mis en place des plans d'action pour réduire la consommation de papier, notamment au travers de la sensibilisation des collaborateurs à une utilisation raisonnée et plus sobre de celui-ci et de la réduction du nombre d'impressions des catalogues et documents commerciaux imprimés.

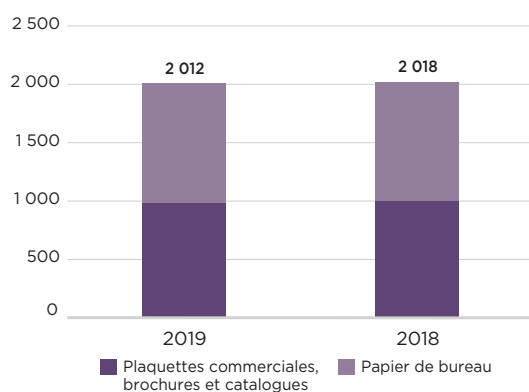
La numérisation des catalogues, des brochures ainsi que la dématérialisation des processus de commandes, livraison et facturation participent également à cette baisse de la consommation.

Performance

Pour l'impression de ses plaquettes commerciales, brochures et catalogues, le groupe Rexel a consommé environ 1 036 tonnes de papier en 2019. La consommation d'autres papiers (papier de bureau, facturation, etc.) s'est élevée à près de 976 tonnes. La consommation totale de papier a ainsi diminué de 0,3 % entre 2018 et 2019, à périmètre constant. Ces chiffres ont été calculés sur la base d'un périmètre représentant 99,8 % du chiffre d'affaires du groupe Rexel.

64 % de la quantité totale de papier utilisée étaient certifiés (issus de fibres recyclées ou de forêts gérées durablement).

■ Évolution de la consommation de papier (tonnes), à périmètre constant



Gestion de déchets

La responsabilité de Rexel est de limiter et recycler les déchets issus de son activité et d'aider ses clients à réduire et gérer leurs déchets.

Le tonnage de déchets générés par Rexel est estimé à 31 418 tonnes en 2019, tous matériaux confondus (hors DEEE et batteries), sur la base d'un périmètre représentant 99,8 % du chiffre d'affaires du groupe Rexel.

À périmètre constant, une hausse de 7,7 % des déchets générés est constatée par rapport à 2018.

Déchets courants

Les agences du Groupe sont incitées à mettre en place des systèmes de tri sélectif (notamment le

carton, le plastique et le bois) en vue d'un recyclage ou d'une valorisation. La quantité totale de déchets valorisés par Rexel, tous matériaux confondus (hors DEEE et batteries), était d'environ 20 973 tonnes en 2019 (19 999 tonnes en 2018), soit 66,7 % du total de déchets générés (68,7 % en 2018). À périmètre constant, on observe une augmentation de 4,9 % du total de déchets valorisés par rapport à 2018.

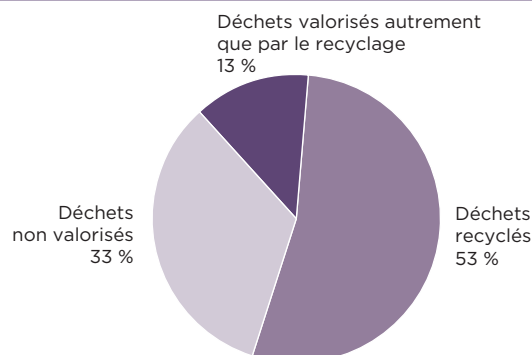
La baisse du taux de valorisation s'explique le plus souvent par une plus grande difficulté pour les sites du Groupe à trouver des filières appropriées de valorisation, dans un contexte international tendu sur ces questions.

Déchets spécifiques

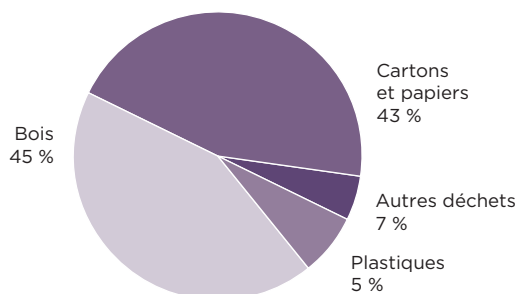
Le Groupe a mis en place un système de gestion et de reprise des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) dans ses filiales et ses agences européennes conformément à la Directive européenne sur les DEEE. Environ 1 386 tonnes de ces déchets ont été envoyées au recyclage, en baisse de 17 % par rapport à 2018. Hors Europe, certaines filiales sont allées au-delà des exigences légales applicables et proposent également ce service à leurs clients. Aujourd'hui, 18 pays ont mis en place ce type de démarche.

En France, le programme « chez Rexel c'est 100 % des équipements recyclés » s'appuie sur un partenariat avec l'éco-organisme Ecosystem déployé en 2016 et renouvelé en 2019. Trois solutions sont proposées : dépose dans une agence, mise à disposition de conteneurs directement chez les clients ou encore sur leurs chantiers. Tous les équipements usagés peuvent être recyclés : appareillage du bâtiment, appareillage industriel, infrastructure réseau, sécurité communication, génie climatique, production d'énergie, outillage mesure et fixation, éclairage, plomberie.

■ Déchets générés par destination (2019)



■ Déchets recyclés par type (2019)



4.4.5 Informations complémentaires sur l'environnement

L'évaluation des risques extrafinanciers du Groupe, complétée de l'analyse de matérialité de ses enjeux de développement durable, permet à Rexel de considérer que les informations suivantes sont peu significatives au regard de son activité et des attentes de ses parties prenantes :

- consommation d'eau ;
- pollution et nuisances ;
- rejets dans l'eau et dans le sol ;
- rejets dans l'air (hors gaz à effet de serre) ;
- nuisances sonores ;
- nuisances olfactives ; et
- biodiversité.

Le groupe Rexel a tout de même mis en place un système de suivi de certains de ces aspects environnementaux, afin de prévenir toute dérive et d'anticiper des contraintes futures. Des indicateurs quantitatifs concernant certaines de ces informations sont présentés dans le tableau de synthèse à la Section 4.6 « Synthèse des indicateurs » du présent document d'enregistrement universel.

4.4.6 Note méthodologique

4.4.6.1 Protocole de reporting

Le *reporting* environnemental a pour principaux objectifs d'alimenter annuellement le tableau de bord de la Direction du Développement Durable pour piloter le déploiement de la démarche, de faciliter le partage d'informations et la détection de bonnes pratiques au sein du groupe Rexel et de répondre aux exigences de *reporting* externe, notamment le dispositif dit de « Déclaration de la Performance Extra Financière » (DPEF) en application des articles L.225 102-1, R.225-105 et R.225-105-1 du Code de commerce, mais également aux sollicitations des parties prenantes (clients, investisseurs, agences de notation, etc.).

Le groupe Rexel s'attache donc à ce que son *reporting* environnemental remplisse les exigences suivantes : cohérence (s'assurer que les données sont comparables et établies selon des règles homogènes), exhaustivité et exactitude (les données reportées donnent une image fidèle de la réalité), matérialité (les données rendent compte des enjeux les plus significatifs), transparence et vérifiabilité (les sources des données, les méthodes de calcul et d'estimation sont disponibles et faciles d'accès).

Dans chaque entité, un contributeur est chargé de collecter l'ensemble des données qui sont ensuite contrôlées par un système en charge de sa validation.

Certaines informations mentionnées par les articles L.225 102-1, R.225-105 et R.225-105-1 du Code de commerce ne sont pas abordées dans le présent document d'enregistrement universel. En effet, l'analyse des risques extrafinanciers, tout comme l'analyse de matérialité, montrent que les thématiques suivantes ne sont pas pertinentes ou ne présentent pas de risques significatifs au regard des activités du groupe Rexel :

- gaspillage alimentaire ; et
- engagements sociétaux en faveur de la lutte contre la précarité alimentaire, du respect du bien-être animal et d'une alimentation responsable, équitable et durable.

Depuis 2008, un logiciel de *reporting* dédié prenant la forme d'une plateforme Internet sécurisée permet au groupe Rexel de fiabiliser la collecte des données. En 2019, la Direction du Développement Durable a poursuivi ses efforts pour fiabiliser les processus de collecte et assurer une bonne application des règles définies dans son protocole de *reporting* accessible en anglais et en français. Ce protocole de *reporting* environnemental définit :

- les objectifs du *reporting* environnemental ;
- le périmètre d'application du *reporting* ;
- les procédures relatives à la collecte et la remontée des informations ;
- les indicateurs retenus et leur définition, afin d'en assurer une compréhension correcte et homogène par l'ensemble des contributeurs ; et
- les formules utilisées pour le calcul de certains indicateurs, tels que les facteurs de conversion.

Vérification externe

L'ensemble des informations environnementales matérielles, qu'elles soient qualitatives ou quantitatives, a fait l'objet d'une vérification externe par l'un des Commissaires aux comptes mandatés, dans l'objectif d'accroître la confiance des parties prenantes sur ces informations et en conformité avec le dispositif « DPEF » et son décret d'application.

Périmètre de reporting

Le périmètre couvert par le processus de *reporting* environnemental a vocation à être identique à celui retenu pour l'établissement des comptes financiers consolidés, tel que défini par la Direction Financière du groupe Rexel.

Les entités acquises récemment (c'est-à-dire en cours d'exercice ou tard dans l'exercice précédent) ne sont pas intégrées dans le périmètre, en raison de la difficulté d'obtention de certaines informations lors de l'année d'acquisition. En 2019, aucune entité n'est concernée.

Par conséquent, en 2019, 100 % du périmètre environnemental correspond au *reporting* financier.

Calcul des périmètres de couverture des indicateurs

De manière exceptionnelle, et si leur fiabilité n'est pas jugée satisfaisante, certaines données de certaines entités peuvent être exclues du *reporting*. Cette année, une seule entité est exclue sur certains indicateurs en raison de la difficulté à disposer de données fiabilisées. Son chiffre d'affaires est inférieur à 1 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Ces exclusions sont prises en compte dans le calcul des périmètres de couverture. Les périmètres de couverture sont indiqués pour chaque indicateur dans le texte et dans le tableau de synthèse de la Section 4.6 « Synthèse des indicateurs » du présent document d'enregistrement universel. Ils correspondent au ratio du total des chiffres d'affaires des entités ayant reporté l'indicateur sur le chiffre d'affaires total du groupe Rexel hors entités acquises au cours de l'exercice.

Retraitement des données 2018

Certaines données 2018 nécessitent des corrections appliquées rétroactivement.

INDICATEUR	RETRAITEMENT
Consommation d'énergie	La donnée 2018 a été revue à la hausse à la suite des corrections appliquées <i>a posteriori</i> aux chiffres de l'entité américaine au niveau de l'électricité.
Consommation d'eau	La donnée 2018 a été revue à la hausse à la suite des modifications appliquées <i>a posteriori</i> aux chiffres des entités américaine, australienne et norvégienne.
Consommation de papier	La donnée 2018 a été revue à la hausse à la suite des modifications appliquées <i>a posteriori</i> aux chiffres d'une entité française.
Quantité totale d'emballages achetés	La donnée 2018 a été revue à la hausse à la suite des corrections apportées <i>a posteriori</i> aux chiffres des entités italienne, norvégienne, belge, autrichienne et d'une entité française.
Émissions indirectes de scope 2	La donnée 2018 a été revue à la hausse à la suite des modifications appliquées <i>a posteriori</i> aux chiffres relatifs à la consommation d'électricité de l'entité américaine.

Calcul du périmètre constant

Afin d'analyser les variations d'une année sur l'autre, les indicateurs environnementaux sont également présentés sur un périmètre constant. Les données sont retraitées de la manière suivante :

- les données de l'année N-1 n'incluent pas : les entités sorties du périmètre (à la suite d'une cession) ainsi que les entités dont les chiffres ont fait l'objet d'une exclusion partielle en année N ; et
- les données de l'année N n'incluent pas : les entités nouvellement intégrées au *reporting* (à la suite d'une acquisition ou un élargissement de périmètre) ainsi que les entités dont les chiffres ont fait l'objet d'une exclusion partielle en année N-1.

Ces retraitements ne corrigent pas les variations liées à la croissance ou à la réduction de l'activité au sein même des entités.

Comptabilité des émissions de gaz à effet de serre

Méthodologie et références

La méthodologie utilisée par le groupe Rexel pour la quantification de ses émissions de gaz à effet de

serre s'appuie sur le référentiel du *GHG Protocol* (Protocole des GES en français).

Le *scope 1* représente les émissions directes de GES, provenant de sources détenues ou contrôlées par Rexel. Ainsi, le Groupe a choisi d'y inclure les émissions liées aux véhicules en location longue durée sur lesquels il exerce un contrôle opérationnel.

Le *scope 2* retenu rend compte des émissions indirectes de GES associées à la production d'électricité et de chaleur achetées par le groupe Rexel.

Le *scope 3* rend compte des autres émissions indirectes de GES résultant des activités du groupe Rexel, mais qui proviennent de sources ne lui appartenant pas ou sur lesquelles il n'exerce qu'un contrôle opérationnel ou une influence réduite.

Facteurs d'émissions utilisés

En 2019, les facteurs d'émissions relatifs au *scope 1* proviennent du *GHG Protocol* (« *Emission Factors from Cross-Sector Tools 2014* ») à l'exception des

catégories « autres » comme les facteurs d'émissions associés aux consommations d'énergies primaires hors gaz naturel, fioul domestique, propane et butane, qui sont renseignés par les contributeurs locaux.

Les facteurs d'émissions liés à la consommation d'électricité du réseau, utilisés dans le logiciel de reporting, sont les facteurs publiés par l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie). En 2019, les valeurs appliquées sont celles de 2019, alors qu'en 2018 les facteurs utilisés étaient ceux de 2016.

Dans le cas de contrats d'approvisionnement spécifiques (notamment incluant une proportion d'électricité d'origine renouvelable), les facteurs d'émissions appliqués sont ceux indiqués par les fournisseurs.

Calcul des émissions liées aux transports

Afin d'obtenir les données les plus fiables possibles sur la base des données d'activités disponibles, les émissions dues aux transports sont calculées :

- à partir des consommations de carburant en appliquant pour chaque type de combustible (diesel, essence ou GPL) un facteur d'émissions ; et
- à défaut, à partir des distances parcourues en appliquant un facteur d'émissions moyen

au kilomètre, en distinguant trois catégories de véhicules : voitures, véhicules utilitaires légers type camionnette (poids inférieur ou égal à 3,5 tonnes) et véhicules lourds (poids supérieur à 3,5 tonnes).

Chiffre d'affaires issu des ventes de solutions d'efficacité énergétique et énergies renouvelables

En 2011, la définition des catégories de ventes liées à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables a été précisée. Le segment des solutions d'efficacité énergétique regroupe les produits et services qui permettent une réduction mesurable, directe ou indirecte, de la consommation d'énergie. Cela inclut l'éclairage éco-performant (sources et accessoires), les systèmes de contrôle (comme les détecteurs et capteurs), les systèmes de mesure (compteurs intelligents, etc.), et les systèmes de motorisation éco-performants.

Le segment des énergies renouvelables comprend les offres photovoltaïques (tous produits, accessoires et services liés aux systèmes photovoltaïques connectés ou non au réseau) et les ventes de produits et services au marché de l'éolien (composants et accessoires fournis aux différents acteurs de la filière).

Les chiffres d'affaires 2018 et 2019 sont présentés à taux de change et structure comparables.

4

4.5 Promouvoir des pratiques responsables dans la chaîne de valeur

Enjeux

Traçabilité de la chaîne fournisseurs

Rexel entretient un dialogue régulier avec ses fournisseurs afin de partager avec eux ses ambitions en matière de développement durable. Leur engagement est en effet indispensable pour maîtriser les risques sociaux et environnementaux sur la chaîne de valeur et pour proposer aux installateurs et utilisateurs des solutions de maîtrise de l'énergie responsables.

Solutions écoresponsables

La performance énergétique est au cœur du modèle économique de Rexel. Prescripteur de solutions écoresponsables, le Groupe renouvelle et adapte constamment son offre afin de fournir à ses clients professionnels des produits et solutions plus respectueux de l'environnement et plus économes

en énergie. Rexel met à la disposition de ses clients les ressources et expertises nécessaires afin de les accompagner au mieux sur ces nouveaux marchés et de les aider à être plus compétitifs.

Progrès énergétique

Plus d'un milliard de personnes n'a pas accès à l'électricité dans le monde et le nombre de personnes en situation de précarité énergétique ne cesse de croître. Le Groupe met son savoir-faire, son expertise et son réseau au service de l'innovation sociale et de la lutte contre la précarité énergétique en soutenant des projets et initiatives solidaires via la Fondation Rexel pour le progrès énergétique.

Engagement

80 % du volume d'achats directs évalué sur des critères RSE d'ici 2020.

4.5.1 Développer des relations de confiance, des fournisseurs aux clients

Maillon essentiel de la chaîne de valeur de l'énergie, Rexel a l'ambition d'être un partenaire de confiance à la fois pour ses fournisseurs, pour ses clients et pour les utilisateurs finaux. La création de valeur partagée passe par des relations saines et équilibrées entre l'ensemble des parties prenantes, mais aussi par une évaluation régulière et contrôlée de la performance sociale, sociétale et environnementale, à chaque étape.

Les fournisseurs et sous-traitants contribuent à la croissance du groupe Rexel grâce à leur capacité d'innovation, à leur exigence en matière de qualité des produits et à leur capacité à développer de nouveaux marchés. Rexel participe à leur performance en les accompagnant dans leur développement et en soutenant leur activité grâce à sa présence omnicanale, à l'expertise reconnue de ses équipes commerciales et à sa capacité d'innovation en matière de vente et de logistique.

La responsabilité de Rexel, en tant que distributeur, est d'orienter les clients vers les meilleurs produits, les solutions les plus adaptées et de les accompagner dans une industrie en transformation permanente. Pour aller au-delà de leurs attentes et les soutenir dans une démarche responsable, la préoccupation première du Groupe est de leur assurer des services d'excellence, fondement de la légitimité et de la confiance dont il jouit auprès d'eux.

Au cœur de la chaîne de valeur, Rexel a un rôle clé pour faire le lien entre les fournisseurs et les clients. La responsabilité de Rexel est d'informer les fournisseurs sur les besoins, usages et contraintes des clients et consommateurs finaux. Le rôle de Rexel est également d'informer les clients et consommateurs finaux sur les spécificités des produits et préparer les marchés aux innovations futures. Rexel peut ainsi assurer à ses clients que les produits qu'il sélectionne sont fabriqués dans de bonnes conditions et répondent aux normes environnementales et sociales. Cela contribue à développer et pérenniser un climat de confiance au sein de la chaîne de valeur de l'énergie.

Démarche

Clauses développement durable dans les contrats

Le Groupe exige de ses fournisseurs, lors de la signature des contrats, qu'ils se conforment à ses exigences en matière de rejet du travail forcé et du travail des enfants, salaires et avantages, santé et sécurité, non-discrimination, respect et dignité, liberté de parole et d'association. En ligne avec le

Guide d'éthique de Rexel, les fournisseurs s'engagent à respecter ces principes et, notamment, les règles de l'Organisation Internationale du Travail.

Plateforme d'évaluation RSE des fournisseurs

Rexel a déployé depuis 2015 une démarche d'analyse de la performance RSE de ses fournisseurs pour anticiper et maîtriser les risques propres à leurs activités. Le dispositif repose sur des procédures de contrôle et de suivi sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Depuis 2017, ce dispositif est un élément clé de la réponse de Rexel à la loi sur le devoir de vigilance, comme précisé à la Section 4.7.2.2 « Procédures d'évaluation régulière de la situation des filiales, des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie, au regard de la cartographie des risques » du présent document d'enregistrement universel.

L'approche du Groupe repose sur l'utilisation d'une plateforme partagée qui permet de collecter les données sociales, éthiques et environnementales de ses principaux fournisseurs. Le dispositif permet de prévenir les risques liés au respect des droits humains et des libertés fondamentales, aux conditions de travail et à l'environnement. La démarche se concentre essentiellement sur les fournisseurs dits « stratégiques », c'est-à-dire les fournisseurs dont la valeur ajoutée est significative pour le Groupe en matière de chiffre d'affaires, de déploiement géographique ou d'innovations. Le Groupe s'est fixé un objectif de couverture de 80 % de son volume d'achats directs en valeur, d'ici 2020.

Au-delà de l'évaluation, les fournisseurs doivent apporter les preuves que des procédures pérennes sont mises en œuvre et que les résultats sont suivis pour l'ensemble des critères évalués.

Le dispositif d'évaluation suit une méthodologie et un calendrier structurés et précis. Pour chaque fournisseur, un binôme est mis en place. Ce binôme comprend un membre de l'équipe développement durable, chargé d'animer la démarche et l'acheteur responsable du fournisseur à l'échelle locale. Celui-ci a un rôle clé : en contact permanent avec les fournisseurs, il explique la démarche, encourage la participation et communique les résultats. L'enjeu est de faire remonter les informations locales et de promouvoir l'application de ces principes éthiques et de développement durable auprès des fournisseurs dans une optique de création de valeur partagée.

Chaque fournisseur reçoit un retour individualisé à la suite de l'évaluation. Le cas échéant, des actions correctives ou d'amélioration peuvent être mises en place. Ce dispositif d'évaluation exigeant permet

d'améliorer la transparence et la traçabilité de la chaîne de valeur de Rexel et de limiter ses risques. La récupération des données permet de comparer les performances par le biais d'indicateurs communs et de partager les résultats avec l'ensemble des parties prenantes. L'objectif poursuivi est d'initier une dynamique collective d'amélioration continue et de promouvoir un modèle de relation basé sur la confiance et l'intégrité.

Audits sur site

En complément de cette plateforme, Rexel réalise pour certains fournisseurs situés, notamment dans les pays à risque, des audits sur sites.

Réalisations

Audits sur site

Dans le cadre du plan de vigilance, Rexel intègre aux audits de site de ses fournisseurs et sous-traitants des contrôles supplémentaires relatifs à la performance sociale, environnementale et en matière de Droits de l'Homme. 17 audits sur site ont été réalisés en 2019, chez des fournisseurs localisés en Asie principalement, mais également en Europe.

À la suite de ces audits, des plans de progrès sont mis en place. Si le niveau de conformité n'est pas satisfaisant et si les mesures correctives demandées ne sont pas mises en œuvre, il est mis fin à la collaboration avec le fournisseur.

Minerais de conflit

Rexel est engagée dans une démarche d'approvisionnement responsable et souhaite éviter d'alimenter les conflits armés à travers ses pratiques d'achat ou celles de ses fournisseurs. Le Groupe exige de ses fournisseurs qu'ils s'assurent de la conformité de leurs chaînes logistiques et, notamment, de l'absence de minerais de conflit dans leurs approvisionnements.

En 2019, Rexel a formalisé cet engagement dans sa Déclaration relative aux minerais de conflit, disponible sur son site internet www.rexel.com.

Performance

Depuis le début de la démarche, plus de 330 fournisseurs, représentant 67 % des achats directs du Groupe, ont reçu un questionnaire d'évaluation de leur performance en matière de développement durable.

Au 31 décembre 2019, 167 fournisseurs uniques, représentant 52,4 % des achats directs (en valeur) du groupe Rexel, ont répondu au questionnaire.

4.5.2 Créer de la valeur pour les clients

Rexel occupe une position privilégiée pour faire connaître, comprendre et adopter les solutions électriques et énergétiques écoresponsables auprès de ses clients professionnels : grands installateurs et artisans, entreprises d'installation, industriels et entreprises du secteur tertiaire. Le Groupe a sélectionné une offre de solutions qui répond aux tendances structurelles de son marché : le besoin de maîtrise énergétique pour mieux et moins consommer et le nécessaire développement des énergies renouvelables.

Démarche

Le confort, la sécurité, l'ergonomie et l'efficacité énergétique des équipements électriques font aujourd'hui partie des exigences des clients (industriels, installateurs et utilisateurs finaux). En accompagnant l'évolution des usages et des modes de consommation, Rexel permet aux installateurs de se développer sur de nouveaux marchés tels que la mobilité électrique, les certificats d'économie d'énergie ou le marché des objets connectés.

Réalisations

Efficacité énergétique de l'habitat

Dans le domaine de la maison connectée, la solution *Energeasy Connect* développée par Rexel permet de piloter, via une application dédiée et des scénarios programmables, les différentes fonctionnalités de l'habitat liées au confort, à la sécurité et au contrôle de la consommation d'électricité. Avec plus de 7 000 installations en France réalisées par 20 000 installateurs et près de 160 000 équipements connectés à ce jour, Rexel renforce sa proposition de valeur sur ce marché.

Dans le secteur de la rénovation énergétique, le programme Primexel, développé par le Groupe en partenariat avec Économies d'Énergie, positionne Rexel comme un acteur engagé en faveur de la transition énergétique. L'outil permet aux clients professionnels éligibles aux Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) de simuler leur gain et le montant de leurs primes s'ils réalisent des travaux de réduction de la consommation énergétique des bâtiments.

Mobilité électrique

Rexel se positionne sur ce secteur à fort potentiel avec une offre de bornes de recharge de véhicules électriques. Le Groupe propose des solutions packagées en fonction du nombre de véhicules à

recharger, du niveau d'accessibilité nécessaire et du type d'alimentation classique ou photovoltaïque. Ces solutions globales comprennent l'étude des besoins, le montage du dossier de subventions, le financement locatif si nécessaire ainsi que l'installation proprement dite par la mise en relation avec un installateur certifié : configuration du tableau électrique et raccordement, protection associée, mise en service et prise en main, tableau de bord.

Solutions d'énergie renouvelable

Partout dans le monde, les solutions solaires photovoltaïques ont fait la preuve de leur efficacité pour réduire les émissions de gaz à effet de serre des bâtiments résidentiels ou tertiaires, à des coûts toujours plus compétitifs. Rexel fournit une gamme complète de solutions : panneaux solaires, structures de fixation, onduleurs, câbles spéciaux, équipements de sécurité.

Dans le secteur de l'éolien, le Groupe propose à la fois l'approvisionnement, la gestion des stocks et la mise à disposition de produits pour les lignes d'assemblage, avec, dans certaines filiales une offre de *kitting* (préparation par lots). Sa gamme couvre les composants électriques, les câbles et tous les autres éléments nécessaires à la fabrication des turbines ou au fonctionnement des fermes éoliennes.

En 2019, Rexel a réalisé un chiffre d'affaires de 1,31 milliard d'euros sur les ventes de solutions d'efficacité énergétique, 240 millions d'euros sur les ventes de solutions photovoltaïques, et 60,7 millions d'euros sur les ventes liées au marché de l'éolien.

Formation des installateurs

Nouvelles réglementations environnementales, offres de financement adossées à des produits d'efficacité énergétique, produits à forte composante technologique ou technique, le métier et les compétences des installateurs et électriciens évoluent.

Pour favoriser la montée en compétence de ses clients, le Groupe met l'accent sur le conseil, l'assistance financière et technique et la formation. Les clients sont ainsi accompagnés pour mieux vendre, concevoir et installer ces nouvelles solutions en toute sécurité sur les chantiers.

Les formations adaptées aux besoins des installateurs sont dispensées le plus souvent dans les agences par des collaborateurs experts, des intervenants extérieurs ou des fabricants. Elles sont complétées par des outils (sites web, tutoriels d'installation, *hotline*

téléphonique, documentations) qui permettent aux clients de se former en continu et de maintenir leur expertise. Le Groupe met à la disposition des prescripteurs et utilisateurs le réseau communautaire « *The Grid* », proposant de la documentation, un blog et un espace de discussion pour les encourager à échanger et à suivre l'évolution des tendances du marché des produits connectés.

Conformité et sécurité des produits pour le client et l'utilisateur final

En tant que distributeur non-fabricant, la responsabilité de Rexel est de s'assurer que les produits sélectionnés sont conformes aux normes de santé et de sécurité en vigueur.

L'engagement de Rexel s'articule autour de deux axes :

- le respect des réglementations environnementales : un responsable est identifié au sein de chaque filiale concernée et veille au respect de la réglementation européenne liée à la directive RoHS pour les substances chimiques à usage restreint et au règlement REACH pour la déclaration des substances chimiques. Des questionnaires d'évaluation sont adressés aux fournisseurs à la demande des clients. Le Groupe veille également au respect du règlement sur les minerais provenant de zones de conflit ; et
- la communication sur la sécurité des produits et solutions : les installateurs sont formés et sensibilisés aux règles de sécurité liées à la manipulation des produits et aux équipements sur les chantiers.

Proximité et satisfaction client

La qualité et la disponibilité des produits sont deux vecteurs essentiels de la satisfaction client. La connaissance du parcours client, l'expertise technique et financière des équipes de vente, l'innovation produit et l'excellence logistique font partie des leviers et avantages compétitifs qui contribuent à la fidélisation et à la satisfaction des clients.

Rexel a bâti une organisation centrée sur le client en s'appuyant sur un modèle omnicanal. L'éventail des points de contact ne cesse de s'élargir : agence, centre d'appels, technico-commercial itinérant, centre d'expertise technique, commande par EDI (*Electronic Data Interchange*), *webshop*, configurateur web ou encore application mobile.

Cette organisation s'appuie, au quotidien, sur des relations de confiance, gage d'une création de valeur partagée et pérenne. Dans ce cadre, Rexel s'engage à donner à ses clients une information complète et de qualité sur les produits et services proposés.

Le Groupe propose par exemple une application à reconnaissance visuelle des produits pour passer commande sans délai. En quelques secondes, à partir d'une photo prise sur le chantier, un installateur peut accéder à toutes les spécifications d'un produit, vérifier son prix et sa disponibilité.

La capillarité de son réseau de distribution est aussi un véritable avantage concurrentiel. Les 1 922 agences du Groupe s'adaptent en permanence à l'évolution des besoins et des modes de vie. L'installation d'agences mobiles sur les chantiers de construction ou l'approvisionnement dans des comptoirs ouverts jour et nuit comme en Finlande en témoignent.

Ce modèle permet de garder un contact continu avec les électriciens. Celui-ci peut passer à l'agence le matin avant d'aller sur le chantier et se rendre le soir sur le *webshop* pour passer commande et être livré le lendemain, soit en agence en *click&collect*, soit directement sur son chantier.

Parce que la fiabilité de l'approvisionnement est aussi un facteur clé en matière de satisfaction client, Rexel fait de l'optimisation des flux logistiques une priorité. 49 centres logistiques s'engagent à livrer près de 50 000 références à J+1 à l'ensemble des clients dans le monde. Des outils sur-mesure comme le *kitting* (préassemblage de commandes) assurent aux clients un approvisionnement en continu et améliorent leur productivité. Au-delà de son métier de distributeur, le Groupe se positionne comme un facilitateur pour ses clients.

Les filiales de Rexel sont constamment à l'écoute des clients. Elles sollicitent leurs retours et évaluent leur satisfaction *via* des questionnaires et enquêtes. En 2019, 18 pays mesurent régulièrement le taux de satisfaction de leurs clients, *via* un indicateur commun, le *Net Promoter Score*. Des enquêtes sont également organisées ponctuellement dans les autres pays du Groupe.

Performance RSE de Rexel vis-à-vis de ses clients

Rexel a l'ambition d'être un partenaire de confiance au sein de la chaîne de valeur de l'énergie. Le Groupe répond de manière systématique aux demandes d'évaluation RSE de ses clients. Avec un score EcoVadis de 71/100, Rexel a conservé son niveau Gold et se classe dans le top 5 % des entreprises évaluées par EcoVadis dans le monde, tous secteurs d'activités confondus et dans le top 1 % de son secteur d'activité.

4.5.3 Lutter pour le progrès énergétique

Depuis 2013, Rexel s'engage à travers sa Fondation pour le progrès énergétique à travailler

aux côtés d'associations, d'organisations non-gouvernementales et de partenaires pour soutenir des projets solidaires et améliorer l'accès des plus défavorisés à l'efficacité énergétique et ainsi apporter des solutions qui répondent aux défis sociétaux d'aujourd'hui :

- sur le plan économique, l'efficacité énergétique permet une réduction de la dépendance énergétique vis-à-vis des énergies fossiles ;
- sur le plan environnemental, elle répond à la nécessité de faire baisser les émissions de gaz à effet de serre ; et
- sur le plan social, elle facilite l'accès de tous à l'énergie et permet de lutter contre la précarité énergétique.

Démarche

Depuis sa création, la mission de la Fondation Rexel s'articule autour de trois axes :

- le soutien à des projets solidaires d'intérêt général portés par des ONG, associations et partenaires pour améliorer l'accès des populations défavorisées à l'efficacité énergétique ;
- la promotion et l'accompagnement de solutions et de modèles innovants à travers une plateforme d'innovation et de soutien à l'entrepreneuriat social. Cette plateforme est centrée sur l'efficacité énergétique ; et
- le développement des savoirs et la sensibilité au sujet de l'efficacité énergétique en constituant un socle de connaissances partagées *via* des études, des conférences, des ateliers et des programmes de recherche appliquée.

Plus récemment, en 2018, la Fondation Rexel a ajouté un quatrième axe en décidant d'agir en Fondation « opératrice » pour lutter contre la précarité énergétique à Roubaix.

Réalisations

Inclusion des personnes en précarité énergétique à Roubaix

En 2018, la Fondation a décidé d'agir directement sur la précarité énergétique à travers une approche collaborative inédite qui met en avant la parole des personnes précaires. Depuis maintenant 16 mois, associations locales, collectivités locales, partenaires et collaborateurs se réunissent régulièrement à Roubaix, autour d'habitants de la ville en situation de précarité énergétique. Des ateliers collaboratifs associant habitants, acteurs locaux et experts permettent de réfléchir ensemble à ces parcours de vie afin de trouver

collectivement des solutions pour sortir de la précarité énergétique.

Cette initiative a été présentée à l'ensemble des experts de la précarité énergétique le 28 novembre 2019 lors du 5^{ème} Innovation Day de la Fondation Rexel, réunissant plus de 100 personnes. Cette démarche a été résumée dans un livret et la méthodologie a été documentée. Ces documents sont disponibles sur le site de la Fondation Rexel en *open source* pour renforcer l'impact social du projet et le transposer sur d'autres territoires.

Projet d'entrepreneuriat social en Inde

La Fondation Rexel a décidé de continuer en 2019 son support à l'association LP4Y via le projet « *Green Village* » en Inde qui accompagne l'intégration professionnelle et sociale des jeunes en difficulté. L'initiative vise à développer l'esprit entrepreneurial de jeunes vivant dans des zones défavorisées, rurales et éloignées de l'emploi. 20 jeunes de 17 à 24 ans ont intégré ce projet à Raipur pour suivre un programme autour de la création, de la construction et du management d'une microcentrale photovoltaïque. Ils bénéficient de formations en matière de communication ou de travail d'équipe avant d'être connectés au monde du travail grâce à un réseau de partenaires et d'acteurs locaux.

En Inde toujours, la Fondation Rexel a décidé de soutenir l'association « Un enfant par la main » pour contribuer à la réouverture de 4 centres sociaux pour enfants détruits lors des inondations de 2018 au Tamil Nadu. Ce soutien sera notamment affecté

à l'électrification de ces écoles à l'aide de panneaux solaires.

Implication des collaborateurs et des partenaires

La Fondation encourage également les collaborateurs du Groupe à s'impliquer dans la Fondation à travers les initiatives suivantes :

- être un ambassadeur dans son pays pour soutenir les équipes de la Fondation ; et
- être parrain d'un projet en soumettant un projet solidaire en ligne avec le positionnement de la Fondation.

Par exemple, en collaboration avec la Fondation Rexel, les équipes de Rexel France ont décidé de soutenir le projet « Café joyeux » pour l'ouverture d'un nouveau café employant des personnes en situation de handicap à Versailles.

De nombreuses entités du groupe Rexel ont aussi apporté leur soutien à des initiatives collectives et solidaires en mettant gracieusement à disposition des produits, des équipements ou du mécénat de compétence.

Le montant total des donations du groupe Rexel, incluant les fonds versés par la Fondation Rexel, s'est élevé en 2019 à 945 828 euros et en 2018 à 1 155 553 euros.

Performance

La fondation Rexel intervient dans 20 pays. Elle a soutenu plus de 70 projets en faveur de 165 000 bénéficiaires depuis la création en 2013.

4.6 Synthèse des indicateurs

ÉTHIQUE						
INDICATEUR	2019	PÉRIMÈTRE	PÉRIMÈTRE CONSTANT			
			2019	2018	VARIATION	PÉRIMÈTRE
Saisines des correspondants éthique						
Nombre de saisines des correspondants éthique	43	100,0 %	43	63		100,0 %
Formations						
Taux de pénétration des formations liés à l'éthique des affaires chez Rexel						
Formation droit de la concurrence	72	100,0 %				
Formation anticorruption	81	100,0 %				
Taux de pénétration des formations relatives à la protection des données personnelles dans les filiales européennes de Rexel	94	100,0 %	94	80		100,0 %

SOCIAL					
INDICATEUR	2019	PÉRIMÈTRE	PÉRIMÈTRE CONSTANT		
			2019	2018	VARIATION
Effectifs inscrits au 31 décembre					
Effectif total	26 537	100 %	26 537	26 807	-1 %
ATTIRER ET FIDÉLISER LES TALENTS					
Attirer les talents					
Nombre total d'embauches	4 588	100 %	4 588	4 852	-5 %
Nombre d'embauches en CDD	3 887	100 %	3 887	4 232	-8 %
Nombre d'embauches en CDI	701	100 %	701	620	13 %
Nombre d'embauches de managers en CDI	498	100 %	498	654	-24 %
Nombre d'embauches de non-managers en CDI	3 389	100 %	3 389	3 578	-5 %
Nombre d'embauches de femmes en CDI	889	100 %	889	955	-7 %
Nombre d'embauches d'hommes en CDI	2 998	100 %	2 998	3 277	-9 %
Fidéliser les talents et réduire l'absentéisme					
% mobilités sur l'effectif total	11,8	100 %	11,8	9,2	28 %
Taux d'absentéisme	4,7	100 %	4,7	5,2	-10 %
Évaluation de la performance					
% d'entretiens annuels réalisés	82,8	100 %	82,8	82,3	1 %
DYNAMIQUE DE L'EMPLOI					
Motifs des départs de salariés en CDI					
Nombre de départs	4 566	100 %	4 566	4 621	-1 %
Nombre de licenciements économiques	663	100 %	663	619	7 %
Nombre de licenciements pour autre raison	709	100 %	709	536	32 %
Nombre de départs à la retraite ou pré retraite	253	100 %	253	290	-13 %
Nombre de départs suite à une cessation/ cession d'activité	164	100 %	164	73	125 %
Nombre d'autres départs	320	100 %	320	373	-14 %
Nombre de démissions	2 457	100 %	2 457	2 730	-10 %
Taux d'intégration (3 mois)	90,1	100 %	90,1	92,3	-2 %
Taux de stabilité (12 mois)	71,6	100 %	71,6	74,1	-3 %
Rotation des effectifs					
Taux de rotation	16,4	100 %	16,4	16,9	-3 %
Rémunération					
% des salariés éligibles à une rémunération variable individuelle	58,2	100 %	58,2	58,3	0 %

SOCIAL					
INDICATEUR	2019	PÉRIMÈTRE	PÉRIMÈTRE CONSTANT		
			2019	2018	VARIATION
DÉVELOPPER L'ENGAGEMENT ET L'EMPLOYABILITÉ DES COLLABORATEURS					
Formation et développement					
Nombre de salariés formés (incluant la formation sécurité)	25 484	100 %	25 484	26 473	-4 %
Nombre de salariés formés (excluant la formation sécurité)	21 232	100 %	21 232	24 518	-13 %
% de salariés formés au cours de l'année/Effectif total (excluant la formation sécurité)	80	100 %	80	91,5	-13 %
Nombre total d'heures de formation (excluant formation sécurité)	316 506	100 %	316 506	399 514	-21 %
Parmi lesquelles, nombre d'heures de formation en ligne	133 869	100 %	133 869	189 930	-30 %
Parmi lesquelles, nombre d'heures de formation physique	186 636	100 %	186 636	209 585	-11 %
Nombre moyen d'heures de formation par salarié formé	15	100 %	15	16	-6 %
SOUTENIR LA DIVERSITÉ, L'INCLUSION ET L'ÉGALITÉ DES CHANCES					
Représentation des femmes					
Nombre de femmes	6 073	100 %	6 073	6 099	0 %
% de femmes parmi l'effectif total	22,9	100 %	22,9	22,8	1 %
Promotion par genre					
% d'hommes devenant manager	2	100 %	2	2,1	-8 %
% de femmes devenant manager	1,7	100 %	1,7	2,2	-26 %
Recrutement par genre					
% de femmes recrutées en CDI sur tous les recrutements	22,9	100 %	22,9	22,6	1 %
% d'hommes recrutés en CDI sur tous les recrutements	77,1	100 %	77,1	77,4	0 %
Augmentation par genre					
% de femmes en CDI ayant reçu une augmentation avec un an d'ancienneté	79,8	100 %	79,8	77,2	3 %
% d'hommes en CDI ayant reçu une augmentation avec un an d'ancienneté	75	100 %	75	71,5	5 %
Diversité générationnelle					
Age moyen des collaborateurs (CDI et CDD)	43	100 %	43	43,3	-1 %
% de salariés >30 ans sur l'effectif total	17,4	100 %	17,4	16,8	4 %
% de salariés >50 ans sur l'effectif total	31,3	100 %	31,3	31,3	0 %
% de salariés >60 ans sur l'effectif total	6,4	100 %	6,4	6,8	-6 %

ENVIRONNEMENT

INDICATEUR	UNITÉ	2019	PÉRIMÈTRE	PÉRIMÈTRE CONSTANT			
				2019	2018	VARIATION	PÉRIMÈTRE
CONSOMMATION DE RESSOURCES							
Consommation d'énergie sur site	MWh	291 922	100,0 %	291 695	298 218	-2,2 %	99,8 %
Dont consommation d'électricité	MWh	152 461	100,0 %	152 381	156 572	-2,7 %	99,8 %
Dont consommation de gaz naturel	MWh	123 164	100,0 %	123 164	125 016	-1,5 %	99,8 %
Dont consommation de fioul domestique	MWh	5 871	100,0 %	5 724	7 170	-20,2 %	99,8 %
Dont consommation de propane, butane et autres combustibles	MWh	861	100,0 %	861	564	52,6 %	99,8 %
Dont consommation de chaleur	MWh	9 565	100,0 %	9 565	8 895	7,5 %	99,8 %
Consommation d'énergie par la flotte interne	MWh	179 378	100,0 %	178 681	177 116	0,9 %	99,8 %
Dont consommation pour le transport de marchandises	MWh	80 101	100,0 %	79 579	76 996	3,4 %	99,8 %
Dont consommation pour les déplacements professionnels	MWh	99 277	100,0 %	99 102	100 120	-1,0 %	99,8 %
Consommation d'eau	m³	560 908	99,8 %	414 705	424 473	-2,3 %	97,0 %
Consommation de matériaux pour l'emballage	Tonnes	17 184	99,8 %	17 184	17 378	-1,1 %	99,8 %
Dont carton	Tonnes	4 796	99,8 %	4 796	5 130	-6,5 %	99,8 %
Dont emballages plastiques	Tonnes	1 043	99,8 %	1 042	1 036	0,6 %	99,8 %
Dont boîtes plastiques réutilisables	Tonnes	77	99,8 %	71	0	-	99,8 %
Dont emballages bois	Tonnes	10 846	99,8 %	10 844	10 809	0,3 %	99,8 %
Dont autres matériaux	Tonnes	431	99,8 %	431	403	7,0 %	99,8 %
Consommation de papier	Tonnes	2 012	99,8 %	2 012	2 018	-0,3 %	99,8 %
Dont publications commerciales	Tonnes	1 036	99,8 %	1 036	1 003	3,3 %	99,8 %
DÉCHETS							
Quantité totale de déchets générés	Tonnes	31 418	99,8 %	31 345	29 103	7,7 %	97,0 %
Dont quantité totale de déchets valorisés	Tonnes	20 973	99,8 %	20 973	19 999	4,9 %	97,0 %
Taux de valorisation	%	66,7 %	99,8 %	66,9 %	68,7 %	-1,8 pts	97,0 %
ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE							
Émissions directes de scope 1	t éq. CO ₂	71 429	100,0 %	71 216	71 543	-0,5 %	99,8 %
Émissions liées à la combustion d'énergies sur site	t éq. CO ₂	26 742	100,0 %	26 701	27 412	-2,6 %	99,8 %
Émissions liées au transport de marchandises par la flotte interne	t éq. CO ₂	19 870	100,0 %	19 739	19 081	3,5 %	99,8 %
Émissions liées aux déplacements professionnels en voitures de société	t éq. CO ₂	24 818	100,0 %	24 776	25 051	-1,1 %	99,8 %
Émissions indirectes de scope 2	t éq. CO ₂	32 815	100,0 %	32 781	35 183	-6,8 %	99,8 %
Émissions liées à la production de l'électricité achetée et consommée	t éq. CO ₂	31 897	100,0 %	31 864	34 301	-7,1 %	99,8 %
Émissions liées à la production de chaleur achetée et consommée	t éq. CO ₂	925	100,0 %	925	882	4,9 %	99,8 %
Émissions indirectes de scope 3 (estimation)	Mt éq. CO ₂	35,2	100,0 %	35,2	38,5	-9 %	100 %

ENVIRONNEMENT

INDICATEUR	UNITÉ	2019	PÉRIMÈTRE	PÉRIMÈTRE CONSTANT			
				2019	2018	VARIATION	PÉRIMÈTRE
SYSTÈMES DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT							
Sites couverts par des systèmes de gestion environnementale	%	24 %	100 %	24 %	24 %	0 pts	100 %
Sites couverts par des systèmes de gestion de l'énergie	%	15 %	100 %	15 %	17 %	-2 pts	100 %
CHAÎNE DE VALEUR							
INDICATEUR	UNITÉ	2019	PÉRIMÈTRE	PÉRIMÈTRE CONSTANT			
				2019	2018	VARIATION	PÉRIMÈTRE
ÉVALUATION DES FOURNISSEURS							
Achats directs évalués sur des critères de développement durable	%	52,4 %	100 %	-	-	-	-
SÉCURITÉ DES PRODUITS							
Filiales européennes ayant mis en place un système de gestion pour REACH et RoHS	%	100 %	100 %	-	-	-	-
VENTES DE SOLUTIONS D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE ET ÉNERGIES RENOUVELABLES							
Chiffre d'affaires issu des ventes de solutions d'efficacité énergétique	Millions d'euros	1 309,9	100 %	1 309,9	1 287,3	1,8 %	100 %
Chiffre d'affaires issu des ventes de solutions photovoltaïques	Millions d'euros	240,4	100 %	240,4	207,8	15,7 %	100 %
Chiffre d'affaires issu des ventes au marché de l'éolien	Millions d'euros	60,7	100 %	60,7	61,3	-1,0 %	100 %

4.7 Plan de vigilance

4.7.1 Présentation du plan de vigilance

La loi n° 2017-399 du 27 mars 2017, relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre, impose aux grandes entreprises de mettre en place des mesures de vigilance propres à identifier et à prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement, qui pourraient résulter des activités de leur groupe et de leur chaîne de valeur.

Les entreprises doivent ainsi mettre en œuvre un plan de vigilance comprenant cinq mesures :

1. une cartographie des risques destinée à leur identification, leur analyse et leur hiérarchisation

(Section 4.7.2.1 « Cartographie des risques destinée à leur identification, leur analyse et leur hiérarchisation » du présent document d'enregistrement universel) ;

2. des procédures d'évaluation régulière de la situation des filiales, des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie, au regard de la cartographie des risques (Section 4.7.2.2 « Procédures d'évaluation régulière de la situation des filiales, des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie, au regard de la cartographie des risques » du présent document d'enregistrement universel) ;

3. des actions adaptées d'atténuation des risques ou de prévention des atteintes graves (Section 4.7.2.3 « Actions adaptées d'atténuation des risques ou de prévention des atteintes graves » du présent document d'enregistrement universel) ;
4. un mécanisme d'alerte et de recueil des signalements relatifs à l'existence ou à la réalisation des risques, établi en concertation avec les organisations syndicales représentatives dans ladite société (Section 4.7.2.4 « Mécanisme d'alerte et de recueil des signalements relatifs à l'existence ou à la réalisation des risques, établi en concertation avec les organisations syndicales représentatives au sein du Groupe » du présent document d'enregistrement universel) ; et
5. un dispositif de suivi des mesures mises en œuvre et d'évaluation de leur efficacité (Section 4.7.2.5 « Dispositif de suivi des mesures mises en œuvre et d'évaluation de leur efficacité » du présent document d'enregistrement universel).

En 2017, afin de se conformer à la loi française et soucieux de préserver les valeurs du Groupe, Rexel a adopté le plan de vigilance décrit ci-après. Celui-ci repose notamment sur une démarche d'identification des risques majeurs tout au long de la chaîne de valeur en tenant compte de l'ensemble des activités amont et aval de Rexel et de ses parties prenantes : collaborateurs, fournisseurs, utilisateurs des produits et services, ainsi que le recensement des procédures d'évaluation et des mesures d'atténuation existantes, à l'échelle du Groupe et de ses filiales.

Parallèlement, Rexel a mis en place son mécanisme d'alerte et de recueil des signalements afin de se conformer aux différentes exigences réglementaires applicables. Ce plan de vigilance vient renforcer les actions mises en place depuis plusieurs années afin d'identifier et de prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement dans les filiales et l'ensemble de la chaîne de valeur.

Le plan de vigilance mobilise la Direction du Développement Durable, le Secrétariat Général, la Direction des Achats et des Relations Fournisseurs, la Direction des Ressources Humaines, la Direction Financière ainsi que des experts externes.

4.7.2 Mesures du plan de vigilance

4.7.2.1 Cartographie des risques destinée à leur identification, leur analyse et leur hiérarchisation

Rexel a mis en œuvre une démarche d'identification et d'évaluation de ses risques majeurs liés aux Droits de l'Homme et libertés fondamentales, à la santé-sécurité et à l'environnement. La méthodologie est rappelée ci-après. En 2018, cette analyse a été réalisée au niveau du Groupe, tout au long de sa chaîne de valeur et pour l'ensemble des familles de produits de Rexel.

La méthodologie utilisée pour réaliser cette cartographie permet d'évaluer les risques propres aux activités de Rexel et les risques présents au sein de la chaîne de valeur. Cette cartographie a été réalisée au moyen d'outils statistiques qui ont permis d'évaluer les risques par famille de produits et par pays, complétés par des recherches bibliographiques et des entretiens avec des experts internes et externes pour les natures de risques les plus spécifiques à Rexel ainsi que certaines procédures internes, notamment :

- cartographie des risques du Groupe ;
- analyse de matérialité des enjeux de développement durable ;
- cartographie des risques liée à la Déclaration de Performance extra-financière ;
- *reporting* des impacts environnementaux, sociaux et sociétaux ;
- dispositif d'alertes éthiques ; et
- toute disposition réglementaire demandant d'identifier, d'évaluer ou de cartographier des risques pouvant être considérés comme extrafinanciers (dont la Loi Sapin 2, la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte, le Règlement Général sur la Protection des Données européen, etc.).

Dans un second temps, un groupe d'experts internes a sélectionné les risques les plus pertinents par rapport à l'activité du groupe Rexel lors de groupes de travail organisés par la Direction du Développement Durable. Ces travaux incluent notamment les représentants du Comité d'Entreprise Européen.

Enfin, la sélection des risques dans le cadre du plan de vigilance a été faite conjointement avec l'analyse des risques réalisée dans le cadre de la loi sur la Déclaration de Performance extra-financière. Les risques liés au Devoir de Vigilance sont synthétisés dans le tableau Facteurs de risques extrafinanciers dans la

Section 4.1.3 « Principaux risques extrafinanciers » du présent document d'enregistrement universel.

4.7.2.2 Procédures d'évaluation régulière de la situation des filiales, des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie, au regard de la cartographie des risques

Filiales du groupe Rexel

Le groupe Rexel souhaite être exemplaire et a mis en place depuis plusieurs années des mesures afin d'identifier et de prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement dans ses filiales.

Le groupe Rexel et son réseau d'agences sont une structure décentralisée qui repose sur la responsabilisation de l'ensemble de la chaîne hiérarchique (voir la Section 2.3.3 « Pilotage et surveillance du dispositif de contrôle interne » du présent document d'enregistrement universel). Le Manuel des directives du contrôle interne revu en 2016 intègre des contrôles liés à l'éthique, la santé-sécurité des collaborateurs ainsi que le respect des lois liées à l'environnement, aux Droits de l'Homme et aux Libertés fondamentales. Le dispositif d'évaluation repose sur l'autoévaluation annuelle de ces contrôles par les filiales et la mise en place de plans d'actions afin d'améliorer leur maîtrise.

Pour animer la démarche éthique du groupe Rexel, un réseau de Correspondants éthique a été mis en place. Ils sont nommés par le directeur général du pays et exercent cette fonction en sus de leurs autres activités. Ils veillent à la diffusion du Guide d'éthique auprès de tous les salariés, prennent toutes initiatives pour la mise en œuvre des principes et des pratiques éthiques du groupe Rexel et répondent aux questions qui peuvent leur être adressées.

En complément de l'autoévaluation faite par les filiales, des actions d'atténuation des risques sont menées par l'audit interne et/ou l'audit externe ainsi que les directions fonctionnelles du siège qui assistent les entités dans la mise en œuvre de ces contrôles. Ce dispositif fait l'objet d'un pilotage et d'une surveillance par le Comité d'audit et des risques de Rexel.

Évaluation des fournisseurs et sous-traitants

Démarche

À la suite des résultats positifs d'un projet pilote mené en 2013 et 2014, le groupe Rexel a déployé

mondialement, en 2015 et 2016, une plateforme permettant d'évaluer la performance en matière de développement durable de ses fournisseurs et sous-traitants.

Une seconde campagne a été conduite en 2018 : sur le second semestre, le questionnaire a été envoyé à plus de 250 fournisseurs représentant près de 60 % des achats directs du groupe Rexel.

Le questionnaire d'évaluation couvre 120 critères répartis sur quatre piliers : environnement, social et Droits de l'Homme, éthique et achats responsables. Les fournisseurs et sous-traitants doivent apporter les preuves que des procédures pérennes sont mises en œuvre et que les résultats sont suivis sur l'ensemble des piliers. Les questionnaires sont évalués par un expert externe, qui attribue une note sur chacun des quatre thèmes.

Au-delà de la plateforme, le processus d'évaluation suit une méthodologie et un calendrier structurés qui sont les garants de son succès. Afin d'accompagner ses partenaires dans cette démarche, Rexel met en place, pour chaque fournisseur, un binôme intégrant une personne de la Direction du Développement Durable du Groupe, garante du respect de la méthode, et un acheteur responsable du fournisseur, chargé, d'une part, d'expliquer la démarche et d'impliquer le fournisseur et, d'autre part, de communiquer les progrès à l'ensemble des équipes achats.

Chaque demande d'évaluation est accompagnée d'informations expliquant la démarche, la méthodologie à suivre ainsi que les coordonnées des personnes en charge pour Rexel. Le Groupe effectue de nombreuses relances, appels téléphoniques et mobilise son management pour inciter ses principaux fournisseurs à participer.

À la fin de chaque campagne, les fournisseurs reçoivent un retour individualisé. Un compte-rendu détaillé de la performance RSE et des axes de progrès est mis à disposition de tous les fournisseurs ayant participé à la campagne. Tandis que ceux ayant décliné, malgré les efforts du Groupe, reçoivent un courrier individualisé rappelant les engagements de Rexel et alertant des conséquences d'un refus.

Engagement

Le Groupe s'est fixé pour objectif d'évaluer la performance RSE de 80 % de son volume d'achats directs (en valeur) d'ici 2020.

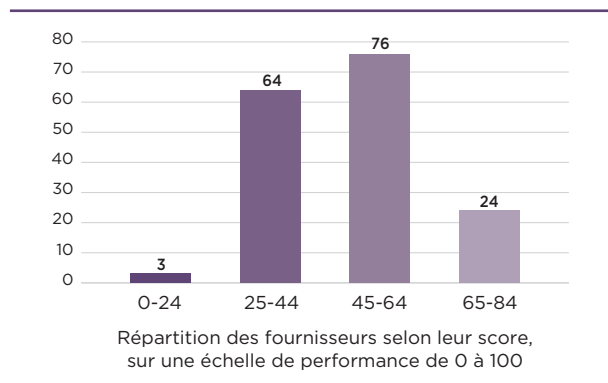
Résultats

Depuis le début de la démarche, plus de 330 fournisseurs, représentant 67 % des achats directs du Groupe, ont reçu un questionnaire

d'évaluation de leur performance en matière de développement durable.

Au 31 décembre 2019, 167 fournisseurs uniques, représentant 52,4 % des achats directs (en valeur) du groupe Rexel, ont répondu au questionnaire.

Les résultats sont présentés ci-après :



Audits fournisseurs

En complément de ces évaluations et sur la base de la cartographie des risques, en particulier le croisement des risques spécifiques aux produits avec les risques liés aux pays, Rexel réalise pour certains fournisseurs ciblés des audits sur site. En 2018, dans le cadre de la mise en place du plan de vigilance, le Groupe a entrepris deux actions :

- étendre le périmètre des audits sur site pour s'assurer de couvrir l'ensemble des thèmes du devoir de vigilance ; et
- augmenter le nombre d'audits sur site en se focalisant sur les pays les plus risqués.

Dans le cadre de son plan de vigilance, Rexel intègre aux audits de site de ses fournisseurs et sous-traitants des contrôles supplémentaires relatifs à la performance sociale, environnementale et en matière de Droits de l'Homme. 17 audits sur site ont été réalisés en 2019, chez des fournisseurs localisés en Asie principalement, et également en Europe.

À la suite de ces audits, des plans de progrès sont mis en place. Si le niveau de conformité n'est pas satisfaisant et si les mesures correctives demandées ne sont pas mises en œuvre, il est mis fin à la collaboration avec le fournisseur.

4.7.2.3 Actions adaptées d'atténuation des risques ou de prévention des atteintes graves

En complément des actions d'évaluation des fournisseurs et sous-traitants citées précédemment, Rexel demande à l'ensemble de ses fournisseurs et sous-traitants de se conformer aux principes

présentés dans son Guide d'éthique et sur un plan contractuel, de se conformer aux conditions générales d'achats dans lesquelles figurent en particulier des clauses sur l'obligation de respecter les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail et la législation locale, notamment en matière de salaire minimum, de temps de travail, d'environnement, de santé et de sécurité.

En interne, le respect des règles d'éthique implique une mobilisation continue des collaborateurs. La formation et la sensibilisation des équipes sont, à ce titre, incontournables. Ces sessions spécifiques portent sur les obligations en matière de concurrence, de lutte contre la corruption, de protection des données et de restrictions commerciales. Elles sont disponibles dans les langues parlées dans le Groupe. Des programmes spécifiques en présentiel sont également proposés aux collaborateurs les plus exposés à certains risques.

L'intégration des valeurs et principes éthiques du Groupe dans les comportements est un facteur clé pour le succès de la démarche. Cette exigence est portée notamment par un réseau de Correspondants *compliance* et un réseau de Correspondants éthique qui travaillent en collaboration étroite avec le management local. La mise en place d'une organisation collaborative et décentralisée permet de s'assurer de la compréhension des principes éthiques et du déploiement des plans d'actions dans les différents pays d'implantation du Groupe.

L'efficacité de cette organisation se traduit dans les résultats de la dernière enquête d'engagement interne Satisfaxion menée par le Groupe en 2018 : « 86 % des répondants sont parfaitement informés des engagements éthiques de Rexel à travers le Guide d'éthique », soit une hausse de 5 points au regard de la campagne précédente (2015).

Toutefois, aucun système de contrôle, quel que soit son degré de maturité et d'expérimentation, ne peut garantir l'absence de risque et il appartient au Groupe et à ses filiales de développer, avec les fournisseurs et les sous-traitants, les systèmes de collaboration et de contrôle les plus performants afin de minimiser les risques et de mettre en œuvre toute mesure corrective dans les cas où une non-conformité est identifiée.

4.7.2.4 Mécanisme d'alerte et de recueil des signalements relatifs à l'existence ou à la réalisation des risques, établi en concertation avec les organisations syndicales représentatives au sein du Groupe

Rexel dispose d'un dispositif d'alerte ouvert aux salariés, collaborateurs extérieurs et occasionnels, fournisseurs, clients et parties prenantes dans

tous les pays. Il permet le recueil d'alertes dans toutes les langues du Groupe. Le système d'alerte est disponible sur le site internet dédié (<http://ethique.rexel.com>). Il est centralisé et confidentiel. Chaque alerte est traitée par le Comité d'éthique – comité *ad hoc* composé du Secrétaire Général, du Directeur des Ressources Humaines Groupe et du *Compliance Officer*. Cette nouvelle ligne d'alerte tient compte des exigences des lois françaises relatives à la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique, d'une part, et au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre, d'autre part. Le dispositif répond aux exigences légales notamment quant aux garanties des droits des lanceurs d'alerte.

Les Correspondants éthique, qui sont des relais locaux, répondent également aux questions

concernant les pratiques éthiques du groupe Rexel qui peuvent leur être adressées. Toute personne, collaborateur ou non, peut les solliciter en toute confidentialité.

Le tableau ci-après présente les demandes reçues en 2019 par l'ensemble des Correspondants éthique selon leur type, leur auteur, le sujet et la zone géographique.

43 cas d'éthique ont ainsi été portés à la connaissance d'un Correspondant éthique du groupe Rexel au cours de l'année. L'ensemble des demandes a été traité, vérifié et suivi d'actions préventives et/ou correctives selon les cas.

Le reste des cas est encore en cours d'investigation ou de résolution.

		NOMBRE DE SAISINES DES CORRESPONDANTS ÉTHIQUES 2019 ⁽¹⁾	NOMBRE DE SAISINES DES CORRESPONDANTS ÉTHIQUES 2018
Type de demandes	Information	7	27
	Plainte	35	36
	Litiges	1	0
	Autres	0	0
Auteur des demandes	Clients	4	5
	Collaborateurs Rexel	28	49
	Fournisseurs	1	4
	Autorités locales	0	0
	Représentants du personnel, syndicats	0	0
	Anonymes	5	4
	Autres	5	1
Sujet de la demande	Relations avec les clients	2	6
	Relations avec les fournisseurs	0	0
	Relations entre collaborateurs	10	12
	Discrimination	5	7
	Conditions de travail	17	12
	Lutte contre la corruption	1	1
	Évasion fiscale	0	0
	Lutte contre la fraude et le vol	4	25
	Protection de l'environnement	4	0
Type d'actions mises en place	Préventive	17	16
	Corrective	22	18
Zone géographique	Europe	3	1
	Amérique du Nord	35	31
	Asie-Pacifique	5	31

(1) Il reste des cas en cours d'investigation ou de résolution.

4.7.2.5 Dispositif de suivi des mesures mises en œuvre et d'évaluation de leur efficacité

Rexel a mis en place un Comité de pilotage en charge de la mise en œuvre du devoir de vigilance. Le Comité coordonne et valide la cartographie des risques ainsi que le plan d'actions et sa mise en œuvre. Le Comité de pilotage évalue la pertinence des actions d'atténuation des risques et met en place les plans d'action, notamment :

- Lancement d'une nouvelle campagne d'évaluation de la performance RSE des fournisseurs en 2018, couvrant près de 60 % des achats directs (voir Section 4.7.2.2 « Procédures d'évaluation régulière de la situation des filiales, des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie, au regard de la cartographie des risques » du présent document d'enregistrement universel).
- Mise à jour en 2018 du mécanisme d'alerte (voir Section 4.7.2.4 « Mécanisme d'alerte et de recueil des signalements relatifs à l'existence ou à la réalisation des risques, établi en concertation avec les organisations syndicales représentatives au sein du Groupe » du présent document d'enregistrement universel).
- Revue des périmètres d'audit des fournisseurs et sous-traitants pour y intégrer des critères de développement durable (voir Section 4.7.2.2 « Procédures d'évaluation régulière de la situation des filiales, des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie, au regard de la cartographie des risques » du présent document d'enregistrement universel).
- Actualisation du Guide d'éthique
Le Guide d'éthique est régulièrement mis à jour. Ainsi, les engagements de lutte contre la corruption ont été revus en 2018 notamment dans le contexte français de la loi du 9 décembre 2016 relative à la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique. Ce support clé est enrichi de documents spécifiques tels que le Code de conduite anticorruption, le Guide droit de la concurrence et la Charte pour l'environnement, qui viennent éclairer les engagements plus spécifiques du Groupe.
- Poursuite du déploiement du programme anticorruption

Rexel continue de renforcer son programme de détection et de prévention de la corruption avec la publication de son Code de conduite anticorruption. Ce code répond aux exigences de la législation française. Il définit et illustre les différents types de comportements à proscrire. Annexé au règlement

intérieur, il invite les collaborateurs à communiquer sur l'engagement et les règles de prévention de la corruption auprès de l'ensemble des parties prenantes : clients, fournisseurs, et partenaires. Ce document est disponible sur le site internet dédié à l'éthique et à la conformité <http://ethique.rexel.com>.

- Nouvelles lignes directrices relatives aux cadeaux et voyages d'affaires

Le Groupe est un maillon clé de la chaîne de valeur entre les fournisseurs de matériel électrique, les clients et les utilisateurs finaux. La proximité des 16 000 commerciaux avec les fournisseurs et les clients est un avantage. Cette proximité commerciale doit aussi rester exemplaire pour maintenir des relations d'affaires durables dans un climat de confiance et de respect mutuel. Afin d'offrir un cadre de conduite clair et structuré à l'ensemble de ses collaborateurs, le Groupe a mis en place des règles spécifiques relatives aux voyages d'affaires et aux cadeaux et invitations offerts et reçus.

- Renforcement de la protection des données personnelles

Le Groupe a une charte interne relative à la protection des données personnelles, qui définit un corpus de règles à respecter dans le cadre des activités de Rexel. Cette charte reprend les grands principes de protection des données personnelles et se décline en plusieurs politiques et procédures afin d'accompagner les collaborateurs et les partenaires de Rexel dans le cadre de leurs activités.

Différentes sessions de formation et de sensibilisation sont proposées à l'ensemble des collaborateurs, en particulier des modules *e-learning* et des campagnes d'affichage spécifiques.

Des présentations plus ciblées sont prévues auprès des équipes traitant plus spécialement des données personnelles, comme les départements ressources humaines, e-commerce, systèmes d'information et services généraux.

Les fournisseurs et prestataires partenaires de Rexel peuvent eux-mêmes traiter des données personnelles pour le compte du Groupe. Rexel doit veiller à ce que ses partenaires et fournisseurs appliquent des niveaux de protection adéquats des données. Cela passe par la revue et la mise à jour d'engagements contractuels et des politiques de sécurité mises en place par ces prestataires.

D'une manière générale, sur l'ensemble du plan de vigilance, la démarche d'identification des risques sera revue régulièrement afin d'intégrer les changements potentiels dans la chaîne d'approvisionnement du

Groupe ainsi que des modifications d'évaluation des impacts ou de la probabilité d'occurrence.

Rexel veillera à ce que le plan de vigilance suive les évolutions affectant le Groupe, notamment en cas de

changement de stratégie, d'opérations importantes de croissance externe ou la conquête de nouveaux marchés comportant des risques nouveaux.

4.8 Rapport de l'organisme tiers indépendant

Rapport de l'un des commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur la déclaration consolidée de performance extra-financière figurant dans le rapport de gestion du Groupe

Exercice clos le 31 décembre 2019

À l'Assemblée générale de la société groupe Rexel

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société groupe Rexel (ci-après « l'entité ») désigné organisme tiers indépendant, accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1060 rév.2 (portée d'accréditation disponible sur le site www.cofrac.fr), nous vous présentons notre rapport sur la déclaration consolidée de performance extra-financière relative à l'exercice clos 31 décembre 2019 (ci-après la « Déclaration »), présentée dans le rapport de gestion du groupe en application des dispositions légales et réglementaires des articles L.225-102-1, R.225-105 et R.225-105-1 du Code de commerce.

Responsabilité de l'entité

Il appartient au Conseil d'administration d'établir une Déclaration conforme aux dispositions légales et réglementaires, incluant une présentation du modèle d'affaires, une description des principaux risques extra financiers, une présentation des politiques appliquées au regard de ces risques ainsi que les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance.

La Déclaration a été établie en appliquant les procédures de l'entité, (ci-après le « Référentiel ») dont les éléments significatifs sont disponibles sur demande au siège de la société.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L. 822-11-3 du Code de commerce et le Code de déontologie de la profession. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de

contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, de la doctrine professionnelle et des textes légaux et réglementaires applicables.

Responsabilité du commissaire aux comptes désigné OTI

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, de formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur :

- la conformité de la Déclaration aux dispositions prévues à l'article R.225-105 du Code de commerce ;
- la sincérité des informations fournies en application du 3° du I et du II de l'article R.225-105 du Code de commerce, à savoir les résultats des politiques, incluant des indicateurs clés de performance, et les actions, relatifs aux principaux risques, ci-après les « Informations ».

Il ne nous appartient pas en revanche de nous prononcer sur :

- le respect par l'entité des autres dispositions légales et réglementaires applicables, notamment, en matière de plan de vigilance et de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale ;
- la conformité des produits et services aux réglementations applicables.

Nature et étendue des travaux

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément aux dispositions des articles A.225 1 et suivants du Code de commerce déterminant

les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention ainsi qu'à la norme internationale ISAE 3000 – *Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information*.

Nous avons mené des travaux nous permettant d'apprécier la conformité de la Déclaration aux dispositions réglementaires et la sincérité des Informations :

- nous avons pris connaissance de l'activité de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation, de l'exposé des principaux risques sociaux et environnementaux liés à cette activité, et de ses effets quant au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale, ainsi que des politiques qui en découlent et de leurs résultats ;
- nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- nous avons vérifié que la Déclaration couvre chaque catégorie d'information prévue au III de l'article L.225 102 1 en matière sociale et environnementale ainsi que de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale ;
- nous avons vérifié que la Déclaration comprend une explication des raisons justifiant l'absence des informations requises par le 2ème alinéa du III de l'article L.225-102-1 ;
- nous avons vérifié que la Déclaration présente le modèle d'affaires et les principaux risques liés à l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services ainsi que les politiques, les actions et les résultats, incluant des indicateurs clés de performance ;
- nous avons vérifié, lorsqu'elles sont pertinentes au regard des principaux risques ou des politiques présentés, que la Déclaration présente les informations prévues au II de l'article R.225-105 ;
- nous avons apprécié le processus de sélection et de validation des principaux risques ;
- nous nous sommes enquis de l'existence de procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par l'entité ;

- nous avons apprécié la cohérence des résultats et des indicateurs clés de performance retenus au regard des principaux risques et politiques présentés ;
- nous avons vérifié que la Déclaration couvre le périmètre consolidé, à savoir l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation conformément à l'article L.233-16 avec les limites précisées dans la Déclaration ;
- nous avons apprécié le processus de collecte mis en place par l'entité visant à l'exhaustivité et à la sincérité des Informations ;
- nous avons mis en œuvre pour les indicateurs clés de performance et les autres résultats quantitatifs que nous avons considérés les plus importants et dont la liste est donnée en annexe :
 - des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions ;
 - des tests de détail sur la base de sondages, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives. Ces travaux ont été menés auprès d'une sélection d'entités contributrices, à savoir Rexel Portugal, Rexel Italia SPA, Rexel USA, Rexel Ireland, Rexel Espagne S.L. et Rexel Chine, et couvrent entre 31 et 35 % des données consolidées des indicateurs clés de performance et résultats sélectionnés pour ces tests ;
- nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (actions et résultats) que nous avons considérées les plus importantes et dont la liste est donnée en annexe ;
- nous avons apprécié la cohérence d'ensemble de la Déclaration par rapport à notre connaissance de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation.

Nous estimons que les travaux que nous avons menés en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

Moyens et ressources

Nos travaux ont mobilisé les compétences de 5 personnes et se sont déroulés entre début novembre 2019 et mi-février 2020 sur une durée totale d'intervention de 6 semaines.

Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos spécialistes en matière de développement durable et de responsabilité sociétale. Nous avons mené 5 entretiens avec les personnes responsables de la préparation de la Déclaration, représentant notamment les Directions développement durable, ressources humaines et conformité, santé et sécurité, environnement et achats.

Neuilly-sur-Seine, le 13 février 2020

L'un des Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Amélie Wattel

Associée

Développement Durable

Pascal Baranger

Directeur au sein du Département

Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que la déclaration consolidée de performance extra-financière est conforme aux dispositions réglementaires applicables et que les Informations, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Annexe : Liste des informations que nous avons considérées comme les plus importantes

Indicateurs clefs de performance et autres résultats quantitatifs :

• Périmètre social :

- Pourcentage de mobilité ;
- Part des collaborateurs évalués ;
- Pourcentage de femmes au Comité de Direction ;
- Taux de fréquence des accidents du travail ;
- Taux de gravité des accidents du travail ;
- Nombre de salariés formés et ratio de pourcentage hors sécurité ;
- Moyenne d'heures de formation par salarié ;
- Taux de rotation des effectifs ;
- Taux de mobilité ;
- Pourcentage de femmes recrutées ;
- Part des jeunes diplômés recrutés ;
- Pourcentage de personnes en situation de handicap dans la société ;
- Nombre d'entretiens annuels réalisés et pourcentage des salariés concernés ;
- Nombre annuel de saisines éthiques ;
- Taux d'intégration des nouveaux collaborateurs.

• Périmètre environnemental :

- Déploiement des systèmes de management environnementaux et énergétiques (ISO14001, ISO50001) ;
- Émissions de GES scopes 1, 2 et 3 ;
- Consommations énergétiques (dont électricité, gaz) et d'eau ;
- Volumes de déchets produits et mode de traitement ;
- Volumes d'emballages achetés.

• Périmètre sociétal :

- Taux de résolution des alertes éthiques ;
- Nombre annuel d'alertes éthiques concernant des fournisseurs et sous-traitants ;
- Taux de couverture de la formation RGPD ;
- Nombre annuel d'alertes éthiques concernant la conformité des produits ;
- Pourcentage de filiales concernées par une démarche REACH / RoHS.

• Informations qualitatives (actions et résultats) :

- La campagne d'autoévaluation déployée à l'ensemble des entités et filiales ;
- Les programmes de formation de Rexel Academy, Group Advanced Leadership, Branch Manager Bootcamp et la protection des données personnelles ;
- Le programme de lutte contre la dépendance ;
- Le dispositif en faveur des salariés aidants familiaux ;
- L'outil « satisfaction Pulse » ;
- La mise en place de l'accord « égalité homme-femme » ;
- Le réseau social interne pour le partage de l'information sur le développement durable ;
- L'étude menée pour définir les objectifs climat à 2030 ;
- Le programme « chez Rexel c'est 100 % » ;
- La démarche d'analyse de la performance RSE des fournisseurs ;
- Les questionnaires d'évaluation adressés aux fournisseurs à la demande des clients ;
- La formation et sensibilisation des installateurs aux règles de sécurité ;
- Le net promoter score.

[Cette page est intentionnellement laissée en blanc]



5

INFORMATIONS FINANCIÈRES ET COMPTABLES



5

INFORMATIONS FINANCIÈRES ET COMPTABLES

243

5.1	Rapport d'activité	248
5.1.1	Examen de la situation financière et du résultat du Groupe	248
5.1.2	Trésorerie et capitaux	257
5.1.3	Perspectives	261
5.1.4	Politique de distribution de dividendes	262
5.1.5	Changements significatifs de la situation financière ou commerciale	262
5.1.6	Informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs et clients de Rexel (clôture de l'exercice 2019)	263
5.2	États financiers consolidés	266
5.2.1	États financiers consolidés au 31 décembre 2019	266
5.2.2	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2019	332
5.3	Comptes annuels	340
5.3.1	Comptes annuels au 31 décembre 2019	340
5.3.2	Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2019	356

5.1

RAPPORT D'ACTIVITÉ

5.1

RAPPORT D'ACTIVITÉ	248
5.1.1 Examen de la situation financière et du résultat du Groupe	248
5.1.1.1 Situation financière du Groupe	248
5.1.1.2 Comparaison des résultats au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018	250
5.1.2 Trésorerie et capitaux	257
5.1.2.1 Flux de trésorerie	257
5.1.2.2 Sources de financement	260
5.1.3 Perspectives	261
5.1.3.1 Comparaison des prévisions de résultat de Rexel pour 2019 avec les réalisations	261
5.1.3.2 Objectifs du groupe Rexel pour 2020	262
5.1.4 Politique de distribution de dividendes	262
5.1.5 Changements significatifs de la situation financière ou commerciale	262
5.1.6 Informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs et clients de Rexel (clôture de l'exercice 2019)	263

En application de l'article 28 du Règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document de référence :

- l'examen des résultats et de la situation financière du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les états financiers consolidés (ainsi que le rapport des Commissaires aux comptes correspondant) et les états financiers annuels (ainsi que le rapport des Commissaires aux comptes correspondant) qui figurent respectivement aux pages 228 à 244, aux pages 246 à 315 et aux pages 317 à 338 du document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 avril 2019 sous le numéro D.19-0264 ; et
- l'examen des résultats et de la situation financière du groupe Rexel pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les états financiers consolidés (ainsi que le rapport des Commissaires aux comptes correspondant) et les états financiers annuels (ainsi que le rapport des Commissaires aux comptes correspondant) qui figurent respectivement aux pages 197 à 212, aux pages 213 à 274 et aux pages 275 à 298 du document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 avril 2018 sous le numéro D.18-0263.

Les parties non incluses de ces documents sont soit sans objet pour l'investisseur, soit couvertes par un autre endroit du document de référence.

5.1 Rapport d'activité

5.1.1 Examen de la situation financière et du résultat du Groupe

Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Les actions de la société Rexel sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

La norme IFRS 16 « Contrats de location » a été appliquée pour la première fois en 2019. Les informations au titre de l'année précédente ont été retraitées afin d'assurer la comparabilité des deux périodes (voir les paragraphes 1.1.4, 1.2.1, 2.1 et 2.2).

Le rapport d'activité est présenté en euros et toutes les valeurs sont arrondies au dixième de million le plus proche. Les totaux et sous-totaux présentés dans le rapport d'activité sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner, en raison des arrondis.

5.1.1.1 Situation financière du Groupe

5.1.1.1.1 Présentation générale du Groupe

Le Groupe est l'un des premiers réseaux mondiaux de distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles, en chiffre d'affaires et en nombre d'agences. Il organise son activité principalement autour des trois zones géographiques dans lesquelles il opère : l'Europe, l'Amérique du Nord et la zone Asie-Pacifique. Cette répartition par zone géographique a été déterminée sur la base de la structure du *reporting* financier du Groupe.

En 2019, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 13 742,3 millions d'euros, dont 7 331,5 millions d'euros en Europe (soit 53 % du chiffre d'affaires), 5 233,0 millions d'euros en Amérique du Nord (soit 38 % du chiffre d'affaires) et 1 177,9 millions d'euros dans la zone Asie-Pacifique (soit 9 % du chiffre d'affaires).

Les activités du Groupe en Europe (53 % du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées en France (qui représente 38 % du chiffre d'affaires du Groupe dans cette zone), au Royaume-Uni, en Allemagne, en Suède, en Suisse, en Belgique, en Autriche, aux Pays-Bas, en Norvège, en Finlande, en Espagne, en Irlande, en Italie, en Slovaquie, au Portugal, en Russie et au Luxembourg.

Les activités du Groupe en Amérique du Nord (38 % du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées aux États-Unis (79 % du chiffre d'affaires de cette zone) et au Canada (21 % du chiffre d'affaires de cette zone).

Les activités du Groupe dans la zone Asie-Pacifique (9 % du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées en Australie (42 % du chiffre d'affaires de cette zone), en Chine (41 % du chiffre d'affaires de cette zone), en Nouvelle-Zélande, en Inde et au Moyen-Orient.

Dans le présent rapport, le Groupe commente son chiffre d'affaires, sa marge brute, ses frais administratifs et commerciaux et son résultat opérationnel avant amortissement des actifs incorporels reconnus dans le cadre de l'affectation du prix des acquisitions et avant autres produits et autres charges (EBITA) séparément pour chacune de ces trois zones géographiques ainsi que pour le segment « Autres activités ».

5.1.1.1.2 Saisonnalité

Malgré un faible degré de saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie. En règle générale, les flux de trésorerie générés par le Groupe sont plus élevés au quatrième trimestre par rapport aux trois premiers trimestres.

5.1.1.1.3 Effets liés aux variations du prix du cuivre

Du fait de son activité de vente de câbles, le Groupe est indirectement exposé aux variations du prix du cuivre. En effet, les câbles constituent environ 15 % du chiffre d'affaires du Groupe et le cuivre représente environ 60 % de leur composition. Cette exposition est indirecte dans la mesure où les prix des câbles sont également dépendants des politiques commerciales des fournisseurs et de l'environnement concurrentiel sur les marchés du Groupe. Les variations du prix du cuivre ont un effet estimé dit « récurrent » et un effet estimé dit « non récurrent » sur la performance du Groupe, appréciés dans le cadre des procédures de *reporting* interne mensuel du groupe Rexel :

- L'effet récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet prix lié au changement de valeur du cuivre incluse dans le prix de vente des câbles d'une période à une autre. Cet effet concerne essentiellement le chiffre d'affaires.

- L'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet de la variation du coût du cuivre sur le prix de vente des câbles entre le moment où ceux-ci sont achetés et celui où ils sont vendus, jusqu'à complète reconstitution des stocks (effet direct sur la marge brute). En pratique, l'effet non récurrent sur la marge brute est déterminé par comparaison entre le prix d'achat historique et le tarif fournisseur en vigueur à la date de la vente des câbles par le groupe Rexel. De surcroît, l'effet non récurrent sur l'EBITA correspond à l'effet non récurrent sur la marge brute diminué, le cas échéant, de la part non récurrente de la variation des charges administratives et commerciales (essentiellement la part variable de la rémunération des forces de vente qui absorbe environ 10 % de la variation de la marge brute).

Ces deux effets sont évalués, dans la mesure du possible, sur l'ensemble des ventes de câbles de la période, une majorité du chiffre d'affaires étant ainsi couverte. Les procédures internes du groupe Rexel prévoient par ailleurs que les entités qui ne disposent pas des systèmes d'information leur permettant d'effectuer ces calculs sur une base exhaustive doivent estimer ces effets sur la base d'un échantillon représentant au moins 70 % des ventes de la période, les résultats étant ensuite extrapolés à l'ensemble des ventes de câbles de la période. Compte tenu du chiffre d'affaires couvert, le groupe Rexel considère que les effets ainsi mesurés constituent une estimation raisonnable.

5.1.1.1.4 Comparabilité des résultats opérationnels du Groupe et EBITA Ajusté

Le Groupe réalise des acquisitions et procède à des cessions, lesquelles peuvent modifier le périmètre de son activité d'une période à l'autre. De plus, les taux de change peuvent connaître des fluctuations importantes. Par ailleurs, le nombre de jours ouvrés au cours de chaque période a également une incidence sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Enfin, le Groupe est exposé aux variations du prix du cuivre. Pour ces raisons, les résultats opérationnels consolidés du Groupe tels que publiés sur plusieurs périodes pourraient ne pas permettre une comparaison pertinente. Par conséquent, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe faite ci-après, des informations financières retraitées des ajustements suivants sont également présentées.

Retraitement de l'effet des acquisitions et des cessions

Le Groupe retraite l'effet des acquisitions et cessions sur son périmètre de consolidation. Dans ses

comptes consolidés, le Groupe inclut généralement les résultats d'une entité acquise dès la date de son acquisition et exclut les résultats d'une entité cédée dès la date de sa cession. Afin de neutraliser l'effet des acquisitions et des cessions sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les résultats de l'exercice en cours aux résultats de la même période de l'année précédente, en prenant pour hypothèse que l'exercice précédent aurait porté sur le même périmètre de consolidation pour les mêmes périodes que l'exercice en cours.

Retraitement de l'effet de la fluctuation des taux de change

Les fluctuations de taux de change contre l'euro ont un impact sur la valeur en euros du chiffre d'affaires, des charges et des autres postes du bilan et du compte de résultat. Le Groupe n'est en revanche que faiblement exposé au risque lié à l'utilisation de plusieurs devises puisque ses transactions transnationales sont limitées. Afin de neutraliser l'effet de la conversion en euros sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les données publiées pour l'exercice en cours à celles de la même période de l'exercice précédent en utilisant pour ces données les mêmes taux de change que ceux de l'exercice en cours.

Retraitement de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre

Pour l'analyse de la performance financière en données comparables ajustées, l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre, tel qu'exposé au 1.1.1.3 ci-dessus, est éliminée dans les données présentées au titre de l'exercice en cours et dans celles présentées au titre de l'exercice précédent. Les données ainsi retraitées sont qualifiées d'« ajustées » dans le reste de ce document.

Retraitement de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés sur le chiffre d'affaires

La comparaison du chiffre d'affaires consolidé du Groupe d'un exercice sur l'autre est affectée par le nombre de jours ouvrés qui varie selon les périodes. Dans l'analyse de son chiffre d'affaires consolidé, le Groupe indique généralement le chiffre d'affaires retraité de cet effet en comparant les chiffres publiés au titre de l'exercice en cours aux chiffres de la même période de l'exercice précédent ajustés proportionnellement au nombre de jours ouvrés de l'exercice en cours. Cette analyse sur la base du nombre de jours ouvrés n'est pas jugée pertinente pour les autres postes du compte de résultat consolidé du Groupe.

En conséquence, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe ci-après, les informations suivantes peuvent être indiquées à titre de comparaison :

- En données comparables et à nombre de jours réels, qui signifie retraitées de l'effet des acquisitions et cessions et de l'effet de la fluctuation des taux de change. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires ;
- En données comparables et à nombre de jours constant, qui signifie en données comparables (tel que mentionné ci-dessus) et retraitées de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés. Ces informations sont utilisées exclusivement pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires ; et
- En données comparables ajustées, qui signifie en données comparables (comme décrit plus haut) et retraitées de l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur la marge brute, les frais administratifs et commerciaux et l'EBITA. Ces informations ne sont pas issues des systèmes comptables mais constituent une estimation des données comparables préparées selon les principes décrits ci-dessus.

Changement de méthodes comptables

Le Groupe applique la norme IFRS 16 « Contrats de location » depuis le 1^{er} janvier 2019 selon la méthode rétrospective. Les informations de la période précédente ont été retraitées en conséquence et réconciliées avec les données précédemment publiées.

Cette nouvelle norme remplace la norme IAS 17 « Contrats de location ». Selon IAS 17, les paiements relatifs à des contrats de location opérationnels étaient comptabilisés en tant que charges de loyer dans le compte de résultat sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat. En application de la norme IFRS 16, le Groupe identifie et constate les obligations locatives et les droits d'utilisation des actifs loués au bilan. Au compte de résultat, les droits d'utilisation des actifs loués sont amortis linéairement sur la durée la plus courte entre la durée d'utilité estimée et la durée du contrat de location. Les charges d'intérêts relatives aux obligations locatives sont comptabilisées en résultat financier.

La performance du Groupe est analysée notamment à travers l'EBITA et l'EBITA Ajusté, qui ne sont pas des agrégats comptables définis par les normes IFRS. Le tableau ci-dessous présente la réconciliation de l'EBITA Ajusté en données comparables avec le résultat opérationnel avant autres produits et autres charges.

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018
(en millions d'euros)		
Résultat opérationnel avant autres produits et autres charges	663,2	584,7
Effet d'adoption IFRS 16	-	32,2
Résultat opérationnel avant autres produits et autres charges retraité selon IFRS 16	663,2	617,0
Effets de périmètre	-	0,5
Effets de change	-	10,7
Effet non récurrent lié au cuivre	7,6	8,1
Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions	14,3	15,7
EBITA Ajusté en données comparables	685,1	652,0

5.1.1.2 Comparaison des résultats au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018

5.1.1.2.1 Résultats consolidés du groupe Rexel

Le tableau ci-dessous présente le compte de résultat consolidé de Rexel pour les exercices clos en 2019 et 2018, en millions d'euros et en pourcentage du chiffre d'affaires. Rexel a adopté la nouvelle norme comptable IFRS 16 « Contrats de location » selon

la méthode rétrospective complète à compter du 1^{er} janvier 2019. Les informations de l'exercice précédent ont été retraitées en conséquence.

De surcroît, le tableau ci-dessous présente des données comparables retraitées de l'effet net des variations de périmètre et de l'effet des variations de change. Le tableau présente également des données comparatives ajustées de l'effet des variations du prix des câbles à base de cuivre conformément au paragraphe 1.1.4

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019		EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018				Δ %	
	Publié	Ajusté de l'effet cuivre	Publié	Effet d'adoption IFRS 16	Retraité d'IFRS 16	2018 comparable et ajusté de l'effet cuivre	Retraité d'IFRS 16	Comparable et ajusté de l'effet cuivre
	①	②	③	④	⑤ = ③ + ④	⑥	①/⑤	②/⑥
Chiffre d'affaires	13 742,3	13 742,3	13 365,7	-	13 365,7	13 554,2	2,8 %	1,4 %
<i>Variation à nombre de jours constant</i>								1,4 %
Marge brute	3 432,0	3 439,8	3 286,9	-	3 286,9	3 344,1	4,4 %	2,9 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	25,0 %	25,0 %			24,6 %	24,7 %		
Frais administratifs et commerciaux	(2 472,9)	(2 473,0)	(2 586,5)	196,9	(2 389,6)	(2 424,4)	3,5 %	2,0 %
Amortissements	(281,6)	(281,6)	(100,1)	(164,6)	(264,7)	(267,7)	6,4 %	5,2 %
Frais administratifs et commerciaux ⁽¹⁾	(2 754,6)	(2 754,6)	(2 686,5)	32,2	(2 654,3)	(2 692,1)	3,8 %	2,3 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(20,0) %	(20,0) %			(19,9) %	(19,9) %		
EBITA	677,5	685,1	600,4	32,2	632,6	652,0	7,1 %	5,1 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	4,9 %	5,0 %			4,7 %	4,8 %		
Amortissement des actifs incorporels ⁽²⁾	(14,3)	-	(15,7)	-	(15,7)	-	(8,8) %	-
Résultat opérationnel avant autres produits et charges	663,2	-	584,7	32,2	617,0	-	7,5 %	-
Autres produits et charges	(176,8)	-	(174,9)	(6,3)	(181,2)	-	(2,4) %	-
Résultat opérationnel	486,4	-	409,8	26,0	435,8	-	11,6 %	-
Frais financiers	(165,3)	-	(100,6)	(44,3)	(144,9)	-	14,1 %	-
Résultat avant impôt	321,1	-	309,3	(18,4)	290,9	-	10,4 %	-
Impôt sur le résultat	(117,3)	-	(157,0)	1,7	(155,3)	-	(24,5) %	-
Résultat net	203,8	-	152,3	(16,6)	135,6	-	50,3 %	-
<i>Taux d'impôt effectif</i>	37 %	-	-	-	53 %	-	-	-

(1) Dont dépréciation et amortissements.

(2) Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions.

Chiffre d'affaires

En 2019, le chiffre d'affaires consolidé de Rexel s'est élevé à 13 742,3 millions d'euros, contre 13 365,7 millions d'euros en 2018.

En données publiées, le chiffre d'affaires a augmenté de 2,8 % par rapport à 2018, incluant un effet favorable lié à l'évolution des taux de change pour 1,8 % et un effet net négatif des variations de périmètre pour 0,4 %.

- L'effet favorable de l'évolution des taux de change s'est élevé à 237,3 millions d'euros, essentiellement lié à l'appréciation du dollar américain contre l'euro.
- L'effet net négatif des variations de périmètre s'est élevé à 48,8 millions d'euros, résultant de la cession

des activités de distributeur généraliste en Chine en 2019.

En données comparables et à nombre de jours constant, les ventes ont augmenté de 1,4 %, comprenant un impact négatif de 0,3 point de pourcentage dû à l'évolution des prix des câbles à base de cuivre. Par zone géographique, l'Amérique du Nord a augmenté de 3,9 % et la zone Asie-Pacifique de 1,2 %, tandis que l'Europe a légèrement diminué de 0,2 %. En excluant l'effet des restructurations de l'Espagne et de l'Allemagne intervenues en 2018, les ventes ont augmenté de 2,4 % par rapport à 2018.

En données comparables et à nombre de jours réel, le chiffre d'affaires a progressé de 1,4 %.

Le tableau ci-dessous résume les effets du nombre de jours ainsi que des effets de périmètre et de change, sur l'évolution du chiffre d'affaires.

	T1	T2	T3	T4	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019
Croissance en données comparables et à nombre de jours constant	3,1 %	2,4 %	0,9 %	(0,5) %	1,4 %
Effet du nombre de jours	(1,0) %	(0,6) %	1,0 %	0,3 %	(0,0) %
Croissance en données comparables et à nombre de jours réels	2,1 %	1,8 %	1,9 %	(0,2) %	1,4 %
Effets de périmètre	(0,4) %	(0,3) %	(0,3) %	(0,4) %	(0,4) %
Effet de change	2,4 %	1,8 %	1,7 %	1,3 %	1,8 %
Total des effets périmètre et change	2,0 %	1,5 %	1,3 %	0,8 %	1,4 %
Croissance en données publiées⁽¹⁾	4,2 %	3,3 %	3,3 %	0,7 %	2,8 %

(1) Croissance en données comparables et à nombre de jours réels composée avec les effets de périmètre et de change.

Marge brute

En 2019, la marge brute s'est établie à 3 432,0 millions d'euros, en hausse de 4,4 % par rapport aux 3 286,9 millions d'euros enregistrés en 2018 en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a augmenté de 2,9 % et le taux de marge brute a augmenté de 36 points de base à 25,0 % du chiffre d'affaires, reflétant une amélioration en Europe et en Amérique du Nord alors qu'il a diminué en Asie-Pacifique.

Frais administratifs et commerciaux

En 2019, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 2 754,6 millions d'euros, en hausse de 3,8 % par rapport aux 2 654,3 millions d'euros enregistrés en 2018 en données publiées (retraitées à la suite de l'application de la norme IFRS 16).

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 2,3 %. Ils ont représenté 20,0 % du chiffre d'affaires en 2019 par rapport à 19,9 % du chiffre d'affaires en 2018, soit une détérioration de 18 points de base.

EBITA

En 2019, en données publiées, l'EBITA s'est élevé à 677,5 millions d'euros contre 632,6 millions d'euros en 2018, en hausse de 7,1 % par rapport à l'année précédente. Cette augmentation comprend un effet favorable des taux de change de 10,7 millions d'euros et un effet positif des variations de périmètre de 0,5 million d'euros.

En données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 5,1 % pour s'établir à 685,1 millions d'euros, et la marge d'EBITA se situe à 5,0 % du chiffre d'affaires, en hausse de 18 points de base par rapport à 2018.

Autres produits et autres charges

En 2019, les autres produits et autres charges ont représenté une charge nette de 176,8 millions d'euros, comprenant principalement :

- 118,0 millions d'euros de dépréciations de *goodwill* et autres actifs incorporels à durée de vie indéterminée, dont 58,9 millions d'euros alloués à la Norvège, 22,0 millions d'euros à la Nouvelle-Zélande, 21,3 millions d'euros au Royaume-Uni, 9,3 millions d'euros à la Finlande et 6,6 millions d'euros au Moyen-Orient ;
- 32,6 millions d'euros au titre des plans de restructuration, principalement dans le cadre :
 - de la restructuration des activités au Royaume-Uni, en particulier la réduction du maillage territorial, la fermeture du centre logistique national, l'optimisation de l'offre de produits et le changement de l'équipe de direction ;
 - de l'achèvement du plan de transformation en Allemagne ;
 - de la réduction des effectifs dans certaines régions des États-Unis en adéquation avec une croissance plus faible qu'attendue ;
- 24,0 millions d'euros d'autres dépenses non récurrentes, comprenant : (i) des honoraires liés aux projets de développement, à la transformation des processus opérationnels, aux coûts liés aux acquisitions et aux désinvestissements, à des expertises judiciaires, (ii) des coûts liés au départ de cadres exécutifs et (iii) une charge liée à la liquidation d'un régime de retraite multi-employeur aux États-Unis ;
- 17,2 millions d'euros d'ajustements de la juste valeur des actifs détenus en vue de la cession de Gexpro Services aux États-Unis (distribution de composants aux fabricants d'équipements d'origine) et de l'activité export en Espagne ;

- Partiellement compensée par des gains de cession de 19,5 millions d'euros comprenant principalement un gain de 6,5 millions d'euros résultant de la cession d'une joint-venture en Chine (Rexel Hailongxing), des plus-values immobilières pour 7,0 millions d'euros et un gain de change de 5,6 millions d'euros lié à la liquidation d'une filiale inactive en République tchèque.

En 2018, les autres produits et autres charges ont représenté une charge nette de 181,2 millions d'euros, comprenant principalement :

- 82,5 millions d'euros de plans de restructuration, notamment en Allemagne (46,1 millions d'euros), en Espagne (11,8 millions d'euros) et au Royaume-Uni (7,9 millions d'euros). Ces plans incluaient la fermeture d'un nombre significatif d'agences, la réorganisation de la logistique et la réduction des effectifs des sièges sociaux dans ces pays.
- 61,9 millions d'euros de dépréciation de *goodwill* et d'actifs incorporels à durée de vie indéterminée, dont 29,2 millions d'euros alloués à la Norvège, 26,9 millions d'euros à la Finlande et 5,8 millions d'euros à l'Espagne.
- 25,4 millions d'euros de dépréciation d'actifs destinés à la vente dans le cadre de la cession des activités de détaillant et tertiaire en Chine, effective au début de 2019.

Résultat financier

Les charges financières nettes se sont établies à 165,3 millions d'euros contre 144,9 millions d'euros en 2018, comprenant les intérêts sur les obligations locatives de 45,5 millions d'euros (45,3 millions d'euros en 2018). En 2019, une charge non

récurrente de 20,8 millions d'euros liée au coût du remboursement anticipé des obligations de 650 millions d'euros à échéance 2023, et au taux d'intérêt de 3,5 %, refinancées par l'émission d'une obligation de 600 millions d'euros à échéance 2026 et au taux d'intérêt de 2,75 %. Hors cet effet, les charges financières nettes sont restées stables. Le taux d'intérêt effectif de la dette brute s'est amélioré de 18 points de base à 2,6 % en 2019 contre 2,8 % en 2018, se traduisant par une baisse de 4,0 millions d'euros des intérêts sur emprunts, compensée par des éléments non-récurrents (gains/pertes de change).

Impôt

En 2019, la charge d'impôt s'est élevée à 117,3 millions d'euros contre 155,3 millions d'euros en 2018. Cette année, la charge d'impôt sur le résultat comprend un gain exceptionnel de 29,5 millions d'euros à la suite d'une décision favorable de la Cour d'appel, en mars 2019, relative à un litige avec l'administration fiscale française. Par ailleurs, en 2018, Rexel avait reconnu une charge exceptionnelle liée à un redressement fiscal de 13,5 millions d'euros en Finlande. À l'exception de ces deux éléments non récurrents, la charge d'impôt a légèrement augmenté en 2019 par rapport à 2018, reflétant l'amélioration du résultat avant impôt. Ainsi, le taux effectif d'impôt s'est élevé à 36,5 % en 2019 contre 53,4 % en 2018.

Résultat net

En conséquence des éléments mentionnés ci-dessus, le résultat net s'établit à 203,8 millions d'euros en 2019, en amélioration de 50,3 % par rapport aux 135,6 millions d'euros en 2018.

5.1.1.2.2 Europe (53 % du chiffre d'affaires du Groupe)

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019		EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018				Δ %	
	Publié	Ajusté de l'effet cuivre	Publié	Effet d'adoption IFRS 16	Retraité d'IFRS 16	2018 comparable et ajusté de l'effet cuivre	Retraité d'IFRS 16	Comparable et ajusté de l'effet cuivre
	①	②	③	④	⑤ = ③ + ④	⑥	①/⑤	②/⑥
Chiffre d'affaires	7 331,5	7 331,5	7 350,0		7 350,0	7 351,6	(0,3) %	(0,3) %
<i>Variation à nombre de jours constant</i>								(0,2) %
Marge brute	1 999,7	2 004,0	1 961,1		1 961,1	1 967,7	2,0 %	1,8 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	27,3 %	27,3 %	26,7 %		26,7 %	26,8 %		
Frais administratifs et commerciaux	(1 397,2)	(1 397,3)	(1 493,0)	112,2	(1 380,9)	(1 381,6)	1,2 %	1,1 %
Amortissements	(156,8)	(156,8)	(58,7)	(94,5)	(153,2)	(153,3)	2,4 %	2,3 %
Frais administratifs et commerciaux	(1 554,0)	(1 554,1)	(1 551,7)	17,7	(1 534,0)	(1 534,9)	1,3 %	1,3 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(21,2) %	(21,2) %	(21,1) %		(20,9) %	(20,9) %		
EBITA	445,7	449,9	409,3	17,7	427,0	432,9	4,4 %	3,9 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	6,1 %	6,1 %	5,6 %		5,8 %	5,9 %		

Chiffre d'affaires

En 2019, le chiffre d'affaires en Europe s'est établi à 7 331,5 millions d'euros contre 7 350,0 millions d'euros en 2018, en baisse de 0,3 % par rapport à l'année précédente, en données publiées.

L'effet des variations des taux de change s'est traduit par une augmentation de 1,6 million d'euros, principalement due à l'appréciation du franc suisse par rapport à l'euro et partiellement compensé par la dépréciation de la couronne suédoise par rapport à l'euro.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en baisse de 0,2 % par rapport à 2018, incluant un impact négatif de 0,3 point de pourcentage lié à la baisse du prix du cuivre.

En données comparables et à nombre de jours réel, le chiffre d'affaires diminue de 0,3 %, affecté par un impact calendaire défavorable de 0,1 point de pourcentage. Si l'on exclut l'effet des plans de restructuration menés en Espagne et en Allemagne en 2018, le chiffre d'affaires a augmenté de 1,6 % par rapport à 2018.

En **France**, le chiffre d'affaires s'est établi à 2 797,0 millions d'euros en 2019, en hausse de 3,3 % par rapport à 2018, en données comparables et à nombre de jours constant, tiré par une activité de projets dans le tertiaire en progression, liée aux effets de l'adaptation au digital ; un marché résidentiel dynamique et une progression constante des activités de spécialité (chauffage, ventilation et génie climatique) résultant des gains de parts de marché.

Au **Royaume-Uni**, le chiffre d'affaires s'est établi à 736,5 millions d'euros en 2019, en baisse de 8,4 % par rapport à 2018, en données comparables et à nombre de jours constant. Cette baisse est principalement liée à une plus grande sélectivité des affaires (contribuant pour 7,0 points de pourcentage à la baisse). Dans un environnement à faible visibilité, la fermeture de 57 agences en 2018 et 2019 a représenté 2,2 % de cette baisse.

En **Allemagne**, le chiffre d'affaires s'est établi à 639,1 millions d'euros en 2019, en baisse de 16,8 % par rapport à 2018, en données comparables et à nombre de jours constant, reflétant le reprofilage des opérations pour se recentrer sur les activités les plus profitables (marché industriel adressé au niveau national et marché de la Construction-Installation restreint au sud du pays). En excluant l'impact de la fermeture de 17 agences en 2018, le chiffre d'affaires a baissé de 2,5 %.

En **Scandinavie**, le chiffre d'affaires s'est établi à 953,8 millions d'euros en 2019, soit une hausse de 1,6 % par rapport à 2018, en données comparables et à nombre de jours constant, avec une dynamique positive en Suède, en hausse de 3,7 %, tirée par les installateurs grands comptes et les projets d'infrastructure, qui ont commencé à ralentir au quatrième trimestre de 2019. Le chiffre d'affaires en Norvège a diminué de 2,1 % dans un environnement difficile sur le marché industriel et a augmenté de 0,7 % en Finlande.

En **Belgique** et aux **Pays-Bas**, le chiffre d'affaires s'est respectivement élevé à 434,5 millions d'euros et 323,9 millions d'euros en 2019. En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 6,5 % et 12,8 % respectivement. En Belgique, le chiffre d'affaires a progressé principalement en raison de la bonne performance des ventes d'équipements photovoltaïques (contribuant pour 1,5 point de pourcentage). À cela s'ajoute l'acquisition d'une agence dans la région de Courtrai en 2018, dont la contribution a représenté 1,3 % de la croissance.

En **Suisse** et en **Autriche**, le chiffre d'affaires s'est élevé à 484,5 millions d'euros et 374,2 millions d'euros respectivement en 2019. En données comparables et à nombre de jours constant, la Suisse a enregistré une performance de 1,8 % par rapport à 2018, grâce aux équipements d'installation et à l'activité d'automatismes industriels. En données comparables et à nombre de jours constant, l'Autriche a progressé de 2,0 % par rapport à 2018.

Marge brute

En 2019, en données comparables ajustées, la marge brute a augmenté de 1,8 % et le taux de marge brute a augmenté de 57 points de base pour s'établir à 27,3 % du chiffre d'affaires, grâce au repositionnement de l'activité en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni, ainsi qu'à une attention particulière des marges en France.

Frais administratifs et commerciaux

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 1,3 % en 2019, représentant 21,2 % des ventes, soit une détérioration de 32 points de base par rapport à 2018. Cette augmentation du pourcentage des frais administratifs et commerciaux ajustés par rapport aux ventes traduit une croissance des volumes ainsi que l'inflation des charges de personnel, des honoraires de consultants non récurrents liés aux plans d'action visant à mettre en œuvre des systèmes analytiques conformément à la stratégie

de transformation numérique du Groupe ainsi qu'à des surcoûts de livraison, notamment en Allemagne.

EBITA

En 2019, l'EBITA s'est établi à 445,7 millions d'euros contre 427,0 millions d'euros en 2018. En données publiées (retraitées à la suite de l'application de

la norme IFRS 16), l'EBITA a augmenté de 4,4 %, incluant un effet positif de variation des taux de change de 0,5 million d'euros.

En données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 3,9 % par rapport à 2018 et la marge d'EBITA a augmenté de 25 points de base pour s'établir à 6,1 % du chiffre d'affaires.

5.1.1.2.3 Amérique du Nord (38 % du chiffre d'affaires du Groupe)

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019		EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018				Δ %	
	Publié	Ajusté de l'effet cuivre	Publié	Effet d'adoption IFRS 16	Retraité d'IFRS 16	2018 comparable et ajusté de l'effet cuivre	Retraité d'IFRS 16	Comparable et ajusté de l'effet cuivre
	①	②	③	④	⑤ = ③ + ④	⑥	①/⑤	②/⑥
Chiffre d'affaires	5 233,0	5 233,0	4 801,3		4 801,3	5 038,0	9,0 %	3,9 %
<i>Variation à nombre de jours constant</i>								3,9 %
Marge brute	1 218,2	1 221,6	1 105,3		1 105,3	1 162,8	10,2 %	5,1 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	23,3 %	23,3 %	23,0 %		23,0 %	23,1 %		
Frais administratifs et commerciaux	(908,6)	(908,6)	(885,9)	60,6	(825,3)	(866,3)	10,1 %	4,9 %
Amortissements	(83,0)	(83,0)	(22,3)	(49,2)	(71,5)	(75,0)	16,2 %	10,6 %
Frais administratifs et commerciaux	(991,6)	(991,6)	(908,1)	11,4	(896,8)	(941,3)	10,6 %	5,3 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(18,9) %	(18,9) %	(18,9) %		(18,7) %	(18,7) %		
EBITA	226,6	230,0	197,1	11,4	208,5	221,5	8,7 %	3,8 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	4,3 %	4,4 %	4,1 %		4,3 %	4,4 %		

Chiffre d'affaires

En 2019, le chiffre d'affaires de la zone Amérique du Nord s'est établi à 5 233,0 millions d'euros contre 4 801,3 millions d'euros en 2018, soit une augmentation de 9,0 % par rapport à l'année précédente, en données publiées.

L'effet favorable de l'évolution des taux de change, notamment lié à l'appréciation du dollar américain par rapport à l'euro, a représenté un montant de 236,7 millions d'euros.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a progressé de 3,9 % par rapport à 2018, incluant un impact négatif de 0,5 point de pourcentage lié à la baisse du prix du cuivre.

Aux **États-Unis**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est élevé à 4 135,1 millions d'euros en 2019, en hausse de 3,7 % par rapport à 2018. Celle-ci est principalement liée aux marchés tertiaire et résidentiel. Cette hausse reflète également l'effort de recrutement de commerciaux, l'effet des ouvertures d'agences (représentant 1,1 point de pourcentage à cette

croissance) et des rénovations d'agences existantes. Bien que les ventes aient été globalement positives sur l'année, les marchés industriel et tertiaire ont montré des premiers signes de ralentissement à partir du troisième trimestre 2019 et ont affiché une baisse au quatrième trimestre (-2,7 %).

Au **Canada**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 1 097,8 millions d'euros en 2019, en hausse de 4,4 % par rapport à 2018, grâce à la bonne performance des projets commerciaux avec les grands et moyens installateurs. L'activité de spécialités dans l'industrie a également été bien orientée avec les intégrateurs de systèmes.

Marge brute

En 2019, en données comparables ajustées, la marge brute a progressé de 5,1 % et le taux de marge brute a augmenté de 26 points de base par rapport à 2018, à 23,3 % du chiffre d'affaires, grâce à des initiatives de tarification aux États-Unis, partiellement compensées par l'évolution du poids respectif des canaux de distribution (progression du poids des ventes directes dont la marge est moindre que

celles des ventes sur stock, par rapport à l'année précédente) au Canada.

Frais administratifs et commerciaux

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 5,3 % en 2019, représentant 18,9 % du chiffre d'affaires, soit une baisse de 26 points de base par rapport à 18,7 % en 2018, affectée par l'inflation des coûts et les investissements dans le réseau d'agences et les effectifs (malgré certaines initiatives visant à réduire les effectifs au second semestre dans certaines

régions), ainsi que par une croissance plus faible du chiffre d'affaires au second semestre de l'année.

EBITA

En 2019, en conséquence, l'EBITA s'est élevé à 226,6 millions d'euros contre 208,5 millions d'euros en 2018, soit une hausse de 8,7 % en données publiées), incluant un effet positif de variation des taux de change de 10,2 millions d'euros.

En données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 3,8 % par rapport à 2018 et la marge d'EBITA est restée stable à 4,4 % du chiffre d'affaires.

5.1.1.2.4 Asie-Pacifique (9 % du chiffre d'affaires du Groupe)

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019		EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018			Δ %	
	Publié	Ajusté de l'effet cuivre	Publié	Effet d'adoption IFRS 16	Retraité d'IFRS 16	2018 comparable et ajusté de l'effet cuivre	Retraité d'IFRS 16 Comparable et ajusté de l'effet cuivre
	①	②	③	④	⑤ = ③ + ④	⑥	①/⑤ ②/⑥
Chiffre d'affaires	1 177,9	1 177,9	1 214,4		1 214,4	1 164,6	(3,0) % 1,1 %
<i>Variation à nombre de jours constant</i>							1,2 %
Marge brute	214,2	214,2	220,0		220,0	212,9	(2,6) % 0,6 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	18,2 %	18,2 %	18,1 %		18,1 %	18,3 %	
Frais administratifs et commerciaux	(159,8)	(159,8)	(188,4)	22,0	(166,4)	(159,4)	(4,0) % 0,2 %
Amortissements	(26,8)	(26,8)	(6,9)	(19,3)	(26,2)	(25,5)	2,6 % 5,2 %
Frais administratifs et commerciaux	(186,7)	(186,7)	(195,3)	2,7	(192,6)	(185,0)	(3,1) % 0,9 %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(15,8) %	(15,8) %	(16,1) %		(15,9) %	(15,9) %	
EBITA	27,5	27,5	24,7	2,7	27,4	27,9	0,5 % (1,4) %
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	2,3 %	2,3 %	2,0 %		2,3 %	2,4 %	

Chiffre d'affaires

En 2019, le chiffre d'affaires de la zone Asie-Pacifique s'est élevé à 1 177,9 millions d'euros contre 1 214,4 millions d'euros en 2018, en baisse de 3,0 % en données publiées.

L'effet défavorable de l'évolution des taux de change a représenté 1,0 million d'euros, principalement dû à la dépréciation du dollar australien par rapport à l'euro.

L'effet de variation de périmètre lié de la cession des activités de distributeur généraliste en Chine en 2019, a représenté un montant négatif de 48,8 millions d'euros.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 1,2 % par rapport à 2018, incluant l'impact positif de 0,3 point en pourcentage en raison de la hausse du prix du cuivre.

En **Australie**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 492,8 millions d'euros, soit une hausse de 0,2 % par rapport à 2018, affecté par la cession de l'activité des automatismes industriels en avril 2018. Hormis cet impact, le chiffre d'affaires en Australie a augmenté de 3,1 %, principalement tiré par la performance de l'activité industrielle, du fait de la demande dans les infrastructures et le secteur minier (investissements, maintenance et réparation). Au quatrième trimestre, le chiffre d'affaires a été stimulé grâce à la bonne performance du marché résidentiel.

En **Nouvelle-Zélande**, le chiffre d'affaires s'est élevé à 113,6 millions d'euros en 2019, en baisse de 1,4 % par rapport à 2018, en raison d'un environnement difficile sur les marchés industriel et commercial.

En **Chine**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à

480,5 millions d'euros en 2019, soit une hausse de 6,6 % par rapport à 2018, principalement portée par un important contrat qui a contribué à hauteur de 50,7 millions d'euros en 2019 alors que l'activité industrielle a subi les effets du conflit commercial avec les États-Unis.

La progression du chiffre d'affaires de la zone Asie-Pacifique a également été alimentée par un projet industriel significatif et ponctuel au Moyen-Orient dont les ventes se sont élevées à 28,6 millions d'euros en 2018.

Marge brute

En 2019, en données comparables ajustées, la marge brute a augmenté de 0,6 % et le taux de marge brute s'est établi à 18,2 % en diminution de 9 points de base par rapport à 2018, principalement liée à la baisse de la marge commerciale en Chine en raison du poids plus important des ventes avec les intégrateurs et équipementiers industriels, dont les marges sont moindres.

Frais administratifs et commerciaux

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 0,9 % par rapport à 2018, représentant 15,8 % du chiffre d'affaires en 2019, soit une amélioration de 3 points de base par rapport à 2018 traduisant les efforts pour développer la croissance en Chine, partiellement compensés par les économies réalisées dans le Pacifique, principalement en raison de la réduction des effectifs.

EBITA

En 2019, en conséquence, l'EBITA s'est établi à 27,5 millions d'euros, contre 27,4 millions d'euros en 2018, soit une amélioration de 0,5 % en données publiées, incluant un effet favorable de variation des taux de change pour 0,5 million d'euros

En données comparables ajustées, il a baissé de 1,4 % par rapport à 2018. Le taux d'EBITA a diminué de 6 points de base à 2,3 % du chiffre d'affaires, impacté par la cession de l'activité d'automatisation industrielle en Australie en 2018.

5.1.1.2.5 Autres activités

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018			Δ %
	Publié	Publié	Effet d'adoption IFRS 16	Retraité d'IFRS 16	Retraité d'IFRS 16
	①	②	③	④ = ② + ③	①/④
Chiffre d'affaires	-	-	-	-	-
Marge brute	-	0,6	-	0,6	-
Frais administratifs et commerciaux	(7,3)	(19,2)	2,1	(17,0)	(56,9) %
Amortissements	(15,0)	(12,2)	(1,7)	(13,9)	7,7 %
Frais administratifs et commerciaux	(22,3)	(31,4)	0,4	(30,9)	(27,9) %
EBITA	(22,3)	(30,7)	0,4	(30,3)	26,4 %

Ce segment concerne principalement les frais de siège non alloués. En 2019, l'EBITA s'est établi en perte à hauteur de 22,3 millions d'euros, contre 30,3 millions d'euros en 2018, principalement en raison d'une réaffectation plus importante des frais administratifs et commerciaux vers les opérations et d'une diminution des frais de siège du Groupe. Sur une base comparable, les dépenses en frais administratifs et commerciaux sont restées stables.

5.1.2 Trésorerie et capitaux

5.1.2.1 Flux de trésorerie

Le tableau suivant compare les flux de trésorerie de Rexel de 2019 et de 2018, ainsi qu'une réconciliation entre la trésorerie disponible avant intérêts et impôts, et après intérêts et impôts. En application de la norme IFRS 16 le 1^{er} janvier 2019, les données de l'année précédente ont été retraitées et les éléments de réconciliation sont présentés séparément.

[illegible]

(1) Hors intérêts sur les dettes d'obligations locatives.

(2) Net des cessions.

(3) Incluant le remboursement des dettes d'obligations locatives

(4) Besoin en fonds de roulement, fin de période, divisé par le chiffre d'affaires des 12 derniers mois.

5.1.2.1.1 Impact de l'adoption d'IFRS 16

L'application de la norme IFRS 16 a eu pour conséquence une augmentation de 156,8 millions d'euros des flux de trésorerie d'exploitation. Cette augmentation résulte principalement du remboursement en principal des obligations locatives, précédemment inclus dans la ligne « Flux nets des activités opérationnelles » selon la norme IAS 17, et désormais enregistrés dans la ligne « Flux nets des activités de financement » selon la norme IFRS 16.

Le Groupe a décidé de présenter les paiements de loyers en réduction de la trésorerie disponible après investissement, agrégat utilisé par le Groupe pour mesurer la performance de la trésorerie générée. La trésorerie nette disponible après investissement diminue légèrement de 4,7 millions d'euros du fait de l'adoption d'IFRS 16, en raison des remboursements des dettes de location-financement, précédemment inclus dans les flux des activités de financement et désormais intégrées dans les paiements de loyers, en réduction du flux de trésorerie d'exploitation après investissement.

5.1.2.1.2 Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles

Les flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles du Groupe ont représenté une ressource de 552,7 millions d'euros en 2019, contre 443,4 millions en 2018.

Flux de trésorerie d'exploitation

Les flux de trésorerie d'exploitation avant intérêts, impôt et variation du besoin en fonds de roulement sont passés de 768,4 millions d'euros en 2018 à 823,3 millions d'euros en 2019, du fait de l'amélioration de l'EBITA de 44,9 millions d'euros passant de 632,6 millions d'euros en 2018 à 677,5 millions en 2019.

Intérêts et impôts

Les intérêts versés ont légèrement diminué, passant de 84,3 millions d'euros en 2018 à 82,3 millions d'euros en 2019, reflétant la baisse du taux d'intérêt effectif en 2019 par rapport à 2018 du fait du refinancement de l'obligation de 650 millions d'euros à 3,50 % et à échéance 2023 par l'émission obligataire de 600 millions d'euros à 2,75 % et à échéances 2026.

L'impôt sur les sociétés payé a augmenté de 37,5 millions d'euros, pour s'établir à 118,2 millions d'euros en 2019 contre 80,7 millions d'euros en 2018, en raison d'un effet de base défavorable. En 2018, Rexel a bénéficié de l'encaissement des réclamations auprès de l'administration fiscale française portant sur la taxe sur les dividendes de 3 %, déclarée inconstitutionnelle, ainsi que du remboursement des acomptes excédentaires d'impôt sur les sociétés en France et aux États-Unis.

Variation du besoin en fonds de roulement

La variation du besoin en fonds de roulement a représenté un emploi net de 70,0 millions d'euros en 2019, contre 159,9 millions d'euros en 2018. La variation des stocks a contribué à hauteur de 62,7 millions d'euros dans la variation du besoin en fonds de roulement (130,3 millions d'euro en 2018), du fait de la croissance du chiffre d'affaires compensée par des initiatives pour optimiser la rotation des stocks. De plus, les créances clients ont généré une ressource de trésorerie de 18,7 millions d'euros en 2019 contre un emploi de 28,7 millions d'euros en 2018 grâce à un meilleur recouvrement des créances clients.

Besoin en fonds de roulement au 31 décembre 2019

En pourcentage du chiffre d'affaires des 12 derniers mois, à données comparables, le besoin en fonds de roulement s'est amélioré de 22 points de base, passant de 11,3 % du chiffre d'affaires au 31 décembre 2018 à 11,0 % au 31 décembre 2019. Cette augmentation est principalement liée à la baisse des créances clients en pourcentage des ventes qui se sont établies à 14,9 % au 31 décembre 2019 contre 15,6 % au 31 décembre 2018 en raison d'un meilleur recouvrement des créances clients et d'un ralentissement des ventes au cours des deux derniers mois de 2019.

5.1.2.1.3 Trésorerie nette provenant des activités d'investissement

La trésorerie nette provenant des activités d'investissement comprend les acquisitions et les cessions d'immobilisations ainsi que les investissements financiers. Elle a représenté un emploi de 118,2 millions d'euros en 2019 contre 92,3 millions d'euros en 2018.

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018 ⁽¹⁾
(en millions d'euros)		
Acquisition d'immobilisations opérationnelles	(125,5)	(118,8)
Produits de cession d'immobilisations opérationnelles	7,9	23,9
Variation nette des dettes et créances sur immobilisations	1,2	4,3
Flux nets des activités d'investissement opérationnel	(116,5)	(90,6)
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(4,2)	(2,7)
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	6,5	0,0
Flux nets des activités d'investissement financier	2,3	(2,7)
Variation nette des placements à long terme	(4,0)	1,0
Flux nets des activités d'investissement	(118,2)	(92,3)

(1) Retraité d'IFRS 16.

Acquisitions et cessions d'immobilisations opérationnelles

Les acquisitions d'immobilisations net des cessions ont représenté un emploi de 116,5 millions d'euros en 2019, contre 90,6 millions d'euros en 2018.

En 2019, les dépenses brutes d'investissement se sont élevées à 125,5 millions d'euros (118,8 millions d'euros en 2018), principalement liées à des projets informatiques et numériques. Les projets informatiques et numériques représentaient 62 % du total des investissements bruts en 2019 (54 % en 2018). Les cessions d'immobilisations se sont élevées à 7,9 millions d'euros (23,9 millions d'euros en 2018, comprenant la cession de l'activité relative aux automatismes industriels Rockwell en Australie).

5.1.2.1.4 Trésorerie nette provenant des activités de financement

En 2019, la trésorerie nette provenant des activités de financement reflète un emploi net de 456,3 millions d'euros, comprenant principalement :

- Le remboursement anticipé de l'obligation de 650 millions d'euros, à échéance 2023 pour un montant total de 666,9 millions d'euros incluant une prime de remboursement de 16,9 millions d'euros.
- Le remboursement de 175,2 millions d'euros des obligations locatives.
- La distribution de dividendes pour 133,0 millions d'euros.
- La diminution de 71,6 millions d'euros des cessions de créances commerciales au titre des programmes de titrisation.

Partiellement compensée par :

- L'émission d'une obligation de 600 millions d'euros, à échéance 2026, et au taux d'intérêt de 2,75 % pour un montant net des coûts de transactions de 594 millions d'euros.

En 2018, la trésorerie nette provenant des activités de financement reflète un décaissement net de 320,0 millions d'euros, comprenant principalement :

- La diminution de 166,5 millions d'euros d'obligations locatives.
- La distribution de dividendes pour 126,8 millions d'euros.
- Le rachat net d'actions propres pour un montant de 10,2 millions d'euros.
- Une baisse de 9,6 millions d'euros des facilités de crédit et billets de trésorerie.
- Une diminution de 6,9 millions d'euros des cessions de créances commerciales au titre des programmes de titrisation.

5.1.2.2 Sources de financement

En complément de la trésorerie provenant de son activité, le Groupe se finance principalement au moyen d'emprunts obligataires, de cessions de créances commerciales et de lignes de crédit multilatérales. Au 31 décembre 2019, l'endettement net consolidé de Rexel s'établissait à 1 945,9 millions d'euros, et s'analysait comme suit (les obligations locatives ne sont pas incluses dans la dette financière nette).

	31 DÉCEMBRE					
	2019			2018 ⁽¹⁾		
	COURANT	NON COURANT	TOTAL	COURANT	NON COURANT	TOTAL
(en millions d'euros)						
Obligations	-	1 413,4	1 413,4	-	1 456,2	1 456,2
Titrisation	620,0	332,9	952,9	517,0	484,2	1 001,2
Emprunts auprès des établissements de crédit	13,0	0,9	13,9	7,7	0,9	8,6
Billets de trésorerie	50,0	-	50,0	40,0	-	40,0
Concours bancaires et autres emprunts	65,5	-	65,5	84,1	-	84,1
Intérêts courus	4,6	-	4,6	5,0	-	5,0
Moins coûts de transaction	(4,2)	(14,1)	(18,4)	(4,4)	(16,3)	(20,7)
Total des dettes financières et intérêts courus	748,8	1 733,1	2 481,8	649,5	1 925,0	2 574,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(514,3)			(544,9)
Intérêts courus à recevoir			(2,0)			(2,2)
Dérivés de couverture de la dette			(19,6)			(12,7)
Endettement financier net			1 945,9			2 014,7

(1) Retraité pour l'application de la norme IFRS 16. « Contrats de location » : une dette de location-financement de 15,7 M€ précédemment reconnue selon la norme IAS 17 a été décomptabilisée de la dette financière nette. Les obligations locatives comptabilisées selon la norme IFRS 16 sont présentées séparément de l'endettement financier net.

Au 31 décembre 2019, la liquidité du Groupe s'élevait à 1 284,5 millions d'euros (1 305,7 millions d'euros au 31 décembre 2018) et s'analysait comme suit :

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018
(en millions d'euros)		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	514,3	544,9
Découverts bancaires	(65,5)	(84,1)
Billets de trésorerie	(50,0)	(40,0)
Contrat de Crédit Senior non tiré	850,0	850,0
Lignes bilatérales	35,6	34,9
Liquidité	1 284,5	1 305,7

Au 31 décembre 2019, les notations de Rexel par les agences de notation financière étaient les suivantes sans changement par rapport au 31 décembre 2018 :

31 DÉCEMBRE 2019		
Agence	Moody's	Standard & Poor's
Dettes long terme	Ba2	BB-
Perspectives	Stables	Stables
Dettes court terme	NP	B

Contrat de crédit syndiqué

Selon les termes du contrat de crédit syndiqué, Rexel doit maintenir un ratio d'endettement inférieur à 3,50 au 30 juin et au 31 décembre de chaque année. Le ratio d'endettement, tel que calculé selon les termes du Contrat de Crédit Senior, s'est élevé à 2,47 au 31 décembre 2019 (contre 2,67 au 31 décembre 2018).

Le ratio d'endettement est calculé en faisant abstraction des effets de la norme IFRS 16, selon les principes en vigueur avant l'application de cette norme afin de neutraliser l'effet sur le ratio d'endettement du changement des méthodes comptables, conformément aux termes et conditions du contrat de crédit syndiqué.

5.1.3 Perspectives

Les objectifs et prévisions présentés dans cette section ont été établis sur la base de données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par la direction du groupe Rexel. Ces données, hypothèses et estimations sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, comptable, concurrentiel et réglementaire ou en fonction d'autres facteurs dont le groupe Rexel n'aurait pas connaissance à la date du présent document d'enregistrement universel. En outre, la réalisation de certains risques décrits au chapitre 2 « Facteurs de risque et contrôle interne »

du présent document d'enregistrement universel pourrait avoir un impact sur l'activité, la situation financière, les résultats du groupe Rexel et ainsi sa capacité à réaliser ses objectifs et prévisions. Le groupe Rexel ne prend aucun engagement et ne donne aucune garantie sur la réalisation des objectifs et prévisions figurant dans le présent paragraphe.

5.1.3.1 Comparaison des prévisions de résultat de Rexel pour 2019 avec les réalisations

Pour 2019, Rexel avait formulé les prévisions suivantes, sur la base des hypothèses indiquées dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 avril 2019 sous le numéro D.19-0264 :

- une croissance des ventes à nombre de jours constant comprise entre 2 % et 4 %, hors effet défavorable de 1 % provenant des fermetures d'agences en Allemagne et en Espagne ;
- une croissance de l'EBITA ajusté comprise entre 5 % et 7 % ;
- la poursuite de l'amélioration du ratio d'endettement (dettes nettes / EBITDA).

Lors de la communication des résultats du premier semestre 2019, le 30 juillet 2019, le groupe Rexel a confirmé ses objectifs annuels, tels que détaillés ci-dessus.

Lors de la communication des ventes du troisième trimestre et des neufs premiers mois de l'année 2019, le 17 octobre 2019, Rexel a confirmé une nouvelle fois ses objectifs financiers.

Le 13 février 2020, Rexel a publié ses résultats annuels 2019, en ligne avec ses objectifs :

- les ventes progressent de 1,4 %, en données comparables et à nombre de jours constant, incluant un effet cuivre négatif de 0,3 %. En 2019, les ventes se sont élevées à 13 742,3 milliards d'euros ;

- l'EBITA Ajusté a progressé de 5,1 % et s'établit à 685,1 millions d'euros ; et
- la ratio d'endettement s'établit à 2,47 contre 2,67 en 2018, soit une amélioration de 20 points de base.

5.1.3.2 Prévisions du groupe Rexel pour 2020

Les bénéfices des premiers investissements numériques renforcent la conviction de Rexel que son évolution vers une entreprise pilotée par les données renforcera son positionnement et contribuera à des gains de parts de marché et à l'amélioration de sa profitabilité.

La priorité de Rexel portera sur la croissance de son taux de marge d'EBITA ajusté et la génération de trésorerie libre d'investissement dans un environnement difficile, tout en continuant d'investir dans la transformation numérique. Dans un environnement de faible croissance des ventes et compte tenu d'un effet de base défavorable au premier semestre, Rexel vise pour 2020, à périmètre et taux de change comparables :

- une croissance de l'EBITA ajusté comprise entre 2 % et 5 % ;
- un taux de conversion du flux de trésorerie libre d'environ 65 % ;
- une amélioration complémentaire du ratio d'endettement (Dette nette / EBITDA après Loyers).

Les prévisions qui précèdent ont été établies sur la base des principes comptables adoptés par le Groupe pour préparer ses comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. Par ailleurs, ces prévisions, et les hypothèses qui les sous-tendent, ont par ailleurs été établies en application des dispositions du règlement délégué (UE) n° 2019/980 et des recommandations ESMA relatives aux prévisions. Les prévisions qui précèdent sont fondées sur des données, des hypothèses et des estimations jugées raisonnables par la direction du Groupe. Ces données, hypothèses et estimations peuvent évoluer en raison d'incertitudes liées, entre autres, à l'environnement économique, financier, comptable, concurrentiel et réglementaire, ou à d'autres facteurs actuellement inconnus du Groupe à la date d'enregistrement de ce Document d'enregistrement universel et en particulier, l'incertitude entourant les effets potentiels de l'épidémie de coronavirus

sur l'entreprise. En outre, la survenance de certains des risques décrits au chapitre 2 « Facteurs de risques » pourrait avoir un impact sur la capacité du Groupe à atteindre ces objectifs. Le Groupe ne peut donner aucune assurance et ne garantit pas que les prévisions évoquées ci-dessus seront réalisées.

5.1.4 Politique de distribution de dividendes

Le Conseil d'administration peut proposer à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende. Les dividendes non réclamés sont prescrits au profit de l'État dans un délai de cinq ans à compter de la date de leur mise en paiement.

À moyen terme, Rexel entend dégager un solide flux de trésorerie disponible avant intérêts et impôts, grâce à une faible intensité capitalistique et à une gestion serrée du besoin en fonds de roulement, permettant notamment de financer un dividende attractif d'au moins 40 % du résultat net récurrent.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019, le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale des actionnaires devant se tenir le 23 avril 2020, de distribuer un montant de 0,48 euro par action, prélevé sur les primes, payable en numéraire, afin de permettre à Rexel de se conformer à ses engagements en matière de distribution de dividendes à ses actionnaires.

Les montants mis en distribution par Rexel au titre des trois derniers exercices sont les suivants :

ANNÉE	MONTANT MIS EN DISTRIBUTION TOTAL	MONTANT MIS EN DISTRIBUTION PAR ACTION
2019	145 129 488 euro ^(*)	0,48 euro ^(*)
2018	132 965 266 euros ^(*)	0,44 euro ^(*)
2017	126 851 362 euros	0,42 euro

(*) Montant soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée générale.

5.1.5 Changements significatifs de la situation financière ou commerciale

À la connaissance de Rexel et à l'exception des éléments qui sont décrits dans le présent document d'enregistrement universel, aucun autre changement significatif de la situation financière et commerciale du groupe Rexel n'est survenu depuis la fin de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

5.1.6 Informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs et clients de Rexel (clôture de l'exercice 2019)

■ Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice 2019 dont le terme est échu (tableau prévu au I de l'article D.441-4 du Code de commerce)

	ARTICLE D.441 I.-1° : FACTURES REÇUES NON RÉGLÉES À LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE DONT LE TERME EST ÉCHU	ARTICLE D.441 I.-2° : FACTURES ÉMISES NON RÉGLÉES À LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE DONT LE TERME EST ÉCHU
(A) Factures en retard de paiement		
Nombre de factures concernées	7	0
Montant total des factures concernées TTC (en milliers d'euros)	74	
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice HT (en milliers d'euros)	0,29 %	
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice		
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées		
Nombre des factures exclues	2	
Montant total des factures exclues TTC (en milliers d'euros)	7	
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L.441-6 ou article L.443-1 du Code de commerce)		
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retard de paiement	Délais contractuels : 30 j en moyenne Délais légaux : NA	Délais contractuels : 30 j Délais légaux : NA

5.2

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

5.2

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

266

5.2.1 États financiers consolidés au 31 décembre 2019

266

Compte de résultat consolidé

266

Résultat global consolidé

267

Bilan consolidé

268

Tableau des flux de trésorerie consolidé

269

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

270

Notes annexes

271

1.	Informations générales	271
2.	Événements significatifs	271
3.	Principales méthodes comptables	271
4.	Regroupements d'entreprises	287
5.	Information sectorielle	287
6.	Frais administratifs et commerciaux	288
7.	Charges de personnel	289
8.	Autres produits et autres charges	289
9.	Charges financières nettes	290
10.	Impôt sur les bénéfices	290
11.	Actifs non courants	292
12.	Actifs courants	298
13.	Actifs et passifs destinés à être cédés	299

14.	Trésorerie et équivalents de trésorerie	300
15.	Synthèse des actifs financiers	301
16.	Capital social et prime d'émission	302
17.	Dividendes	303
18.	Palements fondés sur des actions	303
19.	Résultats par action	308
20.	Provisions et autres passifs non courants	309
21.	Avantages du personnel	309
22.	Endettement financier	316
23.	Risques de marché et instruments financiers	322
24.	Synthèse des passifs financiers	326
25.	Transactions avec les parties liées	327
26.	Honoraires des commissaires aux comptes	327
27.	Litiges et autres passifs éventuels	327
28.	Événements postérieurs à la période de reporting	328
29.	Sociétés consolidées au 31 décembre 2019	329

5.2.2 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2019

332

En application de l'article 28 du Règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document de référence :

- les états financiers consolidés et le rapport d'audit correspondant pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 qui figurent aux pages 246 à 315 du document de référence pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 avril 2019 sous le numéro D.19-0264 ; et
- les états financiers consolidés et le rapport d'audit correspondant pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 qui figurent aux pages 213 à 274 du document de référence pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 avril 2018 sous le numéro D.18.0263.

5.2 États financiers consolidés

5.2.1 États financiers consolidés au 31 décembre 2019

Compte de résultat consolidé

		EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	NOTE	2019	2018 ⁽¹⁾
<i>(en millions d'euros)</i>			
Chiffre d'affaires	5	13 742,3	13 365,7
Coût des ventes		(10 310,3)	(10 078,7)
Marge brute		3 432,0	3 286,9
Frais administratifs et commerciaux	6	(2 768,8)	(2 670,0)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges		663,2	617,0
Autres produits	8	26,9	15,5
Autres charges	8	(203,7)	(196,7)
Résultat opérationnel		486,4	435,8
Produits financiers		2,7	3,3
Coût de l'endettement financier		(71,8)	(75,9)
Frais financiers liés aux opérations de refinancement		(20,8)	-
Autres charges financières		(75,4)	(72,2)
Charges financières (nettes)	9	(165,3)	(144,9)
Résultat net avant impôt		321,1	290,9
Impôt sur le résultat	10	(117,3)	(155,3)
Résultat net		203,8	135,6
Dont attribuable :			
aux actionnaires de la société mère		204,4	134,0
aux intérêts ne conférant pas le contrôle		(0,6)	1,6
Résultat net par action :			
Résultat de base par action (en euros)	19	0,68	0,44
Résultat dilué par action (en euros)	19	0,68	0,44

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Résultat global consolidé

		EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	NOTE	2019	2018 ⁽¹⁾
(en millions d'euros)			
Résultat net		203,8	135,6
Éléments destinés à être reclassés ultérieurement en compte de résultat			
Profit / (perte) sur couvertures d'investissements nets à l'étranger		(15,2)	(18,7)
Effet d'impôt		5,2	6,4
Sous-total		(10,0)	(12,3)
Écarts de conversion		87,6	35,4
Effet d'impôt		(5,6)	(10,7)
Sous-total		82,0	24,7
Profit / (perte) sur couvertures de flux de trésorerie		(9,6)	(1,2)
Effet d'impôt		3,1	0,5
Sous-total		(6,5)	(0,8)
Éléments non reclassables ultérieurement en compte de résultat			
Gains / (pertes) actuariels(les) sur engagements de retraite et avantages assimilés	21.3	(50,3)	41,7
Effet d'impôt		4,1	(3,6)
Sous-total		(46,2)	38,1
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôt			
		19,3	49,7
Résultat global consolidé au titre de la période, net d'impôt			
		223,1	185,3
Dont attribuable :			
aux actionnaires de la société mère		223,7	183,6
aux intérêts ne conférant pas le contrôle		(0,5)	1,7

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Bilan consolidé

		31 DÉCEMBRE		1 ^{ER} JANVIER
	NOTE	2019	2018 ⁽¹⁾	2018 ⁽¹⁾
(en millions d'euros)				
ACTIF				
Goodwill	11.1	3 785,5	3 871,1	3 914,9
Immobilisations incorporelles	11.1	1 027,5	1 037,9	1 049,7
Immobilisations corporelles	11.2	273,3	266,6	254,4
Droit d'utilisation des actifs loués	11.3	898,2	833,4	830,5
Actifs financiers non courants	11.4	49,2	42,6	38,0
Actifs d'impôt différé	10.2	60,1	88,1	99,4
Total des actifs non courants		6 093,8	6 139,7	6 186,8
Stocks	12.1	1 696,9	1 674,2	1 544,9
Créances clients	12.2	2 059,3	2 091,5	2 074,4
Créances d'impôt courant		7,9	14,4	48,1
Autres actifs	12.3	533,1	506,2	501,2
Actifs destinés à être cédés	13	169,4	42,5	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	514,3	544,9	563,6
Total des actifs courants		4 980,9	4 873,7	4 732,2
Total des actifs		11 074,8	11 013,3	10 919,0
CAPITAUX PROPRES				
Capital social	16	1 520,5	1 519,9	1 516,7
Prime d'émission	16	1 451,2	1 554,0	1 559,2
Réserves		1 258,4	1 068,5	1 011,1
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société		4 230,1	4 142,5	4 087,0
Intérêts ne conférant pas le contrôle		5,2	3,9	2,2
Total des capitaux propres		4 235,3	4 146,4	4 089,1
DETTES				
Dettes financières non courantes	22.1	1 733,1	1 925,0	2 436,2
Obligations locatives non courantes	11.3	846,5	783,9	762,6
Provisions pour retraites et avantages assimilés	21.2	312,1	266,2	319,9
Passifs d'impôt différé	10.2	184,6	208,6	158,6
Provisions et autres passifs non courants	20	40,8	54,5	49,0
Total des passifs non courants		3 117,1	3 238,1	3 726,3
Dettes financières courantes	22.1	744,2	644,4	149,4
Intérêts courus	22.1	4,6	5,0	6,3
Obligations locatives courantes	11.3	163,5	160,6	162,6
Dettes fournisseurs		2 021,7	2 024,1	2 034,1
Dettes d'impôt exigible		14,1	26,8	34,8
Autres dettes	24	738,9	728,9	716,5
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	13	35,3	38,9	-
Total des passifs courants		3 722,4	3 628,8	3 103,5
Total des passifs		6 839,4	6 867,0	6 829,8
Total des passifs et des capitaux propres		11 074,8	11 013,3	10 919,0

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau des flux de trésorerie consolidé

		EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	NOTE	2019	2018 ⁽¹⁾
<i>(en millions d'euros)</i>			
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Résultat opérationnel		486,3	435,8
Amortissements, dépréciations et mises au rebut d'actifs	6-8	433,1	380,4
Avantages du personnel		(24,5)	(18,5)
Variation des autres provisions		(15,4)	8,7
Autres éléments opérationnels sans effet sur la trésorerie		(10,6)	7,2
Intérêts sur obligations locatives	11.3	(45,5)	(45,3)
Intérêts financiers payés		(82,3)	(84,3)
Impôt payé		(118,2)	(80,7)
Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement		622,7	603,4
Variation des stocks		(62,7)	(130,3)
Variation des créances clients		18,7	(28,7)
Variation des dettes fournisseurs		(3,8)	14,2
Variations des autres créances et autres dettes		(22,3)	(15,1)
Variation du besoin en fonds de roulement		(70,0)	(159,9)
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles		552,7	443,4
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(124,3)	(114,5)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		7,9	23,9
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise		(4,2)	(2,7)
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée		6,5	0,0
Variation des placements à long terme		(4,0)	1,0
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement		(118,2)	(92,3)
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Ventes / (Achats) d'actions propres		2,2	(10,2)
Émission d'emprunts obligataires nette des coûts de transaction	22.2	594,4	-
Remboursement d'emprunts obligataires	22.2	(666,9)	-
Variation nette des facilités de crédit, des billets de trésorerie et autres dettes financières	22.2	(6,4)	(9,6)
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation	22.2	(71,6)	(6,9)
Remboursement des obligations locatives	11.3	(175,2)	(166,5)
Dividendes payés	17	(133,0)	(126,8)
Trésorerie nette provenant des activités de financement		(456,3)	(320,0)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(21,9)	31,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		544,9	563,6
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie détenue		(3,0)	(20,6)
Trésorerie reclassée en actifs destinés à être cédés	13	(5,6)	(29,3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		514,3	544,9

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	NOTE	CAPITAL SOCIAL	PRIME D'ÉMISSION	RÉSULTATS ACCUMULÉS NON DISTRIBUÉS	RÉSERVE DE CONVERSION	RÉSERVE DE COUVERTURE DES FLUX DE TRÉSORERIE FUTURS	REVALORISATION DE LA DETTE NETTE DE PENSION	TOTAL ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE	INTÉRÊTS NE CONFÉRANT PAS LE CONTRÔLE	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018										
Au 1 ^{er} janvier 2018 (publié)		1 516,7	1 559,2	1 287,0	(19,7)	2,6	(190,5)	4 155,4	2,2	4 157,6
Effet du changement de méthode comptable relatif à l'application de la norme IFRS 16	3.2.1	-	-	(68,5)	-	-	-	(68,5)	(0,0)	(68,5)
Au 1 ^{er} janvier 2018 (retraité)		1 516,7	1 559,2	1 218,5	(19,7)	2,6	(190,5)	4 087,0	2,2	4 089,1
Résultat net (retraité)		-	-	134,0	-	-	-	134,0	1,6	135,6
Autres éléments du résultat global (retraité)		-	-	-	12,3	(0,8)	38,1	49,6	0,1	49,7
Résultat global de l'exercice (retraité)		-	-	134,0	12,3	(0,8)	38,1	183,6	1,7	185,3
Distribution de dividendes en numéraire	17	-	-	(126,8)	-	-	-	(126,8)	-	(126,8)
Augmentation de capital		3,2	(5,2)	2,0	-	-	-	0,0	0,1	0,1
Paielements fondés sur des actions		-	-	8,4	-	-	-	8,4	-	8,4
Cessions / (achats) d'actions propres		-	-	(9,6)	-	-	-	(9,6)	-	(9,6)
Au 31 décembre 2018 (retraité)		1 519,9	1 554,0	1 226,4	(7,4)	1,8	(152,4)	4 142,5	3,9	4 146,4
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019										
Au 1 ^{er} janvier 2019 (retraité)		1 519,9	1 554,0	1 226,4	(7,4)	1,8	(152,4)	4 142,5	3,9	4 146,4
Résultat net		-	-	204,4	-	-	-	204,4	(0,6)	203,8
Autres éléments du résultat global		-	-	-	71,9	(6,5)	(46,2)	19,2	0,1	19,3
Résultat global de l'exercice		-	-	204,4	71,9	(6,5)	(46,2)	223,7	(0,5)	223,1
Distribution de dividendes en numéraire	17	-	(104,9)	(28,0)	-	-	-	(133,0)	-	(133,0)
Attribution gratuite d'actions et annulation d'actions attribuées gratuitement		0,6	2,1	(2,7)	-	-	-	(0,0)	-	(0,0)
Paielements fondés sur des actions	7	-	-	7,3	-	-	-	7,3	-	7,3
Achat d'intérêts ne conférant pas le contrôle		-	-	(5,0)	-	-	-	(5,0)	2,7	(2,3)
Cession de participations		-	-	-	(7,4)	-	-	(7,4)	(0,9)	(8,3)
Cessions / (achats) d'actions propres		-	-	2,1	-	-	-	2,1	-	2,1
Au 31 décembre 2019		1 520,5	1 451,2	1 404,4	57,1	(4,7)	(198,6)	4 230,1	5,2	4 235,3

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes annexes

1. Informations générales

La société Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Ses actions sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

L'activité du Groupe s'exerce principalement dans le secteur de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles. Il s'adresse à une variété étendue de clients et marchés dans le domaine de la construction, de l'industrie et des services. L'offre de produits comprend les équipements d'installation électrique, les conduits et câbles, les produits d'éclairage, de sécurité et communication et de génie climatique, l'outillage, ainsi que les produits blancs et bruns. Le Groupe exerce principalement son activité en Europe, en Amérique du Nord (États-Unis et Canada) et dans la zone Asie-Pacifique (principalement en Chine, Australie et Nouvelle-Zélande).

Les présents états financiers consolidés couvrent la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019 et ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 12 février 2020.

2. Événements significatifs

En 2019, Rexel a refinancé l'obligation de 650 millions d'euros à échéance 2023 portant intérêt à 3,50 % par l'émission d'une nouvelle obligation de 600 millions d'euros à échéance 2026 portant intérêt à 2,75 % permettant ainsi d'allonger la maturité de sa dette tout en optimisant son coût moyen de financement. Une charge financière de 20,8 millions d'euros a été comptabilisée au titre de ce refinancement (voir note 22.1.2).

Le 30 décembre 2019, le Groupe a conclu un accord de cession des actifs et titres de participation relatifs à l'activité non stratégique de Gexpro Services. Gexpro Services, qui opère principalement aux États-Unis et dans une moindre mesure en Hongrie, est spécialisée dans la fourniture de solutions intégrées sur mesure, comportant des produits et des fournitures destinés aux intégrateurs et équipements industriels (énergie et renouvelables, technologie, transport, *aerospace*...). Au 31 décembre 2019, les actifs et passifs relatifs à cette activité ont été reclassés en actifs et passifs destinés à être cédés. La cession de ces actifs devrait intervenir au cours du premier trimestre 2020 (voir note 13.1).

3. Principales méthodes comptables

3.1 Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2019 (désignés ci-après comme « les états financiers ») ont été établis en conformité avec les Normes Internationales d'Information Financière (IFRS), telles qu'adoptées par l'Union européenne, et avec celles émises par le Comité des Normes Comptables Internationales (IASB), applicables au 31 décembre 2019.

Le Groupe a appliqué pour la première fois en 2019 la norme IFRS 16 « Contrats de location », dont les effets significatifs sont décrits dans la note 3.2.1.

Le référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

3.2 Préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au dixième de million le plus proche sauf indication contraire. Les totaux et sous-totaux présentés dans les états financiers consolidés sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner en raison des arrondis.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction d'exercer des jugements, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un effet sur l'application des méthodes comptables, sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées régulièrement. L'effet des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.

Les informations sur les principales hypothèses relatives aux estimations et sur les jugements exercés dans l'application des méthodes comptables, dont l'effet sur les montants comptabilisés dans les états financiers est significatif, sont décrites dans les notes suivantes :

- Regroupements d'entreprises (notes 3.5 et 4) ;
- Dépréciation du *goodwill* et des actifs incorporels (notes 3.5 et 11.1) ;
- Évaluation des obligations liées aux avantages du personnel (notes 3.15 et 21) ;

- Provisions et passifs éventuels (notes 3.17, 20 et 27) ;
- Rabais fournisseurs (notes 3.19 et 12.3) ;
- Contrats de location (notes 3.7 et 11.3) ;
- Reconnaissance des impôts différés actifs (notes 3.22 et 10) ;
- Évaluation des paiements fondés sur des actions (notes 3.16 et 18).

3.2.1 Changements de méthodes – amendements des normes IFRS

Le Groupe applique depuis le 1^{er} janvier 2019 la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

D'autres nouveaux amendements et interprétations, tels que l'interprétation IFRIC 23 « Incertitudes relatives aux traitements fiscaux », sont appliqués depuis le 1^{er} janvier 2019 mais n'ont pas eu d'effet significatif sur les états financiers du Groupe.

3.2.1.1. IFRS 16 « Contrats de location »

La norme IFRS 16 « Contrats de location » remplace la norme IAS 17 « Contrats de location », les interprétations IFRIC 4 « Déterminer si un accord contient un contrat de location », SIC 15 « Avantages dans les contrats de location simple » et SIC 27 « Évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location ».

La norme IFRS 16 présente un modèle unique de comptabilisation chez le preneur. Selon ce modèle, le preneur constate un actif représentant le droit d'utilisation d'un actif loué pendant la durée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers futurs (voir note 3.7).

Le Groupe a conclu des contrats de location pour la plupart de ses immeubles, comprenant le réseau d'agences commerciales, les centres logistiques et les bâtiments administratifs, ainsi que pour les autres équipements tels que les véhicules.

Le Groupe a appliqué la norme IFRS 16 depuis le 1^{er} janvier 2019 selon la méthode rétrospective complète. Le Groupe a choisi de se prévaloir de la mesure de simplification l'autorisant à ne pas réapprécier si un contrat est, ou contient, un contrat de location à la date de la première application. En conséquence, le Groupe a appliqué la norme uniquement aux contrats qui étaient considérés comme des contrats de location selon la norme IAS 17 et l'interprétation IFRIC 4. Le Groupe a également utilisé les dérogations relatives aux contrats de location d'une durée égale ou inférieure à 12 mois sans option d'achat (« contrats de location à court terme ») ou ceux dont l'actif sous-jacent est de faible valeur (« actifs à faible valeur »).

Effet de l'adoption d'IFRS 16 « Contrats de location »

L'effet de l'adoption d'IFRS 16 « Contrats de location » sur le bilan au 1^{er} janvier 2018 se présente comme suit :

(en millions d'euros)	AU 1 ^{ER} JANVIER 2018		
	PUBLIÉ	AJUSTEMENTS	IFRS 16 RETRAITÉ
ACTIF			
Goodwill	3 914,9	-	3 914,9
Immobilisations incorporelles	1 049,7	-	1 049,7
Immobilisations corporelles	272,0	(17,6) ⁽¹⁾	254,4
Droit d'utilisation des actifs loués	-	830,5 ⁽²⁾	830,5
Actifs financiers non courants	38,0	0,0	38,0
Actifs d'impôt différé	96,6	2,8 ⁽³⁾	99,4
Total des actifs non courants	5 371,2	815,6	6 186,8
Stocks	1 544,9	-	1 544,9
Créances clients	2 074,4	(0,0)	2 074,4
Créances d'impôt courant	48,1	-	48,1
Autres actifs	512,7	(11,5) ⁽⁴⁾	501,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	563,6	(0,0)	563,6
Total des actifs courants	4 743,7	(11,5)	4 732,2
Total des actifs	10 114,9	804,1	10 919,0
Total des capitaux propres	4 157,6	(68,5)	4 089,1
DETTES			
Dettes financières non courantes	2 450,5	(14,3) ⁽⁵⁾	2 436,2
Obligations locatives non courantes	-	762,6 ⁽⁶⁾	762,6
Provisions pour retraites et avantages assimilés	319,9	-	319,9
Passifs d'impôt différé	172,8	(14,2) ⁽³⁾	158,6
Provisions et autres passifs non courants	56,3	(7,3) ⁽⁷⁾	49,0
Total des passifs non courants	2 999,6	726,7	3 726,3
Dettes financières courantes	155,5	(6,2) ⁽⁵⁾	149,4
Intérêts courus	6,3	(0,0)	6,3
Obligations locatives courantes	-	162,6 ⁽⁶⁾	162,6
Dettes fournisseurs	2 034,8	(0,7)	2 034,1
Dette d'impôt exigible	34,8	-	34,8
Autres dettes	726,3	(9,9) ⁽⁴⁾	716,5
Total des passifs courants	2 957,7	145,8	3 103,5
Total des passifs	5 957,3	872,6	6 829,8
Total des passifs et des capitaux propres	10 114,9	804,1	10 919,0

(1) Décomptabilisation selon IFRS 16 des actifs capitalisés, auparavant enregistrés au titre des contrats de location-financement.

(2) Le droit d'utilisation des actifs loués, net des pertes de valeur, a été comptabilisé et présenté séparément.

(3) Diminution des passifs d'impôt différé nets des actifs d'impôt différé de 17,0 millions d'euros consécutivement à l'effet d'impôt différé sur les variations d'actifs et de passifs.

(4) Décomptabilisation des charges constatées d'avance pour 11,5 millions d'euros et des charges à payer pour 9,9 millions d'euros relatifs aux contrats de location simple.

(5) Décomptabilisation selon IFRS 16 des dettes de location-financement reconnues précédemment pour 20,5 millions d'euros en dettes financières.

(6) Les obligations locatives ont été comptabilisées pour un montant de 925,2 millions d'euros et sont présentées séparément.

(7) Décomptabilisation des provisions pour contrats de location onéreux selon IFRS 16.

L'effet de l'adoption d'IFRS 16 « Contrats de location » sur le bilan au 31 décembre 2018 se présente comme suit :

(en millions d'euros)	AU 31 DÉCEMBRE 2018		
	PUBLIÉ	AJUSTEMENTS	IFRS 16 RETRAITÉ
ACTIF			
Goodwill	3 871,1	-	3 871,1
Immobilisations incorporelles	1 038,8	(1,0)	1 037,9
Immobilisations corporelles	281,1	(14,5) ⁽¹⁾	266,6
Droit d'utilisation des actifs loués	-	833,4 ⁽²⁾	833,4
Actifs financiers non courants	42,6	-	42,6
Actifs d'impôt différé	85,8	2,3 ⁽³⁾	88,1
Total des actifs non courants	5 319,4	820,2	6 139,7
Stocks	1 674,2	-	1 674,2
Créances clients	2 091,5	-	2 091,5
Créances d'impôt courant	14,4	-	14,4
Autres actifs	519,0	(12,8) ⁽⁴⁾	506,2
Actifs destinés à être cédés	41,9	0,6 ⁽²⁾	42,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	544,9	-	544,9
Total des actifs courants	4 885,9	(12,2)	4 873,7
Total des actifs	10 205,3	808,0	11 013,3
Total des capitaux propres	4 232,2	(85,9)	4 146,4
DETTES			
Dettes financières non courantes	1 936,2	(11,2) ⁽⁵⁾	1 925,0
Obligations locatives non courantes	-	783,9 ⁽⁶⁾	783,9
Provisions pour retraites et avantages assimilés	266,2	-	266,2
Passifs d'impôt différé	225,2	(16,6) ⁽³⁾	208,6
Provisions et autres passifs non courants	63,2	(8,7) ⁽⁷⁾	54,5
Total des passifs non courants	2 490,7	747,4	3 238,1
Dettes financières courantes	649,0	(4,5) ⁽⁵⁾	644,4
Intérêts courus	5,0	-	5,0
Obligations locatives courantes	-	160,6 ⁽⁶⁾	160,6
Dettes fournisseurs	2 024,6	(0,4)	2 024,1
Dettes d'impôt exigible	26,8	-	26,8
Autres dettes	738,8	(9,9) ⁽⁴⁾	728,9
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	38,3	0,6 ⁽⁶⁾	38,9
Total des passifs courants	3 482,4	146,4	3 628,8
Total des passifs	5 973,1	893,9	6 867,0
Total des passifs et des capitaux propres	10 205,3	808,0	11 013,3

(1) Décomptabilisation selon IFRS 16 des actifs capitalisés, auparavant enregistrés au titre des contrats de location-financement.

(2) Le droit d'utilisation des actifs loués, net des pertes de valeur, a été comptabilisé pour 834,0 millions d'euros et est présenté séparément ou inclus dans les actifs destinés à être cédés le cas échéant.

(3) Diminution des passifs d'impôt différé nets des actifs d'impôt différé de 18,9 millions d'euros consécutivement à l'effet d'impôt différé sur les variations d'actifs et de passifs.

(4) Décomptabilisation des charges constatées d'avance pour 12,8 millions d'euros et des charges à payer pour 9,9 millions d'euros relatifs aux contrats de location simple.

(5) Décomptabilisation selon IFRS 16 des dettes de location-financement reconnues précédemment pour 15,7 millions d'euros en dettes financières.

(6) Les obligations locatives ont été comptabilisées pour un montant de 945,1 millions d'euros et sont présentées séparément ou inclus dans les passifs liés aux actifs destinés à être cédés le cas échéant.

(7) Décomptabilisation des provisions pour contrats de location onéreux selon IFRS 16.

L'effet de l'adoption d'IFRS 16 « Contrats de location » sur le compte du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018 se présente comme suit :

(en millions d'euros)	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018		
	PUBLIÉ	AJUSTEMENTS	IFRS 16 RETRAITÉ
Chiffre d'affaires	13 365,7	-	13 365,7
Coût des ventes	(10 078,7)	-	(10 078,7)
Marge brute	3 286,9	-	3 286,9
Frais administratifs et commerciaux	(2 702,2)	32,2 ⁽¹⁾	(2 670,0)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges	584,7	32,2	617,0
Autres produits et autres charges	(174,9)	(6,2) ⁽²⁾	(181,2)
Résultat opérationnel	409,8	26,0	435,8
Charges financières nettes	(100,6)	(44,3) ⁽³⁾	(144,9)
Résultat net avant impôt	309,2	(18,3)	290,9
Impôt sur le résultat	(157,0)	1,6 ⁽⁴⁾	(155,3)
Résultat net	152,3	(16,7)	135,6
Résultat net par action (en euros)	0,50	(0,06)	0,44
Résultat net dilué par action (en euros)	0,50	(0,06)	0,44

(1) Effet de l'annulation des charges de loyer pour un montant de 196,9 millions d'euros compensée par l'amortissement des droits d'utilisation des actifs reconnus d'un montant de 164,6 millions d'euros.

(2) Effet de la perte de valeur sur les droits d'utilisation des actifs s'élevant à 12,3 millions d'euros après la décomptabilisation des provisions pour immeubles vacants d'un montant de 6,1 millions d'euros.

(3) Effet de la charge d'intérêt relative aux obligations locatives en application d'IFRS 16.

(4) Effet des ajustements ci-dessus sur la charge d'impôt sur le résultat.

Il n'y a pas d'effet significatif sur le résultat global.

L'effet de l'adoption d'IFRS 16 « Contrats de location » sur le tableau des flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 décembre 2018 se présente comme suit :

(en millions d'euros)	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018		
	PUBLIÉ	AJUSTEMENTS	IFRS 16 RETRAITÉ
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles	284,7	158,7	443,4
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement	(95,5)	3,2	(92,3)
Trésorerie nette provenant des activités de financement	(158,2)	(161,9)	(320,0)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31,1	-	31,1

La trésorerie nette provenant des activités opérationnelles a augmenté de 158,7 millions et la trésorerie nette provenant des activités de financement a diminué de 161,9 millions représentant principalement les paiements en principal des obligations locatives.

3.2.1.2. Autres nouvelles normes et interprétations applicables depuis le 1^{er} janvier 2019

Les interprétations et amendements suivants sont applicables depuis le 1^{er} janvier 2019 et n'ont pas eu d'effet significatif sur les états financiers consolidés du Groupe. Le Groupe n'est pas concerné par les autres

publications du Comité des Normes Comptables Internationales (IASB) et du Comité d'Interprétation des Normes Internationales d'Information Financière (IFRIC).

- Interprétation IFRIC 23 « Incertitudes relatives aux traitements fiscaux »

Cette interprétation clarifie l'application d'IAS 12 « Impôts sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat. Elle ne s'applique pas aux impôts et taxes exclus du champ d'application de l'IAS 12 « Impôts

sur le résultat », ni aux intérêts et pénalités qui leur sont liés. Elle précise particulièrement :

- si le traitement de l'incertitude fiscale doit s'effectuer de façon globale ou séparé ;
- les hypothèses à retenir relatives à l'examen des traitements fiscaux par les administrations fiscales ;
- comment une entité détermine le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases d'imposition, les déficits reportables, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'imposition ;
- qu'une entité doit réévaluer ses jugements et ses estimations en cas de changement dans les faits et circonstances.

Une entité doit déterminer s'il faut considérer une position fiscale incertaine seule ou conjointement avec une ou plusieurs autres positions fiscales incertaines et doit privilégier une approche qui permet de mieux évaluer la résolution des incertitudes.

Le Groupe exerce un jugement significatif pour identifier les incertitudes liées aux traitements fiscaux. Dès lors que le Groupe évolue dans un environnement international complexe, il a évalué si l'interprétation avait une incidence sur ses états financiers consolidés. Le Groupe a déterminé, sur la base de son analyse de conformité et de son système de contrôle interne, qu'il est probable que ses traitements fiscaux soient acceptés par les autorités fiscales.

- Amendements à l'IAS 19 « Avantages du personnel »
Les amendements précisent que lorsque la modification, réduction ou liquidation d'un régime intervient au cours de l'exercice, l'entité doit déterminer le coût des services rendus pour la période postérieure à ces événements au moyen des hypothèses actuarielles utilisées pour la réévaluation du passif net au titre des prestations accordées afin de refléter les avantages accordés et les actifs de couverture après l'événement concerné. Elle doit aussi calculer les intérêts nets pour la période de l'exercice postérieure à la modification, réduction ou liquidation, au moyen du passif net au titre des prestations définies et du taux d'actualisation utilisé pour la réévaluation du passif au titre des prestations après l'événement concerné.
- Le 12 décembre 2017, l'IASB a publié le cycle d'amélioration des normes IFRS 2015-2017, contenant quelques amendements aux IFRS et notamment :
 - IAS 12 « Impôts sur le résultat » : les amendements précisent que les conséquences fiscales des distributions de dividendes doivent être

reconnues dans le compte de résultat quelle que soit l'origine de l'impôt sur les distributions.

- IAS 23 « Coûts d'emprunt » : les amendements précisent que si un emprunt spécifique demeure après que l'actif, auquel il était adossé, a été mis en service pour son usage prévu ou sa cession, alors cet emprunt est considéré comme faisant partie des ressources générales affectées au calcul du taux de capitalisation des emprunts.

3.2.2 Nouvelles normes et interprétations d'application ultérieure approuvées par l'Union européenne applicables pour les périodes ultérieures

Les normes et interprétations suivantes ont été publiées par l'IASB et le Comité d'Interprétation des normes comptables et ont été approuvées par l'Union européenne mais ne sont pas encore applicables :

- Amendements à l'IAS 1 « Présentation des états financiers » et à l'IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations complètes et erreurs » : modification de la définition du terme « significatif » :

En octobre 2018, l'IASB a publié des amendements à l'IAS 1 et l'IAS 8 pour homogénéiser sa définition de la matérialité et clarifier certains aspects de la définition. La nouvelle définition stipule qu'une information est significative si son omission, son inexactitude ou son opacité pourrait influencer les décisions que les principaux utilisateurs des états financiers prendraient sur la base de ces derniers. Les amendements sont applicables de façon prospective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020, avec une application anticipée possible. Rexel ne prévoit pas d'effet significatif sur ces états financiers consolidés lié à l'adoption de ces amendements.

- Amendements aux normes IFRS 9 « Instruments financiers », IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » :

En septembre 2019, l'IASB a publié des amendements aux normes IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 pour résoudre les problèmes liés à la réforme de l'IBOR et ses effets éventuels sur les conditions d'application de la comptabilité de couverture, au cours de la période précédant le remplacement d'un taux de référence par un taux d'intérêt alternatif. Les amendements :

- Modifient les conditions spécifiques d'application de la comptabilité de couverture afin que les entités qui les appliquent continuent à utiliser les taux de référence pour la valorisation des instruments financiers et précisent que les flux

de trésorerie provenant de l'instrument de couverture ne seront pas modifiés en raison de la réforme des taux d'intérêt de référence ;

- Sont obligatoires pour toutes les relations de couverture directement concernées par cette réforme ;
- Ne visent pas à alléger toute autre conséquence résultant de la réforme des taux d'intérêt de référence (si une relation de couverture ne satisfait plus aux conditions d'application de la comptabilité de couverture pour des raisons autres que celles spécifiées par les amendements, la comptabilité de couverture ne doit plus être appliquée) et
- Requièrent des informations sur les effets des amendements sur les relations de couverture.

Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020 et doivent être appliquées de façon rétrospective. Le Groupe a choisi de les appliquer par anticipation, comme les amendements le permettent.

3.2.3 Normes et interprétations publiées par l'IASB et par le Comité d'Interprétation des normes internationales d'Information Financière (IFRIC) et non encore approuvées par l'Union européenne

Les normes et interprétations suivantes ont été publiées par l'IASB, mais ne sont pas encore approuvées par l'Union européenne. Leur effet éventuel sur le Groupe est en cours d'analyse :

- Amendements à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » : définition d'une entreprise

En octobre 2018, l'IASB a publié des amendements à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » qui visent à aider les entités à faire la distinction entre l'acquisition d'une entreprise et d'un groupe d'actifs.

Ils clarifient les critères requis pour qualifier une entreprise, suppriment l'évaluation de la capacité des acteurs du marché à remplacer des éléments manquants, ajoutent des précisions pour aider les entités à déterminer si l'activité est significative, affinent la définition d'une entreprise et de sa finalité et introduit un test facultatif de concentration de la juste valeur.

Ces amendements sont applicables de façon prospective aux acquisitions qui ont lieu à compter du 1^{er} janvier 2020, avec une application anticipée autorisée. Dès lors que les amendements s'appliquent de façon prospective aux transactions ou autres événements qui interviennent à partir de la date de première application, le Groupe ne sera pas affecté par ces amendements à la date de transition.

3.3 Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Rexel S.A., société mère du Groupe, et ses filiales directes et indirectes au 31 décembre 2019. Les filiales (y compris les entités *ad hoc*) sont des entités contrôlées par le Groupe. Le contrôle existe lorsque le Groupe a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financière et opérationnelle de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Pour apprécier le contrôle, les droits de vote exerçables effectifs ou potentiels sont pris en considération.

Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est obtenu et jusqu'à la date où il cesse. Tous les actifs et passifs, pertes et gains latents, produits et charges, dividendes et autres transactions résultant de transactions intra-groupes sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

Les pertes supportées par les filiales consolidées sont attribuées aux intérêts ne conférant pas le contrôle pour leur quote-part, y compris lorsqu'elles conduisent à reconnaître des montants débiteurs.

3.4 Conversion des opérations en devises étrangères

Les opérations incluses dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évaluées en utilisant la devise de l'environnement économique dans lequel l'entité opère (monnaie fonctionnelle).

La monnaie fonctionnelle de Rexel et la monnaie de présentation des états financiers du Groupe sont l'euro.

Transactions en monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis en euro en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant du règlement des transactions en monnaie étrangère et de la conversion au cours de clôture des actifs et passifs non monétaires en monnaie étrangère sont comptabilisés en produits ou en charges. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de transaction.

Activités à l'étranger

Les actifs et les passifs d'une activité à l'étranger, y compris le *goodwill* et les ajustements de juste valeur

découlant de la consolidation, sont convertis en euro en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les produits et les charges d'une activité à l'étranger sont convertis en euro en utilisant le cours approchant les cours de change aux dates de transactions. Les écarts de change résultant des conversions sont comptabilisés en réserve de conversion, en tant que composante distincte des capitaux propres (écarts de conversion).

Investissement net dans une activité à l'étranger

Les écarts de change résultant de la conversion d'un investissement net dans une activité à l'étranger sont comptabilisés en réserve de conversion. Ils sont repris lors de la sortie de l'activité à l'étranger et sont intégrés au résultat de cession.

3.5 Immobilisations incorporelles

Goodwill

Le coût d'une acquisition est déterminé à la date d'acquisition. Les contreparties conditionnelles sont comptabilisées à leur juste valeur estimée à la date d'acquisition. Les variations ultérieures de la juste valeur des contreparties conditionnelles, classées en actifs ou en dettes, sont comptabilisées en résultat. Pour chaque acquisition, le Groupe évalue les intérêts ne conférant pas le contrôle, soit à leur juste valeur, soit à leur quote-part dans les actifs nets identifiables. Les frais connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charges.

À la date d'acquisition, l'excédent entre la contrepartie transférée augmentée des intérêts ne conférant pas le contrôle et la juste valeur des actifs nets acquis est comptabilisé en *goodwill*.

Le *goodwill* est ensuite évalué à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur. Il est affecté à des unités génératrices de trésorerie (UGT).

Le *goodwill* n'est pas amorti, mais est soumis à un test de dépréciation lorsque des circonstances indiquent qu'une perte de valeur est susceptible d'être intervenue et dans tous les cas au moins une fois par an. De telles circonstances incluent des changements significatifs, défavorables et présentant un caractère durable de l'environnement économique ou des hypothèses et objectifs mis en avant lors de l'acquisition.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'une unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat (dans la rubrique « Autres charges »).

Les pertes de valeur comptabilisées au titre du *goodwill* sont irréversibles.

Si le *goodwill* a été affecté à une unité génératrice de trésorerie (ou groupe d'unités génératrices de trésorerie) et si une activité au sein de cette unité est cédée, le *goodwill* lié à l'activité sortie est inclus dans la valeur comptable de l'activité lors de la détermination du résultat de cession. Le *goodwill* ainsi cédé est évalué sur la base des valeurs relatives de l'activité cédée et de la part de l'unité génératrice de trésorerie conservée.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements (voir ci-dessous) et des pertes de valeur.

Les actifs incorporels identifiables, acquis lors d'un regroupement d'entreprises, sont comptabilisés à la juste valeur dans le cadre de l'affectation du coût de regroupement. Les actifs incorporels sont considérés comme identifiables, s'ils résultent de droits contractuels ou légaux ou s'ils sont séparables.

Amortissement

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel, sauf si cette durée d'utilité est indéfinie. Les actifs incorporels, dont la durée d'utilité est indéfinie, font l'objet d'un test de dépréciation systématique au minimum à chaque date de clôture. La durée d'utilité d'une immobilisation incorporelle à durée de vie indéfinie est réexaminée annuellement, afin de déterminer si l'appréciation du caractère indéfini de la durée d'utilité pour cet actif continue d'être justifiée. Lorsque la durée d'utilité devient déterminable, l'appréciation du caractère indéfini de la durée d'utilité est modifiée de manière prospective. Les autres actifs incorporels sont amortis à partir de la date à laquelle ils sont prêts à être mis en service. Les durées d'utilité estimées pour les frais de développement de logiciels activés sont comprises entre 3 et 10 ans.

3.6 Immobilisations corporelles

Une immobilisation corporelle est évaluée à son coût diminué du cumul des amortissements (voir ci-dessous) et des pertes de valeur.

Amortissement

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée pour chaque composant d'une immobilisation corporelle.

Les terrains ne sont pas amortis.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- | | |
|--|-------------|
| • Bâtiments administratifs et commerciaux | 20 à 35 ans |
| • Agencements et aménagements, installations générales | 5 à 10 ans |
| • Matériel de transport | 3 à 8 ans |
| • Matériel informatique | 3 à 5 ans |

Les valeurs résiduelles, durées d'utilité et modes d'amortissement des actifs sont revus et modifiés, si nécessaire, à chaque clôture annuelle.

3.7 Contrats de location

Lors de la signature d'un accord, le Groupe détermine si celui-ci est un contrat de location ou intègre une composante de location. C'est le cas lorsque l'accord inclut le droit de contrôler un actif identifié pendant une période donnée en échange d'une rémunération. Il applique un modèle unique de comptabilisation et d'évaluation pour toutes les locations à l'exception de celles de courte durée ou relative à des actifs de faible valeur. Le Groupe comptabilise à l'actif des droits d'utilisation des actifs loués représentant le droit d'utiliser les actifs sous-jacents et au passif des obligations locatives représentant les loyers à payer.

Droit d'utilisation des actifs

Le Groupe comptabilise le droit d'utilisation des actifs à la date de prise d'effet du contrat (*i.e.* la date à laquelle l'actif sous-jacent est prêt à être utilisé). Le droit d'utilisation des actifs loués est évalué à son coût diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulés, et ajusté des réévaluations des obligations locatives. Le coût du droit d'utilisation des actifs comprend le montant de l'évaluation des obligations locatives comptabilisées, les coûts directs initiaux engagés, le montant des loyers versés à la date de prise d'effet ou avant cette date, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus. À moins que le Groupe ne soit raisonnablement certain d'obtenir la propriété de l'actif loué à la fin de la période de location, le droit d'utilisation des actifs est amorti linéairement sur la plus courte durée entre sa durée d'utilité estimée et la durée du contrat de location. Le droit d'utilisation des actifs loués peut faire l'objet d'une dépréciation (voir note 3.8).

Obligations locatives

À la date de prise d'effet du contrat, le Groupe comptabilise des obligations locatives évaluées à la valeur actualisée des loyers à payer sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent des paiements fixes (incluant les paiements fixes en substance), déduction faite, le cas échéant, des

incitations locatives à recevoir, des paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux et des sommes que le Groupe devrait payer au titre de la valeur résiduelle des garanties données. Les paiements de loyers comprennent également le prix d'exercice de toute option d'achat que le Groupe a la certitude raisonnable d'exercer et les pénalités exigées en cas de résiliation anticipée du contrat de location, si la durée du contrat de location prend en compte l'exercice par le Groupe de l'option de résiliation anticipée du contrat de location. Les paiements de loyers variables qui ne dépendent pas d'un index ou d'un taux sont comptabilisés en charge de la période au cours de laquelle intervient l'événement ou la condition qui déclenche le paiement.

Pour calculer la valeur actualisée des paiements de loyers, le Groupe utilise le taux d'emprunt marginal à la date de prise d'effet du contrat dès lors que le taux d'intérêt implicite du contrat de location n'est pas disponible en pratique. Après la date de prise d'effet du contrat, le montant des obligations locatives est augmenté du montant des intérêts dus au titre des obligations locatives et diminué du montant des loyers payés. Par ailleurs, la valeur comptable des obligations locatives est réestimée en cas de changement de la durée du contrat de location, du montant des loyers fixes en substance ou de l'appréciation d'une option d'achat de l'actif sous-jacent.

Contrats de location de courte durée et contrats de location d'actifs à faible valeur

Le Groupe applique la dérogation relative à la comptabilisation des contrats de courte durée (*i.e.* les contrats de location dont la durée est égale ou inférieure à 12 mois et qui ne contiennent pas d'option d'achat). Il applique également la dérogation relative à la comptabilisation des contrats dont l'actif sous-jacent est de faible valeur aux locations de matériel de bureau notamment copieurs, imprimantes, ordinateurs de bureaux dont la valeur individuelle est de faible valeur. Les loyers relatifs à ces contrats sont constatés en charge en « Frais administratifs et commerciaux » de façon linéaire sur la durée du contrat.

Durée des contrats de location

Le Groupe détermine la durée du contrat de location comme étant la durée pendant laquelle le contrat n'est pas résiliable, à laquelle s'ajoutent les durées visées par toute option de prolongation de contrat de location que le Groupe a la certitude raisonnable d'exercer ou toute option de résiliation du contrat de location que le Groupe a la certitude raisonnable de ne pas exercer.

Le Groupe bénéficie d'une option de renouvellement pour certains contrats relatifs aux locaux de son

réseau d'agences commerciales. Dans le cadre du renouvellement des contrats de location, le Groupe prend en compte, contrat par contrat, tous les facteurs pertinents constitutifs d'un avantage économique pour le Groupe, notamment le coût de déménagement, y compris l'effet des perturbations éventuelles sur l'activité résultant de la résiliation d'un bail, l'attractivité du site et les sommes investies dans l'aménagement des locaux. Le Groupe prend en compte généralement les options de renouvellement dès la conclusion du contrat initial. Après la date de prise d'effet du contrat, le Groupe réestime la durée du contrat si un événement ou changement de circonstances important dépendant de sa volonté est susceptible d'affecter sa capacité d'exercer (ou de ne pas exercer) l'option de renouvellement (*i.e.* un changement de stratégie commerciale).

À la suite de la publication de la décision finale de l'IFRS IC le 16 décembre 2019 portant sur la durée des contrats de location qui intègrent une option de résiliation ou de renouvellement, le Groupe procède actuellement au recensement des contrats potentiellement concernés, à la collecte des informations nécessaires et aux analyses qui permettront d'estimer les éventuels impacts sur la durée des contrats de location, et par conséquent sur la valeur des droits d'utilisation et de la dette locative du Groupe.

Taux d'actualisation

Le Groupe utilise le taux d'emprunt marginal pour évaluer les obligations locatives dès lors qu'il n'est pas possible de déterminer facilement le taux d'intérêt implicite du contrat de location. Le taux d'emprunt marginal est déterminé par référence au taux du *swap* de référence sur 7 ans applicable à chaque filiale dans sa devise fonctionnelle, auquel est ajoutée la marge de crédit du Groupe, qui est issue des Obligations Senior émises représentant la principale source de financement du Groupe.

Impôt sur le résultat

Le Groupe a choisi de comptabiliser l'impôt différé sur le droit d'utilisation des actifs et sur les obligations locatives.

3.8 Dépréciation des actifs non financiers

Une perte de valeur apparaît lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable, qui est la plus élevée de sa juste valeur diminuée des coûts de transaction et de sa valeur d'utilité. La juste valeur diminuée des coûts de transaction est fondée sur les données disponibles issues de transactions entre

tiers pour des actifs similaires à des prix de marché observables diminués des coûts de vente marginaux. La valeur d'utilité est calculée sur la base d'un modèle des flux de trésorerie actualisés, qui sont issus du budget des trois prochaines années et extrapolées pour deux années supplémentaires. La valeur d'utilité est la plus pertinente pour évaluer le *goodwill* et les autres actifs incorporels à durée de vie indéfinie déterminés par le Groupe, tels que le réseau de distribution et les partenariats stratégiques avec les fournisseurs. La dépréciation s'applique également au droit d'utilisation des actifs loués et aux autres actifs immobilisés après que le *goodwill* et les immobilisations incorporelles ont été dépréciés en totalité.

3.9 Stocks

Les stocks comprennent essentiellement des marchandises. Ils sont évalués au plus faible entre le coût et la valeur nette de réalisation. Le coût est calculé par référence à la méthode du Premier Entré, Premier Sorti, en incluant les coûts de transport et en déduisant les remises et rabais fournisseurs. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé à la date de clôture, diminué des coûts estimés pour réaliser la vente, en tenant compte de leur obsolescence technique ou commerciale et des risques liés à leur faible rotation.

3.10 Actifs financiers

Classification et évaluation des actifs financiers

Lors de sa comptabilisation initiale, un actif financier est classé comme étant évalué au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVCAP) ou à la juste valeur par le biais du compte de résultat (JVRES). Les actifs financiers détenus par le Groupe sont composés principalement de créances commerciales, de trésorerie et équivalents de trésorerie, d'instruments dérivés financiers comprenant des *swaps* de taux d'intérêt et des contrats de change à terme destinés à la couverture, ainsi que d'autres instruments dérivés non éligibles à la comptabilisation de couverture.

Lors de la comptabilisation initiale, à l'exception des créances commerciales, le Groupe évalue un actif financier à la juste valeur, à laquelle s'ajoutent, dans le cas d'un actif financier qui n'est pas classé en JVRES, les coûts de transaction. Les créances commerciales, ne contenant pas de composante financière significative, sont évaluées à leur valeur de transaction lors de leur comptabilisation initiale.

Les créances commerciales sont classifiées comme étant évaluées au coût amorti étant donné qu'elles sont uniquement détenues dans le but de percevoir

les flux de trésorerie contractuel correspondant aux remboursements du principal et aux versements d'intérêts sur le principal restant dû. Les actifs financiers évalués au coût amorti sont ensuite évalués selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont susceptibles d'être dépréciés. Les produits et charges liés à une décomptabilisation, à une modification ou à une dépréciation de l'actif financier sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Les instruments dérivés actifs désignés comme instruments de couverture des flux de trésorerie sont évalués, lors de la comptabilisation initiale, à la JVCAP. Les variations de juste valeur sont constatées dans le résultat global. Lors de la décomptabilisation, les variations de juste valeur cumulées dans le résultat global sont recyclées dans le compte de résultat (voir note 3.12).

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, ainsi que les instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture sont classifiés comme JVRES. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisse et les dépôts à vue, ainsi que les placements à court terme très liquides dont le risque de variation de valeur n'est pas significatif. Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont comptabilisés au bilan à la juste valeur et les variations sont constatées dans le compte de résultat.

Décomptabilisation des créances clients

Rexel gère plusieurs programmes de titrisation de créances commerciales et d'affacturage lui permettant de céder des créances commerciales éligibles et de recevoir un paiement en numéraire. Les créances clients sont décomptabilisées dès lors que le Groupe a transféré ses droits à recevoir des paiements au titre de l'actif ou qu'il a rempli son obligation de payer les flux de trésorerie reçus à une tierce partie dans le cadre d'un accord de transfert, d'une part, et qu'il a transféré, en substance, tous les risques et avantages attachés aux créances, d'autre part.

Quand le Groupe a transféré ses droits à recevoir des paiements en numéraire au titre d'un actif ou a conclu un contrat de transfert de créances, il évalue dans quelle mesure il a conservé les risques et avantages liés à la possession des créances. Quand il n'a pas transféré les risques et avantages de l'actif, les créances cédées restent inscrites à l'actif du bilan tandis que les financements reçus sont traités comme des dettes financières.

Dépréciation

Le Groupe constate une dépréciation pour les pertes de crédit attendues sur toutes les créances clients.

Il applique la méthode simplifiée pour calculer les pertes de crédit attendues et comptabilise une provision pour dépréciation fondée sur une matrice standard d'antériorité des créances échues. Le Groupe considère qu'une créance client échue depuis plus de 30 jours présente un risque de défaut. La perte de crédit attendue comptabilisée par le Groupe sur les créances non risquées (non échues et échues depuis moins de 30 jours) est calculée selon l'historique des pertes de crédit rapportées aux ventes. Dans certains cas, le Groupe peut également constater qu'une créance présente un risque de non-recouvrement lorsqu'il existe des indications objectives que le Groupe ne recevra pas le montant contractuel de la créance en totalité.

3.11 Passifs financiers

Lors de la comptabilisation initiale, les passifs financiers sont classés en passifs financiers évalués à la juste valeur par le compte de résultat, en emprunts et dettes financières, en dettes fournisseurs ou en instruments dérivés affectés à des couvertures efficaces. Les passifs financiers du Groupe sont composés de dettes fournisseurs et autres créditeurs, d'emprunts et dettes financières incluant les découverts, ainsi que d'instruments dérivés financiers. Les passifs financiers sont évalués, lors de leur comptabilisation initiale, à la juste valeur et, pour ce qui concerne les emprunts et les dettes financières, sont diminués des coûts de transaction qui leur sont directement attribuables. Ces coûts de transaction incluent les honoraires et les commissions payés aux agents et aux conseils, ainsi que les prélèvements des autorités de marché, les commissions de bourse et les droits d'enregistrement. En revanche, ils n'incluent ni les primes d'émission, ni l'allocation de frais administratifs internes ou de frais de siège.

Les dettes fournisseurs ne comprennent que les dettes dues aux fournisseurs de marchandises destinées à être revendues. Les factures à payer aux fournisseurs de frais généraux sont classées en autres dettes dans les passifs courants. Les coûts de transaction sont considérés comme étant comptabilisés à la juste valeur étant donné que ces dettes ne contiennent pas de composante financière significative (la date d'échéance étant inférieure à un an).

La catégorie « emprunts et dettes financières » est la plus importante pour le Groupe. Après leur comptabilisation initiale, les emprunts portant intérêts sont évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les coûts de transaction sont inclus dans le calcul du coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et, ainsi, sont amortis en résultat sur la durée de l'instrument.

Les pertes et profits liés à la décomptabilisation sont comptabilisés en compte de résultat.

Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat incluent uniquement les instruments financiers dérivés qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture. Les variations ultérieures de juste valeur sont constatées en compte de résultat.

Les instruments financiers passifs de couverture de flux de trésorerie sont évalués à la juste valeur par le résultat global lors de leur comptabilisation initiale. Les variations ultérieures de juste valeur sont constatées en résultat global. Lors de leur décomptabilisation, l'effet cumulé des variations de juste valeur est recyclé en résultat (voir note 3.12).

3.12 Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés, tels que les contrats à terme, des *swaps* de taux d'intérêt afin de couvrir ses risques de taux de change et ses risques de taux d'intérêt. Ces instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'origine à la juste valeur du jour où le contrat de dérivé est conclu. Postérieurement, ils sont réévalués à la juste valeur. Les dérivés sont assimilés à des actifs financiers lorsque la juste valeur est positive et à des passifs financiers lorsque la juste valeur est négative.

Pour les besoins de la comptabilité de couverture, les couvertures sont classées de la façon suivante :

- Couverture de juste valeur afin de couvrir l'exposition à la variabilité de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement hors bilan ;
- Couverture de flux de trésorerie afin de couvrir l'exposition à la variabilité des flux de trésorerie associée à un risque particulier sur un actif ou un passif ou sur une transaction prévue hautement probable ou au risque de variation des taux de change sur un engagement hors bilan ;
- Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger.

Lors de la mise en place d'une relation de couverture, le Groupe désigne formellement la couverture et décrit dans une documentation structurée la relation de couverture qu'il espère atteindre en décrivant l'objectif de l'entité en matière de gestion des risques et sa stratégie de couverture.

Couverture de juste valeur

La comptabilité de couverture de juste valeur est utilisée lorsqu'un instrument financier dérivé est désigné en tant que couverture des variations de

juste valeur d'une dette figurant au bilan, telle qu'une dette financière à taux fixe, comme, par exemple, des obligations.

Les instruments de couverture sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat. Les éléments couverts sont réévalués à leur juste valeur pour la part du risque couvert. Les ajustements de la valeur nette comptable de l'élément couvert correspondant sont également comptabilisés en résultat.

Pour la couverture de juste valeur adossée à des éléments comptabilisés au coût amorti, tout ajustement de la valeur comptable est amorti par le compte de résultat sur la durée de vie restante de l'instrument dérivé en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Quand la couverture est décomptabilisée, la juste valeur non amortie est constatée immédiatement en résultat.

Couverture de flux de trésorerie

Lorsqu'un instrument financier dérivé est désigné comme instrument de couverture des variations de flux de trésorerie d'un actif ou passif comptabilisé, ou d'une transaction future hautement probable, la part efficace du profit ou de la perte sur l'instrument financier dérivé est comptabilisée dans la réserve de couverture des flux de trésorerie incluse dans les autres éléments du résultat global.

Si la transaction future conduit ultérieurement à comptabiliser un actif ou un passif non financier, les profits et pertes associés sont recyclés de la réserve de couverture des flux de trésorerie vers le coût initial de l'actif ou du passif non financier. Si la transaction future conduit ultérieurement à comptabiliser un actif ou un passif financier, les profits et pertes associés, qui ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, sont repris dans le résultat de la ou des période(s) au cours desquelles l'actif ou le passif affecte le résultat (par exemple, lorsque le produit ou la charge d'intérêt est comptabilisé).

Pour les couvertures de flux de trésorerie autres que celles décrites dans le paragraphe précédent, les profits et pertes associés cumulés sont recyclés de la réserve de couverture des flux de trésorerie vers le résultat de la ou des périodes au cours desquelles la transaction future couverte affecte le résultat. La part inefficace du profit ou de la perte est comptabilisée immédiatement en résultat.

Lorsque la transaction couverte n'est plus hautement probable, le profit (la perte) cumulé(e) latent(e), qui avait été comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global, est reclassé(e) immédiatement en résultat.

Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger

La part du produit ou de la perte sur un instrument de couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger, qui est considérée comme une couverture efficace, est comptabilisée directement en autres éléments du résultat global. La part inefficace est comptabilisée immédiatement en résultat. Les gains et pertes accumulés en capitaux propres sont reconnus dans le compte de résultat lorsque l'activité à l'étranger est cédée.

3.13 Estimation de la juste valeur

Le Groupe évalue les instruments financiers tels que les dérivés à la juste valeur à chaque arrêtu.

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est soit reconnue, soit donnée en information sont classés dans des catégories selon une hiérarchie de juste valeur :

Niveau 1

La juste valeur des instruments financiers échangés sur des marchés actifs (tels que les dérivés et les placements échangés sur des marchés publics) est fondée sur le prix de marché coté à la date de clôture. Le prix de marché coté utilisé pour les actifs financiers détenus par le Groupe est le prix vendeur ; le prix de marché coté approprié pour les dettes financières est le prix acheteur. Cette méthode d'évaluation est qualifiée de niveau 1 dans la hiérarchie définie par la norme IFRS 13.

Niveau 2

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs (par exemple les dérivés de gré à gré) est déterminée grâce à des techniques d'évaluation. Les hypothèses utilisées sont observables soit directement (c'est-à-dire telles que des prix) ou indirectement (c'est-à-dire déterminées à partir de prix). Cette méthode d'évaluation est qualifiée de niveau 2 dans la hiérarchie définie par la norme IFRS 13.

Le niveau utilisé pour évaluer la juste valeur d'un instrument financier est indiqué dans la synthèse des actifs financiers (note 15) et dans la synthèse des passifs financiers (note 24).

3.14 Capital**Rachat d'instruments de capitaux propres**

Lorsque la Société rachète ses propres instruments de capitaux propres, le montant de la contrepartie payée, y compris les coûts directement attribuables, est comptabilisé en réduction des capitaux propres.

Dividendes

Les dividendes payés en numéraire sont comptabilisés en tant que dette au cours de la période où la distribution a été votée.

3.15 Avantages du personnel**3.15.1 Avantages du personnel à court terme**

Les avantages du personnel à court terme comprennent les salaires et rémunérations, les cotisations de Sécurité sociale, les absences rémunérées, l'intéressement et les primes payables dans les douze mois suivant la fin de la clôture de l'exercice. Ils sont évalués sur une base non actualisée et sont comptabilisés dans le résultat opérationnel dès que le service est rendu. Un passif est comptabilisé pour le montant correspondant aux bonus et plans d'intéressement réglés en trésorerie, dès lors que le Groupe a une obligation légale ou implicite de payer ces rémunérations en raison de services rendus par les salariés et lorsque l'obligation peut être estimée de façon fiable.

3.15.2 Engagements de retraite et autres avantages à long terme

Les engagements de retraite et avantages assimilés couvrent deux catégories d'avantages au personnel :

- les avantages postérieurs à l'emploi qui incluent notamment les indemnités de départ à la retraite, les compléments de retraite, ainsi que la couverture de certains frais médicaux pour les retraités ;
- les autres avantages à long terme (pendant la période d'activité) qui recouvrent principalement les médailles du travail.

Ces avantages se caractérisent de deux manières :

- les régimes à cotisations définies, qui ne sont pas porteurs d'engagement futur lorsque l'obligation juridique ou implicite de l'employeur est limitée au versement régulier de cotisations enregistrées en charges lorsqu'elles sont dues ;
- les régimes à prestations définies, par lesquels l'employeur garantit un niveau futur de prestations.

Engagements de retraite

L'obligation nette du Groupe au titre des régimes à prestations définies postérieurs à l'emploi, incluant les régimes de retraite, est calculée séparément pour chaque plan, en estimant le montant des avantages futurs auxquels les employés ont droit, au titre des services rendus dans la période en cours et dans les périodes passées. Ce montant est actualisé afin de calculer sa valeur actuelle. Le taux d'actualisation est le taux de rendement à la clôture des obligations

de première catégorie, présentant une échéance similaire aux engagements du Groupe. Le calcul est réalisé périodiquement, par un actuaire indépendant, à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées.

Le passif, enregistré au bilan au titre des régimes à prestations définies, représente la valeur actualisée de l'obligation au titre des plans à prestations définies à la date de clôture, diminuée de la juste valeur des actifs dédiés.

Lorsque la valeur des actifs du plan excède le montant des engagements du Groupe, l'actif reconnu est limité à la valeur actualisée des remboursements futurs des fonds disponibles du régime ou des réductions de cotisations futures.

Lorsque les droits des employés augmentent (ou sont réduits), la part de l'augmentation (ou de la diminution), liée aux services passés rendus par les employés, est reconnue immédiatement en charge (produit) dans le compte de résultat. Le coût des services au titre de la période, ainsi que les coûts administratifs de gestion des fonds, sont présentés au compte de résultat en frais commerciaux et administratifs. Les charges et produits liés à l'actualisation de l'obligation au titre des régimes à prestations définies nette des actifs du plan sont présentés en charges et produits financiers.

Les réévaluations de l'obligation au titre des régimes à prestations définies comprenant (i) les pertes et gains actuariels, (ii) le rendement réel des actifs incluant les dépenses administratives liées à la gestion des actifs et (iii) les variations de l'effet du plafonnement des actifs sont constatées dans les autres éléments du résultat global.

Autres avantages à long terme

Les avantages à long terme comprennent essentiellement les médailles du travail et les congés sabbatiques. L'obligation nette du Groupe au titre des avantages à long terme, autres que les avantages postérieurs à l'emploi, est égale à la valeur des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période présente et des périodes antérieures. Le montant de l'obligation est déterminé en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Ce montant est actualisé au taux fondé sur des obligations de première catégorie, dont les dates d'échéance sont proches de celles des engagements du Groupe prévalant à la date de clôture.

Les pertes et gains actuariels sont reconnus immédiatement en résultat, dans les frais administratifs et commerciaux.

3.16 Paiements fondés sur des actions

Les programmes d'attribution gratuite d'actions, qualifiés de transaction régie en instruments de capitaux propres, permettent aux membres du personnel du Groupe de recevoir des actions de la société mère du Groupe. La juste valeur des actions attribuées est comptabilisée en charges de personnel en contrepartie d'une augmentation des autres réserves sur la période durant laquelle le personnel acquiert les droits. La charge est déterminée en tenant compte d'une estimation du nombre d'instruments en fonction des conditions d'attribution.

La juste valeur des actions attribuées est évaluée à la date d'attribution en utilisant un modèle approprié en fonction des caractéristiques des plans.

3.17 Provisions

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'elle peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Dès lors que l'effet de la valeur temps est significatif, le montant de la provision est déterminé en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus au taux reflétant, d'une part, les appréciations actuelles de la valeur temps de l'argent par le marché et, d'autre part, les risques spécifiques à ce passif, le cas échéant.

Provisions pour restructuration

Une restructuration est un programme planifié et contrôlé par la Direction, qui modifie de façon significative, soit le champ d'activité de l'entité, soit la manière dont cette activité est gérée.

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque le Groupe a approuvé un plan formalisé et détaillé de restructuration et a, soit commencé à exécuter le plan, soit rendu public le plan. Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées. Les dépenses de restructuration sont comptabilisées en « autres charges » (voir note 3.20). Les coûts de restructuration comprennent principalement les charges de personnel (indemnités pour rupture de contrat de travail, préretraite, préavis non effectués), les fermetures d'établissements et les indemnités de rupture de contrats non résiliables.

Provisions pour contrats déficitaires

Une provision pour contrats déficitaires est comptabilisée lorsque les avantages économiques attendus du contrat sont inférieurs aux coûts

inévitables devant être engagés pour satisfaire aux obligations contractuelles.

Provisions pour litiges et contentieux

Les provisions pour litiges et contentieux comprennent les coûts estimés au titre des risques, litiges, contentieux et réclamations de la part de tiers, ainsi que l'effet probable des garanties données par le Groupe dans le cadre de cession d'immobilisations ou de filiales.

Ces provisions incluent également les charges relatives aux contentieux de nature sociale et fiscale. Le montant des redressements notifiés (ou en cours de notification) par l'administration compétente ne fait pas l'objet d'une provision s'il existe une probabilité satisfaisante de faire valoir le bien-fondé de la position du Groupe dans le contentieux en cours l'opposant à l'administration compétente.

La part des redressements non contestés est enregistrée en dettes, dès que le montant peut être chiffré de manière fiable.

3.18 Produits des contrats conclus avec les clients

Les obligations de performance de Rexel consistent essentiellement à fournir des produits électriques et à les acheminer sur le site du client en fournissant la prestation de transport. Compte tenu de la nature de son activité, les contrats conclus avec les clients ont généralement une durée inférieure à un an.

Les revenus générés par la vente de produits et les prestations de transport facturées aux clients sont présentés en chiffre d'affaires dans le compte de résultat. Les ventes sont comptabilisées au moment où le contrôle des marchandises est transféré au client, en général lors de la livraison ou de l'expédition des marchandises.

Rexel satisfait à ses obligations de prestation par le biais de ventes sur stocks ou de ventes directes :

- Les ventes sur stocks sont expédiées directement des entrepôts de Rexel vers les sites des clients ;
- Les ventes directes sont représentatives d'accords avec les clients au terme desquels le Groupe mandate un fournisseur tiers pour expédier des produits chez le client sur la base d'un bon de commande du client adressé à Rexel sans que ces produits ne transitent par les entrepôts du Groupe. Dans la plupart des cas, le Groupe agit comme principal dès lors :
 - qu'il a la responsabilité ultime de satisfaire la commande du client et qu'il fixe le prix ;
 - qu'il obtient le contrôle des marchandises au moment où elles sont enlevées par le transporteur

jusqu'à ce qu'elles soient livrées sur le site du client ;

- qu'il porte le risque de stock durant le transfert des marchandises et le risque de retour consécutif à la livraison.

Dans des cas très limités où ces conditions ne sont pas remplies, Rexel est considéré comme agent et comptabilise en chiffre d'affaires une commission représentant la différence entre le montant facturé au client et celui facturé par le fournisseur.

Le Groupe accorde des remises de volume à certains clients dès lors que les quantités achetées sur une période donnée sont supérieures à un seuil fixé contractuellement. Les remises sont déduites des montants dus par les clients. Pour estimer le montant des remises à accorder, le Groupe applique la méthode du montant le plus probable d'après le contrat et comptabilise un rabais à accorder aux clients.

Certains contrats accordent aux clients un droit de retour de marchandises dans une période donnée. Pour les marchandises qui sont susceptibles d'être retournées, le Groupe constate une dette liée à la réduction du chiffre d'affaires pour le montant estimé le plus probable. Un droit de retour correspondant au droit de récupérer des produits en provenance d'un client est également comptabilisé à l'actif en contrepartie du coût des ventes.

3.19 Rabais fournisseurs

Conformément à la pratique en vigueur dans le secteur de la distribution, Rexel conclut des accords annuels avec un certain nombre de fournisseurs, au terme desquels le Groupe reçoit des rabais fondés sur des volumes d'achats, des subventions marketing et d'autres remises du fait des achats de marchandises réalisés avec ces fournisseurs.

Les rabais relatifs aux achats de marchandises destinées à être revendues sont comptabilisés en diminution du coût des marchandises vendues ou contribuent à réduire la valeur d'inventaire des marchandises en stock à la clôture de l'exercice.

Une partie de ces rabais liés aux volumes d'achat est calculée mécaniquement selon des taux garantis (rabais inconditionnels) avec une part limitée de jugement. Une autre partie de ces rabais est conditionnée à l'atteinte d'objectifs et est déterminée selon des taux croissants par tranche d'achats réalisés sur une période donnée (rabais conditionnels). La plupart des accords s'appliquent sur la base d'achats annuels qui sont éligibles à un rabais. La détermination du montant des rabais enregistrés au compte de résultat à la clôture de l'exercice est

fondée sur la méthode du montant le plus probable et repose sur l'estimation des achats bénéficiant de rabais par catégorie d'articles.

Les rabais liés à des actions marketing spécifiques, qui représentent une part mineure des rabais reçus par le Groupe, sont comptabilisés en minoration du coût des ventes lorsque les prestations sont exécutées.

3.20 Autres produits et autres charges

Les autres produits et autres charges opérationnels comprennent, quel que soit leur montant, les gains et pertes sur cessions d'actifs, les dépréciations d'actifs, les charges de restructuration et d'intégration des entreprises acquises, les coûts de cessation d'activité, les frais connexes des acquisitions dans le cadre de regroupements d'entreprises, ainsi que d'autres éléments significatifs tels que les litiges. Ces éléments sont présentés séparément dans le compte de résultat, afin de permettre l'évaluation de la performance commerciale des secteurs opérationnels par la Direction Générale de Rexel, agissant en tant que principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS 8 « Secteurs Opérationnels ».

3.21 Charges financières (nettes)

Les charges financières (nettes) comprennent les intérêts à payer sur les emprunts qui sont calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, les dividendes sur les actions préférentielles remboursables, les intérêts à recevoir sur les placements, les produits provenant des autres dividendes, les profits et pertes de change et les produits et charges sur les instruments de couverture qui sont comptabilisés dans le compte de résultat (voir note 3.12).

Les produits correspondant à des intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils sont acquis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les produits provenant des dividendes sont comptabilisés dans le compte de résultat soit dès que le Groupe acquiert le droit à percevoir les paiements, soit, dans le cas des titres cotés, à la date de détachement du coupon. La composante intérêt des loyers payés est reconnue en compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

3.22 Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat comprend la charge (ou le produit) d'impôt exigible et la charge (ou produit) d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont constatés directement en autres éléments du résultat global ou

en capitaux propres, auquel cas il est comptabilisé respectivement en autres éléments du résultat global ou en capitaux propres.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant, d'une part, les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasiment adoptés à la date de clôture et d'autre part, tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt différé est déterminé selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé : (i) le *goodwill* non déductible fiscalement, (ii) les différences temporelles liées à des participations dans des filiales dès lors qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible, ainsi que (iii) la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction, qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable. L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé repose sur les hypothèses retenues par le Groupe pour recouvrer la valeur comptable des actifs et passifs, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables suffisants pour le recouvrer. Il est réduit dès lors qu'il devient improbable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible, en constatant une provision pour dépréciation de cet actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevé par la même autorité fiscale et que le Groupe a l'intention de régler les actifs et passifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net.

Le calcul de l'impôt sur le résultat de l'exercice est expliqué dans la note 10.

3.23 Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les secteurs opérationnels sont déterminés sur la base de l'information mise à la disposition de la Direction pour analyser les résultats de l'activité du Groupe. La structure de cette information est organisée par zone géographique en accord avec l'organisation interne du Groupe.

Sur ces bases, les secteurs opérationnels sont les suivants : l'Europe, l'Amérique du Nord, la zone Asie-Pacifique.

Le *reporting* financier du Groupe est revu mensuellement par la Direction Générale agissant en tant que principal décideur opérationnel.

3.24 Résultats par action

Le Groupe présente un résultat par action de base et un résultat par action dilué pour ses actions ordinaires.

Le résultat par action de base est calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le

résultat par action dilué est déterminé en retraitant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives, qui comprennent les options sur actions et les actions attribuées gratuitement aux membres du personnel.

4. Regroupements d'entreprises

En 2018 et en 2019, le Groupe n'a réalisé aucun investissement significatif.

5. Information sectorielle

Les secteurs opérationnels présentés sont l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie-Pacifique.

■ Informations par secteur géographique pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018

	2019					
	EUROPE	AMÉRIQUE DU NORD	ASIE-PACIFIQUE	TOTAL DES SECTEURS OPÉRATIONNELS	HOLDINGS ET AUTRES ÉLÉMENTS DE RÉCONCILIATION	TOTAL CONSOLIDÉ
<i>(en millions d'euros)</i>						
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE						
Ventes sur stock	6 904,1	3 380,7	1 048,6	11 333,4	-	11 333,4
Ventes directes	641,9	1 888,5	130,5	2 660,9	-	2 660,9
Ristournes, escomptes et services	(214,5)	(36,2)	(1,3)	(252,0)	-	(252,0)
Chiffre d'affaires hors Groupe	7 331,5	5 233,0	1 177,9	13 742,3	-	13 742,3
EBITA ⁽¹⁾	445,7	226,6	27,5	699,8	(22,3)	677,5
Dépréciation du <i>goodwill</i>	(80,2)	-	(17,8)	(98,0)	-	(98,0)
AU 31 DÉCEMBRE						
Besoin en fonds de roulement	694,9	709,5	138,3	1 542,7	(16,4)	1 526,4
<i>Goodwill</i>	2 263,6	1 402,2	119,7	3 785,5	-	3 785,5
	2018 ⁽²⁾					
	EUROPE	AMÉRIQUE DU NORD	ASIE-PACIFIQUE	TOTAL DES SECTEURS OPÉRATIONNELS	HOLDINGS ET AUTRES ÉLÉMENTS DE RÉCONCILIATION	TOTAL CONSOLIDÉ
<i>(en millions d'euros)</i>						
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE						
Ventes sur stock	6 889,7	3 056,8	1 073,2	11 019,7	-	11 019,7
Ventes directes	673,8	1 763,7	141,9	2 579,4	-	2 579,4
Ristournes, escomptes et services	(213,5)	(19,2)	(0,7)	(233,3)	-	(233,3)
Chiffre d'affaires hors Groupe	7 350,0	4 801,3	1 214,4	13 365,7	-	13 365,7
EBITA ⁽¹⁾	427,0	208,5	27,4	662,9	(30,3)	632,6
Dépréciation du <i>goodwill</i>	(56,3)	-	-	(56,3)	-	(56,3)
AU 31 DÉCEMBRE						
Besoin en fonds de roulement	655,6	727,2	136,6	1 519,4	(3,1)	1 516,3
<i>Goodwill</i>	2 324,0	1 408,0	139,0	3 871,1	-	3 871,1

(1) L'EBITA est défini comme le résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises et avant autres produits et autres charges.

(2) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

La réconciliation de l'EBITA avec le résultat net avant impôt du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018 ⁽¹⁾
<i>(en millions d'euros)</i>		
EBITA	677,5	632,6
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	(14,3)	(15,7)
Autres produits et autres charges	(176,8)	(181,2)
Charges financières nettes	(165,3)	(144,9)
Résultat net avant impôt	321,1	290,9

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

La réconciliation du total des actifs et passifs alloués avec le total des actifs du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018 ⁽¹⁾
<i>(en millions d'euros)</i>		
Besoin en fonds de roulement	1 526,4	1 516,3
Goodwill	3 785,5	3 871,1
Total des actifs et passifs alloués	5 311,9	5 387,4
Passifs inclus dans le besoin en fonds de roulement	2 757,7	2 752,0
Intérêts courus à recevoir	2,0	2,2
Autres actifs non courants	2 248,1	2 180,5
Actifs d'impôt différé	60,1	88,1
Créances d'impôt courant	7,9	14,4
Actifs destinés à être cédés	169,4	42,5
Instruments dérivés	3,3	1,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	514,3	544,9
Total des actifs du Groupe	11 074,8	11 013,3

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

6. Frais administratifs et commerciaux

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018 ⁽¹⁾
<i>(en millions d'euros)</i>		
Charges de personnel	1 690,2	1 631,3
Coûts de transport	247,8	242,7
Autres charges externes	402,2	386,2
Amortissements ⁽²⁾	281,6	264,7
Charges d'occupation des locaux	106,7	103,0
Amortissements des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	14,3	15,7
Créances irrécouvrables	26,1	26,4
Total des frais administratifs et commerciaux	2 768,8	2 670,0

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

(2) Comprend la charge d'amortissement du droit d'utilisation des actifs loués pour un montant de 178,3 millions d'euros (170,9 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018) (voir note 11.3).

7. Charges de personnel

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018
(en millions d'euros)		
Salaires et charges sociales	1 622,2	1 562,5
Charges liées aux paiements fondés sur des actions	7,3	9,1
Charges de retraite - régime à prestations définies	12,7	14,0
Autres charges de personnel	48,1	45,7
Total charges de personnel	1 690,2	1 631,3

Le tableau suivant présente l'effectif moyen par zone géographique :

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018
Europe	15 254	15 723
Amérique du Nord	8 692	8 451
Asie-Pacifique	2 525	2 671
Total des secteurs opérationnels	26 471	26 844
Holdings	160	171
Effectif moyen du Groupe	26 631	27 015

8. Autres produits et autres charges

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018 ⁽¹⁾
(en millions d'euros)		
Plus-values de cession d'immobilisations corporelles	7,0	5,2
Gains sur cession d'immobilisations financières ⁽²⁾	12,5	-
Gains sur clôture de contrats de location	5,5	0,5
Reprise de provisions non utilisées	0,2	9,0
Gains sur compléments de prix	-	0,3
Autres produits opérationnels	1,6	0,5
Total des autres produits	26,9	15,5
Charges de restructuration ⁽³⁾	(32,6)	(76,5)
Dépréciation du <i>goodwill</i> et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie ⁽⁴⁾	(118,0)	(61,9)
Dépréciation des actifs destinés à être cédés ⁽⁵⁾	(17,2)	(25,4)
Pertes sur clôture de contrats de location	(0,6)	(0,1)
Moins-values de cession d'immobilisations	(6,5)	(1,5)
Dépréciation des immobilisations corporelles	(2,0)	(15,3)
Litiges	(2,7)	(4,0)
Autres charges opérationnelles ⁽⁶⁾	(24,0)	(12,0)
Total des autres charges	(203,7)	(196,7)

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

(2) Comportant (i) un gain d'un montant de 6,5 millions d'euros relatif à la vente à l'actionnaire minoritaire de la participation du Groupe de 65 % dans Rexel Hailongxing Electrical Equipment Ltd, une joint-venture exerçant à Pékin (Chine), pour un prix de cession de 5,5 millions d'euros, et (ii) un gain de change d'un montant de 5,6 millions d'euros résultant du recyclage en résultat de la réserve de conversion consécutivement à la liquidation de Rexel CZ, une filiale inactive du Groupe en République tchèque dont l'activité avait été cédée en 2014.

(3) Comportant principalement (i) les coûts engagés dans le cadre de la restructuration des activités au Royaume-Uni, comportant la réduction du maillage territorial, la fermeture du centre logistique national, l'optimisation de l'offre de produits et le changement de l'équipe de direction, (ii) les coûts engagés pour l'achèvement du plan de transformation en Allemagne initié en 2018 et (iii) la réduction des effectifs aux États-Unis en adéquation avec une croissance et une activité plus faibles qu'attendu (en 2018, les charges de restructuration étaient liées principalement à la fermeture d'agences, à la réorganisation logistique et à la réduction des effectifs des sièges sociaux essentiellement en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni).

(4) Composé de la dépréciation du *goodwill*, du réseau de distribution et des autres immobilisations incorporelles pour respectivement 98,0 millions d'euros, 17,5 millions d'euros et 2,5 millions d'euros, au titre de la Norvège (58,9 millions d'euros), du Royaume-Uni (21,4 millions d'euros), de la Nouvelle-Zélande (21,8 millions d'euros), de la Finlande (9,3 millions d'euros) et du Moyen-Orient (6,6 millions d'euros). En 2018, la charge de dépréciation concernait la Norvège (29,2 millions d'euros), la Finlande (26,9 millions d'euros) et l'Espagne (5,8 millions d'euros) (voir note 11.1).

(5) Comportant les ajustements de juste valeur des actifs détenus en vue de la cession prochaine de Gexpro Services aux États-Unis pour 10,9 millions d'euros et de l'activité d'exportation en Espagne pour 6,3 millions d'euros (en 2018, dépréciation des actifs destinés à être cédés en Chine pour 25,4 millions d'euros pour lesquels la cession est intervenue en début d'année 2019) (voir note 13).

(6) Incluant en 2019 (i) des honoraires non récurrents liés à des projets de transformation des processus opérationnels et de développement, des coûts liés aux acquisitions et aux désinvestissements, et aux expertises judiciaires, pour un montant de 10,4 millions d'euros (ii) les coûts liés au départ de certains cadres exécutifs et (iii) une perte consécutive à la liquidation d'un régime de retraite multi-employeurs aux États-Unis (en 2018, comportant l'effet de l'égalisation des droits à la retraite minimum garantie d'un plan de retraite au Royaume-Uni et la cessation de contrat de travail de cadres exécutifs).

9. Charges financières nettes

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018 ⁽¹⁾
<i>(en millions d'euros)</i>		
Produits d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1,5	1,3
Produits d'intérêts sur les créances et prêts	1,3	2,0
Total des produits financiers	2,7	3,3
Charges d'intérêt sur la dette (comptabilisée au coût amorti)	(77,6)	(80,3)
Produit (charge) d'intérêt sur les dérivés de taux d'intérêt	7,8	7,7
Variation de juste valeur des instruments dérivés de taux par le résultat	(2,0)	(3,3)
Coût de l'endettement financier	(71,8)	(75,9)
Frais financiers liés aux opérations de remboursement⁽²⁾	(20,8)	-
Gain / (perte) de change	(1,2)	1,3
Variation de juste valeur des instruments dérivés de change par le résultat	0,8	(0,1)
Résultat de change net	(0,4)	1,3
Charge nette sur engagements au titre des avantages du personnel	(9,6)	(8,4)
Charge d'intérêts sur obligations locatives	(45,5)	(45,3)
Charges financières diverses	(19,9)	(19,8)
Autres charges financières	(75,4)	(72,2)
Charges financières nettes	(165,3)	(144,9)

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

(2) Relatifs au remboursement anticipé des obligations de 650 millions d'euros à échéance 2023 portant intérêt à 3,5 % (voir note 22.1.2).

10. Impôt sur les bénéfices

Au 1^{er} janvier 2005, Rexel et ses filiales françaises ont constitué un groupe d'intégration fiscale. Rexel utilise également les possibilités de consolidation fiscale dans les pays où de tels régimes existent.

10.1 Charge d'impôt

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018 ⁽¹⁾
<i>(en millions d'euros)</i>		
Impôt courant	(109,0)	(110,0)
Impôt différé	(7,4)	(45,9)
Ajustements d'impôt courant et différé relatifs aux exercices antérieurs	(0,9)	0,6
Charge d'impôt totale	(117,3)	(155,3)

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

10.2 Actifs et passifs d'impôt différé

La variation des actifs / (passifs) d'impôt différé nets au bilan se présente ainsi :

	2019	2018 ⁽¹⁾
<i>(en millions d'euros)</i>		
Impôt différé net à l'ouverture de l'exercice	(120,6)	(59,2)
Impôt différé par résultat	(6,0)	(48,6)
Autres éléments du résultat global	6,8	(7,3)
Variations de périmètre	0,0	0,2
Écarts de conversion	(0,9)	(5,2)
Autres variations	(4,0)	(0,4)
Impôt différé net à la clôture de l'exercice	(124,5)	(120,6)

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

Les actifs / (passifs) d'impôt différé proviennent des postes suivants :

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018 ⁽¹⁾
(en millions d'euros)		
Immobilisations incorporelles	(316,7)	(306,6)
Immobilisations corporelles	(8,3)	(9,0)
Droits d'utilisation des actifs loués	29,4	24,7
Actifs financiers	11,3	20,2
Créances clients	10,4	12,9
Stocks	22,5	20,1
Avantages du personnel	86,4	78,6
Provisions pour risques et charges	8,5	7,0
Coûts de transaction sur la dette	(0,1)	2,4
Autres postes	(8,8)	(15,2)
Déficits fiscaux	206,9	233,3
Impôt différé avant dépréciation	41,6	68,3
Dépréciation des actifs d'impôt différé	(166,1)	(188,9)
Actifs (passifs) nets d'impôt différé	(124,5)	(120,6)
dont actifs d'impôt différé	60,1	88,1
dont passifs d'impôt différé	(184,6)	(208,6)

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

La dépréciation des actifs d'impôt différé à hauteur de 166,1 millions d'euros au 31 décembre 2019 (188,9 millions d'euros au 31 décembre 2018 retraité) résulte de l'analyse du caractère recouvrable des actifs d'impôt différé de chaque entité fiscale, qui repose sur les résultats taxables prévisionnels des 5 prochains exercices et sur l'analyse des risques liés aux redressements fiscaux notifiés et contestés par le Groupe.

Au 31 décembre 2019, les déficits fiscaux reportables ayant fait l'objet d'une dépréciation, puisque non utilisés dans les 5 ans à venir, concernent principalement ceux encourus en Espagne, au Royaume-Uni, en Allemagne, en Chine et en Italie. La date d'expiration des déficits reportables est présentée dans le tableau ci-dessous :

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018
(en millions d'euros)		
Un an	0,7	-
Deux ans	0,5	0,3
Trois ans	0,1	2,1
Quatre ans	2,2	3,9
Cinq ans	2,0	5,2
Plus de cinq ans	785,7	757,6
Total des déficits fiscaux (base taxable) soumis à dépréciation	791,2	769,1

10.3 Analyse du taux effectif d'impôt

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE			
	2019		2018 ⁽¹⁾	
(en millions d'euros)				
Résultat avant impôt et avant quote-part de résultat dans les entreprises associées	321,1		290,9	
Taux d'impôt légal en France	34,4 %		34,4 %	
Impôt sur le résultat calculé sur la base du taux légal	(110,6)		(100,2)	
Différences entre le taux français et les taux étrangers	15,0	(4,7 %)	15,8	(5,4 %)
Variations de taux d'impôt	(0,0)	0,0 %	1,1	(0,4 %)
(Déficits fiscaux et crédits d'impôt non reconnus), déficits fiscaux antérieurs reconnus ⁽²⁾	(14,8)	4,6 %	(31,2)	10,7 %
(Charges non déductibles), produits non imposables ⁽³⁾	(29,3)	9,1 %	(21,0)	7,2 %
Autres ⁽⁴⁾	22,5	(7,0 %)	(19,8)	6,8 %
Charge d'impôt de l'exercice	(117,3)	36,5 %	(155,3)	53,4 %

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

(2) Incluant l'effet d'impôt lié à l'absence de reconnaissance des déficits fiscaux reportables en Allemagne pour 5,3 millions d'euros (18,1 millions d'euros en 2018) et en Espagne pour 2,5 millions d'euros (5,8 millions d'euros en 2018).

(3) Comprenant l'effet d'impôt lié à la non-déductibilité de la dépréciation du *goodwill* pour un montant de 21,5 millions d'euros (13,6 millions d'euros en 2018).

(4) Comprenant (i) la reprise de provision de 29,5 millions d'euros relative au litige concernant la déductibilité de frais financiers qui a fait l'objet d'un arrêt de la Cour d'Appel Administrative en 2019 favorable à Rexel (voir note 27.1) et (ii) la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) pour 7,0 millions d'euros (6,6 millions d'euros en 2018). En 2018, les autres effets concernaient la charge d'impôt liée au redressement fiscal dans la succursale finlandaise de Hagemayer Finance BV pour un montant de 13,5 millions d'euros (voir note 27.1).

11. Actifs non courants

11.1 Goodwill et immobilisations incorporelles

(en millions d'euros)	PARTENARIATS STRATÉGIQUES	RÉSEAUX DE DISTRIBUTION	LOGICIELS ET AUTRES	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	GOODWILL
Valeurs brutes au 1^{er} janvier 2018	185,6	647,6	680,2	1 513,4	4 474,9
Variations de périmètre	-	-	0,1	0,1	2,9
Acquisitions	-	-	52,3	52,3	-
Cessions	-	-	(3,9)	(3,9)	(11,2)
Écarts de conversion	-	2,9	4,4	7,3	16,5
Autres variations	-	-	(1,0)	(1,0)	(4,6)
Valeurs brutes au 31 décembre 2018 ⁽¹⁾	185,6	650,4	732,2	1 568,3	4 478,4
Variations de périmètre	-	-	(13,5)	(13,5)	(31,7)
Acquisitions	-	-	57,1	57,1	-
Cessions	-	-	(13,5)	(13,5)	-
Écarts de conversion	-	12,1	9,6	21,7	71,1
Autres variations	-	-	(14,8)	(14,8)	(54,5)
Valeurs brutes au 31 décembre 2019	185,6	662,5	757,1	1 605,2	4 463,3
Amortissements et dépréciations au 1^{er} janvier 2018	-	(5,8)	(457,9)	(463,7)	(560,0)
Variations de périmètre	-	-	(0,1)	(0,1)	-
Dotations aux amortissements	-	-	(59,6)	(59,6)	-
Dépréciations	-	(5,6)	(1,0)	(6,6)	(56,3)
Reprises d'amortissements	-	-	3,2	3,2	-
Écarts de conversion	-	-	(4,0)	(4,0)	4,3
Autres variations	-	-	0,4	0,4	4,6
Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2018 ⁽¹⁾	-	(11,4)	(519,0)	(530,4)	(607,4)
Variations de périmètre	-	-	11,5	11,5	31,3
Dotations aux amortissements	-	-	(62,4)	(62,4)	-
Dépréciations	-	(17,5)	(2,5)	(20,0)	(98,0)
Reprises d'amortissements	-	-	10,6	10,6	-
Écarts de conversion	-	(0,2)	(5,6)	(5,8)	(3,7)
Autres variations	-	-	18,9	18,9	-
Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2019	-	(29,1)	(548,6)	(577,7)	(677,8)
Valeurs nettes au 1^{er} janvier 2018	185,6	641,8	222,3	1 049,7	3 914,9
Valeurs nettes au 31 décembre 2018 ⁽¹⁾	185,6	639,0	213,3	1 037,9	3 871,1
Valeurs nettes au 31 décembre 2019	185,6	633,4	208,5	1 027,5	3 785,5

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

Partenariats stratégiques

Les partenariats stratégiques, acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, résultent de droits contractuels. Ils sont évalués sur la base d'un modèle de flux de trésorerie actualisés.

Réseaux de distribution

Les réseaux de distribution sont considérés comme des actifs séparables dans la mesure où ils pourraient

être franchisés. Ils correspondent à la valeur apportée aux agences par leur appartenance à un réseau, notamment à travers les enseignes et les catalogues. Ils sont évalués en utilisant un taux de redevance applicable à des contrats de franchise et en tenant compte de leur rentabilité. Le taux de redevance est compris dans une fourchette de 0,4 % à 1,0 % des ventes, selon les pays.

Les partenariats stratégiques et les réseaux de distribution ont une durée de vie indéfinie, s'il n'y a pas de limite prévisible à la période au cours de laquelle on s'attend à ce qu'ils génèrent des entrées nettes de trésorerie pour le Groupe. Ils ne sont pas amortis, mais font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an et chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur.

Logiciels et autres immobilisations incorporelles

Ce poste comprend principalement la valeur nette comptable des logiciels pour un montant de 135,0 millions d'euros au 31 décembre 2019 (126,0 millions d'euros au 31 décembre 2018 retraité) et celle des relations clients pour un montant de 21,0 millions d'euros au 31 décembre 2019 (34,7 millions d'euros au 31 décembre 2018).

Des relations clients sont reconnues lorsqu'une entité acquise bénéficie de relations contractuelles avec des clients clés. Elles sont évaluées en utilisant la méthode du surprofit et sont amorties sur leur durée

de vie en fonction de leur attrition constatée sur une base historique, comprise entre 5 et 15 ans.

Goodwill

Le *goodwill* acquis lors d'un regroupement d'entreprises représente un paiement en prévision d'avantages économiques futurs générés par des actifs qui ne peuvent être identifiés individuellement et comptabilisés séparément, tels que les parts de marché, la valeur du capital humain, la capacité à développer des actifs existants et les synergies attendues de l'acquisition. Dans le secteur de la distribution professionnelle, ces synergies recouvrent en particulier celles attendues en termes d'achats, de logistique, de réseau et de gestion administrative. Le *goodwill* fait l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an.

Le tableau suivant présente l'allocation du *goodwill* et des actifs incorporels à durée de vie indéfinie par unités génératrices de trésorerie :

(en millions d'euros)		AU 31 DÉCEMBRE					
		2019			2018		
UGT	SECTEUR GÉOGRAPHIQUE	GOODWILL	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	TOTAL	GOODWILL	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	TOTAL
France	Europe	1 066,8	169,4	1 236,2	1 065,6	169,4	1 235,0
États-Unis	Amérique du Nord	936,5	152,6	1 089,0	972,4	149,7	1 122,1
Canada	Amérique du Nord	465,7	69,4	535,1	435,7	64,9	500,6
Suisse	Europe	276,2	38,8	315,0	266,0	37,4	303,4
Royaume-Uni	Europe	181,3	60,1	241,5	193,4	57,2	250,6
Suède	Europe	177,2	18,0	195,2	180,5	18,3	198,8
Allemagne	Europe	98,2	51,7	149,9	98,2	51,7	149,9
Australie	Asie-Pacifique	102,8	24,3	127,1	101,4	23,9	125,3
Autriche	Europe	89,8	13,0	102,8	88,5	13,0	101,5
Belgique	Europe	79,4	-	79,4	79,3	-	79,3
Norvège	Europe	70,3	12,6	82,9	128,1	12,5	140,5
Autres		241,4	209,2	450,6	262,1	226,6	488,7
Total		3 785,5	819,0	4 604,6	3 871,1	824,7	4 695,8

Test de dépréciation du goodwill

Le Groupe réalise des tests de dépréciation du *goodwill* au niveau du pays, qui représente le niveau le plus fin de suivi des opérations gérées par la direction, afin d'apprécier le retour sur investissement.

Principales hypothèses retenues pour la détermination de la valeur d'utilité

La valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie est déterminée sur la base de la valeur

d'utilité, dont le calcul repose sur les flux de trésorerie issus du plan stratégique à 3 ans établi lors du processus budgétaire en novembre 2019. Les flux de trésorerie sont extrapolés sur une période supplémentaire de deux années et prennent en compte une valeur terminale. Un taux de croissance à long terme a été utilisé pour le calcul de la valeur terminale. Par ailleurs, les flux de trésorerie sont actualisés à un taux représentant le coût moyen pondéré du capital après impôt pour chaque pays. Le risque spécifique à chaque unité génératrice

de trésorerie est pris en compte à travers le taux d'intérêt de la dette souveraine de chaque pays et le coefficient bêta. Le coût moyen pondéré du capital représente la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques des actifs, non déjà retenus dans les projections de flux de trésorerie, en prenant en considération la structure financière et des conditions de financement d'un acteur standard du marché.

Le calcul de la valeur d'utilité est particulièrement sensible aux hypothèses du taux d'EBITA retenu dans la valeur terminale, du taux d'actualisation et du taux de croissance à long terme :

- Taux d'EBITA

Le taux d'EBITA retenu dans la valeur terminale est déterminé pays par pays en fonction des performances passées et attendues, de la part de marché de Rexel, des caractéristiques du marché local, ainsi que par référence à des unités génératrices de trésorerie du Groupe ayant un profil identique.

- Taux d'actualisation et taux de croissance à long terme

Les taux d'actualisation après impôt et les taux de croissance à long terme utilisés pour évaluer la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie sont les suivants :

UGT	2019			2018		
	TAUX D'ACTUALISATION (WACC)	TAUX DE CROISSANCE À LONG TERME (G)	WACC - (G)	TAUX D'ACTUALISATION (WACC)	TAUX DE CROISSANCE À LONG TERME (G)	WACC - (G)
France	7,9 %	1,8 %	6,2 %	7,3 %	1,8 %	5,6 %
États-Unis	8,4 %	2,3 %	6,2 %	8,5 %	2,3 %	6,3 %
Canada	8,3 %	2,0 %	6,3 %	8,5 %	2,3 %	6,3 %
Suisse	7,5 %	1,8 %	5,8 %	7,2 %	1,0 %	6,2 %
Royaume-Uni	8,1 %	1,8 %	6,4 %	7,6 %	1,8 %	5,9 %
Suède	7,6 %	1,8 %	5,9 %	7,6 %	1,8 %	5,9 %
Allemagne	7,0 %	1,8 %	5,3 %	6,8 %	1,8 %	5,1 %
Australie	8,9 %	2,5 %	6,4 %	8,8 %	2,5 %	6,3 %
Autriche	7,5 %	1,8 %	5,8 %	7,7 %	1,8 %	6,0 %
Belgique	7,4 %	1,8 %	5,7 %	7,2 %	1,8 %	5,5 %
Norvège	7,8 %	1,8 %	6,1 %	7,7 %	1,8 %	6,0 %
Autres	7,4 % à 16,6 %	1,8 % à 3,0 %	5,6 % à 13,6 %	5,8 % à 15,7 %	1,0 % à 5,0 %	4,8 % à 10,7 %

Dépréciation

Compte tenu d'une rentabilité plus faible que prévue en 2019 en Norvège, en Finlande, en Nouvelle-Zélande, au Moyen-Orient et au Royaume-Uni, le Groupe a revu ses prévisions à la baisse, y compris, le cas échéant, le taux d'EBITA retenu dans la valeur terminale. Il en résulte une charge de dépréciation de 98,0 millions d'euros, allouée aux *goodwill* de la Norvège pour 58,9 millions d'euros, du Royaume-Uni pour 21,4 millions d'euros, de la Nouvelle-Zélande pour 11,1 millions d'euros et du Moyen-Orient

pour 6,6 millions d'euros. Par ailleurs, le réseau de distribution et les autres immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie ont été dépréciés à hauteur de 20,0 millions d'euros dont 10,7 millions d'euros en Nouvelle-Zélande et 9,3 millions d'euros en Finlande, portant la valeur nette comptable du *goodwill* et du réseau de distribution de la Norvège à 82,9 millions d'euros, celle du Royaume-Uni à 241,5 millions d'euros, celles de la Nouvelle-Zélande et du Moyen-Orient à zéro au 31 décembre 2019.

En 2018, une dépréciation avait été constatée pour un montant de 56,3 millions d'euros, allouée aux *goodwill* de la Norvège pour 29,2 millions d'euros, de la Finlande pour 21,3 millions d'euros et de l'Espagne pour 5,8 millions d'euros, portant la valeur nette comptable

du *goodwill* de la Norvège à 128,1 millions d'euros, celles de la Finlande et de l'Espagne à zéro. Par ailleurs, une dépréciation des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie de la Finlande avait été constatée pour un montant de 5,6 millions d'euros.

Analyse de sensibilité

Le tableau suivant présente l'effet sur la charge de dépréciation du *goodwill* par unité génératrice de trésorerie d'une variation de 50 points de base du taux d'EBITA, du taux d'actualisation et du taux de croissance à long terme :

UGT	GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES À DURÉE DE VIE INDÉFINIE	EBITA (-50 PTS DE BPS)	TAUX D'ACTUALISATION (+ 50 PTS DE BPS)	CROISSANCE À LONG TERME (-50 PTS DE BPS)
France	1 236,2	-	-	-
États-Unis	1 089,0	-	-	-
Canada	535,1	(44,3)	(43,6)	(31,6)
Suisse	315,0	-	-	-
Royaume-Uni	241,5	(36,3)	(23,2)	(17,4)
Suède	195,2	-	-	-
Allemagne	149,9	(37,3)	(17,9)	(14,5)
Australie	127,1	(19,1)	(12,4)	(9,0)
Autriche	102,8	-	-	-
Belgique	79,4	-	-	-
Norvège	82,9	(11,6)	(9,0)	(7,0)
Autres	450,6	(1,4)	(0,6)	(0,4)
Total	4 604,6	(150,0)	(106,7)	(79,9)

11.2 Immobilisations corporelles

(en millions d'euros)	TERRAINS ET CONSTRUCTIONS	MATÉRIELS ET OUTILLAGES	AUTRES ACTIFS CORPORELS	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES
Valeurs brutes au 1^{er} janvier 2018 ⁽¹⁾	188,3	612,1	34,8	835,2
Variations de périmètre	-	0,1	-	0,1
Acquisitions	2,4	57,9	6,2	66,5
Cessions	(5,2)	(26,4)	(2,8)	(34,5)
Écarts de conversion	0,7	1,4	0,1	2,2
Autres variations	-	(1,5)	(0,1)	(1,6)
Valeurs brutes au 31 décembre 2018 ⁽¹⁾	186,3	643,6	38,2	868,0
Variations de périmètre	(3,2)	(8,1)	-	(11,3)
Acquisitions	2,4	56,8	9,2	68,4
Cessions	(7,3)	(35,4)	(1,6)	(44,3)
Écarts de conversion	3,7	7,2	0,3	11,2
Autres variations	0,2	4,6	(10,0)	(5,3)
Valeurs brutes au 31 décembre 2019	181,9	668,7	36,1	886,7
Amortissements et dépréciations au 1^{er} janvier 2018 ⁽¹⁾	(102,5)	(457,3)	(21,0)	(580,9)
Variations de périmètre	-	(0,1)	-	(0,1)
Dotations aux amortissements	(5,8)	(41,6)	(2,4)	(49,9)
Dépréciations	(0,2)	(0,2)	-	(0,4)
Reprises d'amortissements	3,6	25,6	0,3	29,4
Écarts de conversion	(0,4)	(0,6)	-	(0,9)
Autres variations	-	1,4	-	1,4
Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2018 ⁽¹⁾	(105,4)	(472,9)	(23,1)	(601,4)
Variations de périmètre	2,7	6,7	-	9,4
Dotations aux amortissements	(5,4)	(47,4)	(2,4)	(55,2)
Dépréciations	-	(0,1)	-	(0,1)
Reprises d'amortissements	3,6	35,1	1,1	39,8
Écarts de conversion	(2,1)	(4,8)	-	(6,9)
Autres variations	-	1,1	-	1,0
Amortissements et dépréciations au 31 décembre 2019	(106,5)	(482,3)	(24,5)	(613,4)
Valeurs nettes au 1^{er} janvier 2018 ⁽¹⁾	85,8	154,8	13,8	254,4
Valeurs nettes au 31 décembre 2018 ⁽¹⁾	80,9	170,7	15,0	266,6
Valeurs nettes au 31 décembre 2019	75,4	186,4	11,6	273,3

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

11.3 Contrats de location

Le tableau ci-dessous présente la valeur comptable des droits d'utilisation des actifs loués et leur variation au cours de la période :

(en millions d'euros)	PROPRIÉTÉS	AUTRES ÉQUIPEMENTS	TOTAL DROITS D'UTILISATIONS DES ACTIFS LOUÉS
Au 1^{er} janvier 2018	763,9	66,6	830,5
Augmentations	148,7	32,5	181,2
Amortissements et dépréciations	(148,4)	(33,8)	(182,3)
Écarts de conversion	3,0	0,9	3,9
Au 1^{er} janvier 2018	767,2	66,2	833,4
Augmentations	200,0	38,3	238,2
Amortissements et dépréciations	(145,1)	(35,0)	(180,1)
Écarts de conversion	10,8	0,9	11,7
Variations de périmètre	(4,9)	(0,0)	(5,0)
Au 31 décembre 2019	827,9	70,3	898,2

Le tableau ci-dessous présente la valeur comptable des obligations locatives et leur variation au cours de l'exercice :

	Au 31 décembre 2019			Au 31 décembre 2018		
(en millions d'euros)	COURANT	NON COURANT	TOTAL	COURANT	NON COURANT	TOTAL
Propriétés	133,9	802,4	936,3	133,5	743,7	877,2
Autres équipements	29,7	44,1	73,7	27,1	40,2	67,3
Total obligations locatives	163,5	846,5	1 010,0	160,6	783,9	944,5

(en millions d'euros)	TOTAL OBLIGATIONS LOCATIVES
Au 1^{er} janvier 2018	925,1
Augmentations	180,9
Charge d'intérêts	45,3
Paielements	(211,8)
Écarts de conversion	5,0
Au 31 décembre 2018	944,5
Augmentations	233,1
Charge d'intérêts	45,5
Paielements	(220,7)
Écarts de conversion	13,5
Variations de périmètre	(5,9)
Au 31 décembre 2019	1 010,0

L'échéancier des obligations locatives se présente comme suit :

	AU 31 DÉCEMBRE	
(en millions d'euros)	2019	2018
ÉCHÉANCES		
Un an	163,5	160,6
Deux ans	146,8	139,7
Trois ans	125,1	123,2
Quatre ans	107,7	102,7
Cinq ans	92,1	86,3
Au-delà	374,8	331,9
Total obligations locatives	1 010,0	944,5

Le tableau ci-dessous présente les charges et produits constatés dans le compte de résultat au titre des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2019 :

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018
<i>(en millions d'euros)</i>		
Charge d'amortissement des droits d'usage	(178,3)	(170,9)
Charge d'intérêts sur obligations locatives	(45,5)	(45,3)
Charge locative des contrats de location à court terme et à faible valeur	(15,5)	(15,4)
Charge de dépréciation	(1,8)	(11,3)
Gain net à la suite de résiliation de contrat	4,9	0,4
Montant total comptabilisé en compte de résultat	(236,2)	(242,5)

11.4 Actifs financiers

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018
<i>(en millions d'euros)</i>		
Dépôts	29,0	24,7
Instruments dérivés	19,9	17,7
Prêts	0,1	0,1
Autres actifs financiers	0,3	0,2
Actifs financiers	49,2	42,6

12. Actifs courants

12.1 Stocks

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018
<i>(en millions d'euros)</i>		
Coût	1 772,7	1 753,2
Dépréciation	(75,8)	(79,0)
Stocks	1 696,9	1 674,2

Évolution des provisions pour dépréciation

	2019	2018
(en millions d'euros)		
Dépréciation des stocks au 1^{er} janvier	(79,0)	(77,8)
Variations de périmètre	5,1	(0,4)
Dépréciation nette	(5,1)	(7,0)
Écarts de conversion	(1,4)	(0,5)
Autres variations	4,5	6,7
Dépréciation des stocks au 31 décembre	(75,8)	(79,0)

12.2 Créances clients

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018
<i>(en millions d'euros)</i>		
Valeur nominale	2 157,3	2 205,3
Dépréciation	(98,0)	(113,8)
Créances clients	2 059,3	2 091,5

Les créances clients incluent les taxes collectées pour le compte des autorités fiscales qui, dans certains cas, peuvent être récupérées auprès de celles-ci lorsque le client fait défaut. Ces taxes recouvrables s'élevaient à 250,0 millions d'euros au 31 décembre 2019 (250,0 millions d'euros au 31 décembre 2018).

Le Groupe a mis en place des programmes d'assurance-crédit dans certains pays significatifs. Le montant des créances couvertes par ces programmes s'élevait à 832,4 millions d'euros au 31 décembre 2019 (820,1 millions d'euros au 31 décembre 2018).

Enfin, dans certains pays, le Groupe bénéficie de garanties supplémentaires en fonction des spécificités juridiques locales, notamment aux États-Unis et au Canada. Les montants couverts par ces garanties représentent 213,4 millions d'euros au 31 décembre 2019 (225,6 millions d'euros au 31 décembre 2018).

Évolution des provisions pour dépréciation

	2019	2018
(en millions d'euros)		
Dépréciation des créances clients au 1 ^{er} janvier	(113,8)	(118,1)
Variations de périmètre	0,7	(0,1)
Dépréciation nette ⁽¹⁾	(22,0)	4,5
Écarts de conversion	(0,8)	(0,2)
Autres mouvements	37,9	-
Dépréciation des créances clients au 31 décembre	(98,0)	(113,8)

(1) Dont reprise de provisions relatives à des créances passées en pertes pour un montant de 25,6 millions d'euros en 2019 (25,5 millions d'euros en 2018).

Au 31 décembre 2019, des créances clients font l'objet de dépréciations estimées sur une base individuelle à la suite de la constatation d'un risque avéré de défaut du client en question, pour un montant de 89,1 millions d'euros (88,4 millions d'euros au 31 décembre 2018).

Conformément au principe comptable énoncé dans la note 3.10, toutes les créances ont fait l'objet d'une dépréciation fondée sur une matrice standard d'antériorité pour un montant de 23,9 millions d'euros au 31 décembre 2019 (26,5 millions d'euros au 31 décembre 2018).

L'échéancier des créances est le suivant :

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018
(en millions d'euros)		
Non échues	1 727,0	1 739,7
De 1 à 30 jours	255,5	273,2
De 31 à 60 jours	72,0	73,7
De 61 à 90 jours	30,0	31,1
De 91 à 180 jours	34,9	37,5
> 180 jours	37,7	50,2
Total	2 157,3	2 205,3

12.3 Autres actifs

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018 ⁽¹⁾
(en millions d'euros)		
Rabais fournisseurs à recevoir ⁽²⁾	316,1	297,8
TVA déductible et autres taxes sur les ventes	23,6	16,3
Charges constatées d'avance	36,9	26,8
Instruments dérivés	3,3	1,5
Autres créances	153,3	163,8
Autres actifs	533,1	506,2

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

(2) Les rabais des fournisseurs relatifs aux marchandises et services ont représenté un produit de 883,5 millions d'euros en 2019 (874,6 millions d'euros en 2018).

13. Actifs et passifs destinés à être cédés

Les actifs et les passifs sont classés comme « détenus en vue de la vente » dès lors que leur valeur comptable est recouvrable au travers d'une transaction de vente plutôt qu'au travers de leur utilisation. Cette condition est remplie lorsque la vente est hautement probable et que l'actif (ou le groupe d'actifs) est disponible pour une vente immédiate en l'état. Le Groupe doit être engagé à vendre et la vente doit être hautement probable dans l'année qui suit la date de classification. L'évaluation

des actifs (ou d'un groupe d'actifs et passifs destiné à être cédé) est mise à jour immédiatement avant la classification en « détenus en vue de la vente » en fonction des différentes normes IFRS qui leur sont applicables. Puis, lorsqu'ils sont classés en « Actifs destinés à être cédés », les actifs non courants (ou les groupes d'actifs) et les passifs non courants sont évalués au plus bas de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de cession.

Les actifs et passifs de ces activités classés en actifs et passifs destinés à être cédés se présentent ainsi :

	GEXPRO SERVICES	ACTIVITÉ EXPORT ESPAGNE	AU 31 DÉCEMBRE	
			2019	2018 ⁽¹⁾
(en millions d'euros)			TOTAL	TOTAL
Actifs				
Actifs non courants	52,2	-	52,2	1,3
Actifs courants	103,2	8,5	111,6	11,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,9	4,7	5,6	29,3
Total des actifs	156,2	13,2	169,4	42,5
Passifs				
Dettes financières	6,0	0,3	6,3	19,9
Passifs courants	26,9	2,1	29,0	19,0
Total des passifs	32,9	2,4	35,3	38,9
Actifs nets destinés à être cédés	123,3	10,8	134,1	3,6

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

13.1 Actifs et passifs destinés à être cédés au 31 décembre 2019**Gexpro Services**

Le 30 décembre 2019, le Groupe a signé un accord de cession avec le fonds d'investissement « LKCM Headwater Investments » en vue de se désengager des activités non stratégiques de Gexpro Services. Gexpro Services, qui faisait partie de l'acquisition de GE Supply par Rexel en 2006, est spécialisée dans les solutions intégrées sur mesure, comportant la fourniture des produits destinés à des équipementiers industriels (énergie et renouvelables, technologie, transport, *aerospace*). L'accord requiert la réalisation de certaines conditions préalables à la cession qui devrait intervenir au cours du 1^{er} trimestre 2020. Au 31 décembre 2019, la cession étant hautement probable, le groupe d'actifs à céder a été reclassé en « Actifs destinés à être cédés » et les passifs associés en « Passifs liés aux actifs destinés à être cédés ». Les actifs nets ont été évalués à leur juste valeur diminuée des coûts de cession conduisant à constater une dépréciation du *goodwill* de 10,9 millions d'euros.

La vente de ces actifs devrait être effective au cours du 1^{er} trimestre 2020.

Au 31 décembre 2019, la réserve de conversion incluse dans les capitaux propres s'élève à 4,0 millions d'euros et sera recyclée en résultat lors de la cession effective.

Activité d'exportation en Espagne

En 2019, le Groupe a initié un processus de désinvestissement de sa participation à 100 % dans Suministros Electricos Erka S.L.U., filiale non stratégique située en Espagne et spécialisée dans les activités d'exportation de matériel électrique. Le 6 février 2020, Rexel a conclu avec l'acquéreur une option de vente qui devrait être exercée au cours du 1^{er} trimestre 2020. La cession étant jugée hautement

probable au 31 décembre 2019, le groupe d'actifs à céder a été reclassé en « Actifs destinés à être cédés » et les passifs associés en « Passifs liés aux actifs destinés à être cédés ». Les actifs nets ont été évalués à leur juste valeur diminuée des coûts de cession conduisant à constater une dépréciation de 6,3 millions d'euros.

13.2 Actifs et passifs destinés à être cédés au 31 décembre 2018**LuckyWell et Maxqueen**

Le 10 décembre 2018, le Groupe avait conclu deux accords en vue de céder ses titres de participation dans les sociétés LuckyWell (société détenue à 100 %) et Maxqueen (société détenue à 60 %), deux sous-filiales dont les sièges sociaux sont respectivement situés à Pékin et Shanghai. Au 31 décembre 2018, le groupe d'actifs devant être cédé avait été classé dans les postes « actifs destinés à être cédés » au bilan. Avant ce reclassement, les actifs nets avaient été évalués à la juste valeur diminuée des coûts de transaction et une dépréciation des actifs destinés à être cédés a été enregistrée pour un montant de 25,4 millions d'euros. Ces transactions sont devenues effectives en 2019 et un produit de 0,4 million d'euros, représentant la réserve de conversion accumulée, a été constaté en résultat.

14. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018
(en millions d'euros)		
Disponibilités	513,3	543,9
Fonds de caisse	1,0	0,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	514,3	544,9

15. Synthèse des actifs financiers

				AU 31 DÉCEMBRE			
				2019		2018 ⁽¹⁾	
(en millions d'euros)	NOTE	CATÉGORIE IFRS 9	HIÉRARCHIE JUSTE VALEUR*	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Instruments dérivés dans une relation de couverture ⁽²⁾		JV Rés.	2	19,4	19,4	13,3	13,3
Instruments dérivés dans une relation de couverture ⁽²⁾		JV Cap.	2	0,5	0,5	4,3	4,3
Autres instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture		JV Rés.	2	-	-	0,0	0,0
Dépôts		Coût amorti		29,0	29,0	24,7	24,7
Prêts		Coût amorti		0,1	0,1	0,1	0,1
Autres actifs financiers ⁽³⁾		N/A		0,2	N/A	0,2	N/A
Actifs financiers non courants	11.4			49,2	-	42,6	-
Créances clients	12.2	Coût amorti		2 059,3	2 059,3	2 091,5	2 091,5
Rabais fournisseurs à recevoir		Coût amorti		316,1	316,1	370,0	370,0
TVA et autres créances d'impôt ⁽³⁾		N/A		23,6	N/A	16,3	N/A
Autres créances		Coût amorti		153,3	153,3	91,6	91,6
Instruments dérivés dans une relation de couverture		JV Cap.	2	0,2	0,2	0,9	0,9
Autres instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture		JV Rés.	2	3,1	3,1	0,6	0,6
Charges constatées d'avance ⁽³⁾		N/A		36,9	N/A	26,8	N/A
Autres actifs courants	12.3			533,1	-	506,2	-
Disponibilités et fonds de caisse		JV Rés.		514,3	514,3	544,9	544,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14			514,3	-	544,9	-
Juste valeur par le résultat sur option		JV Rés.					
Juste valeur par les autres éléments du résultat global		JV Cap.					
Non applicable		N/A					

* Pour la définition des hiérarchies de la juste valeur, voir la note 3.13.

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

(2) Méthode comptable spécifique aux relations de couverture.

(3) Ne constitue pas un instrument financier au sens de la norme IFRS 9.

16. Capital social et prime d'émission

16.1 Évolution du capital social et de la prime d'émission

Le capital de Rexel est composé d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 5 euros. Les opérations sur le capital et la prime d'émission sont détaillées dans le tableau suivant :

	NOMBRE D'ACTIONS	CAPITAL SOCIAL <i>(en millions d'euros)</i>	PRIME D'ÉMISSION
Au 1^{er} janvier 2018	303 343 177	1 516,7	1 559,2
Émission d'actions liée au plan de souscription d'actions réservé aux salariés	86 301	0,4	-
Émission d'actions liée aux plans d'attribution gratuite d'actions ⁽¹⁾	559 421	2,8	-
Attribution gratuite d'actions	-	-	(9,5)
Annulation d'actions attribuées gratuitement	-	-	4,3
Au 31 décembre 2018	303 988 899	1 519,9	1 554,0
Émission d'actions liée aux plans d'attribution gratuite d'actions ⁽²⁾	113 114	0,6	-
Attribution gratuite d'actions	-	-	(10,4)
Annulation d'actions attribuées gratuitement	-	-	12,6
Distribution de dividendes	-	-	(104,9)
Au 31 décembre 2019	304 102 013	1 520,5	1 451,2

(1) Émission de 331 145 actions dans le cadre du plan d'attribution gratuite d'actions de 2013 (« Plan 5+0 ») et de 228 276 actions dans le cadre du plan d'attribution gratuite d'actions de 2014 (« Plan 4+0 »).

(2) Émission de 113 114 actions dans le cadre du plan d'attribution gratuite d'actions de 2015 (« Plan 4+0 »).

16.2 Gestion du capital et actions propres

L'Assemblée générale du 23 mai 2019 a autorisé le Conseil d'administration de la Société, avec faculté de subdélégation, à acheter ou faire acheter un nombre maximal d'actions de la Société représentant jusqu'à 10 % du capital social de la Société à un prix maximum de 30 euros par action. Ce programme est limité à 250 millions d'euros et a une durée de 18 mois à compter de la date de l'Assemblée générale, soit jusqu'au 23 novembre 2020.

Les objectifs de ce programme sont par ordre de priorité décroissant :

- d'assurer la liquidité et d'animer le marché des actions par l'intermédiaire d'un courtier en valeurs mobilières ;
- de mettre en œuvre tout plan d'options d'achat d'actions de la Société ;
- de conserver et de remettre des actions ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe et ce dans la limite de 5 % du capital social de la Société ;
- de remettre des actions à l'occasion d'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ;
- d'annuler tout ou partie des titres ainsi rachetés ;

- ainsi que tout autre objectif qui serait conforme à la réglementation en vigueur.

Dans le cadre de ce programme, Rexel a conclu avec un établissement financier un mandat conforme à la Charte de Déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) en vue de favoriser la liquidité des transactions sur les actions Rexel pour un montant de 14,9 millions d'euros au 31 décembre 2019 (14,2 millions d'euros au 31 décembre 2018).

En complément de ce programme, Rexel a racheté des actions propres pour les remettre aux bénéficiaires de plans d'attribution gratuite d'actions (1 120 003 actions détenues au 31 décembre 2019).

Au 31 décembre 2019, Rexel détenait 1 748 912 actions propres (2 108 720 au 31 décembre 2018), valorisées au cours moyen de 12,35 euros (11,85 euros au 31 décembre 2018) et comptabilisées en réduction des capitaux propres, pour un montant de 21,6 millions d'euros (25,0 millions d'euros au 31 décembre 2018).

Par ailleurs, les plus-values réalisées sur la cession des actions propres au cours de l'exercice 2019 se sont élevées à 0,8 million d'euros nettes d'impôt et ont été comptabilisées en augmentation des capitaux propres (moins-values nettes de 1,1 million d'euros en 2018).

17. Dividendes

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018
Dividende par action attribué aux actions ordinaires	0,44 €	0,42 €
Dividendes versés (en millions d'euros)	133,0	126,8

18. Paiements fondés sur des actions

18.1 Plans d'attribution gratuite d'actions

En complément à sa politique à long terme d'intéressement des salariés, Rexel a mis en place

des plans d'attribution gratuite d'actions dont les caractéristiques sont exposées ci-après :

Plans mis en place en 2019

Le 23 mai 2019, Rexel a mis en place trois plans d'attribution gratuite d'actions en faveur de ses cadres dirigeants pour un nombre maximum de 2 082 522 actions. Au titre de ces plans, les bénéficiaires sont éligibles à recevoir des actions Rexel à l'issue d'une période de trois ans (24 mai 2022), ces actions étant alors cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 3+0 ».

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence, de performance et de marché telles que présentées dans le tableau suivant :

Plan	3+0 Plan d'attribution d'actions de performance	3+0 Plan d'attribution d'actions de présence et de performance	3+0 Plan d'attribution d'actions de présence	TOTAL
Conditions d'acquisition	Présence au 3 ^e anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur : (i) la moyenne annuelle des taux de croissance de l'EBITA en valeur 2018-2021, (ii) la moyenne annuelle des taux de croissance des ventes 2018-2021, (iii) la moyenne entre les années 2019, 2020 et 2021 du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA, (iv) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.	Pour un nombre défini d'actions, présence au 3 ^e anniversaire de la mise en place du plan sans conditions de performance et pour les actions restantes, conditions également basées sur :	Présence au 3 ^e anniversaire de la mise en place du plan sans conditions de performance	
Date de livraison des actions du plan	24 mai 2022	24 mai 2022	24 mai 2022	
Juste valeur des actions à la date d'octroi du 23 mai 2019 ⁽¹⁾	8,59	8,83	9,23	8,74
Nombre maximum d'actions attribuées au 23 mai 2019	1 016 875	932 147	133 500	2 082 522
Ajustement des droits (voir note 18.2)	34 040	32 081	4 698	70 819
Nombre d'actions annulées	(29 000)	(24 250)	(3 000)	(56 250)
Nombre maximum d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre 2019	1 021 915	939 978	135 198	2 097 091

(1) La juste valeur des actions attribuées a été déterminée selon un modèle Monte Carlo, qui simule l'évolution du cours de bourse de Rexel et des sociétés de l'échantillon sur trois ans. L'effet relatif aux restrictions de dividendes attachées à ces actions jusqu'à leur remise aux bénéficiaires a été déduit de la juste valeur.

Plans mis en place en 2018

Le 24 mai 2018, Rexel a mis en place trois plans d'attribution gratuite d'actions en faveur de ses cadres dirigeants pour un nombre maximum de 1 900 032 actions. Au titre de ces plans, les

bénéficiaires sont éligibles à recevoir des actions Rexel à l'issue d'une période de trois ans (25 mai 2021), ces actions étant alors cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 3+0 ».

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence, de performance et de marché telles que présentées dans le tableau suivant :

Plan	3+0 Plan d'attribution d'actions de performance	3+0 Plan d'attribution d'actions de présence et de performance	3+0 Plan d'attribution d'actions de présence	TOTAL
Conditions d'acquisition	Présence au 3 ^e anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur : (i) la moyenne annuelle des taux de croissance de l'EBITA en valeur 2017-2020, (ii) la moyenne annuelle des taux de croissance des ventes 2017-2020, (iii) la moyenne entre les années 2018, 2019 et 2020 du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA, (iv) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.	Pour un nombre défini d'actions, présence au 3 ^e anniversaire de la mise en place du plan sans conditions de performance et pour les actions restantes, conditions également basées sur :	Présence au 3 ^e anniversaire de la mise en place du plan sans conditions de performance	
Date de livraison des actions du plan	25 mai 2021	25 mai 2021	25 mai 2021	
Juste valeur des actions à la date d'octroi du 24 mai 2018 ⁽¹⁾	10,52	10,88	11,50	10,71
Nombre maximum d'actions attribuées au 24 mai 2018	1 007 625	822 907	69 500	1 900 032
Nombre d'actions annulées	(59 300)	(29 588)	(1 000)	(89 888)
Nombre maximum d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre 2018	948 325	793 319	68 500	1 810 144
Ajustement des droits (voir note 18.2)	30 124	25 116	2 376	57 616
Nombre d'actions annulées	(74 175)	(82 202)	(2 500)	(158 877)
Nombre maximum d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre 2019	904 274	736 233	68 376	1 708 883

(1) La juste valeur des actions attribuées a été déterminée selon un modèle Monte Carlo, qui simule l'évolution du cours de bourse de Rexel et des sociétés de l'échantillon sur trois ans. L'effet relatif aux restrictions de dividendes attachées à ces actions jusqu'à leur remise aux bénéficiaires a été déduit de la juste valeur.

Plans mis en place en 2017

Le 23 mai 2017, Rexel a mis en place des plans d'attribution gratuite d'actions en faveur de ses cadres dirigeants pour un nombre maximum de 1 873 975 actions. Au titre de ces plans, les bénéficiaires, selon leur pays de résidence, sont éligibles à recevoir des actions Rexel à l'issue d'une période de :

- trois ans (24 mai 2020), ces actions n'étant cessibles qu'à l'issue d'une période supplémentaire de deux

ans (24 mai 2022) dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 3+2 » ;

- quatre ans (24 mai 2021), ces actions étant alors cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 4+0 ».

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence, de performance et de marché telles que présentées dans le tableau suivant :

Conditions d'acquisition	Présence au 3 ^e anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur : (i) la moyenne de la variation de l'EBITA en volume entre 2016 et 2019, (ii) la croissance organique moyenne du chiffre d'affaires entre 2016 et 2019, (iii) la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA entre 2017 et 2019, (iv) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.	Présence au 4 ^e anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur :	TOTAL
Plan	3+2	4+0	
Date de livraison des actions du plan	24 mai 2020	24 mai 2021	
Juste valeur des actions à la date d'octroi du 23 mai 2017 ⁽¹⁾	12,75	12,34	12,48
Nombre maximum d'actions attribuées au 23 mai 2017	643 200	1 230 775	1 873 975
Nombre d'actions annulées	(75 475)	(216 675)	(292 150)
Nombre maximum d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre 2018	567 725	1 014 100	1 581 825
Ajustement des droits (voir note 18.2)	18 245	30 698	48 943
Nombre d'actions annulées	(39 425)	(126 025)	(165 450)
Nombre maximum d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre 2019	546 545	918 773	1 465 318

(1) La juste valeur des actions attribuées a été déterminée selon un modèle Monte Carlo, qui simule l'évolution du cours de bourse de Rexel et des sociétés de l'échantillon sur trois ans. L'effet relatif aux restrictions de dividendes attachées à ces actions jusqu'à leur remise aux bénéficiaires a été déduit de la juste valeur.

Plans mis en place en 2016

Le 23 juin 2016, Rexel a mis en place des plans d'attribution gratuite d'actions en faveur de ses cadres dirigeants pour un nombre maximum de 1 820 625 actions. Au titre de ces plans, les bénéficiaires, selon leur pays de résidence, sont éligibles à recevoir des actions Rexel à l'issue d'une période de :

- trois ans (24 juin 2019), ces actions n'étant cessibles qu'à l'issue d'une période supplémentaire de deux

ans (24 juin 2021) dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 3+2 » ;

- quatre ans (24 juin 2020), ces actions étant alors cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 4+0 ».

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence, de performance et de marché telles que présentées dans le tableau suivant :

Conditions d'acquisition	Présence au 3 ^e anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur : (i) la moyenne de la variation de l'EBITA en volume entre 2015 et 2018, (ii) la croissance organique moyenne du chiffre d'affaires entre 2015 et 2018, (iii) la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA entre 2016 et 2018, (iv) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.	Présence au 4 ^e anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur :	TOTAL
Plan	3+2	4+0	
Date de livraison des actions du plan	24 juin 2019	24 juin 2020	
Juste valeur des actions à la date d'octroi du 23 juin 2016 ⁽¹⁾	10,91	10,50	10,64
Nombre maximum d'actions attribuées au 23 juin 2016	741 500	1 079 125	1 820 625
Ajustement des droits ⁽²⁾	25 142	36 695	61 837
Nombre d'actions annulées	(323 626)	(311 094)	(634 720)
Nombre maximum d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre 2018	443 016	804 726	1 247 742
Ajustement des droits (voir note 18.2)	-	11 375	11 375
Nombre d'actions annulées	(255 838)	(480 794)	(736 632)
Nombre d'actions livrées	(187 178)	-	(187 178)
Nombre maximum d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre 2019	-	335 307	335 307

(1) La juste valeur des actions attribuées a été déterminée selon un modèle Monte Carlo, qui simule l'évolution du cours de bourse de Rexel et des sociétés de l'échantillon sur trois ans. L'effet relatif aux restrictions de dividendes attachées à ces actions jusqu'à leur remise aux bénéficiaires a été déduit de la juste valeur.

(2) Consécutivement à la distribution, le 5 juillet 2016, d'un dividende prélevé sur la prime d'émission et conformément aux dispositions prévues dans les plans d'options de souscription d'actions et d'attribution gratuite d'actions, les droits octroyés au titre des plans vivants ont été ajustés pour permettre à leurs bénéficiaires d'investir la même somme que celle prévue au moment de l'attribution des droits.

Plans mis en place en 2015

Le 28 juillet 2015, Rexel a mis en place des plans d'attribution gratuite d'actions en faveur de ses cadres dirigeants pour un nombre maximum de 1 798 393 actions. Au titre de ces plans, les bénéficiaires, selon leur pays de résidence, sont éligibles à recevoir des actions Rexel à l'issue d'une période de :

- trois ans (29 juillet 2018), ces actions n'étant cessibles qu'à l'issue d'une période supplémentaire

de deux ans (29 juillet 2020) dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 3+2 » ;

- quatre ans (29 juillet 2019), ces actions étant alors cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 4+0 ».

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence, de performance et de marché telles que présentées dans le tableau suivant :

Conditions d'acquisition	Présence au 3 ^e anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur : (i) la moyenne de la variation de la marge d'EBITA Ajusté entre 2014 et 2017, (ii) la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA entre 2015 et 2017, (iii) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.	Présence au 4 ^e anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur : (i) la moyenne de la variation de la marge d'EBITA Ajusté entre 2014 et 2017, (ii) la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA entre 2015 et 2017, (iii) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.	TOTAL
Plan	3+2	4+0	
Date de livraison des actions du plan	29 juillet 2018	29 juillet 2019	
Juste valeur des actions à la date d'octroi du 28 juillet 2015 ⁽¹⁾	10,56	9,91	
Nombre maximum d'actions attribuées au 28 juillet 2015	795 775	1 002 618	1 798 393
Ajustement des droits ⁽²⁾	26 760	32 913	59 673
Nombre d'actions annulées	(749 112)	(919 343)	(1 668 455)
Nombre d'actions livrées	(73 423)	-	(73 423)
Nombre maximum d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre 2018	-	116 188	116 188
Ajustement des droits (voir note 18.2)	-	4 153	4 153
Nombre d'actions annulées	-	(7 227)	(7 227)
Nombre d'actions livrées	-	(113 114)	(113 114)
Nombre maximum d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre 2019	-	-	-

(1) La juste valeur des actions attribuées a été déterminée selon un modèle Monte Carlo, qui simule l'évolution du cours de bourse de Rexel et des sociétés de l'échantillon sur trois ans. L'effet relatif aux restrictions de dividendes attachées à ces actions jusqu'à leur remise aux bénéficiaires a été déduit de la juste valeur.

(2) Consécutivement à la distribution, le 5 juillet 2016, d'un dividende prélevé sur la prime d'émission et conformément aux dispositions prévues dans les plans d'options de souscription d'actions et d'attribution gratuite d'actions, les droits octroyés au titre des plans vivants ont été ajustés pour permettre à leurs bénéficiaires d'investir la même somme que celle prévue au moment de l'attribution des droits.

18.2 Ajustements des droits sur les plans d'attribution gratuite d'actions existants

Consécutivement à la distribution, le 5 juillet 2019, d'un dividende prélevé sur la prime d'émission et conformément aux dispositions prévues dans

les plans d'options de souscription d'actions et d'attribution gratuite d'actions, les droits octroyés au titre des plans en cours ont été ajustés pour permettre à leurs bénéficiaires d'investir la même somme que celle prévue au moment de l'attribution des droits.

Cet ajustement s'est traduit par une augmentation de 192 906 du nombre d'options de souscription d'actions au titre des plans émis de 2015 à 2019.

Le ratio d'ajustement a été fixé à 0,96673 sur la base de la moyenne des cours d'ouverture de l'action Rexel durant les 20 jours précédant le coupon, soit le 2 juillet 2019.

Cet ajustement étant destiné à rétablir les droits des bénéficiaires comme si la distribution de la prime d'émission n'était pas intervenue conformément

aux dispositions des plans, aucune charge complémentaire relative aux paiements fondés sur des actions n'a été enregistrée.

18.3 Charge liée aux paiements fondés sur des actions

La charge relative aux plans d'attribution gratuite d'actions a été comptabilisée dans le poste « Frais administratifs et commerciaux ». Elle est présentée dans le tableau suivant :

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018
<i>(en millions d'euros)</i>		
Plans mis en place en 2013	-	(0,1)
Plans mis en place en 2014	-	(0,2)
Plans mis en place en 2015	0,1	(0,4)
Plans mis en place en 2016	0,0	1,0
Plans mis en place en 2017	3,6	5,1
Plans mis en place en 2018	1,2	3,4
Plans mis en place en 2019	2,0	-
Charge relative à l'offre réservée aux salariés	0,4	0,4
Total charge liée aux paiements fondés sur des actions	7,3	9,1

19. Résultats par action

Les informations sur les résultats et le nombre d'actions ayant servi au calcul du résultat de base et du résultat dilué sont présentées ci-dessous :

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018 ⁽¹⁾
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en millions d'euros)	204,4	134,0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation <i>(en milliers)</i>	302 049	301 846
Actions potentielles non dilutives <i>(en milliers)</i>	-	248
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ajusté des actions potentielles non dilutives (en milliers)	302 049	302 094
Résultat net par action (en euros)	0,68	0,44
Actions potentielles dilutives <i>(en milliers)</i>	728	406
• dont actions attribuées gratuitement <i>(en milliers)</i> ⁽²⁾	728	406
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ajusté des actions potentielles dilutives (en milliers)	302 777	302 500
Résultat net dilué par action (en euros)	0,68	0,44

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

(2) Le nombre d'actions potentielles dilutives ne tient pas compte des actions attribuées gratuitement dont l'attribution est soumise à des conditions de performance ou de marché non encore réalisées à la date de clôture.

20. Provisions et autres passifs non courants

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018 ⁽¹⁾
(en millions d'euros)		
Provisions	26,2	44,5
Instruments dérivés	7,3	2,4
Autres passifs non courants ⁽²⁾	7,3	7,5
Provisions et autres passifs non courants	40,8	54,5

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

(2) Comprennent les dettes relatives à la participation des salariés en France pour un montant de 7,3 millions d'euros (7,5 millions d'euros au 31 décembre 2018).

La variation des provisions est détaillée dans le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)	RESTRUCTURATION ⁽²⁾	AUTRES LITIGES ET GARANTIES ⁽³⁾	RÉPARATION DES IMMOBILISATIONS LOUÉES ⁽⁴⁾	TOTAL PROVISIONS
Solde au 1^{er} janvier 2018 ⁽¹⁾	14,4	21,1	3,3	38,8
Augmentations de provisions	25,4	6,6	0,1	32,0
Reprises de provisions utilisées	(11,5)	(3,1)	-	(14,5)
Reprises de provisions non utilisées	(0,3)	(9,4)	-	(9,7)
Autres variations	(2,0)	(0,2)	-	(2,1)
Solde au 31 décembre 2018 ⁽¹⁾	26,0	15,1	3,4	44,5
Augmentations de provisions	8,3	6,2	-	14,5
Reprises de provisions utilisées	(24,5)	(3,1)	(1,8)	(29,5)
Reprises de provisions non utilisées	(0,1)	(1,1)	-	(1,1)
Écarts de conversion	0,1	0,0	0,1	0,3
Autres variations	(0,8)	(2,5)	0,7	(2,5)
Solde au 31 décembre 2019	9,1	14,6	2,4	26,2

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

(2) Les coûts des programmes de réorganisation et de transformation des activités opérationnelles visant à adapter la structure du Groupe à la conjoncture actuelle. Ces plans de restructuration concernent la fermeture d'agences, l'optimisation de centres logistiques et la réorganisation des services administratifs. Les restructurations engagées au 31 décembre 2019 concernent principalement l'Europe pour un montant de 6,8 millions d'euros (23,1 millions d'euros en 2018), et l'Asie-Pacifique pour un montant de 2,1 millions d'euros (1,0 million d'euros en 2018) et l'Amérique du Nord pour un montant de 0,3 million d'euros (1,7 million d'euros en 2018).

(3) Les autres litiges et les garanties s'élèvent à 14,6 millions d'euros (15,1 millions d'euros en 2018), dont un montant de 2,7 millions d'euros relatif à un contentieux avec l'URSSAF (2,6 millions d'euros en 2018), un montant de 2,8 millions d'euros (3,7 millions d'euros en 2018) relatif aux litiges liés au personnel et un montant de 1,7 million d'euros (1,8 million d'euros en 2018) relatif aux litiges commerciaux.

(4) Les provisions pour la réparation des immobilisations louées concernent essentiellement le Royaume-Uni pour 2,0 millions d'euros (3,0 millions d'euros en 2018).

21. Avantages du personnel

21.1 Description des régimes à prestations définies

Les avantages du personnel dans le Groupe se présentent sous diverses formes, dont des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies. Les caractéristiques spécifiques de ces plans varient en fonction des réglementations applicables à chaque pays concerné. Les différents types de plans concernent les régimes de retraite, les indemnités de fin de carrière, les médailles du travail, les départs en retraite anticipés, les couvertures

médicales et d'assurance-vie accordés aux anciens salariés, y compris les retraités.

Les régimes de retraite financés les plus importants concernent le Canada, le Royaume-Uni et la Suisse et sont gérés dans des structures indépendantes du Groupe.

Au Royaume-Uni, les plans de retraite à prestations définies sont gérés par le fonds de pension *Rexel UK Pension Scheme*. Ce plan est fermé aux nouveaux entrants depuis le 5 avril 2002. Les droits accumulés et les pensions font l'objet d'une indexation. Les objectifs statutaires de financement sont validés conjointement par le *Trustee board* et la société.

Dans ce cadre, le *Trustee board* procède à l'évaluation du régime au moins tous les trois ans. Sur la base de cette évaluation, un échéancier des cotisations, permettant de restaurer l'équilibre du régime à terme, est décidé avec la Société. La dernière évaluation du régime a été réalisée le 5 avril 2017. L'évaluation 2019 a été projetée sur la base de cette dernière évaluation. Le *Trustee board* est également responsable de la stratégie d'investissement du fonds.

En Suisse, Rexel propose un régime de retraite complémentaire pour ses employés. Les actifs sont gérés dans un fonds de pension *Pension Kasse*, réservé à Elektro Material. Le régime fonctionne comme un contrat de retraite à cotisations définies assorti d'un rendement garanti, le qualifiant ainsi de régime à prestations définies. Le *Conseil de Fondation* est responsable de la mise en œuvre d'une stratégie adaptée d'allocation des actifs ayant pour objectif d'en garantir le rendement. Le fonds fait l'objet d'une évaluation tous les ans.

Au Canada, les régimes à prestations définies concernent principalement :

- Le régime « Employés », qui est agréé fiscalement et qui a deux types de dispositions : celles qualifiées de prestations définies et celles qualifiées

de cotisations définies. Les prestations définies relèvent d'une formule basée sur le salaire moyen en cours de carrière. Ce plan a été fermé pour les membres du personnel entrant à compter du 1^{er} janvier 2000.

- Le régime de retraite « Cadres » et le régime complémentaire « Dirigeants » (« SERP »), qui assurent aux retraités une pension calculée sur un pourcentage des derniers salaires perçus. Le régime « Cadres » est un plan agréé fiscalement. Le régime « Dirigeants » offre deux prestations : la première assure un complément de prestations au-delà des limites fixées pour le régime « Cadres ». La seconde offre une rente calculée sur le capital constitutif lors du départ à la retraite.

Une évaluation complète des plans canadiens est effectuée tous les trois ans. La dernière évaluation a été réalisée en 2017. L'évaluation de 2019 a été projetée sur la base de la dernière évaluation disponible.

21.2 Informations relatives aux régimes à prestations définies

L'évolution de la valeur actuelle de l'obligation au titre des régimes à prestations définies est la suivante :

	VALEUR ACTUELLE DE L'OBLIGATION				
(en millions d'euros)	ROYAUME-UNI	CANADA	SUISSE	AUTRES	GROUPE
Au 1^{er} janvier 2018	512,9	248,8	231,0	208,5	1 201,2
Coûts des services rendus de la période	–	2,4	6,4	5,5	14,3
Charges d'intérêts financiers	12,7	7,9	1,2	3,6	25,3
Prestations servies	(16,2)	(12,1)	(5,9)	(13,2)	(47,4)
Cotisations versées par les participants	–	0,4	3,8	0,4	4,6
Écarts de conversion	(3,7)	(8,6)	8,6	0,3	(3,5)
Effet des réductions et liquidations de régime / autres	3,3	–	–	(0,1)	3,1
Réévaluation					
<i>Effet des changements d'hypothèses démographiques</i>	(28,4)	–	–	0,4	(28,0)
<i>Effet des changements d'hypothèses financières</i>	(29,1)	(17,9)	(16,1)	(12,6)	(75,6)
<i>Effet des ajustements liés à l'expérience</i>	9,9	0,3	(0,8)	1,0	10,4
Au 31 décembre 2018	461,5	221,1	228,1	193,7	1 104,4
Coûts des services rendus de la période	–	2,1	6,1	5,6	13,7
Charges d'intérêts financiers	13,9	8,8	2,3	3,9	28,9
Prestations servies	(16,6)	(13,4)	(12,3)	(9,7)	(51,9)
Cotisations versées par les participants	0,0	0,4	4,1	0,4	4,9
Écarts de conversion	25,6	15,6	9,0	0,5	50,7
Réévaluation					
<i>Effet des changements d'hypothèses démographiques</i>	–	0,0	2,0	(0,3)	1,7
<i>Effet des changements d'hypothèses financières</i>	62,4	24,2	5,9	19,5	112,0
<i>Effet des ajustements liés à l'expérience</i>	(0,4)	(0,2)	4,9	(3,4)	0,9
Au 31 décembre 2019	546,3	258,7	250,2	210,1	1 265,3

L'évolution de la juste valeur des actifs des régimes à prestations définies est la suivante :

	JUSTE VALEUR DES ACTIFS DES RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES				
(en millions d'euros)	ROYAUME- UNI	CANADA	SUISSE	AUTRES	GROUPE
Au 1^{er} janvier 2018	374,6	185,5	227,3	93,8	881,1
Cotisations versées par l'employeur	9,8	6,7	7,5	11,8	35,7
Cotisations versées par les participants	-	0,4	3,8	0,4	4,6
Rendements des actifs	8,3	5,9	1,2	1,6	17,0
Prestations servies	(16,2)	(12,1)	(5,9)	(13,2)	(47,4)
Écarts de conversion	(2,9)	(6,5)	8,4	(0,5)	(1,4)
Rendement des fonds investis à l'exclusion des intérêts financiers (résultat global) ⁽¹⁾	(19,5)	(11,6)	(17,6)	(2,8)	(51,5)
Au 31 décembre 2018	354,1	168,3	224,6	91,1	838,0
Cotisations versées par l'employeur	13,9	6,8	8,0	8,4	37,1
Cotisations versées par les participants	-	0,4	4,1	0,4	4,9
Rendements des actifs	8,4	6,8	2,5	1,7	19,4
Prestations servies	(16,6)	(13,4)	(12,3)	(9,7)	(52,0)
Écarts de conversion	19,4	11,8	8,9	0,2	40,2
Rendement des fonds investis à l'exclusion des intérêts financiers (résultat global) ⁽¹⁾	32,2	12,3	11,7	9,0	65,3
Au 31 décembre 2019	411,4	193,2	247,5	101,0	953,1

(1) Dont un montant de 3,6 millions d'euros relatif au plafonnement des actifs de couverture du plan suisse (un montant de (14,2) millions d'euros en 2018).

L'évolution des actifs et passifs nets des régimes à prestations définies se présente comme suit :

	PASSIF (ACTIF) NET AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES				
(en millions d'euros)	ROYAUME- UNI	CANADA	SUISSE	AUTRES	GROUPE
Au 1^{er} janvier 2018	138,3	63,2	3,7	114,7	319,9
Coûts des services rendus de la période	-	2,4	6,4	5,5	14,3
Charges d'intérêts financiers	4,3	2,0	(0,0)	2,0	8,4
Effet des réductions et liquidations de régime / autres	3,3	-	-	(0,1)	3,1
Cotisations versées par l'employeur	(9,8)	(6,7)	(7,5)	(11,8)	(35,7)
Écarts de conversion	(0,8)	(2,1)	0,1	0,8	(2,0)
Réévaluation	(28,0)	(6,1)	0,8	(8,5)	(41,7)
Au 31 décembre 2018	107,4	52,7	3,5	102,6	266,2
Coûts des services rendus de la période	-	2,1	6,1	5,6	13,7
Charges d'intérêts financiers	5,4	2,0	(0,2)	2,2	9,4
Cotisations versées par l'employeur	(13,9)	(6,8)	(8,0)	(8,4)	(37,1)
Écarts de conversion	6,2	3,8	0,1	0,3	10,4
Réévaluation	29,8	11,7	1,2	6,8	49,4
Au 31 décembre 2019	134,9	65,5	2,7	109,1	312,1

Le rapprochement du passif au bilan avec l'obligation actuarielle des plans à prestations définies s'analyse comme suit :

	RAPPROCHEMENT DU PASSIF AU BILAN AVEC L'OBLIGATION ACTUARIELLE DES PLANS À PRESTATIONS DÉFINIES				
	ROYAUME-UNI	CANADA	SUISSE	AUTRES	GROUPE
<i>(en millions d'euros)</i>					
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018					
Valeur actualisée de l'obligation au titre des régimes à prestations définies	461,5	221,1	228,1	193,7	1 104,4
<i>dont Plans par capitalisation</i>	<i>461,1</i>	<i>201,7</i>	<i>224,6</i>	<i>114,6</i>	<i>1 002,1</i>
<i>dont Plans par répartition</i>	<i>0,4</i>	<i>19,4</i>	<i>3,5</i>	<i>79,0</i>	<i>102,3</i>
Juste valeur des actifs	(354,1)	(168,3)	(224,6)	(91,0)	(838,0)
Situation financière	107,4	52,7	3,5	102,6	266,2
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019					
Valeur actualisée de l'obligation au titre des régimes à prestations définies	546,3	258,7	250,2	210,1	1 265,3
<i>dont Plans par capitalisation</i>	<i>545,9</i>	<i>236,6</i>	<i>247,5</i>	<i>125,1</i>	<i>1 155,2</i>
<i>dont Plans par répartition</i>	<i>0,4</i>	<i>22,1</i>	<i>2,6</i>	<i>85,0</i>	<i>110,1</i>
Juste valeur des actifs	(411,4)	(193,2)	(247,5)	(101,0)	(953,1)
Situation financière	134,9	65,5	2,7	109,0	312,1

21.3 Réévaluation de la provision comptabilisée

	ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL				
	ROYAUME-UNI	CANADA	SUISSE	AUTRES	GROUPE
<i>(en millions d'euros)</i>					
Rendement des actifs à l'exclusion des produits financiers et limitation d'actif	19,5	11,6	17,6	2,8	51,5
Effet des changements d'hypothèses démographiques	(28,4)	-	-	0,4	(28,0)
Effet des changements d'hypothèses financières	(29,1)	(17,9)	(16,1)	(12,6)	(75,6)
Effet des ajustements liés à l'expérience	9,9	0,3	(0,8)	1,0	10,4
Éléments reconnus en résultat global au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018	(28,0)	(6,1)	0,8	(8,5)	(41,7)
Rendement des actifs à l'exclusion des produits financiers et limitation d'actif	(32,2)	(12,3)	(11,9)	(9,0)	(65,4)
Effet des changements d'hypothèses démographiques	-	-	2,1	(0,3)	1,8
Effet des changements d'hypothèses financières	62,4	24,2	5,8	19,1	111,5
Effet des ajustements liés à l'expérience	(0,4)	(0,2)	5,9	(2,9)	2,4
Éléments reconnus en résultat global au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019	29,8	11,6	2,0	6,9	50,3

21.4 Charge comptabilisée

La charge comptabilisée au compte de résultat consolidé s'analyse ainsi :

(en millions d'euros)	CHARGE COMPTABILISÉE				
	ROYAUME-UNI	CANADA	SUISSE	AUTRES	GROUPE
Coûts des services rendus de la période ⁽¹⁾	-	2,4	6,4	5,5	14,3
Coût des services passés ⁽³⁾	3,3	-	-	(0,3)	3,0
Charge d'intérêt nette ⁽²⁾	4,3	2,0	0,0	2,0	8,4
Autres ⁽¹⁾	-	-	-	(0,1)	(0,1)
Charge comptabilisée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018	7,6	4,3	6,4	7,2	25,6
Coûts des services rendus de la période ⁽¹⁾	-	2,1	6,1	5,6	13,7
Coût des services passés ⁽¹⁾	-	-	-	(0,1)	(0,0)
Charge d'intérêt nette ⁽²⁾	5,4	2,0	(0,0)	2,2	9,6
Autres ⁽¹⁾	-	0,1	(1,0)	(0,2)	(1,0)
Charge comptabilisée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019	5,5	4,2	5,1	7,6	22,3

(1) Inclus dans les charges de personnel (voir note 7).

(2) Inclus dans les charges financières nettes (voir note 9).

(3) Inclus dans les autres charges au Royaume - Uni (effet de l'égalisation des droits à la retraite minimum garantie d'un plan de retraite au Royaume - Uni) (voir note 8) et en charges de personnel.

Il n'y a eu ni modification ni règlement significatif sur les plans au titre des exercices clos le 31 décembre 2018 et 2019.

21.5 Nature des fonds investis dans les plans de retraite

(en millions d'euros)	NATURE DES FONDS INVESTIS DANS LES PLANS DE RETRAITE		
	ROYAUME-UNI	CANADA	SUISSE
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4,4	0,8	12,5
Actions (cotées sur un marché actif)	14,1	73,1	84,0
Instruments de dettes (cotés sur un marché actif)	74,1	91,5	88,0
Biens immobiliers	-	-	51,7
Fonds d'investissements	257,6	-	-
Actifs détenus par des compagnies d'assurance	3,5	2,9	4,7
Autres	0,3	-	4,3
Au 31 décembre 2018	354,1	168,4	245,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5,0	0,9	11,9
Actions (cotées sur un marché actif)	12,3	84,2	91,6
Instruments de dettes (cotés sur un marché actif)	73,8	105,0	96,5
Biens immobiliers	-	-	57,2
Fonds d'investissements	315,9	-	-
Actifs détenus par des compagnies d'assurance	4,1	3,1	3,1
Autres	0,4	-	5,1
Au 31 décembre 2019	411,4	193,2	265,4

21.6 Hypothèses actuarielles

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes :

	ROYAUME-UNI		CANADA		SUISSE	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Maturité moyenne du plan (en années)	17	17	12	12	15	15
Taux d'actualisation (en %)	2,00	3,00	3,10	3,90	0,25	1,00
Taux d'augmentation futur des salaires (en %)	N/A	N/A	3,00	3,00	0,75	1,00

Les taux d'actualisation ont été déterminés par référence aux taux de rendement des obligations de première catégorie (obligations cotées AA par au moins une des trois premières agences de notation : Standard & Poor's, Moody's et Fitch) ayant une échéance identique aux régimes concernés. Les prestations attendues de chaque plan sont actualisées avec la courbe des taux correspondant à leur échéance. S'il n'existe pas d'obligations d'une durée suffisamment longue, le taux d'actualisation est estimé en extrapolant les taux de marché suivant la courbe. Puis, un taux d'actualisation synthétique est calculé, qui, appliqué à l'ensemble des flux de trésorerie, permet de restituer la même charge d'intérêt que si les taux individuels avaient été appliqués.

21.7 Analyse des risques liés aux plans de retraite

Afin d'identifier et de traiter les risques inhérents à la gestion des plans de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi, un comité, composé de représentants de la direction financière et de la direction des ressources humaines, se réunit tous les trimestres. Ce comité, assisté d'experts, revoit plus particulièrement le financement des plans et la performance des actifs de couverture. Il est informé de tout événement significatif relatif aux avantages accordés aux salariés, à leur incidence financière et aux modifications de la réglementation. Il rend compte au Comité d'audit une fois par an.

Les principaux régimes à prestations définies du Groupe sont soumis à des règles de financement qui dépendent essentiellement des taux d'intérêt, de la performance des actifs de couverture et des

modifications des réglementations locales. Toute évolution défavorable de ces paramètres nécessiterait le versement de contributions complémentaires par le Groupe aux fonds de pension dans le cadre d'un échéancier.

- Volatilité des taux d'actualisation et d'inflation

La valeur actuelle de l'obligation au titre des régimes à prestations définies est calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs. Les taux d'actualisation sont déterminés par référence aux taux de rendement des obligations à la date d'évaluation, qui peuvent varier d'une période à l'autre. Par ailleurs, les prestations accumulées et les rentes de retraite sont généralement soumises à des augmentations de salaires et à des indexations conditionnelles ou inconditionnelles qui varient selon le niveau d'inflation. Tout changement de ces paramètres peut modifier la valeur actuelle de l'obligation et le coût des services, déclenchant ainsi le versement de contributions supplémentaires, afin de respecter les exigences locales de financement minimum.

- Volatilité de la valeur des actifs de couverture

Les actifs de couverture sont constitués d'actions, d'obligations et d'autres actifs dont la valeur est soumise aux fluctuations du marché. Un retournement des marchés financiers augmenterait le passif net au titre des régimes à prestations définies. Les ratios de couverture des plans diminueraient en conséquence, nécessitant des versements complémentaires de cotisations par le Groupe dans le cadre d'un échéancier.

Analyse de la sensibilité

(en millions d'euros)	SENSIBILITÉ CONSÉCUTIVE À LA BAISSÉ DE 50 POINTS DE BASE DU TAUX D'ACTUALISATION				
	ROYAUME-UNI	CANADA	SUISSE	AUTRES	GROUPE
Coûts des services rendus de la période	-	0,1	0,5	0,3	1,0
Valeur actualisée de l'obligation au titre des régimes à prestations définies	49,4	16,7	20,6	14,6	101,2

(en millions d'euros)	SENSIBILITÉ CONSÉCUTIVE À LA BAISSÉ DE 10 % DES MARCHÉS FINANCIERS				
	ROYAUME-UNI	CANADA	SUISSE	AUTRES	GROUPE
Fonds investis dans les plans de retraite	(1,2)	(8,4)	(9,2)	(0,5)	(19,3)

Analyse du risque

Afin d'atténuer les risques identifiés ci-dessus, le Groupe a mis en œuvre ou est en train de mettre en place les actions suivantes qui incluent des changements dans la conception des régimes à prestations définies, ainsi que des mesures financières, parmi lesquelles :

- clôture de plans, lorsqu'appropriée, et migration vers des plans à cotisations définies, avec gel des prestations ;
- rationalisation des prestations incluant le niveau de pensions versées, les facteurs de taux de conversion et les plafonds d'indexation ;

- versement sélectif de cotisations en complément des cotisations récurrentes, afin d'augmenter la couverture du fonds ;
- couverture financière des taux d'intérêt et d'inflation ;
- adoption de stratégies d'investissement qui permettent une meilleure cohérence de la nature des dettes avec un alignement progressif de l'allocation des actifs et de la maturité des plans de retraite ;
- réunions régulières avec les représentants des fonds de pensions ;
- revue périodique de la performance des investissements par des experts indépendants pour piloter leur volatilité.

21.8 Flux de trésorerie prévisionnels

(en millions d'euros)	FLUX DE TRÉSORERIE PRÉVISIONNELS				
	ROYAUME-UNI	CANADA	SUISSE	AUTRES	GROUPE
Prestations attendues pour 2020	16,3	13,4	12,6	8,4	50,7
Prestations attendues pour 2021	16,1	13,7	7,6	14,8	52,3
Prestations attendues pour 2022	17,3	13,9	8,0	8,2	47,5
Prestations attendues pour 2023	18,0	14,2	8,3	9,0	49,6
Prestations attendues pour 2024 et au-delà	122,5	89,5	51,1	65,8	328,9
Cotisations prévues pour 2020	14,8	7,0	8,1	7,9	37,8

22. Endettement financier

Cette note présente des informations sur l'endettement financier au 31 décembre 2019. L'endettement financier inclut les dettes auprès d'établissements financiers portant intérêt, les emprunts et intérêts courus nets des coûts de transaction.

22.1 Endettement financier net

Au 31 décembre 2019, l'endettement financier net consolidé de Rexel s'élève à 1 945,9 millions d'euros et s'analyse ainsi :

(en millions d'euros)	AU 31 DÉCEMBRE					
	2019			2018 ⁽¹⁾		
	COURANT	NON COURANT	TOTAL	COURANT	NON COURANT	TOTAL
Obligations Senior	-	1 413,4	1 413,4	-	1 456,2	1 456,2
Titrisation	620,0	332,9	952,9	517,0	484,2	1 001,2
Emprunts auprès des établissements de crédit	13,0	0,9	13,9	7,7	0,9	8,6
Billets de trésorerie	50,0	-	50,0	40,0	-	40,0
Concours bancaires et autres emprunts	65,5	-	65,5	84,1	-	84,1
Intérêts courus ⁽²⁾	4,6	-	4,6	5,0	-	5,0
Moins coûts de transaction	(4,2)	(14,1)	(18,4)	(4,4)	(16,3)	(20,7)
Total dettes financières et intérêts courus	748,8	1 733,1	2 481,8	649,5	1 925,0	2 574,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(514,3)			(544,9)
Intérêts courus à recevoir			(2,0)			(2,2)
Dérivés de couverture adossés à la dette financière ⁽³⁾			(19,6)			(12,7)
Endettement financier net			1 945,9			2 014,7

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

(2) Dont intérêts courus sur les obligations pour un montant de 1,6 million d'euros au 31 décembre 2019 (1,8 million d'euros au 31 décembre 2018).

(3) Les dérivés de couverture de la dette incluent les instruments de taux désignés comme couverture de juste valeur et des dérivés de couverture de change adossés à la dette financière.

22.1.1 Contrat de Crédit Senior

Le 15 mars 2013, Rexel a conclu un Contrat de Crédit Senior, ayant fait l'objet d'amendements successifs dont le dernier en date du 31 janvier 2018. Il comprend une ligne de crédit multidevises renouvelable d'une maturité de 5 ans d'un montant initial de 850 millions d'euros. Ce contrat est conclu avec BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Crédit Industriel et Commercial, HSBC France, ING Belgium SA, succursale française, Natixis et Société Générale Corporate & Investment Banking en qualité d'arrangeurs et de teneurs de livre associés. La ligne de crédit peut, entre autres, être utilisée au moyen de tirages au jour le jour (*swingline loans*) à hauteur de 137,8 millions d'euros.

Le 16 janvier 2020, Rexel a exercé son option pour proroger son échéance d'un an du 31 janvier 2024 au 31 janvier 2025.

Intérêts et marge

Les montants utilisés portent intérêt à un taux déterminé en référence (i) au taux EURIBOR lorsque les fonds sont tirés en euros et au taux LIBOR lorsque les fonds sont tirés dans des devises différentes de l'Euro, (ii) à la marge applicable, (iii) à certaines primes relatives aux emprunts en devises autres que l'euro et (iv) le cas échéant, à des coûts obligatoires (correspondant aux coûts devant être supportés par les prêteurs au titre du financement du système de contrôle bancaire imposé par les autorités de régulation bancaire de leurs pays respectifs).

Les tirages au jour le jour portent intérêt à un taux déterminé en référence (i) au taux EONIA, (ii) à la marge applicable et (iii) le cas échéant, aux coûts obligatoires.

La marge initiale applicable était de 1,25 % par an et varie en fonction du ratio d'endettement de Rexel

(défini comme le ratio entre la dette nette totale consolidée ajustée et l'EBITDA consolidé ajusté, tels que ces termes sont définis dans le Contrat de Crédit Senior), calculé au 31 décembre et au 30 juin de chaque année. La marge s'étale de 0,60 % à 2,25 %.

De plus, la marge applicable est augmentée des commissions d'utilisation qui varient en fonction du pourcentage des fonds effectivement tirés par rapport à l'ensemble des lignes disponibles à tout moment au titre du Contrat de Crédit Senior.

Rexel devra aussi payer une commission de non-utilisation dans la devise de chaque tirage disponible. Le montant de cette commission varie en fonction du montant de ratio d'endettement.

Le Ratio d'Endettement est égal au rapport de la dette nette ajustée sur l'EBITDA ajusté. Selon les dispositions du Contrat de Crédit Senior, l'EBITDA ajusté et la dette nette ajustée sont calculés à méthodes comptables constantes. À la suite de l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » à compter du 1^{er} janvier 2019, les termes suivants sont évalués sur la base des comptes sans prendre en compte les effets de la norme IFRS 16 :

L'EBITDA ajusté signifie, pour une période déterminée, le résultat opérationnel consolidé avant autres produits et autres charges, tel que présenté dans les états financiers consolidés du Groupe :

- majoré de l'EBITDA ajusté des douze derniers mois de toute filiale acquise pendant la période considérée au *pro rata* de la participation du Groupe ;
- majoré des produits relatifs aux dérivés sur matières premières pour couvrir l'exposition aux fluctuations des prix de certaines matières premières lorsque ces dérivés ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture de flux de trésorerie selon les normes IFRS ;
- majoré de l'EBITDA des actifs destinés à être cédés et à l'exclusion de l'EBITDA des actifs vendus au cours de la période ;
- majoré des amortissements et des dépréciations ;
- à l'exclusion des charges relatives à toute rémunération en actions des salariés et dirigeants lorsque ces rémunérations ont un effet sur l'endettement financier ;

- majoré des charges calculées relatives à des plans de rémunérations en actions et des charges relatives à la participation des salariés lorsque ces charges ont un effet sur l'endettement ;
- ajusté de l'effet non récurrent de l'évolution du prix du cuivre inclus dans les câbles tel que mentionné dans le communiqué de presse relatif aux états financiers consolidés de la période considérée ;
- majoré des coûts de restructuration et des coûts relatifs aux acquisitions.

La dette nette consolidée ajustée signifie :

- toute dette financière portant intérêts (que les intérêts au titre de cette dette soient payés ou capitalisés) courante et non courante :
 - excluant les coûts de mise en place des financements (commissions de montage, honoraires juridiques, frais de conseil), ainsi que des charges financières supportées au titre du remboursement anticipé de la dette ;
 - excluant les prêts intra-groupe ;
 - incluant toute dette relative à l'émission de valeurs mobilières qui ne sont pas obligatoirement remboursables en actions ;
 - incluant tout autre montant assimilé à un emprunt selon les normes comptables internationales ;
- majorée des intérêts courus (y compris les intérêts capitalisés) à l'exclusion des intérêts courus au titre de prêts intra-groupe ; et
- diminuée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Ce ratio d'endettement peut excéder 3,50 trois fois durant la durée du Contrat de Crédit Senior, étant précisé que ce seuil ne peut être dépassé plus de deux fois consécutivement. Par ailleurs, ce seuil pourra être porté au-delà de 3,75 une seule fois sans jamais pouvoir dépasser 3,90 au cours de la vie du Contrat de Crédit Senior.

En complément du Crédit Senior, Rexel dispose d'une ligne de crédit bilatérales de 35,6 millions d'euros (40 millions de dollars américains) dont l'échéance est en juin 2020.

Au 31 décembre 2019, ces lignes n'étaient pas tirées.

22.1.2 Obligations

Au 31 décembre 2019, la valeur comptable des obligations se détaille comme suit :

	AU 31 DÉCEMBRE					
	2019			2018		
	NOMINAL (en millions d'euros)	AJUSTEMENTS DE JUSTE VALEUR ⁽¹⁾	TOTAL	NOMINAL (en millions d'euros)	AJUSTEMENTS DE JUSTE VALEUR ⁽¹⁾	TOTAL
Obligations portant intérêt à 3,500 % et remboursables en 2023	-	-	-	650,0	0,7	650,7
Obligations portant intérêt à 2,625 % et remboursables en 2024	300,0	8,0	308,0	300,0	2,9	302,9
Obligations portant intérêt à 2,125 % et remboursables en 2025	500,0	5,0	505,0	500,0	2,6	502,6
Obligations portant intérêt à 2,750 % et remboursables en 2026	600,0	0,4	600,4	-	-	-
TOTAL	1 400,0	13,4	1 413,4	1 450,0	6,2	1 456,2

(1) Ajustement pour traduire les variations du taux d'intérêt sur une partie des obligations couvertes par des instruments dérivés de couverture de juste valeur (voir note 24.1).

Obligations de 300 millions d'euros remboursables en 2024

Le 13 mars 2017, Rexel a émis des obligations pour un montant de 300 millions d'euros à échéance 2024 et portant intérêt à 2,625 % par an.

Ces obligations sont de même rang que le Contrat de Crédit Senior et les autres obligations non assorties de sûretés. Les intérêts sont payables semestriellement, au 15 juin et au 15 décembre, à compter du 15 juin 2017. Les obligations sont remboursables le 15 juin 2024 et sont admises aux négociations sur le marché de la Bourse du Luxembourg.

Ces obligations sont remboursables en totalité ou partiellement à tout moment jusqu'au 15 mars 2020 à un prix égal au montant total du nominal augmenté d'une prime de remboursement anticipé et des intérêts courus non échus. À partir du 15 mars 2020, elles seront remboursables en totalité ou partiellement pour les valeurs figurant dans le tableau ci-après :

PÉRIODE DE REMBOURSEMENT COMMENÇANT LE :	PRIX DE REMBOURSEMENT (EN % DU MONTANT PRINCIPAL)
15 mars 2020	101,313 %
15 mars 2021	100,656 %
15 mars 2022 et au-delà	100,000 %

Obligations de 500 millions d'euros remboursables en 2025

Le 20 novembre 2017, Rexel a émis des obligations pour un montant de 500 millions d'euros à échéance 2025 et portant intérêt à 2,125 % par an.

Ces obligations sont de même rang que le Contrat de Crédit Senior et les autres obligations non assorties de sûretés. Les intérêts sont payables semestriellement, au 15 juin et au 15 décembre, à compter du 15 juin 2018. Les obligations sont remboursables le 15 juin 2025 et sont admises aux négociations sur le marché de la Bourse du Luxembourg.

Ces obligations sont remboursables en totalité ou partiellement à tout moment jusqu'au 15 décembre 2020 à un prix égal au montant total du nominal augmenté d'une prime de remboursement anticipé et des intérêts courus non échus. À partir du 15 décembre 2020, elles seront remboursables en totalité ou partiellement pour les valeurs figurant dans le tableau ci-après :

PÉRIODE DE REMBOURSEMENT COMMENÇANT LE :	PRIX DE REMBOURSEMENT (EN % DU MONTANT PRINCIPAL)
15 décembre 2020	101,063 %
15 décembre 2021	100,531 %
15 décembre 2022 et au-delà	100,000 %

Obligations de 600 millions d'euros remboursables en 2026

Le 12 mars 2019, Rexel a émis des obligations pour un montant de 600 millions d'euros à échéance 2026 portant intérêt à 2,75 % par an.

Ces obligations sont de même rang que le Contrat de Crédit Senior et les autres obligations non assorties de sûretés. Les intérêts sont payables semestriellement, au 15 juin et au 15 décembre, à compter du 15 juin 2019. Les obligations sont remboursables le 15 juin

2026 et sont admises aux négociations sur le marché de la Bourse du Luxembourg.

Ces obligations sont remboursables en totalité ou partiellement à tout moment jusqu'au 15 mars 2022 à un prix égal au montant total du nominal augmenté d'une prime de remboursement anticipé et des intérêts courus non échus. À partir du 15 mars 2022, elles seront remboursables en totalité ou partiellement pour les valeurs figurant dans le tableau ci-après :

PÉRIODE DE REMBOURSEMENT COMMENÇANT LE :	PRIX DE REMBOURSEMENT (EN % DU MONTANT PRINCIPAL)
15 mars 2022	101,375 %
15 mars 2023	100,688 %
15 mars 2024 et au-delà	100,000 %

Obligations de 650 millions d'euros remboursables en 2023

Les fonds provenant de l'émission obligataire d'un montant de 600 millions d'euros portant intérêt à 2,75 % ont été utilisés pour rembourser, le 19 mars 2019, les obligations de 650 millions d'euros portant intérêt à 3,50 % à échéance 2023 pour un montant de 666,9 millions d'euros. Une charge financière de 20,8 millions d'euros a été constatée, composée de la prime de remboursement anticipé de 16,9 millions d'euros, des coûts de transaction non amortis et de l'ajustement de la juste valeur des couvertures adossées aux obligations remboursées (voir note 9).

22.1.3 Programmes de titrisation des créances commerciales

Rexel gère plusieurs programmes de cession de créances commerciales lui permettant d'obtenir des financements à un coût moindre que celui des emprunts obligataires ou bancaires.

Les spécificités des programmes de cession de créances du Groupe varient selon les pays considérés. Les filiales concernées restent en charge du recouvrement des créances après leur cession. Ces créances sont cédées à des entités « *ad hoc* », fonctionnant sans aucune intervention des filiales. Les entités « *ad hoc* » obtiennent le financement nécessaire à l'achat de celles-ci notamment par l'émission d'instruments de dette à court terme, comme des billets de trésorerie français ou du *commercial paper* américain ou canadien, notés par des agences de notation.

En contrepartie des créances cédées, les filiales reçoivent un paiement en numéraire de la part de ces entités « *ad hoc* », représentant la valeur des créances diminuée d'un montant pour garantir le

recouvrement, ce dernier montant étant seulement remboursé, en tout ou partie, après complet paiement des créances. Toutefois, certains programmes prévoient que les filiales concernées bénéficient de la possibilité de céder leurs créances contre la souscription de titres subordonnés du véhicule de titrisation.

Au titre de ces programmes, le Groupe continuant d'assumer une part significative du retard de paiement et du risque de crédit, les créances cédées ne remplissent pas les conditions requises pour leur décomptabilisation conformément à IFRS 9, à l'exception du programme de financement hors-bilan aux États-Unis. Par conséquent, les créances cédées restent inscrites à l'actif du bilan dans le poste « Créances clients », alors que les financements reçus sont traités comme des dettes financières.

Par ailleurs, le Groupe a conclu en 2009 un contrat avec Ester Finance Titrisation (l'acquéreur), filiale française de Calyon, portant sur la cession des droits aux flux de trésorerie relatifs à des créances commerciales des filiales américaines du Groupe, dans le cadre d'un *Receivables Participation Agreement* (« RPA »). En 2016, un avenant au contrat permet au Groupe de céder ses créances éligibles et de recevoir un paiement en numéraire pour un montant maximum de 225 millions de dollars américains. L'échéance du programme a été prorogée en septembre 2022.

Le prix de cession de ces créances est égal à la valeur nominale des créances diminuée d'une décote correspondant à la rémunération du risque de crédit et du coût de financement des fonds mis à disposition. Au titre du RPA, le Groupe conserve la responsabilité de la collecte des créances pour le compte de l'acquéreur en contrepartie d'une rémunération (« *service fee* »). Dans le cadre de cette transaction, le Groupe a signé un contrat « *Collateral and Intercreditor Agreement* », afin de garantir ses obligations au titre du RPA. Les obligations du Groupe au titre du RPA garantissent la remise des fonds recouverts par le Groupe pour le compte de l'acquéreur, ainsi que le paiement de frais et indemnités dus par le Groupe. Cependant, ces garanties ne comportent aucune obligation d'indemnisation au titre des créances non recouvrées.

Il résulte de ce contrat que les risques de crédit, de taux et de retard de paiement attachés aux créances visées dans le programme Ester sont transférés à l'acquéreur à travers la décote appliquée aux créances, qui correspond à la rémunération du risque de crédit et du coût de financement. Dans l'analyse des risques et avantages, le risque de dilution n'est pas considéré comme un risque attaché aux

créances, mais est assimilé à un risque de mauvaise utilisation du programme de titrisation, dès lors que les créances douteuses ne sont pas éligibles à ce programme ou sont analysées comme un risque attaché au recouvrement de la créance et sont couverts par une caution bancaire. En conséquence, les créances cédées au titre du programme Ester sont décomptabilisées.

La différence entre le prix de vente et la valeur comptable de ces créances a été enregistrée dans le compte de résultat en charges financières.

Au 31 décembre 2019, les créances décomptabilisées s'élèvent à 199,3 millions d'euros (196,5 millions d'euros au 31 décembre 2018). La perte relative à ce programme reflétant la décote accordée à l'acquéreur des créances commerciales est enregistrée en charges financières pour un montant de 11,5 millions d'euros (10,4 millions d'euros en 2018). La valeur nette comptable et la juste valeur des fonds collectés dans le cadre de ce contrat au titre des créances décomptabilisées et non encore transférés à l'acquéreur s'élèvent à 37,6 millions d'euros (31,9 millions d'euros au 31 décembre 2018) et sont comptabilisées en dettes financières.

Le Groupe n'a conservé aucun intérêt résiduel dans les créances cédées au titre de ce programme.

Ces programmes imposent le respect de certaines obligations contractuelles relatives à la qualité du portefeuille de créances commerciales, notamment en ce qui concerne le ratio de dilution (créances ayant fait l'objet d'un avoir par rapport au montant total des créances commerciales éligibles), des ratios de défauts et d'arriérés (ratios relatifs respectivement au rapport entre les créances commerciales arriérées ou douteuses et les créances commerciales éligibles). Au 31 décembre 2019, toutes les obligations contractuelles au titre des programmes de cession de créances commerciales sont satisfaites, à l'exception de celles relatives au programme non déconsolidant en vigueur aux États-Unis, dont le ratio de défaut a excédé le niveau autorisé et qui a fait l'objet d'une dérogation des banques en janvier 2020. Ces programmes sont permanents et ne subissent aucun effet de saisonnalité autre que celui relatif à l'activité courante.

Les principales informations de ces programmes de titrisation, incluant le programme hors bilan, sont résumées dans le tableau ci-dessous :

PROGRAMME	ENCOURS MAXIMUM AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE 2019	MONTANT DES CRÉANCES CÉDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2019	SOMMES TIRÉES AU 31 DÉCEMBRE 2019	SOLDE DÛ AU 31 DÉCEMBRE		ÉCHÉANCE
				2019	2018	
	(en millions de devises)			(en millions d'euros)		
Europe – Australie	375,0 EUR	513,3 EUR	376,0 EUR	376,0	372,3	16/12/2020
Europe ⁽¹⁾	219,0 EUR	315,9 EUR	206,2 EUR	206,2	263,7	16/08/2022
États-Unis – Dette enregistrée au bilan ⁽²⁾	290,0 USD	467,2 USD	273,9 USD	243,8	253,3	20/09/2022
États-Unis – Financement hors bilan ⁽²⁾	225,0 USD	223,9 USD	223,9 USD	199,3	196,5	20/09/2022
Canada ⁽³⁾	185,0 CAD	250,4 CAD	185,0 CAD	126,7	112,0	19/09/2022
TOTAL				1 152,1	1 197,7	
dont :						
• dette enregistrée au bilan				952,9	1 001,2	
• financement hors bilan				199,3	196,5	

(1) En juillet 2019, Rexel a modifié son programme de cession de créances en Europe et a reporté l'échéance en août 2022. L'encours maximal de ce programme a été réduit de 309 millions d'euros à 219 millions d'euros.

(2) En septembre 2019, Rexel a modifié son programme de cession de créances aux États-Unis et a reporté l'échéance en septembre 2022. Les montants tirés au 31 décembre 2019, ont été classés en dettes financières courantes consécutivement à la rupture du ratio de défaut du portefeuille de créances cédées. En janvier 2020, les banques ont renoncé à la résiliation anticipée de ce programme.

(3) En septembre 2019, Rexel a modifié son programme de cession de créances au Canada et a reporté l'échéance en septembre 2022. L'encours maximal de ce programme a été augmenté de 180 millions de dollars canadiens à 185 millions de dollars canadiens.

Ces programmes de cession de créances portent intérêt à taux variables majorés d'une marge spécifique à chaque programme.

Au 31 décembre 2019, l'encours maximum autorisé s'élevait à 1 265,7 millions d'euros et était utilisé à hauteur de 1 152,1 millions d'euros.

22.1.4 Contrats d'affacturage

En complément de ses programmes de titrisation de créances commerciales, Rexel a recours à des contrats d'affacturage en France et en Belgique, au terme desquels Rexel cède des créances commerciales au factor en contrepartie de trésorerie pour un financement maximum de 95 millions d'euros.

Au titre de ces contrats, le Groupe transfère le risque de crédit, le risque de retard de paiement au factor mais reste responsable du recouvrement de la créance pour le compte du factor.

Au 31 décembre 2019, Rexel a décomptabilisé les créances commerciales cédées au factor pour un montant de 68,4 millions d'euros (74,8 millions d'euros au 31 décembre 2018). Le montant de trésorerie encaissée pour le compte du factor relative aux créances transférées a été comptabilisée en dettes financières pour un montant de 16,7 millions d'euros au 31 décembre 2019 (18,9 millions d'euros au 31 décembre 2018).

22.1.5 Billets de trésorerie

Rexel a lancé un programme de billets de trésorerie de 300 millions d'euros, dont l'échéance varie d'un à trois

mois en fonction du type de billet de trésorerie émis, dans le but de diversifier le portefeuille d'investisseurs et d'optimiser les coûts de financement.

Au 31 décembre 2019, le montant des billets de trésorerie émis s'élève à 50,0 millions d'euros (40,0 millions d'euros au 31 décembre 2018).

22.1.6 Billets à ordre

Afin d'optimiser son risque de crédit en Chine, le Groupe escompte sans recours auprès de divers établissements financiers des billets à ordre non échus émis par des banques (*Bank Acceptance Drafts*). Les billets à ordre sont reçus des clients en règlement de créances commerciales. Rexel transfère les risques et avantages lors de l'escompte des billets à ordre. Au 31 décembre 2019, les billets à ordre escomptés non échus ont été décomptabilisés du bilan pour un montant de 35,9 millions d'euros (52,8 millions d'euros au 31 décembre 2018).

22.2 Variation de l'endettement net

Au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018, la variation de l'endettement financier net se présente comme suit :

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018 ⁽¹⁾
(en millions d'euros)		
Au 1^{er} janvier	2 014,7	2 020,7
Émission d'emprunts obligataires nette des coûts de transaction	594,4	-
Remboursements d'emprunts obligataires	(666,9)	-
Coûts de transaction	(1,4)	(1,3)
Variation nette des facilités de crédit, des billets de trésorerie et autres dettes financières	(4,9)	(8,3)
Variation nette des lignes de crédit	(78,8)	(9,6)
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation	(71,6)	(6,9)
Variation nette des dettes financières	(150,4)	(16,5)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	22,0	(31,2)
Effet de la variation des taux de change sur l'endettement net	26,4	22,4
Effet des acquisitions sur l'endettement brut	0,3	1,1
Amortissement des coûts de transaction	4,6	4,4
Frais financiers non récurrents liés aux opérations de refinancement	20,8	1,1
Reclassement en actifs destinés à être cédés	5,4	10,0
Autres variations	2,0	2,7
Au 31 décembre	1 945,9	2 014,7

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

23. Risques de marché et instruments financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir l'exposition aux risques de change et de taux. Les instruments dérivés qui ne sont pas qualifiés de couverture sont comptabilisés comme des instruments de transaction.

23.1 Risque de taux

Rexel est exposé au risque de taux lié à son endettement et à la gestion de trésorerie. Les éléments couverts comprennent les emprunts, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, ainsi que les transactions hautement probables prévues dans le plan d'affaires à 3 ans du Groupe. Le risque de taux est lié à la variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier en fonction des fluctuations des taux d'intérêt du marché. L'exposition du Groupe au risque de variation des taux du marché concerne essentiellement la dette du Groupe portant intérêt, se composant des

obligations à taux fixe, de la titrisation et des contrats d'affacturage, ainsi que des billets de trésorerie et des autres lignes de crédit. La composante du risque est limitée au taux d'intérêt sans risque, excluant la marge et toute autre composante financière.

Afin de couvrir son exposition à l'évolution des taux d'intérêt, le Groupe a opté pour une stratégie de couverture visant à maintenir, à taux fixe ou plafonné, avec une flexibilité de plus ou moins 20 %, 80 % de son endettement net à un an, 50 % de son endettement net à deux ans et 25 % de son endettement net à trois ans, le solde étant à taux variable avec une flexibilité de +/- 20 %. Pour atteindre cet objectif, le Groupe a mis en place des *swaps* de taux d'intérêt, au terme desquels il s'engage à échanger, selon une périodicité régulière, la différence entre taux fixe et taux variable utilisé pour calculer les intérêts sur le montant notionnel du principal.

La ventilation de la dette financière entre taux fixe et taux variable, avant et après couverture, est la suivante :

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018
(en millions d'euros)		
Emprunts obligataires et autres dettes émises à taux fixe	1 382,2	1 430,8
Swaps receveurs du taux variable et payeurs du taux fixe	1 137,2	1 221,4
Swaps receveurs du taux fixe et payeurs du taux variable	(850,0)	(850,0)
Sous-total taux fixe ou plafonné après couverture	1 669,3	1 802,2
Dettes à taux variable avant couverture	1 078,1	1 128,8
Swaps receveurs du taux variable et payeurs du taux fixe	(1 137,2)	(1 221,4)
Swaps receveurs du taux fixe et payeurs du taux variable	850,0	850,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(514,3)	(544,9)
Sous-total dette nette à taux variable après couverture	276,6	212,5
Endettement financier net	1 945,9	2 014,7

Instruments dérivés de couverture de juste valeur

Au 31 décembre 2019, le portefeuille des *swaps* de taux d'intérêt associé à ces dérivés qualifiés de couverture de juste valeur relatifs aux obligations décrites dans la note 22.1.2 est le suivant :

	TOTAL NOMINAL (en millions de devises)	TOTAL NOMINAL (en millions d'euros)	DATE D'ÉCHÉANCE	TAUX MOYEN PONDÉRÉ FIXE REÇU	TAUX VARIABLE PAYÉ	JUSTE VALEUR ⁽¹⁾ (en millions d'euros)
SWAPS PAYEURS DE TAUX VARIABLE						
Euro	500,0	500,0	Juin 2022	0,57 %	Euribor 3M	11,1
	50,0	50,0	Juin 2023	0,31 %	Euribor 3M	1,0
	300,0	300,0	Juin 2024	0,33 %	Euribor 3M	7,4
Total		850,0				19,6

(1) Les instruments dérivés sont présentés à leur juste valeur y compris les intérêts courus à recevoir pour un montant de 0,3 million d'euros.

Les gains ou pertes sur l'élément couvert attribuables au risque couvert viennent en ajustement de l'élément couvert et sont reconnus au compte de résultat en coût de l'endettement financier. Les variations de juste valeur des instruments dérivés destinés à couvrir les variations de juste valeur de l'élément couvert sont comptabilisées en résultat financier de manière symétrique.

Tout ajustement de la valeur comptable des éléments évalués au coût amorti est constaté en résultat sur la durée restant à courir.

Les variations de juste valeur des *swaps* de taux qualifiés de couverture de juste valeur au 31 décembre 2019 représentent un gain de 6,0 millions d'euros, neutralisé par une perte de 8,0 millions d'euros résultant de la variation de juste valeur des obligations.

Au 31 décembre 2019, les instruments dérivés qualifiés de couvertures de flux de trésorerie sont présentés dans le tableau suivant :

	TOTAL NOMINAL (en millions de devises)	TOTAL NOMINAL (en millions d'euros)	DATE D'ÉCHÉANCE	TAUX VARIABLE REÇU	TAUX MOYEN PONDÉRÉ FIXE PAYÉ (REÇU)	JUSTE VALEUR ⁽¹⁾ (en millions d'euros)
SWAPS PAYEURS DE TAUX FIXE						
Dollar américain	150,0	133,5	Avril 2020	Libor 3M	1,78 %	0,2
	150,0	133,5	Septembre 2020	Libor 3M	1,68 %	0,1
	250,0	222,5	Décembre 2021	Libor 3M	2,88 %	(5,4)
	100,0	89,0	Janvier 2022	Libor 3M	2,54 %	(1,7)
Dollar canadien	30,0	20,6	Juin 2020	CDOR 3M	1,11 %	0,1
	50,0	34,3	Août 2021	CDOR 3M	2,34 %	(0,2)
Dollar australien	75,0	46,9	Juin 2020	BBSW AUD 3M	1,94 %	(0,2)
	75,0	46,9	Juin 2023	BBSW AUD 3M	0,65 %	0,5
Franc suisse	50,0	46,1	Octobre 2021	Libor 3M	(0,43) %	(0,2)
Euro	200,0	200,0	Janvier 2020	EURIBOR 3M	(0,19) %	(0,1)
Total		973,2				(7,1)

(1) Les instruments dérivés sont présentés à leur juste valeur y compris les intérêts courus à payer pour un montant de 0,3 million d'euros.

Les variations de juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019, sont comptabilisées en diminution de la réserve de couverture de flux de trésorerie pour un montant de 9,6 millions d'euros (avant impôt). L'inefficacité reconnue en résultat en 2019 n'est pas significative.

Instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie

Dans le cadre de la politique définie ci-dessus, le Groupe a souscrit différents *swaps* payeurs du taux fixe.

Les *swaps* qualifiés de couvertures de flux de trésorerie arrivent à échéance en juin 2023. Le Groupe a l'intention de renouveler une part significative de ces *swaps* de façon à se couvrir contre la variabilité des intérêts futurs associés à son endettement à taux variable concernant principalement les programmes de titrisation, conformément à la stratégie décrite ci-dessus. Les couvertures sont allouées par devise en fonction des anticipations du Groupe sur l'évolution des taux d'intérêts liés à ces devises.

Instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture

Dans le cadre de sa politique de fixation des taux d'intérêts de son endettement net, le Groupe a souscrit différents *swaps* payeurs du taux fixe non qualifiés de couverture de flux de trésorerie.

	TOTAL NOMINAL (en millions de devises)	TOTAL NOMINAL (en millions d'euros)	DATE D'ÉCHÉANCE	TAUX VARIABLE REÇU (PAYÉ)	TAUX MOYEN PONDÉRÉ FIXE PAYÉ (REÇU)	JUSTE VALEUR ⁽¹⁾ (en millions d'euros)
SWAPS PAYEURS DE TAUX FIXE						
Couronne suédoise	750,0	71,8	Février 2020	Stibor 3M	(0,07) %	0,0
Franc suisse	100,0	92,1	Février 2020	Libor 3M	(0,69) %	(0,0)
Total		163,9				0,0

(1) Les instruments dérivés sont présentés à leur juste valeur. Les intérêts courus à payer pour un montant nul.

Ces dérivés sont désignés essentiellement comme des couvertures de flux de trésorerie variables adossés à des *swaps* de taux d'intérêt et ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture selon la norme IFRS 9.

Sensibilité à la variation des taux d'intérêt

Au 31 décembre 2019, une augmentation des taux d'intérêt de 1 % sur la dette à taux variable après prise en compte des opérations de couverture effective aurait pour conséquence une hausse de la charge annuelle d'intérêt d'un montant de 12,4 millions d'euros et un gain de 10,9 millions d'euros relatif à la variation de la juste valeur des instruments de couverture, dont 1,7 million d'euros d'augmentation des produits financiers et 9,3 millions d'euros d'augmentation des autres éléments du résultat global.

23.2 Risque de change

La politique de financement du Groupe consiste à centraliser les dettes externes et assurer le financement de ses filiales étrangères dans leurs devises de fonctionnement. Le risque de change survient principalement des financements intragroupes en devises autres que l'euro et est géré au niveau de la holding du Groupe. Dans le but de neutraliser l'exposition au risque de change, la société mère du Groupe se finance avec de la dette externe en devises autres que l'euro ou souscrit à des dérivés de change (contrats à terme ou *swap* de change). Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019, la perte de change non réalisée relative aux emprunts externes qualifiés de couverture d'investissement net dans une activité à l'étranger s'élève à 15,2 millions d'euros avant impôt et est constaté dans le résultat global.

Endettement financier net par devise de remboursement

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité de la dette financière nette à la variation des taux de change par devise de remboursement :

(en millions d'euros)	EURO	DOLLAR US	DOLLAR CANADIEN	DOLLAR AUSTRALIEN	COURONNE NORVÉGIENNE	COURONNE SUÉDOISE	LIVRE STERLING	FRANC SUISSE	RENMINBI CHINOIS	AUTRES DEVISES	TOTAL
Dettes financières	1 827,4	282,4	127,1	88,1	(0,0)	0,1	111,6	0,2	16,9	6,4	2 460,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(163,9)	(85,3)	(44,2)	(1,7)	(19,3)	(15,1)	(127,9)	(38,4)	(18,4)	0,1	(514,3)
Position nette avant couverture	1 663,5	197,1	82,9	86,4	(19,3)	(15,1)	(16,3)	(38,2)	(1,5)	6,4	1 945,9
Effet des couvertures	(616,1)	200,6	-	22,0	-	40,0	-	327,1	(1,0)	27,3	0,0
Position nette après couverture	1 047,4	397,8	82,9	108,4	(19,3)	24,9	(16,3)	288,9	(2,5)	33,7	1 945,9
Impact d'une augmentation de 5 % des taux de change	-	19,9	4,1	5,4	(1,0)	1,2	(0,8)	14,4	(0,1)	1,7	44,9

Au 31 décembre 2019, les contrats à terme présentent une valeur notionnelle de 665,0 millions d'euros (dont 671,2 millions d'euros de ventes à terme et 6,2 millions d'euros d'achats à terme) et sont comptabilisés à leur juste valeur pour un montant net positif de 0,3 million d'euros. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la variation de juste valeur des contrats à terme est comptabilisée en produits financiers pour un montant de 0,8 million d'euros.

Sensibilité à la variation des taux de change

Le Groupe publiant ses états financiers en euro, il convertit les actifs, les passifs, les produits et les charges libellés dans d'autres monnaies que l'euro.

Les résultats des activités libellées en devises étrangères sont consolidés dans le compte de résultat du Groupe, après conversion au taux moyen de la période. Aussi, en base annuelle, une appréciation (dépréciation) de 5 % de l'euro par rapport aux principales devises (dollars américain, canadien, australien et livre sterling) se traduirait par une diminution (augmentation) du chiffre d'affaires de 323,0 millions d'euros et par une baisse (hausse) du résultat opérationnel avant autres produits et autres charges de 12,4 millions d'euros.

Les dettes financières et les capitaux propres du Groupe sont consolidés dans le bilan après conversion au taux de clôture de l'exercice. Aussi, une appréciation (dépréciation) de 5 % de l'euro vis-à-vis de l'ensemble des devises du Groupe par rapport aux taux de change de clôture au 31 décembre 2019 aurait pour conséquence une diminution (augmentation) de l'endettement financier et des capitaux propres de respectivement 44,9 millions d'euros et 134,1 millions d'euros.

23.3 Risque de liquidité

La politique poursuivie par le Groupe pour gérer ses liquidités consiste à s'assurer qu'il y aura un montant suffisant de liquidités pour payer les dettes à leur échéance. Le Groupe vise à maintenir le niveau de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, ainsi que celui des facilités de crédit disponibles, à un montant qui couvre les décaissements relatifs aux dettes financières à un horizon de 12 mois.

L'échéancier des remboursements contractuels des dettes financières, en capital, est le suivant :

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018 ⁽¹⁾
(en millions d'euros)		
ÉCHÉANCES		
Un an	753,0	653,8
Deux ans	0,8	484,8
Trois ans	333,0	0,3
Quatre ans	-	-
Cinq ans	308,0	650,7
Au-delà	1 105,4	805,5
Sous-total dette financière avant coûts de transaction	2 500,2	2 595,1
Coûts de transaction	(18,4)	(20,7)
Dette financière	2 481,8	2 574,4

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

Au 31 décembre 2019, les échéances contractuelles résiduelles relatives à l'endettement financier et aux instruments dérivés, y compris intérêts à payer, sont les suivantes :

(en millions d'euros)	DETTE FINANCIÈRE ET INTÉRÊTS	DÉRIVÉS	TOTAL
ÉCHÉANCES			
Un an	807,2	(3,7)	803,5
Deux ans	49,6	(3,2)	46,4
Trois ans	378,0	(3,9)	374,1
Quatre ans	36,8	(1,4)	35,4
Cinq ans	340,5	(0,5)	340,0
Au-delà	1 134,4	0,8	1 135,2
Total	2 746,5	(11,8)	2 734,7

Les obligations émises en mars 2017 pour un montant de 300 millions d'euros arrivent à échéance en juin 2024, celles émises en novembre 2017 d'un montant de 500 millions d'euros arrivent à échéance en juin 2025 et celles émises en mars 2019 d'un montant de 600 millions d'euros arrivent à échéance en juin 2026.

Conformément à l'option d'extension d'un an exercée en janvier 2020, l'échéance du Contrat de Crédit Senior a été prorogée jusqu'en janvier 2025. Le Contrat

de Crédit Senior offre une ligne de crédit multidevises renouvelable d'un montant total de 850 millions d'euros, qui peut également être utilisée au moyen de tirages au jour le jour jusqu'à hauteur d'un montant de 137,8 millions d'euros. Au 31 décembre 2019, cette ligne de crédit n'est pas utilisée.

La ligne de crédit de 40 millions de dollars américains (35,6 millions d'euros) avec Wells Fargo Bank International, qui arrive à échéance en juin 2020, n'était pas utilisée au 31 décembre 2019.

Enfin, les programmes de titrisation arrivent à échéance en 2020 et 2022, conformément à des amendements effectués en 2017 et 2019 (voir note 22.1.3). Dans l'hypothèse où les entités concernées ne respecteraient pas certains engagements, ces programmes de titrisation pourraient faire l'objet d'une résiliation anticipée, ce qui aurait un effet défavorable sur la situation financière du Groupe et sa liquidité. Au 31 décembre 2019, le ratio de défaut du programme de titrisation non déconsolidant en vigueur aux États-Unis a excédé le niveau autorisé. En janvier 2020, les banques ont renoncé à la résiliation anticipée du programme. Le financement résultant de ces programmes dépend directement du montant et de la qualité du portefeuille de créances cédées.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où les entités *ad hoc* ne seraient plus en mesure d'émettre des instruments de dette à court terme (billets de trésorerie) dans des conditions équivalentes à celles pratiquées à ce jour, la liquidité et la situation financière du Groupe pourraient être affectées.

Les dettes fournisseurs s'élèvent à 2 021,7 millions d'euros au 31 décembre 2019 (2 024,1 millions d'euros au 31 décembre 2018) et sont exigibles à moins d'un an.

Le montant des liquidités du Groupe est passé de 1 305,7 millions d'euros au 31 décembre 2018 à 1 284,5 millions d'euros au 31 décembre 2019. En conséquence, le montant des liquidités du Groupe représente un excédent de 531,5 millions d'euros comparé au montant de 753,0 millions d'euros de dettes exigibles à l'horizon de 12 mois.

	AU 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018
(en millions d'euros)		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	514,3	544,9
Concours bancaires	(65,5)	(84,1)
Billets de trésorerie	(50,0)	(40,0)
Contrat de Crédit Senior non tiré	850,0	850,0
Lignes bilatérales	35,6	34,9
Liquidité	1 284,5	1 305,7

23.4 Risque de contrepartie

Les instruments financiers pouvant exposer le Groupe au risque de contrepartie sont principalement les créances clients, la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les instruments dérivés.

Le risque de contrepartie concernant les créances clients est limité du fait du grand nombre de clients, de la diversité de leurs activités (installateurs, industries, administrations publiques) et de leur dispersion géographique en France et à l'étranger. Par ailleurs, des programmes d'assurance-crédit ont été mis en place dans certains pays significatifs du Groupe. Au 31 décembre 2019, le risque maximum, correspondant à l'encours total du poste clients, s'élève à 2 059,3 millions d'euros (2 091,5 millions

d'euros au 31 décembre 2018) et est détaillé en note 12.2. Créances clients.

Le risque de contrepartie concernant la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les instruments dérivés actifs est également limité par la qualité des contreparties en question qui sont les établissements financiers historiques du Groupe situés quasi-exclusivement en Europe. L'encours s'élève à 537,5 millions d'euros au 31 décembre 2019 (563,9 millions d'euros au 31 décembre 2018) et correspond à la valeur nette comptable de l'ensemble de ces éléments.

Le risque de contrepartie maximum sur les autres actifs financiers du Groupe s'élève à 559,1 millions d'euros (561,6 millions d'euros au 31 décembre 2018) et correspond principalement aux rabais fournisseurs à recevoir.

24. Synthèse des passifs financiers

			AU 31 DÉCEMBRE			
			2019		2018 ⁽¹⁾	
(en millions d'euros)	CATÉGORIE IFRS 9	HIÉRARCHIE JUSTE VALEUR*	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Obligations	Coût amorti	1	1 413,4	1 447,6	1 456,2	1 433,9
Autres dettes financières, y compris intérêts courus	Coût amorti		1 068,5	1 068,5	1 118,2	1 118,2
Total des dettes financières			2 481,8	-	2 574,4	-
Instruments dérivés dans une relation de couverture ⁽²⁾	JV Res.	2	0,1	0,1	-	-
Instruments dérivés dans une relation de couverture ⁽²⁾	JV Cap.	2	7,2	7,2	2,4	2,4
Autres passifs ⁽³⁾	N/A	2	7,3	N/A	7,5	N/A
Total autres passifs non courants			14,6	-	9,9	-
Dettes fournisseurs	Coût amorti		2 021,7	2 021,7	2 024,1	2 024,1
Remises clients à payer	Coût amorti		162,7	162,7	155,1	155,1
Dettes au personnel et charges sociales ⁽³⁾	N/A		265,0	N/A	253,0	N/A
TVA à payer et autres taxes sur le chiffre d'affaires ⁽³⁾	N/A		56,2	N/A	61,8	N/A
Instruments dérivés dans une relation de couverture ⁽²⁾	JV Cap.	2	0,2	0,2	-	-
Autres instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture	JV Rés.	2	2,8	2,8	1,1	1,1
Autres dettes	Coût amorti		248,6	248,6	250,1	250,1
Produits constatés d'avance ⁽³⁾	N/A		3,5	N/A	7,8	N/A
Total des autres dettes			738,9	-	728,9	-
Juste valeur par le résultat sur option	JV Rés.					
Juste valeur par les autres éléments du résultat global	JV Cap.					
Non applicable	N/A					

* Pour la définition des hiérarchies de juste valeur, voir la note 3.13.

(1) Retraité consécutivement à l'adoption de la norme IFRS 16 « Contrats de location » (voir note 3.2.1).

(2) Traitement spécifique pour la couverture.

(3) Ne constitue pas un instrument financier au sens de la norme IFRS 9.

25. Transactions avec les parties liées

Rémunération des dirigeants

Les charges au titre des rémunérations des membres du Comité exécutif du Groupe sont les suivantes :

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018
(en millions d'euros)		
Salaires et autres avantages à court terme	6,9	7,1
Avantages postérieurs à l'emploi – coût des services rendus	0,5	0,4
Indemnités de fin de contrat	1,4	1,0
Actions gratuites et stock-options ⁽¹⁾	0,6	1,5

(1) Charge liée aux plans d'attribution gratuite d'actions et aux plans de stocks-options décrits en note 18 Paiements fondés sur des actions.

Les salaires et autres avantages à court terme comprennent les charges sociales et les charges assises sur salaires payées par le Groupe.

En cas de rupture du contrat de travail, le Groupe pourrait être amené à verser pour l'ensemble des membres du Comité exécutif un montant global de 7,6 millions d'euros.

26. Honoraires des commissaires aux comptes

Conformément au Règlement n° 2016-09 émis par l'Autorité des normes comptables (ANC), le tableau suivant présente le montant hors taxes des honoraires (hors débours) versés par la maison mère et ses filiales françaises au titre du mandat de Commissaire aux comptes :

	PWC AUDIT		KPMG AUDIT		TOTAL	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
(en millions d'euros)						
Audit	0,9	0,8	0,9	0,9	1,8	1,7
Services autres que la certification des comptes	0,2	0,2	0,2	0,1	0,4	0,3
TOTAL	1,1	1,0	1,1	1,0	2,2	2,0

Les services autres que la certification des comptes intègrent les honoraires relatifs à des travaux requis par la loi, ainsi qu'aux lettres de confort, au rapport RSE.

27. Litiges et autres passifs éventuels

27.1 Litiges

Le Groupe peut être impliqué dans des procédures judiciaires, administratives ou réglementaires dans le cours normal de son activité. Une provision est enregistrée dès lors qu'il existe une probabilité suffisante que de tels litiges entraîneront des coûts à la charge de Rexel ou de l'une de ses filiales pour régler le litige et que le montant peut être estimé de façon fiable.

Les principales procédures en cours sont les suivantes :

Litiges amiante

Le Groupe est mis en cause dans différentes procédures relatives à l'exposition au matériel

contenant de l'amiante aux États-Unis. Le Groupe considère que le risque de supporter des charges importantes au titre de ces litiges est limité et que ces litiges n'auraient pas, individuellement ou collectivement, un effet défavorable significatif sur sa situation financière ou ses résultats, dès lors que ces plaintes pourraient être rejetées ou réglées pour des montants couverts partiellement ou totalement par les polices d'assurance du Groupe. Compte tenu de la diversité des procédures, de leur état d'avancement différent, du nombre de plaignants et de l'absence de demandes visant individuellement le Groupe, ce dernier n'est pas en mesure d'évaluer précisément les conséquences financières qu'il pourrait supporter.

Enquête de l'Autorité de la Concurrence

Le 6 septembre 2018, des perquisitions ont été menées dans les locaux de Rexel dans le cadre d'une information judiciaire menée par un juge d'instruction au Tribunal de Grande Instance de Paris.

Cette enquête, menée avec le concours de l'Autorité de la Concurrence, porte principalement sur les

mécanismes de formation des prix sur le marché de la distribution de matériel électrique.

À ce stade, Rexel n'est pas partie à la procédure et n'a donc pas connaissance des pratiques qui pourraient lui être reprochées. Si un certain nombre d'informations ont été diffusées dans la presse, elles ne permettent pas de déterminer les infractions qui pourraient viser Rexel.

Il n'est donc pas possible à ce jour d'évaluer le degré de probabilité d'une éventuelle mise en cause de la responsabilité de Rexel, ni *a fortiori* d'une éventuelle condamnation et donc d'évaluer le risque financier auquel Rexel pourrait potentiellement être exposé.

Contentieux fiscal – Rexel

À la suite d'un contrôle fiscal, la société a reçu en décembre 2011 une proposition de rectification dans laquelle l'administration fiscale française prétendait que Rexel n'a pas apporté la preuve que les emprunts contractés auprès de Ray Finance LP (filiale de Ray Investment Sarl, société mère de Rexel au moment des exercices fiscaux contrôlés) pour un montant de 952 millions d'euros fussent des opérations réelles. Elle alléguait également que Ray Finance LP bénéficiait d'un régime fiscal privilégié et rejetait par ces moyens la déduction de 91 millions d'euros d'intérêts pour les années 2005 à 2007. Rexel a contesté l'ensemble de cette argumentation et a porté le litige devant le tribunal administratif qui a validé la position du Groupe. Cette décision a été confirmée par la Cour d'Appel en mars 2019, ce qui clôt la procédure judiciaire en faveur de Rexel (voir note 10.3).

Contentieux fiscal – Succursale finlandaise de Hagemeyer Finance BV

Dans un rapport de mai 2014, l'administration fiscale finlandaise a estimé que les intérêts sur l'emprunt destiné à financer l'acquisition de la société Elektroskandia Oyj auraient dû être pris en charge par le siège de Hagemeyer Finance BV situé aux Pays-Bas, plutôt que par la succursale finlandaise de cette société. Sur ce fondement, l'administration fiscale a signifié un redressement d'impôt en décembre 2014, au titre des exercices 2008 à 2012, pour un montant de 11,3 millions d'euros en 2015. La succursale a fait appel de cette décision devant une commission des redressements «*Board of Adjustments*». En décembre

2015, les redressements au titre des exercices 2013 et 2014 ont été signifiés, augmentant le montant de 1,5 million d'euros, contesté également par la succursale. En avril 2017, le *Board of Adjustments* a rejeté la demande de la succursale. En juillet 2017, le Groupe a porté l'affaire devant la Cour Administrative d'Helsinki. En novembre 2018, la Cour a jugé que la position de l'administration fiscale était correcte. En décembre 2018, Rexel a fait appel de ce jugement devant la Cour Suprême Administrative. Une charge d'impôt d'un montant de 13,5 millions d'euros a été comptabilisée en 2018 (voir note 10.3).

À la connaissance de Rexel, il n'y a pas d'autre procédure judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir, ou a eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de Rexel.

27.2 Autres passifs éventuels

Dans le cadre de cessions d'actifs, le Groupe a octroyé les garanties suivantes aux acquéreurs.

Amérique latine

Dans le cadre des accords de cession de ses activités en Amérique latine, le Groupe s'est engagé à indemniser l'acquéreur des passifs antérieurs à la cession dans la limite de 9 millions de dollars américains. Aucune réclamation n'est en cours à la date d'arrêté des comptes.

Slovaquie, Pologne et Pays Baltes

Les contrats de cession signés avec le groupe Würth dans le cadre de la cession des activités en Slovaquie, en Pologne et aux Pays Baltes prévoient que Rexel indemnise l'acquéreur pour tout passif qu'il aurait à subir au titre de cette transaction. La garantie de passif est limitée à un montant de 8,0 millions d'euros. À la date d'arrêté des comptes, cette garantie n'a pas été appelée.

28. Événements postérieurs à la période de reporting

À la date de présentation des états financiers consolidés, il n'y a pas eu d'événements postérieurs au 31 décembre 2019 susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière de Rexel.

29. Sociétés consolidées au 31 décembre 2019

	SIÈGE SOCIAL	% INTÉRÊT
FRANCE		
Holding et sociétés de services du Groupe		
Rexel	Paris	Société mère
Rexel Développement S.A.S.	Paris	100,00
Rexel Amérique Latine S.A.S.	Paris	100,00
Sociétés d'exploitation		
Rexel France S.A.S.	Paris	100,00
Dismo France S.A.S.	St-Ouen l'Aumône	100,00
Espace Elec S.A.S.	Ajaccio	100,00
BizLine S.A.S.	Paris	100,00
BCCT	Paris	100,00
Conectis S.A.S.	Paris	100,00
Francofa Eurodis S.A.S.	Neuilly-Plaisance	100,00
La Boîte Electrique	Paris	100,00
Esabora Digital Services	Paris	100,00
Sofinther	Bouguenais	100,00
Cordia	Mitry-Mory	100,00
Sirlan Technologies	Eybens	100,00
EUROPE		
Allemagne		
Rexel GmbH	Munich	100,00
Rexel Germany GmbH & Co KG	Munich	100,00
Rexel Germany Verwaltungs GmbH	Munich	100,00
Rexel Germany Beteiligungs GmbH	Munich	100,00
Silstar Deutschland GmbH	Emmerich am Rhein	100,00
Rexel Industrial Solutions GmbH	Munich	100,00
Royaume-Uni		
Rexel Senate Ltd.	Birmingham	100,00
Denmans Electrical Wholesalers Ltd.	Birmingham	100,00
Senate Group Ltd.	Birmingham	100,00
Rexel (UK) Holdings Ltd.	Birmingham	100,00
Rexel (UK) Ltd.	Birmingham	100,00
Newey & Eyre Ltd.	Birmingham	100,00
Parker Merchanting Limited	Birmingham	100,00
WF Electrical Plc	Birmingham	100,00
Warrior (1979) Ltd.	Birmingham	100,00
Rexel UK Pension Trustees Ltd.	Birmingham	100,00
J&N Wade Limited	Birmingham	100,00
Clearlight Electrical Company	Birmingham	100,00
Suède		
Rexel Sverige AB	Älvsjö	100,00
Moel AB	Bredaryd	100,00

	SIÈGE SOCIAL	% INTÉRÊT
Autriche		
Rexel Central Europe Holding GmbH	Vienne	100,00
Rexel Austria GmbH	Vienne	100,00
Comtech IT Solutions GmbH	Annaberg	100,00
Pays-Bas		
Rexel Nederland B.V.	Zoetermeer	100,00
Rexel Holding Netherlands B.V.	Hoofddorp	100,00
Borsu International B.V.	Hoofddorp	100,00
Rexel Holding Benelux BV	Hoofddorp	100,00
Italie		
Rexel Italia SpA	Milan	100,00
Espagne		
ABM-Rexel SL	Madrid	100,00
Suministros Eléctricos Erka, S.L.	Renteria	100,00
Belgique		
Rexel Belgium S.A.	Zellik	100,00
Portugal		
Rexel Distribuição de Material Electrico S.A.	Lisbonne	100,00
Irlande		
M Kelliher 1998 Ltd.	Tralee	100,00
Suisse		
Elektro Material AG	Zurich	100,00
Digitalfeld AG	Zurich	70,00
Luxembourg		
Rexel Luxembourg S.A.	Luxembourg	100,00
Rexel RE S.A.	Luxembourg	100,00
Hongrie		
Rexel Hungary General Supply & Services LLC	Fót	100,00
Slovénie		
Elektronabava d.o.o.	Ljubljana	100,00
Russie		
OOO Elektroskandia Rus	St. Petersburg	100,00
Finlande		
Rexel Finland Oy	Hyvinkää	100,00
Norvège		
Elektroskandia Norge AS	Langhus	100,00
Elektroskandia Norway Holding AS	Langhus	100,00
AMÉRIQUE DU NORD		
États-Unis		
Rexel USA, Inc.	Dallas	100,00
SKRLA LLC	Dallas	100,00
SPT Holdings Inc.	Dallas	100,00
Rexel of America LLC	Dallas	100,00
Rexel Patriot Acquisition, LLC	Dallas	100,00

	SIÈGE SOCIAL	% INTÉRÊT
Canada		
Rexel North America Inc.	St Laurent	100,00
Rexel Canada Electrical Inc.	Mississauga	100,00
Rogers Electrical Wholesale Limited	North Bedeque	100,00
ASIE-PACIFIQUE		
Hong Kong RAS		
Rexel Hong Kong Ltd.	Hong Kong	100,00
Huazhang Electric Automation Holding Co. Ltd.	Hong Kong	100,00
Chine		
Rexel Ouneng (Beijing) Technology Co. Ltd.	Pékin	100,00
Rexel Electric Co. Ltd.	Shanghai	100,00
Zhejiang Huazhang Automation Equipment Co. Ltd.	Huanzhou	100,00
Rexel Integrated Solutions (Shanghai) Co. Ltd.	Shanghai	100,00
Rexel China Management Co. Ltd.	Shanghai	100,00
Suzhou Xidian Co. Ltd.	Suzhou	100,00
Beijing Zhongheng Hengxin Automation Equipment Co. Ltd	Pékin	100,00
Henan Qixin Automation Equipment Co. Ltd.	Zhengzhou	100,00
Shanghai Suhua Industrial Control Equipment Co. Ltd	Shanghai	100,00
LinElec Business Consulting (Shanghai) Limited	Shanghai	100,00
Zhonghao (Shanghai) Technology Co. Ltd.	Shanghai	60,00
Jinan Rexel Enterprise Management Service Co., Ltd.	Jinan	100,00
Inde		
Rexel India Private Limited	Pune	100,00
Corée		
Gexpro Korea Co., Ltd.	Séoul	100,00
Australie		
Rexel Holdings Australia Pty Ltd.	Sydney	100,00
Rexel Electrical Supplies Pty Ltd.	Sydney	100,00
Australian Regional Wholesalers Pty Ltd.	Sydney	100,00
Nouvelle-Zélande		
Rexel New Zealand Limited	Auckland	100,00
Redeal Pensions Ltd	Auckland	100,00
Royaume d'Arabie Saoudite		
Rexel Services KSA LLC	Riyadh	100,00
Rexel Arabia Electrical Supplies LLC	Riyadh	65,00
Émirats Arabes Unis		
Redco FZE	Jebel Ali	100,00
Rexel Emirates LLC	Abu Dhabi	90,00

5.2.2 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2019

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG Audit
Tour Egho
2, avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Rexel S.A.

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2019

À l'Assemblée générale de la société Rexel S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Rexel SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont

applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3.2 « Préparation des états financiers » de l'annexe aux comptes consolidés relative aux normes et interprétations que la société applique au 1^{er} janvier 2019, et en particulier au changement de méthode résultant de la première application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » dont l'incidence sur les états financiers est présentée en note 3.2.1.1 « IFRS 16 Contrats de location » de l'annexe aux comptes consolidés.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion

sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Évaluation de la valeur recouvrable des goodwill et autres actifs incorporels à durée de vie indéfinie

Notes 3.5, 3.8 et 11.1 de l'annexe aux comptes consolidés

Description du risque

Au 31 décembre 2019, les goodwill et autres actifs incorporels à durée de vie indéfinie sont inscrits respectivement au bilan pour une valeur nette comptable de 3 785,5 millions d'euros et 819 millions d'euros, soit 42 % du total des actifs du Groupe. Un test de dépréciation de ces actifs est réalisé au moins une fois par an au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles sont rattachés ces actifs. Comme mentionné dans les notes 3.5 et 3.8 de l'annexe aux comptes consolidés, une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'une UGT est supérieure à sa valeur recouvrable.

La détermination de la valeur recouvrable des UGT (pays) est réalisée sur la base des flux de trésorerie futurs actualisés et requiert des jugements importants de la Direction, en particulier pour la détermination des prévisions de chiffres d'affaires et de taux d'EBITA ainsi que pour le choix des taux d'actualisation et de croissance sur le long terme.

Tel qu'indiqué dans la note 11.1 de l'annexe aux comptes consolidés, la performance en 2019 en retrait de certains pays a conduit le Groupe à revoir à la baisse ses prévisions, y compris, le cas échéant, le taux d'EBITA retenu dans la valeur terminale. Ceci s'est traduit par la constatation d'une charge de dépréciation de 118 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Nous avons considéré l'évaluation de la valeur recouvrable des goodwill et autres actifs incorporels à durée de vie indéfinie comme un point clé de l'audit, du fait de l'importance de ces actifs dans le bilan consolidé et des incertitudes inhérentes à certains éléments notamment la réalisation des prévisions entrant dans la détermination de la valeur recouvrable, et des analyses de sensibilité présentées en note 11.1.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons pris connaissance du processus budgétaire du Groupe, à partir duquel sont construites les prévisions de flux de trésorerie utilisées pour réaliser ces tests de dépréciation.

Pour les UGT dont la valeur recouvrable est proche de la valeur nette comptable, nous avons :

- apprécié les éléments composant la valeur comptable des UGT auxquelles les écarts d'acquisition sont rattachés par le Groupe ;
- apprécié la cohérence des projections de flux de trésorerie au regard des environnements économiques dans lesquels opèrent les filiales du Groupe et la fiabilité du processus d'établissement des estimations, notamment en examinant les éventuelles différences entre les prévisions passées et les réalisations ;
- apprécié, avec l'appui de nos experts en évaluation financière, le caractère raisonnable des taux d'actualisation appliqués aux flux de trésorerie prévisionnels des différentes unités génératrices de trésorerie ;
- corroboré, notamment par des entretiens avec la Direction le caractère raisonnable des principales données et hypothèses reprises dans les prévisions de trésorerie (croissance des ventes, marge d'EBITA) ;
- testé l'exactitude arithmétique du modèle d'élaboration des flux de trésorerie utilisé et des analyses de sensibilité ;
- vérifié que la note 11.1 de l'annexe aux comptes consolidés donne une information appropriée.

Rabais fournisseurs

Notes 3.9, 3.19 et 12.3 de l'annexe aux comptes consolidés

Description du risque

Le Groupe conclut des contrats avec ses fournisseurs par lesquels il bénéficie en particulier de rabais, généralement annuels, basés sur les volumes de marchandises acquises ainsi que sur la réalisation d'actions commerciales spécifiques. Ces rabais peuvent être dépendants ou non de l'atteinte d'objectifs prédéterminés d'achat (rabais conditionnels ou inconditionnels).

Ces rabais sont comptabilisés en diminution du coût des ventes.

Nous avons considéré la reconnaissance des rabais reçus des fournisseurs comme un point clé de l'audit, compte tenu :

- du montant significatif des rabais,
- de la diversité des contrats,
- des estimations nécessaires relatives aux données d'achats auxquelles doivent être appliquées les

clauses des contrats pour la détermination du montant à recevoir à la clôture,

- de leur incidence sur la valorisation des stocks.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons analysé les procédures de contrôle interne relatives au suivi des contrats de rabais conclus avec les fournisseurs, et à l'estimation des rabais dans la détermination du coût des ventes.

Nous avons également réalisé les procédures suivantes :

- analysé, sur base d'échantillonnage, les contrats signés avec les fournisseurs ainsi que la correcte application des termes de ces contrats pour la détermination des rabais comptabilisés sur l'exercice en particulier au regard des volumes achetés y compris l'estimation des remises à recevoir à la clôture ;
- réconcilié, sur base d'échantillonnage, le montant des achats réalisés avec les bases de calcul utilisées pour la détermination des rabais à recevoir en fin d'exercice, ainsi qu'avec les éventuelles confirmations d'achats reçues des fournisseurs, et apprécié l'atteinte des objectifs conditionnels au regard des volumes achetés ;
- évalué le caractère recouvrable des créances à recevoir des fournisseurs au titre des rabais et vérifié l'absence de créances anciennes à recevoir ;
- comparé les rabais reçus après la clôture comptable de l'exercice précédent avec les créances comptabilisées à la clôture afin d'évaluer la fiabilité des estimations réalisées par la Direction ;
- vérifié, sur base d'échantillonnage, la correcte prise en compte des rabais dans la valorisation des stocks de marchandises.

Première application de la norme IFRS 16 sur les « Contrats de location »

Notes 3.2.1.1, 3.7 et 11.3 de l'annexe aux comptes consolidés

Description du risque

Comme indiqué dans la note 3.2.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2019, le Groupe a adopté la nouvelle norme IFRS 16 sur les contrats de location au 1^{er} janvier 2019 selon la méthode rétrospective complète, en comptabilisant les impacts dans les capitaux propres au 1^{er} janvier 2018. Selon cette nouvelle norme, l'ensemble des contrats de location fait l'objet d'un modèle unique de comptabilisation pour les preneurs, avec la

reconnaissance d'un « droit d'utilisation des actifs loués » à l'actif et d'« obligations locatives » au passif.

Le Groupe a déterminé les obligations locatives et les droits d'utilisation des actifs loués à la date de transition de manière rétrospective en reconstituant l'historique des contrats depuis leur origine et en tenant compte notamment, pour chaque contrat, de la durée de location et du taux d'actualisation afférent.

La première application de la norme IFRS 16 a conduit à comptabiliser des droits d'utilisation à l'actif pour une valeur nette comptable de respectivement 830,5 millions d'euros et 833,4 millions d'euros au 1^{er} janvier 2018 et 1^{er} janvier 2019 et les obligations locatives au passif pour une valeur comptable de respectivement de 925,2 millions d'euros et 945,1 millions d'euros au 1^{er} janvier 2018 et 1^{er} janvier 2019. L'application de la norme IFRS 16 a également pour conséquence d'augmenter le résultat opérationnel de 26 millions d'euros et de réduire le résultat net de 16,7 millions d'euros, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Nous avons considéré la première application de la nouvelle norme IFRS 16 sur les contrats de location comme un point clé de l'audit compte tenu de la nécessité d'identifier et d'analyser tous les contrats existants depuis leur origine, de la forte volumétrie des données à collecter, du montant significatif de l'obligation locative et du droit d'utilisation dans les comptes, et du degré de jugement de la Direction dans la détermination pour chaque contrat de la durée de location et du taux d'actualisation.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons obtenu une compréhension de l'organisation du projet, des systèmes d'information et des contrôles clés mis en place par la Direction pour l'application de la nouvelle norme.

Nous avons également réalisé les procédures suivantes :

- obtenu les instructions préparées par le Groupe et adressées aux filiales et apprécié si leur conception permet d'identifier et d'analyser l'ensemble des contrats de location et de collecter pour chacun d'eux toutes les informations nécessaires au calcul de l'obligation locative et du droit d'utilisation ;
- évalué et testé les paramétrages clés du système d'information mis en place par le Groupe pour collecter et calculer les impacts comptables résultant de l'application de la norme ;

- corroboré, sur la base d'un échantillon de contrats, les informations utilisées par le Groupe pour l'évaluation de l'obligation locative et du droit d'utilisation avec les données propres du contrat et apprécié la pertinence de la durée de location retenue ;
- apprécié la cohérence des taux d'actualisation utilisés pour le calcul des obligations locatives par contrat avec les données de marché.

Nous avons par ailleurs vérifié que les notes annexes 3.2.1.1, 3.7 et 11.3 donnent une information appropriée sur les impacts liés à la première application de la norme IFRS 16, sur les principes comptables appliqués et les principaux jugements exercés par la Direction.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du Code de commerce figure dans les informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Rexel S.A. par votre Assemblée générale du 16 mai 2012 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 25 mai 2016 pour le cabinet KPMG Audit.

Au 31 décembre 2019, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 8^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG Audit dans la 4^{ème} année.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la Direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas

fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au Comité d'audit

Nous remettons au Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 13 février 2020

Les Commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Valérie Besson Jean-Marc Discours

PricewaterhouseCoopers Audit

Amélie Wattel Pierre Clavié

[Cette page est intentionnellement laissée en blanc]

An aerial photograph of a city landscape. In the foreground, there is a large red barn with a white roof and a small white silo. The barn is surrounded by lush green trees with some autumn-colored foliage. In the middle ground, there are several multi-story brick buildings and a large green lawn. In the background, a dense city skyline with various skyscrapers is visible under a blue sky with scattered white clouds.

5.3 —

COMPTES ANNUELS

5.3 —

COMPTES ANNUELS	340
5.3.1 Comptes annuels au 31 décembre 2019	340
Compte de résultat	340
Bilan	341
Résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices (Article R.225-102 du Code de commerce)	342
Tableau des filiales et participations	343
Notes aux comptes annuels	344
1. Informations générales	344
2. Événements significatifs	344
3. Règles et méthodes comptables	344
4. Informations relatives au compte de résultat	345
5. Informations relatives au bilan	347
6. Informations diverses	352
5.3.2 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2019	356

En application de l'article 28 du Règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document de référence :

- les comptes annuels et le rapport d'audit correspondant pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 qui figurent aux pages 317 à 338 du document de référence pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 3 avril 2019 sous le numéro D.19-0264; et
- les comptes annuels et le rapport d'audit correspondant pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 qui figurent aux pages 275 à 298 du document de référence pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 4 avril 2018 sous le numéro D.18-0263.

5.3 Comptes annuels

5.3.1 Comptes annuels au 31 décembre 2019

Compte de résultat

		EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	NOTE	2019	2018
<i>(en millions d'euros)</i>			
Produits d'exploitation		1,9	2,5
Autres achats et charges externes		(25,5)	(8,4)
Impôts et taxes assimilées		(0,0)	(0,5)
Autres charges		(4,4)	(2,7)
Dotations aux amortissements et aux provisions		(0,2)	(0,1)
Charges d'exploitation		(30,1)	(11,7)
Résultat d'exploitation	4.1	(28,2)	(9,2)
Revenus financiers		4,5	27,1
Reprises sur provisions		1,2	-
Produits financiers		5,7	27,1
Intérêts et charges assimilées et différences de change		(50,6)	(45,6)
Dotations aux provisions		-	(0,8)
Charges financières		(50,6)	(46,3)
Résultat financier	4.2	(44,9)	(19,3)
Résultat courant		(73,1)	(28,4)
Résultat exceptionnel	4.3	0,5	0,0
Résultat avant impôt		(72,7)	(28,4)
Impôt sur les sociétés	4.5	58,1	54,4
Résultat net		(14,5)	26,0

Bilan

(en millions d'euros)

		EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	NOTE	2019	2018
(en millions d'euros)			
ACTIF			
Immobilisations corporelles		0,1	0,2
Participations		4 104,9	4 104,9
Prêts et autres immobilisations financières		25,1	29,9
Actif immobilisé	5.1	4 130,1	4 135,0
Créances clients et comptes rattachés	5.2	1,5	2,6
Autres créances	5.2	420,9	579,6
Valeurs mobilières de placement, instruments de trésorerie et disponibilités	5.3	14,6	16,8
Charges constatées d'avance		0,2	0,2
Actif circulant		437,1	599,2
TOTAL DE L'ACTIF		4 567,2	4 734,2
PASSIF			
Capital		1 520,5	1 519,9
Prime d'émission, de fusion et d'apport		1 451,2	1 554,0
Réserve légale		71,0	69,7
Autres réserves		36,0	38,7
Report à nouveau		-	3,3
Résultat de l'exercice		(14,5)	26,0
Capitaux propres	5.4	3 064,1	3 211,7
Provisions pour risques & charges		14,2	16,4
Emprunts obligataires	5.5	1 401,2	1 451,6
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5.5	50,0	40,0
Emprunts et dettes financières diverses	5.5	18,8	10,7
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5.5	14,6	1,0
Autres dettes	5.5	4,2	2,9
Produits constatés d'avance		-	0,0
Dettes		1 488,8	1 506,2
TOTAL DU PASSIF		4 567,2	4 734,2

Résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices
(Article R.225-102 du Code de commerce)

	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2015	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2016	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2017	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2018	1 ^{er} janvier au 31 décembre 2019
(en euros)					
SITUATION FINANCIÈRE EN FIN D'EXERCICE					
a) Capital souscrit	1 509 356 890	1 514 490 115	1 516 715 885	1 519 944 495	1 520 510 065
b) Nombre d'actions émises	301 871 378	302 898 023	303 343 177	303 988 899	304 102 013
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS EFFECTIVES					
a) Chiffre d'affaires hors taxe	1 086 524	1 544 737	1 900 545	2 234 707	1 256 921
b) Résultat avant impôt, amortissements et provisions	(135 871 677)	216 217 885	(70 780 934)	(27 864 731)	(74 281 399)
c) Impôt sur les bénéfices	(72 318 484)	(44 184 303)	(86 022 026)	(54 447 774)	(58 111 590)
d) Résultat après impôt, amortissements et provisions	(77 523 045)	260 711 376	14 281 261	26 018 952	(14 542 954)
e) Montants distribués	120 307 183	120 822 691	126 851 362	132 965 266	145 129 488 ⁽¹⁾
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT À UNE SEULE ACTION					
a) Résultat après impôt, mais avant amortissements et provisions	(0,21)	0,86	0,05	0,09	(0,05)
b) Résultat après impôt, amortissements et provisions	(0,26)	0,86	0,05	0,09	(0,05)
c) Montant versé à chaque action	0,40	0,40	0,42	0,44	0,48 ⁽¹⁾
PERSONNEL					
a) Nombre de salariés	-	-	-	-	-
b) Montant de la masse salariale	-	-	-	-	-
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	-	-	-	-	-

(1) Proposition à l'Assemblée générale ordinaire du 23 avril 2020.

Tableau des filiales et participations

INFORMATIONS FINANCIÈRES (en millions d'euros)										
DÉNOMINATION	CAPITAL	RÉSERVES ET REPORT À NOUVEAU AVANT AFFECTATION	QUOTE-PART DE CAPITAL DÉTENUE	VALEUR COMPTABLE DES TITRES DÉTENUS		PRÊTS CONSENTIS NON ENCORE REMBOURSÉS ET AVANCES	CAUTIONS ET AVALS DONNÉS	CHIFFRE D'AFFAIRES	RÉSULTATS DU DERNIER EXERCICE	DIVIDENDES ENCAISSÉS
				BRUTE	NETTE					
Rexel Développement SAS 13 boulevard du Fort de Vaux 75017 Paris	2 098,6	1 965,1	100,00 %	4 104,9	4 104,9	406,6	0,0	80,2	(82,7)	0,0
TOTAL GÉNÉRAL	2 098,6	1 965,1		4 104,9	4 104,9	406,6	0,0	80,2	(82,7)	0,0

Notes aux comptes annuels

1. Informations générales

La société REXEL SA, créée en décembre 2004, est la société holding du groupe Rexel. Elle détient les titres de la société Rexel Développement SAS, et assure le financement des filiales directes et indirectes du Groupe.

2. Événements significatifs

Le 19 mars 2019, Rexel a remboursé par anticipation les obligations à échéance 2023 d'un nominal de 650 millions d'euros au taux de 3,50 % et les a refinancées par une émission obligataire d'un montant de 600 millions d'euros à échéance 2026 au taux de 2,75 %. Une prime de remboursement anticipée de 16,9 millions d'euros a été payée en complément du nominal et enregistrée en charges financières.

3. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de la société Rexel clos le 31 décembre 2019 ainsi que ceux présentés à titre de comparaison au 31 décembre 2018 ont été arrêtés conformément aux dispositions légales, au règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général, et aux pratiques comptables généralement admises.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux principes suivants :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Les états financiers sont préparés en appliquant les méthodes suivantes :

3.1 Titres de participation

La valeur brute des titres de participation figurant au bilan est constituée par leur coût d'acquisition. Une provision est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition. La valeur d'inventaire correspond à la valeur d'utilité. La valeur d'utilité des titres de participation est déterminée selon la méthode des flux de trésorerie actualisés nets de l'endettement des participations. Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable des titres de participation une dépréciation est enregistrée pour la différence.

3.2 Prêts et autres immobilisations financières

Les prêts et autres immobilisations financières sont valorisés à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est pratiquée pour tenir compte du risque de non-recouvrement.

Les actions propres détenues sont valorisées à leur coût d'acquisition. Une dépréciation est comptabilisée lorsque le cours de bourse à la clôture de l'exercice est inférieur au coût d'acquisition.

3.3 Créances et dettes

Elles sont inscrites au bilan à leur coût historique. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte du risque de non-recouvrement.

Les créances et dettes en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « écart de conversion ».

Pour les dettes et créances en devises faisant l'objet d'une couverture de change fixant le cours de la monnaie étrangère à l'échéance, les deux situations suivantes sont à considérer :

- La couverture est parfaite (le nominal du dérivé correspond au nominal du sous-jacent à la clôture) : aucun écart de conversion n'est constaté, la perte ou le gain de change sur le sous-jacent étant compensé par un résultat de change de sens opposé à celui de la couverture,
- La couverture est imparfaite, le montant nominal du dérivé étant différent du nominal du sous-jacent à la clôture : dans ce cas seule la perte latente est reconnue au compte de résultat.

3.4 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, les moins-values latentes éventuelles faisant l'objet d'une provision.

Les actions propres détenues et affectées à des plans d'actions gratuites sont valorisées à leur coût d'entrée jusqu'à leur livraison aux bénéficiaires.

3.5 Emprunts et frais d'émission des emprunts

Les emprunts sont comptabilisés à leur valeur nominale. Les frais d'émission d'emprunts émis sont constatés dans le résultat. Les primes d'émission sont amorties *pro rata temporis* sur la durée de l'emprunt, ou *pro rata* des intérêts courus.

Les emprunts libellés en devises sont convertis au cours de clôture.

3.6 Couvertures de taux d'intérêt et de change

Afin d'optimiser la gestion de sa dette financière, Rexel utilise des instruments dérivés pour se prémunir contre les risques de marché liés aux variations des taux d'intérêt et des cours de change, notamment des contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises, des contrats de change à terme, des options de taux d'intérêt et de change.

Les principes de comptabilisation des instruments de couverture sont définis par le règlement ANC 2015-05 :

- Les résultats latents et réalisés liés aux instruments de couverture sont enregistrés au compte de résultat sur la durée de vie résiduelle de l'élément

couvert, de manière symétrique au mode de comptabilisation des produits et charges sur cet élément.

- Les variations de valeurs des instruments de couverture ne sont pas reconnues au bilan, sauf si la comptabilisation de ces variations permet d'assurer un traitement symétrique avec l'élément couvert.
- Le résultat de la couverture est présenté dans le même poste que l'élément couvert.

4. Informations relatives au compte de résultat

4.1 Produits et charges d'exploitation

Le résultat d'exploitation au 31 décembre 2019 est une charge de (28,2) millions d'euros et comprend les éléments suivants :

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018
<i>(en millions d'euros)</i>		
Facturation de services rendus aux filiales	1,3	2,2
Reprises de provisions	0,6	0,2
Total Produits d'exploitation	1,9	2,5
Honoraires, redevances et autres charges	(4,5)	(4,2)
Honoraires intragroupes ⁽¹⁾	(11,8)	-
Commissions bancaires	(3,4)	(3,5)
Frais d'émission d'emprunts	(5,7)	(0,6)
Impôts et taxes	-	(0,5)
Frais de personnel et autres charges	(4,4)	(2,7)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(0,2)	(0,1)
Total Charges d'exploitation	(30,1)	(11,7)
Résultat d'exploitation	(28,2)	(9,2)

(1) En 2019, les honoraires intragroupes correspondent aux coûts des prestations de services rendus par Rexel Développement (filiale de Rexel SA).

4.2 Résultat financier

Le résultat financier comprend les éléments suivants :

	EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	
	2019	2018
(en millions d'euros)		
Gains d'intérêts sur <i>swaps</i> de devises	1,5	1,2
Gains d'intérêts sur <i>swaps</i> de taux ⁽¹⁾	-	6,6
Intérêts sur prêts et avance en compte courant	-	7,9
Primes de remboursement anticipé reçues	-	10,4
Autres produits financiers	0,1	0,1
Gains de change nets	-	0,1
Gains de cession des actions propres	2,9	0,8
Autres reprises de provisions risques	1,2	-
Total Produits financiers	5,7	27,1
Intérêts des emprunts obligataires ⁽¹⁾	(29,9)	(41,3)
Primes de remboursement anticipé des emprunts obligataires ⁽²⁾	(16,9)	-
Pertes d'intérêts sur <i>swaps</i> de devises	(1,2)	(1,6)
Autres intérêts et charges financières	(0,4)	(0,2)
Pertes de cession des actions propres	(2,3)	(2,5)
Autres dotations aux provisions / amortissements	-	(0,8)
Total Charges financières	(50,6)	(46,3)
Résultat financier	(44,9)	(19,3)

(1) À compter du 1^{er} janvier 2019, pour mieux refléter la substance économique des opérations de couverture de taux d'intérêts au sein du résultat financier, les gains d'intérêts sur *swaps* de taux sont enregistrés en diminution des charges d'intérêts sur emprunts obligataires.

En 2018, ces gains d'intérêts sur instruments de couverture figuraient sur la ligne « Gains d'intérêts sur *swaps* de taux » pour 6,6 millions d'euros.

(2) Le 19 mars 2019, les obligations à échéance 2023 ont été remboursées par anticipation entraînant le paiement d'une prime de remboursement de 16,9 millions d'euros (voir 5.5.1).

4.3 Résultat exceptionnel

En 2019, le résultat exceptionnel de 0,5 million d'euros correspond à une reprise de provision pour risque.

4.4 Rémunération des organes de direction

Le montant des jetons de présence versés au cours de l'exercice 2019 s'élève à 0,9 million d'euros (0,8 million d'euros en 2018).

Le montant des rémunérations et indemnités versées aux mandataires sociaux en 2019 s'est élevé à 1,7 million d'euros (2,2 millions d'euros en 2018).

4.5 Impôt sur les sociétés

Toutes les filiales françaises de Rexel, détenues directement ou indirectement au moins à 95 %,

sont membres du groupe d'intégration fiscale dont la société mère est Rexel SA. Aux termes d'une convention d'intégration fiscale, Rexel SA prend en charge l'impôt dû par le groupe intégré. Chaque filiale supporte la charge d'impôt sur les sociétés calculée sur ses résultats propres. Les éventuelles économies d'impôt réalisées sont appréhendées par Rexel SA, société mère du groupe intégré.

À ce titre, Rexel SA a comptabilisé un produit de 58,1 millions d'euros au titre de l'exercice 2019 (54,4 millions d'euros en 2018) correspondant principalement aux pertes fiscales supportées par les filiales déficitaires françaises membres du groupe d'intégration fiscale. Le déficit reportable du groupe intégré au 31 décembre 2019 s'élève à 65,8 millions d'euros (151,1 millions d'euros en 2018).

5. Informations relatives au bilan

5.1 Actif immobilisé

		VALEUR NETTE AU 1 ^{ER} JANVIER 2019	AUGMENTATION	DIMINUTION	VALEUR NETTE AU 31 DÉCEMBRE 2019
(en millions d'euros)					
Immobilisations corporelles		0,2	-	(0,1)	0,1
Immobilisations financières		4 134,8	2,2	(7,0)	4 130,0
Titres de participation	5.1. 1	4 104,9	-	-	4 104,9
Prêts et autres immobilisations financières	5.1. 2	29,9	2,2	(7,0)	25,1
TOTAL		4 135,0	2,2	(7,1)	4 130,1

5.1.1 Titres de participation

Le poste titres de participation est constitué exclusivement des actions de Rexel Développement, filiale détenue à 100 %. Au 31 décembre 2019, la valeur

brute et nette de ces actions est de 4 104,9 millions d'euros, sans changement par rapport au 31 décembre 2018.

5.1.2 Prêts et autres immobilisations financières

	SOLDE NET AU 31 DÉCEMBRE 2018	REMBOURSEMENT ANTICIPÉ / VARIATION	EFFET CHANGE	SOLDE NET AU 31 DÉCEMBRE 2019
(en millions d'euros)				
Prêts ⁽¹⁾	15,7	(7,0)	0,2	8,9
Rexel Arabia ES	8,7	-	0,2	8,9
Francofa Eurodis	7,0	(7,0)	-	-
Intérêts courus sur prêts	-	0,2	-	0,2
Contrat de liquidité ⁽²⁾	14,2	1,8	-	16,0
Prêts et autres immobilisations financières	29,9	(5,0)	0,2	25,1

(1) Au cours de l'exercice 2019, la filiale Francofa Eurodis a remboursé par anticipation à Rexel SA son prêt à long terme (échéance 6 juin 2022) pour un montant nominal de 7,0 millions d'euros.

Au 31 décembre 2019, le solde est constitué par un prêt long terme à la filiale Rexel Arabia ES. Ce prêt, d'un montant nominal de 10 millions de dollars US et portant intérêt à 4,73 %, est à échéance au 15 juin 2020.

(2) Le contrat de liquidité vise à favoriser la liquidité des transactions sur le titre Rexel dont le gestionnaire est la banque ODDO depuis le 1^{er} juillet 2018.

Dans le cadre de ce contrat de liquidité, le nombre d'actions propres détenues et affectées à la régularisation des cours s'élevait au 31 décembre 2019 à 628 909 titres pour une valeur brute de 7,1 millions

d'euros. Par ailleurs, des disponibilités bancaires à hauteur de 8,9 millions d'euros sont détenues au titre de ce contrat de liquidité.

5.2 Créances

Les créances comprennent les éléments suivants :

	SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2019	SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2018
(en millions d'euros)		
Créances clients	1,5	2,6
Comptes courants Rexel Développement	406,6	556,3
Autres créances	14,2	23,3
Total des créances	422,4	582,2

Les échéances de ces créances sont les suivantes :

(en millions d'euros)	SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2019	À UN AN AU PLUS	À PLUS D'UN AN ET 5 ANS AU PLUS	À PLUS DE 5 ANS
Créances clients	1,5	1,5	-	-
Comptes courants Rexel Développement	406,6	406,6	-	-
Autres créances	14,2	7,8	6,4	-
TOTAL	422,4	415,9	6,4	-

5.3 Valeurs mobilières de placement, instruments de trésorerie et disponibilités

(en millions d'euros)	SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2019	SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2018
Coûts d'acquisition des actions propres ⁽¹⁾	14,5	16,8
Instruments de trésorerie de change	-	-
Total	14,5	16,8

(1) Le coût d'acquisition d'actions propres détenues et affectées à des plans d'actions gratuites, au 31 décembre 2019 s'élève à 14,5 millions d'euros pour un nombre d'actions de 1 120 003.

5.4 Capitaux propres

Au 31 décembre 2019, le capital social de la Société s'élève à 1 520 510 065 euros, divisé en 304 102 013 actions d'une seule catégorie d'une valeur nominale de 5 euros chacune.

(en millions d'euros)	MONTANT AU 1 ^{ER} JANVIER 2019	AFFECTATION DU RÉSULTAT 2018 (1)	RÉSULTAT DE L'EXERCICE	RÉAFFECTATION DES RÉSERVES (2) (3) (4)	MONTANT AU 31 DÉCEMBRE 2019
Capital	1 519,9	-	-	0,6	1 520,5
Primes d'émission	1 554,0	(104,9)	-	2,1	1 451,2
Réserve légale	69,7	1,3	-	-	71,0
Réserves indisponibles	38,7	-	-	(2,7)	36,0
Report à nouveau	3,3	(3,3)	-	-	0,0
Résultat de l'exercice	26,0	(26,0)	(14,5)	-	(14,5)
TOTAL	3 211,7	(133,0)	(14,5)	0,0	3 064,2

(1) L'Assemblée générale mixte du 23 mai 2019 a décidé d'affecter le résultat 2018 de 26,0 millions d'euros, augmenté du report à nouveau de 3,3 millions d'euros et du prélèvement sur la prime d'émission pour 104,9 millions d'euros, à la réserve légale à hauteur de 1,3 million d'euros et au versement d'un dividende de 133,0 millions d'euros payé le 5 juillet 2019.

(2) Le 23 mai 2019, le Conseil d'administration a décidé d'affecter à un compte de réserves indisponibles par prélèvement sur le compte primes d'émission la somme de 10,4 millions d'euros correspondant à la valeur de 2 082 522 actions gratuites, d'une valeur nominale de 5 euros chacune, attribuées à cette date.

(3) Le 29 juillet 2019, le capital social a été augmenté d'un montant de 0,6 million d'euros par création de 113 114 actions d'une valeur nominale de 5 euros chacune. Cette augmentation de capital résultant de la livraison d'actions gratuites attribuées en 2014, a été réalisée par imputation sur le compte de réserves indisponibles.

(4) Les sommes précédemment affectées au compte de réserves indisponibles concernant des attributions d'actions gratuites devenues sans objet sur l'exercice 2019 ont été réaffectées au compte primes d'émission pour un montant de 12,6 millions d'euros.

5.5 Informations sur les dettes

Les dettes comprennent les éléments suivants :

		MONTANT BRUT AU 31 DÉCEMBRE 2019	MONTANT BRUT AU 31 DÉCEMBRE 2018
<i>(en millions d'euros)</i>			
Emprunts obligataires	5.5.1	1 401,2	1 451,6
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5.5.2	50,0	40,0
Emprunts et dettes financières diverses	5.5.3	18,8	10,7
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		14,6	1,0
Autres dettes		4,2	2,9
Total		1 488,8	1 506,2

Les échéances de ces dettes sont les suivantes :

		MONTANT BRUT 31 DÉCEMBRE 2019	À UN AN AU PLUS	À PLUS D'UN AN ET 5 ANS AU PLUS	À PLUS DE 5 ANS
<i>(en millions d'euros)</i>					
Emprunts obligataires	5.5.1	1 401,2	1,2	300,0	1 100,0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5.5.2	50,0	50,0	-	-
Emprunts et dettes financières diverses	5.5.3	18,8	18,8	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		14,6	14,6	-	-
Autres dettes		4,2	4,2	-	-
Total		1 488,8	88,8	300,0	1 100,0

5.5.1 Emprunts obligataires

Obligations à échéance 2024

Le 13 mars 2017, Rexel a émis des Obligations Senior d'un montant nominal de 300 millions d'euros. Ces obligations sont de même rang que le Contrat de Crédit Senior et les autres obligations non assorties de sûretés et portent intérêt au taux annuel de 2,625 %. Elles sont admises aux négociations sur le marché de la Bourse du Luxembourg.

Les intérêts sont payables semestriellement, au 15 juin et au 15 décembre, à compter du 15 juin 2017. Les obligations sont remboursables en totalité le 15 juin 2024.

Les obligations sont remboursables en totalité ou partiellement à tout moment jusqu'au 15 mars 2020 pour le montant total du principal, augmenté d'une prime de remboursement anticipé et des intérêts

courus non échus. À partir du 15 mars 2020, elles sont remboursables en totalité ou partiellement pour les valeurs figurant dans le tableau ci-après :

PÉRIODE DE REMBOURSEMENT COMMENÇANT LE :	PRIX DE REMBOURSEMENT (EN % DU MONTANT PRINCIPAL)
15 mars 2020	101,313 %
15 mars 2021	100,656 %
15 mars 2022 et au-delà	100,000 %

Obligations à échéance 2025

Le 20 novembre 2017, Rexel a émis des Obligations Senior d'un montant nominal de 500 millions d'euros. Ces obligations sont de même rang que le Contrat de Crédit Senior et les autres obligations non assorties de sûretés et portent intérêt au taux annuel de 2,125 %. Elles sont admises aux négociations sur le marché de la Bourse du Luxembourg.

Les intérêts sont payables semestriellement, au 15 juin et au 15 décembre, à compter du 15 juin 2018. Les obligations sont remboursables en totalité le 15 juin 2025.

Les obligations sont remboursables en totalité ou partiellement à tout moment jusqu'au 15 décembre 2020 pour le montant total du principal, augmenté d'une prime de remboursement anticipé et des intérêts courus non échus. À partir du 15 décembre 2020, elles sont remboursables en totalité ou partiellement pour les valeurs figurant dans le tableau ci-après :

PÉRIODE DE REMBOURSEMENT COMMENÇANT LE :	PRIX DE REMBOURSEMENT (EN % DU MONTANT PRINCIPAL)
15 décembre 2020	101,063 %
15 décembre 2021	100,531 %
15 décembre 2022 et au-delà	100,000 %

Obligations à échéance 2026

Le 12 mars 2019, Rexel a émis des obligations pour un montant nominal de 600 millions d'euros portant intérêt à 2,75 % par an.

Ces obligations sont de même rang que le Contrat de Crédit Senior et les autres obligations non assorties de sûretés. Les intérêts sont payables semestriellement, au 15 juin et au 15 décembre, à compter du 15 juin 2019. Les obligations sont remboursables le 15 juin 2026 et sont admises aux négociations sur le marché de la Bourse du Luxembourg.

Ces obligations sont remboursables en totalité ou partiellement à tout moment jusqu'au 15 mars 2022 à un prix égal au montant total du nominal augmenté d'une prime de remboursement anticipé et des intérêts courus non échus. À partir du 15 mars 2022, elles seront remboursables en totalité ou partiellement pour les valeurs figurant dans le tableau ci-après :

PÉRIODE DE REMBOURSEMENT COMMENÇANT LE :	PRIX DE REMBOURSEMENT (EN % DU MONTANT PRINCIPAL)
15 mars 2022	101,375 %
15 mars 2023	100,688 %
15 mars 2024 et au-delà	100,000 %

Le Groupe a utilisé les produits de cette émission obligataire pour rembourser, le 19 mars 2019, les obligations à échéance 2023 et portant intérêt à 3,50 % pour un montant total de 666,9 millions d'euros. Une charge financière de 16,9 millions d'euros a été constatée et représente la prime de remboursement anticipé.

Contrat de Crédit Senior

Le Contrat de Crédit Senior conclu le 15 mars 2013 et amendé le 31 janvier 2018 comprend une ligne de crédit multidevises pour un montant nominal de 850 millions d'euros avec BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Crédit Industriel et Commercial, HSBC France, ING Belgium SA, succursale française, Natixis et Société Générale Corporate & Investment Banking en qualité d'arrangeurs et de teneurs de livres associés. Ce contrat peut être utilisé soit au moyen de lignes de crédit multidevises renouvelables dans la limite du montant nominal, soit au moyen de tirages au jour le jour (*swingline loans*) à hauteur de 137,8 millions d'euros dans la limite du montant nominal. Le 16 janvier 2020, Rexel a exercé son option pour étendre l'échéance du Contrat de Crédit Senior d'un an au 31 janvier 2025.

Intérêts et marge

Les montants utilisés portent intérêt à un taux déterminé en référence (i) au taux EURIBOR lorsque les fonds sont tirés en euros et au taux LIBOR lorsque les fonds sont tirés dans des devises différentes de l'euro, (ii) à la marge applicable, (iii) certaines primes relatives aux emprunts en devises autres que l'euro et (iv) le cas échéant, à des coûts obligatoires (correspondant aux coûts devant être supportés par les prêteurs au titre du financement du système de contrôle bancaire imposé par les autorités de régulation bancaire de leurs pays respectifs).

Les tirages au jour le jour portent intérêt à un taux déterminé en référence (i) au taux EONIA, (ii) à la marge applicable et (iii) le cas échéant, aux coûts obligatoires.

La marge initiale applicable est de 1,25 % par an et varie en fonction du ratio d'endettement de Rexel (défini comme le ratio entre la dette nette totale consolidée et ajustée et l'EBITDA consolidé ajusté, tels que ces termes sont définis dans le Contrat de Crédit Senior), calculé au 31 décembre et au 30 juin de chaque année. La marge s'étale de 0,60 % à 2,25 %.

De plus, la marge applicable est augmentée des commissions d'utilisation qui varient en fonction du pourcentage des fonds effectivement tirés par rapport à l'ensemble des lignes disponibles au titre du Contrat de Crédit Senior à tout moment.

Rexel est également assujettie à une commission de non-utilisation dans la devise de chaque tirage disponible. Le montant de cette commission varie en fonction du montant de ratio d'endettement.

Selon les termes de ce Contrat de Crédit Senior, Rexel doit maintenir un ratio d'endettement inférieur à 3,50 au 30 juin et au 31 décembre de chaque année.

Le Ratio d'Endettement est égal au rapport de la dette nette consolidée ajustée sur l'EBITDA consolidé ajusté. Selon le Contrat de Crédit Senior, l'EBITDA ajusté et la dette nette consolidée ajustée sont calculés comme si il n'y avait pas de changement de normes comptables. À la suite de l'adoption d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019, les définitions suivantes s'entendent avant prise en compte des effets de l'adoption d'IFRS 16 comme si cette dernière n'avait pas été appliquée :

L'EBITDA consolidé ajusté signifie le résultat opérationnel avant autres produits et autres charges majoré des dotations aux amortissements, tel que présenté dans les états financiers consolidés du Groupe et :

- majoré de l'EBITDA ajusté des douze derniers mois de toute filiale acquise pendant la période considérée au *pro rata* de la participation du Groupe ;
- majoré des produits relatifs aux dérivés sur matières premières pour couvrir l'exposition aux fluctuations des prix de certaines matières premières lorsque ces dérivés ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture de flux de trésorerie selon les normes IFRS ;
- majoré de l'EBITDA des actifs destinés à être cédés et à l'exclusion de l'EBITDA des actifs vendus au cours de la période ;
- majoré des amortissements et des dépréciations ;
- à l'exclusion des charges relatives à toute rémunération en actions des salariés et dirigeants lorsque ces rémunérations ont un effet sur l'endettement financier ;
- majoré des charges calculées relatives à des plans de rémunérations en actions et des charges relatives à la participation des salariés lorsque ces charges ont un effet sur l'endettement ;
- ajusté de l'effet non récurrent de l'évolution du prix du cuivre inclus dans les câbles tel que mentionné dans le communiqué de presse relatif aux états financiers consolidés de la période considérée ;
- majoré des coûts de restructuration et des coûts relatifs aux acquisitions.

La dette nette consolidée ajustée signifie toute dette financière (que les intérêts au titre de cette dette soient payés ou capitalisés) convertie au taux moyen des 12 derniers mois quand la dette est libellée dans une devise autre que l'euro et :

- excluant les coûts de mise en place des financements (commissions de montage, honoraires juridiques,

frais de conseil), ainsi que des charges financières supportées au titre du remboursement anticipé de la dette ;

- excluant les prêts intra-groupe ;
- incluant toute dette relative à l'émission de valeurs mobilières qui ne sont pas obligatoirement remboursables en actions ;
- incluant tout autre montant assimilé à un emprunt selon les normes comptables internationales ;
- majorée des intérêts courus (y compris les intérêts capitalisés) à l'exclusion des intérêts courus au titre de prêts intra-groupe ;
- diminuée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Ce ratio d'endettement peut excéder 3,50 trois fois durant la durée du Contrat de Crédit Senior, étant précisé que ce seuil ne peut être dépassé plus de deux fois consécutivement. Par ailleurs, ce seuil est porté au-delà de 3,75 une seule fois sans jamais pouvoir dépasser 3,90 au cours de la vie du Contrat de Crédit Senior.

Par ailleurs, Rexel a signé une ligne de crédit bilatérale de 34,9 millions d'euros (40 millions de dollars américains) avec Wells Fargo Bank International à échéance en juin 2020.

Au 31 décembre 2019, aucun tirage n'a été effectué au titre de ces lignes de crédit.

5.5.2 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

En septembre 2010, Rexel a lancé un programme de billets de trésorerie de 500 millions d'euros dont l'échéance varie d'un à trois mois en fonction du type de billet de trésorerie émis dans le but de diversifier le portefeuille d'investisseurs et d'optimiser les coûts de financement. Au 31 décembre 2019, le montant des billets de trésorerie s'élevait à 50,0 millions d'euros (40,0 millions d'euros en 2018).

5.5.3 Emprunts et dettes financières diverses

Au 31 décembre 2019, ce poste est constitué de dettes intragroupes.

5.6 Couvertures de taux d'intérêt et de change

Dans le cadre de son activité, Rexel SA est exposé aux risques de marché liés à la gestion du coût de sa dette. Rexel SA utilise divers instruments financiers afin d'optimiser le coût du financement du Groupe tels que les *swaps* de taux afin de modifier la structure de l'endettement et se prémunir contre les hausses de taux d'intérêt dans les devises d'endettement. Les transactions réalisées par Rexel SA sur des

instruments dérivés de change concernent des achats et ventes à terme de devises et ont pour seul objet de neutraliser l'exposition au risque de change des opérations libellées dans des devises étrangères.

Au 31 décembre 2019, les opérations portées par Rexel SA permettant l'optimisation de la gestion de l'exposition aux risques de variation des taux d'intérêts de sa dette sont présentées dans le tableau ci-après :

■ Opérations d'échange de taux

NATURE DU CONTRAT	ÉCHÉANCE	MONTANTS NOTIONNELS EN MILLIONS DE DEVISES	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE HORS INTÉRÊTS COURUS EN MILLIONS D'EUROS
Contrat d'échange de taux d'intérêts payeur EURIBOR 3 mois	2022	500,0 EUR	11,0
Contrat d'échange de taux d'intérêts payeur EURIBOR 3 mois	2023	50,0 EUR	1,0
Contrat d'échange de taux d'intérêts payeur EURIBOR 3 mois	2024	300,0 EUR	7,4

5.7 Dettes et créances vis-à-vis des entreprises liées

Les entreprises liées sont l'ensemble des sociétés du groupe Rexel.

Les soldes au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2019 concernant les entreprises liées sont les suivants :

(en millions d'euros)

ACTIF		PASSIF	
Participations	4 104,9	Emprunts et dettes financières diverses	18,7
Prêts et autres immob. financières	9,1	Dettes fournisseurs	13,8
Clients	1,5		
Autres créances	406,6		
CHARGES		PRODUITS	
Charges d'exploitation	13,1	Produits d'exploitation	1,3
Charges financières	(1,0)	Produits financiers	1,5
		Impôt sur les sociétés	87,2

6. Informations diverses

6.1 Ventilation de l'effectif

L'effectif de la Société est constitué au 31 décembre 2019 de 2 mandataires sociaux.

6.2 Informations sur les actions gratuites

Plans mis en place en 2016

Le 23 juin 2016, Rexel a mis en place des plans d'attribution gratuite d'actions en faveur de ses cadres dirigeants pour un nombre maximum

de 1 820 625 actions. Au titre de ces plans, les bénéficiaires, selon leur pays de résidence, sont éligibles à recevoir des actions Rexel à l'issue d'une période de :

- (1) trois ans (24 juin 2019), ces actions n'étant cessibles qu'à l'issue d'une période supplémentaire de deux ans (24 juin 2021) dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 3+2 » ;
- (2) quatre ans (24 juin 2020), ces actions étant alors cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 4+0 ».

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence, de performance et de marché telles que présentées dans le tableau suivant :

Conditions d'acquisition	Présence au 3 ^e anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur :	Présence au 4 ^e anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur :	TOTAL
	(i) la moyenne de la variation de l'EBITA en volume entre 2015 et 2018, (ii) la croissance organique moyenne du chiffre d'affaires entre 2015 et 2018, (iii) la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA entre 2016 et 2018, (iv) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.		
Plan	3+2	4+0	
Date de livraison des actions du plan	24 juin 2019	24 juin 2020	
Nombre maximum d'actions attribuées au 23 juin 2016	741 500	1 079 125	1 820 625
Ajustement des droits	25 142	48 070	73 212
Nombre d'actions annulées	(579 464)	(791 888)	(1 371 352)
Livraison en 2019	(187 178)	-	(187 178)
Nombre maximum d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre 2019	-	335 307	335 307

La valeur de l'action retenue comme assiette de la contribution sociale de 20 % correspondra à la valeur de l'action à la date de la livraison.

Plans mis en place en 2017

Le 23 mai 2017, Rexel a mis en place des plans d'attribution gratuite d'actions en faveur de ses cadres dirigeants pour un nombre maximum de 1 873 975 actions. Au titre de ces plans, les bénéficiaires, selon leur pays de résidence, sont

éligibles à recevoir des actions Rexel à l'issue d'une période de :

- (1) trois ans (24 mai 2020), ces actions n'étant cessibles qu'à l'issue d'une période supplémentaire de deux ans (24 mai 2022) dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 3+2 »,
- (2) quatre ans (24 mai 2021), ces actions étant alors cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 4+0 ».

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence, de performance et de marché telles que présentées dans le tableau suivant :

Conditions d'acquisition	Présence au 3 ^e anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur : (i) la moyenne de la variation de l'EBITA en volume entre 2016 et 2019, (ii) la croissance organique moyenne du chiffre d'affaires entre 2016 et 2019, (iii) la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA entre 2017 et 2019, (iv) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.	Présence au 4 ^e anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur :	TOTAL
Plan	3+2	4+0	
Date de livraison des actions du plan	24 mai 2020	24 mai 2021	
Nombre maximum d'actions attribuées au 23 mai 2017	643 200	1 230 775	1 873 975
Ajustement des droits	18 245	30 698	48 943
Nombre d'actions annulées	(114 900)	(342 700)	(457 600)
Nombre maximum d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre 2019	546 545	918 773	1 465 318

La valeur de l'action retenue comme assiette de la contribution sociale de 30 % correspondra à la valeur de l'action à la date de la livraison.

bénéficiaires sont éligibles à recevoir des actions Rexel à l'issue d'une période de trois ans après la date d'attribution (25 mai 2021), cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires.

Plans mis en place en 2018

Le 24 mai 2018, Rexel a mis en place trois plans d'attribution gratuite d'actions en faveur de ses cadres dirigeants pour un nombre maximum de 1 900 032 actions. Au titre de ces plans, les

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence, de performance et de marché telles que présentées dans le tableau suivant :

Conditions d'acquisition	Présence au 3 ^e anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur : (i) la moyenne annuelle des taux de croissance de l'EBITA en valeur 2017-2020, (ii) la moyenne annuelle des taux de croissance des ventes 2017-2020, (iii) la moyenne entre les années 2018, 2019 et 2020 du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA, (iv) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.	Pour un nombre défini d'actions, présence au 3 ^e anniversaire de la mise en place du plan sans conditions de performance et pour les actions restantes, conditions également basées sur :	Présence au 3 ^e anniversaire de la mise en place du plan sans conditions de performance	TOTAL
Date de livraison des actions du plan	25 mai 2021	25 mai 2021	25 mai 2021	
Nombre maximum d'actions attribuées au 24 mai 2018	1 007 625	822 907	69 500	1 900 032
Ajustement des droits	30 124	25 116	2 376	57 616
Nombre d'actions annulées	(133 475)	(111 790)	(3 500)	(248 765)
Nombre maximum d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre 2019	904 274	736 233	68 376	1 708 883

La valeur de l'action retenue comme assiette de la contribution sociale de 20 % correspondra à la valeur de l'action à la date de la livraison.

Plans mis en place en 2019

Le 23 mai 2019, Rexel a mis en place trois plans d'attribution gratuite d'actions en faveur de ses cadres dirigeants pour un nombre maximum de 2 082 522 actions. Au titre de ces plans, les

bénéficiaires sont éligibles à recevoir des actions Rexel à l'issue d'une période de trois ans après la date d'attribution (24 mai 2022), cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires.

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence, de performance et de marché telles que présentées dans le tableau suivant :

Conditions d'acquisition	Présence au 3 ^e anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur :	Pour un nombre défini d'actions, présence au 3 ^e anniversaire de la mise en place du plan sans conditions de performance et pour les actions restantes, conditions également basées sur :	Présence au 3 ^e anniversaire de la mise en place du plan sans conditions de performance	TOTAL
	(i) la moyenne annuelle des taux de croissance de l'EBITA 2018-2021, (ii) la moyenne annuelle des taux de croissance des ventes 2018-2021, (iii) la moyenne entre les années 2019, 2020 et 2021 du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA, (iv) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.			
Date de livraison des actions du plan	24 mai 2022	24 mai 2022	24 mai 2022	
Nombre maximum d'actions attribuées au 23 mai 2019	1 016 875	932 147	133 500	2 082 522
Ajustement des droits	34 040	32 081	4 698	70 819
Nombre d'actions annulées	(29 000)	(24 250)	(3 000)	(56 250)
Nombre maximum d'actions en cours d'acquisition au 31 décembre 2019	1 021 915	939 978	135 198	2 097 091

La valeur de l'action retenue comme assiette de la contribution sociale de 20 % correspondra à la valeur de l'action à la date de la livraison.

6.3 Litiges fiscaux

À la suite d'un contrôle fiscal, la Société avait reçu en décembre 2011 une proposition de rectification dans laquelle l'administration fiscale prétendait que Rexel n'avait pas apporté la preuve que les emprunts contractés auprès de Ray Finance LP (filiale de Ray Investment Sarl) pour un montant de 952 millions d'euros étaient des opérations réelles. Elle alléguait également que Ray Finance LP bénéficiait d'un régime fiscal privilégié et rejetait par ces moyens la

déduction de 91 millions d'euros d'intérêts pour les années 2005 à 2007. Rexel a contesté l'ensemble de cette argumentation et a porté le litige devant le tribunal administratif qui a validé la position du Groupe. Cette décision a été confirmée par la Cour d'Appel en mars 2019, ce qui clôt la procédure judiciaire en faveur de Rexel.

6.4 Événements postérieurs à la clôture

À la date de présentation des états financiers, il n'y a pas eu d'événements postérieurs au 31 décembre 2019 susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière de Rexel.

5.3.2 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2019

PricewaterhouseCoopers Audit

63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG Audit

Tour Egho
2, avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

À l'Assemblée générale de la société Rexel S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Rexel S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article

5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Évaluation des titres de participation

Description du risque

Notes 3.1 et 5.1.1 de l'annexe aux comptes annuels

Au 31 décembre 2019, les titres de participation sont inscrits à l'actif du bilan pour une valeur nette comptable de 4 104,9 M€ et représentent 90 % du total des actifs.

Comme indiqué dans la note 3.1 de l'annexe aux comptes annuels, une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable. La valeur d'inventaire correspond à la valeur d'utilité qui est déterminée sur la base de projections de flux de trésorerie actualisés, nets de l'endettement des participations.

La détermination de la valeur d'utilité requiert l'exercice du jugement de la Direction de la société, notamment pour la détermination des hypothèses sous-tendant les flux de trésorerie.

Nous avons considéré la valeur d'utilité des titres comme un point clé de l'audit, compte-tenu :

- du poids important des titres de participation dans le total de l'actif,
- de la sensibilité de l'estimation à un changement dans les données ou les hypothèses sous-jacentes.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons revu les procédures mises en place par Rexel S.A. pour la détermination de la valeur d'utilité des titres de participation.

Nous avons notamment réalisé les procédures suivantes :

- obtenu les prévisions de flux de trésorerie actualisés de Rexel Développement et de ses filiales, détenues directement ou indirectement ;
- corroboré le caractère raisonnable des principales hypothèses retenues (notamment croissance des ventes, marge d'EBITA) dans le calcul des flux de trésorerie actualisés, au regard de l'environnement économique dans lequel évoluent les principales filiales ;
- comparé les réalisations aux prévisions passées afin d'apprécier la fiabilité des projections pour certaines filiales ;
- vérifié que la valeur résultant des flux de trésorerie actualisés a été ajustée du montant de l'endettement de l'entité considérée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives

aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du Code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-5 du Code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Rexel S.A. par votre Assemblée générale du 16 mai 2012 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 25 mai 2016 pour le cabinet KPMG Audit.

Au 31 décembre 2019, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 8^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG Audit dans la 4^{ème} année.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de

l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris la Défense, le 13 février 2020

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Amélie Wattel Pierre Clavié

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

Valérie Besson Jean-Marc Discours



6

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 23 AVRIL 2020





6

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 23 AVRIL 2020 361

- 6.1 Rapport du Conseil d'administration
à l'Assemblée générale mixte
du 23 avril 2020 364**
- 6.2 Texte des projets de résolutions
proposés à l'Assemblée générale
mixte du 23 avril 2020 391**

6.1 Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale mixte du 23 avril 2020

Chers actionnaires,

L'Assemblée générale mixte des actionnaires de Rexel, société anonyme, dont le siège social est situé au 13, boulevard du Fort de Vaux, 75017 Paris (« **Rexel** » ou la « **Société** ») a été convoquée par le Conseil d'administration pour le 23 avril 2020 à 10 h 30 au Châteauform' City George V, 28, avenue George V, 75008 Paris, afin de se prononcer sur les projets de résolutions ci-après présentés (ci-après l'« **Assemblée générale** »).

Les motifs de chacune des résolutions qui sont soumises à votre vote lors de l'Assemblée générale sont détaillés dans le présent rapport.

1. Marche des affaires

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, la performance du Groupe est en ligne avec les objectifs annoncés :

- les performances sont conformes aux objectifs fixés par la Société ;
- les ventes s'élèvent à 13,7 milliards d'euros, en hausse de 1,4 % en données comparables et à nombre de jours constant ;
- la croissance de l'EBITA ajusté s'établit à 5,1 % avec un EBITA ajusté de 685,1 millions d'euros ;
- le ratio d'endettement s'améliore de 20 points de base pour s'établir à 2,47x ; et
- la conversion du *free cash flow* avant l'intérêt et impôts est de 62,5 % (calculée sur l'EBITDAaL).

Le résultat net du Groupe pour l'année 2019 est en hausse de 50,3 % et le résultat net récurrent en progression de 7,5 %.

Une distribution de prime d'un montant de 0,48 euro par action est soumise à l'approbation des actionnaires.

La marche des affaires et la situation financière de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 sont détaillées dans le document d'enregistrement universel de la Société.

2. Résolutions de la compétence de l'Assemblée générale ordinaire

2.1 Approbation des comptes sociaux et consolidés (première et deuxième résolutions)

Les première et deuxième résolutions soumettent à l'approbation des actionnaires les comptes sociaux

et consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'arrêtés par le Conseil d'administration.

Les comptes sociaux font ressortir une perte de 14 542 953,82 euros.

Les comptes consolidés font ressortir un bénéfice de 203,8 millions d'euros.

En application des dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, la première résolution soumet en outre à l'approbation des actionnaires le montant des charges et dépenses visées à l'article 39-4 du Code général des impôts, non déductibles des résultats. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, le montant de ces charges et dépenses s'est élevé à 9 996 euros. Ces charges et dépenses représentent un impôt sur les sociétés d'un montant de 3 441,60 euros (à un taux d'impôt sur les sociétés de 34,43 %). Ces charges et dépenses correspondent à la part d'amortissement excédentaire (part des loyers non déductibles des véhicules pris en location).

Nous vous invitons à approuver ces résolutions.

2.2 Affectation du résultat, distribution d'un montant de 0,48 euro par action par prélèvement sur la prime d'émission (troisième résolution)

Sous réserve que les comptes sociaux et consolidés tels que présentés par le Conseil d'administration soient approuvés par les actionnaires, la troisième résolution soumet à l'approbation des actionnaires l'affectation suivante du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et la distribution suivante :

Origine du résultat à affecter :

- résultat de l'exercice 2019 (14 542 953,82) euros
- report à nouveau antérieur au 31 décembre 2019 0 euro

Total (14 542 953,82) euros

Affectation :

- au poste report à nouveau (14 542 953,82) euros

Solde (14 542 953,82) euros

Il est proposé de verser à chacune des actions composant le capital social et ouvrant droit à distribution, une somme de 0,48 euro, comme suit :

- **Distribution proposée :** 145 129 488,48 euros

Prélevée sur le poste suivant :

- Prime d'émission 145 129 488,48 euros

En conséquence, le compte « prime d'émission » serait ramené de 1 451 198 984 euros à 1 306 069 495,52 euros.

Le droit à cette distribution sera détaché de l'action le 2 juillet 2020 et la distribution sera mise en paiement le 6 juillet 2020.

En cas de cession d'actions intervenant entre la date de l'Assemblée générale et la date de mise en paiement, les droits à la distribution seront acquis à l'actionnaire propriétaire des actions à la veille de la date de détachement.

La distribution envisagée est en ligne avec la politique de Rexel de distribuer au moins 40 % de son résultat

net récurrent, reflétant la confiance du groupe Rexel en sa capacité structurelle à générer un cash-flow important tout au long du cycle.

Il est par ailleurs précisé aux actionnaires que, sous réserve de possibles ajustements liés aux éventuelles variations mentionnées au paragraphe ci-dessus, la distribution aura la nature fiscale, à hauteur de 0,48 euro (sur la base d'un montant de 145 129 488,48 euros, prélevé sur la « prime d'émission », réparti sur 302 353 101 titres), d'un remboursement d'apport ou de prime d'émission au sens de l'article 112 du Code général des impôts, non imposable pour les actionnaires personnes physiques résidant en France mais qui devra venir en réduction du prix de revient fiscal de l'action.

Pour les trois derniers exercices, les sommes distribuées aux actionnaires ont été les suivantes :

	2018	2017	2016
Dividende par action	0,44 euro ⁽¹⁾	0,42 euro ⁽¹⁾	0,40 euro ⁽¹⁾
Nombre d'actions rémunérées	302 193 786	302 027 053	302 056 728
Distribution totale	132 965 265,84 euros ⁽¹⁾	126 851 362,26 euros ⁽¹⁾	120 822 691 euros ⁽¹⁾

(1) Montant(s) éligible(s) à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, tel qu'indiqué à l'article 158-3-2° du Code général des impôts.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

2.3 Conventions réglementées (quatrième résolution)

La quatrième résolution concerne l'approbation des conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce, c'est-à-dire les conventions dites « réglementées » qui ont été, préalablement à leur conclusion, autorisées par le Conseil d'administration.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-40 du Code de commerce, ces conventions ont fait l'objet d'un rapport des Commissaires aux comptes de la Société et doivent être soumises à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société.

Nouvelle(s) convention(s) réglementée(s)

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, aucune autre nouvelle convention réglementée n'a été conclue en dehors de la convention mentionnée au paragraphe 2.4 ci-après.

Conventions dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019

Les conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 sont décrites au paragraphe 3.3.2 du document d'enregistrement

universel de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 et dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes, reproduit dans ledit document d'enregistrement universel.

Nous vous invitons en conséquence à approuver cette résolution.

2.4 Approbation de la modification des engagements de retraite à prestations définies pris au profit de Monsieur Patrick Berard, en sa qualité de Directeur Général conformément aux dispositions de l'article L225-42-1 du Code de commerce (cinquième résolution)

Le Conseil d'administration du 17 décembre 2019 a approuvé le gel des engagements de retraite à prestations définies pris au bénéfice de Patrick Berard, en sa qualité de Directeur Général, conformément à l'ordonnance n° 2019-697 du 3 juillet 2019 relative aux régimes professionnels de retraite supplémentaire. En effet, cette ordonnance prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2020, aucun nouveau droit supplémentaire ne peut être acquis au sein d'un régime de retraite à prestations définies conditionnant la constitution de droits à prestations à l'achèvement de la carrière du bénéficiaire dans l'entreprise, sauf pour les bénéficiaires ayant adhéré avant le 20 mai 2014 à un tel régime qui était, depuis au moins cette dernière

date, fermé à de nouvelles affiliations, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

Lesdits engagements de retraite ont donc été maintenus au bénéfice de Patrick Berard mais ont été « gelés » au 31 décembre 2019, de sorte qu'aucun droit supplémentaire ne pourra être acquis au titre de ce régime à compter du 1^{er} janvier 2020. Il est précisé que les rémunérations versées à compter de cette date pourront néanmoins être prises en compte pour le calcul de la rémunération de référence servant de base au calcul des prestations, conformément à l'article 2 de l'ordonnance du 3 juillet 2019 précitée.

Il est rappelé que le Conseil d'administration en date du 1^{er} juillet 2016 avait décidé de ne pas interrompre le bénéfice du dispositif de retraite supplémentaire à prestations définies dans lequel Patrick Berard avait été maintenu en qualité de salarié avant sa prise de fonctions de mandataire social.

Les droits conditionnels que Patrick Berard pouvait acquérir au titre de son activité de Directeur Général dans le cadre de ce dispositif étaient soumis à des conditions de performance annuelles. Les critères de performance retenus par le Conseil d'administration avaient été alignés sur ceux de la rémunération variable annuelle du Directeur Général (part financière et part non-financière). Les conditions de performance étaient considérées satisfaites si le niveau de paiement de la rémunération variable annuelle atteint au minimum 60 % de la rémunération variable cible pour l'année considérée. Ce n'est qu'en cas d'atteinte des conditions de performance annuelles que les périodes d'activité exercées en qualité de Directeur Général seraient prises en compte pour le calcul de l'ancienneté et que la rémunération perçue au titre des fonctions de Directeur Général serait prise en considération pour l'appréciation de la moyenne des trois meilleures années de rémunération.

Le Directeur Général bénéficie d'un dispositif de retraite à prestations définies composé de deux régimes : un premier régime mis en place unilatéralement à effet du 31 mai 2005 et modifié en dernier lieu à effet du 1^{er} septembre 2016, lequel a été gelé au 30 juin 2009, et un deuxième régime mis en place unilatéralement le 30 mars 2009, à effet du 1^{er} juillet 2009 et modifié en dernier lieu à effet du 1^{er} septembre 2016. Ses caractéristiques sont présentées au paragraphe 3.2.2.3 du document d'enregistrement universel de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, dont les principaux traits sont les suivants :

- la rémunération de référence de ces régimes est la moyenne des trois meilleures années calendaires pleines de rémunération brute perçue ;

- le bénéfice de ces régimes est subordonné à une condition d'ancienneté (de 4 ans s'agissant du premier régime, et en cas d'entrée dans le groupe Rexel avant le 1^{er} janvier 2010 s'agissant du deuxième régime) ;
- s'agissant du premier régime, la formule d'acquisition des droits est fixée à 2,5 % par année de service et la pension de retraite au titre de ce plan et des autres régimes de retraite supplémentaires de Rexel est plafonnée à 12,5 % de la rémunération de référence. S'agissant du deuxième régime, la formule d'acquisition est fixée à 0,50 % ou 1 % en fonction du niveau de rémunération du bénéficiaire ;
- la pension de retraite au titre de ces régimes est plafonnée à 12,5 % de la rémunération de référence s'agissant du premier régime, et 20 % s'agissant du deuxième régime ;
- la rente de réversion est fixée à 60 % (s'agissant du premier régime) et 50 % (s'agissant du deuxième régime) de la retraite supplémentaire calculée sur la base de l'ancienneté et de la rémunération de référence à la date du décès ;
- le bénéficiaire des régimes doit présenter le statut de salarié et/ou de mandataire social, et un statut et une activité de cadre dirigeant, accompagnés d'un certain niveau de responsabilité. Une condition supplémentaire d'entrée dans le groupe Rexel avant le 1^{er} janvier 2010 est posée s'agissant du deuxième régime ;
- les deux régimes sont soumis à des conditions complémentaires d'affiliation au régime de l'assurance vieillesse de la Sécurité sociale française, d'intégration dans la société Rexel Développement (ou Rexel concernant le deuxième régime) à la date du départ à la retraite ou de mise en retraite, d'achèvement définitif de la carrière professionnelle au sein de la société Rexel Développement (ou Rexel concernant le deuxième régime) et de liquidation de la pension de vieillesse du régime de base de la Sécurité sociale française ; et
- les deux régimes peuvent également être maintenus en cas de licenciement après l'âge de 55 ans (sauf faute lourde), sous réserve que l'assuré n'exerce ensuite aucune autre activité professionnelle, en cas de classement en invalidité, en cas de départ anticipé dans le cadre d'un dispositif de préretraite d'entreprise et en cas de décès avant le départ de l'entreprise.

La provision totale enregistrée par Rexel pour l'ensemble des salariés bénéficiant de ce régime supplémentaire de retraite à prestations définies correspond à un engagement de 7,1 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Depuis septembre 2018, le Directeur Général est le dernier bénéficiaire éligible à ce dispositif de retraite à prestations définies. Ce dispositif à l'origine destiné aux cadres dirigeants disparaîtra au départ du Directeur Général, Patrick Berard. À la clôture de l'exercice 2019, le montant annuel de la rente du Directeur Général, au titre de ce dispositif, était évalué à 220 571 euros.

Les engagements sont conformes aux recommandations du Code AFEP-MEDEF et aux dispositions de l'article L.225-42-1 du Code de commerce.

En conséquence, la cinquième résolution soumet à l'assemblée des actionnaires l'approbation du gel des engagements de retraite à prestations définies pris au profit de Patrick Berard. Le Conseil d'administration recommande l'approbation de cette résolution.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

2.5 Approbation de la politique de rémunération applicable au Président du Conseil d'administration, aux administrateurs et au Directeur Général pour l'exercice 2020, mentionnée à l'article L.225-37-2 du Code de commerce (sixième à huitième résolutions)

Conformément à l'article L.225-37-2 du Code de commerce modifié par les dispositions de l'ordonnance n°2019-1234 et du décret n°2019-1235 du 27 novembre 2019, la politique de rémunération applicable au Président du Conseil d'administration, aux administrateurs et au Directeur Général est décrite au paragraphe 3.2.1. « Politique de rémunération applicable aux mandataires sociaux pour l'exercice 2020 soumise à l'approbation des actionnaires (article L.225-37-2 du Code de commerce) » du document d'enregistrement universel de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Ce paragraphe détaille les principes de la politique de rémunération ainsi que les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des différentes composantes de rémunération actuellement prévus par type de fonctions.

Nous vous invitons à approuver la politique de rémunération applicable au Président du Conseil d'administration, aux administrateurs et au Directeur Général pour l'exercice 2020.

2.6 Approbation des informations visées à l'article L.225-37-3, I du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 (neuvième résolution)

En application de l'article L.225-100, II du Code de commerce modifié par les dispositions de

l'ordonnance n°2019-1234 et du décret n° 2019-1235 du 27 novembre 2019, la neuvième résolution soumet à l'approbation des actionnaires les informations visées à l'article L.225-37-3, I du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Les informations concernent notamment les éléments de rémunération (fixe, variable, exceptionnel), les avantages de toute nature, les plans d'attribution d'actions, les indemnités de départ, les engagements de non-concurrence et les engagements de retraite et assimilés.

Les informations mentionnées ci-dessus sont détaillées à la section 3.2.2 « Rémunérations des mandataires sociaux pour l'exercice 2019 (articles L.225-37-3, I et L.225-100 du Code de commerce) » du document d'enregistrement universel de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

2.7 Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 aux dirigeants mandataires sociaux (dixième et onzième résolutions)

En application de l'article L.225-100, III du Code de commerce, modifié par les dispositions de l'ordonnance n° 2019-1234 et du décret n° 2019-1235 du 27 novembre 2019, les dixième et onzième résolutions soumettent à l'approbation des actionnaires les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 à Monsieur Ian Meakins, Président du Conseil d'administration et à Monsieur Patrick Berard, Directeur Général.

Les éléments de rémunération concernés portent sur : (i) la part fixe, (ii) la part variable annuelle et, le cas échéant, la partie variable pluriannuelle avec les objectifs contribuant à la détermination de cette part variable, (iii) les rémunérations exceptionnelles et (iv) les avantages de toute nature.

Les éléments de rémunération mentionnés ci-dessus sont détaillés à la section 3.2.2 « Rémunérations des mandataires sociaux pour l'exercice 2019 (articles L.225-37-3, I et L.225-100 du Code de commerce) » du document d'enregistrement universel de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 et sont repris ci-après.

Ian Meakins, Président non-exécutif du Conseil d'administration :**Ian Meakins (Président non-exécutif du Conseil d'administration) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019**

ÉLÉMENTS DE LA RÉMUNÉRATION VERSÉE OU ATTRIBUÉE SOUMIS AU VOTE	MONTANT OU VALORISATION COMPTABLE		PRÉSENTATION
	MONTANT ATTRIBUÉ AU TITRE DE L'EXERCICE 2019	MONTANT VERSÉ AU COURS DE L'EXERCICE 2019	
Rémunération fixe annuelle	500 000 euros	500 000 euros	<p>Les principes de rémunération de Ian Meakins ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 23 mai 2017, ayant également eu à se prononcer sur le renouvellement de son mandat de Président du Conseil d'administration. Sur la base de ces principes, le Conseil d'administration du 12 février 2019 a fixé la rémunération fixe annuelle brute de Ian Meakins au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 à 500 000 euros.</p> <p>Cette rémunération fixée pour la durée du mandat social, est inchangée depuis la nomination de Ian Meakins en qualité de Président du Conseil d'administration, le 1^{er} octobre 2016.</p> <p>Cette rémunération avait été définie par le Conseil d'administration en tenant compte des pratiques de marchés français et européens, de la forte expertise de Ian Meakins en matière de distribution professionnelle notamment, de ses capacités reconnues de management et de son expérience internationale.</p> <p>Voir paragraphe 3.2.2.4 « Tableaux de synthèse relatifs aux rémunérations versées ou attribuées aux mandataires sociaux » du présent document d'enregistrement universel.</p>
Rémunération variable annuelle	Non applicable		Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération variable annuelle.
Rémunération variable différée	Non applicable		Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération variable différée.
Rémunération variable pluriannuelle	Non applicable		Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération variable pluriannuelle.
Rémunération exceptionnelle	Non applicable		Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération exceptionnelle.
Avantages de toute nature	Non applicable		Ian Meakins ne bénéficie d'aucun avantage en nature.
Valorisation de la rémunération long terme : attribution d'actions de performance	Non applicable		Ian Meakins ne bénéficie d'aucune rémunération long terme.
Indemnité de départ	Non applicable		Ian Meakins ne bénéficie d'aucune indemnité de départ.
Indemnité de non-concurrence	Non applicable		Ian Meakins ne bénéficie d'aucune indemnité de non-concurrence.
Régime de retraite supplémentaire	Non applicable		Ian Meakins ne bénéficie d'aucun régime de retraite supplémentaire.

Patrick Berard, Directeur Général :**Patrick Berard (Directeur Général) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019**

ÉLÉMENTS DE LA RÉMUNÉRATION VERSÉE OU ATTRIBUÉE SOUMIS AU VOTE	MONTANT OU VALORISATION COMPTABLE SOUMIS AU VOTE		PRÉSENTATION
	MONTANT ATTRIBUÉ AU TITRE DE L'EXERCICE 2019	MONTANT VERSÉ AU COURS DE L'EXERCICE 2019	
Rémunération fixe annuelle	650 000 euros	650 000 euros	<p>La rémunération fixe annuelle brute au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 arrêtée par le Conseil d'administration est de 650 000 euros.</p> <p>Cette rémunération fixée pour la durée du mandat social, est inchangée depuis la nomination de Patrick Berard en qualité de Directeur Général à effet au 1^{er} juillet 2016.</p> <p>Cette rémunération avait été définie par le Conseil d'administration en fonction de la carrière, de l'expérience sectorielle et de la responsabilité de Patrick Berard dans cette nouvelle structure de gouvernance, ainsi qu'en tenant compte des différentes composantes de sa rémunération et des pratiques de marché.</p> <p>Voir paragraphe 3.2.2.4 « Tableaux de synthèse relatifs aux rémunérations versées ou attribuées aux mandataires sociaux » du présent document d'enregistrement universel.</p>
Rémunération variable annuelle attribuée au titre de l'exercice 2019	656 565 euros	777 660 euros	<p>La rémunération variable annuelle brute au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019, arrêtée par le Conseil d'administration du 12 février 2020, est de 656 565 euros.</p> <p>La rémunération variable se composait pour 75 % d'objectifs quantitatifs (croissance des ventes en volume, la croissance de l'EBITA ajusté en volume et BFR opérationnel moyen) et pour 25 % d'objectifs qualitatifs. La performance quantitative en pourcentage s'est élevée à 80,90 % et la performance qualitative à 94 %.</p> <p>Ce montant correspond ainsi à 84,2 % de la rémunération variable cible (la rémunération variable cible était fixée à 120 % de la rémunération fixe annuelle), soit 101,01 % de la rémunération fixe pour la période considérée.</p> <p>Pour le détail du calcul de la rémunération variable 2019, voir paragraphe 3.2.2.3 « Rémunération et autres avantages versés ou attribués au Directeur Général, Patrick Berard » du présent document d'enregistrement universel.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du Code de commerce, le versement de la rémunération variable 2019 est conditionné à l'approbation de l'Assemblée générale du 23 avril 2020.</p> <p>La rémunération variable annuelle brute versée au cours de l'exercice 2019, attribuée au titre de l'exercice 2018 (777 660 euros) a fait l'objet d'un vote favorable lors de l'Assemblée générale du 23 mai 2019.</p>
Rémunération variable pluriannuelle	Non applicable		Patrick Berard ne bénéficie d'aucune rémunération variable pluriannuelle au titre de son mandat.
Rémunération exceptionnelle	Non applicable		Patrick Berard ne bénéficie d'aucune rémunération exceptionnelle au titre de son mandat.
Valorisation des avantages de toute nature	6 362 euros		<p>Patrick Berard bénéficie d'avantages en nature comprenant la mise à disposition d'une voiture de fonction à hauteur de 6 362 euros.</p> <p>Voir paragraphe 3.2.2.3 « Rémunération et autres avantages versés ou attribués au Directeur Général, Patrick Berard » du présent document d'enregistrement universel.</p>

Patrick Berard (Directeur Général) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019

ÉLÉMENTS DE LA RÉMUNÉRATION VERSÉE OU ATTRIBUÉE SOUMIS AU VOTE	MONTANT OU VALORISATION COMPTABLE SOUMIS AU VOTE		PRÉSENTATION
	MONTANT ATTRIBUÉ AU TITRE DE L'EXERCICE 2019	MONTANT VERSÉ AU COURS DE L'EXERCICE 2019	
Valorisation de la rémunération long terme : attribution d'actions de performance	859 000 euros <i>(valorisation sur la base de la juste valeur IFRS2 retenue pour les comptes consolidés, soit 8,59 euros pour 2019)</i>		<p>Conformément à l'autorisation accordée par l'Assemblée générale des actionnaires de Rexel du 24 mai 2018, le Conseil d'administration a décidé le 23 mai 2019 de procéder à l'attribution d'actions de performance Rexel. Dans ce cadre, 100 000 actions, intégralement assujetties à conditions de performance, ont été attribuées à Patrick Berard en 2019.</p> <p>Ce nombre d'actions est le nombre maximal pouvant être acquis en cas de surperformance des critères de performance et correspond à un pourcentage maximal d'acquisition de 100 %.</p> <p>Les limites spécifiques d'attribution pour les mandataires sociaux ont été respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> la valeur annuelle des actions de performance attribuées est inférieure à 100 % de la rémunération annuelle fixe et variable cible au titre dudit exercice ; et le nombre de titres attribués à Patrick Berard est inférieur à 10 % de l'enveloppe globale d'actions de performance attribuées à l'ensemble des bénéficiaires. <p>L'acquisition définitive des actions attribuées à Patrick Berard est intégralement soumise à des conditions de présence et de performance appréciées sur une durée de trois ans telles que décrites au paragraphe 3.2.1.4 « Politique de rémunération applicable au Directeur Général pour l'exercice 2020 » du présent document d'enregistrement universel.</p>
Indemnité de départ	Non applicable		Patrick Berard ne bénéficie d'aucune indemnité de départ au titre de son mandat.
Indemnité de non-concurrence	Non applicable		Patrick Berard ne bénéficie d'aucune indemnité de non-concurrence au titre de son mandat.
Régime de retraite supplémentaire	Aucun versement		<p>Compte tenu de la carrière de Patrick Berard (né en 1953) et de son ancienneté (Patrick Berard a rejoint le groupe Rexel en 2003), le Conseil d'administration du 1^{er} juillet 2016 a décidé de ne pas interrompre le bénéfice du dispositif de retraite supplémentaire à prestations définies dans lequel Patrick Berard avait été maintenu en qualité de salarié avant sa prise de fonctions de mandataire social.</p> <p>Le maintien de ce bénéfice a été confirmé par le Conseil d'administration du 24 mai 2018 qui s'est prononcé sur le renouvellement du mandat de Directeur Général de Patrick Berard.</p> <p>Afin de se conformer à l'article L.225-42-1 du Code de commerce, le Conseil d'administration a décidé que les droits conditionnels que Patrick Berard pourrait acquérir au titre de son activité de Directeur Général dans le cadre de ce dispositif seraient soumis à des conditions de performance annuelles.</p> <p>Les critères de performance retenus par le Conseil d'administration du 1^{er} juillet 2016 ont été alignés sur ceux de la rémunération variable annuelle du Directeur Général (part financière et part individuelle). Les conditions de performance seront considérées satisfaites si le niveau de paiement de la rémunération variable annuelle atteint au minimum 60 % de la rémunération variable cible pour l'année considérée.</p> <p>Le Conseil d'administration du 12 février 2020 a constaté la réalisation de la condition de performance pour l'exercice 2019 (le niveau de paiement de la rémunération variable 2019 ayant atteint 84,2 %). La période d'activité et la rémunération perçue au titre des fonctions de mandataire social sur la période considérée seront donc prises en considération pour le calcul des droits conditionnels (dans les limites prévues par le dispositif de retraite tel que décrit au paragraphe 3.2.2.3 « Rémunération et autres avantages versés ou attribués au Directeur Général, Patrick Berard » du présent document d'enregistrement universel).</p>

Nous vous invitons à approuver les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 à Monsieur Ian Meakins,

Président du Conseil d'administration et à Monsieur Patrick Berard, Directeur Général.

2.8 Renouvellement et nomination des administrateurs (douzième à quinzième résolutions)

2.8.1 Ratification de la cooptation de Brigitte Cantaloube en qualité d'administrateur (douzième résolution)

La douzième résolution soumet à l'approbation des actionnaires la ratification de la cooptation par le Conseil d'administration de Brigitte Cantaloube en qualité d'administrateur de la Société en remplacement de Thomas Farrell, démissionnaire.

La cooptation de Brigitte Cantaloube, si elle est approuvée par l'Assemblée générale, ne peut

intervenir que pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019, à tenir en 2020.

Le détail des fonctions de Brigitte Cantaloube figure ci-après :

BRIGITTE CANTALOUBE

(51 ans)

Adresse professionnelle :

Rexel
13, Boulevard du Fort de Vaux
75017 Paris - France

Nombre d'actions Rexel détenues :

-

Expérience et expertise

Administrateur, membre du Comité d'audit et des risques

Brigitte Cantaloube a été cooptée en qualité d'administrateur par le Conseil d'administration le 12 février 2020 en remplacement de Thomas Farrell. La cooptation de Brigitte Cantaloube ainsi que le renouvellement de son mandat d'administrateur sont soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 23 avril 2020.

Brigitte Cantaloube est de nationalité française.

Brigitte Cantaloube était Chef du service numérique du groupe PSA de février 2016 à novembre 2017, en charge de diriger la transformation digitale du groupe ainsi que de la gestion de partenariats avec des acteurs mondiaux du numérique. Brigitte Cantaloube avait auparavant occupé diverses fonctions exécutives au sein du groupe Yahoo! et notamment Vice-Présidente et Directrice Commerciale en charge de la région EMEA, basée à Londres, de 2014 à 2016, Directrice Commerciale et Vice-Présidente des ventes de Yahoo! France de 2009 à 2014, Directrice Commerciale de Yahoo! France de 2008 à 2009 et Directrice Commerciale en charge du secteur Display de 2006 à 2007. Préalablement, elle a été Directrice de la publicité du magazine l'Express en charge du marché de la publicité et de la gestion des revenus publicitaires de 2002 à 2006.

Brigitte Cantaloube a débuté sa carrière comme responsable des ventes au sein du groupe L'Expansion (1992-2002) où elle a occupé diverses fonctions exécutives et notamment celles de Directeur des ventes en charge du magazine La Vie Financière (1996-1999) et de Directeur du marketing et des partenariats en charge du département internet du groupe Expansion (2000-2002).

Brigitte Cantaloube est titulaire d'un master en management de l'EDHEC Lille.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

Durée du mandat

Première nomination :

12 février 2020 (cooptation)

Mandat en cours :

Du 12 février 2020 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019

Le renouvellement de son mandat jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 est soumis à l'approbation de l'Assemblée générale du 23 avril 2020

Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux

Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :

En cours :

En France

- Membre du Conseil d'administration de Rexel
- Membre du Comité d'audit et des risques de Rexel

À l'étranger

-

Au cours des cinq derniers exercices :

En France

-

À l'étranger

-

Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :

En cours :

En France

-

À l'étranger

-

Au cours des cinq derniers exercices :

En France

-

À l'étranger

-

2.8.2 Renouvellement du mandat d'administrateur de Brigitte Cantaloube (treizième résolution)

Les fonctions d'administrateur de Brigitte Cantaloube prendront fin à l'issue de l'Assemblée générale.

En conséquence, la treizième résolution soumet à l'approbation des actionnaires le renouvellement du mandat de Brigitte Cantaloube en qualité d'administrateur. Ce renouvellement interviendrait pour une durée de quatre années, soit jusqu'à l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2023, à tenir en 2024.

Le renouvellement du mandat de Brigitte Cantaloube est proposé dans la mesure où elle est un administrateur indépendant et compte tenu de son expertise à l'international dans le domaine du digital et de la communication.

Le détail des fonctions de Brigitte Cantaloube figure au paragraphe 2.8.1 précédent.

2.8.3 Renouvellement du mandat d'administrateur de Ian Meakins (quatorzième résolution)

Les fonctions d'administrateur de Ian Meakins prendront fin à l'issue de l'Assemblée générale en application des stipulations de l'article 14.2 des statuts de la Société, lequel prévoit que le Conseil d'administration se renouvelle par quart ajusté à l'unité supérieure tous les ans de façon à ce qu'il soit intégralement renouvelé tous les quatre ans.

En conséquence, la quatorzième résolution soumet à l'approbation des actionnaires le renouvellement par anticipation du mandat de Ian Meakins en qualité d'administrateur. Ce renouvellement interviendrait pour une durée de quatre années, soit jusqu'à l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2023, à tenir en 2024.

Le renouvellement du mandat de Ian Meakins est proposé dans la mesure où il est un administrateur indépendant et compte tenu de sa connaissance de la Société ainsi que de son expertise à l'international dans le domaine de la distribution professionnelle et en matière de management.

Le détail des fonctions de Ian Meakins figure ci-après :

IAN MEAKINS

(63 ans)

Adresse professionnelle :

Rexel
13, Boulevard du Fort de Vaux
75017 Paris – France

Nombre d'actions Rexel détenues :

115 250

Expérience et expertise

Président du Conseil d'administration, membre du Comité d'audit et des risques, du Comité des nominations et du Comité des rémunérations

Ian Meakins a été coopté en qualité d'administrateur par le Conseil d'administration le 1^{er} juillet 2016 en remplacement de Rudy Provoost. Il a également été nommé Président du Conseil d'administration le 1^{er} juillet 2016 avec effet au 1^{er} octobre 2016. La cooptation de Ian Meakins ainsi que le renouvellement de son mandat d'administrateur ont été approuvés par l'Assemblée générale du 23 mai 2017.

Ian Meakins est de nationalité britannique.

Ian Meakins était Directeur Général de Wolseley de juillet 2009 à août 2016, date à laquelle il a pris sa retraite de Wolseley. Il était auparavant Directeur Général de Travelex, une société internationale de change et de paiements.

Préalablement, il a été Directeur Général d'Alliance UniChem plc jusqu'à sa fusion avec Boots en juillet 2006. Entre 2000 et 2004, il a été Président en charge des principaux marchés européens et de l'approvisionnement mondial (*European Major Markets and Global Supply*) de Diageo plc, société au sein de laquelle il a occupé différents postes de direction internationale pendant plus de 12 ans. Il était administrateur non-exécutif et administrateur référent de Centrica plc.

Ian Meakins a étudié à l'Université de Cambridge.

Durée du mandat

Première nomination :

1^{er} juillet 2016

Mandat en cours :

Du 23 mai 2017 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux

Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :

En cours :

En France

- Président du Conseil d'administration de Rexel
- Membre du Comité d'audit et des risques de Rexel
- Membre du Comité des nominations de Rexel
- Membre du Comité des rémunérations de Rexel

À l'étranger

-

Au cours des cinq derniers exercices :

En France

- Membre du Comité d'investissement stratégique de Rexel
- Membre du Comité des nominations et des rémunérations de Rexel

À l'étranger

-

Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :

En cours :

En France

-

À l'étranger

- Président non-exécutif de The Learning Network (Pays-Bas – société non cotée)

Au cours des cinq derniers exercices :

En France

-

À l'étranger

- Directeur Général de Wolseley plc (Royaume-Uni – société cotée)
- Président du Comité exécutif de Wolseley plc (Royaume-Uni – société cotée)
- Administrateur non-exécutif et administrateur indépendant de Centrica plc (Royaume-Uni – société cotée)
- Membre du Comité des rémunérations, Comité des nominations et Comité d'audit de Centrica plc (Royaume-Uni – société cotée)

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

2.8.4 Renouvellement du mandat d'administrateur de Patrick Berard (quinzième résolution)

Les fonctions d'administrateur de Patrick Berard prendront fin à l'issue de l'Assemblée générale en application des stipulations de l'article 14.2 des statuts de la Société, lequel prévoit que le Conseil d'administration se renouvelle par quart ajusté à l'unité supérieure tous les ans de façon à ce qu'il soit intégralement renouvelé tous les quatre ans.

En conséquence, la quinzième résolution soumet à l'approbation des actionnaires le renouvellement par

anticipation du mandat de Patrick Berard en qualité d'administrateur. Ce renouvellement interviendrait pour une durée de quatre années, soit jusqu'à l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2023, à tenir en 2024.

Le renouvellement du mandat de Patrick Berard est proposé compte tenu de sa connaissance de la Société, de ses compétences managériales et de son expertise dans le domaine de la stratégie.

Le détail des fonctions de Patrick Berard figure ci-après :

PATRICK BERARD

(66 ans)

Adresse professionnelle :

Rexel
13, Boulevard du Fort de Vaux
75017 Paris – France

Nombre d'actions Rexel détenues :

412 551

Expérience et expertise

Administrateur, Directeur Général

Patrick Berard est administrateur de Rexel depuis le 23 mai 2017.

Patrick Berard est de nationalité française.

Patrick Berard est Directeur Général du Groupe depuis le 1^{er} juillet 2016. Il a rejoint Rexel en 2003 en tant que Directeur Général de Rexel France. En 2007, il prend également la Direction de la zone Europe du Sud (France, Italie, Espagne, Portugal), puis, en 2013, de la Belgique et du Luxembourg, avant d'être nommé Directeur Général Europe en 2015.

Sa carrière a débuté en 1978 au *Pulp and Paper Research Institute of Canada*. De 1980 à 1987, Patrick Berard était consultant chez McKinsey, puis Directeur du Plan & de la Stratégie de la Division Industrie & Ingénierie de Thomson. De 1988 à 1999, il a occupé différentes fonctions chez Polychrome, dont celles de Directeur Général Europe et Vice-Président du Groupe, avant de devenir membre du Comité exécutif de Kodak Polychrome Graphics. Il a occupé le poste de Directeur des opérations d'Antalis (Groupe Arjo Wiggins) de 1999 à 2002, avant d'être nommé, en 2002, Président-Directeur Général de Pinault Bois & Matériaux, une société du groupe Kering (ex. groupe PPR).

Depuis octobre 2019, Patrick Berard est également membre du Conseil d'administration de LKQ Corporation (États-Unis).

Patrick Berard est titulaire d'un Doctorat de Sciences Économiques de l'Université de Grenoble.

Durée du mandat

Première nomination :

23 mai 2017

Mandat en cours :

Du 23 mai 2017 jusqu'à l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq derniers exercices sociaux

Mandats et fonctions au sein du groupe Rexel :

En cours :

En France

- Administrateur de Rexel
- Directeur Général de Rexel
- Administrateur de Rexel France (France – société non cotée)

À l'étranger

- Administrateur de Rexel Sverige AB (Suède – société non cotée)
- Administrateur de Rexel North America Inc. (Canada – société non cotée)
- Président du Conseil d'administration de Rexel USA Inc. (États-Unis – société non cotée)

Au cours des cinq derniers exercices :

En France

- Président de Rexel France (France – société non cotée)
- Président de Dismo France (France – société non cotée)
- Président de Sofinther (France – société non cotée)

À l'étranger

- Administrateur de Rexel Belgium SA (Belgique – société non cotée)
- Administrateur de Electro-Industrie en Acoustiek NV (Belgique – société non cotée)
- Administrateur de Rexel Luxembourg SA (Luxembourg – société non cotée)
- Administrateur de Elektroskandia Norway Holdings AS (Norvège – société non cotée)
- Administrateur de Elektroskandia Norge AS (Norvège – société non cotée)
- Administrateur de Rexel Finland Oy (Finlande – société non cotée)
- Administrateur de Rexel UK Limited (Royaume-Uni – société non cotée)
- Administrateur de Rexel Holding Benelux B.V. (Pays-Bas – société non cotée)
- Administrateur de Moel AB (Suède – société non cotée)
- Président du Conseil d'administration de ABM Rexel (Espagne – société non cotée)

Mandats et fonctions en dehors du groupe Rexel :

En cours :

En France

–

À l'étranger

- Membre du Conseil d'administration de LKQ Corporation (États-Unis – société cotée)

Au cours des cinq derniers exercices :

En France

–

À l'étranger

–

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

2.9 Autorisation à l'effet d'opérer sur les actions de la Société (seizième résolution)

La seizième résolution propose à l'Assemblée générale des actionnaires d'autoriser le Conseil d'administration à racheter les actions de la Société dans les limites fixées par les actionnaires de la Société et conformément aux dispositions législatives et réglementaires.

L'autorisation pourrait notamment être mise en œuvre aux fins (i) d'assurer la liquidité du marché, (ii) de mettre en œuvre tout plan d'option, toute attribution gratuite d'actions ou toute autre attribution, allocation ou cession d'actions au bénéfice des salariés du groupe Rexel et de réaliser toute opération de couverture afférente à ces opérations, (iii) d'assurer la couverture des engagements au titre de droits avec règlement en espèces portant sur l'évolution positive du cours de bourse de l'action de Rexel consentis aux salariés et mandataires sociaux de la Société ou d'une entreprise associée, (iv) de la remise d'actions dans le cadre d'opérations de croissance externe, (v) de la remise d'actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières, (vi) de l'annulation de tout ou partie des actions rachetées.

L'autorisation qui serait, le cas échéant, consentie au Conseil d'administration comprend des limitations relatives au prix maximum de rachat (30 euros), au montant maximal alloué à la mise en œuvre du programme de rachat (250 millions d'euros), au volume de titres pouvant être rachetés (10 % du capital de la Société à la date de réalisation des achats) ou utilisés dans le cadre d'une opération de croissance externe (5 % du capital de la Société). En outre, la Société ne pourrait, à tout moment, détenir plus de 10 % de son capital social.

Le Conseil d'administration ne pourrait, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, poursuivre l'exécution de son programme de rachat d'actions à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Cette autorisation serait consentie pour une durée de 18 mois et priverait d'effet, pour sa partie non utilisée, l'autorisation précédemment consentie.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

3. Résolutions de la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire

3.1 Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions (dix-septième résolution)

Nous vous proposons d'autoriser le Conseil d'administration à réduire le capital social par

annulation de tout ou partie des actions acquises dans le cadre de tout programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée générale des actionnaires de la Société prévoyant cet objectif.

Les réductions de capital auxquelles le Conseil d'administration pourrait procéder en vertu de cette autorisation seraient limitées à 10 % du capital de la Société au jour de l'annulation par période de 24 mois.

Cette autorisation serait conférée pour une durée de 18 mois.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

3.2 Autorisations financières (dix-huitième à vingt-et-unième résolutions)

L'Assemblée générale des actionnaires de la Société consent régulièrement au Conseil d'administration la compétence ou les pouvoirs nécessaires afin de procéder à des émissions d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières, avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, afin de répondre aux besoins de financement du groupe Rexel.

Ainsi, les Assemblées générales extraordinaires des actionnaires de la Société du 24 mai 2018 et du 23 mai 2019 ont consenti au Conseil d'administration les délégations de compétence et autorisations figurant dans le tableau joint en Annexe 1 du présent rapport, étant rappelé que ledit tableau précise les cas et les conditions dans lesquels certaines de ces délégations et autorisations ont été utilisées.

Nous vous rappelons qu'en cas d'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières, la Société entend privilégier les opérations avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Néanmoins, des circonstances particulières peuvent justifier une suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en conformité avec leurs intérêts. Ainsi, la Société pourrait saisir les opportunités offertes par les marchés financiers, notamment compte tenu de la situation actuelle de ceux-ci.

La Société pourrait également associer les salariés du groupe Rexel à son développement, notamment par l'intermédiaire d'une émission de titres qui leur serait réservée ou de l'attribution gratuite d'actions. La Société pourrait réaliser des émissions de titres sous-jacents à des titres émis par la Société ou des filiales du groupe Rexel. La suppression du droit préférentiel de souscription permettrait également la réalisation d'offres publiques d'échange ou d'acquisitions

payées intégralement en titres. Enfin, l'émission de titres pourrait venir rémunérer des apports en nature de titres financiers qui ne seraient pas négociés sur un marché réglementé ou équivalent.

Ces délégations et autorisations ne pourraient pas être utilisées en période d'offre publique sur les titres de la Société initiée par un tiers, sauf autorisation préalable de l'Assemblée générale. Cette restriction ne concernerait pas les émissions réservées aux salariés ou les attributions gratuites d'actions.

Nous vous rappelons également que le montant maximal de l'ensemble des augmentations de capital (hors augmentation de capital par voie de capitalisation de primes, réserves, bénéfices ou autres sommes et hors attribution gratuite d'actions) serait de 720 millions d'euros, soit 144 millions d'actions, représentant environ 47,4 % du capital et des droits de vote de la Société. Le montant maximal de l'ensemble des augmentations de capital sans droit préférentiel de souscription (hors augmentations de capital réservées aux salariés ou attributions gratuites d'actions) serait de 140 millions d'euros, soit 28 millions d'actions, représentant environ 9,2 % du capital et des droits de vote de la Société. Par ailleurs, le montant maximal des titres de créances susceptibles d'être émis ne pourrait excéder 1 milliard d'euros ou la contre-valeur en euros de ce montant à la date de la décision d'émission.

Les projets de résolutions soumis au vote de l'Assemblée générale portant sur des autorisations financières figurent ci-après.

3.2.1 Attribution gratuite d'actions aux membres du personnel salarié et aux mandataires sociaux de la Société et de ses filiales (dix-huitième résolution)

Conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants et L.225-197-1 et suivants du Code de commerce, la dix-huitième résolution vise à autoriser le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes et/ou à émettre de la Société, au profit des membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés directement ou indirectement dans les conditions des articles L.225-197-2 du Code de commerce, ou de certaines catégories d'entre eux.

L'octroi de cette autorisation permettrait au Conseil d'administration de mettre en place des plans d'attributions d'actions au bénéfice des mandataires sociaux et salariés du groupe Rexel tant en France qu'à l'étranger. Ces plans s'inscrivent dans la politique

de rémunération du Groupe depuis de nombreuses années.

Les plans d'attributions d'actions constituent un instrument essentiel pour servir la stratégie de développement et de transformation de Rexel, qui requiert une implication majeure des populations clés pour mener à bien les évolutions nécessaires dans un environnement disruptif et fortement concurrentiel.

En reconnaissant et rétribuant des équipes engagées dans l'ensemble de ses géographies, Rexel améliore sa performance et s'assure que les compétences nécessaires à son développement sont durablement constituées pour renforcer sa présence globale.

Dans une enveloppe inchangée de titres pouvant être attribués, Rexel souhaite accroître le nombre de participants et faire bénéficier de ces attributions une population plus large et opérationnelle, performante et de talent.

L'intégralité des actions attribuées aux mandataires sociaux du Groupe, aux membres du Comité Exécutif, et aux directeurs de régions, de clusters et de pays sera assujettie à des conditions de performance et de présence.

Pour les autres participants, une partie des titres pourrait être attribuée avec une condition de présence exclusivement, dans les conditions limitatives précisées ci-après.

Les principaux termes de l'autorisation soumise à l'Assemblée générale sont les suivants :

Plafonds d'attribution

Le nombre d'actions pouvant être attribuées ne pourra pas être supérieur à 1,4 % du capital de la Société sur une période de 26 mois, apprécié au moment où le Conseil d'administration prendra sa décision.

Ce plafond de 1,4 % du capital de la Société inclura, le cas échéant, les actions qui seraient attribuées aux mandataires sociaux de la Société.

Il est par ailleurs rappelé que des limites supplémentaires s'appliquent aux mandataires sociaux :

1. Le nombre de titres attribués aux mandataires sociaux ne peut excéder 10 % de l'enveloppe globale d'actions attribuées à l'ensemble des bénéficiaires (soit au maximum 0,14 % du capital social sur une période de 26 mois) ; et
2. La valeur annuelle des actions de performance attribuées aux mandataires sociaux ne peut excéder 100 % de leur rémunération fixe et variable cible au titre dudit exercice. Le plafond de

1,4 % du capital de la Société pour une période de 26 mois a été déterminé en fonction du nombre de salariés du groupe Rexel, de l'organisation en place et des enjeux stratégiques. Ce plafond est cohérent avec les pratiques de marché et avec le niveau de consommation de capital des plans octroyés aux populations clés de Rexel, *i.e.* une moyenne de l'ordre de 0,6 % du capital par an.

Il s'agit donc d'une politique stable en nombre d'actions attribuées et en ligne avec les pratiques de marché.

Le nombre total des actions attribuées gratuitement ne devra pas dépasser 10 % du capital social à la date de la décision de leur attribution par le Conseil d'administration. À titre d'information, les actions attribuées gratuitement et non encore livrées pouvaient donner lieu à la création de 5 606 599 actions nouvelles, représentant 1,84 % du capital et des droits de vote de Rexel au 31 décembre 2019.

Conditions d'attribution

Le Conseil d'administration assujettira l'attribution de l'intégralité des actions à une condition de présence et à des conditions de performance pour les mandataires sociaux du Groupe, les membres du Comité exécutif et les directeurs de régions, de clusters et de pays.

Pour les autres participants, une partie des titres pourra être attribuée avec une condition de présence exclusivement, étant précisé que le nombre total d'actions attribuées sous cette seule condition de présence ne pourra pas dépasser 20 % du nombre d'actions pouvant être attribuées dans le cadre de la présente résolution (le reste de l'enveloppe – soit au moins 80 % des actions – restant également assujetti à des conditions de performance).

Dans la limite de 500 actions par bénéficiaire et par plan, quels que soient les bénéficiaires (à l'exception de la population de dirigeants mentionnée ci-dessus), ces actions sous condition de présence seule permettraient :

1. de reconnaître plus largement dans l'organisation une nouvelle population, proche du terrain, performante et de talent, en augmentant ainsi le nombre de bénéficiaires des plans par l'attribution exclusive d'actions sous condition de présence seule ; et
2. d'accroître l'attractivité des plans pour certains des bénéficiaires actuels, en substituant à une partie des actions de performance des actions sous condition de présence seule.

Les critères d'éligibilité, de niveaux d'octroi et de mesure des performances sont déterminés chaque année par le Conseil d'administration sur recommandation du Comité des rémunérations. Les critères de performance retenus pour les plans d'attributions d'actions sont déterminés en lien avec la stratégie du Groupe et exigeants. Pour mémoire, les conditions prévues dans le plan « Key Manager 4+0 » du 22 mai 2014 ont permis l'acquisition définitive de 31 % des actions attribuées, celles prévues dans le plan « Transition 4+0 » du 22 mai 2014 ont permis l'acquisition définitive de 36 % des actions attribuées, celles prévues dans le plan « Key Manager 3+2 » du 28 juillet 2015 ont permis l'acquisition définitive de 18 % des actions attribuées et celles prévues dans le plan « 3+2 » du 23 juin 2016 ont permis l'acquisition définitive de 45 % des actions attribuées.

En cas de vote favorable de l'Assemblée générale, le plan 2020 prévoirait les critères de performance suivants :

- la moyenne annuelle des taux de croissance de l'EBITA 2019-2022, pour 30 % du nombre d'actions de performance attribuées à chaque bénéficiaire ;
- la moyenne annuelle des taux de croissance des ventes organiques 2019-2022, pour 30 % du nombre d'actions attribuées à chaque bénéficiaire ;
- la moyenne entre les années 2020, 2021 et 2022 du ratio de trésorerie libre avant intérêts et impôts/EBITDA, pour 20 % du nombre d'actions de performance attribuées à chaque bénéficiaire ; et
- la performance relative du titre Rexel par rapport à l'indice SBF 120 GR, pour 20 % du nombre d'actions de performance attribuées à chaque bénéficiaire.

Toute attribution d'actions, à l'exception de l'enveloppe maximale de 20 % telle que décrite ci-dessus, serait soumise à l'atteinte d'objectifs de performance exigeants et adaptés à l'environnement actuel de Rexel. Ces objectifs seraient définis conformément au Plan Moyen Terme (PMT) de Rexel, tel qu'approuvé par le Conseil d'administration, le PMT précisant les objectifs du Groupe pour les trois prochaines années.

Les niveaux de performance relatifs aux critères de performance internes seraient appréciés à l'issue de la période de trois ans, et correspondraient à la moyenne des performances annuelles (annualisation des objectifs du PMT). Le niveau de performance relatif au titre Rexel serait également apprécié à l'issue de la période de trois ans.

Le niveau de réalisation attendu et la performance atteinte seront communiqués de manière très précise *ex-post* dans le document d'enregistrement

universel. Une communication *ex-ante* des objectifs ne permettrait pas de préserver les intérêts de l'entreprise en communiquant des indications sur sa stratégie long-terme dans un environnement fortement concurrentiel. Les critères financiers principaux (croissance des ventes et de l'EBITA) sur trois ans sont voulus plus contraignants que les guidances annuelles.

Les actions de performance attribuées le 24 mai 2018 et le 23 mai 2019 sur la base de l'autorisation consentie par l'Assemblée générale du 24 mai 2018 sont résumées ci-après (pour plus de détails, se reporter au paragraphe 3.7.2.6 « Attribution gratuite d'actions » du document d'enregistrement universel pour l'exercice clos le 31 décembre 2019) :

Nombre d'actions attribuées le 24 mai 2018	1 900 032
Représentant un pourcentage du capital social au 31 décembre 2019 de	0,56 %
Dont mandataires sociaux	
Patrick Berard	100 000*
Nombre de bénéficiaires	827

* Montant ajusté : 103 442. Le nombre d'actions de performance encore en période d'acquisition au 5 juillet 2019 a été ajusté, par décision du Directeur Général en date du 5 juillet 2019 (sur délégation de pouvoirs octroyée par le Conseil d'administration du 23 mai 2019). Cette décision visait à protéger les droits des bénéficiaires et faisait suite à la distribution aux actionnaires d'une somme de 0,44 € par action dont 0,347 € prélevé sur la prime d'émission.

Nombre d'actions attribuées le 23 mai 2019	2 082 522
Représentant un pourcentage du capital social au 31 décembre 2019 de	0,69 %
Dont mandataires sociaux	
Patrick Berard	100 000**
Nombre de bénéficiaires	1 039

** Montant ajusté : 103 442. Le nombre d'actions de performance encore en période d'acquisition au 5 juillet 2019 a été ajusté, par décision du Directeur Général en date du 5 juillet 2019 (sur délégation de pouvoirs octroyée par le Conseil d'administration du 23 mai 2019). Cette décision visait à protéger les droits des bénéficiaires et faisait suite à la distribution aux actionnaires d'une somme de 0,44 € par action dont 0,347 € prélevé sur la prime d'émission.

Périodes d'acquisition et de conservation

L'attribution des actions ne serait effective qu'au terme d'une période d'acquisition minimale de trois ans et sous condition de présence.

Par ailleurs, l'attribution définitive des actions pourrait avoir lieu avant le terme de la période d'acquisition en cas d'invalidité des bénéficiaires correspondant au classement dans la 2^e ou la 3^e catégorie prévues à l'article L.341-4 du Code de la Sécurité sociale (ou équivalent hors de France). Les actions seraient alors librement cessibles immédiatement.

Il est rappelé que conformément à la politique de rémunération de Rexel, les mandataires sociaux sont soumis à une obligation de conservation minimale de 20 % des titres acquis dans le cadre de ces dispositifs jusqu'à cessation de leurs fonctions.

Depuis 2014, Rexel applique des critères de performance mesurés sur une période minimale de trois ans afin d'être en ligne avec les pratiques de marché.

Durée de l'autorisation

L'autorisation serait consentie pour une durée de 26 mois à compter de la date de l'Assemblée générale.

L'ensemble de ces éléments démontre la volonté du groupe Rexel de s'aligner sur les meilleures pratiques de marché en matière d'attribution d'actions de performance et à répondre ainsi aux attentes de ses actionnaires en ce domaine.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

3.2.2 Attribution gratuite d'actions en faveur des salariés ou mandataires sociaux qui souscrivent à un plan d'actionnariat du Groupe (dix-neuvième résolution)

Conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants et L.225-197-1 et suivants du Code de commerce, la dix-neuvième résolution vise à autoriser le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes et/ou à émettre de la Société, au profit des membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés directement ou indirectement dans les conditions des articles L.225-197-2 du Code de commerce, qui souscrivent à un plan d'actionnariat salarié du Groupe qui serait notamment mis en place dans le cadre d'une augmentation de capital qui leur serait réservée, effectuée en application de la dix-neuvième résolution de l'Assemblée générale extraordinaire du 24 mai 2018 ou de toute résolution qui viendrait s'y substituer (notamment la vingtième résolution soumise à l'Assemblée générale des actionnaires du 23 avril 2020) ou dans le cadre d'une cession d'actions existantes réservée aux adhérents d'un plan d'épargne du groupe Rexel.

L'octroi de cette autorisation permettrait au Conseil d'administration de mettre en place des plans d'attribution gratuite d'actions au bénéfice des salariés ou mandataires sociaux éligibles à un plan d'actionnariat salarié qui souscriraient à un tel plan. En effet, un abondement est souvent attribué aux personnes qui souscrivent aux plans d'actionnariat

et il peut être nécessaire, en particulier dans les pays autres que la France, que cet abondement prenne la forme d'une attribution gratuite d'actions.

Cet outil a été mis en place par Rexel au cours des dernières années dans le cadre de ses plans « Opportunity » en dehors de la France. Cette résolution est donc nécessaire pour lui permettre d'assurer une continuité dans la structuration de ses plans d'actionnariat salarié.

Dans une telle structure, les actions gratuites peuvent notamment être attribuées au moment du règlement-livraison des actions souscrites dans le cadre du plan d'actionnariat et être livrées sous condition de présence, par exemple au terme d'une période minimale de 4 ans, c'est-à-dire à une date proche de la date de déblocage des actions dans le cadre du plan d'épargne du groupe Rexel.

Aucune période de conservation n'est dans ce cas applicable.

Il est cohérent de ne pas soumettre ces actions à des conditions de performance puisqu'il s'agit d'un avantage lié à un investissement du salarié ou du mandataire dans le plan d'actionnariat salarié.

Les principaux termes de l'autorisation soumise à l'Assemblée générale sont les suivants :

Plafonds d'attribution

Le nombre d'actions pouvant être attribuées gratuitement ne pourrait pas être supérieur à 0,3 % du capital de la Société, apprécié au moment où le Conseil d'administration prendra sa décision.

Le nombre total des actions attribuées gratuitement ne devra pas dépasser 10 % du capital social à la date de la décision de leur attribution par le Conseil d'administration.

Conditions d'attribution

Le Conseil d'administration déterminerait les conditions d'attribution et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions. Le Conseil d'administration devra assujettir l'attribution des actions à une condition de présence. Il pourra toutefois prévoir des exceptions à cette condition de présence dans des cas très particuliers.

Périodes d'acquisition et de conservation

L'attribution des actions ne serait effective qu'au terme d'une période d'acquisition minimale de quatre ans, sans période de conservation.

Par ailleurs, l'attribution définitive des actions pourrait avoir lieu avant le terme de la période d'acquisition en cas d'invalidité des bénéficiaires correspondant

au classement dans la 2^e ou 3^e catégorie prévues à l'article L.341-4 du Code de la Sécurité sociale (ou équivalent hors de France). Les actions seraient alors librement cessibles immédiatement.

Durée de l'autorisation

L'autorisation serait consentie pour une durée de 26 mois à compter de la date de l'Assemblée générale.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

3.2.3 Augmentations de capital réservées aux salariés avec suppression du droit préférentiel de souscription (vingtième résolution)

La vingtième résolution vise à consentir au Conseil d'administration l'autorisation de réaliser des émissions de titres avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des salariés du groupe Rexel adhérents à un plan d'épargne entreprise ou groupe, établi en commun par la Société et les entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de commerce et de l'article L.3344-1 du Code du travail.

Les émissions porteraient sur des actions ordinaires, des valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital ou donnant droit, immédiatement ou à terme, à l'attribution de titres de créance et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des titres de capital à émettre.

Cette autorisation serait limitée à 2 % du capital de la Société. Le montant des émissions réalisées en vertu de cette autorisation, ainsi qu'en vertu de la vingtième résolution de l'Assemblée générale extraordinaire du 24 mai 2018 ou de toute résolution qui viendrait s'y substituer (notamment la vingt-et-unième résolution de l'Assemblée générale du 23 avril 2020 si celle-ci est adoptée) ne pourrait pas excéder un plafond de 2 % du capital de la Société. Ce plafond s'imputerait sur le plafond fixé à la quinzième résolution de l'Assemblée générale extraordinaire du 23 mai 2019 ou à toute résolution de même nature qui s'y substituerait.

Le ou les prix de souscription serait ou seraient fixé(s) par le Conseil d'administration en application des articles L.3332-19 et suivants du Code du travail.

En conséquence, s'agissant de titres déjà cotés sur un marché réglementé, le prix de souscription ne pourrait pas être supérieur à la moyenne des cours cotés lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la période de souscription. En outre, le prix de souscription ne pourrait pas être inférieur de plus de 20 % à cette moyenne.

Par ailleurs, en application des dispositions de l'article L.3332-21 du Code du travail, le Conseil d'administration pourrait prévoir l'attribution d'actions à émettre ou déjà émises ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société à émettre ou déjà émis, au titre (i) de l'abondement qui pourra être versé en application des règlements de plans d'épargne d'entreprise ou de groupe, et/ou (ii), le cas échéant, de la décote. Cette autorisation serait consentie pour une durée de 26 mois et privera d'effet à compter de la date de l'Assemblée générale, à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, la délégation donnée par l'Assemblée générale du 24 mai 2018 dans sa dix-neuvième résolution.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

3.2.4 Émission de titres réservée à des catégories de bénéficiaires pour permettre la réalisation d'opérations d'actionnariat des salariés avec suppression du droit préférentiel de souscription (vingt-et-unième résolution)

La vingt-et-unième résolution vise à consentir au Conseil d'administration l'autorisation d'augmenter le capital social par émission de titres avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des catégories de bénéficiaires énumérées dans la résolution (salariés des entreprises non françaises du groupe Rexel et intermédiaires pouvant agir pour leur compte) afin de permettre à ces salariés de bénéficier de formules d'actionnariat ou d'épargne salariale équivalentes ou semblables en termes d'avantage économique à celles dont bénéficieraient les autres salariés du groupe Rexel dans le cadre de la dix-neuvième résolution de l'Assemblée générale extraordinaire du 24 mai 2018 (ou de toute résolution qui viendrait s'y substituer, notamment la vingtième résolution de l'Assemblée générale du 23 avril 2020 si celle-ci est adoptée) et de bénéficier, le cas échéant, d'un cadre juridique et fiscal plus favorable que celui de la résolution précitée.

Les émissions porteraient sur des actions ordinaires, des valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des titres de capital à émettre.

Cette autorisation serait limitée à 1 % du capital de la Société. Le montant des émissions réalisées en vertu de la présente résolution et de la dix-neuvième résolution de l'Assemblée générale extraordinaire du 24 mai 2018 (ou de toute résolution qui viendrait s'y substituer, notamment la vingtième résolution de l'Assemblée générale du 23 avril 2020 si celle-ci est

adoptée) ne pourrait pas excéder un plafond de 2 % du capital de la Société. Ce plafond s'imputerait sur le plafond fixé à la quinzième résolution de l'Assemblée générale extraordinaire du 23 mai 2019 ou à toute résolution de même nature qui s'y substituerait.

Le ou les prix de souscription pourra ou pourront être fixé(s) dans les mêmes conditions que celles prévues par l'article L.3332-19 du Code du travail, le montant de la décote s'élevant au maximum à 20 % d'une moyenne des cours cotés lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture des souscriptions. Le Conseil d'administration pourra réduire ou supprimer la décote ainsi consentie, s'il le juge opportun, notamment pour tenir compte, inter alia, des réglementations applicables dans les pays concernés.

Le prix de souscription pourra aussi, conformément à la réglementation locale applicable au *Share Incentive Plan* pouvant être proposé dans le cadre de la législation au Royaume-Uni, être égal au cours le moins élevé entre (i) le cours de l'action sur le marché réglementé d'Euronext à Paris à l'ouverture de la période de référence de ce plan, cette période ne pouvant dépasser une durée de 12 mois, et (ii) un cours constaté après la clôture de cette période dans un délai fixé en application de ladite réglementation.

Ce prix sera dans ce cas fixé sans décote par rapport au cours retenu.

Cette autorisation serait consentie pour une durée de dix-huit mois (étant précisé que dans l'hypothèse où la vingtième résolution de l'Assemblée générale du 23 avril 2020 ne serait pas adoptée, cette durée serait limitée à la durée de validité de la dix-neuvième résolution de l'Assemblée générale du 24 mai 2018, soit jusqu'au 24 juillet 2020) et privera d'effet à compter de la date de l'Assemblée générale la délégation donnée par l'Assemblée générale du 24 mai 2018 dans sa dix-neuvième résolution.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

3.3 Modifications statutaires (vingt-deuxième à vingt-septième résolutions)

3.3.1 Modification de l'article 10 des statuts afin de mettre en conformité les dispositions relatives à l'identification des actionnaires avec les nouvelles exigences législatives et réglementaires (vingt-deuxième résolution)

La loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 a modifié l'article L.228-1 du Code de commerce relatif à l'identification des porteurs de titres. En conséquence, la vingt-deuxième résolution soumet à l'approbation

des actionnaires la modification de l'article 10 des statuts de la Société afin de répondre aux nouvelles dispositions législatives et réglementaires applicables.

L'article 10 serait rédigé de la façon suivante :

« Article 10 – IDENTIFICATION DES ACTIONNAIRES

La Société se tient informée de la composition de son actionnariat dans les conditions prévues par la Loi.

À ce titre, la Société peut faire usage de toutes les dispositions légales prévues en matière d'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées d'actionnaires. »

La modification des statuts requiert une autorisation de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

3.3.2 Modification de l'article 14 des statuts afin de mettre en conformité les dispositions relatives à la composition du Conseil d'administration avec les nouvelles exigences législatives et réglementaires (vingt-troisième résolution)

La loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 a modifié l'article L.225-27-1 du Code de commerce afin de prévoir la nomination de deux administrateurs représentant les salariés dans les sociétés dont le nombre d'administrateurs est supérieur à huit. En conséquence, la vingt-troisième résolution soumet à l'approbation des actionnaires la modification des paragraphes 7.1 et 7.2 de l'article 14 des statuts de la Société afin de prévoir la désignation d'un second administrateur représentant les salariés lorsque le nombre d'administrateurs est supérieur à huit, et sous réserve que ce critère soit toujours rempli au jour de sa désignation.

Les paragraphes 7.1 et 7.2 de l'article 14 seraient rédigés de la façon suivante :

« 7 Administrateurs représentant les salariés

7.1. Conformément à l'article L.225-27-1 du Code de commerce, le Conseil d'administration comprend un ou deux administrateurs représentant les salariés du Groupe, désigné comme suit.

Lorsque le nombre d'administrateurs, calculé conformément à la loi, est inférieur ou égal à huit, le Conseil d'administration comprend un administrateur représentant les salariés désignés par l'organisation syndicale ayant obtenu le plus de suffrages au premier tour des élections mentionnées aux articles L.2122-1 et L.2122-4 du Code du travail dans la Société et ses filiales,

directes ou indirectes, dont le siège social est fixé sur le territoire français.

Lorsque le nombre d'administrateurs est supérieur à huit, et sous réserve que ce critère soit toujours rempli au jour de sa désignation, un second administrateur représentant les salariés est désigné par le comité d'entreprise européen. Cette désignation intervient dans un délai de six mois à compter du dépassement du seuil de huit administrateurs.

En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, d'un siège d'administrateur représentant les salariés, le siège vacant est pourvu conformément aux dispositions de l'article L.225-34 du Code de commerce.

7.2 La durée du mandat des administrateurs salariés est de quatre ans

Les fonctions de l'administrateur désigné en application de l'article L.225-27-1 du Code de commerce prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

En outre, leur mandat prend fin de plein droit lorsque ces représentants des salariés ne remplissent plus les conditions d'éligibilité prévues à l'article L.225-28 du Code de commerce ou encore en cas de rupture de leur contrat de travail conformément à l'article L.225-32 dudit Code.

La réduction à huit ou moins de huit du nombre des administrateurs nommés par l'Assemblée générale annuelle est sans effet sur la durée du mandat de l'ensemble des représentants des salariés au Conseil d'administration, qui prend fin à l'arrivée de son terme normal. »

Le reste de l'article demeurerait inchangé.

La modification des statuts requiert une autorisation de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

3.3.3 Modification de l'article 17 des statuts afin d'insérer la faculté pour le Conseil d'administration de délibérer par voie de consultation écrite (vingt-quatrième résolution)

La loi n°2019-744 du 19 juillet 2019 a modifié l'article L.225-37 du Code de commerce afin de permettre au Conseil d'administration de prendre certaines décisions (attributions propres du Conseil d'administration, transfert du siège social dans le même département, cooptation d'un membre du

Conseil, autorisation des cautions, avals et garanties, mise en conformité des statuts avec les dispositions législatives et réglementaires, convocation de l'Assemblée générale) par voie de consultation écrite pour autant que cette faculté soit prévue par les statuts.

En conséquence, la vingt-quatrième résolution soumet à l'approbation des actionnaires la modification de l'article 17 des statuts de la Société afin de permettre au Conseil d'administration de prendre certaines décisions par voie de consultation écrite dans les limites prévues par la loi.

L'article 17 serait rédigé de la façon suivante :

« Article 17 - DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. *Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, et au moins une fois par trimestre, sur la convocation de son président ou de son vice-président.*

Le Conseil d'administration peut se tenir par voie de réunion physique, de visioconférence, de tous autres moyens de télécommunications ou par voie de consultation écrite, dans les conditions prévues par la Loi en vigueur et conformément aux stipulations suivantes.

2. *Réunion physique, par voie de visioconférence ou tous autres moyens de télécommunication*

Sauf accord écrit de tous les membres du Conseil d'administration, les convocations doivent être faites par tous moyens écrits, y compris par fax ou par mail, au moins trois (3) jours avant la date de la réunion et être accompagnées de l'ordre du jour de la réunion et de tous documents préparés en vue d'être soumis au Conseil d'administration. Toutefois, lorsque tous les membres du Conseil d'administration sont présents ou représentés (y compris par voie de participation ou représentation lors des conférences téléphoniques ou audiovisuelles) lors d'une réunion, celle-ci peut intervenir sans convocation préalable et sans l'obligation de respecter le délai de trois (3) jours.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Toutefois, si le Conseil d'administration ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, un groupe d'administrateurs peut, à la condition de représenter au moins le tiers des membres en fonctions, demander au président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé. Hors ce cas, l'ordre du jour est arrêté par le président et doit en tout état de cause être mentionné dans l'avis de convocation.

Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque membre du Conseil d'administration disposant d'une voix et ne pouvant représenter plus d'un de ses collègues.

Conformément à la réglementation applicable, un règlement intérieur du Conseil d'administration sera établi pour déterminer les participations et le vote aux séances du Conseil d'administration réunis par visioconférence ou par tous autres moyens de télécommunications.

À la condition que le règlement intérieur du Conseil d'administration le prévoit, seront réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participeront à des réunions du Conseil d'administration par des moyens de visioconférence ou par tous autres moyens de télécommunications conformément au règlement intérieur.

En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante, si et seulement si le Conseil d'administration est composé d'un nombre pair d'administrateurs en fonctions et uniquement lors des réunions présidées par le Président du Conseil d'administration.

3. *Consultation écrite*

Le Conseil d'administration peut également, au choix de son président, délibérer par voie de consultation écrite sur les décisions telles que prévues par la Loi.

En cas de consultation écrite, le président adresse à chaque administrateur, alternativement (i) par lettre recommandée avec accusé de réception ou (ii) par courrier électronique avec accusé de réception, le texte des décisions proposées ainsi que tous documents utiles à son information.

Les administrateurs disposent d'un délai de cinq jours (clos à 23h59, heure de Paris, le dernier jour de ce délai) à compter de la date d'envoi du projet des décisions pour émettre leur vote par écrit. La réponse est adressée alternativement (i) par lettre recommandée avec accusé de réception ou (ii) par courrier électronique avec accusé de réception, à l'attention du Président du Conseil d'administration, au siège social de la Société.

Le Conseil d'administration ne délibère valablement sur consultation écrite que si la moitié au moins de ses membres a répondu dans le délai indiqué ci-dessus.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres ayant répondu, chaque membre disposant d'une voix.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante, si et seulement si un nombre pair d'administrateurs en fonctions a émis un vote conformément aux présentes stipulations.

4. *Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil d'administration, et qui mentionne le nom des administrateurs ayant participé aux délibérations par visioconférence ou par tous autres moyens de télécommunications ou ayant voté par correspondance.*

5. *Les délibérations du Conseil d'administration (y compris par voie de consultation écrite) sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés par le président de séance et au moins par un administrateur ou, en cas d'empêchement du président, par deux administrateurs au moins sous réserve des stipulations applicables aux décisions prises par consultation écrite.*

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du Conseil d'administration, le Directeur Général, les directeurs généraux délégués, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions du président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet. »

La modification des statuts requiert une autorisation de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

3.3.4 Modification de l'article 19 des statuts afin d'étendre la limite d'âge d'exercice des fonctions du Directeur Général (vingt-cinquième résolution)

Dans le cadre du plan de succession revu et arrêté par le Conseil d'administration, il est proposé que Patrick Berard, Directeur Général, âgé de 66 ans, soit maintenu dans ses fonctions, jusqu'en 2023. En conséquence, la limite d'âge prévue dans les statuts pour l'exercice des fonctions du Directeur Général, devrait être portée de 68 ans à 70 ans.

En outre, pendant cette période, Patrick Berard accompagnerait de manière transitoire son éventuel successeur.

En conséquence, la vingt-cinquième résolution vise à modifier la limite d'âge prévue dans les statuts pour l'exercice des fonctions de Directeur Général.

Le deuxième paragraphe de l'article 19 serait modifié de la façon suivante :

« 2. Lorsque la Direction Générale de la Société est assumée par le président, les dispositions légales, réglementaires ou statutaires relatives au Directeur Général lui sont applicables et il prend le titre de Président-Directeur Général.

Lorsque le Conseil d'administration choisit la dissociation de la présidence du Conseil d'administration et de la direction générale de la Société, le conseil procède à la nomination du Directeur Général, fixe la durée de son mandat et l'étendue de ses pouvoirs dans le respect de la Loi et des présents statuts. Les décisions du Conseil d'administration limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers.

Pour l'exercice de ses fonctions, le Directeur Général doit être âgé de moins de 70 ans. Lorsqu'il atteint cette limite d'âge en cours de fonctions, lesdites fonctions cessent de plein droit et le Conseil d'administration procède à la nomination d'un nouveau Directeur Général. Ses fonctions de Directeur Général se prolongent cependant jusqu'à la date de réunion du Conseil d'administration qui doit procéder à la nomination de son successeur. Sous réserve de la limite d'âge telle qu'indiquée ci-avant, le Directeur Général est toujours rééligible.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration.

En cas d'empêchement temporaire du Directeur Général, le Conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de Directeur Général. »

Le reste de l'article demeurerait inchangé.

La modification des statuts requiert une autorisation de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

3.3.5 Modification de l'article 20 des statuts afin de mettre en conformité les dispositions relatives à la rémunération des administrateurs avec les nouvelles exigences législatives et réglementaires (vingt-sixième résolution)

La loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 a modifié l'article L.225-45 du Code de commerce en supprimant le terme « jetons de présence » par celui de « rémunération ». En conséquence, la vingt-sixième résolution soumet à l'approbation des actionnaires la modification de l'article 20 des statuts de la

Société afin de répondre aux nouvelles dispositions législatives et réglementaires applicables.

Le premier paragraphe de l'article 20 serait rédigé de la façon suivante :

« 1. *L'Assemblée générale ordinaire peut allouer aux administrateurs en rémunération de leur activité une somme fixe annuelle, dont le montant est porté aux charges d'exploitation de la Société et reste maintenu jusqu'à décision contraire de l'Assemblée générale. Le Conseil d'administration répartit cette rémunération entre les administrateurs comme il l'entend. Dans les sociétés dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé, cette répartition est déterminée dans les conditions prévues par la Loi.* »

Le reste de l'article demeure inchangé.

La modification des statuts requiert une autorisation de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

3.3.6 Modification de l'article 22 des statuts afin de mettre en conformité les dispositions relatives aux conventions réglementées avec les nouvelles exigences législatives et réglementaires (vingt-septième résolution)

La loi n° 2019-486 du 22 mai 2019, complétée par l'ordonnance n°2019-1234 et le décret n° 2019-1235 du 27 novembre 2019, ont modifié les dispositions applicables à la procédure de contrôle et de publicité des conventions réglementées ainsi que des conventions portant sur des opérations courantes et

conclues à des conditions normales. En conséquence, la vingtième-septième résolution soumet à l'approbation des actionnaires la suppression du deuxième paragraphe de l'article 22 des statuts de la Société afin de répondre aux nouvelles dispositions législatives et réglementaires applicables.

L'article 22 serait rédigé de la façon suivante :

« Article 22 - *CONVENTIONS CONCLUES PAR LA SOCIÉTÉ AVEC SES ACTIONNAIRES OU SES DIRIGEANTS*

Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et ses actionnaires ou l'un d'entre eux ou entre la Société et ses dirigeants ou l'un d'entre eux sera soumise à la procédure applicable telle que définie par la Loi. »

La modification des statuts requiert une autorisation de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

3.4 Pouvoirs pour les formalités légales (vingt-huitième résolution)

La vingt-huitième résolution concerne les pouvoirs devant être consentis en vue d'accomplir les formalités consécutives à la tenue de l'Assemblée générale, en particulier les formalités de dépôt et de publicité.

Nous vous invitons à approuver cette résolution.

Fait à Paris

Le 12 février 2020

Le Conseil d'administration

Annexe 1

Délégations et autorisations

AUTORISATIONS EN COURS					AUTORISATIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 AVRIL 2020		
NATURE DE LA DÉLÉGATION	DATE DE L'AG (N° DE LA RÉSOLUTION)	DURÉE (DATE D'EXPIRATION)	MONTANT MAXIMUM AUTORISÉ	UTILISATION	N° RÉSOLUTION	DURÉE	PLAFOND
AUTORISATIONS DONT LE RENOUELEMENT N'EST PAS SOUMIS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 AVRIL 2020							
Augmentation du capital social							
Émission avec maintien du droit préférentiel de souscription	23 mai 2019 (résolution 15)	26 mois (22 juillet 2021)	Titres de capital : 720 000 000 € (soit 144 000 000 d'actions) Ce plafond est commun aux 16 ^e à 20 ^e résolutions Titres de créance : 1 000 000 000 € Ce plafond est commun aux 16 ^e à 20 ^e résolutions	N/A	N/A	N/A	N/A
Émission par voie d'offre au public, avec suppression du droit préférentiel de souscription	23 mai 2019 (résolution 16)	26 mois (22 juillet 2021)	Titres de capital : 140 000 000 € (soit 28 000 000 d'actions) Ce plafond est commun aux 17 ^e et 20 ^e résolutions Ce plafond s'impute sur le plafond prévu à la 15 ^e résolution Titres de créance : 1 000 000 000 € Ce plafond s'impute sur le plafond prévu à la 15 ^e résolution Le prix d'émission est fixé conformément aux dispositions légales applicables au jour de l'émission (à ce jour, la moyenne pondérée des cours cotés de l'action de la Société lors des trois dernières séances de bourse précédant l'ouverture de l'offre au public, éventuellement diminuée d'une décote de 10 %)	N/A	N/A	N/A	N/A

AUTORISATIONS EN COURS					AUTORISATIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 AVRIL 2020		
NATURE DE LA DÉLÉGATION	DATE DE L'AG (N° DE LA RÉSOLUTION)	DURÉE (DATE D'EXPIRATION)	MONTANT MAXIMUM AUTORISÉ	UTILISATION	N° RÉSOLUTION	DURÉE	PLAFOND
Émission par voie d'offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, avec suppression du droit préférentiel de souscription	23 mai 2019 (résolution 17)	26 mois (22 juillet 2021)	Titres de capital : 140 000 000 € (soit 28 000 000 d'actions) Ce plafond s'impute sur les plafonds prévus aux 15 ^e et 16 ^e résolutions Titres de créance : 1 000 000 000 € Ce plafond s'impute sur le plafond prévu à la 15 ^e résolution Le prix d'émission est fixé conformément aux dispositions légales applicables au jour de l'émission (à ce jour, la moyenne pondérée des cours cotés de l'action de la Société lors des trois dernières séances de bourse précédant l'ouverture de l'offre au public, éventuellement diminuée d'une décote de 10 %)	N/A	N/A	N/A	N/A
Autorisation consentie à l'effet d'augmenter le montant de l'émission initiale avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription	23 mai 2019 (résolution 18)	26 mois (22 juillet 2021)	15 % de l'émission initiale Ce plafond s'impute sur le plafond applicable à l'émission initiale et sur le plafond prévu à la 15 ^e résolution	N/A	N/A	N/A	N/A

AUTORISATIONS EN COURS					AUTORISATIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 AVRIL 2020		
NATURE DE LA DÉLÉGATION	DATE DE L'AG (N° DE LA RÉSOLUTION)	DURÉE (DATE D'EXPIRATION)	MONTANT MAXIMUM AUTORISÉ	UTILISATION	N° RÉSOLUTION	DURÉE	PLAFOND
Fixation du prix des émissions réalisées par voie d'offre au public ou d'offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans la limite de 10 % du capital par an	23 mai 2019 (résolution 19)	26 mois (22 juillet 2021)	10 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration fixant le prix d'émission par an Ce plafond s'impute sur le plafond applicable à l'émission initiale et sur le plafond prévu à la 15 ^e résolution Le prix d'émission sera au moins égal au cours moyen pondéré de l'action de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris lors de la dernière séance de bourse précédant l'émission, diminué éventuellement d'une décote maximale de 5 %	N/A	N/A	N/A	N/A
Émission dans la limite de 10 % du capital, en rémunération d'apports en nature	23 mai 2019 (résolution 20)	26 mois (22 juillet 2021)	10 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration décidant l'émission Ce plafond s'impute sur les plafonds prévus aux 15 ^e et 16 ^e résolutions	N/A	N/A	N/A	N/A
Augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres dont la capitalisation serait admise	23 mai 2019 (résolution 21)	26 mois (22 juillet 2021)	200 000 000 € (soit 40 000 000 d'actions) Ce plafond ne s'impute sur aucun plafond	N/A	N/A	N/A	N/A

AUTORISATIONS DONT LE RENOUELEMENT EST SOUMIS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 AVRIL 2020

Actionnariat salarié, attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions, attributions gratuites d'actions

Attribution d'actions de performance	24 mai 2018 (résolution 17)	26 mois (23 juillet 2020)	1,4 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration	Attribution le 24 mai 2018 de 1 900 032 actions soit 9 500 160 euros Attribution le 23 mai 2019 de 2 082 522 actions soit 10 412 610 euros	18	26 mois	1,4 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration
--------------------------------------	--------------------------------	------------------------------	---	---	----	---------	---

AUTORISATIONS EN COURS					AUTORISATIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 AVRIL 2020		
NATURE DE LA DÉLÉGATION	DATE DE L'AG (N° DE LA RÉSOLUTION)	DURÉE (DATE D'EXPIRATION)	MONTANT MAXIMUM AUTORISÉ	UTILISATION	N° RÉSOLUTION	DURÉE	PLAFOND
Attribution d'actions gratuites aux membres du personnel salarié et aux mandataires sociaux souscrivant à un plan d'actionnariat	24 mai 2018 (résolution 18)	26 mois (23 juillet 2020)	0,3 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration	N/A	19	26 mois	0,3 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration
Émission avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des adhérents à un plan d'épargne	24 mai 2018 (résolution 19)	26 mois (23 juillet 2020)	<p>2 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration</p> <p>Ce plafond s'impute sur le plafond de 720 M€, prévu à la 22^e résolution de l'Assemblée générale du 23 mai 2017</p> <p>Ce plafond s'impute sur le plafond de 2 % commun aux 19^e et 20^e résolutions</p> <p>Le prix d'émission sera déterminé dans les conditions prévues aux articles L.3332-19 et suivants du Code du travail. La décote maximale est fixée à 20 % de la moyenne des premiers cours cotés lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration fixant la date d'ouverture des souscriptions.</p>	N/A	20	26 mois	<p>2 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration</p> <p>Ce plafond s'impute sur le plafond de 2 % commun à la 19^e résolution et à la 20^e résolution de l'Assemblée générale extraordinaire du 24 mai 2018</p> <p>Ce plafond s'impute sur le plafond global de 720 M€, prévu à la 15^e résolution de l'Assemblée générale du 23 mai 2019</p> <p>Le prix d'émission sera déterminé dans les conditions prévues aux articles L.3332-19 et suivants du Code du travail. La décote maximale est fixée à 20 % de la moyenne des premiers cours cotés lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration fixant la date d'ouverture des souscriptions.</p>

AUTORISATIONS EN COURS					AUTORISATIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 AVRIL 2020		
NATURE DE LA DÉLÉGATION	DATE DE L'AG (N° DE LA RÉSOLUTION)	DURÉE (DATE D'EXPIRATION)	MONTANT MAXIMUM AUTORISÉ	UTILISATION	N° RÉSOLUTION	DURÉE	PLAFOND
Émission avec suppression du droit préférentiel de souscription réservée à certaines catégories de bénéficiaires pour permettre la réalisation d'opérations d'actionnariat des salariés Les catégories de bénéficiaires sont (a) les salariés et mandataires sociaux de sociétés non-françaises liées à la Société, (b) les OPCVM ou autres entités d'actionnariat salarié investis en titres de la Société, (c) les établissements bancaires ou leurs filiales qui interviennent pour les besoins de la mise en place d'un plan d'actionnariat salarié et/ou (d) les établissements financiers mandatés dans le cadre d'un « <i>Share Incentive Plan</i> ».	24 mai 2018 (résolution 20)	18 mois (23 novembre 2019)	1 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration Ce plafond s'impute sur le plafond de 720 M€ prévu à la 22 ^e résolution de l'Assemblée générale du 23 mai 2017 Ce plafond s'impute sur le plafond de 2 % commun aux 19 ^e et 20 ^e résolutions	N/A	21	18 mois	1 % du capital au jour de la décision du Conseil d'administration Ce plafond s'impute sur le plafond de 2 % commun à la 19 ^e résolution et à la 20 ^e résolution de l'Assemblée générale extraordinaire du 24 mai 2018 Ce plafond s'impute sur le plafond de 720 M€ prévu à la 15 ^e résolution de l'Assemblée générale du 23 mai 2019.
Réduction du capital par annulation d'actions							
Réduction de capital par annulation d'actions	24 mai 2018 (résolution 16)	18 mois (23 novembre 2019)	10 % du capital à la date d'annulation par période de 24 mois	N/A	17	18 mois	10 % du capital à la date d'annulation par période de 24 mois
Rachat par Rexel de ses propres actions							
Rachat d'actions	23 mai 2019 (résolution 13)	18 mois (22 novembre 2020)	10 % du capital à la date de réalisation Montant maximum total : 250 000 000 € Prix maximum de rachat : 30 €	Utilisation dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec Natixis et Oddo à des fins d'animation du marché : • Acquisition de 5 634 613 actions à un prix moyen de 10,47 € ; et • Cession de 5 807 243 actions à un prix moyen de 10,55 €	16	18 mois	10 % du capital à la date de réalisation Montant maximum total : 250 000 000 € Prix maximum de rachat : 30 €

6.2 Texte des projets de résolutions proposés à l'Assemblée générale mixte du 23 avril 2020

I. De la compétence de l'Assemblée générale ordinaire

Première résolution

(Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2019)

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux pour l'exercice clos le 31 décembre 2019,

Approuve les comptes sociaux, à savoir le bilan, le compte de résultat et les annexes, de l'exercice clos le 31 décembre 2019 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Ces comptes se traduisent par une perte de 14 542 953,82 euros.

En application des dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'Assemblée générale approuve le montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code général des impôts qui s'est élevé à 9 996 euros au cours de l'exercice écoulé, correspondant à un impôt sur les sociétés pris en charge pour un montant de 3 441,60 euros.

Deuxième résolution

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019)

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2019,

Approuve les comptes consolidés, à savoir le bilan, le compte de résultat et les annexes, de l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Ces comptes se traduisent par un bénéfice de 203,8 millions d'euros.

Troisième résolution

(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019, distribution d'un montant de 0,48 euro par action par prélèvement sur la prime d'émission)

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration,

Décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2019 qui s'élève à 14 542 953,82 euros de la façon suivante :

Origine du résultat à affecter :

- résultat de l'exercice 2019 (14 542 953,82) euros
- report à nouveau antérieur au 31 décembre 2019 0 euro

Total (14 542 953,82) euros

Affectation :

- au poste report à nouveau (14 542 953,82) euros

Solde (14 542 953,82) euros

Il est proposé de verser à chacune des actions composant le capital social et y ouvrant droit, une somme d'un montant de 0,48 euro par action, intégralement prélevée sur le poste « prime d'émission » dans les conditions ci-après :

Distribution proposée : 145 129 488,48 euros

Prélevée sur le poste suivant :

- Prime d'émission 145 129 488,48 euros

En conséquence, le compte « prime d'émission » serait ramené de 1 451 198 984 euros à 1 306 069 495,52 euros.

Le droit à cette distribution sera détaché de l'action le 2 juillet 2020 et la distribution sera mise en paiement le 6 juillet 2020.

Le montant global de la distribution de 145 129 488,48 euros a été déterminé sur la base d'un nombre d'actions composant le capital social de 304 102 013 actions au 31 décembre 2019 et

d'un nombre d'actions détenues par la Société de 1 748 912 actions à cette même date.

Le montant global de la distribution et, par conséquent, le montant de la prime d'émission, seront ajustés afin de tenir compte du nombre d'actions détenues par la Société à la date de mise en paiement de la distribution qui n'ouvrent pas droit aux distributions et, le cas échéant, des actions nouvelles ouvrant droit aux distributions émises en cas d'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement. Préalablement à la mise en paiement de la distribution, le Conseil d'administration ou, sur délégation, le Directeur Général, constatera le nombre d'actions détenues par la Société ainsi que le nombre d'actions supplémentaires qui auront été émises du fait de l'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement ; les sommes nécessaires

Pour les trois derniers exercices, les sommes distribuées aux actionnaires ont été les suivantes :

	2018	2017	2016
Dividende par action	0,44 euro ⁽¹⁾	0,42 euro ⁽¹⁾	0,40 euro ⁽¹⁾
Nombre d'actions rémunérées	302 193 786	302 027 053	302 056 728
Distribution totale	132 965 265,84 euros ⁽¹⁾	126 851 362,26 euros ⁽¹⁾	120 822 691 euros ⁽¹⁾

(1) Montant(s) éligible(s) à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, tel qu'indiqué à l'article 158-3-2° du Code général des impôts.

Quatrième résolution

(Approbation des conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce)

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial établi par les Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce,

Prend acte des informations relatives aux conventions conclues et aux engagements pris au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours du dernier exercice également mentionnées dans ledit rapport spécial ; et

Prend acte de la convention nouvelle conclue au cours de l'exercice social clos le 31 décembre 2019 soumise à l'approbation des actionnaires à la cinquième résolution.

Cinquième résolution

(Approbation de la modification des engagements de retraite à prestations définies de Monsieur Patrick Berard en sa qualité de Directeur Général

au paiement de la distribution attachée aux actions émises pendant cette période seront prélevées sur le compte « prime d'émission ».

Concernant le traitement fiscal de la distribution de 0,48 euro par action proposée aux actionnaires de la Société, il est précisé, sous réserve de possibles ajustements liés aux éventuelles variations mentionnées au paragraphe ci-dessus, que la distribution aura la nature fiscale, à hauteur de 0,48 euro (sur la base d'un montant de 145 129 488,48 euros, prélevé sur la « prime d'émission », réparti sur 302 353 101 titres), d'un remboursement d'apport ou de prime d'émission au sens de l'article 112 du Code général des impôts, non imposable pour les actionnaires personnes physiques résidant en France mais qui devra venir en réduction du prix de revient fiscal de l'action.

conformément aux dispositions de l'article L.225-42-1 du Code de commerce)

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial établi par les Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce,

Approuve le gel des engagements de retraite à prestations définies pris au bénéfice de Monsieur Patrick Berard en sa qualité de Directeur Général décidé par le Conseil d'administration du 17 décembre 2019 avec effet au 31 décembre 2019, conformément aux dispositions de l'article L.225-42-1 du Code de commerce, relatés dans ledit rapport spécial conformément à l'ordonnance n°2019-697 du 3 juillet 2019 relative aux régimes professionnels de retraite supplémentaire, tel que relaté dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément à l'article L.225-42-1 du Code de commerce.

Sixième résolution

(Approbation de la politique de rémunération applicable au Président du Conseil d'administration

pour l'exercice 2020, visée à l'article L.225-37-2 du Code de commerce)

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du chapitre 3 du document d'enregistrement universel de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, qui constitue le rapport sur le gouvernement d'entreprise, conformément à l'article L.225-37 du Code de commerce, et plus particulièrement du paragraphe 3.2.1.3 « Politique de rémunération applicable au Président du Conseil d'administration pour l'exercice 2020 »,

Approuve la politique de rémunération applicable au Président du Conseil d'administration à raison de son mandat pour l'exercice 2020, telle que détaillée dans ledit document.

Septième résolution***(Approbation de la politique de rémunération applicable aux administrateurs pour l'exercice 2020, visée à l'article L.225-37-2 du Code de commerce)***

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du chapitre 3 du document d'enregistrement universel de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, qui constitue le rapport sur le gouvernement d'entreprise, conformément à l'article L.225-37 du Code de commerce, et plus particulièrement du paragraphe 3.2.1.2 « Politique de rémunération applicable aux administrateurs pour l'exercice 2020 »,

Approuve la politique de rémunération applicable aux administrateurs à raison de leur mandat pour l'exercice 2020, telle que détaillée dans ledit document.

Huitième résolution***(Approbation de la politique de rémunération applicable au Directeur Général pour l'exercice 2020 visée à l'article L.225-37-2 du Code de commerce)***

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du chapitre 3 du document d'enregistrement universel de la

Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, qui constitue le rapport sur le gouvernement d'entreprise, conformément à l'article L.225-37 du Code de commerce, et plus particulièrement du paragraphe 3.2.1.4 « Politique de rémunération applicable au Directeur Général pour l'exercice 2020 »,

Approuve la politique de rémunération applicable au Directeur Général à raison de son mandat pour l'exercice 2020, telle que détaillée dans ledit document.

Neuvième résolution***(Approbation des informations visées à l'article L.225-37-3, I du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019)***

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du chapitre 3 du document d'enregistrement universel de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, qui constitue le rapport sur le gouvernement d'entreprise, conformément à l'article L.225-37 du Code de commerce, et plus particulièrement du paragraphe 3.2.2 « Rémunérations des mandataires sociaux pour l'exercice 2019 (articles L.225-37-3, I et L.225-100 du Code de commerce) »,

Approuve, conformément à l'article L.225-100, II du Code de commerce, les informations visées à l'article L.225-37-3, I du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Dixième résolution***(Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice 2019 à Monsieur Ian Meakins, Président du Conseil d'administration)***

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du chapitre 3 du document d'enregistrement universel de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, qui constitue le rapport sur le gouvernement d'entreprise, conformément à l'article L.225-37 du Code de commerce, et plus particulièrement du paragraphe 3.2.2 « Rémunérations des mandataires sociaux pour l'exercice 2019 (articles L.225-37-3, I et L.225-100 du Code de commerce) »,

Approuve, conformément à l'article L.225-100, III du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 à Monsieur Ian Meakins, Président du Conseil d'administration, tels que présentés dans le document d'enregistrement universel de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, section 3.2.2.2 « Rémunération et autres avantages versés ou attribués au Président du Conseil d'administration, Ian Meakins ».

Onzième résolution

(Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice 2019 à Monsieur Patrick Berard, Directeur Général)

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du chapitre 3 du document d'enregistrement universel de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, qui constitue le rapport sur le gouvernement d'entreprise, conformément à l'article L.225-37 du Code de commerce, et plus particulièrement du paragraphe 3.2.2 « Rémunérations des mandataires sociaux pour l'exercice 2019 (articles L.225-37-3, I et L.225-100 du Code de commerce) »,

Approuve, conformément à l'article L.225-100, III du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 à Monsieur Patrick Berard, Directeur Général, tels que présentés dans le document d'enregistrement universel de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, section 3.2.2.3 « Rémunération et autres avantages versés ou attribués au Directeur Général, Patrick Berard ».

Douzième résolution

(Ratification de la cooptation de Brigitte Cantaloube en qualité d'administrateur)

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration,

Décide, conformément à l'article L.225-24 du Code de commerce, de ratifier la cooptation de

Brigitte Cantaloube en qualité d'administrateur en remplacement de Thomas Farrell, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'Assemblée générale des actionnaires qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019, à tenir en 2020. Cette cooptation a été décidée par le Conseil d'administration du 12 février 2020.

Treizième résolution

(Renouvellement du mandat d'administrateur de Brigitte Cantaloube)

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration,

Conformément à l'article L.225-18 du Code de commerce :

1. prend acte de la fin du mandat d'administrateur de Brigitte Cantaloube à l'issue de la présente Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ; et
2. décide de renouveler le mandat d'administrateur de Brigitte Cantaloube, pour une durée de quatre années, qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023, à tenir en 2024.

Brigitte Cantaloube a fait savoir qu'elle acceptait le renouvellement de son mandat et qu'elle n'exerçait aucune fonction et n'était frappée d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Quatorzième résolution

(Renouvellement du mandat d'administrateur de Ian Meakins)

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration,

Conformément à l'article L.225-18 du Code de commerce :

1. prend acte de la fin du mandat d'administrateur de Ian Meakins à l'issue de la présente Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 en application des stipulations de l'article 14.2 des statuts de la Société, lequel prévoit que le Conseil

d'administration se renouvelle par quart ajusté à l'unité supérieure tous les ans de façon à ce qu'il soit intégralement renouvelé tous les quatre ans ; et

2. décide de renouveler le mandat d'administrateur de Ian Meakins, pour une durée de quatre années, qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023, à tenir en 2024.

Ian Meakins a fait savoir qu'il acceptait le renouvellement de son mandat et qu'il n'exerçait aucune fonction et n'était frappé d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Quinzième résolution

(Renouvellement du mandat d'administrateur de Patrick Berard)

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration,

Conformément à l'article L.225-18 du Code de commerce :

1. prend acte de la fin du mandat d'administrateur de Patrick Berard à l'issue de la présente Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 en application des stipulations de l'article 14.2 des statuts de la Société, lequel prévoit que le Conseil d'administration se renouvelle par quart ajusté à l'unité supérieure tous les ans de façon à ce qu'il soit intégralement renouvelé tous les quatre ans ; et
2. décide de renouveler le mandat d'administrateur de Patrick Berard, pour une durée de quatre années, qui expirera à l'issue de l'Assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023, à tenir en 2024.

Patrick Berard a fait savoir qu'il acceptait le renouvellement de son mandat et qu'il n'exerçait aucune fonction et n'était frappé d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Seizième résolution

(Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société)

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration,

Décide d'autoriser le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, des articles 241-1 à 241-7 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») et de la réglementation européenne applicable aux abus de marché, à acquérir ou faire acquérir des actions de la Société en vue, par ordre de priorité décroissant :

- d'assurer la liquidité et d'animer le marché des actions de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant en toute indépendance, dans le cadre d'un contrat de liquidité, dans le respect de la pratique de marché admise par l'AMF ;
- d'honorer les obligations liées à des attributions d'options sur actions, des attributions gratuites d'actions ou à d'autres attributions, allocations ou cessions d'actions aux salariés ou aux mandataires sociaux de la Société ou d'une entreprise associée et réaliser toute opération de couverture afférente à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques où le Conseil d'administration ou la personne agissant sur délégation du Conseil d'administration agira ;
- d'assurer la couverture des engagements de la Société au titre de droits, avec règlement en espèces portant sur l'évolution positive du cours de bourse de l'action de la Société, consentis aux salariés et mandataires sociaux de la Société ou d'une entreprise associée ;
- de conserver et de remettre ultérieurement des actions de la Société à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe, conformément à la réglementation applicable ;
- de remettre des actions de la Société à l'occasion d'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès par tout moyen, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société ;
- d'annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées, dans les conditions prévues par la loi, sous réserve d'une autorisation par l'Assemblée générale extraordinaire ; et
- de mettre en œuvre toute autre pratique qui viendrait à être admise ou reconnue par la loi ou par l'AMF ou tout autre objectif qui serait conforme à la réglementation en vigueur.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourra être effectué ou payé par tous moyens, sur le marché ou de gré à gré, y compris par voie

d'opérations sur blocs de titres ou d'offre publique, de mécanismes optionnels, d'instruments dérivés, d'achat d'options ou de valeurs mobilières dans le respect des conditions réglementaires applicables. La part du programme réalisée sous forme de bloc pourra atteindre l'intégralité du programme de rachat d'actions.

Cette autorisation pourra être mise en œuvre dans les conditions suivantes :

- le nombre maximum d'actions dont la Société pourra faire l'acquisition au titre de la présente résolution ne pourra excéder la limite de 10 % des actions composant le capital social à la date de réalisation du rachat des actions de la Société ;
- le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5 % du capital social ;
- le montant maximum global destiné au rachat des actions de la Société ne pourra dépasser 250 millions d'euros ;
- le prix maximum d'achat par action de la Société est fixé à 30 euros, étant précisé qu'en cas d'opération sur le capital, notamment par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, division ou regroupement des actions, ce prix maximum d'achat sera ajusté en conséquence par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération concernée et le nombre d'actions après ladite opération ; et
- les actions détenues par la Société ne pourront représenter à quelque moment que ce soit plus de 10 % de son capital social.

Les actions rachetées et conservées par la Société seront privées de droit de vote et ne donneront pas droit au paiement du dividende.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, poursuivre l'exécution de son programme de rachat d'actions à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'administration, avec faculté de délégation à toute personne conformément aux dispositions législatives et réglementaires, en vue d'assurer l'exécution de ce programme de rachat d'actions propres, et notamment pour passer tous ordres de bourse, conclure tous accords pour la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de l'AMF et tous autres organismes, établir tous documents, notamment d'information, procéder à l'affectation et, le cas échéant, réaffectation, dans les conditions prévues par la loi, des actions acquises aux différentes finalités poursuivies, remplir toutes formalités et d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

La présente autorisation est donnée pour une période de 18 mois à compter de la présente Assemblée générale.

Cette autorisation prive d'effet à hauteur de la partie non utilisée toute autorisation antérieure ayant le même objet et remplace l'autorisation donnée à la treizième résolution par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société du 23 mai 2019.

Le Conseil d'administration informera chaque année l'Assemblée générale des opérations réalisées dans le cadre de la présente résolution, conformément à l'article L.225-211 du Code de commerce.

II. Résolutions de la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire

Dix-septième résolution

(Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions)

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes,

Autorise le Conseil d'administration à réduire le capital social, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il décidera, par annulation de tout ou partie des actions de la Société acquises dans le cadre de tous programmes de rachat d'actions autorisés par l'Assemblée générale des actionnaires, dans la limite de 10 % du capital de la Société existant au jour de l'annulation par période de 24 mois, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce.

Cette autorisation est donnée pour une période de 18 mois à compter de la date de la présente Assemblée générale.

Tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'administration, avec faculté de délégation, pour :

- procéder à la réduction de capital par annulation des actions ;
- arrêter le montant définitif de la réduction de capital ;
- en fixer les modalités et en constater la réalisation ;
- imputer la différence entre la valeur comptable des actions annulées et leur montant nominal sur tous postes de réserves et primes disponibles ; et
- généralement, faire le nécessaire pour la mise en œuvre de la présente autorisation, modifier, en conséquence, les statuts et accomplir toutes formalités requises.

La présente autorisation prive d'effet à hauteur de la partie non utilisée toute autorisation antérieure ayant le même objet et remplace l'autorisation donnée à la quatorzième résolution de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société du 23 mai 2019.

Dix-huitième résolution

(Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'attribuer gratuitement des actions aux membres du personnel salarié et aux mandataires sociaux de la Société et de ses filiales)

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et statuant conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants et L.225-197-1 et suivants du Code de commerce :

1. Autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, à procéder en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes et/ou à émettre de la Société au profit des membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés, directement ou indirectement, dans les conditions de l'article L.225-197-2 du Code de commerce, ou de certaines catégories d'entre eux ;

2. Décide que le Conseil d'administration déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions et le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux, les conditions d'attribution et les critères d'attribution des actions.

Le Conseil d'administration devra assujettir l'attribution de l'intégralité des actions à une condition de présence et à des conditions de performance pour les mandataires sociaux, les membres du Comité exécutif, les directeurs de régions, de clusters et de pays. Pour les autres salariés, une partie des actions attribuées pourra être attribuée sous condition de présence seule, étant précisé que le nombre total d'actions gratuites attribuées sous condition de présence seule ne pourra pas dépasser 20 % du nombre d'actions pouvant être attribuées dans le cadre de la présente résolution.

Les conditions de performance seront appréciées sur une période minimale de trois années et comprendront la moyenne de la variation de l'EBITA, la croissance moyenne organique des ventes, la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts / EBITDA et la performance du titre Rexel par rapport à l'indice SBF 120 GR ;

3. Décide que le nombre d'actions pouvant être attribuées gratuitement au titre de la présente autorisation ne pourra excéder 1,4 % du capital social de la Société sur une période de 26 mois apprécié au jour de la décision d'attribution par le Conseil d'administration, étant précisé que :
 - i. ce plafond est fixé sans tenir compte des ajustements législatifs, réglementaires, et le cas échéant contractuels, nécessaires à la sauvegarde des droits des bénéficiaires ; et
 - ii. le nombre total des actions attribuées gratuitement ne peut excéder 10 % du capital social à la date de la décision de leur attribution par le Conseil d'administration étant précisé que, conformément à l'article L.225-197-1 du Code de commerce, ne sont pas prises en compte dans ce pourcentage les actions qui n'ont pas été définitivement attribuées au terme de la période d'acquisition prévue au paragraphe 4 ci-dessous ainsi que les actions qui ne sont plus soumises à l'obligation de conservation arrêtée par le Conseil d'administration, le cas échéant.

Ce plafond de 1,4 % du capital de la Société inclura, le cas échéant, les actions qui seront attribuées aux mandataires sociaux de la Société, étant précisé que ces attributions ne pourront

excéder 10 % des attributions effectuées en vertu de la présente autorisation ;

4. Décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition minimale de trois ans ;
5. Décide que l'attribution définitive des actions pourra avoir lieu avant le terme de la période d'acquisition en cas d'invalidité des bénéficiaires correspondant au classement dans la 2^e ou 3^e catégorie prévues à l'article L.341-4 du Code de la Sécurité sociale (ou équivalent hors de France) et que les actions seront librement cessibles immédiatement ;
6. Autorise le Conseil d'administration à procéder, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions attribuées en fonction des éventuelles opérations sur le capital de la Société de manière à préserver les droits des bénéficiaires ;
7. Autorise le Conseil d'administration, en cas d'attribution d'actions à émettre, à réaliser une ou plusieurs augmentation(s) de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission au profit des bénéficiaires desdites actions et prend acte que la présente autorisation emporte, de plein droit, renonciation corrélative des actionnaires au profit des attributaires à leur droit préférentiel de souscription auxdites actions et à la partie des réserves, bénéfices et primes ainsi incorporées, opération pour laquelle le Conseil d'administration bénéficie d'une délégation de compétence conformément à l'article L.225-129-2 du Code de commerce ;
8. Délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées conformément aux dispositions législatives et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente autorisation, à l'effet notamment :
 - de déterminer si les actions attribuées sont des actions à émettre ou des actions existantes ;
 - de déterminer l'identité des bénéficiaires et le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux ;
 - de fixer, dans les conditions et limites légales, les dates auxquelles il sera procédé aux attributions d'actions ;
 - d'arrêter les autres conditions et modalités d'attribution des actions, en particulier la période d'acquisition et la période de conservation des actions ainsi attribuées, dans un règlement de plan d'attribution gratuite d'actions ;

- de décider les conditions dans lesquelles le nombre des actions de performance attribuées sera ajusté, en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, et le cas échéant, les stipulations contractuelles, applicables ;
- plus généralement, de conclure tous accords, établir tous documents, constater les augmentations de capital résultant des attributions définitives, modifier corrélativement les statuts, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes ;

9. Décide que la présente autorisation est donnée pour une durée de 26 mois à compter de la date de la présente Assemblée générale ;
10. Décide que la présente autorisation prive d'effet à hauteur de la partie non utilisée toute autorisation antérieure ayant le même objet et remplace l'autorisation donnée à la dix-septième résolution par l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société du 24 mai 2018.

Dix-neuvième résolution

(Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'attribuer gratuitement des actions aux membres du personnel salarié et aux mandataires sociaux de la Société et de ses filiales qui souscrivent à un plan d'actionnariat salarié du groupe Rexel)

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et statuant conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants et L.225-197-1 et suivants du Code de commerce :

1. Autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, à procéder en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes et/ou à émettre de la Société au profit des membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés, directement ou indirectement, dans les conditions de l'article L.225-197-2 du Code de commerce, qui souscrivent à un plan d'actionnariat salarié du groupe Rexel qui serait notamment mis en place dans le cadre d'une augmentation de capital qui leur est réservée, effectuée en application de la dix-neuvième résolution de l'Assemblée générale

- extraordinaire du 24 mai 2018 ou de toute résolution qui viendrait s'y substituer (notamment la vingtième résolution de la présente Assemblée générale si celle-ci est adoptée) ou dans le cadre d'une cession d'actions existantes réservée aux adhérents d'un plan d'épargne du groupe Rexel ;
2. Décide que le Conseil d'administration déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions et le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux, les conditions d'attribution et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions. Le Conseil d'administration devra assujettir l'attribution des actions à une condition de présence ;
 3. Décide que le nombre d'actions pouvant être attribuées gratuitement au titre de la présente autorisation ne pourra excéder 0,3 % du capital social de la Société apprécié au jour de la décision d'attribution par le Conseil d'administration, étant précisé que :
 - i. ce plafond est fixé sans tenir compte des ajustements législatifs, réglementaires, et le cas échéant contractuels, nécessaires à la sauvegarde des droits des bénéficiaires ; et
 - ii. le nombre total des actions attribuées gratuitement ne peut excéder 10 % du capital social à la date de la décision de leur attribution par le Conseil d'administration étant précisé que, conformément à l'article L.225-197-1 du Code de commerce, ne sont pas prises en compte dans ce pourcentage les actions qui n'ont pas été définitivement attribuées au terme de la période d'acquisition prévue au paragraphe 4 ci-dessous ainsi que les actions qui ne sont plus soumises à l'obligation de conservation arrêtée par le Conseil d'administration, le cas échéant ;
 4. Décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition minimale de quatre ans, sans période de conservation ;
 5. Décide que l'attribution définitive des actions pourra avoir lieu avant le terme de la période d'acquisition en cas d'invalidité des bénéficiaires correspondant au classement dans la 2^e ou 3^e catégorie prévue à l'article L.341-4 du Code de la Sécurité sociale (ou équivalent hors de France) et que les actions seront librement cessibles immédiatement ;
 6. Autorise le Conseil d'administration à procéder, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions attribuées gratuitement en fonction des éventuelles opérations sur le capital de la Société de manière à préserver les droits des bénéficiaires ;
 7. En cas d'attribution gratuite d'actions à émettre, autorise le Conseil d'administration à réaliser une ou plusieurs augmentation(s) de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission au profit des bénéficiaires desdites actions et prend acte que la présente autorisation emporte, de plein droit, renonciation corrélative des actionnaires au profit des attributaires à leur droit préférentiel de souscription auxdites actions et à la partie des réserves, bénéfices et primes ainsi incorporées, opération pour laquelle le Conseil d'administration bénéficie d'une délégation de compétence conformément à l'article L.225-129-2 du Code de commerce ;
 8. Délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées conformément aux dispositions législatives et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente autorisation, à l'effet notamment :
 - de déterminer si les actions attribuées gratuitement sont des actions à émettre ou des actions existantes ;
 - de déterminer l'identité des bénéficiaires et le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux ;
 - de fixer, dans les conditions et limites légales, les dates auxquelles il sera procédé aux attributions gratuites d'actions ;
 - d'arrêter la condition de présence et les autres modalités d'attribution des actions, en particulier la période d'acquisition ainsi attribuée, dans un règlement de plan d'attribution gratuite d'actions ;
 - de décider les conditions dans lesquelles le nombre des actions attribuées gratuitement sera ajusté, en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires applicables ; et
 - plus généralement, de conclure tous accords, établir tous documents, constater les augmentations de capital résultant des attributions définitives, modifier corrélativement les statuts, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes.
 9. Décide que la présente autorisation est donnée pour une durée de 26 mois à compter de la date de la présente Assemblée générale.
 10. Décide que la présente autorisation prive d'effet à hauteur de la partie non utilisée toute autorisation antérieure ayant le même objet et remplace l'autorisation donnée à la dix-huitième résolution

par l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société du 24 mai 2018.

Vingtième résolution

(Autorisation à consentir au Conseil d'administration pour augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital de la Société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des adhérents à un plan d'épargne)

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et statuant conformément, d'une part, aux dispositions des articles L.225-129-2, L.225-129-6 et L.225-138-1 du Code de commerce et, d'autre part, aux dispositions des articles L.3332-1 et suivants du Code du travail :

1. Autorise le Conseil d'administration avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, à décider d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, sur ses seules décisions, aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, par émission (i) d'actions ordinaires, et/ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société ou donnant droit, immédiatement ou à terme, à l'attribution de titres de créances, et/ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société réservés aux adhérents à un ou plusieurs plans d'épargne entreprise ou de groupe établi en commun par la Société et les entreprises en France ou en dehors de France qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de commerce et de l'article L.3344-1 du Code du travail ;
2. Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres à émettre en application de la présente autorisation en faveur des bénéficiaires définis au premier paragraphe ci-dessus ;
3. Prend acte que la présente délégation emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital de la Société auxquels les valeurs

mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation donnent droit ;

4. Décide que le ou les prix d'émission des actions nouvelles ou des valeurs mobilières donnant accès au capital social sera déterminé dans les conditions prévues aux articles L.3332-19 et suivants du Code du travail et décide de fixer la décote maximale à 20 % de la moyenne des premiers cours cotés lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil d'administration fixant la date d'ouverture des souscriptions. Toutefois, l'Assemblée générale autorise expressément le Conseil d'administration à réduire la décote ou ne pas en consentir, notamment pour tenir compte de la réglementation applicable dans les pays où l'offre sera mise en œuvre ;
5. Décide que le montant nominal maximum de la ou des augmentation(s) de capital susceptible(s) d'être réalisée(s) en application de la présente autorisation ne pourra excéder 2 % du capital de la Société, apprécié au jour de la décision d'utilisation de la présente autorisation par le Conseil d'administration, étant précisé que :
 - le montant nominal maximum de la ou des augmentation(s) de capital susceptible(s) d'être réalisée(s) en vertu de la présente résolution, ainsi qu'en vertu de la vingtième résolution de l'Assemblée générale extraordinaire du 24 mai 2018 ou de toute résolution qui viendrait s'y substituer (notamment la vingt-et-unième résolution de la présente Assemblée générale si celle-ci est adoptée), ne pourra excéder un plafond de 2 % du capital de la Société ;
 - le montant nominal maximal de la ou des augmentation(s) de capital susceptible(s) d'être réalisée(s) en application de la présente autorisation s'imputera sur le plafond global fixé à la quinzième résolution de l'Assemblée générale extraordinaire du 23 mai 2019 ou à toute résolution de même nature qui viendrait s'y substituer ; et
 - ces montants ne tiennent pas compte du montant nominal des actions supplémentaires à émettre, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux éventuelles stipulations contractuelles prévoyant d'autres ajustements, visant à préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ;
6. Décide, en application des dispositions de l'article L.3332-21 du Code du travail, que le Conseil d'administration pourra prévoir

l'attribution aux bénéficiaires définis au premier paragraphe ci-dessus, à titre gratuit, d'actions à émettre ou déjà émises ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société à émettre ou déjà émis, au titre (i) de l'abondement qui pourra être versé en application des règlements de plans d'épargne d'entreprise ou de groupe, et/ou (ii), le cas échéant, de la décote ;

7. Décide que, dans le cas où les bénéficiaires définis au premier paragraphe ci-dessus n'auraient pas souscrit dans le délai imparti la totalité de l'augmentation de capital, celle-ci ne serait réalisée qu'à concurrence du montant des actions souscrites, les actions non souscrites pouvant être proposées à nouveau auxdits bénéficiaires dans le cadre d'une augmentation ultérieure ;
8. Donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation ou de subdélégation, conformément aux dispositions législatives et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente autorisation et, notamment, à l'effet de :
 - fixer les critères auxquels devront répondre les sociétés dont les salariés pourront bénéficier des émissions réalisées en application de la présente autorisation, déterminer la liste de ces sociétés ;
 - arrêter les modalités et conditions des opérations, les caractéristiques des actions, et, le cas échéant, des autres valeurs mobilières, déterminer le prix de souscription calculé selon la méthode définie à la présente résolution, arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions et les dates de jouissance et fixer les dates et les modalités de libération des actions souscrites ;
 - faire toute démarche nécessaire en vue de l'admission en bourse des actions créées partout où il le décidera ; et
 - imputer sur le poste « Primes d'émission » le montant des frais relatifs à ces augmentations de capital et y prélever, s'il le juge opportun, les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque émission, modifier corrélativement des statuts et, généralement, accomplir, directement ou par mandataire, toutes opérations et formalités liées aux augmentations du capital social réalisées en application de la présente autorisation.
9. Décide que l'autorisation conférée au Conseil d'administration en vertu de la présente résolution est valable pour une durée de 26 mois à compter de la présente Assemblée générale.

10. Décide que la présente autorisation prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette autorisation.

Vingt-et-unième résolution

(Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de décider de l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de certaines catégories de bénéficiaires pour permettre la réalisation d'opérations d'actionnariat des salariés)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L.225-129-2 et suivants et L.225-138 du Code de commerce :

1. Délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée conformément aux dispositions législatives et réglementaires, la compétence de décider d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il fixera, par émission (i) d'actions ordinaires et/ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société ou donnant droit, immédiatement ou à terme, à l'attribution de titres de créances, et/ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société, une telle émission étant réservée aux personnes répondant aux caractéristiques des catégories définies au paragraphe 3 ci-dessous ;
2. Décide que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente résolution, ne pourra pas excéder 1 % du capital social, apprécié au jour de la décision d'utilisation de la présente autorisation par le Conseil d'administration, étant précisé que :
 - le montant nominal maximum de la ou des augmentation(s) de capital susceptible(s) d'être réalisée(s) en vertu de la présente délégation, ainsi qu'en vertu de la dix-neuvième résolution

de l'Assemblée générale extraordinaire du 24 mai 2018 ou de toute résolution qui viendrait s'y substituer (notamment la vingtième résolution de la présente Assemblée générale si celle-ci est adoptée), ne pourra excéder un plafond de 2 % du capital de la Société ;

- le montant nominal maximal de la ou des augmentation(s) de capital susceptible(s) d'être réalisée(s) en application de la présente autorisation s'imputera sur le plafond global fixé à la quinzième résolution de l'Assemblée générale extraordinaire du 23 mai 2019 ou à toute résolution qui viendrait s'y substituer ; et
 - ces montants ne tiennent pas compte du montant nominal des actions supplémentaires à émettre, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux éventuelles stipulations contractuelles prévoyant d'autres ajustements, visant à préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société.
3. Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres susceptibles d'être émis en application de la présente délégation et de réserver le droit de les souscrire aux catégories de bénéficiaires répondant aux caractéristiques suivantes :
 - a) salariés et mandataires sociaux de sociétés non françaises liées à la Société dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de commerce et de l'article L.3344-1 du Code du travail ; et/ou
 - b) OPCVM ou autres entités, ayant ou non la personnalité morale, d'actionnariat salarié investis en titres de la Société dont les porteurs de parts ou les actionnaires seront constitués de personnes mentionnées au (a) du présent paragraphe ; et/ou
 - c) tout établissement bancaire ou filiale d'un tel établissement intervenant à la demande de la Société pour les besoins de la mise en place d'un plan d'actionnariat ou d'épargne au profit de personnes mentionnées au (a) du présent paragraphe dans la mesure où le recours à la souscription de la personne autorisée conformément à la présente résolution serait nécessaire ou souhaitable pour permettre à des salariés ou des mandataires sociaux visés ci-dessus de bénéficier de formules d'actionnariat ou d'épargne salariée équivalentes ou semblables en termes d'avantage économique à celles dont bénéficieraient les autres salariés du groupe Rexel ; et/ou
 - d) un ou plusieurs établissements financiers mandatés dans le cadre d'un « *Share Incentive Plan* » (SIP) établi au profit de salariés et mandataires sociaux de sociétés du groupe Rexel liées à la Société dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de commerce et de l'article L.3344-1 du Code du travail ayant leur siège au Royaume-Uni.
 4. Prend acte que la présente délégation emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital de la Société auxquels les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation donnent droit.
 5. Décide que le prix d'émission des actions nouvelles sera fixé de la manière suivante, selon les cas :
 - a) en cas d'émission visée au paragraphe 3 (a) à (c) ci-dessus, le ou les prix de souscription seront fixés dans les mêmes conditions que celles prévues par l'article L.3332-19 du Code du travail. La décote sera fixée au maximum à 20 % d'une moyenne des premiers cours cotés des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription. Toutefois, l'Assemblée générale autorise expressément le Conseil d'administration à réduire la décote ou ne pas en consentir, notamment pour tenir compte de la réglementation applicable dans les pays où l'offre sera mise en œuvre ; et
 - b) en cas d'émission visée au paragraphe 3 (d) ci-dessus, en application de la réglementation locale applicable au SIP, le prix de souscription sera égal au cours le moins élevé entre (i) le cours de l'action sur le marché réglementé d'Euronext à Paris à l'ouverture de la période de référence de ce plan, cette période ne pouvant dépasser une durée de 12 mois, et (ii) un cours constaté après la clôture de cette période dans un délai fixé en application de ladite réglementation. Ce prix sera fixé sans décote par rapport au cours retenu.
 6. Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de délégation ou de subdélégation, conformément aux dispositions législatives et réglementaires, dans les limites et conditions indiquées ci-dessus à l'effet notamment :
 - d'arrêter la liste du ou des bénéficiaires de la suppression du droit préférentiel de

souscription au sein des catégories définies ci-dessus, ainsi que le nombre de titres à souscrire par celui-ci ou chacun d'eux ;

- de fixer les montants des émissions qui seront réalisées en vertu de la présente délégation de compétence et d'arrêter notamment les prix d'émission, dates, délais, modalités et conditions de souscription, de libération, de délivrance et de jouissance des titres, les règles de réduction applicables en cas de sursouscription ainsi que les autres conditions et modalités des émissions, dans les limites législatives et réglementaires en vigueur ;
 - de constater la réalisation de l'augmentation de capital à concurrence du montant des actions souscrites (après éventuelle réduction en cas de sursouscription) ; et
 - le cas échéant, d'imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital résultant de l'augmentation de capital.
7. Décide que la délégation ainsi conférée au Conseil d'administration est valable pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée générale.
8. Décide que la présente autorisation prive d'effet à hauteur de la partie non utilisée toute autorisation antérieure ayant le même objet et remplace l'autorisation donnée à la vingtième résolution par l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société du 24 mai 2018.

Vingt-deuxième résolution

(Modification de l'article 10 des statuts afin de mettre en conformité les dispositions relatives à l'identification des actionnaires avec les nouvelles exigences législatives et réglementaires)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et compte tenu de la modification des articles L.228-1 et suivants du Code de commerce par la loi n°2019-486 du 22 mai 2019, décide de modifier l'article 10 des statuts de la Société de la façon suivante :

« Article 10 – IDENTIFICATION DES ACTIONNAIRES

La Société se tient informée de la composition de son actionnariat dans les conditions prévues par la Loi.

À ce titre, la Société peut faire usage de toutes les dispositions légales prévues en matière d'identification

des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées d'actionnaires. »

Vingt-troisième résolution

(Modification de l'article 14 des statuts afin de mettre en conformité les dispositions relatives à la composition du Conseil d'administration avec les nouvelles exigences législatives et réglementaires)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et compte tenu de la modification de l'article L.225-27-1 du Code de commerce par la loi n°2019-486 du 22 mai 2019, décide de modifier les paragraphes 7.1 et 7.2 de l'article 14 des statuts de la Société de la façon suivante :

« 7. Administrateurs représentant les salariés

7.1. Conformément à l'article L.225-27-1 du Code de commerce, le Conseil d'administration comprend un ou deux administrateurs représentant les salariés du Groupe, désigné comme suit.

Lorsque le nombre d'administrateurs, calculé conformément à la loi, est inférieur ou égal à huit, le Conseil d'administration comprend un administrateur représentant les salariés désignés par l'organisation syndicale ayant obtenu le plus de suffrages au premier tour des élections mentionnées aux articles L.2122-1 et L.2122-4 du Code du travail dans la Société et ses filiales, directes ou indirectes, dont le siège social est fixé sur le territoire français.

Lorsque le nombre d'administrateurs est supérieur à huit, et sous réserve que ce critère soit toujours rempli au jour de sa désignation, un second administrateur représentant les salariés est désigné par le Comité d'entreprise européen. Cette désignation intervient dans un délai de six mois à compter du dépassement du seuil de huit administrateurs.

En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, d'un siège d'administrateur représentant les salariés, le siège vacant est pourvu conformément aux dispositions de l'article L.225-34 du Code de commerce.

7.2 La durée du mandat des administrateurs salariés est de quatre ans.

Les fonctions de l'administrateur désigné en application de l'article L.225-27-1 du Code de commerce prennent fin à l'issue de la réunion

de l'Assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

En outre, leur mandat prend fin de plein droit lorsque ces représentants des salariés ne remplissent plus les conditions d'éligibilité prévues à l'article L.225-28 du Code de commerce ou encore en cas de rupture de leur contrat de travail conformément à l'article L.225-32 dudit Code.

La réduction à huit ou moins de huit du nombre des administrateurs nommées par l'Assemblée générale annuelle est sans effet sur la durée du mandat de l'ensemble des représentants des salariés au Conseil d'administration, qui prend fin à l'arrivée de son terme normal. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Vingt-quatrième résolution

(Modification de l'article 17 des statuts afin d'insérer la faculté pour le Conseil d'administration de délibérer par voie de consultation écrite)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et compte tenu de la modification de l'article L.225-37 du Code de commerce par la loi n° 2019-744 du 19 juillet 2019, décide de modifier l'article 17 des statuts de la Société de la façon suivante :

« Article 17 – DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. *Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, et au moins une fois par trimestre, sur la convocation de son président ou de son vice-président.*

Le Conseil d'administration peut se tenir par voie de réunion physique, de visioconférence, de tous autres moyens de télécommunication ou par voie de consultation écrite, dans les conditions prévues par la Loi en vigueur et conformément aux stipulations suivantes.

2. *Réunion physique, par voie de visioconférence ou tous autres moyens de télécommunications*

Sauf accord écrit de tous les membres du Conseil d'administration, les convocations doivent être faites par tous moyens écrits, y compris par fax ou par mail, au moins trois (3) jours avant

la date de la réunion et être accompagnées de l'ordre du jour de la réunion et de tous documents préparés en vue d'être soumis au Conseil d'administration. Toutefois, lorsque tous les membres du Conseil d'administration sont présents ou représentés (y compris par voie de participation ou représentation lors des conférences téléphoniques ou audiovisuelles) lors d'une réunion, celle-ci peut intervenir sans convocation préalable et sans l'obligation de respecter le délai de trois (3) jours.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Toutefois, si le Conseil d'administration ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, un groupe d'administrateurs peut, à la condition de représenter au moins le tiers des membres en fonctions, demander au président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé. Hors ce cas, l'ordre du jour est arrêté par le président et doit en tout état de cause être mentionné dans l'avis de convocation.

Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque membre du Conseil d'administration disposant d'une voix et ne pouvant représenter plus d'un de ses collègues.

Conformément à la réglementation applicable, un règlement intérieur du Conseil d'administration sera établi pour déterminer les participations et le vote aux séances du Conseil d'administration réunis par visioconférence ou par tous autres moyens de télécommunications.

À la condition que le règlement intérieur du Conseil d'administration le prévoit, seront réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participeront à des réunions du Conseil d'administration par des moyens de visioconférence ou par tous autres moyens de télécommunications conformément au règlement intérieur.

En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante, si et seulement si le Conseil d'administration est composé d'un nombre pair d'administrateurs en fonctions et uniquement lors des réunions présidées par le Président du Conseil d'administration.

3. Consultation écrite

Le Conseil d'administration peut également, au choix de son président, délibérer par voie de consultation écrite sur les décisions telles que prévues par la Loi.

En cas de consultation écrite, le président adresse à chaque administrateur, alternativement (i) par lettre recommandée avec accusé de réception, (ii) par courrier électronique avec accusé de réception, le texte des décisions proposées ainsi que tous documents utiles à son information.

Les administrateurs disposent d'un délai de cinq jours calendaires (clos à 23h59, heure de Paris, le dernier jour de ce délai) à compter de la date d'envoi du projet des décisions pour émettre leur vote par écrit. La réponse est adressée alternativement (i) par lettre recommandée avec accusé de réception, (ii) par courrier électronique avec accusé de réception, à l'attention du Président du Conseil d'administration, au siège social de la Société, le cas échéant.

Le Conseil d'administration ne délibère valablement sur consultation écrite que si la moitié au moins de ses membres a répondu dans le délai indiqué ci-dessus.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres ayant répondu, chaque membre disposant d'une voix.

En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante, si et seulement si un nombre pair d'administrateurs en fonctions a émis un vote conformément aux précédentes stipulations.

4. Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil d'administration, et qui mentionne le nom des administrateurs ayant participé aux délibérations par visioconférence ou par autres moyens de télécommunications ou ayant voté par correspondance.
5. Les délibérations du Conseil d'administration (y compris par voie de consultation écrite) sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés par le président de séance et au moins par un administrateur ou, en cas d'empêchement du président, par deux administrateurs au moins, sous réserve des stipulations applicables aux décisions prises par consultation écrite.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du Conseil

d'administration, le Directeur Général, les directeurs généraux délégués, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions du président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet. »

Vingt-cinquième résolution

(Modification de l'article 19 des statuts afin d'étendre la limite d'âge d'exercice des fonctions du Directeur Général)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et compte tenu de l'adoption de la quinzième résolution de la présente Assemblée générale, décide de modifier le paragraphe 2 de l'article 19 des statuts de la Société de la façon suivante :

« 2. Lorsque la Direction Générale de la Société est assumée par le président, les dispositions légales, réglementaires ou statutaires relatives au Directeur Général lui sont applicables et il prend le titre de Président-Directeur Général.

Lorsque le Conseil d'administration choisit la dissociation de la présidence du Conseil d'administration et de la direction générale de la Société, le conseil procède à la nomination du Directeur Général, fixe la durée de son mandat et l'étendue de ses pouvoirs dans le respect de la Loi et des présents statuts. Les décisions du Conseil d'administration limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers.

Pour l'exercice de ses fonctions, le Directeur Général doit être âgé de moins de 70 ans. Lorsqu'il atteint cette limite d'âge en cours de fonctions, lesdites fonctions cessent de plein droit et le Conseil d'administration procède à la nomination d'un nouveau Directeur Général. Ses fonctions de Directeur Général se prolongent cependant jusqu'à la date de réunion du Conseil d'administration qui doit procéder à la nomination de son successeur. Sous réserve de la limite d'âge telle qu'indiquée ci-avant, le Directeur Général est toujours rééligible.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration.

En cas d'empêchement temporaire du Directeur Général, le Conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de Directeur Général. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Vingt-sixième résolution

(Modification de l'article 20 des statuts afin de mettre en conformité les dispositions relatives à la rémunération des administrateurs avec les nouvelles exigences législatives et réglementaires)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et compte tenu de la modification de l'article L.225-45 du Code de commerce par la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019, décide de modifier le paragraphe 1 l'article 20 des statuts de la Société de la façon suivante :

« 1. L'Assemblée générale ordinaire peut allouer aux administrateurs en rémunération de leur activité une somme fixe annuelle, dont le montant est porté aux charges d'exploitation de la Société et reste maintenu jusqu'à décision contraire de l'Assemblée générale. Le Conseil d'administration répartit cette rémunération entre les administrateurs comme il l'entend. Dans les sociétés dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé, cette répartition est déterminée dans les conditions prévues par la Loi ».

Le reste de l'article demeure inchangé.

Vingt-septième résolution

(Modification de l'article 22 des statuts afin de mettre en conformité les dispositions relatives aux conventions réglementées avec les nouvelles exigences législatives et réglementaires)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et compte tenu de la modification des dispositions applicables à la procédure de contrôle et de publicité des conventions réglementées ainsi que des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales par la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019, complétée par l'ordonnance n° 2019-1234 et le décret n° 2019-1235 du 27 novembre 2019, décide de supprimer le deuxième paragraphe de l'article 22 des statuts de la Société et de rédiger l'article de la façon suivante :

« Article 22 - CONVENTIONS CONCLUES PAR LA SOCIÉTÉ AVEC SES ACTIONNAIRES OU SES DIRIGEANTS

Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et ses actionnaires ou l'un d'entre eux ou entre la Société et ses dirigeants ou l'un d'entre eux sera soumise à la procédure applicable telle que définie par la Loi. »

Vingt-huitième résolution

(Pouvoirs pour les formalités légales)

L'Assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, confère tous pouvoirs aux porteurs d'un original, de copies ou d'extraits du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

[Cette page est intentionnellement laissée en blanc]





7

**RESPONSABLE
DU DOCUMENT
D'ENREGISTREMENT
UNIVERSEL /
CONTRÔLEURS LÉGAUX
DES COMPTES**



7

RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL / CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES

409

7.1	Responsable du document d'enregistrement universel	412
7.1.1	Responsable du document d'enregistrement universel	412
7.1.2	Attestation du responsable du document d'enregistrement universel	412
7.1.3	Responsable de l'information financière	412
7.1.4	Calendrier indicatif de l'information financière	412
7.2	Contrôleurs légaux des comptes	413
7.2.1	Commissaires aux comptes titulaires	413
7.2.2	Commissaire aux comptes suppléant	413
7.3	Documents accessibles au public	413

7.1 Responsable du document d'enregistrement universel

7.1.1 Responsable du document d'enregistrement universel

Patrick Berard, Directeur Général de Rexel.

7.1.2 Attestation du responsable du document d'enregistrement universel

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document d'enregistrement universel sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport de gestion inclus dans le présent document d'enregistrement universel selon la table de concordance présentée à la section 8.3, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document d'enregistrement universel ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document d'enregistrement universel.

Patrick Berard
Directeur Général de Rexel
Paris, le 6 mars 2020

7.1.3 Responsable de l'information financière

Ludovic Debailleux

Directeur des Relations Investisseurs

Adresse : 13, boulevard du Fort de Vaux, 75017 Paris

Téléphone : +33 (0)1 42 85 85 00

Télécopie : +33 (0)1 42 85 92 05

7.1.4 Calendrier indicatif de l'information financière

Les informations financières communiquées au public par Rexel sont disponibles sur le site Internet de Rexel (www.rexel.com).

7.2 Contrôleurs légaux des comptes

7.2.1 Commissaires aux comptes titulaires

- KPMG SA
Représenté par Valérie Besson
et Jean-Marc Discours
Tour Eqho
2, avenue Gambetta
92066 Paris-La Défense Cedex

KPMG SA a été nommé commissaire aux comptes titulaire lors de l'Assemblée générale de Rexel du 25 mai 2016, pour une durée de six exercices sociaux, en remplacement d'Ernst & Young. Son mandat expire par conséquent à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2021.

KPMG SA appartient à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles.

- PricewaterhouseCoopers Audit
Représenté par Amélie Wattel et Pierre Clavié
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine cedex

PricewaterhouseCoopers Audit a été nommé commissaire aux comptes titulaire lors de l'Assemblée générale de Rexel du 16 mai 2012, pour une durée de six exercices sociaux, en remplacement

de KPMG Audit. Son mandat a été renouvelé lors de l'Assemblée générale de Rexel le 24 mai 2018, pour une durée de six exercices sociaux. Son mandat expire par conséquent à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2023.

PricewaterhouseCoopers Audit appartient à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles.

7.2.2 Commissaire aux comptes suppléant

- Salustro Reydel
Représenté par Jean-Claude Reydel
Tour Eqho
2, avenue Gambetta
92066 Paris-La Défense Cedex

Salustro Reydel a été nommé commissaire aux comptes suppléant lors de l'Assemblée générale de Rexel du 25 mai 2016, pour une durée de six exercices sociaux, en remplacement d'Auditex. Son mandat expire par conséquent à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2021.

Salustro Reydel appartient à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles.

7.3 Documents accessibles au public

L'ensemble des documents juridiques et financiers relatifs à Rexel et devant être mis à la disposition des actionnaires et du marché conformément à la

réglementation en vigueur peuvent être consultés au siège social de Rexel ou sur le site Internet de Rexel (www.rexel.com).



8



TABLES DE CONCORDANCE



8

TABLES DE CONCORDANCE

415

8.1	Table de concordance avec le règlement délégué (UE) 2019/980 du 14 mars 2019	418
8.2	Table de concordance avec le rapport financier annuel	422
8.3	Table de concordance avec le rapport de gestion (incluant le rapport sur le gouvernement d'entreprise)	423
8.4	Table de concordance avec les informations concernant la responsabilité sociale et environnementale	425
8.5	Table de concordance avec les 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies	427

8.1 Table de concordance avec le règlement délégué (UE) 2019/980 du 14 mars 2019

La table de concordance ci-après permet d'identifier, les informations requises par les annexes 1 et 2 du règlement délégué (UE) 2019/980 du 14 mars 2019 conformément au schéma de l'URD.

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ 2019/980 DU 14 MARS 2019 – ANNEXES 1 ET 2		DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL	
N°	SECTION	PARAGRAPHE(S)	PAGE(S)
1.	PERSONNES RESPONSABLES, INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, RAPPORTS D'EXPERTS ET APPROBATION DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE	7.1	412
1.1.	Personnes responsables des informations contenues dans le document d'enregistrement	7.1.1	412
1.2.	Déclaration des personnes responsables du document d'enregistrement	7.1.2	412
1.3.	Déclaration ou rapport d'expert	Non applicable	
1.4.	Attestations relatives aux informations provenant de tiers	Non applicable	
1.5.	Déclaration sans approbation préalable de l'autorité compétente	Page de couverture	
2.	CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	7.2	413
2.1.	Nom et adresse des contrôleurs légaux des comptes de l'émetteur	7.2.1, 7.2.2	413
2.2.	Contrôleurs légaux ayant démissionné, ayant été écartés ou n'ayant pas été re-désignés durant la période couverte	Non applicable	
3.	FACTEURS DE RISQUE	2	43 à 67
4.	INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR	1.2	21 et 22
4.1.	Raison sociale et nom commercial	1.2.1	21
4.2.	Lieu, numéro d'enregistrement et identifiant d'entité juridique (LEI)	1.2.2	21
4.3.	Date de constitution et durée de vie	1.2.3	21
4.4.	Siège social, forme juridique, législation, pays d'origine, adresse et numéro de téléphone du siège statutaire et site web	1.2.4	21
5.	APERÇU DES ACTIVITÉS	1.3	22 à 33
5.1.	Principales activités	1.3.2, 1.3.3, 1.3.4	23 à 33
5.1.1.	Nature des opérations et principales activités	1.3.2, 1.3.3, 1.3.4	23 à 33
5.1.2.	Nouveaux produits et/ou services	1.3.2, 1.3.3, 1.3.4	23 à 33
5.2.	Principaux marchés	1.3.1	23 à 25
5.3.	Évènements importants dans le développement des activités	1.3	22 à 33
5.4.	Stratégie et objectifs	1.3.3	31 à 33
5.5.	Dépendance de l'émetteur à l'égard des brevets, licences, contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	1.3.4	33
5.6.	Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	Remarques générales	
5.7.	Investissements	1.6	38
5.7.1.	Investissements importants réalisés	1.2, 1.6.1	21 et 22, 38
5.7.2.	Investissements en cours ou pour lesquels des engagements fermes ont déjà été pris	1.1, 1.6.2	18 à 20, 38
5.7.3.	Coentreprises et entreprises dans lesquelles l'émetteur détient une part de capital susceptible d'avoir une influence significative sur l'évaluation de son actif et de son passif, de sa situation financière ou de ses résultats	1.4.2	34 à 36
5.7.4.	Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation, faite par l'émetteur, de ses immobilisations corporelles	4.4	211 à 223

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ 2019/980 DU 14 MARS 2019 - ANNEXES 1 ET 2		DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL	
N°	SECTION	PARAGRAPHE(S)	PAGE(S)
6.	STRUCTURE ORGANISATIONNELLE	1.4	34 à 36
6.1.	Description sommaire du Groupe	1.4.1	34
6.2.	Liste des filiales importantes	1.4.2	34 à 36
7.	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT	5	243 à 359
7.1.	Situation financière	5.1.1	248 à 256
7.1.1.	Évolution et résultat des activités de l'émetteur, évolution de sa situation financière pour chaque exercice et période intermédiaire pour lesquels des informations financières historiques sont exigées	5.1.1	248 à 256
7.1.2.	Évolution future probable des activités de l'émetteur et activités en matière de recherche et développement	1.3.4, 5.1.3	33, 261 et 262
7.2.	Résultats d'exploitation	5.1.1	248 à 256
7.2.1.	Facteurs importants, événements inhabituels ou peu fréquents ou nouveaux développements, influant sensiblement sur le revenu d'exploitation	5.1.1	248 à 256
7.2.2.	Raison des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets	5.1.1	248 à 256
8.	TRÉSORERIE ET CAPITAUX	5.1.2	256 à 261
8.1.	Informations sur les capitaux de l'émetteur	5.1.2	256 à 261
8.2.	Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur et description de ces flux de trésorerie	5.1.2	256 à 261
8.3.	Besoins de financement et structure de financement	5.1.2	256 à 261
8.4.	Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations de l'émetteur	5.1.2	256 à 261
8.5.	Informations concernant les sources de financement attendues nécessaires pour honorer les engagements visés au point 5.7.2.	1.2, 1.6, 5.1.1, 5.2.1	21 et 22, 38, 248 à 256, 266 à 331
9.	ENVIRONNEMENT RÉGLEMENTAIRE	1.7	39 et 40
9.1.	Description de l'environnement réglementaire dans lequel l'émetteur opère et qui peut influencer de manière significative sur ses activités et toute mesure ou facteur de nature administrative, économique, budgétaire, monétaire ou politique ayant influé ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les activités de l'émetteur	1.7	39 et 40
10.	INFORMATION SUR LES TENDANCES	1.3, 5.1	22 à 33, 248 à 263
10.1.	Principales tendances ayant affecté la production, les ventes et les stocks, les coûts et les prix de vente depuis la fin du dernier exercice jusqu'à la date du document d'enregistrement	1.3, 5.1	22 à 33, 248 à 263
10.2.	Tendance connue, incertitude ou demande ou engagement ou événement raisonnablement susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur, au moins pour l'exercice en cours	5.1.3	261 et 262
11.	PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE	5.1.3	261 et 262
11.1.	Prévisions ou estimations du bénéfice publiées	5.1.3	261 et 262
11.2.	Principales hypothèses sur lesquelles l'émetteur a fondé sa prévision ou son estimation	5.1.3	261 et 262
11.3.	Déclaration de comparabilité avec les informations financières historiques et de conformité aux méthodes comptables de l'émetteur	5.1.3	261 et 262
12.	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE	3.1	72 à 104
12.1.	Informations concernant les membres des organes d'administration, de direction et de surveillance	3.1.1 à 3.1.6	72 à 104
12.2.	Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale	3.1.7, 3.3	104, 141 à 144

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ 2019/980 DU 14 MARS 2019 – ANNEXES 1 ET 2		DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL	
N°	SECTION	PARAGRAPHE(S)	PAGE(S)
13.	RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES	3.2	104 à 140
13.1.	Montant de la rémunération versée et avantages en nature octroyés par l'émetteur et ses filiales	3.2.1 à 3.2.3	104 à 140
13.2.	Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur ou ses filiales aux fins de versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	3.2.2, 3.2.3	125 à 140
14.	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	3.6.2	146 à 151
14.1.	Date d'expiration des mandats actuels et période durant laquelle la personne est restée en fonction	3.1.1, 3.1.2, 3.1.3	72 à 103
14.2.	Informations sur les contrats de service liant les membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance à l'émetteur ou à l'une quelconque de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages, ou une déclaration appropriée attestant de l'absence de tels avantages	3.1.8	104
14.3.	Informations sur le comité d'audit et le comité de rémunération de l'émetteur	3.1.2.1, 3.1.2.3	98 à 100, 101 et 102
14.4.	Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise qui lui est applicable	3	69 à 179
14.5.	Incidences significatives potentielles sur la gouvernance d'entreprise	3.1	72 à 104
15.	SALARIÉS	4.3	199 à 211
15.1.	Nombre de salariés à la fin de la période couverte par les informations financières historiques ou nombre moyen durant chaque exercice de cette période et répartition des salariés par grande catégorie d'activité et par site	4.3.1	199 à 200
15.2.	Participations et stock-options	3.7.2.4 à 3.7.2.6	158 à 167
15.3.	Accords prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	3.7.2.4, 4.3.2.4	158, 203
16.	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	3.7.1	156
16.1.	Nom de toute personne non membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance détenant, directement ou indirectement, un pourcentage du capital social ou des droits de vote de l'émetteur devant être notifié en vertu de la législation nationale applicable et montant de la participation ainsi détenue, ou déclaration appropriée en l'absence de telles personnes	3.7.1, 3.7.2	156 à 167
16.2.	Droits de vote différents, ou déclaration appropriée indiquant l'absence de tels droits de vote	3.7.3	167
16.3.	Détention ou contrôle, direct ou indirect, de l'émetteur	3.7.2	156 à 167
16.4.	Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	3.7.5	168
17.	TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES	3.3	141 à 143
17.1.	Détail des transactions avec des parties liées	3.3	141 à 143
18.	INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR	5.2, 5.3	265 à 336, 339 à 359
18.1.	Informations financières historiques	5.2, 5.3	265 à 336, 339 à 359
18.1.1.	Informations financières historiques auditées pour les trois derniers exercices et rapport d'audit pour chacun de ces exercices	5.2, 5.3	265 à 336, 339 à 359
18.1.2.	Changement de date de référence comptable	Non applicable	
18.1.3.	Normes comptables	5.2.1	266 à 331
18.1.4.	Changement de référentiel comptable	5.2.1 (note 3.2.1)	266 à 331
18.1.5.	Informations financières auditées établies conformément à des normes comptables nationales	5.3	339 à 359
18.1.6.	États financiers consolidés	5.2	265 à 336

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ 2019/980 DU 14 MARS 2019 – ANNEXES 1 ET 2		DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL	
N°	SECTION	PARAGRAPHE(S)	PAGE(S)
18.1.7.	Date des dernières informations financières	5.2, 5.3	265 à 336, 339 à 359
18.2.	Informations financières intermédiaires et autres	Non applicable	
18.2.1.	Informations financières trimestrielles ou semestrielles	Non applicable	
18.3.	Audit des informations financières annuelles historiques	5.2.2, 5.2.3	332 à 336, 356 à 359
18.3.1.	Audit indépendant des informations financières annuelles historiques	5.2.2, 5.2.3	332 à 336, 356 à 359
18.3.2.	Autres informations auditées par les contrôleurs légaux	4	181 à 240
18.3.3.	Informations financières non tirées des états financiers audités	Non applicable	
18.4.	<i>Informations financières pro forma</i>	Non applicable	
18.4.1.	<i>Modification significative des valeurs brutes</i>	Non applicable	
18.5.	Politique en matière de dividendes	5.1.4	262
18.5.1.	Description de la politique de distribution de dividendes et de toute restriction applicable	5.1.4	262
18.5.2.	Montant du dividende par action	5.1.4	262
18.6.	Procédures judiciaires et d'arbitrage	5.2.1 (note 27)	327 et 328
18.6.1.	Procédures significatives	5.2.1 (note 27)	327 et 328
18.7.	Changement significatif de la situation financière de l'émetteur	5.1.5	262
18.7.1.	Description	5.1.5	262
19.	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES	3.6, 3.7, 3.8	146 à 178
19.1.	Capital social	3.8	168 à 178
19.1.1.	Montant du capital émis et autorisé, nombre d'actions émises et totalement libérées et émises mais non totalement libérées, valeur nominale par action, rapprochement du nombre d'actions en circulation à la date d'ouverture et à la date de clôture de l'exercice	3.8.1	168 à 173
19.1.2.	Informations relatives aux actions non représentatives du capital	3.8.2	174
19.1.3.	Nombre, valeur nominale et valeur comptable des actions détenues par l'émetteur lui-même ou en son nom, ou par ses filiales	3.8.3	174 à 176
19.1.4.	Informations relatives aux valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription	3.8.4	176 et 177
19.1.5.	Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou obligation attaché(e) au capital autorisé, mais non émis, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital	Non applicable	
19.1.6.	Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option	Non applicable	
19.1.7.	Historique du capital social	3.8.5	177 et 178
19.2.	Acte constitutif et statuts	3.6	146 à 155
19.2.1.	Registre et objet social	1.2.2, 3.6.1	21, 146
19.2.2.	Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions existantes	3.6.3	151 et 152
19.2.3.	Dispositions de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement de l'émetteur qui pourraient avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de son contrôle	3.6.6	154
20.	CONTRATS IMPORTANTS	5.2.1 (notes 22 et 23)	266 à 331
20.1.	Résumé de chaque contrat important	5.2.1 (notes 22 et 23)	266 à 331
20.2.	Informations provenant d'une tierce partie	Non applicable	
21.	DOCUMENTS DISPONIBLES	7.3	413
21.1.	Déclaration sur les documents pouvant être consultés	7.3	143

8.2 Table de concordance avec le rapport financier annuel

La table de concordance ci-après permet d'identifier, dans le présent document d'enregistrement universel, les informations qui constituent le rapport financier annuel devant être publié conformément aux articles L.451-1-2 du Code monétaire et financier et 222-3 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

RAPPORT FINANCIER ANNUEL		DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL	
N°	RUBRIQUE	PARAGRAPHE(S)	PAGE(S)
1.	Comptes annuels	5.3.1	340 à 355
2.	Comptes consolidés	5.2.1	266 à 331
3.	Rapport de gestion (voir paragraphe 8.3)	1 à 6	9 à 406
4.	Déclaration des personnes physiques qui assument la responsabilité du rapport financier annuel	7.1	412
5.	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	5.3.2	356 à 359
6.	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	5.2.2	332 à 336

8.3 Table de concordance avec le rapport de gestion (incluant le rapport sur le gouvernement d'entreprise)

La table de concordance ci-après permet d'identifier, dans le présent document d'enregistrement universel, les informations qui constituent le rapport de gestion devant être publié conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du Code de commerce.

RAPPORT DE GESTION		DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL	
N°	RUBRIQUE	PARAGRAPHE(S)	PAGE(S)
1.	Activité et situation financière	1.2, 1.3, 5.1.1, 5.1.2, 5.1.5	21 à 33, 248 à 261, 262
2.	Événements récents, tendances et perspectives	5.1.1 à 5.1.3, 5.2.1 (note 2), 5.3.1	248 à 262, 266 à 331, 340 à 355
3.	Recherche et développement	1.3.4	33
4.	Description des principaux risques et incertitudes	2	43 à 67
5.	Procédures de contrôle interne et de gestion des risques	2.3	63 à 67
6.	Utilisation d'instruments financiers	5.2.1 (notes 3.11, 3.12 et 23)	281 à 293, 322 à 326
7.	Filiales et participations	1.4, 5.2.1, 5.3.1	34 à 36, 266 à 331, 340 à 355
8.	Dividendes distribués au cours des trois derniers exercices	6.1	364 à 390
9.	Délais de paiement	5.1.6	263
10.	Tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices	5.3.1	340 à 355
11.	Rapport sur le gouvernement d'entreprise	3	69 à 179
12.	Choix des modalités du mode d'exercice de la Direction Générale	3.1.3	102 et 103
13.	Limitations de pouvoir du Directeur Général	3.1.1.3	91 à 96
14.	Composition du Conseil d'administration, conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration	3.1.1	72 à 97
15.	Liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire durant l'exercice	3.1.1.1	75 à 87
16.	Politique de rémunération des mandataires sociaux	3.2.1	104 à 125
17.	Rémunération et avantages de toute nature des mandataires sociaux	3.2.2	125 à 137
18.	Proportion relative de la rémunération fixe et variable	3.2.1	104 à 125
19.	Utilisation de la possibilité de demander la restitution d'une rémunération variable	Non applicable	
20.	Niveau de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux par rapport à la rémunération moyenne et à la rémunération médiane des salariés de la société	3.2.2.5	137
21.	Evolution annuelle de la rémunération, des performances de la société, de la rémunération moyenne des salariés et des ratios d'équité au cours des cinq derniers exercices	3.2.1, 3.2.2	104 à 137
22.	Explication de la manière dont la rémunération totale respecte la politique de rémunération adoptée et de la manière dont les critères de performance sont appliqués	3.2.2	125 à 137
23.	Manière dont le vote de la dernière assemblée générale ordinaire sur les informations mentionnées au I de l'article L.225-37-3 du Code de commerce a été pris en compte	3.2.1	104 à 125

RAPPORT DE GESTION		DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL	
N°	RUBRIQUE	PARAGRAPHE(S)	PAGE(S)
24.	Écarts et dérogations appliqués par rapport à la politique de rémunération	Non applicable	
25.	Engagements pris à l'égard des mandataires sociaux	3.3.2	141 et 142
26.	État récapitulatif des opérations réalisées en 2019 sur les titres Rexel par les mandataires sociaux et leurs proches	3.7.2.3	157 et 158
27.	Description de la procédure permettant d'évaluer régulièrement si les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales remplissent ces conditions et de sa mise en œuvre	3.3.1	141
28.	Description de la politique de diversité appliquée aux membres du Conseil d'administration	3.1.1.2, 3.1.5	87 à 91, 103
29.	Description des objectifs, modalités de mise en œuvre et résultats obtenus au cours de l'exercice	3.1.1.2 à 3.1.1.4	87 à 97
30.	Dispositions du Code Afep-Medef écartées et raisons pour lesquelles elles ont été écartées	3.5	145
31.	Modalités particulières de participation des actionnaires à l'Assemblée Générale	3.6.5	152 à 155
32.	Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange	3.9	178 à 179
33.	Informations concernant le capital social (structure du capital, restriction statutaire et actionnariat salarié)	3.8	168 à 178
34.	Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité	3.8.1	168 à 173
35.	Déclaration de performance extra-financière	4.1 à 4.6 (voir paragraphe 8.4 du présent chapitre)	184 à 232
36.	Plan de vigilance	4.7	232 à 238

8.4 Table de concordance avec les informations concernant la responsabilité sociale et environnementale

La table de concordance ci-après permet d'identifier, dans le présent document d'enregistrement universel, les informations concernant la responsabilité sociale et environnementale.

RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE		DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL	
N°	RUBRIQUE	PARAGRAPHE(S)	PAGE(S)
I.	Informations relatives au modèle d'affaire	4.1.1	184
II.	Informations sociales, environnementales, sociétales		
1.	Informations sociales	4.3	199 à 211
	a) Emploi		
	Effectif total et répartition des salariés	4.3.1	199 à 200
	Embauches et licenciements	4.3.2.1 à 4.3.2.3	200 à 203
	Rémunérations et évolution	4.3.2.4	203
	b) Organisation du travail		
	Organisation du temps de travail	4.3.3.5	207 et 208
	Absentéisme	4.3.2.2	201 et 202
	c) Santé et sécurité		
	Conditions de santé et de sécurité au travail	4.3.3.4	206 et 207
	Accidents du travail et maladies professionnelles	4.3.3.4	206 et 207
	d) Relations sociales		
	Organisation du dialogue social	4.3.3.3	205 et 206
	Bilan des accords collectifs	4.3.3.3	205 et 206
	e) Formation		
	Politiques mises en œuvre	4.3.3.2	204 et 205
	Nombre total d'heures de formation	4.3.3.2	204 et 205
	f) Égalité de traitement		
	Mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	4.3.4.1	208 et 209
	Mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées	4.3.4.2	209
	Politique de lutte contre les discriminations	4.1.2.1, 4.2.1, 4.3.3, 4.3.4, 4.5.1	184 à 188, 195 à 198, 208 à 210, 224 et 225
2.	Informations environnementales	4.4	211 à 223
	a) Politique générale en matière environnementale		
	Organisation de la société	4.4.1	221 à 194
	Action de formation et d'information des salariés	4.4.1.1.2	212 et 213
	Moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions	4.4.1.2	213 et 214
	Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement	4.4.1.2	213 et 214
	b) Pollution et gestion des déchets		
	Mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets	4.4.1.2, 4.4.5	213 et 214, 223 à 228
	Mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets	4.4.4	218 à 221
	Prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité	4.4.5	221 à 228

TABLES DE CONCORDANCE

RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE		DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL	
N°	RUBRIQUE	PARAGRAPHE(S)	PAGE(S)
	c) Economie circulaire		
	i) Prévention et gestion des déchets		
	Mesures de prévention, de recyclage, de réutilisation, d'autres formes de valorisation et d'élimination des déchets	4.4.4	218 à 221
	Actions de lutte contre le gaspillage alimentaire	4.4.6	221 à 223
	ii) Utilisation durable des ressources		
	Consommation d'eau et approvisionnement en eau	4.4.5, 4.6	221, 228 à 232
	Consommation de matières premières et mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation	4.4.4	218 à 221
	Consommation d'énergie, mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et recours aux énergies renouvelables	4.4.3.1	216 à 218
	Utilisation des sols	4.4.5	221 à 228
	d) Changement climatique		214 à 216
	Postes significatifs d'émissions de gaz à effet de serre générés du fait de l'activité de la société, notamment par l'usage des biens et services qu'elle produit	4.4.2.2	214, 216
	Mesures prises pour l'adaptation aux conséquences du changement climatique	4.4.2.1, 4.4.2.3	214 et 216
	Objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et moyens mis en œuvre	4.4.2.2	214 à 216
	e) Protection de la biodiversité		
	Mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité	4.4.5	221 à 228
3.	Informations sociétales		
	a) Engagements sociétaux en faveur du développement durable		
	Impact de l'activité de la société en matière d'emploi et de développement local	4.1.2	184 à 191
	Impact de l'activité de la société sur les populations riveraines ou locales	4.1.2	184 à 191
	Relations entretenues avec les parties prenantes	4.1.2.2	188 à 190
	Actions de partenariat ou de mécénat	4.1.2.2, 4.5.3	188 à 190, 227 et 228
	b) Sous-traitance et fournisseurs		
	Prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux	4.1.2, 4.5.1	188 à 190, 224 et 225
	Prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale	4.1.2, 4.5.1	188 à 190, 224 et 225
	c) Loyauté des pratiques		
	Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs	4.2.1, 4.5.2	195 à 198, 225 à 227
4.	Autres informations		
	1°) Actions engagées pour prévenir la corruption	4.2.1	195 à 198
	2°) Informations relatives aux actions en faveur des droits de l'homme	4.2.1	195 à 198
	a) Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail	4.2.1, 4.5.1, 4.7.2.3	195 à 198, 224 et 225, 235
	Respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective	4.1.2.1	184 à 188
	Élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession	4.3.4	208 à 210
	Élimination du travail forcé ou obligatoire	4.1.2.1, 4.5.1	184 à 188, 224 et 225
	Abolition effective du travail des enfants	4.1.2.1, 4.5.1	184 à 188, 224 et 225
	b) Autres actions engagées en faveur des droits de l'homme	4.1.2, 4.2.1, 4.5.1	188 à 190, 195 à 198, 224 et 225

8.5 Table de concordance avec les 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies

Pacte mondial des Nations Unies

PRINCIPES DU PACTE MONDIAL	NOS ENGAGEMENTS	NOS INITIATIVES ET INDICATEURS	PAGE(S)
Promouvoir et respecter les droits de l'homme reconnus sur le plan international Refuser d'être complice de violations des droits de l'homme	Guide d'éthique	4.2.1	195 à 198
	Clauses de responsabilité sociale incluses dans les contrats d'achat	4.1.1, 4.2, 4.5.1	184, 195 à 199, 224 et 225
	Politiques de responsabilité sociale	4.1.1, 4.2.2 à 4.3.5	184, 198 à 211
	Charte d'engagement sociétal	4.1.2.2	188 à 190
	Fondation Rexel pour le progrès énergétique	4.1.2.2, 4.5.3	188 à 190, 227 et 228
Respecter l'exercice de la liberté d'association et reconnaître le droit à la négociation collective	Guide d'éthique	4.2.1	195 à 198
Éliminer toutes les formes de travail forcé et obligatoire	Clauses de responsabilité sociale incluses dans les contrats d'achat	4.1.2.2, 4.5.1	188 à 190, 224 et 225
Abolir de façon effective le travail des enfants	Politiques de responsabilité sociale	4.1.1, 4.3.1 à 4.3.4	184, 199 à 210
Éliminer la discrimination en matière d'emploi et d'exercice d'une profession			
Promouvoir une approche prudente des grands problèmes touchant l'environnement Prendre des initiatives en faveur de pratiques environnementales plus responsables	Guide d'éthique	4.2.1	195 à 198
	Clauses environnementales incluses dans les contrats d'achat	4.1.2.2, 4.5.1	188 à 190, 224 et 225
	Charte pour l'environnement	4.4.1.1.1	212
	Politiques environnementales	4.4.1.1	211 à 213
Encourager la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement	Charte pour l'environnement	4.4.1.1.1	212
	Charte d'engagement sociétal	4.1.2.2	188 à 190
	Fondation Rexel pour le progrès énergétique	4.1.2.2, 4.5.3	188 à 190, 227 à 228
Agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin	Guide d'éthique	4.2.1	195 à 198
	Politiques de lutte anti-corruption et anti-blanchiment	2.1.4, 4.2.1	60 et 61, 195 à 198

Ce document a été fabriqué en France par un imprimeur certifié IMPRIM'VERT® sur un papier « offset inaset ».



Crédits photos :

couverture : © Frédéric Delangle / bâtiment réalisé par TOA Architectes -

Chapitre 1 : © Danila Shtantsov / Adobe Stock

Chapitre 2 : © jamesteohart / Adobe Stock

Chapitre 3 : © 4Max / Adobe Stock

Chapitre 4 : © 2mmedia / Adobe Stock

Chapitre 5 : © Iuliia Sokolovska / Adobe Stock

Chapitre 6 : © photoncatcher36 / Adobe Stock

Chapitre 7 : © Ivan Kurmyshov / Adobe Stock

Chapitre 8 : © Hao Zhou / Adobe Stock

Rexel

13, boulevard du Fort-de-Vaux
75838 Paris Cedex 17 - France
Tél. : + 33 (0)1 42 85 85 00
Fax : + 33 (0)1 42 85 92 02
www.rexel.com